UNION DES OFFICIERS DE RESERVE DE l'OCÉAN INDIEN
BP 60669 — 97473 SAINT-DENIS CEDEX
(Membre de l'Entente Patriotique de la Réunion : http://www.epr974.re/)

Union Nationale des Officiers de Réserve
Fondée en 1922/Déclarée d'utilité publique par décret du 24 février 1967
Siège social : 12 rue Marie Laurencin 75012 Paris
http://www.unor-reserves.fr/

BULLETIN N°15 en date du 15 avril 2019

DERNIER NUMÉRO !

Je ne juge pas… je livre, sommairement triés et compilés, les médias tels qu'ils sont… à chacun de faire son Opinion, les articles n'engagent que leurs auteurs.

Planification des Thèmes & Sujets	
1 – Lois & Décrets	**e) - Service de Santé**
2 – Nécrologies & Mémoires	**f) – Renseignement**
3 – Décorations & Commémorations	**g) – Cybersécurité**
4 – Autorités, Etats-Majors	**h) – Service du commissariat des armées**
5 – Chroniques & Libres propos	**i) – Service des essences des armées**
6 – Actualités internationales	**j) – Forces Prépositionnées**
7 – OPEX	**k) – Réserves**
8 – MISSINT/OPINT	**l) - D.G.A.**
9 – Défense de par le Monde	**11 – France : Armements & Industries**
10 – Nos Forces Armées	**12 – Le Monde : Modernisations & Equipements**
a) – Armée de Terre	**13 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc)**
b) – Marine Nationale	**14 – Livres & Publications**
c) – Armée de l'Air	**15 – Société**
d) - Gendarmerie Nationale	**16 – Vie de l'UOROI**

Le mot du président de l'UOROI



Chers amis

Ce numéro 15 du bulletin de l'UOROI, sera le dernier. J'en suis désolé, mais pour des raisons personnelles et familiales je suis dans l'obligation de suspendre cette parution.

Je remercie tous les lecteurs qui m'ont apporté leur soutien tout au long de ces années.

L'arrêt du bulletin ne signifie pas la fin de l'UOROI, ni mon désengagement de cette association.

Cordialement

Le colonel ® Dominique BERTRAND

Président de l'UOROI

Adresse courriel du COL ® Dominique BERTRAND : dfbtd974@orange.fr
GSM : 06 92 05 11 47

Table des matières

1 – Lois et décrets 18
LOIS 18
PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE 18
PREMIER MINISTRE 19
MINISTÈRE DES ARMÉES 19
2 – Nécrologies & Mémoires 20
Affluence record sur le pont Alexandre III pour l'hommage à Marc Laycuras 20
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.04.2019 Par Philippe Chapleau 20
3 – Décorations & Commémorations 20
De Gaulle, le militaire et l'homme d'Etat aux 93 décorations 20
Un travail de bénédictin 21
Trump se rendra en Normandie pour les 75 ans du Débarquement 21
J'y serai, j'y serai", a déclaré Donald Trump en recevant dans le Bureau ovale des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale. 21
De retour en France 21
4 – Autorités, États-Majors 22
Ministre 22
Un médecin "passionné et persévérant" 22
http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 8 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 22
CEMA 22
Le CEMA rencontre le général Moïse Miningou, CEMGA burkinabè 22
Prise d'armes du chef d'état-major des armées 23
Hommage national au médecin Marc Laycuras 23
Ordre du jour n°8085 prononcé par le CEMA à l'occasion d'une prise d'armes à Balard 24
CEMAA/Armée de l'Air 24
Le général Zimmermann à la rencontre des militaires de l'opération Chammal 24
Commission de la Défense Nationale 25
Droit de réponse du député Bastien Lachaud, au sujet des traditions dans les armées 25
Commission des Affaires Etrangères et de la Défense 27
Le Sénat veut interdire la vente de drapeaux des associations d'anciens combattants 27
Au Sénat, on redoute une « déconstruction lente » de la Loi de programmation militaire 2019-25 28
Autres autorités 29
Valérie André : une femme d'exception 29
5 – Chroniques & Libres propos 30
6 – Actualités internationale 30
Quand les énergies renouvelables rebattent les cartes de la géopolitique mondiale 30
Cinq questions essentielles sur l'état du monde dont personne ne connaît la réponse 35
En matière de géopolitique, le futur dépend de quelques interrogations majeures restant pour l'instant en suspens 35
La trajectoire de la Chine 35
Les capacités américaines de cyberdéfense 36
Les perspectives de l'Union européenne 37
Les nouvelles puissances nucléaires 37

La stratégie globale des États-Unis 38
Très forte baisse des exécutions dans le monde en 2018 39
Quatre pays responsables de la majorité des exécutions mondiales 40
Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les condamnations à mort en hausse 40
Les États-Unis plombent le bilan des Amérique 40
AFRIQUE 41
AFRIQUE DU SUD 41
Afrique du Sud : Pretoria prend ses distances avec Tel-Aviv 41
Une première étape 41
Des liens très forts entre l'ANC et les Palestiniens 41
Un braconnier piétiné par un éléphant puis dévoré par des lions en Afrique du Sud 42
Les trois complices arrêtés 43
Les moyens de l'armée sud-africaine (brièvement) au cœur de la campagne électorale 43
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 09.04.2019 Par Philippe Chapleau 43
ALGÉRIE 44
Contre "le système Bouteflika", quel scénario souhaite la rue en Algérie ? 44
Le peuple demande le retrait total du trio Bensalah, Belaïz et Bedoui du processus électoral. Et se prend à rêver d'une figure indépendante. 44
Réformes profondes et élections libres 45
Une figure indépendante consensuelle ? 45
La présidentielle se tiendra le 4 juillet en Algérie 46
Algérie: le chef d'état-major pointe les manipulations de «parties étrangères» 48
Algérie: les contestataires se mobilisent contre Bensalah et la présidentielle 49
Algérie : vers un boycott de l'élection présidentielle du 4 juillet ? 51
« Une manière de gagner du temps » 52
Face aux militaires, les Algériens refusent de rendre les armes 52
«Résidus du système» 53
ÉGYPTE 54
Égypte: le régime tue, l'Occident coopère 54
Pendant que le président Sissi emprisonne, condamne et torture l'opposition et la société civile, l'Occident continue de négocier des accords commerciaux et de vendre des armes à son régime. 54
Lutter contre le terrorisme, l'argument vendeur 55
Cibles intellectuelles et laïques 56
Le cas révélateur et emblématique de Mohamed Ramadan 57
Les médias étrangers dans le collimateur 57
Egypt Turns Back Veteran New York Times Reporter 58
Hypocrisie de l'Occident 58
LIBYE 60
Libye : Antonio Guterres appelle à l'arrêt immédiat des combats 60
Éviter une escalade militaire 60
Tripoli: les tensions se poursuivent 61
Libye. Raid aérien et contre-offensive généralisée : l'escalade se poursuit 62

« Nous ne permettrons pas de militariser l'État » 63
Une « guerre sans gagnant » 63
Libye : Onze morts et 23 blessés dans des combats à Tripoli 63
Libye : l'appel de l'ONU à une trêve ignoré 64
Raid aérien sur Tripoli 64
Une mobilisation pro-GNA qui surprend Haftar ? 65
Salamé à la manœuvre 65
La situation étant « complexe et imprévisible », les militaires américains quittent temporairement la Libye 66
Libye: l'ONU réclame un «cessez-le-feu» après de violents combats au sud de Tripoli 67
Violents combats 67
«Catastrophe humanitaire» 68
L'OTAN «préoccupée» 68
Pays divisé, pétrole, processus de paix fragile… On vous explique pourquoi la situation est explosive en Libye 69
Parce que le pays est profondément divisé 69
Parce que le pétrole est un enjeu majeur 71
Parce que le processus de paix est en péril 71
Parce que la communauté internationale ne veut pas d'un conflit armé 71
Des membres présumés de l'État islamique ont attaqué une localité du centre de la Libye 72
MALI 73
Mali : quinze jihadistes présumés « neutralisés » près de la frontière burkinabè 73
« Foire hebdomadaire vidée » 73
[Tribune] Des pistes pour enrayer la spirale de la violence dans le centre du Mali 74
Les Peuls, seuls contre tous 75
Le partage des ressources, facteur clé du conflit 75
Un sujet commun au Mali, au Burkina Faso et au Niger 76
L'attaque d'Ogossagou, la suite hélas prévisible d'un cycle de représailles 76
Les milices comme palliatif face à un État malien défaillant 77
Comment lutter contre les amalgames ? 77
Les forces armées maliennes disent avoir neutralisé une quinzaine de jihadistes près du Burkina Faso 78
RWANDA 79
Génocide au Rwanda: Macron veut faire du 7 avril une "journée de commémoration" 79
Macron a dit vouloir établir le rôle de la France durant le génocide rwandais de 1994 en ce 25e anniversaire de cette tragédie. 79
Ouverture des archives françaises sur le Rwanda 79
SÉNÉGAL 80
Sénégal : Macky Sall souhaite diriger le pays en se passant de Premier ministre 80
« Nouvelle dynamique » 81
Réforme constitutionnelle 81
SOUDAN 82
Soudan : les manifestants appellent l'armée à les soutenir 82
« Choisir » 82

Lourd bilan humain 83
« Pari perdant » 83
Soudan: le président Omar el-Béchir aurait démissionné 83
Soudan : un coup d'Etat renverse Omar el-Béchir après 30 ans de règne 85
Cessez-le-feu 86
Soudan : le soulèvement continue malgré la destitution d'Omar el-Béchir 86
Manifestation à Londres 87
Non aux « Kozz Kozz » 88
Soudan : appels au respect des « aspirations démocratiques » après la destitution d'Omar el-Béchir 89
« Respect des aspirations démocratiques » 89
Réunion du Conseil de sécurité 90
Emergency Response Fund releases US$26.5 million for life-saving assistance in Sudan - Sudan 91
TCHAD 91
Tchad : la sécurité au cœur des échanges au sommet extraordinaire des États membres de la Cen-Sad 91
Intégration économique 92
Tchad : deux mois après l'incursion rebelle, Déby veut sécuriser le nord 92
Les jeunes, proie des rebelles 93
« La poussée de Haftar gêne les groupes rebelles » 93
« Traquer les bandits » 93
AMÉRIQUES 94
BRÉSIL 94
Brésil: Bolsonaro limoge un deuxième ministre en trois mois, celui de l'Éducation 94
«Négationniste» 94
Rétropédalages 95
Bolsonaro, 100 jours sous le signe de la violence 95
Milices, violences, meurtre et corruption: ça fait beaucoup en si peu de temps. 95
Hommage à Marielle Franco 96
Le carnaval de Rio, un outil politique 96
Révélations embarrassantes pour la présidence 96
Tragédie à Suzano 97
Well done Mr President! 97
L'homme providentiel 97
ÉTATS-UNIS 98
Boeing présente le F-15EX 98
L'US Marine Corps va maintenir en service ses avions AV-8B Harrier II au moins jusqu'en 2028 99
Combatant Command for Space: la mise en place du commandement en partie externalisée 100
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 10.04.2019 Par Philippe Chapleau 100
La marine américaine développe (aussi) un hydroptère 101
La diplomatie américaine reste floue sur les bases juridiques d'une possible entrée en guerre contre l'Iran 102
Les États-Unis estiment que la Chine devrait se joindre au traité de réduction des armes nucléaires New Start 103
États-Unis : les demandeurs d'asile n'auront plus à attendre au Mexique 104
Le juge se défend de toute décision «politique» 105

Donald Trump menace d'envoyer des clandestins dans des "villes sanctuaires" dirigées par les démocrates 106
Riposte des mairies démocrates 106
Rapport Mueller: le ministre américain de la Justice sous pression 106
Donald Trump remplace sa ministre de l'Intérieur, visage de sa politique migratoire 108
Kirstjen Nielsen, dont les relations avec le président américain sont perçues depuis longtemps comme difficiles, est remplacée par Kevin McAleenan. 108
Une manifestation de l'impatience de Trump sur l'immigration 109
Toujours loyale 110
Une nouvelle escalade 111
Arrestation de Julian Assange: Trump rattrapé par ses éloges à WikiLeaks 111
Donald Trump dit ne rien connaître à WikiLeaks, alors qu'il a très souvent vanté les mérites du site par le passé. 111
Flambée de rougeole dans un quartier branché de New York 113
Donald Trump ordonne le limogeage du chef du Secret Service 114
Aucune critique contre Alles 115
Trump, ou le symbole du déclin de l'empire américain 115
Les États-unis ont perdu leur place hégémonique et se retrouvent désormais à vendre au plus offrant. 115
L'option ultralibérale: plus dure sera la chute 115
Le déclin, une histoire de déjà-vu 116
Washington, ville ouverte aux lobbyistes 116
Des capitaux étrangers et nationaux aux contours flous 117
VÉNÉZUELA 119
Venezuela : la Russie au secours de Nicolás Maduro 119
La présence militaire russe au Venezuela complique les projets des Américains, impatients de voir Nicolás Maduro quitter le pouvoir. 119
Une école russe de pilotage d'hélicoptères au Venezuela 119
Des mercenaires russes seraient déjà sur place... 120
Une nouvelle guerre froide dans la mer des Antilles ? 120
Nouvelle panne d'électricité sur une grande partie du Venezuela 120
ASIE 121
CHINE 121
YJ-18C : le nouveau missile anti-navire chinois « conteneurisé » ? 121
CORÉES 124
Kim Jong Un, l'"ami" de Trump, est bien un "tyran", selon Pompeo 124
INDE 125
En Inde, ces petits palais luxueux tombent en ruine 125
Élections en Inde: «Les partis politiques appellent à la haine, au rejet, à la peur» 126
JAPON 128
Un avion F-35A des forces d'autodéfense japonaises s'est abîmé en mer 128
L'enquête sur le F-35A japonais qui s'est abîmé en mer s'annonce (très) compliquée 129
Une femme impératrice au Japon, le seul moyen de sauver la dynastie ? 130
La famille impériale japonaise 130


130


130


130

Assis : l'empereur Akihito et l'impératrice Michiko. De gauche à droite : la princesse Nori, le prince Naruhito et son épouse Masako, le prince Akishino et son épouse Kiko. (Tokyo, le 11 juin 1993.) 130

L'empereur Akihito et l'impératrice Michiko. Elle est la première aristocrate roturière à être devenue impératrice. L'empereur abdiquera le 30 avril pour laisser place à son fils aîné le prince Naruhito. (Hayama, le 21 janvier 2019.) 130

La princesse Aiko entourée de ses parents. Elle est la fille unique du prince Naruhito, fils aîné de l'empereur Akihito, et de Masako. Cette dernière est une diplomate non issue de l'aristocratie. (Nasu, le 25 août 2018.)..... 130


131


131


131

Le prince héritier Naruhito et la princesse Masako arrivent au palace impérial pour célébrer le 60e anniversaire de mariage de l'empereur Akihito et l'impératrice Michiko. (Tokyo, le 10 avril 2019.) 131

Le prince Hisahito, 12 ans, pose avec son père le prince Akishino, fils cadet de l'empereur Akihito, et sa mère la princesse Kiko. Il est le benjamin et seul fils d'une fratrie de trois enfants. Avec l'abdication d'Akihito et

l'intronisation de Naruhito, le prince Hisashito devient le principal héritier au trône du Chrysanthème. (Tokyo, le 8 avril 2019.) 131

Les pincesses Mako et Kako, deux premières filles du couple Akishino et soeurs de l'héritier Hisashito. En 2017, la princesse Mako (gauche) a épousé un roturier ce qui l'a définitivement écarté du trône. (Tokyo, le 24 mars 2019.) 131



..... 131



..... 131



..... 131

La princesse Sayako est la fille benjamine du couple impérial Akihito et Michiko. En 2005 elle a renoncé à son titre impérial en épousant un roturier Yoshiki Kuroda (à gauche). (Tokyo, 15 novembre 2005.) 131

L'empereur Akihito et la chancelière allemande Angela Merkel. (Tokyo, le 5 février 2019.) 131

Le prince héritier Naruhito et sa femme Masako saluent le couple impérial lors de la cérémonie du 30e anniversaire de l'intronisation impériale d'Akihito. Le prince Naruhito prendra ses fonctions le 1er mai prochain. (Tokyo, le 24 février 2019.) 131

Impasse politique 131

La société divisée... 131

... tout comme la maison impériale 132

PAKISTAN 132

Un ministre pakistanais affirme que l'Inde prépare une agression contre son pays 132

Au Pakistan, la marche des femmes contre le patriarcat suscite la colère des conservateurs 133

Des appels au viol et au meurtre 134

"Une montée de l’intolérance dans notre pays" 134

PHILIPPINES 135

Homo luzonensis, nouvelle espèce humaine découverte aux Philippines 135

Aux Philippines, des chercheurs estiment avoir découvert une nouvelle espèce humaine, aux caractères morphologiques singuliers. 135

Un spécimen plein de surprises 135

L’évolution de l’espèce humaine “pas linéaire” 136

VIETNAM 137

Le Vietnam interdit le glyphosate, les États-Unis s'indignent 137
Le Vietnam a invoqué la "toxicité" du pesticide et les risques environnementaux pour l'interdire, mais Washington juge la décision injustifiée. 137
Possible recours devant l'OMC 137
EUROPE 138
Un F-16 néerlandais a probablement été endommagé par des obus de 20 mm… qu'il venait de tirer 138
L'US Army va déployer temporairement le système antimissile THAAD en Roumanie 139
EUROPE (Union européenne) 140
L'UE propose au Royaume-Uni de reporter le Brexit au 31 octobre 140
Cette offre a été acceptée par la Première ministre britannique Theresa May, qui réclamait un report au 30 juin. 140
Point d'étape 140
Un Brexit possible avant cette date 141
Touristes, expatriés, étudiants : quelles conséquences concrètes pour les Français en cas de Brexit dur ? 142
Touristes : le retour des files d'attente 142
Expatriés : résidents temporaires ou permanents 142
Étudiants : ces chères études 143
Le Brexit rend aveugle 143
PESC, PSDC, OTAN… Le Glossaire européen 145
Un sommet UE-Chine dominé par la question des échanges commerciaux 152
La Libye n'est pas un pays sûr. L'opération Sophia sans navires pas efficace. Fed. Mogherini joue la franchise 152
Les glaciers des Alpes risquent de fondre à 90% d'ici 2100 154
Les équipes d'EUBAM Libya ont quitté la Libye 155
Européennes 2019 : seuls les 'petits' continuent de grossir 155
Une femme infertile a mis au monde un bébé conçu à trois 157
En quoi consiste la technique ? 157
Questions éthiques 157
ALLEMAGNE 158
Allemagne : Garder les chasseurs-bombardiers Tornado jusqu'en 2030 coûterait 9 milliards d'euros 158
Une Allemande de Daesh jugée pour avoir laissé une fillette mourir de soif 159
Piégée par le FBI 159
BELGIQUE 160
Mobilité terrestre: pour mieux comprendre l'accord entre Belges et Français 160
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 09.04.2019 Par Philippe Chapleau 160
FRANCE 161
Brexit : les constructeurs Français seront les moins impactés 161
L'élasticité prix va lourdement impacter le marché britannique 161
1.000 camions par jour 161
Grand débat : les Armées en feront-elles les frais ? 162
La question centrale de la Défense européenne 163
Lutter contre les fonds vautour 163
Lutter contre les GAFA 163
France et USA congelés dans le multilatéralisme 163

Les USA utilisent-ils les islamistes pour déstabiliser leurs alliés ? 163
Quelles représailles américaines contre Macron? 164
L'Assemblée nationale vote le texte créant la taxe Gafa 164
40 milliards d'impôts différés pour Apple 165
En Bretagne, des poules remplacent les pesticides dans des vergers 165
Faire revivre une race ancienne 166
Les "gilets jaunes" enregistrent leur plus faible mobilisation pour l'"acte 21" 166
Impôts. Ce qu'il faut savoir sur la déclaration de revenus à faire à partir de ce mercredi 168
Comment ? La déclaration en ligne est obligatoire sauf… 168
Quand ? Jusqu'au 21 mai ou au 4 juin 168
À quoi ça sert avec le prélèvement à la source ? 169
Fini la déclaration de revenus en 2020 ? 170
La synthèse du grand débat, mode d'emploi 171
En ligne, dans les mairies et dans des réunions publiques, des milliers de citoyens ont participé au grand débat national. Comment leur avis a-t-il été restitué? 171
De l'intelligence artificielle (mais surtout humaine) 172
Arbre de connaissances et lobbys cachés 172
Une feuille qui cache la forêt ? 173
La synthèse du grand débat sera biaisée, mais il y en aura des dizaines d'autres 174
Emmanuel Macron et les gilets jaunes ne seront pas les seuls à faire leur synthèse du grand débat. Des analyses scientifiques innovantes fleurissent déjà 174
Un observatoire des débats 174
Une cartographie du débat 175
Les analyses alternatives 177
Trouver du fond dans la forme 178
Ne pas se limiter au grand débat 178
Un appel à projets de recherche 179
Grand débat: si vous ne devez lire qu'une synthèse, c'est celle-ci 179
L'ensemble des synthèses du grand débat national représente environ 1000 pages de résumés... 179
Tirage au sort et représentation 179
Rencontre délibérative 180
Propositions ~~molles~~ consensuelles 180
Un contexte manquant 181
Grand débat national : La Défense arrive en tête des domaines où l'État devrait faire des économies 181
La première greffe d'utérus vient d'être réalisée en France 182
Une greffe provisoire 183
Essai clinique 183
Comment les «enfants de la Creuse» sont accompagnés pour retrouver leurs racines 184
Une plainte contre l'État envisagée… 185
Les retraités ont un niveau de vie supérieur au reste de la population 186
La précarité hygiénique : quand rester propre coûte trop cher 187

En France, une classe moyenne sous tension selon l'OCDE 188
Une classe moyenne encore nombreuse en France 189
Des difficultés à joindre les deux bouts 189
L'explosion des prix du logement 189
Les risques de l'automatisation 190
Jean-Pierre Rioux: «La disparition de nos villages et notre malaise identitaire actuel sont liés» 190
GRANDE-BRETAGNE 194
Brexit. La mention « Union européenne » a déjà disparu des nouveaux passeports britanniques 194
Les deux types de passeport valables pour voyager 195
Les passeports britanniques fabriqués par une entreprise française 195
Brexit: une nouvelle semaine décisive 196
● Lundi 8 avril 196
● Mardi 9 avril 196
● Mercredi 10 avril 196
● Jeudi 11 avril 196
● Vendredi 12 avril 197
Brexit. Pour Theresa May, le choix c'est : quitter l'UE avec un accord ou… pas du tout 197
« Quitter l'UE dans six semaines » 197
Brexit: le report de six mois dresse les tories contre May 198
Improbable consensus 198
Une frange de fidèles 199
Brexit: un «report flexible» d'ici le 31 octobre, mais pour aller où, comment et avec qui? 200
Le ministère britannique de la Défense intéressé par une « combinaison volante » inspirée d'Iron Man 202
Les F-35B britanniques bientôt déployés à Chypres 203
NORVÈGE 203
Pour la planète, la Norvège pourrait renoncer à l'or noir des îles Lofoten 203
UKRAINE 205
Lorsque Kiev se tire une balle dans le pied 205
https://alawata-rebellion.blogspot.com/ mercredi 3 avril 2019 Publié par Erwan Castel à 4/03/2019 05:20:00 PM 205
MOYEN-ORIENT 207
ARABIE SAOUDITE 207
La Russie a livré des systèmes d'artillerie TOS-1A à l'Arabie Saoudite 207
CAUCASE 208
La Géorgie veut devenir le premier pays à cultiver des vignes sur Mars 208
IRAK 210
L'Irak propose de juger les étrangers de Daesh contre 1,8 milliard d'euros 210
52 pays concernés 210
Des Canadiens bientôt au sein d'EUAM Iraq. Des Néo-Zélandais aussi ? 211
Les forces irakiennes ont lancé une nouvelle opération contre des cellules de l'État islamique 211
IRAN 213
Le guide suprême iranien appelle Bagdad à exiger le départ des troupes américaines d'Irak 213
Trump qualifie de «terroristes» les Gardiens de la Révolution iranienne, Téhéran riposte 214

Alors que Washington va inscrire les Gardiens de la Révolution iranienne sur la liste noire des « organisations terroristes étrangères », l'Iran a répliqué en qualifiant les Etats-Unis « d'Etat parrain du terrorisme ». 214
« Réciprocité » iranienne 214
Les remerciements de Netanyahou 215
Banques et entreprises appelées au boycott 215
Des risques pour les militaires américains ? 215
ISRAËL 215
La première sonde israélienne, Bereshit, s'écrase en tentant de se poser sur la Lune 215
Vers un programme spatial israélien ? 216
Israël: Nétanyahou prêt à annexer les colonies en Cisjordanie s'il est élu 216
Nétanyahou et son rival au coude à coude 217
Qui est Benny Gantz, qui fait trembler Netanyahu aux élections en Israël 218
À l'issue des élections législatives, la tâche de former un gouvernement pourrait ne plus revenir à Benjamin Netanyahu. 218
Un passé dans l'armée, point fort de Gantz 218
"Gauchiste" pour Netanyahu, centre-droit sur le papier 219
Derrière le choix du premier ministre, le jeu des alliances 219
Israël: l'inoxydable Nétanyahou en piste pour un cinquième mandat 220
Le Parti travailliste en déclin 221
Israël: Benjamin Netanyahu donné vainqueur des législatives, Benny Gantz revendique aussi la victoire 222
L'actuel premier ministre et son rival du parti Bleu-blanc ont tous deux donné un discours de victoire. 222
Un référendum sur la personne de Netanyahu 223
Une période d'intenses tractations 223
LIBAN 224
Le Liban réceptionne des drones Scan Eagle 224
OCÉANIE 225
AUSTRALIE 225
L'Australie reçoit son dernier P-8A Poseidon 225
ORGANISATIONS INTERNATIONALES 225
FMI 225
Le FMI voit la zone euro plombée par l'Allemagne et l'Italie 225
RUSSIE 227
La marine russe pourrait désarmer son porte-avions « Amiral Kouznetsov » plus tôt que prévu 227
Des programmes d'armement russe ont donné lieu à des détournements de fonds 228
Mer d'Azov : Le Sénat russe adresse une sévère mise en garde à Kiev au sujet du détroit de Kertch 229
Russie : l'or s'accumule dans les coffres de la banque centrale 230
L'Etat russe achète de l'or à tour de bras. Ses réserves atteignent à présent leur plus haut niveau depuis cinq ans. Précautions acquises et projets contre le dollar américain. 230
De l'or pour l'après-dollar ? 231
Appétit pour la dette russe 231
Poutine n'aurait aucun intérêt à s'en prendre à la Scandinavie 231

Ce n'est pas parce que la Géorgie de Saakachvili a été attaquée par Poutine que la Finlande et la Suède le seront à leur tour. 231
La diplomatie plutôt que la force 232
Des choix militaires clairvoyants 232
L'ours et le porc-épic 233
Regarder une carte de l'Europe suffit à comprendre la politique russe vis-à-vis de l'Ouest 233
Le plan Marshall admettait les limites de la puissance états-unienne en Europe. Pour être efficaces, les relations diplomatiques avec Moscou doivent renouer avec ce réalisme. 233
Crispations autour du plan Marshall 234
L'Otan pour adversaire principal 234
La troisième voie de Clinton 235
Centralité stratégique du «cœur du monde» eurasien 236
La Russie, un pays impossible à défendre 237
Renforcement de la zone tampon 238
« Poutine s'ennuie, il a envie de partir » 239
ENTRETIEN. Pour le politologue et ancien consultant au Kremlin Gleb Pavlovsky, le président russe, dont la cote de popularité chute, se coupe du pays. 239
SANTÉ 241
L'intelligence artificielle, nouvelle copilote du radiologue 241
«Garantie humaine» 241
DENGUE 242
L'épidémie se poursuit 242
Dengue : 904 cas de dengue confirmés et de nouveaux foyers identifiés 242
DIVERS 243
La France doit-elle craindre la propagation du *Candida auris,* le germe tueur ? 243
7 – OPEX 245
POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS 245
Point de situation des opérations du 5 au 11 avril 245
BARKHANE (SAHEL) 250
Barkhane/Mali : Retour d'expérience positif pour le nouveau camion-citerne « CaRaPACE » 250
Barkhane : Un hélicoptère NH-90 Caïman est resté immobilisé pendant deux jours dans le désert 251
BARKHANE : Ravitaillement de la force, une première réussie pour le CARAPACE 252
BARKHANE : Les bâtisseurs du désert en action sur la base avancée de Gossi 253
BARKHANE : Le missile moyenne portée au service de la force Barkhane 255
BARKHANE : L'échelon logistique de proximité en opération 256
Une trentaine de djihadistes éliminés par les Français et les Maliens près du Burkina 258
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 10.04.2019 Par Philippe Chapleau 258
Mali : Une trentaine de jihadistes mis hors de combat lors d'une opération massive menée par la force Barkhane. 259
BARKHANE : Drones, chasse, transport, ravitaillement en vol en appui direct des opérations 260
BARKHANE : Le poste de commandement avancé au cœur des opérations 261
BARKHANE : Soutenir les unités engagées en opération, un réel défi 262
BARKHANE : 2 500 supporters assistent au tournoi de football de Ménaka 263
CHAMMAL (IRAK) 264
CHAMMAL : Une présence « marine » renforcée au CAOC d'Al Udeid 264

CHAMMAL : De Wagram à Monsabert, l'artillerie française s'illustre 264
CHAMMAL : L'exception française reconnue par la générale de brigade Duncan 265
CHAMMAL : Le commandant de l'opération Inherent Resolve à bord du Charles de Gaulle 266
MISSIONS MARITIMES 267
Corymbe 267
CORYMBE 146 : La Marine nationale en patrouille avec ses partenaires marocains et sénégalais 267
Mission Clémenceau 268
Mission Clémenceau : Geneviève Darrieussecq rencontre le Premier Ministre danois 268
Le porte-avions réduit la voilure 269
http://lemamouth.blogspot.com/ samedi 13 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 269
Mission Jeanne-d'Arc 269
GFM Méditerranée : Antenne Djibouti 269
Autres missions 270
Cléopatra 2019 : Manœuvres franco-égyptienne au large de Toulon 270
Dynamic Manta 19 : La frégate Auvergne participe à un exercice de l'OTAN de lutte anti-sous-marine 271
Coopération : Les marins du Laplace participent à la formation et à l'entrainement des marins africains 271
Piraterie: encore 38 attaques en trois mois (janvier-mars) mais l'amélioration est notable 272
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 10.04.2019 Par Philippe Chapleau 272
MISSIONS OTAN 273
Actualités OTAN 273
Otan : La France remporte l'édition 2019 de l'exercice de cyberdéfense Locked Shields 273
Mission Lynx 274
Otan : L'armée de Terre sera bientôt de retour en Estonie, avec 4 chars Leclerc et 13 VBCI 274
MISSIONS DE L'UNION EUROPÉENNE 275
SOPHIA 275
Des drones en renfort dans l'opération Sophia 275
8 – MISSINT 276
HARPIE 276
FAG : Bilan trimestriel exceptionnel pour Harpie : les forces armées en Guyane traquent sans relâche les orpailleurs 276
9 – Défense de par le Monde 277
Suisse : réduction de la disponibilité des F/A-18 277
La Jamaïque se dote de radars Coast Watcher 100 278
Thales va livrer un centre de renseignement d'origine image aux forces armées suisses 279
Le Rafale sera évalué par la force aérienne suisse en mai prochain 279
10 – Nos Forces Armées 281
Traditions : le Prytanée de la Flèche pointé du doigt dans un rapport parlementaire 281
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.04.2019 Par Philippe Chapleau 281
Les Armées vont commander des bungalows modulaires pour une valeur de 63 millions d'euros 281
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.04.2019 Par Philippe Chapleau 281
La gestion des logements domaniaux des Armées externalisées pour 5,9 milliards sur 35 ans 282
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 10.04.2019 Par Philippe Chapleau 282
a – Armée de Terre 282
L'armée de terre a testé des robots avant un envoi au Sahel 282

http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 11 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 282
L'armée de Terre a reçu ses premiers radars de surveillance tactique MURIN 283
Formation 3.0 des mécaniciens Griffon 284
Premiers formateurs Griffon 284
Une formation pédagogique et individualisée 284
L'information en + : 285
b – Marine Nationale 285
La FREMM Bretagne parrainée par le conseil général de Bretagne 285
Plongée militaire européenne : vers une coopération plus étroite 286
La maintenance aéronautique du porte-avions : une mécanique bien huilée 287
Sauvetage en mer : la 36F tient l'alerte 288
c – Armée de l'Air 288
L'envol des princes a pris de la hauteur dans le ciel salonais 288
Forces spéciales : L'escadron 3/61 « Poitou » continue de moderniser ses (vieux) avions Transall 289
Le nouveau numéro d'Air actualités bientôt en kiosque 290
Istres : inauguration du VT4 291
Carnet de Vol 2018 : la rétrospective de la base aérienne 186 de Nouméa-Tontouta 292
Deux Rafale au secours d'un TB9 292
http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 10 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 292
Semaine de la mobilité à Salon-de-Provence 292
Les arpètes en visite à l'école de formation des sous-officiers de l'Armée de l'air 293
d – Gendarmerie Nationale 293
La gendarmerie de l'air et la gendarmerie maritime resserrent leurs liens avec les États-Unis 293
Pourquoi la Gendarmerie a préféré Sony à Samsung pour ses téléphones NeoGend 295
Questions de sécurité 295
Des voleurs en série d'outillage électro-portatif stoppés par les gendarmes 296
500 000 euros de préjudice 296
Baptême de la caserne de gendarmerie « Colonel Arnaud Beltrame » à Avranches 297
Davantage de gendarmes blessés face aux Gilets jaunes qu'à Paris lors de Mai 68 298
Deux événements bien différents 298
Vosges : la gendarmerie lance une campagne de prévention au plus proche des gens 299
Un nouveau mode d'interaction 299
D'autres campagnes en préparation 300
La direction générale réfléchit à une augmentation des effectifs de la gendarmerie mobile 300
Augmentation 301
Stage de recyclage 301
e – Service de Santé 302
Venez rencontrer les médecins du SSA au congrès Preuves et Pratiques 302
f – Renseignement 302
g – Cybersécurité 302
On en sait plus sur Triton, le malware tueur 302
Ce virus, qui pourrait provoquer catastrophes industrielles et morts en masse, se dévoile peu à peu. 303
Une seconde victime déclarée 303
Du temps et du sur-mesure 303
Comment le New York Times protège ses journalistes des hackers 304

La responsable de la sécurité informatique du quotidien livre ses conseils pour éviter les cyber-ennuis. 304
Les journalistes, cibles de choix 304
La cybersécurité pour les nuls 304
h – Service du commissariat des armées 305
i - Service des essences des armées 305
j - Forces Prépositionnées 305
Forces de Souveraineté 305
FAG : 120 militaires déployés pour le premier lancement VEGA de l'année 305
FANC : Le D'Entrecasteaux participe à l'opération de police des pêches RAI BALANG 306
FAZSOI : Détachement d'instruction opérationnelle Infanterie au profit de militaires botswanais 307
Forces de Présence 308
FFDj : Pose de filets anti-chaleur au profit de l'association SOS Village d'enfants 308
Le SMDR entre Djibouti et le Sahel 308
http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 11 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 308
FFDj : Cession de véhicules aux FAD 309
FFEAU : Sécurité maritime en océan Indien, la cellule ALINDIEN MARSEC veille 309
EFG : Première relève pour le détachement d'appui opérationnel à Bangui 310
k - Réserves 311
l - D.G.A. 311
Le Bâtiment de soutien et d'assistance outre-Mer « Dumont d'Urville » a été réceptionné par la DGA 311
Le ministère des Armées réceptionne le 4e bâtiment de soutien et d'assistance outre-mer (BSAOM) 312
Le ministère des Armées réceptionne 13 radars Murin 313
11 – France : Armements & Industries 314
Commerce 314
Commerce extérieur : 120.000 entreprises françaises exposées au Brexit 314
90.000 entreprises importent des produits de Grande-Bretagne 314
Craintes pour les PME 315
Les exportations du Royaume-Uni s'orientent de plus en plus en dehors de l'UE 315
Industries d'armement 315
Un laboratoire d'essai pour armes laser a été inauguré à Bordeaux 315
Girl Power dans la com aéronautique/défense 317
http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 11 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 317
Transports 317
Guillaume Faury ne révolutionne pas le comité exécutif d'Airbus 317
Julie Kitcher touche le gros lot 318
Qui a tué la SNCF ? 318
Une dégradation générale 319
Pépy l'indéboulonnable 319
L'injonction européenne de libéralisation du ferroviaire 320
12 – Le Monde : Modernisations & Équipements 320
Finances 320
Green bonds : quand le marché financier s'attaque au réchauffement climatique 320

Iran: les Etats-Unis menacent les banques étrangères 323
Le chef de la diplomatie américaine a appelé les entreprises étrangères et notamment les banques à couper tout lien avec l'organisation para-militaire des Gardiens de la Révolution en Iran. 323
"Mafia adepte du racket" 323
Industries d'armement 324
Armement : les trois vraies raisons de l'intérêt de Rheinmetall pour KNDS (Nexter, KMW) 324
Créer de la valeur... pour les actionnaires de Rheinmetall 324
Développement dans la défense 325
Du retard dans le lancement du programme MGCS 325
L'artilleur Papperger va-t-il faire dérailler MGSC? 325
Technologie numérique 326
5G : les opérateurs vont bien passer par des enchères financières 326
Pas de fréquences réservées pour certains industriels 326
Transports 327
Aides à Airbus : regain de tensions entre Washington et Bruxelles 327
Mise en garde de Bruno Le Maire 328
Objectif CO2 : la combine de Fiat avec Tesla est-elle légale ? 328
Un flou juridique 328
Des amendes stratosphériques 329
Mazda va s'appuyer sur Toyota 329
13 – Rubriques divers (Conférences, etc) 330
Conférences 330
A vos agendas: des conférences sur les élections, le combat de haute intensité, l'armée de Terre de 2030 330
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 11.04.2019 Par Philippe Chapleau 330
Salons 330
SOFINS, un salon qui n'intéresse pas que les FS 330
http://lemamouth.blogspot.com/ vendredi 12 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 330
Du brouillage au SOFINS 331
http://lemamouth.blogspot.com/ vendredi 12 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 331
Autres 331
A vos agendas : des conférences sur les élections, le combat de haute intensité, l'armée de Terre de 2030 331
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 11.04.2019 Par Philippe Chapleau 331
14 – Livres & Publications 332
Livres 332
Quand le 1er RPIMa travaillait pour le SDECE 332
http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 10 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 332
Publications 333
Dans Marines & Forces navales, les hélicoptères sur porte-avions 333
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.04.2019 Par Philippe Chapleau 333
15 – Société 334

Le pangolin, mammifère méconnu le plus braconné du monde 334
Sciences 336
Catastrophe annoncée. Le CO2 au plus haut sur notre Terre depuis 3 millions d'années 336
Le niveau des océans était 15 mètres plus haut 336
Des impacts majeurs sont inévitables 337
« Expérience folle » 337
Voici la première photo d'un trou noir supermassif, M87* 338
Cette image a été capturée par un gigantesque réseau de télescope, l'EHT. Elle montre l'ombre du trou noir qui trône au centre d'une grande galaxie proche 338
Discerner l'invisible 338
Cacahuète et Einstein 339
La 4K en approche 340
Océan Antarctique 340
Un morceau de glace de 1,5 million d'années peut aider à prévoir le climat 340
Océan Indien 342
La lutte difficile des associations 342
A Mayotte, le braconnage des tortues se porte bien 342
La maladie a été détectée aux Comores 344
Mayotte : la menace de la fièvre aphteuse plane sur les élevages 344
Océan Pacifique 345
Un troisième RSMA s'installe à Bourail 345
Mutualiser les moyens de formation 345
Six filières d'ores et déjà définies 345
Ouverture d'une antenne du RSMA-NC à Bourail 345
Signature de la convention entre l'Etat, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et le GIEP-NC en vue de l'ouverture d'une antenne du RSMA-NC a Bourail 345
16 – Vie de l'UOROI 348

1 – Lois et décrets



LOIS

LOI n° 2019-282 du 8 avril 2019 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038349476&dateTexte=&categorieLien=id

PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR

Décret du 11 avril 2019 portant nomination

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038369498&dateTexte=&categorieLien=id

PREMIER MINISTRE

Décret n° 2019-291 du 10 avril 2019 relatif à la commémoration annuelle du génocide arménien de 1915
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038358629&dateTexte=&categorieLien=id

MINISTÈRE DES ARMÉES

Décision du 12 mars 2019 portant attribution du niveau de qualification de praticien certifié sur titre en qualification hospitalière à des praticiens des armées
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038349925&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 2 avril 2019 modifiant l'arrêté du 30 novembre 2011 fixant l'organisation du contrôle sur pièces et sur place effectué par le ministère de la défense en application de l'article L. 2339-1 du code de la défense
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038353874&dateTexte=&categorieLien=id

Décret du 8 avril 2019 portant nomination dans l'armée active
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038354237&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 1er avril 2019 portant inscription au tableau de classement de l'année 2019 pour le grade de contrôleur adjoint des armées
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038354239&dateTexte=&categorieLien=id

Décret du 9 avril 2019 portant nomination et promotion dans l'armée active
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038359386&dateTexte=&categorieLien=id

Décret du 10 avril 2019 portant nomination au grade de contrôleur général des armées dans le corps militaire du contrôle général des armées - M. DELÉPINE (Stéphane)
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038359388&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 1er avril 2019 portant titularisation dans le corps des infirmiers civils en soins généraux et spécialisés du ministère de la défense
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038365691&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 8 avril 2019 portant inscription au tableau de classement de l'année 2019 pour le grade de contrôleur des armées
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038369852&dateTexte=&categorieLien=id

Décision du 5 avril 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2019 (tableau complémentaire n° 2, armée active)
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038369856&dateTexte=&categorieLien=id

2 – Nécrologies & Mémoires

Affluence record sur le pont Alexandre III pour l'hommage à Marc Laycuras

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.04.2019 Par Philippe Chapleau



Tiré d'une dépêche de l'AFP.

Plusieurs centaines de militaires et de simples citoyens sont venus nombreux saluer la mémoire de Marc Laycuras, mort à l'âge de 30 ans, et élevé au grade de commandant à titre posthume. Le cortège funèbre a rejoint la cour d'honneur des Invalides après avoir emprunté le pont parisien Alexandre III.

"C'était votre première opération, ce devait être la première d'une longue carrière. Ce mardi 2 avril, votre route s'est soudainement arrêtée alors que vous étiez frappé par l'ennemi, lâche et invisible", a déclaré la ministre des Armées Florence Parly devant le cercueil du militaire français, recouvert d'un drapeau bleu-blanc-rouge. "Ce mardi 2 avril, la France perdait l'un des siens. Votre engagement nous honore. Votre sacrifice nous oblige", a-t-elle poursuivi en présence de la famille du militaire décédé, de la directrice du Service de santé des armées (SSA), le médecin général Maryline Gygax Généro et du chef d'état-major des armées, le général François Lecointre.

Marc Laycuras, qui relevait de la 120e antenne médicale basée au Mans, engagée au côté du 2e Régiment d'infanterie de marine (2e RIMa), était en opérations dans la région malienne du Gourma, frontalière du Burkina Faso.

Les jihadistes du Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM) ont revendiqué l'attaque, dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux.

Le commandant Laycuras est le 24e militaire français décédé au Mali depuis l'intervention française *Serval* en 2013 dans ce pays, suivie de l'opération antiterroriste *Barkhane* élargie à cinq pays du Sahel en 2014.

3 – Décorations & Commémorations

De Gaulle, le militaire et l'homme d'Etat aux 93 décorations

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 11 avril 2019 A la une, Société P-M.G



Les décorations du général de Gaulle au musée de l'ordre de la Libération (PH : musée de l'ordre de la libération)

Le général Charles de Gaulle n'aimait pas trop, dit-on, les décorations. Il les portait le plus souvent sous sa vareuse ou sous sa veste. Pourtant, avec 93 décorations, *"il fut l'un des personnalités les plus décorées au monde et le Français le plus distingué à l'étranger"*, relève Anne de Chefdebien, conservatrice du musée de la Légion d'honneur. Le général de Gaulle fut par ailleurs le seul chef

d'Etat français a avoir créé trois distinctions : l'ordre de la Libération, la médaille de la Résistance et l'ordre national du Mérite.

Un travail de bénédictin

L'ouvrage *"Une Certaine idée de la France … et du monde. Charles de Gaulle à travers ses décorations"* (éditions Peter Lang, à paraître le 15 avril, 34,95 euros) a recensé les 93 décorations qui lui furent remises à titre militaire, puis surtout en tant que chef d'Etat. Les trois directeurs de l'ouvrage – Anne de Chefdebien, Tom Dutheil spécialiste des décorations et Vladimir Trouplin, conservateur du musée de l'ordre de la Libération – ont fait un travail de bénédictin pour rassembler les textes et les photos présentant chaque décoration et son contexte.

Résultat, un très beau livre de 352 pages et de près de 300 illustrations en couleurs et en noir et blanc. Un ouvrage très accessible pour le grand public et qui n'est pas réservé uniquement aux amateurs de phaléristique, l'étude des ordres, décorations et médailles.

Entre les deux guerres, le commandant de Gaulle, comme soldat, obtient ses premières médailles : Légion d'honneur et croix de Guerre. Viennent ensuite les décorations reçues comme chef de la France Libre et chef de l'Etat.

Le premier président de la Ve République, qui attachait un intérêt tout particulier à la place de la France dans le monde, visita de très nombreux pays où il reçut à chaque fois les plus hautes décorations. 75 de ces 93 décorations – certaines ont été perdues et d'autres rendues – ont été remises à l'ordre de la Libération par sa famille après son décès. Elles figurent en bonne place dans la salle consacrée au chef de la France Libre dans le musée de l'ordre de la Libération dont il fut l'unique grand maître.

Trump se rendra en Normandie pour les 75 ans du Débarquement

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 11/04/2019 21:41 CEST | Actualisé il y a 16 heures Le HuffPost avec AFP

J'y serai, j'y serai", a déclaré Donald Trump en recevant dans le Bureau ovale des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale.

HISTOIRE - Le président américain Donald Trump a annoncé ce jeudi 11 avril qu'il se rendrait le 6 juin en Normandie (nord-ouest de la France) pour les célébrations du 75e anniversaire du Débarquement allié.

"J'y serai, j'y serai", a déclaré Donald Trump en recevant dans le Bureau ovale des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale avec lesquels il a évoqué les commémorations à venir.

En 2014, son prédécesseur démocrate Barack Obama avait assisté aux cérémonies du 70e anniversaire, en présence, entre autres, de François Hollande, Vladimir Poutine ou encore Angela Merkel.

Depuis le cimetière américain de Colleville, il avait prononcé un discours émouvant évoquant les hommes qui ont brisé "le Mur d'Hitler" et se sont battus pour changer bien "plus que le cours de la guerre, mais pour changer le cours de l'histoire, de l'humanité".

Le Débarquement allié du 6 juin 1944, au nom de code Neptune, fut le plus grand débarquement de l'histoire en termes de navires engagés.

De retour en France

Le président américain sera donc de retour dans l'Hexagone, après une dernière visite pour le moins compliquée, au cours de laquelle il s'en était pris au projet "très insultant" d'Emmanuel Macron sur l'Europe de la défense.

Quelques jours plus tard, Donald Trump avait attaqué la production de vins français, les tarifs douaniers et était allé jusqu'à ironiser sur la popularité en berne du chef de l'État français. Une

séquence pour le moins virulente sur le plan diplomatique, qui avait obligé le locataire de l'Elysée à demander le "respect" à son homologue américain. Reste à savoir si cette nouvelle visite permettra aux deux dirigeants de renouer une relation plus apaisée.

4 – Autorités, États-Majors

Ministre

Un médecin "passionné et persévérant"

http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 8 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

La ministre des armées a présidé en fin d'après-midi la cérémonie nationale en mémoire du médecin capitaine **Marc Laycuras**, de la 120e antenne médicale, fauché la semaine dernière par un engin explosif. **Florence Parly** a décrit un jeune médecin militaire "passionné et persévérant".

"Nul ne doutait que le succès vous avait pris sous son aile, et votre histoire est celle du don de soi".

Elle a rappelé les grandes étapes de la formation d'un "Navalais dans l'âme" qui avait rallié l'école de santé de Lyon (suite à une restructuration interne au SSA).

Elle a rappelé qu'il avait, au cours de sa formation, suivi un stage au **GIGN**, dont le chef rappelle ce soir dans un tweet que l'antenne médicale spécialisée "a été très touchée par son départ si cruel"

"Facétieux, débrouillard, bricoleur" a aussi évoqué la minarm, rappelant comment le jeune médecin de 30 ans avait retapé la popote de la 120e AM avant de partir en opex, sa première, un an après être arrivée à Auvours.

La cour était remplie des personnels du SSA, faisant face à trois sections d'honneur, dont une du **2e RIMa**, l'unité soutenue par le médecin, et une du **2e régiment de hussards**, qui était présent lors de l'attaque fatale. Jusqu'à présent, seule la situation d'un blessé (un auxsan a appris ce blog depuis) avait été évoquée.

Plusieurs blessés de plusieurs unités étaient présents sur les rangs, cet après-midi, aux Invalides.

La cérémonie a été précédée du rituel passage sur le pont Alexandre III. Manifestement plus garni que d'habitude, de militaires des armées et services : jamais le pont, et la place dans le prolongement n'avaient accueilli autant de personnes.

CEMA

Le CEMA rencontre le général Moïse Miningou, CEMGA burkinabè

Mise à jour : 08/04/2019

Le 05 avril 2019, le CEMA a accueilli son homologue burkinabè, le général Moïse Miningou à la suite de sa visite au salon des forces spéciales, le SOFINS, organisé à Souges. Après lui avoir rendu les honneurs militaires, le CEMA s'est entretenu avec son homologue pour faire le point sur la situation sécuritaire au Sahel et plus particulièrement au Burkina-Faso.

Le général Lecointre tenu à saluer l'engagement du Burkina-Faso dans la lutte contre les groupes armés terroristes. Depuis janvier dernier, le Burkina-Faso a pris la tête du G5 Sahel et le général Miningou préside actuellement le conseil de défense et de sécurité de cette instance plurinationale.

Ils ont ainsi pu évoquer les opérations menées par la force conjointe du G5 Sahel, en coordination avec Barkhane et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation

du Mali (MINSUMA). Ils ont notamment souligné leur détermination commune à poursuivre leurs actions dans les régions transfrontalières.

Le général Lecointre et le général Miningou se sont ensuite entretenu de la coopération bilatérale entre la France et le Burkina Faso, plus particulièrement dans le domaine de la formation et de la cession de matériel. Le CEMGA a, à ce titre, remercié le général Lecointre pour les actions conduites par les Éléments français au Sénégal (EFS) au profit de l'armée du Burkina-Faso. En 2018, les EFS ont réalisé une dizaine d'actions de coopérations opérationnelles au profit des forces armées nationales (FAN) en 2018. Le CEMA a annoncé que cette action sera amplifiée en 2019.

A l'issue de son entretien, le CEMA burkinabè s'est rendu au centre de planification et de conduite des opérations de l'état-major des armées pour assister à un briefing opérationnel.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Prise d'armes du chef d'état-major des armées

Mise à jour : 08/04/2019

Le chef d'état-major des armées (CEMA), le général d'armée François Lecointre, a présidé une prise d'armes sur le site de Balard le 5 avril 2019. Il a ensuite procédé à la remise de décorations avant de prononcer son ordre du jour.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Hommage national au médecin Marc Laycuras

Mise à jour : 09/04/2019

Le lundi 8 avril, le chef d'état-major des armées (CEMA), était présent à l'Hôtel National des Invalides pour rendre hommage au médecin des armées Marc Laycuras, mort pour la France le mardi 2 avril 2019 au Mali.

"Mes pensées vont vers la famille et les frères d'armes de Marc Laycuras, mort en opération au Mali, et de son camarade blessé. Je les assure de ma profonde et fraternelle compassion. Je salue le courage et le dévouement de nos médecins et de nos infirmiers, engagés directement au cœur des opérations, au plus près des combats."

Cette cérémonie d'hommage national a été précédée par le passage du cortège funèbre sur le pont Alexandre III.

Biographie du médecin Marc Laycuras https://www.defense.gouv.fr/sante/a-la-une/in-memoriam-deces-du-medecin-marc-laycuras



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Ordre du jour n°8085 prononcé par le CEMA à l'occasion d’une prise d’armes à Balard

Mise à jour : 08/04/2019

Retrouver l'ordre du jour n°8085 prononcé par le CEMA prononcé à l'occasion d’une prise d’armes, à Balard, le 5 avril 2019 https://www.defense.gouv.fr/ema/chef-d-etat-major-des-armees/discours/ordre-du-jour-n-8085-prononce-par-le-cema-a-l-occasion-d-une-prise-d-armes-a-balard



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CEMAA/Armée de l’Air

Le général Zimmermann à la rencontre des militaires de l’opération Chammal

Mise à jour : 10/04/2019 – Direction : Armée de l'air

Les 2 et 3 avril 2019, le général de corps aérien Jean-Christophe Zimmermann, commandant la défense aérienne et les opérations aériennes (CDAOA), s’est rendu au Moyen-Orient afin d’y rencontrer le personnel de l’opération *Chammal*.



En Irak, il a, dans un premier temps, échangé avec les hauts responsables de la coalition, avec lesquels il a évoqué au niveau opératif et interarmées la situation sur le terrain. L’objectif était d’identifier les évolutions possibles afin d’anticiper les adaptations de la composante aérienne aux nouveaux besoins de l’opération. Le général Zimmermann a également souhaité rencontrer les hommes et les femmes de l’opération *Chammal*. Aussi, il a profité d’un dîner avec eux pour parler de manière informelle de leur travail, de leur ressenti ou des difficultés rencontrées.

Le lendemain au Qatar, la visite était plus spécifiquement tournée vers la composante aérienne. Après avoir rencontré le chef d'état-major de l'armée de l'air qatarienne et le commandant qatarien de la défense aérienne, le général Zimmermann s'est rendu au centre de commandement interalliés des opérations aériennes (*Combined Air Operations Center* - CAOC) pour s'entretenir avec le Lt Gen Guastella, commandant la composante aérienne interalliée, et pour parler avec les aviateurs français insérés dans cette structure.

Fort de ces rencontres, le général Zimmermann a pu mesurer les progrès accomplis par la coalition face à Daech et s'imprégner des évolutions à venir, aussi bien sur le terrain que dans le fonctionnement même de la coalition.



Sources : État-major des armées Droits : © Armée de l'air

Commission de la Défense Nationale

Droit de réponse du député Bastien Lachaud, au sujet des traditions dans les armées

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 8 avril 2019

Le 29 mars, ce site a rendu compte de l'examen par les députés de la commission de la Défense du rapport présenté par Bastien Lachaud et Christophe Lejeune au sujet de la « lutte contre les discriminations au sein des forces armées. »

La séance ayant été inhabituellement houleuse, l'article s'est concentré sur les réactions de plusieurs parlementaires aux propos tenus par M. Lachaud au sujet de certaines traditions observées au sein des armées. Ce dernier, au regard des commentaires suscités par ce papier, a tenu à faire valoir son droit de réponse. Le voici :

Le 27 mars dernier, Christophe Lejeune et moi-même avons présenté notre rapport sur la lutte contre les discriminations au sein des forces armées devant nos collègues de la commission de la défense à l'Assemblée nationale.

Ce rapport est le fruit de 9 mois de travail au cours desquels nous avons organisé plus de trente auditions, rencontres et déplacements et rencontré au minimum deux cents personnes. Il contient 61 propositions et s'intéresse à un nombre important de discriminations.

Malheureusement, aucune d'entre elle n'a été discutée parce que certains ont cru ou voulu croire que nous recommandions la fin des « fêtes de saint patron ». Cette proposition ne figure absolument pas dans le rapport. Ces fêtes sont prioritairement des moments de cohésion et de camaraderie. Leur caractère religieux s'est presque complètement estompé. C'est pourquoi nous avons considéré qu'il n'y avait pas lieu de préconiser leur suppression. Nous avons simplement mentionné le fait que les événements proprement religieux (les messes) qui peuvent accompagner ces fêtes ou d'autres moments de la vie militaire ne devraient pas être ou paraître obligatoires. Pour cela, il revient aux aumôniers d'en faire l'annonce; le commandement limitant sa communication à l'aspect festif…

Une fois ce fait rétabli, il serait utile de revenir à la question des discriminations et des raisons de lutter contre toutes, qu'elles soient « fondées » sur le genre, l'état de santé, la religion, l'origine sociale ou ethnique, la couleur de peaux, l'orientation sexuelle réels ou supposés.

Comme toutes les personnes et en particulier les officiers que nous avons rencontrés, nous pensons que c'est un impératif de justice mais aussi d'efficacité opérationnelle. La cohésion du groupe est effectivement la condition du succès. Laisser prospérer l'injustice et le sentiment d'injustice revient à ouvrir des brèches dans les unités. Refuser la diversité, c'est trahir le sens des institutions républicaines, mais c'est aussi évincer des profils dont l'originalité est plus que jamais nécessaire, se priver de compétences et réduire le vivier des futures recrues.

L'institution militaire a produit une culture très largement favorable à l'égalité. Comme en témoigne par exemple l'écart réduit des rémunérations entre les personnels aux différents grades. Néanmoins, la spécificité militaire implique des risques particuliers qui justifient de mettre en œuvre une stratégie complète permettant de prévenir, déceler, traiter et éventuellement sanctionner les situations dysfonctionnelles et les comportements déviants.

Les propositions de notre rapport visent à cela. Tout d'abord, il s'agit de renforcer les capacités de prévention en étendant et rationalisant les dispositifs de formation et de sensibilisation aux risques. Au cours de notre travail, nous avons constaté que les différents outils à disposition des militaires pour faire valoir leurs droits sont mal connus : voies de recours lors du recrutement, de l'examen médical ou de la notation, numéros de téléphones permettant de signaler des cas harcèlement ou des situations de souffrance liées au métier demeurent largement méconnus. Nous proposons donc de mener une campagne beaucoup plus active d'information en utilisant tous les supports possibles. Nous avons aussi préconisé l'utilisation d'un numéro unique pour tous les personnels rencontrant une difficulté, quelle que soit la nature de celle-ci. Cela suppose aussi d'augmenter les moyens humains déjà alloués à ces services d'écoute et d'accompagnement.

Le repérage des problèmes suppose également un important travail. La féminisation a été accompagnée par une étude de plus en plus fine des difficultés éventuellement rencontrées par les femmes. Un travail de même ampleur manque encore pour identifier les autres formes de discriminations possibles.

Par ailleurs, la formation des personnels doit être renforcée afin de prendre en charge plus tôt les situations insatisfaisantes. Les « capteurs » du commandement sont ainsi les premiers concernés, et parmi eux, nous avons souhaité citer les aumôniers militaires, conformément à l'importance que leur ont donné la plupart des personnes que nous avons auditionnées.

Des mesures doivent également être prises pour traiter les situations. Cela suppose d'harmoniser le barème des sanctions mais aussi de travailler dans le sens de la conciliation. Nous avons donc proposé la création d'une instance de médiation que nous avons appelés « ombudsman » à l'image de ce qui existe dans la plupart des armées des pays démocratiques.

Le souci de réparation nous a également amené à proposer de généraliser une pratique qui a déjà cours au sein de la gendarmerie : la réhabilitation officielle des personnes indûment accusées de discriminations.

Je ne peux reproduire ici la totalité du rapport. Sa lecture est en accès libre à l'adresse suivante : http://www.assemblee-nationale.fr/15/rap-info/i1814.asp

Pour conclure, je souhaite néanmoins répondre à une idée que j'ai vue apparaître dans certains commentaires sur ce site. L'armée n'est pas l'émanation de la « France éternelle ». Les forces armées sont celles de la République française. Cela n'est pas indifférent. Elles ne sont pas l'élément pérenne par excellence d'une nation figée dans l'éternité. Elles en sont encore moins un élément détaché d'elle. Cette conception « patrimoniale » de l'armée est contraire à sa mission. Il y a dans l'histoire des éléments de continuité incontestables mais leur mythification est dangereuse si elle exclut nos concitoyens de la communauté nationale réelle. Les forces armées sont au service de la Nation et de la République qui est le cadre légal de son expression. L'armée, même professionnalisée, doit être la Nation en armes, prête à assurer sa défense ; il est donc essentiel qu'elle soit à l'image même de la société.

Commission des Affaires Etrangères et de la Défense

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 8 avril 2019 A la une, Brèves, Société P-M.G



Drapeaux d'associations d'anciens combattants lors d'une cérémonie aux Invalides Photo d'illustration DC /L'ESSOR)

Le Sénat veut interdire la vente de drapeaux des associations d'anciens combattants

Le Sénat souhaite éviter que des drapeaux d'associations d'anciens combattants se retrouvent en vente dans une brocante ou dans un vide-grenier ou même sur internet.

A cet effet, les sénateurs ont adopté en première lecture, le jeudi 4 avril 2019, la proposition de loi relative à la protection des drapeaux des associations d'anciens combattants présentée par Françoise Férat (Union centriste/Marne) et plusieurs de ses collègues.

Avec les ans, de nombreuses associations d'anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale et des conflits d'Indochine ou d'Algérie disparaissent et, avec elles, les drapeaux et souvenirs qu'elles conservaient.



Sénat

✔ @Senat

Jeudi 4 avril 2019, le #Sénat a adopté en première lecture la proposition de loi relative à l'interdiction de la vente des drapeaux des associations d'anciens combattants et à leur protection, présentée par Françoise Férat.

Plus d'informations 👉http://bit.ly/2K5lwUb

9

12:02 - 5 avr. 2019

La proposition de loi prévoit l'obligation pour les bénévoles, comme les porte-drapeaux n'exerçant plus cette fonction, de restituer les drapeaux conservés et d'interdire strictement la vente des drapeaux.

La propriété des drapeaux d'associations disparues sera transférée à leur mairie de domiciliation afin de poursuivre le devoir de mémoire. Celui-ci pourra alors passer par une convention avec un établissement scolaire ou une association de mémoire ou d'anciens combattants en lien avec le Souvenir Français et l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG).

Au Sénat, on redoute une « déconstruction lente » de la Loi de programmation militaire 2019-25

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 13 avril 2019



La trajectoire financière établie par la Loi de programmation militaire [LPM] 2019-2025, entrée en vigueur en juillet 2018, prévoit d'augmenter le budget du ministère des Armées de 1,7 milliard par an jusqu'en 2022. Puis, de porter son montant à 44 milliards d'euros en 2023 [ce qui supposera une hausse de 3 milliards]. Lors des débats, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, des dispositions ont été votées pour s'assurer que les fonds promis seraient bel et bien alloués à la mission « Défense ».

S'il estime que l'application de certaines dispositions prévues par celle LPM est « globalement satisfaisante », Christian Cambon, le président de la commission sénatoriale des Affaires étrangères et des Forces armées, a cependant émis quelques réserves.

Ainsi, lors d'une séance organisée le 10 avril, M. Cambon a déploré que la commission n'a « pas reçu le bilan annuel politique, opérationnel et financier des opérations extérieures en cours que le gouvernement doit [lui] transmettre chaque année », conformément à ce que prévoit la LPM. « Nous n'avons toujours pas reçu non plus le bilan annuel politique, opérationnel et financier des missions intérieures en cours, non plus que le rapport décrivant la politique de gestion des ressources humaines du ministère » des Armées, a-t-il poursuivi.

Par ailleurs, le président de la commission s'est également inquiété de ne pas avoir reçu un « bilan de l'exécution de la programmation militaire », qui donne le détail des commandes passées et des livraisons reçues « pour les programmes à effet majeur de plus de 70 millions d'euros, les opérations d'armement de plus de 20 millions d'euros et les programmes d'infrastructures dont le coût est supérieur à 15 millions d'euros. »

Or, l'article 10 de la LPM stipule que ce bilan doit être transmis par le ministre aux commissions parlementaires concernées « deux fois par an, avant le 15 avril et avant le 15 septembre. » Visiblement, à cinq jours de la date limite, celle du Sénat n'avait toujours rien reçu.

En outre, M. Cambon s'inquiète aussi du respect d'une obligation prévue par l'article 11 de la LPM, lequel précise que, avant le 30 juin de chaque année, « le ministre chargé des armées présente aux présidents des commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées de la défense les enjeux et les principales évolutions de la programmation budgétaire ministérielle. »

« Ces dispositions ont été introduites par les assemblées pour nous permettre de contrôler l'exécution de la LPM. C'était, je le rappelle, la condition de notre vote positif : que la LPM soit exécutée à l'euro près », a rappelé M. Cambon.

Or, a-t-il poursuivi, le cabinet de la ministre des Armées, Florence Parly, « n'a pas, à ce stade, donné d'indications sur le calendrier précis de mise en œuvre de ces dispositions, même s'il a été indiqué que le gouvernement 'souhaitait mettre en œuvre cette obligation sous la forme d'une réunion de travail prochaine avec la ministre' » et qu'il « travaillait 'd'arrache-pied' pour respecter le délai du 15 avril pour la transmission des documents. »

S’il a laissé le « bénéfice du doute » au gouvernement, le président de la commission a dit « s’inquiéter » de ces « premiers signaux qui ne sont pas bons ». Et de rappeler les « 850 millions envolés à l’automne 2017 et les 404 millions de non couverture des OPEX [*] en décembre 2018. »

Puis, M. Cambon a évoqué une information selon laquelle la moitié des véhicules blindés multi-rôles [VBMR] Griffon seraient livrés sans leurs tourelleaux. « C’est une décision qui serait prise incessamment, à l’occasion de la fameuse ‘VAR’, l’exercice de variation en cours d’année, rebaptisée ‘A2PM’ [pour] ajustement annuel de la programmation militaire, sur laquelle la ministre devrait statuer mi-avril en COMEX [comité exécutif]. J’espère vivement que les arbitrages seront favorables », a-t-il dit.

En 2019, dans la cadre du programme Scorpion, l’armée de Terre recevra effectivement ses 89 premiers véhicules Griffon. Mais la question des tourelleaux téléopérées n’est pas nouvelle.

En effet, pour compenser une [petite partie] de la coupe budgétaire de 850 millions décidées en juillet 2017, il avait été décidé de décaler la livraison de tourelleaux destinés aux VBMR. « Il s’agit d’un complément d’acquisition programmé dans le cadre de la première étape du programme Scorpion, qui correspond à l’augmentation du nombre de Griffon équipés d’emblée de ces tourelleaux. Nous serons capables d’équiper la moitié des Griffon livrés pour les engager en opération en 2021 », avait expliqué, à l’époque, Joël Barre, le Délégué général pour l’armement.

Cela étant, M. Cambon tient à rester à très attentif sur l’exécution de la LPM. « Et dire que le gouvernement prétendait lors de la discussion de la LPM que la ‘VAR’, dont nous demandions communication, était un exercice purement technique », s’est-il exclamé. « Il est évident que nous avons besoin que le Gouvernement nous transmette les informations. Comptez sur moi pour les demander! », a-t-il assuré. Car, a-t-il enchaîné, « un point sur l’exécution de la LPM ne sera pas inutile car plusieurs annonces récentes peuvent donner l’image d’une déconstruction lente. »

Et de citer plusieurs exemples, dont l’annonce de la ministre devant les commandants de base de défense, le 1er avril, de l’attribution, dès 2019, de « 50 millions d’euros de crédits » qu’il faudra trouver autre part. » Et, a continué M. Cambon, « s’y ajoute, comme tous les ans, le surcoût OPEX, les dépenses du plan famille comme le ‘kit enfants de militaires’, ou les dépenses non prévues en LPM comme l’espace, voire le SNU même si nous avons prévu qu’il ne soit pas financé par la LPM. »

[*] Opérations extérieures

Autres autorités

Valérie André : une femme d'exception

Mise à jour : 10/04/2019 – Direction : DCSSA

Aviatrice, général et médecin français...Valérie André, pionnière de l'évacuation médicale héliportée, a eu un destin exceptionnel.

Très jeune, elle est attirée par le monde de l’aviation et prend des cours de pilotage à l'aéroclub de Strasbourg. Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, elle doit mettre fin à son apprentissage.

Diplômée en médecine en 1947, elle obtient, en parallèle de ses études, son brevet de parachutiste puis elle devient pilote et médecin militaire bien que ces métiers soient peu accessibles aux femmes à cette époque.

En 1948, elle rejoint l'Indochine en tant que médecin militaire et est affectée au premier hôpital de Mỹ Tho (Sud du Viêtnam). Elle retourne en France pour obtenir la licence de pilote d'hélicoptère et rejoint à nouveau l’Indochine en mai 1950, période pendant laquelle elle se spécialise dans le service d'évacuation médicale de pilotage des hélicoptères.

Première femme élevée au rang de général de brigade en 1976, elle est promue médecin inspecteur médical général puis général de division. Elle a été la troisième femme à recevoir la dignité de Grand-croix de la Légion d'honneur. Elle est également membre fondateur de l'Académie de l'air et de l'espace de Toulouse.



Droits : © Service de santé des armées

5 – Chroniques & Libres propos

6 – Actualités internationale

Quand les énergies renouvelables rebattent les cartes de la géopolitique mondiale

Hebdo La Une de l'Hebdo https://www.agenceecofin.com/ vendredi, 05 avril 2019 12:39 Gwladys Johnson Akinocho



(Ecofin Hebdo) - L'accélération du développement des énergies renouvelables entraîne une transformation du secteur énergétique mondial qui aura de profondes conséquences géopolitiques. C'est ce que démontre le rapport « A New World The Geopolitics of the Energy Transformation» publié par l'Agence international de l'énergie renouvelable (IRENA). Tout comme les énergies fossiles ont façonné la carte géopolitique au cours des deux derniers siècles, la transformation énergétique actuellement en cours altérera la distribution des cartes du pouvoir, des relations entre les Etats, des risques de conflits ainsi que les éléments sociaux économiques et environnement concourant à l'instabilité géopolitique.

Une croissance exponentielle et continue

Les sources d'énergie renouvelable, particulièrement l'éolien et le solaire, ont crû d'une manière sans précédent, dépassant même les prévisions les plus optimistes. La croissance de leur déploiement culmine des niveaux jamais atteints par aucune source d'énergie sur une même période de temps. Elle est la preuve que nous vivons dans un âge de changement et de changement de paradigme exponentiels.



Une génération née avec le solaire.

L'impact extraordinaire de cette croissance a surtout été senti dans le secteur électrique. Depuis 2012, le renouvelable a ajouté plus de nouvelles centrales que toutes les autres sources conventionnelles d'énergie. Plus de nouvelles centrales ont été construites dans le solaire que dans le charbon, le gaz et le nucléaire combinés.

Depuis 2012, le renouvelable a ajouté plus de nouvelles centrales que toutes les autres sources conventionnelles d'énergie. Plus de nouvelles centrales ont été construites dans le solaire que dans le charbon, le gaz et le nucléaire combinés.

Le renouvelable fournit désormais, le tiers de l'électricité consommée dans le monde selon le rapport *Renewable Capacity Statistics* 2019 de l'IRENA, avec 2351 GW de capacité mondiale installée en 2018. Un pays comme le Danemark génère plus de la moitié de son électricité grâce au solaire. En 2017, le Costa Rica a tiré la totalité de son électricité du renouvelable pendant 300 jours.



Noor 1 à Ouarzazate, Maroc.

Fournir 100% de son électricité grâce au renouvelable est techniquement possible si l'on met en place une politique de diversification des sources. Certains pays comme l'Ethiopie, le Lesotho, le Kenya, le Paraguay, le Tajikistan ou l'Albanie y sont déjà parvenus.

Les facteurs et les dynamiques de la croissance des énergies vertes

La chute du coût des technologies est l'un des principaux facteurs ayant accéléré le développement des énergies renouvelables. Autrefois critiqué pour être trop cher et ne pouvoir se développer que sur des marchés de niche, ce type d'énergie est désormais plus compétitif que les sources conventionnelles. Depuis 2010, le cout du photovoltaïque a diminué de 73%, celui de l'éolien de 22%. Une tendance à la baisse qui se poursuivra selon les experts.

Depuis 2010, le coût du photovoltaïque a diminué de 73%, celui de l'éolien de 22%. Une tendance à la baisse qui se poursuivra selon les experts.

En outre, ce nouveau type d'énergie est l'un des meilleurs moyens de lutte contre le réchauffement climatique. Selon les analyses de l'IRENA, le déploiement des énergies renouvelables, combiné à l'amélioration de l'efficacité énergétique permettra d'atteindre 90% des objectifs mondiaux en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Une option à prendre très au sérieux d'autant plus que les efforts actuels conduisent plutôt à une limitation à 3°C du réchauffement par rapport à l'ère pré-industrielle, alors que les objectifs climatiques mondiaux exigent moins de 2°C. Un degré de plus qui pourrait avoir des répercussions catastrophiques sur notre mode de vie actuel.

Selon les analyses de l'IRENA, le déploiement des énergies renouvelables, combiné à l'amélioration de l'efficacité énergétique permettra d'atteindre 90% des objectifs mondiaux en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les choix politiques participent également à la croissance des énergies renouvelables. 57 pays ont déjà élaboré des plans de décarbonisation complète de leurs secteurs électriques et 179 pays se sont fixé des objectifs nationaux d'intégration des énergies renouvelables dans leurs mix nationaux.



Fournir 100% de son électricité grâce au renouvelable est techniquement possible si l'on met en place une politique de diversification des sources.

Plusieurs Etats effectuent également cette migration vers les énergies renouvelables à cause de l'épuisement de leurs réserves en hydrocarbures ou en gaz, ou de leur désir de réduire leur dépendance aux importations d'énergie. Même certains producteurs de pétrole ont défini des objectifs d'augmentation de la part du renouvelable dans leur mix énergétique. Les Emirats Arabes Unis ambitionnent par exemple de produire 44% de leur énergies grâce au renouvelable et de réduire leurs émissions de 70% d'ici à 2050. La Russie a, quant à elle, engagé la mise en place de 2 GW d'énergies renouvelables en 2017 et 1 GW en 2018.

Les institutions de financement militent également en faveur de ce changement. Des groupes d'investisseurs mettent en outre la pression sur les entreprises afin qu'elles allègent leurs empreintes carbone. Le fonds souverain norvégien, le plus important du monde, sort progressivement des investissements dans le charbon à l'image de plusieurs banques commerciales. La finance climatique se développe de plus en plus, portée par des instruments tels que les greens bonds.

Plusieurs des plus grandes entreprises au monde s'alimentent grâce au renouvelable et de plus en plus de compagnies intègrent le risque carbone dans leurs opérations.

Un changement certain des paradigmes de la géopolitique

La nouvelle réalité géopolitique actuellement en formation sera fondamentalement différente de la carte conventionnelle qui a prédominé au cours des dernières décennies. Avoir le contrôle et l'accès à une source ou à un marché énergétique important est un atout significatif pour les Etats qui peuvent s'en servir pour protéger leurs intérêts internes et avoir une influence économique et politique plus étendue.

En terme stratégie, les importateurs d'hydrocarbures sont vulnérables aux risques d'interruption de la fourniture et à la volatilité des prix qui peuvent être provoqués par l'instabilité politique, les attaques terroristes ou les conflits armés dans les pays exportateurs.

80% de la population mondiale vit dans un pays qui importe ses hydrocarbures. Les inquiétudes relatives à la sécurité énergétique ont sous-tendu les relations internationales, dictant la formation des alliances, la protection des intérêts nationaux et les planifications des défenses.

80% de la population mondiale vit dans un pays qui importe ses hydrocarbures. Les inquiétudes relatives à la sécurité énergétique ont sous-tendu les relations internationales, dictant la formation des alliances, la protection des intérêts nationaux et les planifications des défenses.

La croissance rapide des énergies renouvelables modifiera cet état de choses. La majorité des pays peuvent espérer accroître significativement leur indépendance énergétique grâce à leurs sources renouvelables d'énergie. Elles sont, en effet, présentes sous une forme ou une autre dans la majorité des pays, réduisant ainsi l'importance des points stratégiques de réserves d'hydrocarbures. En outre, elles sont disponibles sous forme de flux et non de stock, ce qui élimine leur risque d'épuisement.



L'énergie inépuisable.

S'ils saisissent l'opportunité d'indépendance et de sécurité énergétique qu'offre le renouvelable, la plupart des pays auront une plus grande liberté de décision dans le domaine énergétique, mais plus largement économique et politique. Les alliances nouées sur la base de la dépendance énergétique pourront être maintenues, mais pour d'autres raisons.

Les énergies renouvelables sont également un puissant véhicule de démocratisation parce qu'elles permettent la décentralisation de la fourniture énergétique au niveau des communautés locales et des villes et même des individus.

Les énergies renouvelables sont également un puissant véhicule de démocratisation parce qu'elles permettent la décentralisation de la fourniture énergétique au niveau des communautés locales et des villes et même des individus.

Elles permettent l'entrée dans le secteur énergétique et électrique plus particulièrement de nouveaux acteurs tels que les entreprises ou encore les ménages.

Des répercussions profondes sur les économies nationales

Les effets du développement des énergies renouvelables dans les pays varieront d'un Etat à un autre. Les pays qui seront en mesure de les développer massivement verront leur influence globale s'accroître. En accélérant le développement des énergies renouvelables, la Chine a renforcé sa situation géostratégique à plusieurs égards. Elle a réduit sa dépendance à l'importation des hydrocarbures et aux risques qui y sont liés. En prenant de l'avance, elle s'est instituée en exportateur de technologies d'énergies renouvelables créant ainsi un avantage pour sa balance commerciale.

L'expansion des énergies renouvelables et des technologies y relatives accroîtra la demande d'une certaine catégorie de minerais et métaux, nécessaires pour leur fabrication. Les régions qui possèdent des réserves de ces intrants pourraient tirer bénéfice de la transformation énergétique.

L'expansion des énergies renouvelables et des technologies y relatives accroîtra la demande d'une certaine catégorie de minerais et métaux, nécessaires pour leur fabrication. Les régions qui possèdent des réserves de ces intrants pourraient tirer bénéfice de la transformation énergétique.

Beaucoup d'économies en voie de développement auront également la possibilité de développer plus rapidement leurs secteurs électriques en faisant un bond technologique qui leur évitera les contraintes liées aux combustibles fossiles et aux réseaux centralisés. Les énergies renouvelables peuvent être déployées à n'importe quelle échelle ce qui permet de décentraliser leur production et leur consommation et de mieux les contrôler. En outre, leur coût marginal est presque nul. Et pour certaines technologies telles que le solaire et l'éolien, ce coût est réduit d'environ 20% pour chaque doublement de la capacité.

La réduction des importations d'hydrocarbures et de combustibles fossiles qui résultera du développement des énergies renouvelables permettra une amélioration significative des balances financières des pays. Le nombre d'Etats vulnérables aux chaines de distribution énergétique et à la volatilité des prix de l'énergie sera également réduit. Pour la majorité des pays de l'Afrique subsaharienne, il sera bénéfique de réduire des importations d'hydrocarbures et de produire localement des énergies renouvelables. Cela boostera la création d'emplois et la croissance économique.

Le Nigeria et l'Angola qui sont les principaux producteurs de pétrole de la région feront cependant exception, à moins qu'ils ne diversifient très rapidement leurs économies. Les pays grandement dépendants de leurs exportations de pétrole, de gaz ou de charbon devront, en effet, s'adapter afin d'éviter des conséquences économiques sérieuses. Les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, avec la Russie et certains pays du Commonwealth sont les plus exposés à la réduction des revenus provenant des combustibles fossiles.

Les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, avec la Russie et certains pays du Commonwealth sont les plus exposés à la réduction des revenus provenant des combustibles fossiles.

La moyenne d'entre eux tire plus du quart de leurs PIB de ces énergies. Le déclin des revenus du pétrole déstabilisera les pays producteurs qui ne se seront pas préparés. Cette vulnérabilité sera plus grande dans les pays où la dépendance aux revenus du pétrole est combine à grand niveau de chômage tels que le Nigeria.

Un défi sécuritaire à relever

Plusieurs obstacles devront cependant être franchis dans le processus de décarbonisation du secteur énergétique qui s'est enclenché. La transition énergétique induit une autre tendance révolutionnaire qui est la digitalisation. Les nouvelles technologies digitales transforment le secteur électrique en le rendant plus connecté, intelligent, efficient, durable mais aussi vulnérable. Certains groupes terroristes ou criminels pourraient hacker ces systèmes digitaux et prendre le contrôle de réseaux électriques à des fins criminels ou alors s'y infiltrer pour de l'espionnage industriel ou militaire. Mais même si la menace d'une attaque criminelle est réelle, elle devrait être mise en perspective. La cybercriminalité est un risque auquel est exposé l'ensemble du système électrique, y compris les réseaux traditionnels.

De lourdes adaptations socio-économiques

Même si la transition énergétique a le potentiel pour créer 11 millions d'emplois additionnels dans le secteur énergétique d'ici à 2050, elle pourrait en réduire dans certains secteurs spécifiques tels que l'industrie du charbon. La mise en place de politiques facilitant une juste transition pourraient aider à régler les difficultés socio-économiques rencontrées par les travailleurs de ces industries minières et accélérer ainsi l'intégration du renouvelable dans les mix énergétiques. Certains pays tels que l'Espagne mettent déjà des mesures en place afin de faciliter la transition pour ces catégories de personnes.

L'accélération du changement climatique exacerbera la compétition géopolitique pour l'accès à l'eau et aux aliments. La croissance démographique en cours a déjà augmenté la demande pour ces ressources, une demande devrait croître de plus de 50% d'ici à 2050 selon les estimations.

L'hydroélectricité qui est la forme d'énergie renouvelable la plus répandue au monde obéit à ses propres dynamiques géopolitiques surtout lorsqu'il s'agit de sources d'eau transfrontalières ou que des ressources hydriques sont en jeu. Des difficultés qui seront aggravées par le changement climatique.



L'Egypte craint l'impact du Grand Renaissance Dam éthiopien sur le débit du Nil.

Ainsi, alors que la construction de barrages sur les cours d'eau majeurs augmentera la sécurité énergétique des pays situés en amont des cours d'eau, elle pourrait nuire à la productivité agricole et aux réserves de poissons des pays en aval qui pourraient également expérimenter des stress hydriques.

Alors que la construction de barrages sur les cours d'eau majeurs augmentera la sécurité énergétique des pays situés en amont des cours d'eau, elle pourrait nuire à la productivité agricole et aux réserves de poissons des pays en aval qui pourraient également expérimenter des stress hydriques.

Autant de paramètres qui devront être pris en compte par les Etats afin d'exploiter le plein potentiel offert par les énergies renouvelables et bénéficier de la redistribution des cartes géopolitiques effectuée par cette transition énergétique inexorable.

Cinq questions essentielles sur l'état du monde dont personne ne connaît la réponse

Monde https://www.slate.fr/ Stephen M. Walt — Traduit par Jean-Clément Nau — 8 avril 2019 à 13h56

En matière de géopolitique, le futur dépend de quelques interrogations majeures restant pour l'instant en suspens.



Globe de cristal | William Navarro via Unsplash

J'ai récemment participé à la conférence annuelle de l'International Studies Association, qui était organisée du 25 au 30 mars 2019 à Toronto. Si vous ne connaissez rien ou presque du petit monde universitaire, il vous faut savoir que cet événement réunit des spécialistes du monde entier provenant d'horizons de plus en plus divers: la science politique, mais aussi l'histoire, la sociologie, le droit, l'économie et autres disciplines.

Ils et elles présentent des études ou des commentaires sur une grande variété de sujets internationaux, mondiaux, transnationaux, etc. La gamme des thèmes abordés est incroyablement large et le savoir accumulé des universitaires toujours impressionnant.

Mais en lisant le programme, en participant aux réunions de groupe et en faisant le tour des stands des maisons d'édition, je me suis pris à réfléchir aux questions soulevées mais restées sans réponse –du moins lors des séances auxquelles j'ai assisté. Des questions qui m'ont mené, une fois de plus, vers des sujets importants qui me mettent face à ma propre ignorance.

Voici donc une liste des cinq choses que j'aimerais par-dessus tout savoir.

La trajectoire de la Chine

Il est peu de sujets plus importants pour l'état du monde que celui de l'avenir de la Chine. Qu'elle progresse rapidement, qu'elle ralentisse, qu'elle fasse du surplace ou qu'elle décline, la Chine aura un impact considérable sur l'équilibre des puissances internationales, sur les relations des pays d'Eurasie, sur le rythme et l'envergure du changement climatique –et sur bien d'autres sujets encore. La question divise toutefois les spécialistes, et je ne sais à qui me vouer.

Faut-il croire que la Chine demeure beaucoup plus faible que les États-Unis et qu'elle ne rattrapera sans doute pas son retard, comme le disent Michael Beckley et les frères Gilli ? Est-elle au contraire un rouleau compresseur irrépressible, qui dépassera immanquablement les États-Unis pour devenir la première puissance mondiale, comme l'espère Xi Jinping et comme le prédisent quelques observateurs?

Ses ambitieuses nouvelles routes de la soie sont-elles une initiative audacieuse à même de consolider l'influence internationale de la Chine ? Ne sont-elles au contraire qu'un mélange de

politiques incohérentes, superflues et riches en tensions politiques, adoptées pour des raisons tant nationales qu'internationales ? La Chine va-t-elle tomber dans le piège du revenu moyen ou continuera-t-elle d'augmenter sa productivité globale –ce qui lui permettrait de se hisser au-delà ?

Je n'ai pas la réponse. Ce qui m'inquiète en tant que généraliste, c'est que la communauté des spécialistes de la Chine ne semble pas l'avoir non plus. Les prévisions sont aussi nombreuses que divergentes –ce qui ne serait pas bien grave si les enjeux n'étaient pas si cruciaux.

Si la première hypothèse s'avère juste et que la Chine ne parvient pas à rattraper les États-Unis, alors l'Amérique ferait bien de se montrer relativement moins combative face à la compétition chinoise: tout comportement excessif pourrait avoir des conséquences néfastes pour les deux pays.



Xi Jinping et Donald Trump à Pékin, le 8 novembre 2017 | Nicolas Asfouri / AFP

Si la seconde se vérifie et que la Chine poursuit son impressionnant essor (à un rythme certes un peu plus lent), alors l'empire du Milieu deviendra la priorité de la politique étrangère américaine. Cette tendance est déjà perceptible.

J'aimerais vraiment connaître la réponse, ou du moins mieux comprendre l'éventail des possibles; j'espère donc voir les spécialistes de ce domaine, universitaires et politiques, étudier la question de manière sérieuse et prolongée.

Les capacités américaines de cyberdéfense

Tout le monde a déjà lu des analyses alarmistes détaillant les cybermenaces planant au-dessus de nos têtes. Aux problèmes bien connus (les virus, la cybercriminalité, les rançongiciels, etc.) viennent s'ajouter les attaques par déni de service, l'espionnage commercial et toutes sortes de scénarios plus étranges les uns que les autres.

On peut également citer le scandale du Comité national démocrate, qui aurait été visé par une attaque informatique attribuée au Kremlin pendant l'élection présidentielle américaine de 2016, ou encore l'affaire des équipements Huawei, qui pourraient constituer un cheval de Troie permettant au gouvernement chinois d'accéder facilement aux appareils connectés des internautes.

Ces problèmes sont importants et méritent d'être pris au sérieux, même s'ils sont souvent montés en épingle. Ma question ne porte pas sur ces menaces, mais à l'inverse sur la qualité de la cyberdéfense américaine. Nous avons lu tout et n'importe quoi sur les agissements des autres États –ce qu'ils nous ont fait, ce qu'ils nous font, ce qu'ils pourraient nous faire. Nous en savons en revanche beaucoup moins sur ce que la NSA et les autres agences américaines préparent à leur encontre.

Nous ne sommes certes pas totalement dans le noir. Nous savons par exemple que l'Amérique est un leader mondial dans le domaine du renseignement d'origine électromagnétique (et notamment de la pénétration numérique) depuis longtemps déjà; on a donc toutes les raisons de penser qu'elle demeure une experte en la matière.

Nous connaissons l'existence de Stuxnet et l'affaire de la tentative supposée de piratage du téléphone d'Angela Merkel, entre autres incidents. Et nous savons que l'administration Trump a donné une plus grande marge de manœuvre à Cyber Command pour conduire des opérations offensives contre les adversaires des États-Unis. Les informations relatives aux capacités et aux activités américaines sont toutefois rarement rendues publiques, pour d'évidentes raisons de sécurité nationale.

Je comprends bien pourquoi ces informations sont tenues secrètes, mais on ne peut maintenir le public dans l'ignorance sans en subir les conséquences. Si nous ne savons rien de ce que les États-Unis infligent à leurs cibles (qui peuvent elles-mêmes choisir de taire ces agressions), les cyberattaques qui nous visent nous semblent injustifiées, alors qu'elles s'inscrivent peut-être dans un jeu de ping-pong à grande échelle.

Il est également difficile d'évaluer la véracité des déclarations des agences du renseignement, notamment lorsqu'elles accusent la Russie d'avoir piraté le Comité national démocrate. Aucune preuve matérielle n'est venue appuyer cette affirmation, pourtant largement acceptée. J'estime moi-même qu'elle est vraie, pour des raisons purement circonstancielles, mais j'avoue que je n'en suis pas certain.

J'aimerais vraiment en savoir plus, mais à moins de retourner à la fac pour étudier l'informatique et de travailler pour la NSA, je doute pouvoir un jour sortir de cette ignorance bien désagréable.

Les perspectives de l'Union européenne

L'Union européenne, c'est du sérieux. Elle rassemble vingt-huit États membres –du moins jusqu'à ce que le Royaume-Uni se remette de sa dépression nerveuse et se décide enfin à faire un choix. Elle forme un cadre économique et réglementaire représentant plus de 18.000 milliards de dollars [environ 16.000 milliards d'euros]; elle gère une monnaie commune pour certains de ses membres (pas tous) et établit des normes (notamment en matière de droits humains) pour l'ensemble de la communauté.

Si elle n'a pas été la seule garante de la paix et de la stabilité sur le continent au fil des soixante dernières années, elle demeure un élément-clé des heures de gloire de l'Europe d'après-guerre.

Malheureusement, il n'y pas de quoi être optimiste quant à l'avenir de l'UE, comme je l'ai déjà expliqué. Le Royaume-Uni s'en va cahin-caha (même si le chaos du Brexit et ses conséquences probables pourraient sans doute redonner un petit coup de fouet au reste de l'Union) et la crise de l'Eurozone n'en finit plus de toucher à sa fin.



Les Chambres du Parlement britannique au Palais de Westminster et le drapeau européen, le 4 avril 2019 à Londres | Daniel Leal-Olivas / AFP

Les régimes non libéraux de Hongrie et de Pologne s'opposent à des principes fondateurs de l'UE et le nationalisme –que l'Union était censée transcender petit à petit– revient en force aux quatre coins du continent. Si l'on ajoute à cela l'hostilité et le manque de perspicacité de l'administration Trump, les ennuis sont bel et bien partis pour durer.

Les institutions profondément ancrées dans le paysage géopolitique s'en sortent toujours d'une manière ou d'une autre: je ne m'attends pas à une dissolution à court ou moyen terme. Mais j'aimerais savoir où en sera l'UE dans cinq, dix, voire vingt ans. Personne n'aurait pu prédire un tel état de malaise en 1995; aussi est-on aujourd'hui bien en peine de faire des prédictions catégoriques.

Les nouvelles puissances nucléaires

Lorsque les États-Unis cherchent à justifier leurs innombrables engagements militaires, ils affirment que le moindre recul pourrait pousser plusieurs États sur la voie de l'arme nucléaire, ce qui serait à même de bouleverser l'équilibre mondial.

Si les États-Unis n'étaient plus là pour garantir la sécurité de ses nombreux alliés, des pays comme le Japon, la Corée du Sud, l'Arabie saoudite, l'Allemagne et peut-être quelques autres s'empresseraient d'acquérir la bombe –toujours selon le scénario américain. Le seul moyen de

faire barrage à la prolifération nucléaire serait de maintenir l'Oncle Sam dans son rôle de gendarme mondial.

Difficile de balayer cet argument d'un revers de main. Il arrive effectivement que les États cherchent à se doter d'une force de dissuasion nucléaire lorsqu'ils s'inquiètent pour leur sécurité et qu'ils ne trouvent aucun autre moyen de la renforcer. Il est donc tout à fait possible que certains pays décident d'acquérir la bombe s'ils étaient soudain privés du soutien de l'Oncle Sam. Certains alliés de l'Amérique le laissent parfois entendre, dans une manœuvre peu subtile visant à convaincre les dirigeants américains de continuer à les protéger.

Cette conclusion décourageante n'a toutefois rien d'une certitude, et ses répercussions politiques sont loin d'être évidentes. Construire un arsenal nucléaire et maintenir une capacité de dissuasion crédible coûte cher. Et si cette stratégie présente des avantages, elle comporte également des risques. Lorsque vous obtenez cet arsenal, vous faites peur aux pays voisins, qui sont d'autant plus susceptibles de vous emboîter le pas. En outre, vous risquez désormais de vous attirer les foudres d'une autre puissance nucléaire.

On comprend pourquoi les risques de prolifération nucléaire sont constamment surévalués: des dizaines d'États pourraient construire la bombe, mais seule une poignée d'entre eux se décident à franchir ce seuil, et plus rares encore sont ceux qui y parviennent.

Ce qui signifie qu'une grande partie des pays potentiellement candidats à la prolifération pourraient bien décider de renoncer à l'option nucléaire en renforçant leur sécurité par d'autres biais, même si l'Amérique décidait de suspendre ou de réduire la protection qu'elle leur confère.

Rappelons par ailleurs qu'à cause de l'omniprésence des États-Unis et de ses démonstrations de force constantes, un pays comme la Corée du Nord s'est dotée de la bombe et qu'un pays comme l'Iran a fortement envisagé la construction d'un arsenal –en passant très près du but.

En d'autres termes, nous ignorons combien de pays vont décider de se doter d'un arsenal nucléaire au fil des prochaines décennies, et nous ne savons même pas quelle politique étrangère les États-Unis devraient favoriser pour décourager la prolifération. Voilà qui mérite d'être tiré au clair.

La stratégie globale des États-Unis

Comme l'écrivait récemment l'historien Stephen Wertheim, le débat tant attendu a enfin commencé: on ose aujourd'hui discuter du rôle de l'Amérique dans le monde. Il aurait été préférable d'avoir cette discussion à la fin de la guerre froide, mais comme le dit l'adage, *«l'Amérique fait toujours le bon choix, après avoir épuisé toutes les alternatives»*.

Les résultats de ces vingt-cinq dernières années ne sont pas bien encourageants; il n'est donc guère surprenant que l'on commence à remettre en cause l'orientation générale du pays. Et lorsque l'ensemble des candidat·es à l'investiture du Parti démocrate décident de sécher le festival de propagande annuel de l'American Israel Public Affairs Committee, on se dit que les plaques tectoniques de la politique américaine sont peut-être en train de bouger.

Voilà que des gens très sérieux se mettent à plaider pour une réduction drastique des engagements militaires américains. D'autres, comme le professeur de science politique John Mearsheimer et moi-même, estiment qu'un retrait militaire progressif serait préférable dans certains cas, mais qu'il ne faut surtout pas renoncer à tous nos engagements. Une troisième catégorie de spécialistes souhaite préserver le statu quo, mais veut trouver de nouvelles manières de convaincre le public de son bien-fondé.

Et puis il y a Trump et ses soutiens. Leur rhétorique –*«L'Amérique d'abord !»*– pourrait laisser croire qu'ils font de l'intérêt national leur priorité absolue, mais en pratique, les trumpistes s'aplatissent devant des alliés infréquentables, se font rouler dans la farine par nos adversaires et gaspillent l'importante influence qui leur est conférée à cause de leur grossièreté et leur incompétence.



Donald Trump à National Harbor dans le Maryland, le 2 mars 2019 | Nicholas Kamm / AFP

Quel camp sortira gagnant de ce débat ? J'aimerais le savoir. De puissants facteurs structurels nous poussent vers une politique étrangère plus modérée, plus centrée sur la Chine, animée par le désir d'échapper aux bourbiers du Moyen-Orient et soulignant le fossé qui se creuse entre les États-Unis et l'Europe. Mais de nombreuses personnes ne l'entendent pas de cette oreille.

Les adeptes de l'hégémonie libérale ont encore une place –et des financements– de choix à Washington, et nombre de personnalités politiques ne demandent qu'à défendre le vieil idéal de la nation indispensable.

Les États-Unis sont encore riches et ils sont foncièrement stables. En matière de politique étrangère, ils ont les moyens de leurs inefficaces ambitions. Comme cette politique s'appuie sur une armée de métier financée par le déficit, sa mise en œuvre est grandement facilitée. Les résultats à court terme de ce nouveau débat sont donc pour le moins incertains.

Il va sans dire que cette liste n'est pas exhaustive: je me pose beaucoup d'autres questions. J'aimerais par exemple lire la totalité du rapport du procureur spécial Robert Mueller, ainsi que les fameuses déclarations d'impôt de Donald Trump, qu'il a maintes et maintes fois promis de rendre publiques. Mais j'imagine que là encore, nous serons durablement maintenus dans l'ignorance.

Cet article a initialement été publié sur le site Foreign Policy.

Très forte baisse des exécutions dans le monde en 2018

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Zoé Boiron Publié le 10/04/2019 à 06:00



La baisse des exécutions s'explique par des mesures prises par des pays ayant d'ordinaire recours à la peine capitale. Athit Perawongmetha/REUTERS

Dans son rapport annuel publié ce mercredi, Amnesty International relève une diminution de 31% des exécutions à travers le monde. Il s'agit du chiffre le plus faible enregistré au cours des dix dernières années.

La peine capitale recule fortement dans le monde. 690 personnes ont été exécutées l'an passé dans 20 pays contre 993 en 2017, indique Amnesty International dans son rapport mondial sur la peine de mort. Avec une chute de près d'un tiers des mises à mort (31%) par rapport à 2017, c'est le nombre le plus faible enregistré par l'ONG au cours de la dernière décennie.

Des mesures encourageantes de la part certains États ont été constatées par Amnesty. Aucune exécution n'a été signalée en 2018 à Bahreïn, au Bangladesh, aux Émirats arabes unis, en Jordanie, au Koweït, en Malaisie et en Palestine, contrairement à 2017. En février, la Gambie a déclaré un moratoire sur les exécutions, suivi en juillet par la Malaisie qui s'est engagée à réformer sa législation. Aux États-Unis, la peine suprême a été jugée inconstitutionnelle dans l'État de Washington. Au Burkina Faso, la peine de mort a été supprimée du nouveau Code pénal en juin.

Néanmoins, cela ne suffit pas à infléchir la propension des cours de justice à travers le monde à prononcer des peines capitales: 2 531 condamnations à morts ont été recensées en 2018, soit seulement soixante de moins qu'en 2017. Au total, «au moins 19 336 personnes à travers le monde se trouvaient sous le coup d'une condamnation à mort à la fin de l'année», détaille le rapport.

Quatre pays responsables de la majorité des exécutions mondiales

On doit la chute considérable du nombre d'exécutions à la réaction de pays habituellement responsables de la majorité des supplices mortels dans le monde. «Même les pays apparemment les plus rétifs amorcent un changement», note Kumi Naidoo, secrétaire général d'Amnesty International. Une baisse de 50% à 75% est constatée en Irak, au Pakistan et en Somalie. L'Iran, surtout, a vu ses exécutions chuter de moitié depuis la modification de sa législation relative à la lutte contre les stupéfiants. Cette donnée ne vient pas pour autant effacer la dramatique performance iranienne. L'État chiite fait partie des quatre pays responsables de 78% des exécutions à travers le monde, avec l'Arabie Saoudite, le Vietnam et l'Irak.

Le Vietnam fait une entrée fracassante dans ce classement global, puisqu'exceptionnellement les autorités ont révélé avoir procédé à 85 exécutions en 2018. Rapporté à une analyse régionale des pays d'Asie orientale et du Pacifique, ce nombre vient contrebalancer les efforts du Pakistan. Mais il n'est rien comparé aux «milliers d'exécutions» qui auraient eu lieu en Chine ; les données classées secret d'État empêchent toute comptabilité précise.

Dans cette région en 2018, le Japon et Singapour ont appliqué la peine capitale avec plus de zèle que les années passées. Le premier est passé de 4 à 15 exécutions par pendaison, dont 13 concernaient les hommes impliqués dans l'attaque mortelle au gaz sarin dans le métro de Tokyo en 1995, suscitant l'effroi dans le camp abolitionniste. Le second, avec treize mises à mort, a dépassé la dizaine pour la première fois depuis 2003. Autre mesure à contre-courant: la Thaïlande a pour la première fois depuis dix ans procédé à une exécution.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les condamnations à mort en hausse

Les exécutions ont baissé de 41% dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Selon les informations d'Amnesty International, le nombre de pays ayant exécuté des condamnés a été divisé par deux en 2018, passant à cinq pays l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Irak, l'Iran et le Yémen. 91% des mises à morts de l'ensemble de la région sont le seul fait de l'Iran, l'Arabie saoudite et l'Irak.

Si les bourreaux sont moins sollicités, le nombre de personnes condamnées à demeurer dans le couloir de la mort en 2018 a augmenté de 89% par rapport à 2017. 61% de ces sentences suprêmes ont été prononcées en Égypte, avec au moins 717 personnes contre au moins 402 en 2017.

Les États-Unis plombent le bilan des Amérique

Pour la dixième année consécutive, les États-Unis ont été le seul pays du continent américain à exécuter des condamnés. Avec 25 exécutions, ce sont deux de plus qu'en 2017 et cinq de plus qu'en 2016. L'État américain champion de la mise à mort est le Texas, qui a doublé le nombre d'exécutions, de 7 à 13.

À noter: la baisse du nombre d'exécutions aux États-Unis avant 2017 s'explique «en partie parce que des actions en justice avaient entraîné la révision des protocoles d'injection létale ou parce que les États avaient rencontré des problèmes pour se procurer les substances utilisées pour l'injection létale», précise le rapport d'Amnesty. Certaines exécutions suspendues en 2017 ont eu lieu l'an passé, notamment en Arizona, dans l'Ohio ou le Nevada. Néanmoins, sur l'ensemble du pays, le nombre d'exécutions demeure historiquement bas: avec 52 mises à morts en 2009, les États-Unis ont recours à la peine capitale deux fois moins qu'il y a dix ans.

Au pays de Donald Trump, l'abolition de la peine capitale progresse en 2019. Le gouverneur de Californie, Gavuin Newson, a annoncé mi-mars un moratoire sur la peine de mort, bénéficiant à 737 détenus dans cet État. Si cet engagement n'est effectif que sur la durée de son ou ses

mandats (huit ans maximum), dans les faits l'État de Californie n'a plus procédé à d'exécution depuis 2006.

En 2018, 106 pays à travers le monde ont supprimé la peine de mort pour tous les crimes, 8 pays l'ont abolie pour les crimes de droit commun, et 28 sont abolitionnistes en pratique, c'est-à-dire qu'ils n'ont procédé à aucune mise à mort depuis au moins dix ans, en dépit de leur législation. En raison d'un conflit armé et/ou de pratiques restrictives des États, Amnesty International n'a pu documenter la pratique de la peine de mort en Corée du Nord, au Laos et en Syrie.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Diplomatie

Afrique du Sud : Pretoria prend ses distances avec Tel-Aviv

Pretoria abaisse officiellement le niveau de sa représentation diplomatique en Israël en faisant passer son ambassade au rang de bureau de liaison.



Des milliers de personnes défilent dans le centre-ville du Cap en Afrique du Sud, le 15 mai 2018. Ils protestent contre la mort la veille de 55 Palestiniens lors d'affrontements avec l'armée israélienne après le transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem. (RODGER BOSCH / AFP)

https://www.francetvinfo.fr/ franceinfo Afrique avec agences Rédaction Afrique France Télévisions Mis à jour le 09/04/2019 | 16:06 publié le 09/04/2019 | 16:06

Est-ce la dernière sortie de Benjamin Netanyahu se disant prêt à annexer les colonies israéliennes de Cisjordanie qui a été déterminante ? L'Afrique du Sud a annoncé officiellement qu'elle abaissait le niveau de sa représentation diplomatique en Israël.

Une première étape

Le Congrès national africain (ANC), au pouvoir en Afrique du Sud, avait pris cette décision il y a 16 mois et ce projet est en cours d'exécution, a indiqué la ministre sud-africaine des Affaires étrangères le 7 avril 2019 à des journalistes à Johannesburg. *"Nous n'allons nommer personne pour le poste d'ambassadeur en Israël*, a déclaré Lindiwe Sisulu. *Cela restera un bureau de liaison et fonctionnera à ce niveau-là"*, a-t-elle précisé. Selon RFI, elle a même décrit la décision de rétrograder l'ambassade jusqu'à nouvel ordre comme étant *"la première étape"* d'une prise de distance avec Tel-Aviv.

Un nouveau signal fort de l'Afrique du Sud à l'Etat Hébreu après le rappel de son ambassadeur en mai 2018, suite à la mort de 55 Palestiniens lors de la répression par l'armée israélienne de manifestations contre le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem.

Des liens très forts entre l'ANC et les Palestiniens

En août 2017, le parti de Nelson Mandela avait voté unanimement contre la venue d'une délégation parlementaire israélienne au Cap (Cape Town) dans le cadre d'une importante campagne diplomatique de Netanyahu en direction du continent. L'ANC a toujours entretenu des liens historiques très forts avec les mouvements de libération de la Palestine. Ce n'était qu'une question de temps avant que ses résolutions soient appliquées par le gouvernement, selon l'analyste Steven Gruzd interrogé par RFI.

"Ce n'est pas vraiment une surprise, car c'était discuté au sein de l'ANC depuis plus d'un an. Le gouvernement semblait réticent à appliquer cette politique. Alors pourquoi maintenant ? Certains diront qu'avant les élections, c'est une façon de gagner des votes. C'est peut-être aussi en

réaction aux décisions américaines", a-t-il dit. *"En tout cas, ce n'est pas nouveau,* a-t-il insisté. *Le mouvement "Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) militait pour ça depuis longtemps."*

Toutefois, selon ce chercheur de l'Institut sud-africain des relations internationales, cette décision pourrait avoir des conséquences pour le pays : *"Des études ont montré que cela pourrait faire perdre des investissements et des emplois, et Israël ne considérera plus l'Afrique du Sud comme pouvant être un acteur dans le processus de paix"*, a-t-il prévenu.

Environnement

Un braconnier piétiné par un éléphant puis dévoré par des lions en Afrique du Sud

A La Une Rendez-Vous De La Rédaction Insolite Animaux Publié le 07/04/2019 à 14h03 par **SudOuest.fr**.



Ses complice ont pris la fuite lorsque l'homme a été chargé et piétiné par un éléphant. illustration TONY KARUMBA

L'homme s'était introduit illégalement dans le parc national Kruger pour braconner un rhinocéros. Ce sont ses complices qui ont alerté sa famille

Un braconnier a été piétiné par un éléphant, puis dévoré par des lions en Afrique du Sud, rapporte la BBC. Les faits remontent au lundi 1er avril. Avec trois complices, l'homme s'est introduit illégalement dans le parc national Kruger pour braconner un rhinocéros.

C'est alors qu'il a été chargé par un éléphant, qui l'a piétiné à mort. Face à cette scène, ses complices ont pris la fuite. Ils ont ensuite prévenu sa famille, qui a elle-même averti l'administration du parc.

Une équipe de recherche a été dépêchée afin de récupérer le corps. Mais les rangers n'ont découvert que **le crâne du braconnier et son pantalon, déchiqueté**. Ils en ont conclu qu'après son décès, il avait été dévoré par des lions.





SA Police Service

✔ @SAPoliceService

#sapsMP Komatipoort: A human skull found in the Kruger National Park (KNP) is believed to be that of a man reportedly killed by an elephant while poaching with his accomplices on 01/04; duo arrested, rifles & ammo seized. ME http://www.saps.gov.za/newsroom/msspeechdetail.php?nid=20009 …

406

19:55 - 6 avr. 2019

Les trois complices arrêtés

Le directeur de la réserve Glenn Philips a présenté ses condoléances à la famille mais a rappelé qu'il était "malavisé de pénétrer illégalement dans le parc à pied. Il recèle bien des dangers et cet incident en est la preuve".

De son côté, la police sud-africaine a ouvert une enquête pour retrouver les complices du braconnier tué. Elle les a finalement arrêtés le 5 avril et a saisi deux fusils de chasse et des munitions.

Politique

Les moyens de l'armée sud-africaine (brièvement) au cœur de la campagne électorale

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 09.04.2019 Par Philippe Chapleau

La SANDF (*South African National Defence Force*) est devenu l'un des thèmes de la campagne électorale sud-africaine.

Les scrutins pour les parlements provinciaux et celui pour l'Assemblée nationale (qui élira dans la foulée de son installation le nouveau président de la République) auront lieu le 8 mai. L'ANC au pouvoir depuis 1994 est le grand favori, devançant la *Democratic Alliance*.

Actuellement à Johannesburg, j'ai rencontré ce matin Mmusi Maimane, le chef de cette Alliance démocratique (DA, opposition) qui s'inquiète de l'état de déliquescence de l'armée sud-africaine, de son sous-financement et de la trop petite part du budget attribuée aux équipements et aux opérations.

Alors que je le rencontrais en banlieue de Johannesburg, une délégation de la DA se rendait à Pretoria et demandait à être reçue au siège de la SANDF :



La DA est la seule formation politique qui a abordé la question de la Défense au cours de sa campagne.

Mardi à Pretoria, les délégués ont rappelé qu'en dépit des avertissements du *National Treasury* et des conclusions de la dernière *Defence Review*, le ministère de la Défense n'a toujours lancé de plan de restructuration des forces armées aux effectifs jugés pléthoriques par l'opposition et les spécialistes des questions de défense.

"L'ANC a totalement ignoré les avertissements du général Solly Shoke sur l'incapacité des forces armées à remplir leurs missions, en particulier aux frontières où 22 compagnies devraient être déployées pour lutter contre l'immigration illégale, à cause du manque d'équipement", a rappelé Mainmane.

Pour lui, le ratio en termes de ventilation du budget devrait être le suivant: "40% pour les RH, 30% pour l'équipement et 30% pour les opérations". Or la SANDF dépense 59% de son budget pour les RH.

ALGÉRIE

Politique

Contre "le système Bouteflika", quel scénario souhaite la rue en Algérie ?

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 09/04/2019 04:12 CEST | Actualisé il y a 1 heure
Le HuffPost avec AFP

Le peuple demande le retrait total du trio Bensalah, Belaïz et Bedoui du processus électoral. Et se prend à rêver d'une figure indépendante.



Anadolu Agency via Getty Images Des manifestants dans les rues d'Alger contre "le système Bouteflika" le 5 avril.

ALGÉRIE - La date était très attendue dans le processus de reconstruction politique en Algérie. Le Parlement s'est réuni ce mardi 9 avril pour nommer le président par intérim.

Cette session -boycottée par le principal parti islamiste- se déroule une semaine après l'annonce, le 2 avril au soir, de la démission, sous la pression conjuguée de la rue et de l'armée, du président Abdelaziz Bouteflika après 20 années au pouvoir.

Conformément à la Constitution, c'est Abdelkader Bensalah (**en photo ci-dessous**), président du Conseil de la Nation, qui a été nommé pour assurer l'intérim durant une période de 90 jours maximum et organiser une élection présidentielle dans ce délai.



FAROUK BATICHE via Getty Images Abdelkader Bensalah à Alger en février 2016.

Mais vendredi 5 avril -premier jour de manifestations hebdomadaires depuis l'annonce du départ d'Abdelaziz Bouteflika-, les Algériens ont à nouveau défilé en masse pour exiger que soient exclus du processus de transition les hommes-clés de l'appareil mis en place par ce dernier.

Un trio -les "3B"- a été particulièrement visé: Abdelkader Bensalah (*lire plus haut*), Tayeb Belaiz et Noureddine Bedoui. Tayeb Belaiz préside le Conseil constitutionnel, institution chargée de veiller à la régularité du scrutin. Avant d'être nommé Premier ministre, le 11 mars, Noureddine Bedoui fut quant à lui durant quatre ans ministre de l'Intérieur, et à ce titre chargé d'organiser des élections que l'opposition estime frauduleuses.

L'appel des manifestants semblait avoir été entendu, puisque dimanche, l'éditorial du quotidien gouvernemental *El Moudjahid*, traditionnel vecteur de messages du pouvoir en Algérie, a suggéré d'écarter Abdelkader Bensalah de la présidence par intérim en le remplaçant à la tête de la Chambre haute.

Réformes profondes et élections libres

“Il faudrait trouver le plus tôt possible une solution à la question de la présidence du Conseil de la Nation, du moment que l’actuelle figure ne semble pas être tolérée par le mouvement citoyen”, a prôné *El Moudjahid*. Le journal a suggéré de trouver “un homme consensuel qui ait l’étoffe et le sens de l’État”, mais sans s’avancer sur un nom.

Problème: le chef d’état-major de l’armée, le général Ahmed Gaïd Salah, *de facto* le nouvel homme fort du pays, exige que la succession d’Abdelaziz Bouteflika se fasse dans le strict cadre de la Constitution. Celle-ci prévoit que le président du Conseil de la Nation transmette le pouvoir avant l’expiration du délai de 90 jours à un nouveau chef de l’État élu lors d’une présidentielle.

Le mouvement de contestation réclame, lui, de sortir de ce cadre pour mettre sur pied des institutions de transition permettant d’engager des réformes profondes et d’organiser des élections libres.

En cas de retrait d’Abdelkader Bensalah, ce serait son successeur à la tête du Conseil de la Nation qui prendrait l’intérim.

Mais “lui ou toute autre personne issue du Conseil de la Nation sera rejetée par la rue”, soulignait Rachid Grim, enseignant en Sciences politiques à l’Institut supérieur de gestion et de planification (ISGP) d’Alger, interrogé par l’AFP.

Si la présidence de la chambre haute était laissée vacante, la Constitution charge alors de l’intérim le président du Conseil constitutionnel, Tayeb Belaiz (**en photo ci-dessous**), autre personnalité honnie par les manifestants.



FAROUK BATICHE via Getty Images Tayeb Belaiz à Alger en décembre 2011.

Une figure indépendante consensuelle ?

“C’est là où il y a un vrai problème. L’armée tient à ce que cela (la transition) se fasse à l’intérieur de la Constitution et la rue veut que cela se fasse à l’extérieur de la Constitution. Si l’armée n’assouplit pas sa position, on va vers la rupture et la rue est difficile à maîtriser”, s’inquiète Rachid Grim.

Toutefois, “l’armée a changé et si l’institution militaire veut faire les choses bien, alors tout est possible”, estime Mohamed Baghali, rédacteur du grand quotidien arabophone *El Khabar*.

Lundi 8 avril, l’éditorial d’*El Moudjahid*, passé au rythme des événements la semaine dernière de porte-voix de la présidence à celui de l’armée, a répété que la “réussite de la transition nécessite un passage en douceur, graduel, sans heurt, de l’actuel système à un système nouveau (...) afin d’éviter tout dérapage”.

Le journal a toutefois évoqué une piste de compromis avec la création d’“une commission indépendante” qui serait chargée de tout le processus électoral.

“Une des options pourrait être de nommer une figure indépendante, consensuelle, pour diriger une institution de transition”, abonde Isabelle Werenfels, chercheuse associée à l’Institut allemand pour les Affaires internationales et de Sécurité (SWP), auprès de l’AFP.

Reste à trouver la personnalité qui fasse consensus au sein d’une contestation pour l’heure non incarnée et qui refuse d’être récupérée.

La présidentielle se tiendra le 4 juillet en Algérie

Actualité Flash Actu Notre dossier / Algérie : Bouteflika, le départ du raïs Par Le Figaro avec AFP Mis à jour le 11/04/2019 à 10:24 Publié le 10/04/2019 à 19:35



Le président par intérim Abdelkader Bensalah, qui ne peut être candidat à cette élection en vertu de la Constitution, avait promis auparavant un scrutin présidentiel "transparent". RYAD KRAMDI / AFP

Le président algérien par intérim Abdelkader Bensalah a signé un décret fixant au 4 juillet l'élection présidentielle dans le pays où le chef de la puissante armée a mis en garde mercredi les manifestants contre la poursuite de leur mouvement de contestation du régime.

L'Algérie est le théâtre depuis le 22 février de manifestations monstres qui réclamaient dans un premier temps le départ du président Abdelaziz Bouteflika (au pouvoir depuis 20 ans) qui a fini par démissionner le 2 avril. Les contestataires réclament désormais la fin du "système" dans son ensemble.

"Abdelkader Bensalah, chef de l'Etat, a procédé le mardi 9 avril 2019, jour de sa prise de fonction, à la signature du décret présidentiel portant convocation du corps électoral à l'élection présidentielle fixée au 4 juillet 2019", a indiqué la présidence dans un communiqué, cité par l'agence officielle APS.

Abdelkder Bensalah, qui ne peut être candidat à cette élection en vertu de la Constitution, avait promis auparavant un scrutin présidentiel "transparent".

Algérie : le président par intérim promet un scrutin «transparent et régulier»



Le président intérimaire algérien, Abdelkader Bensalah, a assuré le 9 avril dans une allocution son souhait de tenir un scrutin présidentiel, à la suite de la démission de Bouteflika, qui serait «transparent et régulier»

En dépit de cet engagement, le président du Conseil de la Nation (chambre haute du Parlement) depuis 17 ans, assimilé au long règne d'Abdelaziz Bouteflika, reste rejeté par la rue et a fait face, mercredi, à de nouvelles manifestations ainsi qu'à un appel à une grève nationale.

«**Transparence**»

Tout en s'engageant lui aussi à ce que l'armée veille à la "transparence" du processus de transition, le chef d'état-major, le général Ahmed Gaïd Salah, a de son côté haussé le ton: il a écarté catégoriquement le principe d'un "vide constitutionnel", dans une apparente fin de non-recevoir aux revendications d'un départ du "système" et la mise sur pied d'institutions ad hoc.

Il existe dans les manifestations des "slogans irréalistes visant à (...) détruire les institutions de l'Etat", a déploré le général Gaïd Salah, au centre de l'échiquier politique en Algérie depuis ses prises de parole ayant abouti à la démission d'Abdelaziz Bouteflika.

Le chef d'état-major, qui se trouvait en déplacement à Oran (nord-ouest), est allé plus loin en mettant en garde contre des "tentatives de la part de certaines parties étrangères" de "déstabiliser le pays", sans les identifier.

En matinée, des milliers de manifestants, enseignants, étudiants, médecins, gardés par un important dispositif policier, se sont à nouveau rassemblés près de la Grande poste à Alger, cœur de la contestation qui ébranle le pays depuis sept semaines. "Dégage Bensalah!", "Une Algérie libre!", ont scandé les participants.

Selon le site d'information TSA (Tout sur l'Algérie), des manifestations ont également eu lieu dans d'autres villes, notamment à Bouira (sud-est) et Tizi Ouzou (est).

Des appels à reprendre la rue avaient essaimé sur les réseaux sociaux dès la veille, après l'entrée en fonction de M. Bensalah comme président par intérim.

Les Algériens ont clairement affiché leur refus de voir cette tâche confiée à M. Bensalah, 77 ans, qui incarne pour eux un pur produit du régime.

Mardi à Alger, pour la première fois depuis le début du mouvement pacifique, la police avait tenté de disperser les quelque milliers d'étudiants qui manifestaient, à l'aide de grenades lacrymogènes et de canons à eau.

L'annonce de la date de l'élection présidentielle intervient à l'avant-veille du traditionnel jour de manifestations hebdomadaires depuis plus d'un mois pour des millions d'Algériens qui promettent de retourner dans les rues en masse pour demander le départ de Bensalah et la fin du "système".

«**Pas confiance**»

Pour le professeur Mohamed Hennad, enseignant en sciences politique à l'Université d'Alger, "le rapport de force sera en faveur de la rue si la mobilisation de vendredi est importante".

Faut-il craindre un raidissement du pouvoir? "Il y a comme un air de retour de bâton politique contre tous ceux qui veulent dorénavant s'opposer au cours naturel des événements", met en garde le Quotidien d'Oran.

Quelques heures après avoir pris ses nouvelles fonctions mardi soir, Abdelkader Bensalah s'était engagé à organiser "un scrutin présidentiel transparent et régulier", dans un discours à la Nation.

"Bensalah, c'est un déchet du système, on n'a pas confiance. Pendant 20 ans, ils nous ont fait des promesses: résultat, ils ont tout pris et ils ont laissé le peuple pauvre", lance Lahcen, 26 ans, qui travaille dans un café d'Alger pour 25.000 dinars par mois (180 euros). "On veut une élection libre et réellement démocratique".

Pressions, corruption, listes truquées, les scrutins en Algérie sont régulièrement entachés de soupçons de fraudes dans un système électoral opaque, ultra favorable aux partis et candidats du "système".

Par ailleurs, réagissant à l'expulsion mardi du directeur de l'Agence France-Presse (AFP) à Alger, Aymeric Vincenot, la France a "regretté" mercredi cette mesure des autorités algériennes qui ont refusé de renouveler son accréditation pour 2019.

Algérie : après le départ de Bouteflika, la rue toujours mobilisée contre le «régime»



Plusieurs manifestations ont eu lieu à Alger mercredi 10 avril, au lendema de la nomination d’Abdelkader Bensalah à la présidence par intérim. Les manifestants exigent des changements radicaux dans le pays, malgré le départ d’Abdelaziz Bouteflika.

Algérie: le chef d'état-major pointe les manipulations de «parties étrangères»

RFI 10 avril 2019



Le chef d'état-major de l'armée Ahmed Gaïd Salah s'est exprimé ce mercredi 10 avril. Lui qui promettait de répondre favorablement aux revendications du peuple semble nuancer ses propos. Gaïd Salah demande notamment aux Algériens de faire preuve de patience et surtout de faire attention aux manipulations étrangères. Le président algérien par intérim Abdelkader Bensalah a signé un décret fixant au 4 juillet l'élection présidentielle, a indiqué la présidence dans un communiqué. En Algérie, ce mercredi soir, certains regards se tournent vers Paris. Pourtant, à aucun moment durant son discours Gaïd Salah ne cite la France, mais son message était plein de sous-entendus. Il accuse des parties étrangères avec lesquelles l'Algérie a une histoire commune d'essayer de tirer profit de la situation actuelle.« Durant cette nouvelle phase que traverse le pays, certaines parties étrangères avec lesquelles l'Algérie a un passif ont essayé de placer leurs propres hommes et d'en faire les représentants du peuple dans l'espoir de devenir les leaders de cette période de transition, a avancé Ahmed Gaïd Salah. Leur plan vise à déstabiliser le pays et diviser la population », a déclaré le chef d'état-major. Mais selon un politologue interrogé à Alger : cet avertissement est vide de sens, ce n'est ni plus ni moins qu'une vaine tentative d'effrayer la rue dans l'espoir d'un retour au calme. Il y a également deux autres points essentiels à retenir du discours du chef d'état-major de l'armée. Les Algériens souhaitent chasser toutes les figures du « système ». Ils devront prendre leur mal en patience. La volonté de la rue se heurte à la Constitution algérienne et le militaire de 79 ans ne souhaite pas sortir du cadre légal. Ce sont les fidèles d'Abdelaziz Bouteflika qui géreront la transition. Mais l'armée se porte garante. Il y a aura bel et bien un renouvellement des dirigeants, mais cela se fera par les urnes. Ahmed Gaïd Salah promet également de rouvrir des enquêtes concernant les grosses affaires de malversations qui ont secoué le pays ces dernières années.« La justice a retrouvé ses pleins pouvoirs et elle va désormais travailler sans entraves, sans aucune pression et sans directives. Le gang qui est incriminé dans des affaires de détournements de biens publics va être poursuivi en justice, a-t-il assuré. Et afin que l'opinion publique soit rassurée, sachez que même les anciennes affaires criminelles et de malversations sont concernées. L'affaire Khalifa, la Sonatrach, la fameuse affaire d'importation de cocaïne, et bien d'autres affaires criminelles. Et j'aimerais rappeler que je m'engage personnellement à appuyer les revendications populaires durant cette période importante. L'histoire me jugera et vous verrez que je n'ai aucune ambition personnelle. Ma seule volonté c'est d'être au service de mon pays afin de garantir sa sécurité et sa stabilité. »

Le chef d'état-major de l'armée Ahmed Gaïd Salah s'est exprimé ce mercredi 10 avril. Lui qui promettait de répondre favorablement aux revendications du peuple semble nuancer ses propos. Gaïd Salah demande notamment aux Algériens de faire preuve de patience et surtout de faire attention aux manipulations étrangères. Le président algérien par intérim Abdelkader Bensalah a signé un décret fixant au 4 juillet l'élection présidentielle, a indiqué la présidence dans un communiqué.

En Algérie, ce mercredi soir, certains regards se tournent vers Paris. Pourtant, à aucun moment durant son discours **Gaïd Salah** ne cite la France, mais son message était plein de sous-entendus. Il accuse des parties étrangères avec lesquelles l'Algérie a une histoire commune d'essayer de tirer profit de la situation actuelle.

« *Durant cette nouvelle phase que traverse le pays, certaines parties étrangères avec lesquelles l'Algérie a un passif ont essayé de placer leurs propres hommes et d'en faire les représentants du peuple dans l'espoir de devenir les leaders de cette période de transition,* a avancé Ahmed Gaïd Salah*. Leur plan vise à déstabiliser le pays et diviser la population* », a déclaré le chef d'état-major.

Mais selon un politologue interrogé à Alger : cet avertissement est vide de sens, ce n'est ni plus ni moins qu'une vaine tentative d'effrayer la rue dans l'espoir d'un retour au calme.

Il y a également deux autres points essentiels à retenir du discours du chef d'état-major de l'armée. Les Algériens souhaitent chasser toutes les figures du « système ». Ils devront prendre leur mal en patience.

La volonté de la rue se heurte à la Constitution algérienne et le militaire de 79 ans ne souhaite pas sortir du cadre légal. Ce sont les fidèles d'Abdelaziz Bouteflika **qui géreront la transition**. Mais l'armée se porte garante. Il y a aura bel et bien un renouvellement des dirigeants, mais cela se fera par les urnes.

Ahmed Gaïd Salah promet également de rouvrir des enquêtes concernant les grosses affaires de malversations qui ont secoué le pays ces dernières années.

« *La justice a retrouvé ses pleins pouvoirs et elle va désormais travailler sans entraves, sans aucune pression et sans directives. Le gang qui est incriminé dans des affaires de détournements de biens publics va être poursuivi en justice,* a-t-il assuré. *Et afin que l'opinion publique soit rassurée, sachez que même les anciennes affaires criminelles et de malversations sont concernées. L'affaire Khalifa, la Sonatrach, la fameuse affaire d'importation de cocaïne, et bien d'autres affaires criminelles. Et j'aimerais rappeler que je m'engage personnellement à appuyer les revendications populaires durant cette période importante. L'histoire me jugera et vous verrez que je n'ai aucune ambition personnelle. Ma seule volonté c'est d'être au service de mon pays afin de garantir sa sécurité et sa stabilité.* »

Algérie: les contestataires se mobilisent contre Bensalah et la présidentielle

Actualité International Notre dossier / Algérie : Bouteflika, le départ du raïs Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 12/04/2019 à 15:13 Publié le 12/04/2019 à 07:42

Algérie : après le départ de Bouteflika, la rue toujours mobilisée contre le «régime»



Plusieurs manifestations ont eu lieu à Alger mercredi 10 avril, au lendema de la nomination d'Abdelkader Bensalah à la présidence par intérim. Les manifestants exigent des changements radicaux dans le pays, malgré le départ d'Abdelaziz Bouteflika.

VIDÉO - De nouvelles manifestations sont en cours en Algérie ce vendredi. Leur ampleur sera scrutée de près par le pouvoir intérimaire du président Abdelkader Bensalah. À Alger, les forces de l'ordre sont intervenues place de la Grande Poste.

Les contestataires se mobilisent massivement lors de ce premier vendredi de manifestation en Algérie depuis l'annonce d'une présidentielle le 4 juillet par le tout nouveau chef de l'État par intérim, Abdelkader Bensalah, 77 ans, figure de l'appareil mis en place par Bouteflika. Les Algériens craignent que ce scrutin soit frauduleux et ne serve qu'à conforter le pouvoir intérimaire dont ils réclament le départ.



Dans les rues d'Alger ce vendredi 12 avril. RAMZI BOUDINA/REUTERS

Pour la première fois depuis le début de la contestation, qui s'est déroulée dans le calme et sans incident ces dernières semaines, un cordon de véhicules et de policiers est intervenu. Dès 8 heures ce vendredi matin, ils ont tenté d'évacuer, sans toutefois utiliser la force et sans y parvenir, le parvis de la Grande Poste, point de ralliement des contestataires à Alger. Les policiers ont encerclé ces manifestants et tenté de les pousser hors des marches, mais se sont retrouvés en sous-nombre et vite débordés. Certains se sont eux-mêmes retrouvé cernés au milieu de la foule qui criait «Silmiya, silmiya» (»Pacifique, pacifique», en arabe).



Algérie 24

✔ @Alg24net

🔴#DIRECT #Algérie

Un dispositif sécuritaire inhabituel déployé devant la Grande Poste d'Alger

Suivez le Direct ➡https://www.alg24.net/direct-acte-viii-manifestations-anti-pouvoir-algerie/ …

27

13:40 - 12 avr. 2019

Les manifestants ont finalement ouvert un chemin permettant aux policiers de rebrousser chemin, sans violence, sous les youyous des femmes. «On n'a rien contre vous, on veut le départ de la mafia», ont lancé certaines aux policiers. D'après Algérie 24, des véhicules de la brigade anti-émeutes, dont un équipé d'un canon à eau, se dirigeaient vers la place Audin dans l'après-midi. Autours des forces de l'ordre, certains manifestants ont même scandé: «policier, enlève ta casquette et viens manifester», ou encore «Algérie libre et démocratique» et «Bensalah, dégage!». Désigné par la Constitution pour assurer l'intérim, cet apparatchik est devenu la cible des slogans qui visaient initialement Bouteflika, président malade dont il était ces dernières années la «doublure» officielle, en Algérie et à l'étranger.

Hamdi @HamdiBaala

· 3 h

En réponse à @HamdiBaala

Le cordon policier près de la grande poste n'a pas résisté longtemps. Il a été emporté par une marée de manifestants qui a atteint la place Audin.





Hamdi @HamdiBaala

Beaucoup de messages contre Gaid Salah aujourd'hui. pic.twitter.com/zml6J7Dl80

68

13:50 - 12 avr. 2019

Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité






Pour Louisa Dris-Aït Hamadouche, enseignante en Sciences politiques à l'Université d'Alger-3, «la manifestation sera probablement intense et massive». «Le soulèvement populaire a déjà donné sa réponse à l'intronisation de Bensalah» comme chef de l'État par intérim le 9 avril, poursuit-elle.

«Légale mais non légitime»

Pour les protestataires, cette présidentielle organisée en trois mois ne peut être libre et équitable car elle serait organisée dans un cadre juridique et par des institutions et des personnalités hérités des vingt ans de pouvoir de Bouteflika, marqués par des scrutins frauduleux selon l'opposition. Manifestants et voix de la société civile réclament la mise en place d'institutions ad hoc, en vue d'une véritable transition post-Bouteflika.

Le pouvoir, lui, veut rester dans le cadre prévu par la Constitution: une présidentielle sous 90 jours. Chaque camp reste sur ses positions. Abdelkader Bensalah a reçu le soutien implicite de l'armée, revenue au centre du jeu politique algérien depuis que son chef d'état-major, le général Ahmed Gaïd Salah, a lâché Abdelaziz Bouteflika. Le général Gaïd Salah a dénoncé des «slogans irréalistes», en allusion aux appels au départ de tous les acteurs du «système» au pouvoir. Il a estimé «irraisonnable» une transition hors du cadre institutionnel actuel, et promis aux manifestants que l'armée garantirait «la transparence et l'intégrité» du scrutin.

Le pouvoir va scruter attentivement la mobilisation dans l'espoir d'un affaiblissement. Si des millions d'Algériens envahissent à nouveau les rues du pays comme les semaines précédentes, comment imaginer qu'ils se rendront aux urnes dans trois mois? Et s'ils s'abstiennent, de quelle légitimité bénéficiera le nouveau président? L'attitude des forces de sécurité sera également scrutée vendredi, alors que mardi la police a pour la première fois depuis le 22 février tenté de disperser une manifestation pacifique d'étudiants à Alger et qu'elle a empêché jeudi tout rassemblement devant la Grande Poste.

Algérie : vers un boycott de l'élection présidentielle du 4 juillet ?

Politique https://www.jeuneafrique.com/ 11 avril 2019 à 13h46 | Par Syrine Attia et Wided Nasraoui Mis à jour le 12 avril 2019 à 11h28



Des manifestants à Alger, mercredi 10 avril 2019 (photo d'illustration). © Mosa'ab Elshamy/AP/SIPA

L'application de l'article 102 de la Constitution se poursuit. Après sa désignation à la tête de l'État pour assurer l'intérim du président Bouteflika, Abdelkader Bensalah a annoncé la tenue d'une élection présidentielle le 4 juillet, respectant le délai de trois mois prévu par la loi fondamentale. Une décision considérée par une partie de la classe politique comme contraire à la volonté de la rue.

La date du 4 juillet, annoncée mercredi par le chef de l'État algérien par intérim pour la tenue de l'élection présidentielle, a suscité plusieurs réactions au sein de la classe politique. Elle n'a pas été du goût de l'opposition, où étaient déjà nombreux ceux qui réclamaient la démission d'Abdelkader Bensalah et une transition conduite par la société civile.

Ali Ghediri, candidat à l'élection présidentielle reportée, était le seul à s'être prononcé ouvertement en faveur d'un vote pro-Bensalah et à demander l'organisation d'une élection présidentielle dans les trois mois à venir, comme prévu par la Constitution. Il a d'ailleurs annoncé jeudi sa candidature au nouveau scrutin.

« Une manière de gagner du temps »

Nassim Yassa, membre de la direction nationale du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), dans un passage sur la chaîne *Al Arabi*, a estimé que les initiatives de la présidence sont « une manière de gagner du temps », mais aussi de « défier la lutte du peuple qui demande la fin du régime ». « On ne peut pas aller vers des élections selon les règles et l'agenda du régime. Le peuple algérien veut un changement radical qui ne peut se faire que par une période de transition », a-t-il ajouté.

D'autres personnalités de son parti proposent ainsi la création d'une Haute instance qui sera chargée de la transition. Elle sera composée de trois personnes issues exclusivement de la société civile, âgées au maximum de 60 ans et qui seront élus par trois grandes corporations : la magistrature, l'enseignement supérieur et les syndicats autonomes.

Face aux militaires, les Algériens refusent de rendre les armes

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Nabia Lahchi Mis à jour le 12/04/2019 à 21:48 Publié le 12/04/2019 à 19:41



Un manifestant face aux forces de l'ordre, mercredi, à Alger. RYAD KRAMDI/AFP

REPORTAGE - Convaincue que le pouvoir tente de confisquer la transition démocratique, la rue reste mobilisée alors que l'armée voudrait mater la contestation.

«La rue ne se taira pas.» L'affiche collée sur un mur de la capitale résume l'état d'esprit qui prévaut dans le pays après une semaine durant laquelle la répression policière a fait monter d'un cran les tensions. Vendredi 12 avril, ils étaient encore des millions à défiler à Alger et dans plusieurs villes du pays pour s'opposer à la continuité du système incarné, désormais, par Abdelkader Bensalah, désigné chef d'État par intérim, mardi dernier.

Le même jour, les policiers faisaient usage de la force pour réprimer la manifestation hebdomadaire des étudiants. La police a utilisé des canons à eau et procédé à l'arrestation de plusieurs d'entre eux. Les forces de police ont fait preuve de moins d'indulgence en tentant aussi d'interdire les rassemblements en semaine. Jeudi, c'est la gendarmerie nationale qui bloquait plusieurs accès vers la capitale en filtrant les voitures et les cars transportant des manifestants venus d'autres villes du pays.

Sur l'autoroute est-ouest ces mesures ont créé d'importants embouteillages longs de plusieurs kilomètres. «Ils nous ont tout enlevé, même nos drapeaux et nous ont dit qu'on ne pouvait pas venir sur Alger», racontent deux jeunes hommes qui manifestent dans la capitale pour la deuxième fois. Originaires de Tizi Ouzou, à 100 kilomètres à l'est d'Alger, ils affirment que la police et les gendarmes stoppaient particulièrement les véhicules portant les immatriculations des wilayas de Boumerdès, Tizi Ouzou, Bouira et Bejaïa.

Des manifestants ont tout de même réussi à rejoindre la capitale jeudi soir dans la nuit et vendredi matin, très tôt. «Nous sommes venus de Tiaret (300 km au sud-ouest d'Alger)», expliquent deux hommes. L'un est vêtu d'une veste kaki et d'un béret, vestige de son statut de patriote, ces unités de défense composées de civils et utilisées durant des années 1990 pour combattre les terroristes dans les zones rurales algériennes. «Nous nous sommes battus avec les armes qu'ils nous ont données et voilà tout ce qu'il me reste de cette époque», dit-il en montrant sa tenue.

«Nous voulons aller vers des élections, nous ne sommes pas pressés mais avec une refonte totale du corps électoral et une commission indépendante de surveillance»
Mustapha, avocat

Pour imposer leur présence et défier les policiers des manifestants sont sortis dès jeudi soir sur la place Maurice-Audin. Vendredi matin, la Grande Poste était déjà remplie de monde avant 9 heures du matin. La police anti-émeute a d'abord tenté de disloquer le rassemblement en plaçant des cordons sur les voies menant à cette esplanade puis en se positionnant sur le parvis de la Grande Poste. Mais face au nombre de protestataires et à leur ténacité, les policiers ont fini par quitter les lieux en empruntant un passage mis à disposition par les manifestants. «Nous avons été pacifiques et nous le serons toujours», ont-ils crié malgré les provocations de certains éléments de la police. En début d'après-midi, les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes et du canon à eau sur la place Maurice-Audin et la rue Didouche-Mourad. Plusieurs personnes blessées ont immédiatement été prises en charge par les groupes de secouristes bénévoles et les pompiers.

«On s'y attendait, la police était très gentille, elle était avec nous», ironise un quadragénaire. «Ça arrangeait le chef d'état-major, Gaïd Salah, qui a pu pousser Bouteflika vers la sortie. Maintenant qu'il s'agit de lui, évidemment, ça se corse mais nous resterons pacifiques. Après tout le pacifisme a fait sortir l'empire britannique des Indes, fait aboutir le droit des Noirs américains grâce à Martin Luther King, et abolit l'apartheid avec Mandela. On fera la même chose, nous n'arrêterons pas et je suis sûr que ça aboutira», dit-il optimiste.

Des violences ont tout de même éclaté en fin d'après-midi à Alger. Des affrontements ont eu lieu entre des groupes de jeunes et des policiers anti-émeutes en plein centre-ville de la capitale pour la première fois depuis le début du mouvement populaire initié le 22 février. Des jeunes hommes ont caillassé les forces de l'ordre en réponse à des tirs de gaz lacrymogènes intensifs. Le calme est revenu vers 20 heures. Selon la Direction générale de la sûreté nationale, 27 policiers ont été blessés dont quatre grièvement et 108 personnes ont été interpellées. Les services de sécurité accusent des «délinquants infiltrés» d'avoir provoqué les affrontements.

«Résidus du système»

Après huit semaines de manifestations, la foule réclame le départ des «résidus du système», hérités des années Bouteflika. Abdelkader Bensalah, Noureddine Bedoui, premier ministre, Tayeb Belaïz, président du Conseil constitutionnel et Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major sont les premiers visés.

«Nous avons gagné la mi-temps mais Gaïd Salah a vendu le match», scande un homme au milieu de la foule. Le sentiment de spoliation de la révolte populaire par les généraux de l'armée est largement répandu chez les protestataires. D'autant plus à la suite des propos tenus, mercredi 10 avril, par le chef d'état-major. Celui-ci a dénoncé l'infiltration du mouvement par des «parties étrangères» et évoqué des «slogans irréalisables».

Loin de calmer la population, ces déclarations ont galvanisé la foule. «On ne s'arrêtera pas», ont prévenu les manifestants. Beaucoup s'opposent à l'élection présidentielle prévue pour le 4 juillet 2019. «Le corps électoral est dehors tous les vendredis, on nous a tiré cet article 102 de la Constitution qui n'est rien d'autre que la régénération du système politique puisque ce sont eux qui veulent mener la transition, à leurs conditions et avec leur texte trituré à volonté. Nous sommes là pour demander le départ du président par intérim, nous voulons un gouvernement de salut public, d'union nationale avec des représentants de la société civile pour aller vers une Constituante et réécrire notre Constitution», indique Mustapha, un avocat qui fait tournoyer

l’emblème national. «Nous voulons aller vers des élections, peut-être pas dans trois mois, nous ne sommes pas pressés mais avec une refonte totale du corps électoral et une commission indépendante de surveillance.» Samedi, les avocats et les magistrats envisagent également de manifester une nouvelle fois.

Chez les universitaires, la colère gronde. «L’Assemblée constituante va nous permettre de sortir de cette Constitution qui est complètement absurde. Il n’y a pas de séparation des pouvoirs et pour que ce soit le cas, il faut revoir la Constitution», s’insurge Farouk, étudiant en science humaine à l’université d’Alger-II. Selon lui, un appel à la grève a été lancé à travers les facultés du pays pour protester contre la répression qui a touché les universitaires.

ÉGYPTE

Politique

Égypte: le régime tue, l'Occident coopère

Monde http://www.slate.fr/ Saleh Ben Odran — 7 avril 2019 à 12h57 — mis à jour le 8 avril 2019 à 9h35

Pendant que le président Sissi emprisonne, condamne et torture l'opposition et la société civile, l'Occident continue de négocier des accords commerciaux et de vendre des armes à son régime.



Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi au Caire, le 30 juin 2018. | Présidence égyptienne / AFP

Arrestations en série, restrictions des libertés, pendaisons pour qui fait dissension, la dérive dictatoriale en Égypte ne cesse de gagner de l'ampleur alors que les pays occidentaux continuent de fermer les yeux sur les abus commis par Abdel Fattah al-Sissi et de conclure des contrats juteux avec le nouveau raïs égyptien.

Parmi neuf Égyptiens exécutés le 20 février –une mesure décriée par plusieurs ONG– la vidéo du prisonnier Mahmoud al-Ahmadi a fait le tour de la toile: il s'adresse avec bravoure au juge, clamant son innocence et stigmatisant les pratiques menées par la structure juridico-policière –notamment celle de l'électrocution– utilisée pour contraindre les prisonniers à faire de faux aveux sous la torture.



Middle East Monitor

✔ @MiddleEastMnt

WATCH: "Sir, we've been given enough electric shocks to power Egypt for the next 20 years."

Mahmoud Al-Ahmadi is one of the young Egyptians executed on February 20th. #Egypt

READ: https://goo.gl/x8WsqE

230

18:27 - 21 févr. 2019

«Si vous me donnez devant tous ces gens et ces caméras une barre électrique pour l'utiliser contre quelqu'un, je peux les faire avouer d'avoir tué [le président Anwar] *el-Sadat»,* lance au microphone, non sans ironie, le jeune prisonnier tout de blanc vêtu, en allusion au président égyptien assassiné en 1981 et dont les auteurs de l'assassinat avaient déjà été identifiés il y a trente-huit ans. *«Monsieur, nous avons subi des chocs électriques qui suffisent pour alimenter l'Égypte en courant pendant vingt ans»,* a-t-il ajouté à l'adresse du juge.

«Ces exécutions sont une démonstration flagrante de l'utilisation croissante par le gouvernement de la peine de mort.» Amnesty International

Un cri qui ne fut manifestement pas entendu. Mahmoud al-Ahmadi et huit autres hommes seront finalement exécutés par pendaison, après avoir été condamnés pour l'assassinat présumé du Procureur général égyptien perpétré en 2015.

Les ONG de défense des droits humains n'ont pas tardé à réagir. *«Exécuter des hommes condamnés dans des procès entachés d'allégations de torture n'est pas une justice, mais un témoignage de l'ampleur de l'injustice dans le pays»,* a dénoncé Amnesty International. *«Ces exécutions sont une démonstration flagrante de l'utilisation croissante par le gouvernement de la peine de mort, portant à quinze le nombre total de condamnations à la peine capitale appliquées au cours des trois dernières semaines»,* a ajouté l'ONG. Le 8 février, trois Égyptiens avaient en effet été exécutés par pendaison dans la ville d'Alexandrie, accusés d'avoir tué en 2014 le fils d'un juge et d'avoir formé *«un groupe terroriste».* Des *«aveux obtenus sous la torture»,* selon Human Rights Watch (HRW).

Lutter contre le terrorisme, l'argument vendeur

Dans l'Égypte du maréchal Abdel Fattah al-Sissi, arrivé au pouvoir en 2013 (et élu une première fois président en 2014) après un coup d'État fomenté par l'armée contre le premier président démocratiquement élu dans le pays après la révolution de 2011, la chasse aux terroristes semble être l'outil le plus efficace pour museler toute forme d'opposition sur le terrain mais aussi le meilleur argument pour vendre à l'Occident l'image d'un régime assurant stabilité et lutte anti-terroriste.

Depuis 2013, Sissi mène une implacable répression, arrêtant des milliers de contestataires politiques, notamment des activistes proches ou lié·es à la confrérie musulmane, un groupe fondé en Égypte en 1928 et prônant un retour aux valeurs de l'islam, loin toutefois du salafisme ou du djihadisme. Profitant d'une ère marquée par la montée de l'organisation État islamique (EI) dans le monde arabe, dont une antenne est implantée dans le désert de Sinaï, la junte militaire en Égypte multiplie verdicts et sentences à l'encontre de toute forme d'opposition.

En septembre, près de 740 personnes ont été jugées le même jour dans l'un des plus grands procès de masse depuis la révolte de 2011. Accusées pour la plupart d'avoir tué des policiers ou d'avoir vandalisé des biens publics en août 2013, soixante-quinze d'entre elles, dont des hauts dirigeants des Frères musulmans, ont été condamnées à mort. Pourtant, les autorités chargées du coup d'État avaient elles aussi eu massivement recours à la violence et à une répression dans le sang des manifestations ayant eu lieu après l'éviction à l'été 2013 de Mohamed Morsi, lui-même issu de la confrérie musulmane. Le 14 août 2013, policiers et soldats avaient même tué par balles plus de 700 personnes qui manifestaient en faveur de Morsi dans les rues du Caire, une des journées les plus sombres et meurtrières de l'histoire contemporaine d'Égypte qui s'est déroulée dans le silence et l'indifférence de nombreux pays occidentaux.



Des prisonniers s'embrassant dans la cage en verre insonorisée pendant le procès de masse des 700 protestataires pro-Morsi qui ont manifesté en 2013, au Caire le septembre 8 2018. | Mohamed el-Shared / AFP

Cette répression au nom de la lutte contre le terrorisme ou de l'obscurantisme islamique se poursuit depuis dans l'impunité la plus totale. Pas plus loin que le 26 mars, la Cour de cassation égyptienne a inscrit 145 personnes supplémentaires sur la célèbre liste de *«terroristes».* Parmi les personnes ciblées par le pouvoir, certaines sont portées disparues. C'est le cas notamment de Mostafa al-Nagar, un ancien parlementaire condamné à trois ans de prison et dont la famille est sans nouvelles depuis septembre 2018. En décembre 2017, l'ex-député, fondateur du parti Al-Adl (justice, en arabe) et qui avait siégé au parlement de 2012 à 2013, avait été condamné pour *«insulte à l'institution judiciaire»* mais il était resté en liberté.

Human Rights Watch a récemment réclamé aux autorités égyptiennes de révéler l'endroit où se trouve M. Nagar, fustigeant les démentis récurrents du pouvoir, qui nie le détenir et qualifient l'affaire de *«rumeurs de disparition forcée»*.

Cibles intellectuelles et laïques

Preuve d'une réelle dérive dictatoriale, voire d'une paranoïa généralisée, la répression ne concerne pas uniquement les membres ou proches des Frères musulmans mais aussi toutes les personnes qui osent exprimer ou afficher la moindre critique ou forme de divergence avec le pouvoir en place, y compris au sein de l'establishment. En avril 2018, l'ex-président de l'Autorité égyptienne pour la lutte contre la corruption, Hicham Geneina, en a payé les frais. Il a été condamné à cinq ans de prison pour *«diffusion d'informations visant à nuire à l'armée»* après avoir été démis de ses fonctions en 2016 pour avoir chiffré à 60 milliards d'euros le coût de la corruption publique entre 2012 et 2015.

Les personnalités du milieu intellectuel et les journalistes ne sont pas à l'abri de cette vague de répression. Le militant de gauche Alaa Abdel Fattah vit désormais en liberté surveillée pour une durée de cinq ans parce qu'il avait manifesté illégalement fin 2013 contre une série de procès militaires appliqués aux civils, après l'arrivée au pouvoir de Abdel Fattah al-Sissi.



Alaa Abdel Fattah depuis sa prison pendant le procès qui l'a condamné à mort, au Caire, le 23 mai 2015. | Haled Desouki / AFP

Quant au célèbre écrivain égyptien Alaa El Aswany, auteur de *L'immeuble Yacoubian*, il est poursuivi en justice pour *«insultes envers le président, les forces armées et les institutions judiciaires égyptiens»,* a annoncé le 19 mars son éditeur français Actes Sud. Membre fondateur du mouvement d'opposition Kifaya (Ça suffit) fondé en 2005, il avait pris part en 2011 à la révolution contre l'ancien dictateur Hosni Moubarak. Le célèbre photojournaliste Shawkan, arrêté en août 2013 au Caire, a lui été libéré début mars au terme de cinq ans de prison. Selon Reporters sans frontières, au moins trente autres journalistes sont toujours emprisonnés en Égypte.

Le cas révélateur et emblématique de Mohamed Ramadan

Mais c'est surtout l'arrestation en décembre de l'avocat Mohamed Ramadan à Alexandrie qui a révélé l'ampleur de la paranoïa des autorités. Son crime? Avoir posté sur Facebook une image de lui arborant un gilet jaune, symbole du mouvement de contestation sociale en France.

Les personnalités du milieu intellectuel et les partis libéraux n'en sont pas épargnés. En février, le parti Al-Dostour, une formation politique libérale et laïque de gauche fondée en 2012 par Mohamed El Baradei, prix Nobel de la paix et ex-directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a dénoncé une *«campagne d'arrestations»* visant ses membres, après avoir annoncé son rejet d'une réforme constitutionnelle étendant les pouvoirs du président al-Sissi.

Le nouveau raïs cherche en effet à réformer la Constitution de 2014 –qui fixe à deux la limite du nombre de mandats que peut exercer un président– afin de pouvoir briguer un troisième mandat en 2022. Un texte en ce sens a déjà été soumis au Parlement, dominé par les pro-Morsi, pour procéder à un amendement constitutionnel. Sissi avait été réélu en mars 2018 avec plus de 97% des voix.



Dans cette atmosphère de terreur, certaines formations politiques, même des plus vielles et progressistes, ont fait le choix du pragmatisme. Le parti Wafd, doyen des partis égyptiens et qui a longtemps représenté une ligne politique libérale, modérée et laïque, s'est ainsi rangé derrière al-Sissi et a soutenu sa réélection en 2018.

Les médias étrangers dans le collimateur

Fidèle aux pratiques menées par tous les autocrates contemporains ou ceux qui l'ont précédé, le président égyptien a décidé de s'attaquer de front aux journalistes, aux médias étrangers et à la blogosphère locale pour enrayer le relais d'informations ou d'abus qui seraient compromettants à l'international.

Les autorités égyptiennes ont ainsi appelé en mars à boycotter la BBC après la publication d'un article jugé *«politisé et trompeur»,* sur une *«campagne»* anti-Sissi lancée par des contestatires sur les réseaux sociaux. La BBC avait déjà été dans le collimateur du pouvoir égyptien l'an dernier après la publication d'un reportage jugé mensonger sur la répression en Égypte, notamment concernant les disparitions forcées. Un mois plus tôt, c'était au New York Times de se retrouver dans le viseur du Caire. Un de ses journalistes les plus connus, David Kirkpatrick a été *«détenu au secret plusieurs heures avant d'être forcé à prendre un vol de retour à destination de Londres»,* avait indiqué le journal, déplorant l'absence de toute explication ou justification officielle à cette décision.



David D. Kirkpatrick @ddknyt

Egypt Turns Back Veteran New York Times Reporter - The New York Times @declanwalsh https://www.nytimes.com/2019/02/19/world/middleeast/egypt-david-kirkpatrick.html …

99

20:07 - 19 févr. 2019

Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité



Egypt Turns Back Veteran New York Times Reporter

David D. Kirkpatrick was detained at Cairo airport and sent back to London in an escalation of a news media crackdown under President Abdel Fattah el-Sisi.

nytimes.com

En parallèle, des dizaines de personnes qui prennent la défense des droits humains en Égypte ont été la cible d'une *«vague de cyberattaques»* depuis début 2019, les mettant en *«danger grave»* face à la répression de l'État, a dénoncé début mars Amnesty International. Plus de 500 sites internet sont bloqués en Égypte, selon les ONG qui accusent le pays de cibler particulièrement la toile, dernier espace d'expression libre.

En août 2018, le président Sissi avait promulgué une loi controversée de Lutte contre la cybercriminalité permettant de bloquer tout site dont le contenu constitue notamment *«une menace pour la sécurité nationale».* En septembre 2018, le chef de l'État avait également promulgué une loi portant sur la réglementation de la presse et des médias, permettant de suspendre ou bloquer ces sites ou comptes, notamment pour *«diffusion de fausses nouvelles».* Cette incrimination a été régulièrement utilisée ces dernières années pour condamner ou emprisonner des militants, des journalistes ou des satiristes.

L'Égypte occupe désormais la 161e place sur 179, dans le dernier classement sur la liberté de la presse de Reporters sans frontières (RSF).



RSF

✔ @RSF_inter

🔴¦ #RSFIndex ¦ RSF dévoile son classement de la #LibertéDeLaPresse 2018 : une carte mondiale de plus en plus sombrehttps://rsf.org/fr/classement

139

10:38 - 25 avr. 2018

Hypocrisie de l'Occident

Mettant en avant la nécessité de faire régner la stabilité dans les pays arabes, secoués par des soulèvements et des guerres après les printemps arabes de 2010-2011, le président égyptien n'a pas hésité à critiquer les récents mouvements de contestation en Algérie et au Soudan.



franceinfo

✔ @franceinfo

Egypte : le président Sissi critique les soulèvements en Algérie et au Soudan sans les nommerhttps://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/algerie/egypte-le-president-sissi-critique-les-soulevements-en-algerie-et-au-soudan-sans-les-nommer_3228253.html …

4

20:00 - 11 mars 2019

Et si la révolution de 2011 en Égypte est encore officiellement célébrée chaque année, son image est fortement dégradée par les autorités et les médias proches du régime, qui estiment qu'elle a engendré insécurité et instabilité. Un leitmotiv que Fattah al-Sissi ne se lasse pas de répéter à tous ses homologues, notamment les Occidentaux qui semblent acquiescer ce discours sans équivoque, souvent au profit d'intérêts financiers ou économiques.

C'est le cas notamment de la France qui a vendu depuis 2015 vingt-quatre avions de combat Rafale à l'Égypte, devenue le troisième client de vente d'armements pour l'Hexagone, avec des contrats ayant totalisé 6 milliards d'euros en trois ans. Durant sa visite au Caire en début d'année, le président Emmanuel Macron a d'ailleurs évité les sujets fâcheux, se contentant d'évoquer à demi-mots l'importance du tandem stabilité-liberté, mais se focalisant davantage sur les questions de coopération et de dialogue interreligieux. Sa visite avait été couronnée par la signature d'une trentaine d'accords et de contrats commerciaux pour près d'un milliard d'euros, dont la construction de 5,6 km de tunnel pour le métro du Caire.



Sara Kayyali

✔ @skayyali1

Egypt’s government is happy to receive foreign funding, but when civil society organizations do it, they’re “traitors.” Why the double standards? #CivilWorkIsNotACrime https://www.hrw.org/tag/egypt-crackdown-civil-society …

43

09:14 - 4 avr. 2019

De son côté, le Fonds monétaire international (FMI) multiplie ses satisfécits à l'égard du programme économique de Sissi, et a récemment annoncé qu'une dernière tranche d'un prêt de 12 milliards de dollars serait débloquée progressivement à partir de novembre 2016.

LIBYE

Diplomatie

Libye : Antonio Guterres appelle à l'arrêt immédiat des combats

Diplomatie https://www.jeuneafrique.com/ 09 avril 2019 à 08h57 | Par Jeune Afrique avec AFP Mis à jour le 09 avril 2019 à 09h02



L'ancien Premier ministre portugais et candidat à la succession de Ban Ki-moon, Antonio Guterres, lors de son audition par États membres de l'ONU, le 12 avril 2016. © Richard Drew/AP/SIPA

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a fermement condamné lundi l'escalade de la violence autour de la capitale libyenne Tripoli et appelé à un arrêt immédiat des combats. L'Union européenne a également appelé le maréchal Khalifa Haftar à arrêter son offensive contre Tripoli.

« Le secrétaire général de l'ONU rappelle qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit en Libye et appelle toutes les parties à engager immédiatement le dialogue afin de trouver une solution politique », écrit dans un communiqué Stephane Dujarric, porte-parole du chef de l'ONU.

L'émissaire de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, a, de son côté, condamné « l'attaque aérienne perpétrée aujourd'hui par un avion de l'ANL contre l'aéroport de Mitiga, le seul aéroport opérationnel de la capitale à être utilisé à des fins civiles ».

L'Union européenne a également réagi. La cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, appelé lundi le maréchal Khalifa Haftar à arrêter son offensive contre Tripoli et à revenir à la table des négociations pour éviter une guerre civile en Libye.

« J'ai appelé très fermement tous les dirigeants libyens, et en particulier Haftar, à arrêter toutes les opérations militaires et à revenir à la table des négociations sous l'égide de l'ONU », a-t-elle annoncé après une réunion avec les ministres des Affaires étrangères de l'UE au Luxembourg. « Nous n'avons pas adopté de conclusions, mais il y a eu un clair consensus pour appeler à arrêter toutes les opérations militaires en Libye », a-t-elle précisé.

Éviter une escalade militaire

Federica Mogherini a ensuite expliqué que l'appel était essentiellement adressé à l'homme fort de l'est libyen. « Qui a lancé une offensive sinon Haftar? » a-t-elle souligné. « Les États membres se sont montrés extrêmement unis », a-t-elle affirmé.

« Il y a eu par le passé des divisions et des points de vue différents », a reconnu la cheffe de la diplomatie européenne, « mais cette fois-ci tous les Etats membres ont compris la nécessité pour l'UE de se montrer unie lorsque les acteurs régionaux se montrent moins convaincus de soutenir le processus des Nations unies ».

« Nous devons éviter une escalade militaire qui risque de déboucher sur une guerre civile », a insisté Federica Mogherini. « Il est absolument essentiel que le processus reste entre les mains des Nations unies et de personne d'autre ».

L'homme fort de l'est libyen, Khalifa Haftar, poursuivait lundi son offensive vers Tripoli au prix de violents combats avec ses rivaux du Gouvernement d'union nationale, qui ont provoqué des dizaines de morts depuis jeudi et déplacé plus de 2800 personnes. Cette offensive compromet la tenue d'une conférence nationale organisée sous l'égide de l'ONU à Ghadamès, dans le sud-ouest du pays.

L'émissaire de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, a assuré samedi que cette conférence était maintenue aux dates prévues, du 14 au 16 avril, sauf en cas de « circonstances majeures ». Lundi après-midi, le trafic aérien à Tripoli a été suspendu après la frappe aérienne qui a visé l'aéroport de Mitiga, le seul en fonctionnement dans la capitale libyenne.

Opérations

Tripoli: les tensions se poursuivent

Actualité International http://www.lefigaro.fr Par Maryline Dumas Mis à jour le 06/04/2019 à 13:34 Publié le 06/04/2019 à 13:34



-/AFP

La capitale est l'objet de combats depuis jeudi. Khalifa Haftar, bras armé du gouvernement parallèle de l'est libyen, affirme son intention de prendre la ville malgré les appels au calme de la communauté internationale.

De notre envoyée spéciale à Tripoli

Elle était attendue depuis 2014 et la division du pays. L'offensive de Khalifa Haftar sur Tripoli se poursuit après un premier revers vendredi. Dans un enregistrement audio jeudi, le bras armé du gouvernement non reconnu de l'est libyen a ordonné à ses troupes «d'entrer» dans la capitale libyenne, siège du Gouvernement d'Union nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale.

Vendredi, le porte-parole de l'«Armée nationale arabe libyenne» (LNA) de Khalifa Haftar a annoncé contrôler les villes d'Azizia (50 km au sud de Tripoli) et Tarhouna (90 km au sud-est de la capitale). «C'est une grande réussite et un progrès important vers Tripoli» a ajouté Ahmed Mismari. Dans la soirée, les combats faisaient rage à Qasr Ben Ghechir, à une trentaine de kilomètres au sud de Tripoli. Une zone symbolique puisque l'aéroport international de la capitale s'y trouve. En 2014, il avait déjà été au cœur de violents combats qui l'avaient détruit. Il n'a pas été rouvert depuis.

Les forces de Khalifa Haftar sont entrées brièvement dans l'aéroport mais n'ont pas pu conserver leur position selon le gouvernement de Tripoli. Face à lui, les brigades de l'ouest libyen, désunies depuis des mois, se sont rassemblées. Elles ont baptisé la contre-offensive «Ouadi Doum 2», en référence à la défaite, en 1987, du militaire, alors officier de Mouammar Kadhafi, dans la bande d'Aouzou, à la frontière avec le Tchad. Khalifa Haftar y avait été fait prisonnier.

«Khalifa Haftar a 25.000 hommes sous son commandement. Misrata (fief révolutionnaire, à 200 km à l'est de Tripoli, qui possède la plus grande force armée du côté du GNA, ndlr) en a 20.000 et recevra du soutien. Il suffit d'un rien pour que Khalifa Haftar se retrouve en situation de siège. Ses troupes ne sont pas chez elles et auront besoin de ravitaillement», calcule Jalel Harchaoui, chercheur à l'institut Clingendael à la Haye.

Vendredi à l'aube, une première tentative de l'ANL avait été repoussée d'un barrage à 27 km de la capitale. Pour Jalel Harchaoui, il s'agissait d'une véritable «humiliation». D'autant plus que les bataillons - dont l'un est mené par l'un des fils Haftar - sont considérés comme les troupes d'élites de l'ANL. Vendredi, le porte-parole de l'ANL, Ahmed Al-Mesmari a reconnu la perte de cinq soldats. Les forces de Tripoli ont quant à elles dévoilée des vidéos de plusieurs dizaines de prisonniers. Ce samedi, des médias locaux faisaient état de l'avancée de troupes de l'ANL qui viendraient en renfort.

Réuni en urgence vendredi soir, le Conseil de sécurité de l'ONU a directement demandé à l'ANL d'«interrompre tous les mouvements militaires». Jusqu'ici, la communauté internationale s'était contentée d'appeler au calme sans nommer un acteur.

Un comportement qui a suscité les critiques des observateurs qui estiment que la communauté internationale - en particulier les Emirats arabes Unies et la France qui s'était félicité, en mars, de l'avancée du maréchal dans le sud libyen- encouragent Khalifa Haftar, comparé par ses partisans au Général De Gaulle.





Wolfram Lacher @W_Lacher

G7 statement: "we urge all involved parties to immediately halt all military activity and movement towards Tripoli"

(meme courtesy of @emad_badi)

49

1:22 AM - Apr 6, 2019

Jalel Harchaoui note que «ces états ont créé la situation actuelle en renforçant Khalifa Haftar en tant qu'acteur», mais nuance cependant l'influence des pays amis du maréchal : «Khalifa Haftar n'est pas une marionnette. Certes, des pays lui ont fourni des ressources (armes, équipements militaires, violant ainsi l'embargo des Nations unies mis en place en 2011, ndlr) mais il les utilise comme il veut. Il est à la tête d'une force qui agit en véritable armée et fait preuve de chauvinisme.»

Antonio Guteres, secrétaire général des nations unies, qui effectuait une visite cette semaine de trois jours en Libye, a rencontré Khalifa Haftar vendredi à Benghazi (est libyen). Selon nos informations, Khalifa Haftar aurait refusé de stopper son offensive militaire. Avant de prendre l'avion, Antonio Guteres a tweeté: «je quitte la Libye le cœur gros et profondément inquiet. J'espère toujours qu'il est possible d'éviter une confrontation sanglante à Tripoli et dans les environs. L'ONU s'est engagée à trouver une solution politique et, quoi qu'il en soit, elle s'est engagée à soutenir le peuple libyen.»

Cette escalade de violence est en tout cas un coup dur pour l'Onu et son envoyé spécial en Libye Ghassan Salamé. Celui-ci avait annoncé l'organisation d'une conférence nationale du 14 au 16 avril prochains. Cette réunion de 150 délégués choisis par Ghassan Salamé lui-même devait dresser une feuille de route menant à des élections pour sortir le pays de la crise politique.

Libye. Raid aérien et contre-offensive généralisée : l'escalade se poursuit

Accueil Monde Libye https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Modifié le 07/04/2019 à 16h12 Publié le 07/04/2019 à 16h11



Un membre de l'Armée nationale libyenne (ANL), dirigée par Khalifa Haftar | ESAM OMRAN AL-FETORI / REUTERS

En Libye, l'armée du maréchal Khalifa Haftar affirme avoir mené un premier raid aérien dans la banlieue de Tripoli. Ses rivaux du gouvernement d'union (GNA) ont annoncé pour leur part une « contre-offensive » généralisée dans « toutes les villes » du pays. Cette opération, nommée « volcan de la colère », doit permettre de « nettoyer toutes les villes libyennes des agresseurs et des forces illégitimes ».

L'armée du maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'est libyen, a affirmé ce dimanche avoir mené un premier raid aérien en banlieue même de Tripoli, ses rivaux du gouvernement d'union (GNA) annonçant pour leur part une **« contre-offensive »** généralisée dans **« toutes les villes »** du pays. Ces proclamations, faites à la mi-journée, interviennent alors que de violents combats ont été rapportés en matinée à une cinquantaine de km au sud de la capitale Tripoli, laissant entrevoir une poursuite de l'escalade, à rebours des appels de l'ONU et de la communauté internationale à un apaisement.

L'annonce d'un premier raid aérien de l'Armée nationale libyenne (ANL) a été faite sur la page Facebook du **« bureau des médias »** de cette force autoproclamée et dirigée par le maréchal Haftar. Dans le même temps, le nouveau porte-parole des forces du GNA, le colonel Mohamad Gnounou, a de son côté proclamé le début d'une **« contre-offensive »** pour **« purger toutes les villes »** des **« forces illégitimes »**.

« Nous ne permettrons pas de militariser l'État »

Cette opération, nommée **« volcan de la colère »**, doit permettre de **« nettoyer toutes les villes libyennes des agresseurs et des forces illégitimes »**, a dit ce porte-parole dans une déclaration à la presse à Tripoli, au lendemain de sa nomination à ce poste.

« Nous ne permettrons pas de militariser l'État », a-t-il ajouté.

Khalifa Haftar est accusé par ses rivaux de vouloir prendre le pouvoir par la force et instaurer une nouvelle dictature militaire en Libye. L'ANL, qui contrôle l'est de la Libye et une grande partie du sud, a annoncé jeudi lancer ses troupes à l'assaut de l'ouest libyen, dont la capitale Tripoli, où siège le GNA.

Une « guerre sans gagnant »

Dans un discours samedi soir, le chef du GNA - reconnu par la communauté internationale -, Fayez al-Sarraj, a mis en garde contre la perspective d'une **« guerre sans gagnant »**. Il a par ailleurs ajouté que les soutiens continuaient d'**« affluer dans la capitale, de toutes les régions »**, pour faire face à l'offensive de l'ANL.

L'ONU et les grandes capitales expriment depuis jeudi leur inquiétude d'un embrasement et exhortent les parties rivales à l'apaisement, sans succès jusqu'à présent.

Libye : Onze morts et 23 blessés dans des combats à Tripoli

https://www.latribune.fr/ reuters.com | 08/04/2019, 7:11



(Crédits : Esam Omran Al-Fetori)

TRIPOLI (Reuters) - Les combats dans la partie sud de Tripoli, la capitale libyenne, ont fait onze morts et 23 blessés, a annoncé dimanche soir le ministère de la Santé du gouvernement d'union nationale (GNA), soutenu par les Nations unies.

Les forces est-libyennes sous le commandement du maréchal Haftar ont mené un raid aérien dimanche dans la partie sud de Tripoli et progressaient vers le centre de la capitale, ont indiqué des habitants, malgré la trêve demandée par l'Onu.

Depuis la chute de Mouammar Kadhafi à l'automne 2011, la Libye est divisée en deux: le gouvernement d'union nationale est à Tripoli mais un gouvernement parallèle, soutenu par Khalifa Haftar, dirige l'est du pays.

(Ahmed ELumami; Arthur Connan pour le service français)

Libye : l'appel de l'ONU à une trêve ignoré

Défense https://www.jeuneafrique.com/ 07 avril 2019 à 12h49 | Par Jeune Afrique avec AFP Mis à jour le 08 avril 2019 à 09h08



Des combattants libyens dans l'Est, en 2015 (photo d'illustration). © Mohamed Ben Khalifa/AP/SIPA

De violents combats opposent dimanche 7 avril près de Tripoli en Libye les forces du maréchal Khalifa Haftar, qui veut conquérir la capitale, à ses rivaux du Gouvernement d'union nationale (GNA), les belligérants ignorant l'appel de l'ONU à une « trêve humanitaire ».

La mission de l'ONU en Libye (Manul) avait lancé un « appel urgent » à une trêve de deux heures, de 14 heures à 16 heures GMT, dans la banlieue sud de Tripoli pour permettre l'évacuation des blessés et des civils, face à une escalade militaire faisant craindre une véritable guerre civile.

Mais, « il n'y a pas eu de trêve », a indiqué un porte-parole de la Manul, Jean Alam, après l'expiration du délai proposé. « Nous espérons toujours une réponse positive » des deux camps rivaux, a-t-il ajouté. Les services de secours libyens ont eux aussi confirmé qu'ils n'avaient pas pu entrer dans les zones d'affrontements.

Pays riche en pétrole, la Libye est déchirée depuis la chute du dictateur Mouammar Kadhafi en 2011 par de multiples conflits internes.

Mais l'offensive lancée jeudi par les forces du maréchal Haftar, homme fort de l'est du pays, pour prendre Tripoli et étendre son emprise dans l'Ouest, marque une nette dégradation entre les deux entités se disputant le pouvoir.

Les forces de Khalifa Haftar sont loyales à une autorité basée dans l'Est, qui s'oppose au Gouvernement d'union nationale, installé à Tripoli, à l'ouest, et reconnu par la communauté internationale.

Dimanche, les combats ont fait rage au sud de la capitale, en particulier à Wadi Rabi et dans le périmètre de l'aéroport international, une infrastructure inutilisée depuis sa destruction par des combats en 2014.

Raid aérien sur Tripoli

L'Armée nationale libyenne (ANL), la force paramilitaire dirigée par le maréchal Haftar, a annoncé dimanche avoir mené son premier raid aérien dans la banlieue sud de Tripoli. La veille, les forces loyales au GNA avaient elle aussi mené leur première frappe aérienne, les belligérants faisant clairement fi des appels à la retenue lancés par la communauté internationale.

Dimanche, le nouveau porte-parole des forces du GNA, le colonel Mohamad Gnounou, a proclamé le début d'une vaste contre-offensive nommée « volcan de la colère » pour « nettoyer toutes les villes libyennes des agresseurs » pro-Haftar.

L'armée américaine a annoncé dimanche le retrait provisoire de ses militaires en Libye à cause des combats.

Une mobilisation pro-GNA qui surprend Haftar ?

Au moins 21 personnes ont été tuées et 27 autres blessées depuis le début de l'offensive sur Tripoli, selon un bilan du ministère de la Santé du GNA qui n'a pas précisé si les victimes sont des civils ou des combattants. Le Croissant-Rouge libyen a indiqué qu'un médecin a été tué samedi.

De son côté, l'ANL a annoncé samedi avoir perdu 14 combattants.

Samedi soir, le chef du GNA, Fayez al-Sarraj, a mis en garde contre la perspective d'une « guerre sans gagnant ».

Il a ajouté que des soutiens affluaient de toutes les régions du pays pour soutenir les forces du GNA.

Les puissants groupes armés de la ville de Misrata (200 kilomètres à l'est de Tripoli) semblent avoir décidé de participer à « la défense de la capitale », de même que ceux des villes de Zentan (sud-ouest de Tripoli) et Zawiya (ouest de Tripoli).

Au moins un important groupe armé de Misrata, « la brigade 166 », est arrivé samedi dans l'est de Tripoli avec des dizaines de véhicules armés notamment de canons antiaériens pour participer à la contre-offensive.

Le maréchal Haftar et son ANL qui tablaient sur une victoire rapide en nouant des alliances avec des factions de la Tripolitaine – nom donné aux régions occidentales de Libye – semblent surpris par la mobilisation pro-GNA.

Salamé à la manœuvre

« L'opération de Haftar (…) a galvanisé les forces libyennes de l'ouest contre lui », affirme Wolfram Lacher, chercheur à l'Institut allemand de politique internationale et de sécurité (SWP).

Haftar « est maintenant confronté à la perspective d'une guerre prolongée » et à l'hypothèse d'une défaite, ajoute-t-il.

Difficile toutefois « d'avoir une vision claire sur l'issue de la bataille ou sur les rapports de forces », confie un diplomate occidental sous couvert de l'anonymat.

Selon lui, l'ONU et les pays occidentaux ont pris contact avec les deux camps rivaux pour éviter un embrasement, mais le « succès est mitigé » jusqu'ici. « L'escalade verbale des deux côtés n'aide pas », a-t-il ajouté.

Ces violences interviennent avant une Conférence nationale, sous l'égide de l'ONU, prévue mi-avril à Ghadamès (sud-ouest), censée dresser une « feuille de route » avec la tenue d'élections.

L'émissaire de l'ONU pour la Libye Ghassan Salamé, a assuré samedi que cette conférence était maintenue « à la date prévue », du 14 au 16 avril, sauf en cas de « circonstances majeures ».

Sarraj a accusé le maréchal Haftar d'oeuvrer à « saper le processus politique » pour « plonger le pays dans un cycle de violence et de guerre destructrice ».

Les deux hommes avaient conclu fin février à Abou Dhabi un accord pour former un gouvernement unifié et portant sur l'organisation d'élections avant la fin de l'année.

Le Premier ministre du GNA a estimé que son rival avait « trahi l'accord » et « tenté de le poignarder dans le dos ».

La situation étant « complexe et imprévisible », les militaires américains quittent temporairement la Libye

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 8 avril 2019



Malgré les appels du Conseil de sécurité des Nations unies et des ministres des Affaires étrangères des pays membres du G7, le maréchal Khalifa Haftar n'a nullement renoncé à son offensive qu'il a lancée en direction de Tripoli, la semaine passée.

Pour rappel, la Libye compte deux gouvernements. L'un, dit d'union nationale [GAN] et dirigée par Fayez Al-Sarraj, est installé à Tripoli, avec le soutien des Nations unies. L'autre, établi dans l'est du pays, à al-Baïda, est l'émanation de la Chambre des représentants, le Parlement élu en juin 2014. Ce dernier est soutenu par le maréchal Haftar, qui commande l'Armée nationale libyenne [ANL].

Ces dernières années, et alors que des milices relevant du GNA s'attachaient à chasser la branche libyenne de l'État islamique [EI] de la ville de Syrte avec un appui américain, l'ANL s'est efforcée de chasser les organisations jihadistes présentes dans l'est de la Libye, avec l'aide de l'Égypte, de la Russie et des Émirats arabes unies [et même celle, très discrète, de la France]. Puis, elle a lancé de nouvelles opérations dans le sud du pays. Et sa progression l'a ainsi conduite aux portes de Tripoli.

Ces dernières 48 heures, dans la région d'Al-Aziziya, située à une cinquantaine de kilomètres au sud de la capitale libyenne, une colonne de l'ANL aurait été visée par des chasseurs-bombardiers ayant a priori décollé de Misrata [où des forces loyales au GNA sont présentes, ndlr] et de l'aéroport de Mitiga, près de Tripoli.

Le porte-parole de l'ANL, le général Ahmad al-Mesmari, a alors promis une « riposte dure » et assuré que la « région de l'ouest serait désormais considérée comme un zone militaire » où il serait « interdit à tout avion militaire […] de la survoler sous peine d'être une cible légitime. »

Alors que des combats entre les Forces de protection de Tripoli, créées en décembre 2018 avec l'alliance de quatre milices, et l'ANL étaient signalés dans les régions de Wadi al-Rabii et Gasr Ben Ghechir, les troupes du maréchal Haftar ont indiqué avoir lancé leur premier raid aérien sur des objectifs situés dans la banlieue de la capitale libyenne. Selon les informations diffusées via les réseaux sociaux, ces frappes auraient été effectuées par des avions d'attaques Su-22 « Fitter ».

Puis, les forces loyales au GNA ont annoncé une contre-offensive ». Appelée « Volcan de la colère », cette dernière doit permettre, selon le colonel Mohamad Gnounou, leur porte-parole, de « nettoyer toutes les villes libyennes des agresseurs et des forces illégitimes. » Et d'ajouter : « Nous ne permettrons pas de militariser l'État ». En effet, le maréchal Haftar est accusé par ses détracteurs de vouloir mettre en place un régime militaire à Tripoli…

C'est donc dans ce contexte que l'US AFRICOM, le commandement militaire américain pour l'Afrique, a annoncé, le 7 avril, le retrait « temporaire » de son personnel jusqu'alors déployé en Libye.

En août 2016, le chef du GNA avait demandé à Washington de contribuer « au renforcement des capacités militaires » libyennes, via la « formation » et le « partage d'informations ». En outre, les

forces américaines effectuent ponctuellement des frappes aériennes contre des organisations jihadistes implantées en Libye.

« En raison du regain des troubles en Libye, un contingent des forces américaines de soutien au Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique a temporairement quitté le pays en raison de la situation sécuritaire sur le terrain », qui est « plus en plus complexe et imprévisible », a en effet annoncé, via un communiqué, l'US AFRICOM, dont le quartier général est installé en Allemagne.

« La mission du US Africa Command en Libye implique un soutien militaire aux missions diplomatiques, des activités de lutte contre le terrorisme, le renforcement des partenariats et l'amélioration de la sécurité dans la région », est-il souligné dans ce texte, qui ne précise pas le nombre de militaires américains concernés.

Selon une porte-parole de l'US AFRICOM, citée par le magazine en ligne Stripes, le GNA n'a « pas demandé un soutien militaire » aux États-Unis afin de l'aider à repousser l'offensive lancée par les troupes du maréchal Haftar.

« Le Commandement américain pour l'Afrique a mené des frappes aériennes en Libye contre des organisations terroristes, mais je répète qu'il ne nous a pas été demandé de fournir un soutien militaire à nos partenaires libyens pour le moment », a-t-elle insisté. « Cela dit, nous restons attachés à une Libye sûre et stable, qui bénéficie à la sécurité régionale », a-t-elle conclu.

Libye: l'ONU réclame un «cessez-le-feu» après de violents combats au sud de Tripoli

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 10/04/2019 à 23:50 Publié le 10/04/2019 à 23:16



De violents combats ont eu lieu près de Tripoli mercredi. MAHMUD TURKIA/AFP

Au moins 35 personnes ont été tuées depuis le début de l'offensive du maréchal Khalifa Haftar, jeudi, faisant craindre une crise humanitaire. «Nous avons besoin de relancer un dialogue politique sérieux», a déclaré mercredi soir le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunissait en urgence mercredi pour discuter de la situation en Libye, où les combats s'intensifient au sud de la capitale, cible d'une offensive du maréchal Khalifa Haftar. La réunion a commencé à huis clos, à l'invitation de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, pour discuter d'un projet de résolution demandant un cessez-le-feu. «Il est encore temps pour un cessez-le-feu», a déclaré le secrétaire général Antonio Guterres au bout de deux heures et demi de débat. «Nous avons besoin de relancer un dialogue politique sérieux», a-t-il ajouté, en reconnaissant que son appel au maréchal de ne pas entreprendre d'offensive sur la capitale, alors qu'il se trouvait en visite en Libye, «n'avait pas été entendu».

L'Armée nationale libyenne (ANL) de l'homme fort de l'est du pays, le maréchal Haftar, qui mène depuis jeudi dernier une offensive vers Tripoli, a affirmé avoir pris aux troupes du loyaliste une caserne à une cinquantaine de kilomètres au sud de la capitale. Les forces du maréchal semblent avancer sur deux axes: par le sud et le sud-est, où des combats violents opposaient l'ANL à des forces loyales au Gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par la communauté internationale et basé à Tripoli.

Violents combats

«Les affrontements se sont intensifiés. Nous avons peur de quitter la maison (...). Ça tape fort !» Une habitante d'Ain Zara, dans la banlieue de Tripoli.

À une trentaine de kilomètres au sud de la capitale, l'aéroport international de Tripoli, inutilisé depuis 2014, est aussi le théâtre de combats, selon des journalistes de l'AFP dans le secteur. «Pour le moment, c'est toujours le jeu du chat et de la souris», lance sur la route de l'aéroport un commandant d'un groupe armé loyal au GNA. «Ça tire à l'artillerie lourde et aux obus. L'aéroport est sur la ligne de front aujourd'hui. C'est très dangereux pour vous», explique cet officier pour justifier son interdiction à une équipe de l'AFP de s'approcher des combats.

À Ain Zara, plus à l'est, une ville de la banlieue de Tripoli parsemée de fermes agricoles, les combats font rage. Après une percée dans cette zone, située à une dizaine de kilomètres au sud de Tripoli, des combattants de l'ANL, les forces du GNA ont réussi à les repousser plus au sud. Sur l'avenue principale de cette ville, bordée de commerces et de maisons, un monticule de sable érigé par les forces pro-GNA sépare désormais les deux camps, selon des journalistes de l'AFP sur place. «Les affrontements se sont intensifiés. Nous avons peur de quitter la maison (...). Ça tape fort!», a indiqué par téléphone une habitante du quartier.

«Catastrophe humanitaire»

Le Croissant-Rouge libyen a indiqué que ses équipes avaient pu «intervenir mercredi matin pour évacuer des civils dans les zones de combats». L'organisation n'a pour l'instant accès qu'aux zones contrôlées par le GNA, et de façon discontinue. Dans un pays plongé dans le chaos depuis la chute du régime Kadhafi en 2011, les organisations internationales craignent que les civils ne fassent une nouvelle fois les frais des violences. Quelque 4500 personnes ont déjà été déplacées par les combats, selon l'ONU. Le centre d'analyses International Crisis Group (ICG) a estimé pour sa part qu'un «déploiement plus important de combattants» ou «une intervention militaire extérieure» en Libye pourraient précipiter une «catastrophe humanitaire».

Selon le dernier bilan du ministère de la santé du GNA arrêté dimanche soir, au moins 35 personnes ont été tuées depuis jeudi. Le centre d'analyses International Crisis Group (ICG) a mis en garde mercredi dans un rapport contre une «catastrophe humanitaire» dans ce pays. Selon le centre d'analyses, «l'ANL pourrait capturer Tripoli (...) à la seule condition que ses adversaires changent de camps ou fuient comme ce fut le cas dans le centre et le sud» du pays. Il a toutefois jugé que cette perspective était incertaine, «car les deux côtés semblent de force égale sur le plan militaire». Les combats compromettent le processus politique, et le report, annoncé mardi, de la Conférence nationale libyenne prévue du 14 au 16 avril à Ghadamès paraissait inéluctable. En préparation depuis plusieurs mois par l'ONU, elle devait permettre de dresser une «feuille de route» à même de sortir le pays du chaos. L'émissaire de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, devait s'exprimer à ce sujet.

L'OTAN «préoccupée»

Soutenu par une autorité basée dans l'est du pays mais non reconnue internationalement, le maréchal Haftar espère étendre son emprise sur l'ouest de ce pays pétrolier, alors qu'il contrôle déjà l'est et - plus récemment - le sud. Mais, en face, les forces loyales au GNA de Fayez al-Sarraj affirment être déterminées à mener une contre-offensive généralisée. Le porte-parole de l'ANL, Ahmad al-Mesmari, a accusé le GNA de s'«allier avec des milices islamistes». «La bataille n'est plus aux mains de (Fayez) al-Sarraj. Elle est désormais aux mains des terroristes», a-t-il dit mardi, citant notamment des milices venues de Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli.

De son côté, l'Otan s'est dit «profondément préoccupée» par les combats entre forces rivales en Libye, a assuré mercredi son secrétaire général Jens Stoltenberg, appelant à une solution politique, «seul moyen de garantir la paix et la stabilité pour tous les Libyens». La Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a rappelé «toutes les parties» à «leur obligation, en vertu du droit international, de garantir la protection des civils et des infrastructures civiles». Le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Filippo Grandi, a demandé d'«épargner les civils, notamment les réfugiés et les migrants bloqués» en Libye. L'Unicef a indiqué de son côté que «près d'un demi-million d'enfants à Tripoli et des dizaines de milliers d'autres dans les régions occidentales» étaient «directement menacés».

Politique

Pays divisé, pétrole, processus de paix fragile… On vous explique pourquoi la situation est explosive en Libye

Jeudi 4 avril, les forces du maréchal Khalifa Haftar, qui domine l'est du pays, ont tenté un coup de force pour marcher sur Tripoli, la capitale, tenue par le Gouvernement d'union nationale.



Les forces du gouvernement d'union nationale (GNA) s'installent à Tajura, une banlieue côtière de la capitale libyenne, Tripoli, le 6 avril 2019. (MAHMUD TURKIA / AFP)

https://www.francetvinfo.fr/ Franceinfo France Télévisions Mis à jour le 07/04/2019 | 19:11 publié le 07/04/2019 | 19:07

"Je quitte la Libye avec une profonde inquiétude et un cœur lourd." Vendredi 5 avril, Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, a résumé le sentiment de la communauté internationale. La Libye est le théâtre de troubles depuis 2011 et le renversement de Mouammar Kadhafi, tué après huit mois de révolte.

Dernier épisode en date, jeudi 4 avril, l'avancée des troupes du maréchal Khalifa Haftar vers Tripoli, la capitale, pour *"purger l'ouest"* du pays *"des terroristes et des mercenaires"*. Elles se sont arrêtées à une trentaine de kilomètres de la capitale libyenne. Un premier bilan du ministère de la Santé du Gouvernement d'union nationale (GNA) fait état d'au moins 21 morts. De son côté, l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Haftar a fait état samedi soir de 14 morts parmi ses combattants. Ce coup de force rend la situation encore un peu plus explosive. Franceinfo vous explique pourquoi.



António Guterres

✔ @antonioguterres

I leave Libya with a heavy heart and deeply concerned. I still hope it is possible to avoid a bloody confrontation in and around Tripoli.

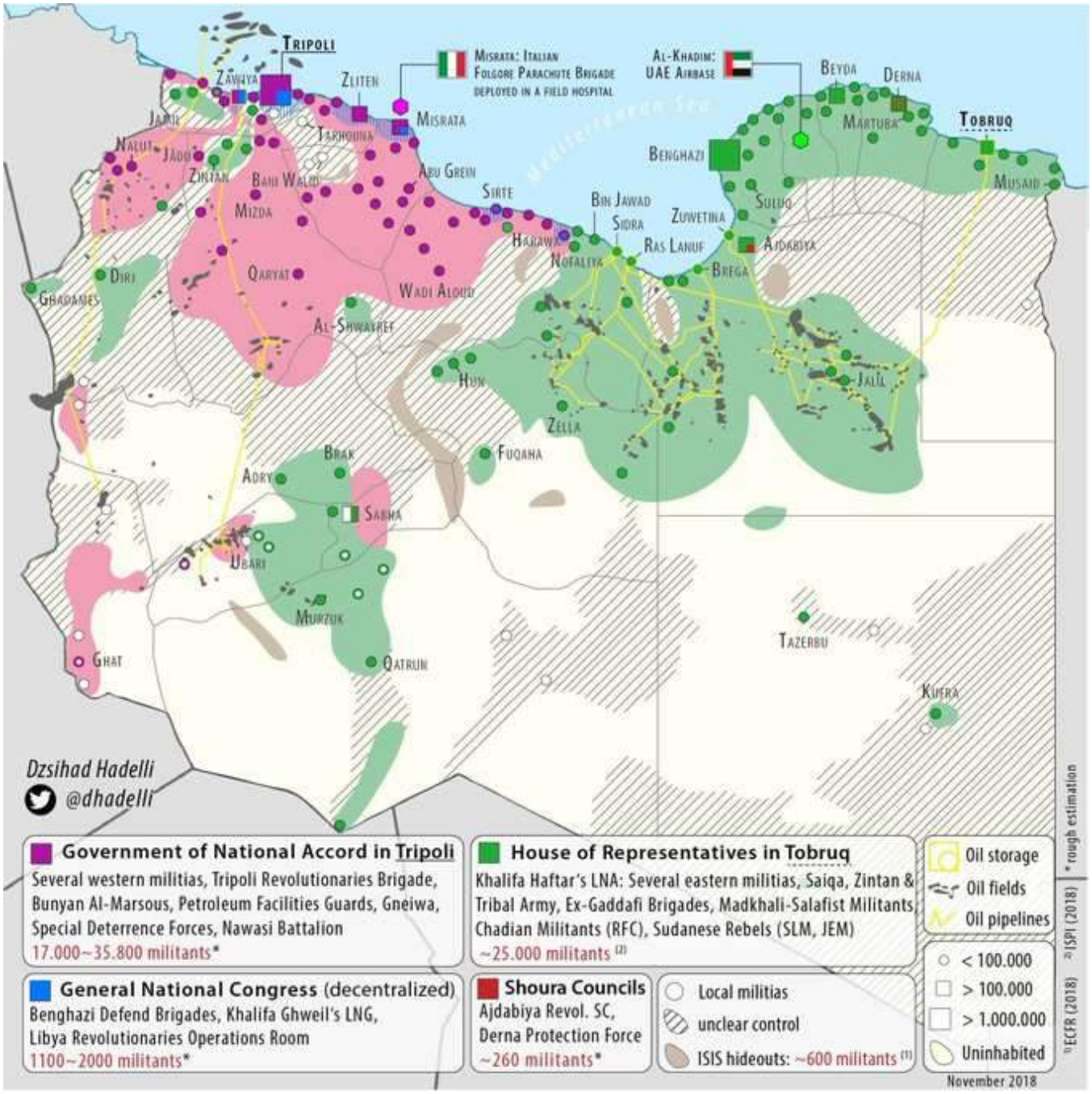
The UN is committed to facilitating a political solution and, whatever happens, the UN is committed to supporting the Libyan people.

3 961

19:25 - 5 avr. 2019

Parce que le pays est profondément divisé

La chute du régime du dictateur Mouammar Kadhafi en 2011 a plongé le pays dans le chaos. Depuis 2015, deux autorités rivales se disputent le pouvoir. D'un côté, le Gouvernement d'union nationale dans l'ouest du pays, où se trouve la capitale Tripoli. Il est personnifié par Fayez al-Sarraj, le chef du gouvernement. De l'autre, une autorité dans l'Est, contrôlée par l'Armée nationale libyenne, dirigée par le maréchal Khalifa Haftar. L'arrivée au pouvoir de Fayez al-Sarraj a ravivé les espoirs d'une sortie de crise.



GEG | Méditerranée @GEGMediterranee

#LIBYE Alors qu'il y a peu avait lieu la conférence de Palerme, voici la situation des forces en présence dans le pays. Une carte de @dhadelli

14

11:08 - 26 nov. 2018

Problème, la conciliation entre les deux camps, et les innombrables milices qui pullulent dans le pays, semble très difficile à réaliser. *"Le pays a explosé en mille morceaux, il ne s'est pas divisé entre deux personnages. Ce n'est pas l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest que l'on réunifierait. Quarante-deux ans de dictature et huit années de chaos n'ont pas fait qu'éclater la structure de l'État, mais également le tissu social lui-même. C'est un travail de dentellière"*, résume l'envoyé spécial de l'ONU Ghassan Salamé au *Figaro (article abonnés).*

Parce que le pétrole est un enjeu majeur

Après son offensive menée en début d'année, le maréchal Khalifa Haftar a pris le contrôle du champ pétrolier d'Al-Charara (sud-ouest), à environ 900 km au sud de Tripoli. Ce champ produit 315 000 barils par jour, soit près d'un tiers de la production globale libyenne. Le 21 février, l'Armée nationale libyenne prend le champ d'Al-Fil (sud), et contrôle ainsi les plus importants terminaux pétroliers dans l'est du pays, le fameux "croissant pétrolier", la principale plateforme d'exportation de l'or noir vers l'étranger. *"Même si on ne peut pas dire qu'il contrôle le Sud (…), il obtient un accès aux champs pétroliers, enjeu fondamental en Libye"*, synthétise Virginie Collombier, de l'Institut universitaire européen de Florence, pour *Libération*.

En juin 2018, le porte-parole de l'Armée nationale libyenne avait annoncé que la gestion de ce "croissant pétrolier" relèverait désormais des autorités de Benghazi et non plus de Tripoli, rappelle *Le Monde*. Mais ce transfert des activités de la Compagnie nationale du pétrole (NOC) de l'ouest vers l'est semblait difficilement réalisable. *"Tous nos contrats sont signés avec la NOC de Tripoli. Je ne vois pas comment celle de Benghazi peut intervenir, sauf à rendre caducs des contrats qui remontent à 1955 et 2008",* expliquait un industriel européen du pétrole au quotidien. D'autant que la NOC de Benghazi ne disposait pas, à l'époque, du *"personnel et de l'expertise technique"* lui permettant de se substituer à la NOC de Tripoli.

Or, selon plusieurs résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies, dont la dernière date de juin 2017, seule la NOC placée sous l'autorité du Gouvernement d'union nationale peut gérer le pétrole libyen. La résolution de juin 2017 *"condamne"* sans ambiguïté toute *"tentative d'exportation illicite de pétrole"*, notamment par le biais *"d'institutions parallèles"*, comme la NOC de Benghazi, échappant à la tutelle du *"gouvernement d'accord national".*

Parce que le processus de paix est en péril

En lançant ses hommes à la conquête de Tripoli, le maréchal Khalifa Haftar a pris par surprise ses rivaux et la communauté internationale. Tripoli n'a pas tardé à réagir et a annoncé une *"contre-offensive"* généralisée contre les pro-Haftar, alors que les bases d'un rapprochement avaient été posées. *"Haftar est celui qui ruine le processus de paix, qui ne tient aucun de ses engagements",* estime Virginie Collombier dans *Libération.*

En février dernier, lors d'une réunion à Abou Dhabi, Khalifa Haftar et Fayez al-Sarraj avaient conclu un accord, notamment en vue de former un gouvernement unifié dans lequel le maréchal serait représenté, et d'organiser des élections avant la fin de l'année. Mais ce coup de force remet tout à plat. *"Nous avons tendu nos mains vers la paix mais après l'agression qui a eu lieu de la part des forces appartenant à Haftar et sa déclaration de guerre contre nos villes et notre capitale (…), il ne trouvera que force et fermeté"*, a prévenu le chef du gouvernement de Tripoli.

Parce que la communauté internationale ne veut pas d'un conflit armé

Cette escalade fait craindre le pire à la communauté internationale. Réunis vendredi 5 avril en France, les ministres des Affaires étrangères des sept pays les plus industrialisés (G7) ont *"exhorté"* tous les acteurs à stopper *"immédiatement"* tous *"les mouvements militaires vers Tripoli, qui entravent les perspectives du processus politique mené par les Nations unies"*. *"Il n'y a pas de solution militaire au conflit libyen"*, ont souligné les chefs de la diplomatie des Etats-Unis, du Canada, de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Italie et du Japon.

Emmanuel Macron, lui, a renouvelé son soutien à la médiation de l'ONU. *"Les deux dirigeants ont souligné l'importance d'une solution politique à la crise actuelle, dans le respect du droit humanitaire et des résolutions du Conseil de sécurité"*, a indiqué la présidence française dans un communiqué publié samedi.

Cette flambée de violence intervient alors qu'une conférence nationale sous l'égide de l'ONU est prévue à Ghadamès, dans le sud-ouest du pays. Elle doit dresser une "feuille de route" avec la tenue d'élections pour tenter de sortir le pays de l'impasse. *"Nous sommes déterminés à organiser"* cette conférence interlibyenne *"à la date prévue"*, du 14 au 16 avril, *"sauf si des*

circonstances majeures nous en empêchent", a dit samedi 6 avril Antonio Guterres lors d'une conférence de presse à Tripoli.

Terrorisme

Des membres présumés de l'État islamique ont attaqué une localité du centre de la Libye

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 9 avril 2019



Pendant que l'Armée nationale libyenne [ANL] du maréchal Khalifa Haftar dispute le contrôle de Tripoli aux forces loyales au gouvernement d'union nationale [GNA] dirigé par Fayez el-Sarraj, la branche libyenne de l'État islamique [EI] pourrait en profiter pour passer à l'action. Du moins, c'est ce que laisse craindre l'attaque qui a visé, une nouvelle fois, la localité de Fuqaha, dans la région d'al-Jufra, située dans le centre du pays.

En effet, selon la presse locale, qui s'appuie sur les témoignages d'habitants, des membres présumés de l'EI sont arrivés à l'aube du 9 avril à Fuqaha. Après avoir coupé l'électricité et les communications, ils ont assassiné un responsable local ainsi qu'un chef de la garde municipale. Puis ils ont enlevé une troisième personne [qui n'a pas été identifiée] avant d'incendier des maisons et de se retirer.

La localité de Fuqaha, théoriquement contrôlée par les forces du maréchal Haftar, a déjà été visée à plusieurs reprises par les jihadistes. Comme en octobre dernier, avec un mode opératoire quasiment identique. À l'époque, quatre personnes avaient été tuées et huit autres furent prises en otage.

Depuis qu'elle a été chassée de la ville de Syrte par les milices loyales au GNA [et avec un soutien militaire américain], la branche libyenne de l'EI a su se réorganiser grâce à l'apport de recrues surtout venues de l'étranger, notamment du Soudan. En 2018, l'organisation a intensifié ses actions, comme l'a montré l'attaque de la haute commission électorale nationale libyenne, à Tripoli, en mai de cette année-là [14 tués et 50 blessés].

Dans le même temps, les forces américaines ont effectuées plusieurs frappes aériennes contre le groupe jihadiste. En juin 2018, l'une d'entre-elles aurait été fatale à Abdel-Ati El-Kiwi, alias Abou Muslim al-Libi, l'un de ses principaux cadres.

Dans son dernier rapport relatif à la Libye **[.pdf]**, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, relevait que la branche libyenne de l'EI était restée active « dans la vaste zone désertique au sud de son ancien bastion de Syrte, étendant son influence au sud vers la région de Sabha » et qu'elle avait également « conservé de petites cellules opérant à partir des zones côtières du centre et de l'ouest de la Libye. »

Et d'ajouter : les jihadistes, en particulier ceux liés à l'EI, ont « continué de profiter de la fragmentation du pays, de la porosité des frontières terrestres et de la faiblesse persistante des institutions de l'État. L'organisation utilise les régions reculées du centre et du sud de Libye pour former et recruter des membres et préparer des attentats. »

Cependant, poursuit ce rapport, les « opérations antiterroristes menées par le Gouvernement d'entente nationale [GNA] dans l'ouest et par l'Armée nationale libyenne dans l'est du pays ont intensifié la pression exercée sur les éléments extrémistes, limitant leur liberté de circulation dans les régions les plus peuplées. »

Aussi, si les affrontements entre les forces du GNA et l'ANL venaient à s'éterniser, cette pression antiterroriste sera de facto moins importante… Et donc l'EI devrait avoir davantage de marge de manœuvre. L'attaque de Fuqaha pourrait en être un signe avant-coureur.

MALI

Sécurité

Mali : quinze jihadistes présumés « neutralisés » près de la frontière burkinabè

Sécurité https://www.jeuneafrique.com/ 08 avril 2019 à 20h28 | Par Jeune Afrique avec AFP Mis à jour le 09 avril 2019 à 08h21



Déploiement de policiers et militaires à Bamako, en 2012. © Rebecca Blackwell/AP/SIPA

L'armée malienne et la force française Barkhane ont « neutralisé » 15 jihadistes présumés dimanche dans le centre du Mali, près de la frontière avec le Burkina Faso, a-t-on appris lundi de sources militaires.

Par ailleurs, dans la même région, à Dioura, où une attaque jihadiste le 17 mars avait fait 26 morts parmi les militaires maliens, au moins un civil a été tué et plusieurs été blessés lundi par des tirs de soldats après une explosion accidentelle qui a fait croire à un nouvel attentat, a-t-on appris de sources concordantes.

Dimanche, « lors de l'opération Tièsaba/Bourgou 1, les FAMa (forces armées maliennes, NDLR) ont neutralisé quinze terroristes, récupéré quatorze motos, de l'armement, du matériel explosif, des munitions et fait des prisonniers », a annoncé l'armée malienne dans un communiqué lundi.

L'armée malienne n'a mentionné ni la localisation de l'opération ni la participation de Barkhane. Mais des sources militaires maliennes ont affirmé à l'AFP que l'opération avait été conduite avec la force française à la frontière burkinabè, à l'est de la capitale régionale, Mopti.

« Depuis bientôt une semaine, il y a eu des cibles et des opérations coordonnées ont été menées » entre l'armée malienne et Barkhane à la frontière, a indiqué à l'AFP un officier malien déployé dans la zone.

Selon une autre source militaire malienne, c'est dimanche « l'opération a eu lieu dans le village frontalier de Petedougou, vers le Burkina Faso ». « Les forces armées du Burkina et Niger sont au courant de cette opération menée uniquement par les FAMa et Barkhane », a souligné cette source, confirmant le bilan du communiqué militaire.

L'état-major français n'a pas fait état de cette opération mais a récemment annoncé l'extension depuis le début de l'année de l'action de Barkhane au Gourma (centre). La force française a notamment établi une base avancée à Gossi pour rayonner sur cette zone, à cheval sur trois régions maliennes (Gao, Tombouctou et Mopti).

« Foire hebdomadaire vidée »

À Dioura, dans la même région mais au nord-ouest de Mopti, une explosion d'origine initialement inconnue a provoqué des tirs de militaires maliens sur des civils lundi, jour de foire hebdomadaire, selon l'armée et des habitants.

Dans la matinée, un détachement de l'armée venu chercher de l'eau dans la localité a été « surpris (…) par un tir d'essai ami au mortier au retour vers la base, croyant à une attaque ennemie lorsque l'obus est tombé juste à proximité », selon un communiqué de l'armée.

Les soldats ont alors « ouvert le feu sur un groupe de populations malheureusement présentes là à ce moment », tuant un civil et en blessant quatre, selon le texte.

Auparavant, un habitant, Babrou Niang, avait fait état de l'explosion accidentelle d'une grenade, selon lui. « Dans la panique, les tirs ont atteint des civils, sur le coup deux civils sont morts », a-t-il affirmé à l'AFP.

Selon, Allaye Touré, un notable, « la foire hebdomadaire s'est vidée de son monde habituel ». « Les militaires pensaient que c'est une attaque contre eux », a-t-il expliqué.

[Tribune] Des pistes pour enrayer la spirale de la violence dans le centre du Mali

Sécurité https://www.jeuneafrique.com/ 08 avril 2019 à 15h26 | Mis à jour le 08 avril 2019 à 18h02



Par Boubacar Haidara Chercheur associé au laboratoire Les Afriques dans le Monde (LAM), Sciences-Po Bordeaux, Université Bordeaux Montaigne



Un soldat malien dans les ruines du village d'Ogossagou, où plus de 160 civils ont été massacrés le 26 mars 2019. © Présidence malienne . Via Reuters

Comment expliquer l'assimilation des milices peules aux groupes jihadistes, au sein d'une partie de la société civile comme parmi les responsables politiques et sécuritaires ? Aux lendemains du massacre de plus de 160 civils peuls à Ogossagou, Boubacar Haidara, géographe spécialiste de l'islam politique, livre son analyse et propose quelques pistes pour sortir de cet amalgame mortifère.

Cette tribune a initialement été publiée sur le site de The Conversation.

Par **Boubacar Haidara**, chercheur associé au laboratoire Les Afriques dans le Monde (LAM), Sciences-Po Bordeaux, Université Bordeaux Montaigne.

Dans une tribune publiée par *The Conversation* et *Jeune Afrique*, l'universitaire Dougoukolo Alpha Oumar Ba-Konaré notait que dans le centre du Mali le terme jihadiste était devenu synonyme de « Peul armé ». Cela est d'autant plus incontestable que cette représentation, loin d'être un moyen déguisé de régler les conflits anciens, semble fortement ancrée au sein des autres communautés locales (bambara, dogon, bozo), mais aussi partagée par une partie des soldats maliens opérant dans cette zone.

Si en France ou en Angleterre une partie de la population, bien que majoritairement instruite, tombe parfois dans le piège du « musulman complice du jihadiste », au point que les musulmans soient contraints de se dissocier publiquement des actes commis par l'État islamique en leur nom (la campagne « Not in my name »), on peut alors aisément comprendre ce qui se joue dans le centre du Mali.

Cette représentation sociale qui fait du Peul un jihadiste apparaît aujourd'hui – et même depuis quelques années – beaucoup plus forte que toute réalité qui viserait à expliquer que les Peuls constituent une communauté très majoritairement paisible et qu'ils ne sauraient globalement être responsables des actes condamnables de quelques membres encouragés par certains.

Comment en est-on arrivé là ? De quelle marge de manœuvre disposent les autorités politiques pour ramener la paix entre les communautés au centre du Mali ?

Les Peuls, seuls contre tous

Une pléthore de groupes communautaires d'autodéfense opère un peu partout au Mali, aussi bien au nord qu'au centre. Pourquoi donc seules les milices peules sont-elles fréquemment accusées de jihadisme par l'ensemble des autres groupes d'autodéfense, avec les répercussions que l'on sait sur les civils ?

Dans un article consacré aux motivations d'adhésion des pasteurs peuls aux groupes jihadistes, Benjaminsen et Ba adoptent une approche dite d'« écologie politique matérialiste » pour expliquer la situation conflictuelle dans le centre du Mali. Cette approche renvoie à la gestion de l'environnement et des terres pastorales.

Si l'on en croit leur analyse, les frustrations des Peuls seraient, d'une part, liées à la gouvernance inégalitaire des terres et des ressources naturelles : les éleveurs de bétail seraient mécontents à l'égard d'un modèle qui favorise l'expansion agricole au détriment du pastoralisme. La conséquence est que les pâturages clés sont perdus et les corridors pour le bétail bloqués par de nouveaux champs agricoles. Les éleveurs devant toutefois passer avec leur bétail nonobstant le blocage des couloirs, cela conduit souvent à des conflits.

D'autre part, ajoutent ces mêmes auteurs, les Peuls seraient en colère à l'égard de l'État prédateur et corrompu : d'abord, parce que ce dernier ne fait que tirer profit de la paysannerie rurale. Les autorités judiciaires de la région tarderaient ainsi à résoudre les conflits d'utilisation des terres, car cela leur permettrait de continuer à accepter des paiements des différents protagonistes pour appuyer leurs revendications respectives.

En outre, il est aussi reproché aux services des eaux et forêts d'infliger des amendes au hasard à des femmes qui ramassent du bois de chauffage et à des bergers qui font paître leur bétail.

Dès lors, les Peuls nourriraient un fort ressentiment anti-État et anti-élite, exacerbé par les discours pro-pastoraux que tiennent les leaders jihadistes. Du point de vue des auteurs, ce sentiment antigouvernemental croissant engendre l'enrôlement de nombreux jeunes Peuls dans des groupes armés qualifiés de jihadistes dans la région de Mopti (Centre).

Le partage des ressources, facteur clé du conflit

Pour sa part, le chercheur Baba Dakono, plutôt que de conflits intercommunautaires, préfère évoquer des conflits entre groupes socioprofessionnels qui s'affrontent pour des ressources naturelles très limitées.

C'est aussi la thèse développée dans un rapport intitulé « Stabiliser le Mali » : ce document impute les violences dans le centre du Mali à une compétition pour les ressources disponibles dans le delta du Niger (pâturages, champs, poissons), à l'évolution des règles qui structurent l'accès à ces ressources et aux revendications entourant ces ressources.

Pour mieux appréhender ce qui se passe actuellement dans le centre du Mali et notamment comment ces représentations sociales se sont développées, il importe de ne pas occulter la genèse des tensions liées aux accusations de jihadisme proférées à l'encontre des Peuls, et encore moins les faits d'armes des milices peules contre l'armée et les autres communautés locales. C'est la tâche que nous nous étions assignés dans un précédent article.



Bergers peuls à Niamana Garbal, l'immense marché au bétail à l'entrée de Bamako, le 1er juin 2016. © Emmanuel Daou Bakary pour J.A.

Un sujet commun au Mali, au Burkina Faso et au Niger

Comme le mentionne très bien le chercheur Boukary Sangaré, des conflits ont toujours et partout en Afrique opposé les cultivateurs sédentaires aux éleveurs généralement nomades pratiquant la transhumance. Aujourd'hui, au Mali, au Burkina Faso et au Niger, la communauté peule est pointée du doigt pour sa proximité supposée avec les groupes jihadistes.

Cela signifierait que les dynamiques liées à la compétition pour les terres et les ressources, présentées par de nombreux observateurs comme les principaux facteurs de violences intercommunautaires, se reproduiraient à l'identique dans les différents pays de la zone ?

Le Burkina Faso a vu apparaître, depuis 2016, un mouvement armé baptisé Ansaroul Islam, se réclamant de l'État islamique et dont le leader était le prédicateur peul Malam Ibrahim Dicko (donné pour mort, il a été remplacé par son frère Jafar Dicko). À l'instar du centre du Mali, des milices se sont formées au Burkina Faso pour se défendre contre les attaques attribuées aux Peuls.

Le 1er janvier 2019, l'assassinat de six Mossis à Yirgou (centre-nord du Burkina Faso) par des présumés jihadistes peuls a donné lieu à des représailles sanglantes qui ont fait 46 morts au sein de la communauté peule. Le même jour avait également lieu au Mali l'attaque de Koulogon (centre) faisant 37 morts parmi les Peuls.

Le Niger, quant à lui, subit régulièrement des attaques terroristes, aussi bien au sud-est, dans les régions frontalières avec le Nigeria, qu'à l'ouest, dans les régions proches du Mali. Les assaillants venus du Mali sont fréquemment des Peuls – des Nigériens ou des individus d'origine nigérienne – qui se sont installés au Mali dans les années 1990.

L'attaque d'Ogossagou, la suite hélas prévisible d'un cycle de représailles

Si l'attaque d'Ogossagou du 23 mars 2019 a interpellé l'opinion nationale et internationale par son ampleur et sa violence, ce n'est en réalité rien d'autre que la suite hélas prévisible d'une spirale, d'un cycle de représailles et de vengeances enclenchés entre les différents acteurs dans le centre du Mali depuis 2015.

La décision de la milice dogon Da Na Amassagou de chasser les Peuls de la zone allant de Bandiagara à Bankass (centre du Mali) aurait été prise lors d'une réunion tenue le 13 mars 2019, suite à l'attaque, deux semaines plus tôt, de deux villages dogon dans la région de Bandiagara par des éléments armés identifiés comme étant peuls.

Depuis le massacre d'Ogossagou, le rôle hautement négatif des milices communautaires en général, et de la milice dogon Dan Na Ambassagou en particulier, est pointé du doigt. Les démentis formels de cette dernière quant à son implication dans le massacre n'ont pas dissuadé le gouvernement malien de prononcer sa dissolution, lors du conseil des ministres extraordinaire du 24 mars 2019.

Le massacre d'Ogossagou, qui a coûté la vie à 160 membres de la communauté peule, est par ailleurs intervenu seulement quelques jours après l'attentat contre le camp militaire de Dioura (le 17 mars 2019), ayant causé la mort d'une trentaine de militaires maliens. Un attentat revendiqué par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), comme une vengeance à l'encontre des crimes commit par l'armée malienne et les milices visant la communauté peule.

Dans son communiqué de revendication, le GSIM n'a pas manqué de préciser que l'attaque avait été menée par des hommes du Macina – la *katiba (brigade)* sud du groupe jihadiste Ansar Dine –, actif dans le centre du Mali, et que les opérations avaient été personnellement conduites par le prédicateur peul Amadou Kouffa lui-même.

Précisons, enfin, que la grande majorité des combattants de la *katiba* Macina sont des Peuls, ou identifiés comme tels. Ce facteur pourrait expliquer pourquoi l'armée tarde à s'interposer contre les exactions visant des Peuls – une lenteur que l'on observe toutefois dans les attaques visant les autres communautés de la région.



L'une des images prises par un membre de Tabital Pulaaku dans le village d'Ogossagou, où au moins 154 civils peuls ont été massacrés dans une attaque, samedi 23 mars 2019. © DR / Tabital Pulaaku

Les milices comme palliatif face à un État malien défaillant

L'Etat malien fait, depuis plusieurs années, face à une situation dans laquelle ses institutions sont loin d'être en mesure de répondre à la demande exponentielle de sa population en matière de sécurité.

L'autorité souveraine n'assure plus le monopole du *policing* (l'ensemble des fonctions d'application de la loi et de maintien de l'ordre, que celles-ci soient assurées par des acteurs publics ou privés, à l'échelon national et local). Celui-ci est désormais envisagé comme une activité multilatérale s'exerçant par une diversité d'arrangements institutionnels : publics, privés, communautaires, hybrides.

Des milices communautaires d'autodéfense qui se mettent en place pour pallier l'absence des forces de l'ordre

Certaines de ces configurations émergent plus ou moins spontanément. C'est, en général, le cas des milices communautaires d'autodéfense qui se mettent en place pour pallier l'absence des forces de l'ordre et pour garantir la sécurité des membres de la communauté. Leur mise en place est souvent encouragée par l'État défaillant et peut apparaître positive lorsque ces milices s'investissent dans une mission de contrôle social et de résolution des conflits en anticipant les menaces réelles ou ressenties résultant de la vie en collectivité.

À cet égard, on constate qu'en réponse à l'annonce de la dissolution de son groupe par le gouvernement, le « chef d'État-major » de an Na Ambassagou, Youssouf Toloba, a exigé du gouvernement comme préalable au dépôt des armes le retour de l'armée pour sécuriser les populations, et le désarmement des autres milices.

La question reste entière : l'État malien a-t-il les moyens de déployer la force publique partout où le besoin de sécurité l'impose ?

Comment lutter contre les amalgames ?

Le président de l'Association malienne pour la protection et la promotion de la culture dogon (« Ginna Dogon »), Mamadou Togo, juge hâtive la décision du gouvernement de dissoudre Da Na Ambassagou. Il affirme que cela ne saurait mettre fin au problème localement.

Par ailleurs, sa déclaration laisse entrevoir la persistance des amalgames, lorsqu'il affirme que l'ethnie peule est le dénominateur commun de toutes les violences qui interviennent dans le centre du Mali : « Quand une seule ethnie est citée dans plusieurs conflits de ce genre, elle doit faire un examen de conscience. Elle doit se demander : que faire pour arrêter ça ? »

L'autodéfense devient problématique, note l'universitaire Dougoukolo Alpha Oumar Ba-Konaré, quand elle induit des amalgames qui « créent les conditions d'une révolte des Peuls soumis à des vagues d'arrestations, de meurtres et d'intimidations par des milices issues de communautés voisines et des fonctionnaires de l'État malien, eux-mêmes mus par la peur, la soif de vengeance ou la volonté d'affirmer leur légitimité en attaquant des boucs émissaires ».

Elle l'est aussi quand certaines milices peules affichent leur proximité avec des mouvements jihadistes avec qui elles s'associent dans des attaques contre militaires et civils au nom de la défense de l'identité peule.

Outre leur adhésion pure et simple aux idéologies jihadistes, l'utilisation de ce label « jihadiste » par ces milices d'autodéfense peule consisterait aussi, toujours selon le même Ba-Konaré, à tirer

simplement parti de la puissance du terrorisme pour instiller la peur et se montrer menaçant face aux autres groupes armés.

Dans la situation actuelle du centre du Mali, une atténuation des tensions intercommunautaires pourrait reposer ainsi sur quelques points principaux :

- Un démarcage total de l'État avec les groupes armés communautaires incontrôlables et aux activités répréhensibles, et leur désarmement voire leur dissolution pure et simple ;
- Une fermeté affichée de l'État vis-à-vis des prévarications des militaires (obligation pour eux de répondre à l'appel des communautés dans le besoin), et vis-à-vis de ceux coupables d'exactions extrajudiciaires. L'État devra, en outre, identifier, appréhender et punir les auteurs de crimes afin de combattre l'impunité qui a fortement contribué à l'expansion du niveau des violences sur le terrain ;
- La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) pourrait enfin concrètement s'investir de son rôle de protection des civils et de facilitation du dialogue entre les parties ;
- Des campagnes de sensibilisation inclusives, visant à faire évoluer les représentations qui aujourd'hui font systématiquement du Peul un jihadiste, pourraient être initiées par le gouvernement de Bamako. Mais cela passerait aussi forcément par un démarcage des populations peules des actes répréhensibles commis en leurs noms par certains des leurs, ou qui s'identifient comme tels, à l'exemple de la campagne « Not in my name » des musulmans de Grande-Bretagne contre l'État islamique.

Les autorités politiques, les observateurs nationaux et internationaux pourront produire autant d'études et formuler autant de propositions qu'ils le veulent, les tensions s'estomperont difficilement sans que ne s'opère au préalable un changement des mentalités localement.

Nous remarquons d'ailleurs que chaque acte – quel que soit son ampleur –, commis par une milice peule, ou qui s'identifie comme telle, donne systématique lieu à des représailles des plus violentes contre cette communauté, n'épargnant désormais ni les femmes, ni les enfants. La dernière attaque d'Ogossagou, consécutive à l'attaque de deux villages dogon et à l'attentat contre le camp militaire de Dioura, en est une triste illustration.

Les forces armées maliennes disent avoir neutralisé une quinzaine de jihadistes près du Burkina Faso

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 9 avril 2019



Le 7 avril, les Forces armées maliennes [FAMa] a indiqué, via un communiqué de deux lignes, avoir « neutralisé quinze terroristes, récupéré 14 motos, de l'armement, du matériel explosif, des munitions et fait des prisonniers » au cours de l'opération « Tièsaba/Bourgou 1 » menée dans un secteur situé près de la frontière avec le Burkina Faso.

À Paris, l'État-major des armées [EMA] n'a pas communiqué sur une éventuelle participation de la force Barkhane à cette opération. Mais des sources militaires maliennes ont confié à l'AFP que cette dernière avait été conduite dans les environs du village frontalier de Petedougou, avec un appui français.

« Depuis bientôt une semaine, il y a eu des cibles et des opérations coordonnées ont été menées » par l'armée malienne et Barkhane à la frontière, a en effet expliqué un officier malien, déployé dans la zone.

« Les forces armées du Burkina et Niger ont été au courant de cette opération menée uniquement par les FAMa et Barkhane », a confirmé un autre source militaire malienne.

À noter que, le même jour, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans [GSIM] a revendiqué l'attaque qui, le 2 avril, a coûté la vie au médecin principal Marc Laycuras, affecté auprès du 2e Régiment d'Infanterie de Marine [RIMa], lors d'une opération dans la région du Gourma, frontalière du Burkina Faso.

Par ailleurs, les FAMa ont également fait état, le lendemain, d'un « incident de tir » dans le secteur de Dioura [localité située entre la frontière avec la Mauritanie et Mopti, ndlr], où elles ont récemment subi de lourdes pertes lors d'une attaque jihadiste.

« Parti en corvée d'eau en ville, un détachement FAMa surpris, le 8 avril, par un tir d'essai ami au mortier au retour vers la base, croyant à une attaque ennemie lorsque l'obus est tombé juste à proximité. Il a ouvert le feu sur un groupe de populations malheureusement présentes là à ce moment. Un civil est décédé et 4 autres ont été blessés », indique le communiqué diffusé par l'état-major malien.

RWANDA

Diplomatie

Génocide au Rwanda: Macron veut faire du 7 avril une "journée de commémoration"

https://www.huffingtonpost.fr/ POLITIQUE 07/04/2019 11:45 CEST AFP

Macron a dit vouloir établir le rôle de la France durant le génocide rwandais de 1994 en ce 25e anniversaire de cette tragédie.

RWANDA - Emmanuel Macron a annoncé ce dimanche vouloir faire du 7 avril "une journée de commémoration du génocide des Tutsi", en ce jour où le Rwanda se remémore, 25 ans après, le massacre d'au moins 800.000 personnes.

"Le président de la République salue le travail de mémoire conduit par les rescapés et a souhaité que la date du 7 avril soit désormais une journée de commémoration du génocide des Tutsi", écrit l'Elysée dans un communiqué.

Le chef de l'Etat, qui a envoyé dimanche à Kigali un "représentant personnel" pour ces commémorations, le député LREM Hervé Berville, "exprime sa solidarité avec le peuple rwandais et sa compassion à l'égard des victimes et de leurs familles".

Ouverture des archives françaises sur le Rwanda

Emmanuel Macron a reçu vendredi au palais présidentiel des représentants d'Ibuka France, association de soutien aux victimes et rescapés du génocide.

Il a annoncé la mise en place d'une commission d'historiens et chercheurs afin de faire la lumière sur le rôle controversé de Paris dans cette tragédie et apaiser la relation avec Kigali. Cette commission aura accès à "toutes les archives françaises concernant le Rwanda entre 1990 et 1994".

Les zones d'ombres sur le rôle de Paris avant, pendant et après ce génocide - qui fit selon l'ONU au moins 800.000 morts d'avril à juillet 1994, essentiellement au sein de la minorité tutsi mais aussi parmi les Hutu modérés - restent une source récurrente de polémiques.

Parmi les points les plus disputés figurent l'ampleur de l'assistance militaire apportée par la France au régime du président rwandais hutu Juvénal Habyarimana de 1990 à 1994 et les circonstances de l'attentat qui lui coûta la vie le 6 avril 1994, élément déclencheur du génocide.

Par ailleurs, le président français a annoncé un renforcement des moyens judiciaires et policiers pour poursuivre d'éventuels participants au génocide qui se trouveraient en France.

SÉNÉGAL

Politique

Sénégal : Macky Sall souhaite diriger le pays en se passant de Premier ministre

Politique https://www.jeuneafrique.com/ 06 avril 2019 à 19h44 | Par Jeune Afrique avec AFP Mis à jour le 07 avril 2019 à 12h11



Meeting de Macky Sall à Tivaouane le 18 février 2019. © Présidence du Sénégal

Le président Macky Sall a-t-il décidé d'orienter le Sénégal vers un régime de type présidentiel en confiant à son Premier ministre Mahammed Boun Abdallah Dionne, reconduit samedi, la tâche de supprimer à moyen terme la fonction de chef de gouvernement ? Une réforme institutionnelle d'importance, dont les contours n'ont pas encore été détaillés.

Attendu depuis l'investiture de Macky Sall, le 2 avril, le nom du nouveau Premier ministre du Sénégal n'a pas suscité un grand étonnement, samedi 6 avril, tant Mahammed Boun Abdallah Dionne, en poste depuis juillet 2014, semblait le mieux placé pour se succéder à lui-même.

Membre de la garde rapprochée du chef de l'État, cet ingénieur de formation, passé par la BCEAO et l'ONU, avait notamment été son chef de cabinet lorsque Macky Sall était le Premier ministre d'Abdoulaye Wade.

Beaucoup plus surprenante est l'annonce faite par l'intéressé quelques minutes après sa nomination : il devra en effet préparer la suppression de sa propre fonction. Le président sénégalais lui a confié la tâche de présenter à l'Assemblée nationale, où il dispose d'une confortable majorité, une réforme qui « passera par la suppression de l'échelon intermédiaire de Premier ministre », a lui-même expliqué Mahammed Boun Abdallah Dionne depuis le palais présidentiel.





Présidence Sénégal

✔ @PR_Senegal

Formation du nouveau Gouvernement
Mouhamed Boun Abdallah Dione est reconduit Premier Ministre du #Sénégal par @Macky_Sall

522

21:54 - 6 avr. 2019

« Ce dont il s'agit, c'est de diminuer les goulots d'étranglement pour que l'information circule davantage » et pour que les réformes aient « davantage d'impact pour les populations », a-t-il souligné.

Pendant la période de transition, Mahammed Boun Abdallah Dionne cumulera ses fonctions à la Primature et celles de nouveau secrétaire général de la présidence de la République, dont les bureaux sont situés dans le palais présidentiel. Ensuite, « la deuxième fonction qui m'a été confiée prendra le dessus, bien entendu », a-t-il précisé.

« Nouvelle dynamique »

Macky Sall a décidé « d'insuffler une nouvelle dynamique à la conduite des affaires publiques » avec pour objectifs « la simplicité dans l'organisation », « la souplesse dans l'action » et « la clarté et la lisibilité des échelles de responsabilités », avait, peu avant, expliqué le secrétaire général de la présidence de la République sortant, Maxime Jean-Simon Ndiaye, désormais secrétaire général du gouvernement.

Le chef de l'État a donc décidé de « reconsidérer » la fonction de Premier ministre pour « être lui-même au contact direct avec les niveaux administratifs » chargés de conduire ses politiques, selon Maxime Jean-Simon Ndiaye.

« Il faudra faire une modification du poste de Premier ministre. Il faudra que l'on puisse répondre avec célérité aux demandes des populations et à la demande récurrente des jeunes sur l'emploi, aux questions de développement et à l'accès universel » aux services publics, avait confié dans l'après-midi Macky Sall à Mahammed Boun Abdallah Dionne, selon des images télévisées de leur entretien.

« Une fois la réforme passée, vous pourrez m'aider dans le suivi de la mise en œuvre de l'action du gouvernement », lui avait-t-il expliqué.

Réforme constitutionnelle

Au Sénégal, cette proposition de réforme inattendue a laissé sans voix la plupart des commentateurs. Macky Sall ne l'avait en effet jamais évoquée durant la campagne électorale, pas plus qu'il en a tracé les contours lors de ses récentes allocutions. Ni le 2 avril, à l'occasion de son investiture, ni le lendemain, lors de son adresse à la nation pour la fête nationale.

La suppression du poste de Premier ministre, qui aboutirait de facto à faire du président de la République le chef du gouvernement, est-elle l'indice d'une volonté de réformer en profondeur le régime sénégalais, afin de le faire évoluer vers un régime de type présidentiel ? Dans un tel scénario, les prérogatives respectives des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire se trouveraient profondément remaniées.

Une telle réforme devrait être soumise au peuple sénégalais par référendum

« Macky Sall devra faire adopter une réforme constitutionnelle car la loi fondamentale définit dans plusieurs de ses articles le rôle du Premier ministre, analyse l'opposant Thierno Bocoum, de la coalition Idy2019, interrogé par *Jeune Afrique*. Il pourrait bien sûr le faire à travers un vote qualifié de l'Assemblée nationale. Mais sachant que cette réforme ne fait pas partie de ses promesses électorales, il serait souhaitable qu'il choisisse plutôt la voie du référendum. »

L'exécutif n'a, pour l'heure, donné aucune précision sur l'évolution de la relation entre le gouvernement et le pouvoir législatif qu'induirait la réforme envisagée. Actuellement, le Premier ministre est en effet responsable devant le Parlement. L'article 75 de la Constitution prévoit que « l'Assemblée nationale peut provoquer la démission du Gouvernement par le vote d'une motion de censure ».

« Si l'on devait changer totalement de régime pour aller vers un régime présidentiel, il serait nécessaire qu'un vrai débat ait lieu et que cette réforme soit soumise au peuple sénégalais par référendum », estime Thierno Bocoum.

SOUDAN

Politique

Soudan : les manifestants appellent l'armée à les soutenir

Politique https://www.jeuneafrique.com/ 07 avril 2019 à 16h44 | Par AFP



Des manifestants antigouvernementaux à Khartoum, le 13 janvier 2019. © AP/SIPA

Des milliers de manifestants ont appelé dimanche à Khartoum l'armée soudanaise à les soutenir dans leur opposition au président Omar el-Béchir, au lendemain d'un net regain de la contestation qui secoue le Soudan depuis près de quatre mois.

Les manifestations, qui ont débuté le 19 décembre, ont été jusqu'à présent dispersées par les services de sécurité mais pas par l'armée. Un contestataire est mort samedi à Omdourman, la ville voisine de Khartoum, selon la police.

Réunis pour la deuxième journée de suite devant le complexe abritant le siège de l'armée, le ministère de la Défense et la résidence du président, les manifestants ont scandé « le Soudan se libère, l'armée se libère », selon des témoins.

« Après ce que nous avons fait hier (samedi), nous ne partirons pas tant que notre mission n'est pas accomplie », a déclaré Oussama Ahmed, un des nombreux protestataires à avoir passé la nuit sur place.

« Nous ne partirons pas d'ici tant qu'il ne démissionne pas », a-t-il ajouté en référence au président Béchir, 75 ans et au pouvoir depuis un coup d'Etat en 1989.

Des milliers d'hommes et de femmes ont tenu samedi le plus grand rassemblement jamais organisé depuis le début de la contestation en décembre, certains parvenant à atteindre le QG de l'armée pour la première fois.

« Choisir »

Lors de précédents rassemblements, les protestataires avaient tenté à plusieurs reprises de marcher vers des lieux symboliques du pouvoir, comme le palais présidentiel, mais en avaient souvent été empêchés par les gaz lacrymogènes tirés par les forces de sécurité.

Les organisateurs du mouvement, une alliance de partis d'opposition ayant rejoint l'Association des professionnels soudanais, ont affirmé cette semaine que le rassemblement était destiné à demander à l'armée de « choisir entre son peuple et le dictateur ».

Samedi, ils ont dit « espérer que (l'armée) prenne position pour le peuple », selon un communiqué.

« Nous appelons notre peuple dans des secteurs près de Khartoum à se joindre à ceux qui sont au QG de l'armée », ont-ils déclaré dimanche dans un communiqué.

Des groupes d'hommes, de femmes et d'enfants sont venus dimanche de plusieurs endroits de la capitale pour rejoindre le rassemblement devant le QG de l'armée, selon des témoins.

Les manifestants ont chanté des refrains nationalistes et frappé des mains, alors que la police antiémeute a tiré des gaz lacrymogènes pour les disperser, a indiqué un témoin à l'AFP.

Des contestataires ont salué de la main des véhicules militaires entrant dans l'enceinte du QG.

D’autres ont bloqué à l’aide de pierres un pont se trouvant à proximité du QG et reliant Khartoum au secteur de Bahari, plus au nord, provoquant d’importants embouteillages, d’après des témoins.

Plusieurs entreprises privées ont déclaré ce dimanche comme chômé et d’autres ont organisé l’acheminement d’eau et d’en-cas pour les manifestants, ont rapporté des témoins.

Lourd bilan humain

Déclenchées le 19 décembre par la décision du gouvernement de tripler le prix du pain, les manifestations se sont rapidement transformées à travers le pays en mouvement de contestation contre Omar el-Béchir, à la tête d’un pays en proie à une grave crise économique.

Celui-ci a refusé de démissionner et fait face à son plus grand défi depuis son arrivée au pouvoir, estiment des experts. Après avoir tenté de réprimer la contestation par la force, il a instauré l’état d’urgence dans tout le pays le 22 février.

Depuis le début du mouvement, 32 personnes sont décédées, selon les autorités. L’ONG Human Rights Watch (HRW) évoque le chiffre d’au moins 51 morts.

« Pari perdant »

Plusieurs manifestants ont été arrêtés pour avoir participé à des rassemblements non autorisés et jugés par des tribunaux d’exception.

« L’ampleur des manifestations de samedi montre que le pari de Béchir, d’arriver à sauver son régime grâce à la répression, est un pari perdant », selon Murithi Mutiga du centre d’analyses International Crisis Group (ICG).

La mobilisation avait nettement baissé ces dernières semaines avant la journée de samedi, dont la date n’avait pas été laissée au hasard puisqu’elle marque l’anniversaire de la révolte du 6 avril 1985, qui avait permis de renverser le régime du président Jaafar al-Nimeiri.

Soudan: le président Omar el-Béchir aurait démissionné

Home Actualité International Par Le figaro.fr AFP, Reuters Agences Mis à jour le 11/04/2019 à 11:46 Publié le 11/04/2019 à 09:59

Soudan : trois mois de lutte contre le régime d'Omar el-Béchir



Le président soudanais Omar el-Béchir, au pouvoir depuis 1989, a démissionné après plus de trois mois de manifestations contre son pouvoir.

Au pouvoir depuis 1989, le président soudanais a démissionné d’après plusieurs sources gouvernementales. Des milliers de manifestants sont rassemblés depuis six jours devant le siège de l’armée, qui abrite également la résidence officielle du chef de l’État.

Omar el-Béchir est tombé. Le président âgé de 75 ans, au pouvoir depuis 1989, a démissionné après plus de trois mois de manifestations contre son pouvoir, et des consultations sont en cours pour former un conseil de transition, a appris Reuters jeudi auprès de plusieurs sources gouvernementales à Khartoum et d’un ministre d’un gouvernement provincial. De source soudanaise, on déclarait à Reuters que le président Béchir avait été assigné à résidence au palais présidentiel, tout comme un certain nombre de ses collaborateurs. Le quartier général des forces armées n’a toutefois pas encore donné de confirmation. D’après des témoins, un raid de l’armée aurait eu lieu jeudi dans les locaux d’un groupe lié au Parti du Congrès National (NCP) de Béchir. Le groupe visé s’appelle le Mouvement islamique, la branche idéologique du NCP, ont indiqué les témoins à l’AFP.

Des milliers de Soudanais demandent la démission du président



Pour le deuxième jour consécutif, les soudanais réclament la démission du président Omar el-Béchir au pouvoir depuis 30 ans devant le quartier général de l'armée dans la capitale Khartoum,

Jeudi matin, c'était l'effervescence devant le quartier général de l'armée soudanaise. Les milliers de manifestants rassemblés attendaient impatiemment les annonces de l'armée. La télévision nationale avait en effet déclaré tôt dans la matinée que l'armée s'apprêtait à faire une «annonce importante». Des unités militaires ont également pris position à des points stratégiques de la capitale. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, notamment à l'endroit où se tient depuis le week-end dernier un sit-in de protestation devant le siège de l'armée et la résidence du président Béchir. Ils appelaient les militaires à rejoindre leur mouvement.



Des milliers de manifestants sont rassemblés devant le siège de l'armée. -/AFP

«Les gens arrivent en masse», a indiqué jeudi matin un témoin présent sur les lieux à l'AFP. «Nous attendons de grandes nouvelles. Nous ne partirons pas d'ici tant que nous ne saurons pas ce que c'est», avait ajouté jeudi matin un manifestant à l'AFP. «Mais nous savons que Béchir doit partir. Nous avons eu assez de ce régime. Trente ans de répression, de corruption, d'abus de droits. C'est assez», a-t-il poursuivi.



Benjamin Strick @BenDoBrown

· 4 h

En réponse à @BenDoBrown

Celebrations are not isolated to east #Khartoum, this footage, from a few minutes ago near Kalakla Lafa Market (سوق الـ لـ فة الـ كلاكـ لة) in Al-Kalakla shows how proud #Sudan is. Video geolocated here: https://goo.gl/maps/ySe9M2KMWJ82 … #ابـ ريـ ل11موكـب #الـ عامة_الـ قـ يادة_اعـ تـ صام #SudanUprising





Benjamin Strick @BenDoBrown

Large crowds moving toward Gen Command area. This is footage from a few minutes ago filmed from Byblos Bank Africa (بنك بيبلوس), #Khartoum, crowd is moving east along El Baladiya Ave. Geolocated to here: https://goo.gl/maps/QVNapwNq7XQ2 … #الـ عامة_الـ ـقـ يادة_اعـ تـصام# ابـ ريـ ل11موكـب# #SudanUprising pic.twitter.com/X8U2lCIoGI

165

12:02 - 11 avr. 2019



49 morts dans les manifestations

Depuis trois mois maintenant, les Soudanais se révoltent contre le régime du président Béchir. La contestation a démarré après la décision du gouvernement de tripler le prix du pain le 19 décembre. La mobilisation s'est ensuite muée en mouvement de protestation contre le régime lui-même, des milliers de Soudanais réclament le départ du président. Omar el-Béchir a tenté de réprimer la contestation par la force, puis instauré le 22 février l'état d'urgence à l'échelle nationale. 49 personnes sont mortes dans des violences liées aux manifestations, de sources officielles.

Depuis samedi et l'organisation du sit-in devant le siège de l'armée, les manifestants ont essuyé à plusieurs reprises les assauts du puissant service de renseignement NISS, qui a tenté en vain de les disperser à coups de gaz lacrymogène, selon les organisateurs du rassemblement. Mardi, 11 personnes dont six membres des forces de sécurité ont été tuées lors de manifestations à Khartoum, a rapporté mercredi le porte-parole du gouvernement Hassan Ismail, sans préciser les circonstances de leur mort, selon l'agence officielle Suna.

Mardi, des capitales occidentales ont appelé les autorités à répondre aux revendications «d'une façon sérieuse». Le pouvoir doit proposer «un plan de transition politique crédible», ont écrit les ambassades des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Norvège dans un communiqué conjoint à Khartoum. Mercredi, Washington a exhorté le pouvoir à respecter le droit de manifester.

Omar el-Béchir, militaire de formation, s'est auto-proclamé président de la République en 1993, après avoir renversé le pouvoir en place en 1989. Il s'est fait réélire en 1996 et en 2010. Il est visé par deux mandats d'arrêt internationaux émis par la CPI en 2009 et 2010 pour génocide, pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis au Darfour, province de l'ouest du Soudan en proie à une guerre civile depuis 2003.

Soudan : un coup d'Etat renverse Omar el-Béchir après 30 ans de règne

https://www.marianne.net/ Monde Afrique Par Magazine Marianne Publié le 11/04/2019 à 16:24



- ASHRAF SHAZLY / AFP

Un putsch de l'armée a renversé le président soudanais Omar el-Béchir ce jeudi 11 avril. A la tête du pays depuis 1989, ce dernier est visé par deux mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale pour "crimes de guerre" et "crimes contre l'humanité" au Darfour.

Le président Omar el-Béchir, à la tête du Soudan depuis 30 ans, a été renversé ce jeudi 11 avril par un coup d'Etat de l'armée après un soulèvement populaire, et remplacé par un "conseil militaire de transition" pour deux ans. "*J'annonce, en tant que ministre de la Défense, la chute du régime et le placement en détention dans un lieu sûr de son chef*", a déclaré dans une annonce à la télévision d'Etat Awad Ahmed Benawf, après une attente de plusieurs heures.

En plein marasme économique, le Soudan est le théâtre depuis le mois de décembre de manifestations déclenchées par la décision de tripler le prix du pain. La contestation s'est vite transformée en un mouvement réclamant la "chute" d'Omar el-Béchir, visé depuis une décennie par deux mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI).

Tout au long de la matinée, une immense foule de Soudanais s'était encore rassemblée dans le centre de la capitale soudanaise, anticipant l'annonce de la destitution du président honni, âgé de 75 ans et au pouvoir depuis un coup d'Etat en 1989. Depuis samedi, des milliers de manifestants réclamaient sans discontinuer, devant le QG de l'armée, le soutien des militaires. En tout, 49 personnes sont mortes dans des violences liées aux manifestations depuis que ces rassemblements ont débuté, de sources officielles.

Cessez-le-feu

A Khartoum, les meneurs du mouvement de protestation ont appelé en cours de journée la foule à "*ne pas attaquer quiconque ou les biens gouvernementaux et privés*". "*Quiconque fera ça sera puni par la loi. Notre révolution est pacifique, pacifique, pacifique*", a martelé l'Alliance pour la liberté et le changement dans un communiqué, qui a par ailleurs rejeté le coup d'Etat de l'armée : "*Le régime a mené un coup d'Etat militaire en présentant encore les mêmes visages (...) contre lesquels notre peuple s'est élevé (…). Nous appelons notre peuple à continuer son sit-in devant le quartier général de l'armée et à travers le pays*".

Le ministre de la Défense a annoncé la fermeture pour 24 heures de l'espace aérien et celle des frontières terrestres jusqu'à nouvel ordre. Un cessez-le-feu a aussi été annoncé à travers tout le pays, notamment dans les Etats en proie aux rébellions comme le Darfour (ouest), région meurtrie par les violences. Peu avant ces annonces, le puissant service de renseignement au Soudan (NISS), fer de lance de la répression des manifestations, avait fait état de la libération de tous les prisonniers politiques du pays, selon l'agence officielle Suna.

En 2009, la Cour pénale internationale (CPI), basée à La Haye, a lancé un mandat d'arrêt contre Omar el-Béchir pour "crimes de guerre" et "crimes contre l'humanité" au Darfour, avant d'ajouter en 2010 l'accusation de "génocide". Le conflit au Darfour a fait plus de 300.000 morts et 2,5 millions de déplacés, selon l'ONU.

Soudan : le soulèvement continue malgré la destitution d'Omar el-Béchir

Politique https://www.jeuneafrique.com/ 11 avril 2019 à 19h25 | Par Jules Crétois et Wided Nasraoui Mis à jour le 12 avril 2019 à 09h36



Les Soudanais célébrant dans les rues de Khartoum la chute d'Omar el-Béchir, jeudi 11 avril 2019. © AP/SIPA

Après l'annonce de la destitution du président Omar el-Béchir et la mise en place d'une transition gérée par l'armée, les manifestants soudanais, encouragés par les mouvements politiques, ont continué de manifester, rejetant les promesses des militaires.

L'annonce du ministre de la Défense, le général Awad Ibn Awf, de la mise en détention du président Omar el-Béchir, n'a pas satisfait les Soudanais. Malgré la série de mesures prises et l'annonce de l'installation d'un Conseil de transition militaire, présidé par le général Ibn Awf, les manifestants sont sortis contester, appelant à une transition démocratique et à un pouvoir civil. Ils entendaient ainsi condamner « les tentatives militaires » de prise de pouvoir.

Les partisans du mouvement « Al Intifadha », emblématique depuis le début des soulèvements, ont condamné l'annonce d'Ibn Awf et appelé les manifestants à sortir dans les rues de Khartoum « jusqu'à la réalisation des revendications légitimes du peuple ». Des expressions comme « IbnAwf ne nous représente pas » ou « non aux figures de l'ancien régime » fleurissent depuis ce matin sur les réseaux sociaux et dans les slogans des manifestants.



Soheil Salah @soheil_salah

We're never gonna replace dictator with another one we will gain our democracy and freedom by ourselves or we will die trying

#الـ عامة_الـ ـ ق يادة_اع ـ ت صام

106

17:38 - 11 avr. 2019

Manifestation à Londres

L'association des professionnels soudanais (SPA), épine dorsale du mouvement, a également condamné l'annonce des forces armées et appelé les Soudanais à sortir dans les rues jusqu'à « la chute du régime ». Des manifestations, organisées par la SPA, ont également eu lieu devant l'ambassade soudanaise à Londres.



Naree.Man @NareeDosa

#London in front of the #Sudan -ese Embassy #الـ سودان #اع ـ ت صام_الـ ـ ق يادة_الـ عامة

19

17:12 - 11 avr. 2019

Le parti *Al oumma* a quant à lui publié sur sa page Facebook, quelques minutes avant la diffusion du message de l'armée, un communiqué dans lequel il appelle le peuple à refuser toute personnalité émanant du régime déchu. « Nous vous appelons à continuer de manifester jusqu'à ce que nos revendications de liberté, de transition démocratique et de gouvernement civil soient instaurées », écrit-il.



Non aux « Kozz Kozz »

La société civile a continué de manifester après l'annonce des forces armées. Les expressions non aux « Kozz Kozz » (les pro-Béchir), « on ne change pas un Kozz par un Kozz » et « Soudan bela Kezan » (Soudan sans le tyran) ont été criées par les manifestants en réponse aux annonces des forces armées.





|BonBon|#بس_طقست @BoonahMeeky

ما بنبدل كوز ب كوز .#اعتصام_القيادة_العامة🎥

122

17:00 - 11 avr. 2019

Des affrontements ont également eu lieu dans la capitale, entre forces de l'ordre et manifestants qui entendent résister et continuer leur soulèvement. Parmi les mesures annoncées dans la journée par Ibn Awf, un couvre-feu a été décrété dès jeudi soir.





tbh @padlockaf

#عطبرة

اطلاق رصاص حي

4

16:34 - 11 avr. 2019

Soudan : appels au respect des « aspirations démocratiques » après la destitution d'Omar el-Béchir

Politique https://www.jeuneafrique.com/ 12 avril 2019 à 08h40 | Par Jeune Afrique avec AFP Mis à jour le 12 avril 2019 à 09h33



Des soldats soudanais devant le QG de l'armée à Khartoum le 11 avril 2019. © AFP

Le ministre de la Défense, Awad Ibn Awf, a été nommé jeudi à la tête du Conseil militaire de transition, remplaçant ainsi le président Omar el-Béchir, destitué le jour même par l'armée. Plusieurs pays et organisations internationales, dont l'ONU et l'Union africaine, réclament une transition respectant les « aspirations démocratiques » des Soudanais.

Deux hauts gradés ont prêté serment dans des images diffusées jeudi par la télévision d'État. Le ministre de la Défense, Awad Ibn Awaf, a été porté à la tête du Conseil militaire de transition pour deux ans. Il remplace ainsi le président Omar el-Béchir, destitué le jour même par l'armée. Le chef d'état-major de l'armée, le général Kamal Abdelmarouf, a lui été nommé adjoint de ce Conseil.

Malgré l'annonce de la mise en détention du président Omar el-Béchir jeudi dans la mi-journée, les manifestants ont continué à contester, appelant à une transition démocratique et à un pouvoir civil. Des milliers de personnes se sont rassemblées devant le QG de l'armée malgré le début d'un couvre-feu imposé pour un mois de 22H00 à 04H00 locales, soit de 20H00 GMT à 02H00 GMT.

« Le sang de nos frères ne doit pas avoir coulé pour rien », a confié un manifestant, décidé à braver le couvre-feu, alors que le mouvement de contestation au Soudan, débuté le 19 décembre après la décision du gouvernement de tripler le prix du pain, a été marqué par la mort de 49 personnes, selon un bilan officiel.

« Respect des aspirations démocratiques »

Dans un communiqué diffusé jeudi, le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a exprimé « la conviction de l'Union africaine que la prise du pouvoir par l'armée n'est pas la réponse appropriée aux défis auxquels le Soudan est confronté et aux aspirations de sa population ». Il a exhorté toutes les parties concernées à faire preuve de « calme » et à « engager un dialogue inclusif afin de créer les conditions permettant de répondre aux aspirations du peuple soudanais à la démocratie, à la bonne gouvernance et au bien-être ».



Moussa Faki Mahamat @AUC_MoussaFaki

My full statement following the developments today in #Sudan: https://au.int/en/pressreleases/20190411/statement-chairperson-commission-situation-sudan …

115

19:49 - 11 avr. 2019

Plusieurs pays, dont les États-Unis et l'Union européenne (UE), ont également exhorté jeudi les militaires à intégrer les civils dans ce processus de transition.

Dans un communiqué qui s'abstient de condamner le coup d'État militaire ayant conduit à la destitution du président soudanais, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, « réitère son appel au calme et à la plus grande retenue de tous ». « Il rappelle ses encouragements et espoirs

antérieurs selon lesquels les aspirations démocratiques du peuple soudanais se réaliseraient grâce à un processus de transition approprié et inclusif », précise son texte.



Nations Unies (ONU)

✔ @ONU_fr

Le Secrétaire général @antonioguterres, suit de près les développements au Soudan. Il réitère son appel au calme et à la plus grande retenue de tous et réaffirme le soutien de l'ONU au peuple soudanais.

UN Spokesperson

✔ @UN_Spokesperson

Secretary-General @antonioguterres continues to follow the developments in Sudan very closely. He reiterates his call for calm and utmost restraint by all and reaffirms the @UN's support for the Sudanese people: https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2019-04-11/statement-attributable-the-spokesman-for-the-secretary-general-sudan …

34

01:05 - 12 avr. 2019

Réunion du Conseil de sécurité

Des diplomates ont indiqué que les États-Unis et cinq pays européens (France, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique et Pologne) avaient demandé une réunion d'urgence à huis clos du Conseil de sécurité sur le Soudan. Celle-ci devrait se tenir vendredi en milieu de journée.

« Nous sommes très préoccupés par les derniers développements, notamment le couvre-feu, la fermeture des ports et aéroports », a souligné devant des médias l'ambassadeur britannique adjoint à l'ONU, Jonathan Allen. « Nous avons besoin de voir une transition bien plus rapide » que les deux ans de transition militaire annoncés, a-t-il ajouté. « Le plus important est qu'il n'y ait plus de violence » à l'encontre des manifestants, a-t-il dit.

Interrogé lors de son point de presse quotidien sur une possible traduction d'Omar el-Béchir devant la Cour pénale internationale, le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, a rappelé qu'António Guterres avait souvent réclamé une « pleine coopération » avec la CPI. Il a toutefois ajouté que l'ONU n'était pas en mesure de s'exprimer sur des demandes spécifiques d'arrestations formulées par la CPI.

Deux mandats d'arrêt internationaux

Désormais détenu par les militaires soudanais qui ont pris le pouvoir au Soudan, Omar el-Béchir est visé par deux mandats d'arrêt internationaux émis par la CPI en 2009 et 2010 pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre qui auraient été commis au Darfour entre 2003 et 2008 au moins.

Dans un communiqué, le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires humanitaires, Mark Lowcock, a annoncé que 26,5 millions de dollars avaient été débloqués jeudi en urgence pour une aide humanitaire (nourriture, santé, eau…) destinée au cours des six prochains mois à plus de 800 000 Soudanais victimes de la crise économique.



Mark Lowcock

✔ @UNReliefChief

$26.5 million released from @UNCERF to provide lifesaving food, livelihood, nutrition, health, WASH aid and protection services for children, women and other vulnerable groups for over

800,000 people in #Sudan: https://reliefweb.int/report/sudan/emergency-response-fund-releases-us265-million-life-saving-assistance-sudan …

16

22:41 - 11 avr. 2019



Emergency Response Fund releases US$26.5 million for life-saving assistance in Sudan - Sudan

English News and Press Release on Sudan about Agriculture, Food and Nutrition, Children, IDPs and more; published on 11 Apr 2019 by OCHA

reliefweb.int

L'ONU estime que l'insécurité alimentaire touche aujourd'hui quelque 5,8 millions de Soudanais, un chiffre en hausse par rapport à 2018. Si les actes de violence ont fortement diminué dans le pays, le Soudan compte toujours 1,9 million de déplacés et 1,2 million de réfugiés, venant notamment du Soudan du Sud.

Pays voisin, l'Égypte a exprimé jeudi sa « confiance » dans la capacité du peuple et de l'armée soudanaise à gérer l'après-Omar el-Béchir. « L'Égypte exprime sa totale confiance dans la capacité du peuple soudanais frère et de son armée nationale loyale à surmonter cette étape cruciale et ses défis » pour parvenir à « la stabilité, la prospérité et le développement », a ajouté le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

TCHAD

Politique

Tchad : la sécurité au cœur des échanges au sommet extraordinaire des États membres de la Cen-Sad

Politique https://www.jeuneafrique.com/ 12 avril 2019 à 09h15 | Par Jeune Afrique avec AFP



Dans les rues de N'Djamena © Vincent Fournier/JA

Un sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la Communauté des États sahelo-sahariens (Cen-Sad) se tiendra samedi à N'Djamena, dans un contexte marqué par des défis sécuritaires.

« Ce sommet se tient dans un contexte marqué par plusieurs défis au nombre desquels les menaces à la paix, à la sécurité ainsi que ceux liés au développement durable », a déclaré le Secrétaire général par intérim de la Cen-Sad, Ibrahim Sani Abani.

« Les chefs d'États évoqueront sans nul doute la crise en Libye et les derniers événements au Soudan », deux pays frontaliers du Tchad, comme lui membres de la Cen-Sad, selon un diplomate tchadien qui a requis l'anonymat.

Intégration économique

Au Soudan, le président Omar el-Béchir a été renversé jeudi par un coup d'État de l'armée, dans le sillage d'un soulèvement populaire, et remplacé par un « conseil militaire de transition » pour deux ans.

En Libye, des combats opposent les forces du maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'est du pays, qui avancent depuis près d'une semaine vers la capitale libyenne, et celles du Gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli et reconnu par la communauté internationale.

La Cen-Sad est l'une des huit communautés économiques régionales reconnues par l'Union africaine comme piliers de l'intégration et du développement économique et sociale du continent. Elle regroupe 24 États du pourtour du Sahel et du Sahara et a été créée le 4 février 1998 à Tripoli en Libye.

Sécurité

Tchad : deux mois après l'incursion rebelle, Déby veut sécuriser le nord

Sécurité https://www.jeuneafrique.com/ 06 avril 2019 à 08h27 | Par Jeune Afrique avec AFP Mis à jour le 06 avril 2019 à 11h59



Idriss Déby Itno, au palais présidentiel à N'Djamena en 2016. © Andrew Harnik/AP/SIPA

Deux mois après l'entrée au Tchad d'une colonne rebelle, le président Idriss Déby Itno continue à afficher sa volonté de reprendre la main sur le Tibesti, province du nord du pays frontalière avec la Libye, où opèrent trafiquants, orpailleurs mais surtout rebelles.

« Idriss Déby est obnubilé par ce qu'il se passe dans le nord », analyse le spécialiste français Roland Marchal, chercheur à Sciences-Po.

L'obsession du président Déby, arrivé au pouvoir par les armes en 1990 avec l'aide de Paris, s'est encore accentuée avec l'entrée début février d'une colonne de rebelles tchadiens, venue de Libye, par le nord-est du Tchad.

Une irruption jugée suffisamment inquiétante par le président pour qu'il appelle à l'aide son allié français, qui a procédé à des frappes aériennes pour stopper cette avancée.

« Après l'incursion, et avec la présence de certains éléments rebelles dans le sud libyen, le chef de l'État prend des mesures pour parer à toute éventualité », confie une source proche de la présidence.

Depuis février, le régime multiplie les annonces sécuritaires en direction du Tibesti.

Début mars, le ministre de la Sécurité, Mahamat Ali Salah, y part en mission plusieurs jours. Accompagné de la télévision tchadienne, il y annonce la fermeture de la frontière avec la Libye.

« Cette zone est devenue un carrefour de tous les malfrats, des terroristes et des rebelles », déclare-t-il face caméra, entouré de militaires.

Il proclame également « le désarmement de toute la population » et « l'interdiction formelle d'orpaillage ».

Les jeunes, proie des rebelles

Chaque soir devant leur télévision, les Tchadiens suivent l'avancée du ministre et des troupes déterminés à reprendre les sites aurifères aux orpailleurs.

« Il s'agit surtout d'une grande campagne de communication, plutôt qu'une vraie reprise en main du territoire », tempère Alladoum Nadingar, chercheur au centre d'analyse International Crisis Group (ICG).

« La frontière fait plus de 1400 km, et l'armée n'a pas les ressources nécessaires, notamment en eau, pour s'installer de façon permanente sur ce territoire », ajoute-t-il.

Cette « campagne » destinée à montrer que l'armée tient le territoire veut également dissuader les jeunes Tchadiens de se lancer dans l'orpaillage illégal.

« La poussée de Haftar gêne les groupes rebelles »

Au Tibesti, des sites d'orpaillage parsèment les reliefs désertiques. Chaque jour, de jeunes gens, contraints de quitter leur village pour des raisons économiques, viennent s'y installer.

Ils « partent chercher de l'or, mais une fois sur place, nombre d'entre eux ne trouvent rien. Ils n'ont même pas de quoi revenir dans leur région, alors ils sont facilement recrutés par les rebelles », ajoute le chercheur.

Leur proximité avec les groupes rebelles, qui ont élu domicile de l'autre côté de la frontière dans le sud libyen, inquiète N'Djamena.

D'autant plus que les rebelles, autrefois statiques, sont déstabilisés depuis plusieurs mois par l'avancée des troupes libyennes du maréchal Khalifa Haftar, qui a lancé une vaste offensive vers le sud début 2019.

« La poussée de Haftar gêne les groupes rebelles, qui sont désormais susceptibles de traverser la frontière, faute d'endroit où aller », explique Roland Marchal.

« Tout individu qui se trouvera dans la zone sera considéré comme terroriste », avait déclaré le ministre de la Sécurité lors de son déplacement dans la région.

« Traquer les bandits »

Le ministre, de retour à N'Djamena mi-mars, s'est de nouveau rendu dans le Tibesti moins de deux semaines plus tard.

Il y a annoncé cette fois la création d'une force de sécurité mixte, composée de gendarmes, de policiers et de militaires. Leur mission: « sécuriser la frontière » et « traquer les bandits et les terroristes ».

« La brigade mixte en question est constituée essentiellement d'éléments de force de défense qui opèrent déjà dans les garnisons du nord, je ne vois pas ce que cette brigade peut faire », s'interroge une source militaire à N'Djamena.

Au même moment, le président Déby signe un décret réorganisant l'appareil sécuritaire.

Il remplace notamment son chef d'état-major général des armées et nomme également un général, originaire du Tibesti, conseiller à la présidence chargé de la Défense nationale.

« La dernière incursion a montré des failles au sein du système de sécurité au nord », explique un officier de l'armée sous couvert d'anonymat.

« Des complicités ont été décelées, voilà pourquoi le président a remodelé le système de sécurité », ajoute-t-il.

Selon des experts, le chef de l'État est de de plus en plus « paranoïaque ». Il n'aurait qu'une peur: que les rebelles s'unissent, et qu'une partie de l'armée, extrêmement divisée, les rejoignent pour le renverser.

AMÉRIQUES

BRÉSIL

Politique

Brésil: Bolsonaro limoge un deuxième ministre en trois mois, celui de l'Éducation

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 08/04/2019 à 19:47 Publié le 08/04/2019 à 19:47



Jair Bolsonaro. EVARISTO SA/AFP

Le professeur Ricardo Velez Rodriguez était sur la sellette depuis des semaines, en raison de couacs et rétropédalages à répétition. Il a été remplacé par l'économiste Abraham Weintraub, lui aussi professeur d'université.

Comme Donald Trump, Jair Bolsonaro aime communiquer via Twitter. C'est par ce biais que le président brésilien a annoncé lundi le limogeage de son ministre de l'Éducation, Ricardo Velez Rodriguez. Ce philosophe d'origine colombienne, ardent défenseur d'idées ultraconservatrices, était sur la sellette depuis des semaines, en raison de couacs à répétition qui ont entraîné la démission d'une vingtaine de hauts fonctionnaires du ministère. Il s'agit du deuxième ministre de l'ère Bolsonaro remercié depuis son arrivée au pouvoir, il y a trois mois. «Je remercie le professeur Vélez pour les services rendus», a déclaré le président brésilien.



Jair M. Bolsonaro

✔ @jairbolsonaro

Comunico a todos a indicação do Professor Abraham Weintraub ao cargo de Ministro da Educação. Abraham é doutor, professor universitário e possui ampla experiência em gestão e o conhecimento necessário para a pasta. Aproveito para agradecer ao Prof. Velez pelos serviços prestados.

73,5 k

18:33 - 8 avr. 2019

«Négationniste»

Ricardo Vélez Rodriguez avait manifesté son intention de modifier les livres scolaires «de manière à ce que les enfants puissent avoir une idée véridique, réelle, de leur histoire»

Ricardo Vélez Rodriguez a été remplacé l'économiste Abraham Weintraub. Également professeur d'université, il était jusqu'ici le numéro deux du ministère de la Casa Civil, un portefeuille clé pour la coordination des actions du gouvernement. Comme son prédécesseur, le nouveau ministre de l'Éducation est considéré comme un disciple du très controversé Olavo de Carvalho, écrivain brésilien installé aux États-Unis et supposé «gourou» idéologique de Jair Bolsonaro.

Dans un entretien paru jeudi dernier dans le quotidien économique *Valor*, M. Vélez avait affirmé que le régime militaire qui a sévi de 1964 à 1985 au Brésil n'était pas une dictature, mais un «régime démocratique musclé nécessaire» pour éviter que le pays bascule dans le communisme. Il avait en outre manifesté son intention de modifier les livres scolaires «de manière à ce que les enfants puissent avoir une idée véridique, réelle, de leur histoire». Une vision considérée comme négationniste par la grande majorité des historiens, mais partagée par le président Bolsonaro, ex-militaire qui n'a jamais caché sa nostalgie pour les «années de plomb» de la dictature. Selon un rapport rendu public en 2014, 434 assassinats ont été perpétrés au cours des 21 ans de régime militaire, sans compter les centaines de détentions arbitraires et cas de torture d'opposants.

Rétropédalages

Ricardo Vélez, dont le ministère a été le théâtre de luttes intestines qui ont conduit au départ d'une vingtaine de hauts fonctionnaires, est un fervent partisan d'un encadrement en partie militaire dans les collèges publics, un moyen, selon lui, de garantir la sécurité des élèves et des professeurs. Sa brève gestion a été marquée par plusieurs rétropédalages, notamment au sujet d'une circulaire réclamant que les élèves soient filmés en train de chanter l'hymne national.

Il a aussi été fortement critiqué pour avoir déclaré que les Brésiliens se rendant à l'étranger se comportaient comme des «cannibales», volant des serviettes et autres objets dans les avions ou les hôtels. Le 18 février, Jair Bolsonaro avait déjà limogé le ministre du Secrétariat général de la présidence Gustavo Bebianno, éclaboussé par une affaire de candidatures fantômes du Parti social-libéral (PSL), la formation du président, dans l'unique but de profiter de financements publics.

Société

Bolsonaro, 100 jours sous le signe de la violence

Monde http://www.slate.fr/ Dani Legras — 10 avril 2019 à 11h10 — mis à jour le 10 avril 2019 à 12h44

Milices, violences, meurtre et corruption: ça fait beaucoup en si peu de temps.



Au carnaval de Rio, cette année, l'école de samba la Mangueira rendait hommage à Mariella Franco, élue du PSOL assassinée il y a un an. Défilé à Rio, le 5 mars 2019. | Carl de Souza / AFP

Je viens de rentrer du Brésil, pays où je suis née et où j'ai vécu vingt-sept ans: mon séjour aura duré un mois, ce qui est beaucoup et pas assez à la fois.

Je n'y étais pas retournée depuis l'investiture de Jair Bolsonaro, je me demandais si ce gouvernement d'extrême droite, qui place Dieu et la nation sur un même plan, avait déjà trouvé ses marques. Mon premier constat sur place fut amer: il y a quelque chose de pourri au royaume brésilien, nos pires craintes sont en train de se concrétiser. Le manque d'expérience (désormais notoire et assumé) du président, son incapacité à fédérer le Congrès, ainsi que des soupçons des malversations financières concernant son fils, Flavio Bolsonaro, voilà le bilan de ces 100 jours de mandat.



Le président du Brésil fraîchement élu Jair Bolsonaro au Planalto Palace à Brasilia le 1er janvier 2019. | Evaristo Sa / AFP

Hommage à Marielle Franco

Le gouvernement de Jair Bolsonaro a déjà un style bien à lui, un mélange où l'illogique côtoie l'insensé. Où la vulgarité, la bêtise et la haine font équipe et s'épanouissent.

Mon séjour a commencé pile au moment du carnaval, lancé officiellement le 1er mars dernier. Le peuple brésilien reste extrêmement attaché à cette fête populaire célébrée depuis des lustres: le premier bal de carnaval à Rio a eu lieu en 1840. C'est chaque année l'occasion pour les écoles de samba de présenter, lors d'un concours, des thèmes qui résonnent avec l'actualité du pays. Une façon de chanter tout haut ce que l'on pense tout bas.

Cette année, c'est (encore) l'école la Mangueira, l'une des plus prestigieuses de Rio, qui a gagné, avec son hommage à Marielle Franco, 38 ans, jeune élue municipale de gauche et membre du Parti socialisme et liberté (PSOL), assassinée à Rio de Janeiro, il y a tout juste un an, de quatre balles dans la tête.

Particulièrement engagée contre le racisme et pour les droits LGBTQ, Marielle Franco est devenue un symbole de résistance au Brésil, car elle dénonçait la violence policière et les exactions des milices. La conseillère municipale était considérée comme l'une des principales voix en défense des droits humains à Rio; son assassinat brutal a provoqué une vague d'émotion et de contestation dans tout le pays.

Le carnaval de Rio, un outil politique

Le carnaval est un outil politique, une caisse de résonance des maux qui affligent le pays ou la célébration d'événements qui nous emplissent d'espérance, de joie et de fierté.

Une portée politique qui n'a pas échappé au président Bolsonaro. Pour tenter de dénoncer les excès supposés d'un carnaval peu acquis à sa cause, il a décidé de publier sur Twitter une vidéo montant un homme urinant sur un autre, scène qui aurait été filmée dans une rue de Rio pendant les festivités.

«Je me sens mal à l'aise à l'idée de montrer ça, mais il faut que la vérité soit exposée pour que la population en prenne connaissance et puisse définir ses priorités, expliquait-il alors dans un message accompagnant la vidéo. *C'est ce que sont devenus de nombreux groupes de carnaval de rue. Commentez et tirez vos conclusions.»* Mais ce que le Brésil en tira ne fut qu'une vague de consternation face à ce moment –pour l'instant– le plus gênant de son mandat.

Révélations embarrassantes pour la présidence

Pourtant, certaines personnes sont conquises. Pendant mon séjour, j'ai discuté avec une amie d'enfance –électrice de Bolsonaro, comme toute ma famille et mon entourage. Elle m'a expliqué que *«le Brésil n'a plus de repères moraux. Le carnaval et ses corps dénudés en est l'exemple le plus criant. Alors Bolsonaro fait bien de nous rappeler qu'il faut changer cela».*

Quelques jours plus tard, le mardi 12 mars, la population brésilienne a appris l'arrestation des assassins de Marielle Franco. Parmi eux, un certain Ronnie Lessa, mercenaire de 48 ans qui logeait dans le même condominium de luxe que le chef de l'État. Une *«coïncidence»* pour la police. Même si, selon les médias brésiliens, le fils cadet de Bolsonaro, Jair Renan, 20 ans, aurait entretenu une liaison avec la fille du suspect.

Ce n'est pas la première fois que les enfants du président font l'objet de révélations embarrassantes: Flavio Bolsonaro est soupçonné par le Conseil de contrôle des activités financières (COAF) d'être mêlé à des affaires de corruption ainsi que d'avoir des liens avec le «bureau du crime», l'une des principales milices paramilitaires de Rio qui terrorisent la ville avec des méthodes aussi violentes que celles des narcotrafiquants. Sénateur depuis le 1er février 2019 , Flavio Bolsonaro n'a pas hésité à mettre en avant son «immunité parlementaire» et a affirmé *«être victime d'une campagne diffamatoire».*

Et ça marche. Ce que ces révélations ont provoqué dans mon entourage, c'est de la colère contre les médias: *«Les journalistes qui suggèrent un possible lien entre Bolsonaro et ces miliciens doivent être jetés en prison, ils n'ont aucune preuve concrète pour poser de si graves questions.»*

Tragédie à Suzano

Le 13 mars, deux semaines après mon arrivée, j'ai découvert à la télé brésilienne des images d'une violence inouïe. Deux adolescents ont tué huit personnes et en ont blessé une quinzaine d'autres avant de se suicider dans un collège proche de la métropole de São Paulo. Ces deux anciens élèves de 17 et 25 ans ont utilisé un revolver 38 et une arme médiévale. Les images du film *Elephant* de Gus Van Sant hantent mes nuits tropicales. Le pays est en état de choc, je croise dans l'ascenseur de mon immeuble une voisine qui pleure les adolescents abattus.

Ce drame, pas très courant au Brésil, intervient juste après que le président brésilien a tenu une de ses promesses de campagne en facilitant la détention d'armes à feu. Au cours d'un déjeuner familial, un oncle me montre avec amusement une photo de lui prise lors d'une fête donnée au soir de l'élection: il sourit et tient avec fierté une mitraillette. Est-elle vraie? Est-ce une réplique? Je n'ose pas lui demander. J'ai l'impression que malgré la tragédie, le débat sur les armes de feu est clos. Comme si le port d'armes au Brésil était considéré comme un mal nécessaire.

Well done Mr President!

Peu de temps après, du 18 au 22 mars, Jair Bolsonaro fut accueilli à la Maison-Blanche par Donald Trump. Le New York Times soulignait alors que pour le président Trump, recevoir son homologue brésilien était comme *«se regarder dans un miroir».* Dans le même journal, Bolsonaro est qualifié de *«reflet»* de Trump: *«Un nationaliste osé, dont le caractère populiste s'affiche surtout dans son utilisation de Twitter et ses déclarations offensives contre les femmes, la communauté LGBT, et les groupes indiens.»* Le New York Times ne s'est pas trompé. Durant son séjour Jair Bolsonaro a affiché une affinité totale avec la politique conservatrice et autoritaire de Donald Trump. Pourtant, le bilan de ce premier voyage est peu flatteur pour le Brésil: trois accords seulement ont été passés.

Le premier voit les États-Unis soutenir l'intégration du Brésil à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En revanche, Donald Trump a exigé que Brasilia quitte la liste des pays les plus favorisés de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Une énorme concession que Bolsonaro a dû faire, puisqu'il s'agit d'un statut qui permet à des nombreuses nations de bénéficier d'avantages, ainsi que des subventions agricoles, des délais plus longs, etc.

Le deuxième accord prévoit la possibilité pour les États-Unis d'utiliser la base spatiale d'Alcântara, dans le Maranhão (au nord est du Brésil) afin d'y lancer satellites et fusées.

Le troisième accord, qui entrera en vigueur le 17 juin prochain et qui a provoqué un certain agacement car il est unilatéral, exempte de visa les touristes des États-Unis –mais aussi du Canada, du Japon et de l'Australie– désirant se rendre au Brésil.

L'homme providentiel

La fin de mon séjour fut marquée par l'arrestation, le 21 mars, de l'ex-président de centre-droit Michel Temer dans le cadre de l'opération Lavage Express. Accusé d'être à la tête d'une organisation criminelle ayant détourné des centaines de millions d'euros, il sortira de prison quatre jours après son arrestation. Son interpellation a provoqué, une fois de plus, choc et consternation, même si des soupçons pesaient sur lui depuis longtemps. Cela renforce la conviction des personnes qui soutiennent Bolsonaro (celles à qui il s'adresse sur ses comptes Twitter, Facebook, YouTube, etc.) Elles continuent plus que jamais à croire que leur poulain est l'homme providentiel, disposé à mettre fin à la corruption (et au communisme qui menace la nation!) Pour elles, le triptyque gagnant est composé de Dieu, la patrie et Bolsonaro: celui qui attaque Bolsonaro est l'ennemi de la patrie et de Dieu.

Le 1er avril 2019, rentrée du Brésil, j'apprends avec tristesse et lassitude que Jair Bolsonaro a demandé que des cérémonies soient organisées dans les casernes du pays en hommage au coup d'État de 1964 –celui qui avait installé une junte militaire qui a duré vingt-et-un ans. De

longues années pendant lesquelles un régime pénal d'exception fut mis en place: la police et l'armée pouvaient interférer contre l'opposition sans autre forme de procès.

La proposition a heurté la population comme l'explique Juan Arias, journaliste du quotidien El País: *«Les Brésiliens fidèles à la démocratie ont manifesté leur rejet à ladite proposition dans les journaux, réseaux sociaux et dans les manifestations de rues.»* Le journaliste note que le président était finalement absent ce jour-là, et évoque *«la fuite symbolique de Bolsonaro en Israël durant le cinquante-cinquième anniversaire de la dictature au Brésil».* Visite pendant laquelle, lors d'un passage au musée de l'Holocauste, le président s'est dit certain que le nazisme était de gauche.

Le mandat ne fait que commencer…

ÉTATS-UNIS

Défense

Boeing présente le F-15EX

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de combat Actualité Défense 9 avr. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



Vue d'artiste du F-15EX © Boeing

Boeing a inauguré une page internet dédiée au F-15EX, la nouvelle version du Eagle qui sera commandée par l'US Air Force.

L'US Air Force a annoncé récemment son intention de commander le F-15EX pour renouveler sa flotte d'avion de combat. Cette nouvelle version du Eagle devrait remplacer les F-15C/D.

Le **F-15EX** viendra compléter les capacités offertes par le **F-35A**. Un appareil qui a été conçu principalement pour l'attaque au sol et dont les capacités de contrôle et de commandement devrait permettre de tirer le meilleur des appareils de quatrième génération évoluant à ses côté. Le F-15EX devra aussi être moins couteux à l'emploi que le F-35. Enfin le F-15EX permettra à l'US Air Force de n'être pas totalement dépendante de **Lockheed Martin** pour ses programmes d'avions de combat. Cette société produit en effet le F-35 et a fourni les F-16 et F-22.

Boeing peut s'appuyer sur les développements réalisés ces dernières années pour Singapour, le Qatar et l'Arabie Saoudite pour proposer une évolution du F-15 adaptée au besoin de l'US Air Force. Boeing travaillait aussi depuis plusieurs années sur une version baptisée Advanced F-15.

Le cockpit a été totalement repensé, les capteurs et la motorisation ont aussi été modernisés. Le F-15EX disposera d'une capacité d'emport proche des 14 tonnes. L'appareil sera doté de 12 points d'emport certifiés pour de l'armement air-air et de 15 points d'emport certifiés pour de l'armement air-sol.

L'US Marine Corps va maintenir en service ses avions AV-8B Harrier II au moins jusqu'en 2028

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 8 avril 2019



En février, l'US Marine Corps [USMC] s'était félicité du comportement opérationnel de ses avions de combat F-35B embarqués à bord de l'USS Essex, un navire d'assaut amphibie déployé à partir de l'été 2018 au Moyen-Orient pour être engagé au sein de la coalition anti-jihadiste dirigée par les États-Unis. Il s'agissait ainsi d'un véritable baptême du feu pour cet appareil STOVL [décollage court/atterrissage vertical] développé par Lockheed-Martin.

En outre, la semaine passée, des F-35B de l'USMC embarqués à bord de l'USS Wasp ont participé, également pour la première fois, à l'exercice Balikatan, organisé tous les ans aux Philippines.

Pour autant, si les F-35B des Marines sont de plus en plus souvent sollicités, cela ne veut pas dire que les AV-8B Harrier II, qu'ils remplacent progressivement, sont prêts à tirer leur révérence. En effet, lors d'une audition parlementaire, le général Steven R. Rudder, le chef de l'aviation des Marines, a indiqué que ces appareils resteraient en service jusqu'en 2028 et que les F/A-18C/D Hornet ne seraient pas retirés de l'inventaire d'ici 2030/31.

Ce que confirme en effet le plan « Aviation 2019 » **[.pdf]** que vient de rendre public l'USMC. Cette année, y est-il précisé, les Marines disposeront de 135 F-35B et de 23 F-35C [la version navale]. Ces appareils côtoieront 124 AV-8B Harrier II, dont 16 TAV-8B pour la transformation et l'entraînement des pilotes. Ces derniers vont d'ailleurs faire l'objet d'une modernisation dont le contrat a été confié à Boeing pour 71,3 millions de dollars.

Toujours selon ce plan, l'USMC veut pouvoir compter, à l'horizon 2030, sur 420 F-35, dont 67 F35C. Ce qui suppose qu'il devra jongler avec les délais de livraison, les éventuels retards dans le développement de capacités particulières, voire avec les aléas budgétaires.

Et, étant donné que le dernier escadron qui recevra des F-35B sera une unité de première ligne, il est donc plus que probable que des AV-8B Harrier II soient encore déployés pour des missions de combat jusqu'en 2028, à l'image de l'avion de guerre électronique EA-6B Prowler, qui vient d'être officiellement retiré du service.

Qui plus est, le plan de l'USMC souligne que les AV-8B, de par leurs caractéristiques, offrent une « capacité unique » à un MEU [Marine Expeditionnary Unit]. Et ils doivent donc continuer à se moderniser afin de combler quelques lacunes capacitaires.

Ainsi, il est question de leur permettre, d'ici 2021, d'emporter des missiles air-air AIM-9X et AIM-120C, une nacelle de désignation de ciblage de précision LITENING Gen 4 ainsi que de leur intégrer la liaison 16. En 2023, il prévu d'équiper leurs pilotes d'un viseur de casque et de les doter d'un nouveau système de communication par satellite.

En 2028, cela fera 45 ans que l'AV-8 Harrier II, fruit d'une coopération entre British Aerospace et McDonnell Douglas sur la base du Harrier britannique, aura été mis en service au sein de l'USMC.

Combatant Command for Space: la mise en place du commandement en partie externalisée

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 10.04.2019 Par Philippe Chapleau

Faut-il croire que le Pentagone a choisi les sites de déploiement du futur *Space Command* ? Un commandement recréé dans le cadre des annonces de Donald Trump en décembre 2018 et dont le futur chef sera le général John Raymond, actuellement patron du *Joint Force Space Component.*

Six sites, semble-t-il, avait été retenus pour accueillir ce commandement dont quatre au Colorado:
- Buckley Air Force Base,
- Cheyenne Mountain Air Force Station,
- Peterson Air Force Base,
- et Schriever Air Force Base.

Deux autres sites étaient aussi considérés :
- Redstone Arsenal dans l'Alabama
- et Vandenberg Air Force Base en Californie.

Un avis de marché diffusé lundi soir fait état d'un contrat confié à la société LinQuest Corp au profit du *Joint Force Space Component Commander*. Il y est précisé que les prestations seront effectuées sur deux sites du Colorado: Peterson Air Force Base et Schriever Air Force Base.

Outre l'annonce implicite que ces deux sites vont accueillir (peut-être temporairement) le "commandement de l'espace", il faut aussi noter que :

1) les bases de Vandenberg Air Force Base (Californie) et Offutt Air Force Base, au Nebraska, verront aussi le déploiement de personnels affectés à ce nouveau commandement ;

2) le privé est associé à cet effort pour mettre en place un 11^{e} "*Combatant command*". La société de Los Angeles, déjà prestataire de l'USAF, va travailler pendant un an à l'établissement de la nouvelle structure.

L'avis de marché :

LinQuest Corp., Los Angeles, California, has been awarded a $9,283,025 cost-plus-fixed-fee contract for support to the Joint Force Space Component Commander in the establishment of a unified combatant command for space. This contract provides for non-personal services to accomplish the necessary functions to assist the establishment of U.S. Space Command as directed by the president of the United States. Work will be performed at Peterson Air Force Base, Colorado; and Schriever Air Force Base, Colorado, and is expected to be complete by April 2020. This award is the result of a sole-source acquisition. Fiscal 2019 operations and maintenance funds in the amount of $4,500,000 are being obligated at the time of award. Headquarters Air Force Space Command, Enterprise Solutions Directorate, Peterson Air Force Base, Colorado, is the contracting activity (FA2545-19-C-A001).

Pour s'y retrouver dans les appelations US :

- L'Air Force Space Command, installé à Peterson Air Force Base depuis 17 ans, travaille au profit de l'USAF ;

- L'U.S. Space Command est un commandement comme le Centcom ou l'Africom qui supervise les opérations dans une zone physique. Sa mission est de préparer et de conduire la guerre dans l'espace. Il existait déjà depuis les années 1980 un tel commandement à Peterson AFB mais il a fermé en 2002. Il est en cours de reformation depuis la décision de Trump du 18 dcembre 2018 et la localisation de son centre de commandement n'a pas été annoncé ;

- La Space Force, dont la création est voulue par Donald Trump, constituera une armée ("Armed Service") comme l'US Army, l'USAF, ou l'US Navy. Elle rassemblera 20 000 personnels et sera basée à Washington.

Ces créations ne font pas l'unanimité. On lira ainsi cet article paru dans *Forbes* le 10 avril: "U.S. Space Command -- Yes; Separate U.S. Space Force -- No".

La marine américaine développe (aussi) un hydroptère

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 10 avril 2019



Il y a quelques jours, la division « Carderock » du « Naval Surface Warfare Center », implantée à Bethesda [Maryland], a diffusé un film promotionnel via Youtube. Et ce dernier a brièvement montré [pendant 2 secondes] une nouvelle embarcation de type hydroptère. Il n'en a pas fallu davantage à quelques internautes pour signaler la présence de ce prototype. Son existence aurait-elle dû rester confidentielle? Peut-être… Car la vidéo a depuis été retirée de la plate-forme de partage. Mais trop tard…

En effet, des captures d'écran de cette embarcation circulent désormais. En réalité, le bateau n'est pas vraiment nouveau : selon le site The War Zone, il s'agit d'un modèle VT Halter Marine Mk Mod 2, qui a récemment été remplacé par le « Combatant Craft Assault » [CAC] au sein des forces spéciales américaines.

Mais ce qui suscite la curiosité est que cette embarcation est dotée de foils, ce qui en fait un « bateau volant », plus communément appelé « hydroptère ». Le principe est que sa coque s'élève et se maintient hors de l'eau à partir d'une certaine vitesse. Les frottements étant ainsi supprimés [ou du moins diminués], il est ainsi possible d'aller encore plus vite.



Le principe de l'hydroptère est ancien : théorisé dès les années 1860, notamment par l'ingénieur français Emmanuel Farcot puis par l'américain William Meacham, le premier navire de ce type a été imaginé par le professeur italien Enrico Forlanini. En 1906, son prototype, doté d'un moteur de 70 ch, atteignit les 38 nœuds [70 km/h] sur les eaux du lac Majeur.

Entre 1977 et 1993, l'US Navy utilisa des patrouilleurs très rapides reprenant le principe de l'hydroptère [classe Pegasus, ndlr]. Ces navires furent principalement déployés en mer du Nord et en mer Baltique, dans le cadre des opérations de l'Otan.

Le prototype apparu dans la vidéo par le Naval Surface Warfare Center est très certainement issu de travaux menés au profit des forces spéciales américaines, lesquelles doivent être intéressés par les potentialités offertes par un hydroptère pour les mêmes raisons que leurs homologues françaises.

En effet, à l'occasion de l'édition 2019 du SOFINS, organisé tous les deux aux au camp de Souge [Gironde], la start-up français SEAir a mis au point, avec le constructeur Dillinger, l'AirShark 765, une embarcation semi-rigide munie de foils rétractables, ce qui lui permet de s'élever d'une dizaine de centimètres au-dessus de l'eau.

Pour les opérations spéciales, ce type d'embarcation permet une plus grande stabilité [donc des tirs plus précis], de la discrétion, des vitesses plus élevés et une économie de carburant. Selon SEAir, une telle technologie suppose de l'électronique embarquée [capteurs, centrale inertielle, actionneurs d'asservissement] ainsi qu'un boîtier de commande.

Diplomatie

La diplomatie américaine reste floue sur les bases juridiques d'une possible entrée en guerre contre l'Iran

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 11 avril 2019



Le 18 septembre 2001, soit seulement quelques jours après les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone, le Congrès des États-Unis adopta une loi autorisant l'exécutif à « utiliser toute la force nécessaire et approprié contre les nations, les organisations et les personnes » considérées comme ayant « planifié, permis, commis ou facilité » les attaques du 11 septembre 2001 ou ayant « abrité de telles organisations et personnes afin de prévenir tout futur acte de terrorisme international » contre le territoire américain.

Aussi, ne limitant l'action des forces américaines ni géographiquement ni dans le temps, ce texte, intitulé « Authorization for Use of Military Force Against Terrorists » [AUMF], a servi de base légale à de nombreuses opérations militaires décidées par les administrations Bush et Obama, y compris celles menées contre l'État islamique [EI ou Daesh].

Alors que Washington a confirmé sa décision de placer le Corps des Gardiens de la révolution iraniens sur sa liste des organisations terroristes, la question est de savoir si le président Trump pourrait ou non se prévaloir de l'AUMF pour entrer en guerre contre l'Iran sans en demander l'autorisation au Congrès…

Cette question a été posée à Mike Pompeo, le chef de la diplomatie américaine, lors d'une audition devant le comité des Affaires étrangères du Sénat, le 10 avril. Et il n'a pas souhaité y répondre directement.

« Je préfère laisser cela aux avocats », a répondu M. Pompeo au sénateur Rand Paul, qui venait de l'interroger sur ce sujet. Toutefois, a-t-il continué, « la question ce qui concerne les liens de l'Iran avec al-Qaïda est très réelle. Ils ont hébergé al-Qaïda, ils ont autorisé al-Qaïda à traverser leur pays ». Aussi, a-t-il poursuivi, « il ne fait aucun doute qu'il existe un lien entre la République islamique d'Iran et al-Qaïda. Point final. »

Après l'intervention américaine en Afghanistan, plusieurs cadres de haut rang d'al-Qaïda et des membres de la famille d'Oussama ben Laden [dont son fils, Hamza] trouvèrent refuge sur le territoire iranien, où ils furent placés en résidence surveillée. Et, ces dernières années, les États-

Unis ont plusieurs fois accusé l'Iran d'être « réticent à traduire en justice les hauts responsables d'al-Qaida qu'il a continué de détenir » et de « refuser de les identifier publiquement. »

En outre, Washington reproche également à Téhéran de fermer les yeux sur les activités du réseau terroriste. Depuis 2009, le Trésor américain sanctionne régulièrement des hauts responsables d'al-Qaïda « localisés en Iran ». La dernière fois remonte à juillet 2016.

Quoi qu'il en soit, Mike Pompeo a réfuté l'idée selon laquelle la décision de mettre les Gardiens de la révolution iraniens sur la liste noire des « organisations terroristes étrangères » viserait à faciliter, sur le plan juridique, une entrée en guerre avec l'Iran.

« Cela n'a pas fait partie du processus de prise de décision. La désignation a été une simple reconnaissance de la réalité », a fait valoir M. Pompeo, en rappelant que plus de 600 soldats américains avaient été tués en Irak entre 2003 et 2011 par des milices chiites soutenues par Téhéran.

Ces réponses n'ont pas satisfait le sénateur Rand Paul. « Je suis troublé par le fait que l'administration ne puisse pas dire sans ambiguïté qu'elle n'a pas reçu le pouvoir ou l'autorité de la part du Congrès pour faire la guerre à l'Iran », a-t-il dit. « Dans un monde un tant soit peu sain, vous devriez revenir nous demander avant d'aller en Iran », a-t-il ajouté, rappelant que, selon la Constitution des États-Unis, « seul le Congrès peut déclarer la guerre. »

Les États-Unis estiment que la Chine devrait se joindre au traité de réduction des armes nucléaires New Start

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 12 avril 2019



Pierre angulaire de l'architecture sécuritaire européenne, le traité sur les Forces nucléaires intermédiaires [FNI] ne sera certainement plus effectif à compter d'août prochain, Washington ayant annoncé sa décision de s'en retirer, accusant Moscou d'avoir développé et déployé le missile Novator 9M729, dont les caractéristiques ne seraient pas conformes aux dispositions de ce texte.

Signé en 1987 afin de mettre un terme à la crise dite des Euromissiles, le traité FNI interdit aux États-Unis et à la Russie de disposer de missiles dont la portée est comprise entre 500 et 5.500 km. À plusieurs reprises, l'Otan a demandé à Moscou des précisions sur son missile 9M729. Seulement, les autorités russes ont fait la sourde oreille, se contentant de rejeter les accusations américaines.

Cela étant, la fin du traité FNI arrange aussi bien la Russie que les États-Unis. En effet, la première aura les mains libres pour continuer sa politique d'affirmation de puissance en se donnant la possibilité de déployer des missiles susceptibles de menacer les infrastructures militaires et économique européennes tandis que les seconds pourront développer des engins qui leur étaient jusqu'alors interdits pour faire face à la Chine.

Pour tenter de sauver ce traité, Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan, a proposé de l'élargir à l'arsenal chinois. De même que le e chef du Kremlin, Vladimir Poutine, ce dernier s'étant dit « ouvert » à étendre ce texte à « d'autres pays ». Mais pour Pékin, il n'en est pas question pour la simple et bonne raison que cela la priverait d'une majeure partie de son arsenal.

Outre le FNI, un autre traité tout aussi important risque aussi de connaître le même sort. Signé en 2010 par Washington et Moscou, le New START [Strategic Arms Reduction Treaty] vise à limiter les arsenaux russes et américains à 1.550 têtes nucléaires déployés et à 700 lanceurs stratégiques. Or, ce texte arrivera à échéance en 2021 et rien ne dit, pour le moment, qu'il sera au minimum prolongé.

D'après Mike Pompeo, le chef de la diplomatie américaine, qui s'exprimait devant le comité sénatorial des Affaires étrangères, le 10 avril, le New Start est « largement respecté ». Mais, à l'avenir, Washington souhaiterait que la Chine soit également concernée par les dispositifs de contrôle des armements.

Le président Trump « a été très clair : si nous pouvons parvenir à un bon accord, un accord solide de contrôle des armements, nous devons en avoir un », a affirmé M. Pompeo. « Nous devons nous assurer que toutes les parties concernées y participent aussi », a-t-il ajouté, en faisant allusion à la Chine. « Nous n'y arriverons peut-être pas. Il se peut que nous ne coopérions qu'avec les Russes sur ce dossier. Mais si on parle de […] capacités nucléaires qui représentent un risque pour les Etats-Unis, c'est un nouveau monde aujourd'hui », a-t-il expliqué.

Faute de chiffres officiels, il est difficile de connaitre avec exactitude le nombre d'armes nucléaires dont dispose la Chine. L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm l'estime à 270 tandis que général Viktor Iessine, ancien commandant des forces stratégiques russes, a évoqué l'existence de 1.600 à 1.800 têtes nucléaires.

Quoi qu'il en soit, l'enjeu est que le New Start puisse, à minima, être prolongé. Or, comme l'a souligné Nicolas Roche, le directeur des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement au ministère des Affaires étrangères, lors d'une récente audition parlementaire, « l'extension simple » de ce traité « n'est pas garantie. »

« Du côté de la Fédération de Russie, il y a eu l'expression d'une volonté d'étendre le traité New Start et de le compléter en traitant toute une série de sujets situés en dehors du champ nucléaire [défense antimissile, question des frappes conventionnelles à très longue distance] » tandis qu'à Washington, la question porte sur la valeur même de la maîtrise des armements nucléaires pour la sécurité des États-Unis », a résumé M. Roche.

« Il y a aujourd'hui un débat interne à l'administration américaine pour savoir laquelle des options possibles sert les intérêts de sécurité. Il existe une option d'extension simple, une option de remplacement du traité par un autre traité qui couvrirait tous les sujets pour les Américains – y compris ceux des armes nucléaires non stratégiques et des missiles de portée intermédiaire – et, enfin, une option consistant à ne plus avoir de traité, ce qui signifierait le retour à la compétition pure et parfaite », a-t-il ensuite expliqué.

Or, la dernière option n'est pas à écarter, ce qui ferait que les Européens se retrouveraient, à partir de 2021, dans une « situation stratégique où il n'y aurait plus aucune forme de régulation de la compétition stratégique entre les États-Unis et la Russie, c'est-à-dire dans une situation comparable à celle des années 1960. »

Immigration

États-Unis : les demandeurs d'asile n'auront plus à attendre au Mexique

Actualité International Par Le figaro.fr AFP agence Mis à jour le 09/04/2019 à 07:48 Publié le 09/04/2019 à 07:48



Des migrants cubains attendent dans un gymnase à Ciudad Juarez, au Mexique, que les autorités américaines examinent leur demande d'asile. JOSE LUIS GONZALEZ/REUTERS

Un juge californien a retoqué une décision de l'administration fédérale américaine qui obligeait les migrants latino-américains à patienter au Mexique le temps que les autorités étudient leur dossier de demande d'asile.

«Tellement injuste pour les États-Unis. DÉRAPAGE», s'est plaint Donald Trump sur Twitter lundi soir peu après 23h (heure de Washington). L'objet du courroux du président américain? Une décision du juge californien Richard Seeborg, qui a tranché à l'encontre d'une décision de l'administration fédérale entrée en vigueur en janvier.



Donald J. Trump

✔ @realDonaldTrump

A 9th Circuit Judge just ruled that Mexico is too dangerous for migrants. So unfair to the U.S. OUT OF CONTROL!

Laura Ingraham

✔ @IngrahamAngle

Tyranny of judiciary as another Obama appointee in San Francisco stymies @realDonaldTrump : Judge blocks Trump's asylum policy but delays enforcement https://apnews.com/03aa69629a4b455a83a496f92a740790?utm_source=Twitter&utm_medium=AP&utm_campaign=SocialFlow …

42,2 k

07:10 - 9 avr. 2019

Fin décembre, le ministère de la Sécurité intérieure et le département d'État avaient annoncé que les demandeurs d'asile arrivant aux États-Unis par les points d'entrée situés le long de la frontière sud seraient renvoyés au Mexique pendant l'examen de leur dossier par les autorités américaines. Cette mesure était destinée à «décourager» les candidats à l'exil, originaires pour la plupart d'Amérique centrale et régulièrement fustigés par Donald Trump.

«Les étrangers qui essaient de profiter du système pour venir illégalement sur notre sol ne pourront plus disparaître aux États-Unis, où ils sont nombreux à ne pas honorer leurs rendez-vous dans les tribunaux», avait à l'époque écrit la ministre américaine de la Sécurité intérieure Kirstjen Nielsen, dont le départ a été annoncé dimanche par Donald Trump.

Le juge se défend de toute décision «politique»

Les opposants à cette mesure dénonçaient le fait qu'elle ne garantissait pas la protection des demandeurs d'asile, dont certains restaient durant des semaines, voire des mois, exposés au Mexique à l'insécurité qu'ils tentent de fuir dans leurs pays d'origine. Au nom de onze demandeurs d'asile, des organisations de défense des migrants et des droits humains ont donc contesté en justice sa légalité.

Le juge Richard Seeborg leur a donné raison, estimant notamment que ce dispositif n'offrait «pas de garanties suffisantes» sur la protection de «la vie ou de la liberté» des étrangers renvoyés vers le Mexique. Dans cette affaire, il ne s'agit pas de savoir si cette mesure est «intelligente ou humaine, et s'il s'agit de la meilleure façon de régler ce que le pouvoir exécutif qualifie de crise», écrit le juge Seeborg, se défendant de toute décision «politique».

Ce jugement d'un tribunal fédéral de San Francisco est applicable à compter du 12 avril, à moins que le ministère de la Sécurité intérieure ne décide de faire appel. Ce qui n'est pas impossible, tant la lutte contre l'immigration clandestine est devenue l'un des enjeux principaux de la présidence Trump. Le milliardaire se plaint régulièrement de la faiblesse des lois américaines dans ce domaine et bataille avec le Congrès pour financer un mur le long de la frontière avec le Mexique, censé endiguer ce phénomène.

Donald Trump menace d'envoyer des clandestins dans des "villes sanctuaires" dirigées par les démocrates

Selon le président américain, les villes démocrates comme San Francisco ou Chicago, refusent d'arrêter à grande échelle les migrants en situation irrégulière.



Le président Donald Trump à Washington, le 12 avril 2019. (CARLOS BARRIA / REUTERS)

https://www.francetvinfo.fr/ franceinfo avec AFP France Télévisions Mis à jour le 13/04/2019 | 07:40 publié le 13/04/2019 | 07:40

"Cela devrait les rendre très heureux." Le président américain Donald Trump a confirmé vendredi 12 avril envisager le transfert de clandestins arrêtés à la frontière vers des *"villes sanctuaires"*, pour la plupart démocrates, a-t-il ironisé. Selon le président américain, les *"villes sanctuaires"*, comme San Francisco ou Chicago, refusent d'arrêter à grande échelle les migrants en situation irrégulière, et limitent leur coopération avec les agents fédéraux chargés de l'immigration.

"Sachant que les démocrates sont réticents à changer nos lois très dangereuses sur l'immigration, nous envisageons en effet très sérieusement, comme rapporté (par la presse)*, de placer des immigrants illégaux dans des villes sanctuaires*", a écrit sur Twitter le président américain.

Riposte des mairies démocrates

Le locataire de la Maison Blanche a rédigé ces tweets au lendemain d'un article du *Washington Post*. Selon le journal, qui citait un responsable de la Maison Blanche sous couvert d'anonymat, cette hypothèse était *"simplement une suggestion"* qui a finalement été *"rejetée".* Prenant le contre-pied de ses propres services, Donald Trump a affirmé vendredi que ce projet était en réalité toujours d'actualité. *"La Gauche Radicale semble toujours avoir une stratégie de frontières ouvertes (...). Cela devrait les rendre très heureux",* a-t-il lancé dans un tweet chargé d'ironie.

Les maires de plusieurs grandes villes concernées ont riposté, réaffirmant, également sur Twitter, leur détermination à demeurer des *"villes sanctuaires". "La dernière idée haineuse de l'administration Trump n'est rien de plus qu'une diversion superflue et une perte de temps. Nous avons besoin de vraies solutions qui défendent nos valeurs, pas de politiques honteuses qui diabolisent les immigrés"*, a ainsi réagi le maire démocrate de Los Angeles. Sur la côte Est, le maire de New York a quant à lui accusé Donald Trump *"de créer crise sur crise dans le cadre d'une stratégie cynique."*

Justice

Rapport Mueller: le ministre américain de la Justice sous pression

AFP Paul HANDLEY AFP 7 avril 2019



Donald Trump, Bill Barr et Robert Mueller

Washington (AFP) - Deux semaines après avoir affirmé que Donald Trump était blanchi de toute collusion avec la Russie, le ministre américain de la Justice Bill Barr est sous pression pour fournir les preuves de ce qu'il a avancé.

Selon un résumé de M. Barr, le rapport du procureur spécial Robert Mueller, rédigé après une enquête de 22 mois, conclut qu'il n'existe pas d'éléments prouvant une entente entre l'équipe de campagne de Donald Trump et Moscou pour influencer les résultats de la présidentielle de 2016.

Mais le rapport ne livre pas de conclusion définitive sur l'autre question centrale de l'enquête, celle d'une potentielle entrave à la justice de la part de Donald Trump, et Bill Barr a cité M. Mueller disant: "si ce rapport ne conclut pas que le président a commis un crime, il ne l'exonère pas non plus".

"Nous exigeons (...) le rapport entier, non expurgé, afin de voir ce qu'il contient", a déclaré dimanche Jerry Nadler, le président démocrate de la Commission judiciaire de la Chambre des représentants.

Car des informations de presse, citant des membres anonymes de l'équipe de Robert Mueller, affirment que M. Barr a ignoré les résumés préparés par l'équipe du procureur spécial, préférant publier son propre texte le 24 mars.

Ces enquêteurs auraient exprimé leur frustration, estimant que le court document ne rendait pas compte "de façon adéquate" de leur enquête.

Le président s'en est pris dimanche dans un tweet à ces "fuites illégales". Et le secrétaire général de la Maison Blanche par intérim, Mick Mulvaney, a dénoncé un "spectacle politique" donné par les démocrates.

"Vous pensez bien que si nous donnons aux démocrates les 400 pages non expurgées, ce ne sera pas la fin (...). Il ne s'agit pas pour eux d'obtenir la vérité, d'avoir les faits", a-t-il lancé sur Fox.

M. Barr dit qu'il ne publiera pas les principales informations, issues d'un grand jury, que M. Mueller a compilées et que les démocrates soupçonnent d'être accablantes pour le président.

Mardi, les membres du Congrès tiendront peut-être leur première occasion de questionner M. Barr en public sur le rapport Mueller, quand il se présentera devant une commission de la chambre basse pour parler du budget de son ministère.

Une commission parlementaire a déjà engagé, mercredi, une procédure contraignante pour obtenir l'intégralité du rapport d'enquête, ce que M. Barr et la Maison Blanche vont probablement contester.

- Bill Barr, trop partisan ? -

Ce qui est notamment en jeu, c'est la capacité du président à mettre l'enquête russe derrière lui pour se consacrer à sa réélection en 2020.

M. Trump, qui a parlé d'une "exonération totale" lorsque son ministre a rendu publiques les conclusions du rapport Mueller, a dit cette semaine que les démocrates "bataillaient dur pour que la chasse aux sorcières se poursuive".

Bill Barr "est une personne biaisée. C'est un agent du gouvernement, qui a été nommé par le président, dont il pourrait bien être en train de protéger les intérêts ici", a rétorqué M. Nadler.

M. Trump a choisi de mettre cet avocat républicain chevronné à la tête du ministère de la Justice après avoir limogé son prédécesseur Jeff Sessions, à qui il reprochait notamment de s'être récusé dans l'enquête russe.

En juin 2018, M. Barr, à l'époque avocat d'entreprise, avait envoyé un mémo au ministère de la Justice et à la Maison Blanche, dans lequel il critiquait vivement l'enquête Mueller.

Il avait notamment dit que "la théorie de Mueller sur l'entrave" à la justice était fondée sur "une interprétation nouvelle et légalement injustifiable de la loi".

Jusqu'ici, M. Barr affirme qu'il publiera le rapport Mueller à la mi-avril, le temps d'en retirer certains passages sensibles qui pourraient mettre en danger des sources ou contenir des éléments sur d'autres enquêtes en cours.

Les documents du grand jury sont essentiels. Comme c'est souvent le cas dans les affaires sensibles, M. Mueller a utilisé ce panel de citoyens pour interroger des témoins-clés à huis clos.

La loi prévoit que ces informations soient gardées secrètes, à moins qu'un procureur ne décide de procéder à des inculpations.

Les démocrates arguent que le Congrès a le droit de passer en revue tous les éléments à charge contre le président, même provenant d'un grand jury.

Vendredi, le ministère de la Justice, commentant une décision dans une autre affaire concernant la confidentialité des grands jurys, a été clair.

"Le département de la Justice continuera à défendre la tradition, établie depuis longtemps, de protéger les informations du grand jury", selon sa porte-parole Kelly Laco.

Politique

Donald Trump remplace sa ministre de l'Intérieur, visage de sa politique migratoire

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 08/04/2019 01:42 CEST | Actualisé il y a 7 heures
Le HuffPost avec AFP

Kirstjen Nielsen, dont les relations avec le président américain sont perçues depuis longtemps comme difficiles, est remplacée par Kevin McAleenan.



Jonathan Ernst / ReutersDonald Trump a annoncé le départ de sa ministre de la Sécurité intérieure Kirstjen Nielsen, ici à ses côtés dans le bureau Ovale le 16 novembre.

ÉTATS-UNIS - Elle était en première ligne pour défendre les mesures les plus controversées du président américain. Donald Trump a annoncé ce dimanche 7 avril le départ de sa ministre de la Sécurité intérieure, Kirstjen Nielsen.

“La ministre de la Sécurité intérieure Kirstjen Nielsen va quitter ses fonctions, et je voudrais la remercier pour son travail”, a tweeté Donald Trump.



Donald J. Trump

✔ @realDonaldTrump

Secretary of Homeland Security Kirstjen Nielsen will be leaving her position, and I would like to thank her for her service....

70,9 k

02:02 - 8 avr. 2019

Il a ajouté qu’il la remplaçait par Kevin McAleenan, jusque-là chef du service américain des douanes et de protection des frontières (CPB).



Donald J. Trump

✔ @realDonaldTrump

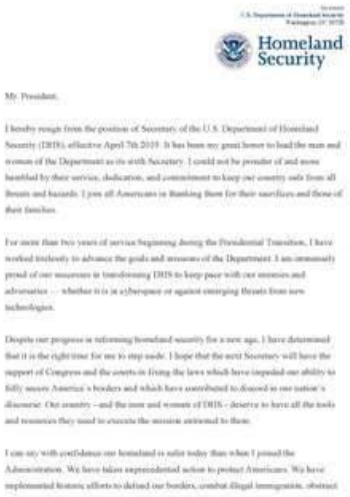
En réponse à @realDonaldTrump

....I am pleased to announce that Kevin McAleenan, the current U.S. Customs and Border Protection Commissioner, will become Acting Secretary for @DHSgov. I have confidence that Kevin will do a great job!

64,6 k

02:02 - 8 avr. 2019

“Servir aux côtés des hommes et des femmes courageux de la Sécurité intérieure aura été l’honneur de toute une vie. Je ne pourrais être plus fière de leur action, de leur dévouement et de leur engagement à garder notre pays en sécurité face à toutes les menaces et tous les dangers”, a-t-elle écrit sur son compte Twitter.


Homeland Security

Mr. President,

I hereby resign from the position of Secretary of the U.S. Department of Homeland Security (DHS), effective April 7th 2019. It has been my great honor to lead the men and women of the Department as its sixth Secretary. I could not be prouder of and more humbled by their service, dedication, and commitment to keep our country safe from all threats and hazards. I join all Americans in thanking them for their sacrifices and those of their families.

For more than two years of service beginning during the Presidential Transition, I have worked tirelessly to advance the goals and missions of the Department. I am immensely proud of our successes in transforming DHS to keep pace with our enemies and adversaries — whether it is in cyberspace or against emerging threats from new technologies.

Despite our progress in reforming homeland security for a new age, I have determined that it is the right time for me to step aside. I hope that the next Secretary will have the support of Congress and the courts in fixing the laws which have impeded our ability to fully secure America's borders and which have contributed to discord in our nation's discourse. Our country – and the men and women of DHS – deserve to have all the tools and resources they need to execute the mission entrusted to them.

I can say with confidence our homeland is safer today than when I joined the Administration. We have taken unprecedented action to protect Americans. We have implemented historic efforts to defend our borders, combat illegal immigration, obstruct the inflow of drugs, and uphold our laws and values. We have responded decisively to record-breaking natural disasters and helped Americans rebuild. We have prevented the disruption of U.S. elections and guarded against foreign interference in our democracy. We have replaced complacency with consequences in cyberspace, we are holding digital intruders accountable, and we are stepping up our protection of American networks. We have thwarted terrorist plotting against our homeland and launched new efforts to block terrorists and criminals from reaching our shores. And we have ramped up security measures to make it harder for our enemies and adversaries to attack us, whether it is with drones, chemical and biological weapons, or through other means.

Thank you again for the privilege to serve the American people and to lead the outstanding men and women of the Department of Homeland Security. Supporting these patriots has been the honor of a lifetime.

Sincerely,

Kirstjen M. Nielsen
Secretary of Homeland Security



Sec. Kirstjen Nielsen

✔ @SecNielsen

En réponse à @SecNielsen

Its been an honor of a lifetime to serve with the brave men and women of @DHSgov. I could not be prouder of and more humbled by their service, dedication, and commitment to keep our country safe from all threats and hazards.

8 074

03:02 - 8 avr. 2019

Une manifestation de l’impatience de Trump sur l’immigration

Le président américain s’était rendu vendredi à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, où il a commencé à faire ériger un mur pour empêcher le passage des candidats à l’immigration illégale. Il se plaint régulièrement de la faiblesse des lois américaines sur l’immigration et bataille avec le Congrès pour financer ce mur qui est l’une des principales promesses de sa campagne de 2016.

La police aux frontières estime à plus de 100.000 au mois de mars le nombre d’interpellations d’immigrants qui transitent par le Mexique mais sont pour la plupart originaires de trois pays d’Amérique centrale —Honduras, Salvador, Guatemala. Il s’agit selon elle du plus haut total mensuel depuis environ 10 ans.



Donald J. Trump

✔ @realDonaldTrump

More apprehensions (captures) at the Southern Border than in many years. Border Patrol amazing! Country is FULL! System has been broken for many years. Democrats in Congress must agree to fix loopholes - No Open Borders (Crimes & Drugs). Will Close Southern Border If necessary...

50,2 k

04:45 - 8 avr. 2019

“Cela fait plusieurs années qu’il n’y a pas eu autant d’arrestations (captures) à la frontière mexicaine. Super gardes-frontières ! Le pays est COMPLET ! Le système est enrayé depuis plusieurs années. Les démocrates du Congrès doivent s’accorder pour combler les failles. Pas de frontières ouvertes (crimes et drogues). Nous fermerons la frontière s’il le faut...”

Dans ce contexte, le renvoi de la ministre de Sécurité intérieure apparaît comme une nouvelle manifestation de l’impatience du milliardaire républicain face à ce qu’il perçoit comme une absence de progrès sur un dossier qui est un marqueur de sa présidence.

Toujours loyale

Kirstjen Nielsen, 46 ans, avait rejoint l’administration de Donald Trump en janvier 2017 en tant que collaboratrice de son premier ministre en charge de ce portefeuille, John Kelly. Lorsque John Kelly a été nommé chef de cabinet de la Maison Blanche en juillet 2017, elle y est devenue son adjointe. Puis elle a été nommée ministre de la Sécurité intérieure en octobre 2017.

À ce poste, elle est devenue le visage de la politique d’immigration du chef de l’État, y compris dans la mise en œuvre très critiquée de séparer les enfants migrants de leurs parents. Elle aurait eu à ce sujet de sérieux désaccords avec le président, selon le *New York Times*, tout en continuant de le défendre publiquement en expliquant qu’il n’y avait pas de telle “politique”.



Sec. Kirstjen Nielsen

✔ @SecNielsen

En réponse à @SecNielsen

We do not have a policy of separating families at the border. Period.

8 612

01:52 - 18 juin 2018

“Nous n’avons pas de politique de séparation des familles à la frontière mexicaine. Point final.”

Donald Trump avait finalement reculé devant le tollé et mis fin à cette pratique consistant à séparer les enfants de leurs parents et dont le but était de dissuader les familles candidates à l’émigration vers les États-Unis.

Les relations de Kirstjen Nielsen avec Donald Trump ont depuis longtemps été perçues comme difficiles. Mais alors qu’on disait que le président se plaignait constamment de son travail, elle restait fermement loyale.

Le mois dernier, elle a défendu la déclaration d’urgence nationale décrétée par le président visant à assurer le financement d’un mur à la frontière avec le Mexique, une promesse électorale phare du candidat Trump.

Une nouvelle escalade

Les démocrates ont immédiatement interprété le départ de la ministre de la Sécurité intérieure comme une nouvelle escalade dans la politique anti-immigration de l'administration Trump. "Quand même les voix les plus radicales de l'administration ne sont plus assez radicales pour le président Trump, on voit bien qu'il a complètement perdu le contact avec le peuple américain", a dénoncé Chuck Schumer, leur chef de file au Sénat.



Chuck Schumer

✔ @SenSchumer

When even the most radical voices in the administration aren't radical enough for President Trump, you know he's completely lost touch with the American people.

CNN

✔ @CNN

JUST IN: Secretary of Homeland Security Kirstjen Nielsen is leaving the administration, President Trump announces https://cnn.it/2KfOYqQ



10,5 k

02:57 - 8 avr. 2019

Donald Trump a multiplié ces dernières semaines et ces derniers jours les signes de sa volonté d'aller plus loin sur l'immigration. Il a menacé la semaine dernière le Mexique d'une fermeture pure et simple de la frontière, estimant qu'il ne faisait pas suffisamment pour empêcher les migrants d'Amérique centrale de traverser son territoire. Il a finalement renoncé face aux avertissements dans son propre camp sur les conséquences dévastatrices qu'aurait eu une telle mesure pour l'économie.

Arrestation de Julian Assange: Trump rattrapé par ses éloges à WikiLeaks

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 11/04/2019 23:50 CEST | Actualisé il y a 14 heures Par Romain Herreros

Donald Trump dit ne rien connaître à WikiLeaks, alors qu'il a très souvent vanté les mérites du site par le passé.



ASSOCIATED PRESS

INTERNATIONAL - Trou de mémoire ou mensonge éhonté? Quoi qu'il en soit, la presse américaine a tout de suite tiqué quand Donald Trump a réagi à l'arrestation de Julian Assange ce jeudi 11 avril.

Interrogé sur le sort de cette figure controversée, qui fait par ailleurs l'objet d'une demande d'extradition américaine, le locataire de la Maison Blanche a précisément affirmé ceci: "je ne connais rien à Wikileaks. Ce n'est pas mon truc".



ABC News

✔ @ABC

"I know nothing about Wikileaks, it's not my thing," Pres. Trump tells @karentravers following arrest of founder Julian Assange.

Then-candidate Trump repeatedly praised the organization during the final weeks of the 2016 campaign. https://abcn.ws/2KIefub

185

21:40 - 11 avr. 2019

Des propos qui ont fait bondir outre-Atlantique, dans la mesure où le milliardaire a très souvent salué le travail du site de Julian Assange, lors de la campagne présidentielle américaine, à la suite de la publication des mails de John Podesta, alors directeur de campagne de sa rivale Hillary Clinton.

Le *Washington Post* donne plusieurs exemples à ce sujet. Comme cette fois en Pennsylvanie, quand il avait déclaré devant ses militants: "j'aime WikiLeaks". Où alors dans le Michigan, quand il avait lancé à la foule: "ce WikiLeaks, c'est comme un trésor".

"Au total, Trump a vanté les mérites de WikiLeaks plus de 100 fois", écrit le *Washington Post*, qui affirme qu'un portrait de Julian Assange était affiché dans l'une de ses salles de réunion pendant la campagne.

Dans une vidéo (ci-dessous), le site *The Hill* a fait une compilation des (très) nombreuses fois où le président américain a fait l'éloge du site de Julian Assange, dont il dit aujourd'hui ne rien connaître.



The Hill

✔ @thehill

Trump in 2016: "I love Wikileaks."

TODAY: Trump on WikiLeaks after Assange arrest: "It's not my thing": http://hill.cm/6cgdL8m

1 435

22:12 - 11 avr. 2019

Santé

Flambée de rougeole dans un quartier branché de New York

Actualité Sciences & Environnement http://www.lefigaro.fr/ Par Maurin Picard Mis à jour le 12/04/2019 à 19:38 Publié le 12/04/2019 à 19:38



À Brooklyn, la mairie de New York a lancé une campagne d'information en direction notamment de la communauté juive hassidique, frappée par une épidémie de rougeole. SHANNON STAPLETON/REUTERS

Le refus de vaccination de la communauté juive ultra-orthodoxe et des malades venus d'Israël sont à l'origine de la flambée du virus à Brooklyn.

Alerte rouge à New York. La rougeole, officiellement éradiquée aux États-Unis depuis l'an 2000, se propage comme une traînée de poudre autour de Williamsburg, ce quartier célèbre et branché de Brooklyn jouxtant l'East River. Une communauté, en particulier, se trouve dans le collimateur des autorités municipales: les juifs ultra-orthodoxes. Sur les 285 cas enregistrés depuis le 1er janvier, et in extenso les 465 recensés depuis octobre 2018, l'immense majorité concerne des personnes de confession juive hassidique, et des enfants n'ayant reçu aucun vaccin de type ROR (rougeole, oreillons, rubéole).

Le maire de New York, Bill de Blasio, a tiré le signal d'alarme mardi, obligeant plus de 200.000 résidents de Williamsburg et des alentours à se faire vacciner sous 48 heures. Faute de quoi, les écoliers non immunisés se verraient interdire l'accès de leur établissement, voire verraient celui-ci fermé séance tenante.

L'origine de la contagion est connue: elle émane des voyageurs ayant effectué un déplacement en Israël en octobre, au moment où l'État hébreu connaissait un épisode ultra-contagieux. Le vecteur de propagation est aussi identifié: les yeshivot, ces écoles judaïques qui bénéficient traditionnellement de passe-droits de la part de la municipalité. Plus de 40 cas auraient été associés à une seule yeshiva, Kehilath Yakov, sise 206 Wilson Street, en plein Williamsburg. C'est là que fin janvier, un seul élève aurait contaminé vingt et un de ses congénères. Kehilath Yakov fait partie de ces établissements qui refusaient systématiquement d'obtempérer, avant que la ville commence à hausser le ton en décembre dernier. Trop tard, cependant, pour éviter la contagion un mois plus tard, le virus pouvant survivre deux heures dans l'air ambiant après qu'une personne affectée aura respiré, toussé ou éternué. «C'est pourquoi il est tellement important d'exclure les enfants qui n'ont pas été vaccinés», souligne le docteur Oxiris Barbot, qui préside les services de santé new-yorkais.

À Williamsburg, des fascicules distribués sous le manteau appellent les familles à refuser ces vaccins qui comprendraient de l'ADN de rat et propageraient l'autisme

Redoutant de voir la communauté juive stigmatisée, ses représentants martèlent que la foi n'a rien à voir avec ce débat. «Il n'existe pas de Onzième Commandement qui stipule "tu ne vaccineras point", insiste Avrohom Weinstock, de la congrégation Agudath Israel of America. La religion nous enseigne de préserver notre âme, ce qui peut sous-entendre de préserver son corps, et cela nous impose de rester en bonne santé. Ceux qui (ne se font pas vacciner) sont une minorité, comme dans toute communauté.»

Cette minorité, pourtant, occupe le terrain, comme le révèle le New York Times. À Williamsburg, des fascicules distribués sous le manteau appellent les familles à refuser ces vaccins qui comprendraient de l'ADN de rat et propageraient l'autisme. Ces rumeurs ont été formellement démenties par les autorités, mais la suspicion demeure.

Les vulnérabilités de la société américaine à ce fléau dépassent le simple cas des ultra-orthodoxes juifs new-yorkais. Le mouvement «anti-vax», polymorphe et éclaté, aussi bien politiquement que géographiquement

Les vulnérabilités de la société américaine à ce fléau dépassent cependant le simple cas des ultra-orthodoxes juifs new-yorkais. Le mouvement «anti-vax», polymorphe et éclaté, aussi bien politiquement que géographiquement, connaît une croissance palpable depuis plusieurs années, au point d'inquiéter sérieusement les autorités fédérales. Le débat est relancé sur les dispenses nombreuses permettant aux parents américains d'éviter les vaccins obligatoires pour leurs enfants, pour raisons personnelles ou philosophiques. Dans le comté de Clark, au nord de Portland (Oregon), 65 cas de rougeole ont été recensés, dont 47 enfants de moins de 10 ans, presque tous non vaccinés.

Confrontés à la flambée de rougeole, les États fédérés envisagent de durcir leur législation, à l'instar de la Californie, qui a mis fin à l'exemption pour raisons personnelles en 2015. Le Vermont, désormais, veut révoquer l'exemption religieuse, après avoir supprimé le motif philosophique il y a quatre ans. L'Arizona, l'Iowa, le Minnesota en débattent ouvertement.

Sécurité

Donald Trump ordonne le limogeage du chef du Secret Service

Actualité Flash Actu Par Le Figaro avec AFP et Reuters Mis à jour le 09/04/2019 à 07:30 Publié le 08/04/2019 à 19:50



L'ancien patron du Secret Service, Randolph Alles. ANDREW CABALLERO-REYNOLDS / AFP

Le président américain a décidé de remplacer Randolph Alles par James Murray, au lendemain de la démission de la secrétaire à la Sécurité intérieure.

Donald Trump a ordonné le limogeage du directeur du Secret Service, rapporte CNN lundi, au lendemain de la démission de la secrétaire à la Sécurité intérieure, Kirstjen Nielsen.

États-Unis: après une démission à la Sécurité intérieure, le patron du Secret service limogé



Le président américain Donald Trump a limogé le 9 avril le patron du Secret service, Randolph Alles. Ce limogeage intervient au lendemain de la démission de la ministre de la Sécurité intérieure.

Le président américain a donné instruction au secrétaire général de la Maison-Blanche par intérim, Mick Mulvanney, de remercier le directeur du Secret Service Randolph Alles, précise CNN, citant de multiples sources gouvernementales. L'une des sources évoque une «purge quasi systématique» du département de la Sécurité intérieure. La Maison-Blanche n'a pas fait de commentaire dans l'immédiat.

Ce limogeage intervient dix jours après l'interpellation d'une Chinoise qui s'était introduite, en possession de plusieurs téléphones et d'un "logiciel malveillant", dans le club de Mar-a-Lago, en

Floride, où le président Donald Trump passait le week-end. Interrogé mercredi sur cet incident, Donald Trump n'avait émis aucune critique sur le Secret Service. «Ils ont fait un travail fantastique depuis le premier jour. Je suis très content d'eux», avait-il affirmé.

Aucune critique contre Alles

Au-delà de celle du président lui-même, le Secret Service est aussi responsable de la sécurité à vie des anciens présidents et vice-présidents, de leurs familles, des candidats à la présidentielle et des chefs d'État et de gouvernement étrangers en visite officielle.

Randolph Alles «a fait un très bon travail au cours des deux années écoulées et le président le remercie pour ses plus de 40 années au service de notre pays», a ajouté Sarah Sanders dans un bref communiqué.

Le directeur du Secret Service sera remplacé en mai prochain par James Murray, un agent de carrière du service de sécurité présidentiel.

Société

Trump, ou le symbole du déclin de l'empire américain

Monde http://www.slate.fr/ David Klion et Foreign Policy — Traduit par Bérengère Viennot — 9 avril 2019 à 9h00

Les États-unis ont perdu leur place hégémonique et se retrouvent désormais à vendre au plus offrant.



Les pronostics sont ouverts depuis plusieurs décennies sur la fin de l'hégémonie américaine. | geralt via Pixabay

Dans sa série *Fondation*, un classique, Isaac Asimov imagine un Empire galactique gouverné depuis la cité-monde de Trantor au bord du déclin après avoir sauvegardé la paix et la prospérité pendant des milliers d'années. La seule personne à voir ce monde de façon lucide est le psycho-historien Hari Seldon, lequel a déterminé mathématiquement que les conditions essentielles à la survie de l'Empire ne pouvaient être prolongées et qu'elles étaient condamnées à disparaître au fil des siècles.

À mesure que Trantor *«renforce sa position de centre administratif de l'Empire, il devient un butin toujours plus grand»,* énonce un disciple qui intègre les calculs de Seldon. *«À mesure que la succession impériale plonge dans l'incertitude et que les querelles entre familles se propagent, la responsabilité sociale disparaît.»*

Asimov a écrit ces mots en 1951, alors que la puissance des États-Unis est à son apogée. Mais ils pourraient aussi bien s'appliquer à Washington en 2019, à cette capitale impériale muée en un butin à se disputer par ses élites, aussi sûrement que l'avaient fait avec les leurs l'Empire du futur d'Asimov ou d'autres empires du passé.

L'option ultralibérale: plus dure sera la chute

Comment une classe dirigeante décadente est-elle devenue un risque pour la sécurité nationale voire une menace existentielle pour l'empire américain? La réponse est à chercher dans les années 1970, lorsque les faiblesses du contrat social américain du milieu du siècle ont été mises en évidence par la stagflation, la crise énergétique et la catastrophique guerre du Vietnam.

Une poignée de grandes villes, dont Washington, sont devenues hyper-riches et quasiment inabordables à la suite de la concentration de monopoles.

En réaction, les élites politiques américaines ont opté pour les privatisations, la dérégulation, d'énormes réductions fiscales pour les plus riches, la délocalisation des emplois industriels et la financiarisation de l'économie. Depuis, les inégalités ont flambé et une bonne partie des États-Unis connaissent un déclin constant tandis qu'une poignée de grandes villes, dont Washington, sont devenues hyper-riches et quasiment inabordables à la suite de la concentration de monopoles financiers, technologiques et médiatiques et de leurs lobbyistes associés. Une grande partie de la population américaine connaît cette histoire –mais une portion congrue pense aux implications qui en découlent pour son statut international.

Traditionnellement, il existe deux manières d'appréhender le rôle de l'Amérique dans le monde. Selon une de ces théories, le monde bipolaire de la Guerre froide a cédé la place à un monde unipolaire où l'hégémonie revient sans conteste aux États-Unis. Certains observateurs voient cela comme une bonne chose et soutiennent l'empire américain, tandis que d'autres le considèrent d'un mauvais œil et cherchent à lui résister, mais dans les deux cas, tous se rejoignent sur l'idée que cet empire constitue le trait dominant qui définit notre époque.



La seconde théorie, qui ne diffère de la première que de quelques degrés, affirme que le monde post-Guerre froide est multipolaire et que les États-Unis en sont la puissance clairement dominante au milieu de nombreux rivaux potentiels, notamment des pays comme la Chine qui pourraient éventuellement, à terme, les surpasser.

Et si aucune de ces deux théories n'était la bonne? En effet, la vision quasi-universelle des États-Unis en tant qu'acteur mondial puissant et unifié est défaillante et a besoin d'être revue. Les États-Unis sont moins une grande puissance exerçant sa volonté qu'un marché ouvert de la corruption mondiale, dans lequel les puissances extérieures peuvent acheter des influences, façonner les issues politiques et opposer diverses factions rivales dans leur propre intérêt.

Le déclin, une histoire de déjà-vu

Historiquement, c'est du déjà-vu. Si *Fondation* s'inspirait directement de l'œuvre d'Edward Gibbon *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*, l'histoire humaine regorge d'exemples d'empires puissants en apparence, mais dirigés par des élites faibles et divisées et détruits par des puissances extérieures.

L'Empire ottoman du milieu du XIX^{e} siècle était notoirement surnommé *«l'homme malade de l'Europe»* à l'époque où les puissances occidentales picoraient ses territoires.

La République des Deux Nations, vaste république aristocratique constituée de la Pologne et de la Lituanie qui domina l'Europe sous une forme ou sous une autre du XIV^{e} au XVIII^{e} siècle, fut rayée de la carte par ses voisins qui avaient découvert qu'ils pouvaient paralyser toutes ses décisions politiques en corrompant ses sénateurs. L'Empire ottoman du milieu du XIX^{e} siècle était notoirement surnommé *«l'homme malade de l'Europe»* à l'époque où les puissances occidentales picoraient ses territoires et encourageaient les mouvements d'indépendance à ses dépens. Pendant la même période, la Chine de la dynastie Qing fut forcée de faire de nombreuses concessions territoriales aux empires coloniaux européens –qui tous, à leur tour, allaient se désintégrer en moins d'un siècle.

Washington, ville ouverte aux lobbyistes

S'il vous semble absurde de comparer les États-Unis de 2019 au déclin des puissances impériales décadentes d'autrefois, considérez l'état de la capitale américaine aujourd'hui. Le président Donald Trump, comme presque tout le monde le concède, au moins en privé, est à la

fois trop incompétent pour assumer ses responsabilités les plus élémentaires et se trouve être la risée du monde entier.

L'administration Trump se laisse ouvertement acheter par des gouvernements étrangers par le biais de son réseau international d'hôtels et de complexes résidentiels, notamment celui situé directement entre la Maison-Blanche et le Capitole, dans lequel un lobbyiste financé par les Saoudiens a loué 500 chambres en un mois après les élections de 2016. Son parti, qui contrôle encore le Sénat et domine de plus en plus le système judiciaire, n'a aucun intérêt à lui demander des comptes dans aucun de ces domaines. Et bien sûr, il y a le détail de l'interférence russe dans les élections de 2016; comme le confirment les informations pour l'instant partiellement diffusées du rapport du procureur spécial Mueller, Trump et les Républicains ont été au moins les bénéficiaires passifs et consentants des tentatives d'influence du processus électoral par une puissance étrangère.

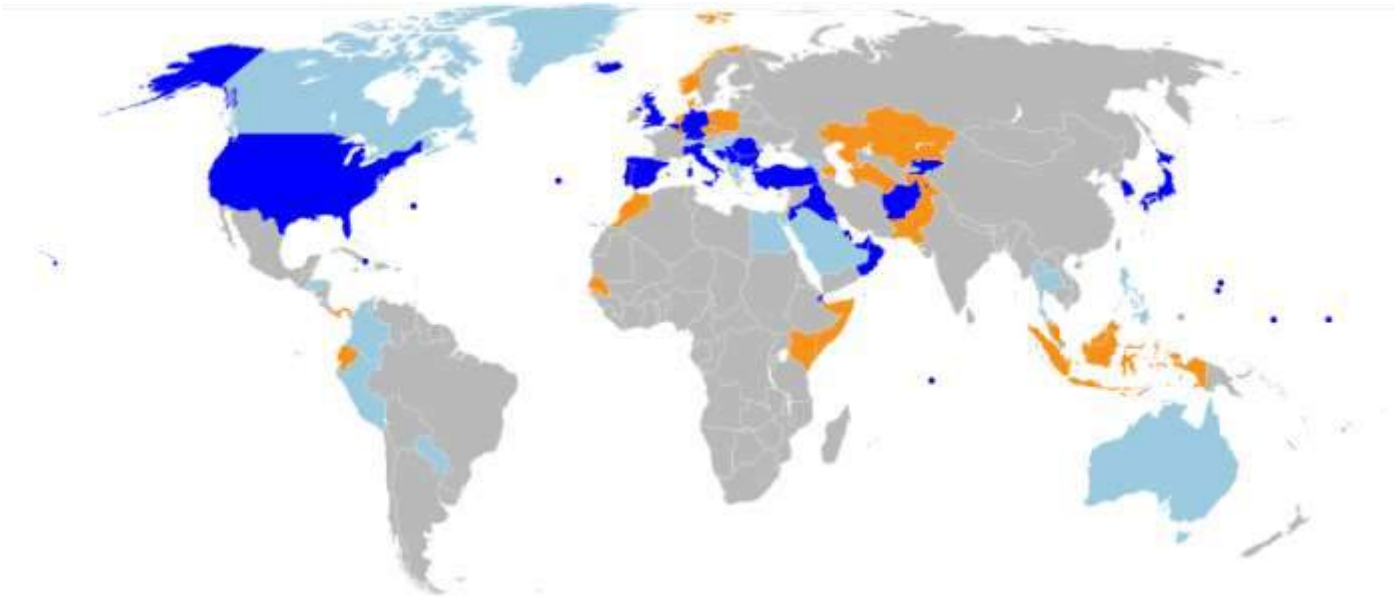
Mais Trump n'est qu'un symptôme, l'exemple le plus flagrant et le plus caricatural de la banalisation de la prise de pouvoir par l'argent étranger à Washington au cours de la dernière génération. De l'influence omniprésente des Émirats arabes unis et d'autres monarchies du Golfe sur des think tanks et des groupes de médias à la quasi-intégralité du gouvernement américain qui fait des courbettes devant le lobby israélien American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), en passant par les chaleureuses relations entre la Chine et la chambre de commerce et la direction de certaines entreprises parmi les plus puissantes des États-Unis, sans oublier le passage d'argent étranger par le secteur immobilier des villes les plus grandes et les plus fortunées du pays –le gouvernement des États-Unis est clairement à vendre.

Des capitaux étrangers et nationaux aux contours flous

Certes, Washington n'est pas dirigée uniquement, ni même principalement, par de l'argent étranger. Plus généralement, de puissants intérêts commerciaux ont presque complètement évincé les responsabilités démocratiques dans la capitale, notamment dans de grands secteurs principalement ancrés aux États-Unis comme la finance, les assurances, l'énergie et les nouvelles technologies. Mais ceci dit, existe-t-il encore des secteurs ancrés au États-Unis? La plupart des grandes entreprises sont des multinationales aux sièges implantés dans de grandes villes du monde entier et dont les cadres possèdent des fortunes si ahurissantes que, socialement, ils partagent davantage de points communs avec leurs homologues d'autres nationalités qu'avec la majeure partie de la population américaine.

La dérèglementation complète du financement des campagnes électorales et la légalisation de la corruption qui en résulte à Washington, à une échelle inconnue dans aucun autre pays développé, ont donné naissance à une capitale où distinguer gros intérêts étrangers et nationaux est de plus en plus compliqué. En d'autres termes, le gouvernement des États-Unis n'existe pas pour servir les intérêts du peuple américain par le biais de ses politiques intérieures ou étrangères; il existe pour perpétuer les intérêt de l'oligarchie internationale.

Il existe un contre-argument évident à tout cela: les États-Unis continuent de dépenser davantage en défense que l'ensemble des sept autres pays aux plus gros budgets dans le domaine, et ils continuent de gérer un réseau de centaines de bases militaires éparpillées dans presque la moitié des pays du monde.



Présence militaire des États-Unis dans le monde en 2007. En bleu foncé: plus de 1.000 troupes; en bleu clair: plus de 100 troupes et en orange: utilisation d'équipements militaires. | Lokal_Profil via Wikimedia

Aucun autre pays ne peut rivaliser même de loin avec sa capacité à projeter sa puissance militaire. Et aucun autre pays n'est aussi riche, ni ne frappe la monnaie de réserve mondiale, ni n'exerce autant de soft power.

En même temps, se concentrer uniquement sur une vision verticale de l'empire américain qui partirait du haut vers le bas est susceptible de brouiller les pistes de la causalité. Voyez par exemple le renversement de Mohamed Morsi, le président égyptien élu après le printemps arabe lors d'un coup d'État en 2013. Dans ses mémoires, l'ancien conseiller à la Maison-Blanche Ben Rhodes ne décrit pas l'administration du président Barack Obama comme étant la force directrice derrière le coup d'État mais comme l'objet passif d'une incessante pression de la part de ses alliés saoudiens et émiratis, qui menaient une campagne de communication contre l'ambassadeur des États-Unis tout en complotant avec l'armée égyptienne.

Comme l'a observé Asimov, les empires produisent les conditions de leurs propre chute.

Rhodes raconte qu'il a personnellement reçu une photo par courrier postal montrant l'ambassadeur américain en complice des Frères musulmans, envoyée par Yousef al-Otaiba, l'ambassadeur émirati à Washington, un homme omniprésent, très fêtard et disposant d'un excellent réseau. Si Rhodes et Obama subissaient aussi des pressions de l'intérieur de l'establishment de Washington, leurs plans pour le Moyen-Orient étaient constamment pris d'assaut par des alliés étrangers –les mêmes gouvernements qui faisaient du lobbying avec plus ou moins de succès dans le cadre des opérations militaires américaines de la Syrie au Yémen. La puissance américaine, aussi écrasante qu'elle soit, ne signifie rien si elle est utilisée pour servir les objectifs des plus offrants.

L'empire américain serait donc en train de se déliter, et alors? Beaucoup penseront *bon débarras*. L'hégémonie américaine a été une catastrophe; elle a répandu la guerre et l'exploitation dans le monde entier et empoisonné le climat au-delà du réparable. Et c'est vrai: comme l'a observé Asimov, les empires ont tendance à tomber parce qu'ils s'étendent trop, qu'il gâtent leurs élites et produisent les conditions de leur propre chute. Mais ce dont nous sommes témoins, ce n'est ni d'un retrait planifié et responsable d'un empire dans le but d'investir dans des besoins urgent sur le territoire national, ni d'une révolte contre l'empire menée par les misérables du monde. Il s'agit plutôt d'un effondrement décadent et interminable que n'importe quel étudiant de l'époque romaine ou de Constantinople serait capable de reconnaître. L'Amérique est l'homme malade du XXI^{e} siècle et quiconque a vu son président se ridiculiser au milieu d'un groupe de leaders mondiaux partagés entre perplexité et pitié le sait.

Cet article a initialement été publié sur le site Foreign Policy.

VÉNÉZUELA

Diplomatie

Venezuela : la Russie au secours de Nicolás Maduro

Actualité camarades https://www.lexpress.fr/ Par Axel Gyldén, publié le 11/04/2019 à 17:30



Le président russe Vladimir Poutine reçoit son homologue vénézuélien Nicolas Maduro, le 5 décembre 2018 près de Moscou afp.com/MAXIM SHEMETOV

La présence militaire russe au Venezuela complique les projets des Américains, impatients de voir Nicolás Maduro quitter le pouvoir.

Jusqu'où ira l'engagement militaire de la Russie au Venezuela ? Cette question est devenue brûlante depuis que, ces dernières semaines, le ton est encore monté entre Washington et Moscou. A plusieurs reprises, les Etats-Unis ont mis en garde la Russie contre le déploiement militaire dans ce pays en crise aiguë.

Le vice-président Mike Pence a ainsi exhorté Moscou à quitter le Venezuela, réaffirmant la détermination de Washington à défendre ses intérêts et ceux de ses partenaires dans la région, c'est-à-dire principalement le Brésil et la Colombie, limitrophes de la pétro-dictature.

"Nous mettons fortement en garde les acteurs extérieurs contre les déploiements d'actifs militaires au Venezuela qui auraient pour objectif d'établir ou d'étendre les opérations militaires", a menacé pour sa part John Bolton. Fidèle à la doctrine Monroe, le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump considère la région caribéenne comme l'arrière-cour des Etats-Unis. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Washington - ainsi que 50 autres démocraties - reconnaît Juan Guaido comme président légitime du Venezuela et réclame le départ de "l'usurpateur" Nicolás Maduro.

Une école russe de pilotage d'hélicoptères au Venezuela

Quoi qu'il en soit, ces derniers mois, l'engagement russe dans ce pays tropical de 32 millions d'habitants s'est intensifié. Ainsi, à la fin du mois de mars, la Russie a inauguré un centre de formation pour pilotes d'hélicoptères. "Les capacités de ce centre permettront aux pilotes vénézuéliens de disposer d'une formation complète au fonctionnement et à l'utilisation des hélicoptères Mi-17V-5, Mi-35M et Mi-26T", a fanfaronné un porte-parole russe, sans préciser la localisation du centre de formation.

Le 28 mars, par ailleurs, deux avions militaires russes se sont posés à Caracas avec 99 militaires et 35 tonnes de matériel à bord. Peu après, le porte-parole du Kremlin a confirmé l'envoi de "spécialistes". D'aucuns soupçonnent les 99 militaires d'appartenir au corps de Spetsnaz (forces spéciales). Selon certains, leur mission consisterait à renforcer la protection du président Maduro.

Plus vraisemblable est toutefois le scénario selon lequel ces "spécialistes" ont été acheminés sur place afin de réactiver le système de défense antiaérien S-300, tombé en panne en raison des récentes coupures d'électricité au Venezuela. "Une des choses qu'ils semblent faire, c'est aider le régime avec son système de missiles sol-air S-300 qui a apparemment été complètement détraqué par les coupures d'électricité", croit savoir Elliott Abrams, le représentant spécial des Etats-Unis pour la crise au Venezuela.

Une chose est sûre : sous Hugo Chavez, puis sous son successeur Nicolás Maduro, Moscou est devenu le premier fournisseur d'armements du pays. Conçu par l'Union soviétique, le système S-300 est un élément clef du dispositif de défense vénézuélien. Capable de contrer des attaques aériennes menées par des avions militaires, mais aussi d'intercepter des missiles balistiques tactiques, le S-300, positionné au sud de Caracas, "ferme" de facto le ciel vénézuélien.

Des mercenaires russes seraient déjà sur place...

Ce n'est pas tout. Le 10 décembre dernier, déjà, deux bombardiers Tupolev Tu-160, capables de transporter des armes nucléaires et un avion de transport Antonov An-124 ainsi qu'un avion de ligne Iliouchine Il-62, avaient atterri dans la capitale vénézuélienne. Depuis lors, la rumeur de la présence d'une armée privée de 400 mercenaires russes appartenant à la société Wagner ne désenfle pas.

Quoi qu'il en soit, la présence de l'ours russe, même limitée, complique le projet de Washington consistant à renverser pacifiquement le régime de Maduro. Les Américains misent depuis deux mois sur la pression internationale et la légitimation de Juan Guaido pour propulser ce dernier au pouvoir. Sans résultat pour l'instant.

Une nouvelle guerre froide dans la mer des Antilles ?

La politique de la Russie, elle, s'apparente à la stratégie de l'Union soviétique au Nicaragua dans les années 1980. Moscou fournissait alors une aide économique et militaire au gouvernement sandiniste (pro cubain) que la "Contra", armée contre-révolutionnaire anticommuniste financée et appuyée par les Etats-Unis, tentait de renverser.

Quarante ans après la révolution sandiniste et près de soixante ans après la crise des missiles à Cuba (1962), assisterait-on à un nouvel épisode de la guerre froide dans la mer des Antilles? "L'improvisation et l'effet de surprise caractérisent l'actuel modèle russe de déstabilisation, répond Gleb Pavlovsky, politologue et historien russe. On attend la Russie en Ukraine? Elle resurgit en Syrie! On la soupçonne d'une nouvelle action en Syrie? La voici qui réapparaît en République centrafricaine ou au Venezuela!"

Pavlovsky appelle cela "la politique des flancs". Elle consiste à ne pas s'attaquer à l'adversaire en frontal, mais par les flancs, avec une prise de risque minimale. "La Russie donne l'impression d'être partout, explique le politologue. Cependant, cette omniprésence ressentie ne correspond pas à la réalité".

Il est vrai que, même en comptabilisant les éventuels mercenaires russes, le nombre de soldats venus du froid n'excéderait pas 500. C'est peu, certes, mais sans doute assez pour mener une guerre asymétrique et tenir la dragée haute à l'Oncle Sam, jusque dans son arrière-cour.

Société

Nouvelle panne d'électricité sur une grande partie du Venezuela

Économie Flash Eco Par Le Figaro avec AFP Mis à jour le 10/04/2019 à 10:42 Publié le 10/04/2019 à 07:07

La capitale Caracas et une grande partie du Venezuela étaient à nouveau plongées dans le noir dans la nuit de mardi à mercredi en raison d'une nouvelle panne d'électricité, selon l'AFP et des témoignages publiés sur les réseaux sociaux.

Cette nouvelle panne d'électricité, la plus importante depuis une semaine, s'est déclaré à 23h20 locales (03h20 GMT mercredi), touchant une grande partie de la capitale ainsi que des zones importantes d'au moins 18 des 23 Etats du Venezuela, dont Vargas, Miranda, Aragua, Carabobo, Cojedes (centre), Lara, Zulia (ouest) et l'île de Margarita, selon les mêmes sources. Ni le gouvernement, ni la compagnie nationale d'électricité Corpoelec n'ont apporté d'explication à cette panne générale, alors que l'opposant Juan Guaido a appelé pour mercredi à des manifestations pour protester contre les défaillances des services publics.

Depuis le 7 mars et une méga-panne qui avait laissé presque tout le pays dans l'obscurité pendant cinq jours, les coupures d'électricité ont été sporadiques au Venezuela, affectant notamment les services de distribution d'eau, les transports et les réseaux de téléphone et internet. Le gouvernement du président Nicolas Maduro attribue ces pannes à des "attaques

électromagnétiques, cybernétiques et physiques" contre la centrale hydroélectrique de Guri, qui produit 80% de l'énergie du pays. Il accuse les Etats-Unis d'être derrière ces attaques dans le but de déstabiliser le régime.

Habituellement, les pannes d'électricité sont néanmoins courantes dans le pays et généralement attribués par l'opposition et des experts au délabrement général des installations techniques. L'opposant Juan Guaido, reconnu par une cinquantaine de pays comme président par intérim, a appelé le pays à manifester mercredi à l'occasion d'une "Opération Liberté" contre le régime du président Maduro.

ASIE

CHINE

Défense

YJ-18C : le nouveau missile anti-navire chinois « conteneurisé » ?

http://www.eastpendulum.com/ Mer By Henri KENHMANN 2019-04-08



On connait les deux versions sous-marinières, le YJ-18 et le YJ-18B, l'un anti-navire qui se lance depuis des tubes de torpille, l'autre missile de croisière au lancement vertical et destiné aux cibles terrestres. Et on connait aussi le YJ-18A, *missile* Mer-Mer qui arme les nouveaux destroyers de la marine chinoise tel que le Type 052D et le Type 055. Alors qu'on attendait plutôt une nouvelle version d'attaque au sol pour les navires de surface, comme indiqué il y a plus d'un an dans notre dossier « Ce que l'on sait sur le missile naval YJ-18…« , c'est finalement la variante « Conteneur », supposé YJ-18C, qui semble être en cours de tests, en tout cas si l'on croit à ce que révèlent les sources américaines récemment.

Dans son article paru le 27 Mars sur le site Free Beacon, Bill GERTZ, journaliste et reporter proche du milieu gouvernemental américain, révèle l'existence de ce YJ-18C qui peut être « camouflé » et lancé depuis des conteneurs standards servis dans le transport des marchandises.

L'information relayée par GERTZ provient des officiers de la Défense américains, selon lesquels ce nouveau missile chinois, conçu pour frapper des cibles au sol, est actuellement en phase d'essai. Pour le moment la Defense Intelligence Agency et l'US Navy ont décliné tout commentaire.

De côté chinois, aucune indication révèle l'existence d'un tel système pour le moment. La famille de missiles YJ-18 et ses variantes est conçu par la 3ème Académie du groupe d'aérospatiale chinois CASIC, mais il n'y a jusqu'à présent aucun élément rendu publique qui évoquent le développement ou la préparation aux essais d'une version mise en conteneur, alors que les traces ont été répertoriées pour toutes les autres versions. Le YJ-18C, de manière officieuse, était une référence plutôt réservée à la version pour la frappe au sol.

Il existe tout de même trois documents chinois, de sources institutionnelles variées, dont le sujet s'en approche. Le premier, en date du 1er Septembre 2011, est rédigé par deux ingénieurs militaires travaillant pour la Force des fusées chinoise, qui analysent l'impact de l'apparition du système Club-K, la version « conteneur » du système 3M-54 Калибр. Le deuxième, paru deux mois plus tard dans la même année, est sur le même type d'analyse et aussi sur la même arme

mais cette fois-ci co-écrit par des professeurs de l'Académie des sous-mariniers de la marine chinoise.

Le troisième document, quant à lui, est sorti en 2015 par plusieurs chercheurs de l'armée de l'air chinoise, qui réalisent une évaluation de risques sur le transport des missiles en conteneur. Etant donné son contenu et aussi l'organisation dont les auteurs appartiennent, il est très peu plausible que le document ait un lien quelconque avec cet hypothétique « YJ-18C » version conteneur.

Si l'on se réfère à l'analyse du premier document, les auteurs ont par exemple souligné l'application de base du système Club-K, qui consiste à l'utiliser comme un moyen de défense côtière « distribuée », afin que les forces ennemies ne puissent facilement neutraliser les capacités de riposte lors d'une attaque, et créer ainsi une sorte de « dissuasion psychologique » chez les décideurs de la partie adverse.

En ce qui concerne l'impact engendré par l'introduction de ce type de systèmes, l'étude chinoise mentionne d'abord une possible prolifération des armes à missile qui ne peut être, ou du moins difficilement, contrôlée. Ensuite, elle met en garde toute partie qui envisage d'utiliser ce type d'armes à bien évaluer le risque d'introduire cette ambiguïté entre une cible purement militaire et une cible civile, comme un port ou un navire marchand, ce qui apporte de nouveaux challenges aux deux parties, y compris et surtout celle qui détient un tel « conteneur militarisé ».

L'étude réalisée par l'Académie des sous-mariniers chinoise partage dans les grandes lignes les mêmes observations que leur collègues de la Force des fusées, mais précise qu'une telle arme n'est pas nécessairement « immoral », en faisant un parallèle entre l'apparition du système Club-K et celle des sous-marins.







Le système russe Club-K (Image : Internet)



SR-5 conteneurisé du groupe NORINCO

On notera que la conteneurisation des systèmes à missile n'est pas une exclusivité russe. Le DARPA et l'US Army avaient financé dès le début des années 2000′ les études sur les missiles mis en conteneur, connu sous le nom de NLOS-LS ou NetFires. Le programme a été annulé en Janvier 2011, la performance plutôt médiocre des tests serait la principale cause.

En Europe, la société finlandaise Patria a également développé le système « Nemo », un mortier 120mm installé dans un conteneur de 20 pieds. La force navale des Émirats arabes unis serait le principal intéressé.

Le groupe d'armements chinois NORINCO propose lui-aussi depuis 2016 son nouveau système de lance-roquette conteneurisé SR-5 à l'export. Le système se tient dans un conteneur standard

de 40 pieds et comprend un compartiment de contrôle, les recharges ainsi que le lanceur. Au moins trois types de munition – roquette guidée de 70km, missile anti-navire de 140km et missile balistique de 200km – peuvent être intégrés dans le système.

Table 2.4 Global top 20 owners of container-carrying world fleet, 2018

Country or territory	20-foot equivalent units	Market share (percentage)	Number of ships	Average age per ship (years)	Size of largest ship (20-foot equivalent units)	Average size per ship (20-foot equivalent units)
Germany	4 207 388	20.22	1 131	10.6	18 800	3 720
Denmark	2 220 911	10.68	317	10.5	20 568	7 006
China	2 150 700	10.34	485	10.8	19 224	4 434
Greece	1 891 234	9.09	418	11.7	14 424	4 524
Hong Kong (China)	1 583 036	7.61	258	8.8	21 413	6 136
Japan	1 455 580	7.00	278	8.7	20 150	5 236
Switzerland	1 260 807	6.06	207	15.5	14 000	6 091
France	1 038 824	4.99	135	9.4	17 722	7 695
Taiwan Province of China	985 495	4.74	255	13.1	8 626	3 865
United Kingdom	870 632	4.18	199	10.8	15 908	4 375
Singapore	658 654	3.17	230	11.9	15 908	2 864
Republic of Korea	532 670	2.56	186	12.5	13 100	2 864
Cyprus	253 392	1.22	70	10.2	19 200	3 620
Norway	208 262	1.00	48	9.9	13 102	4 339
United States	207 894	1.00	70	19.4	9 443	2 970
Indonesia	172 711	0.83	205	17.4	3 534	842
Israel	170 434	0.82	31	8.7	10 062	5 498
Turkey	159 855	0.77	90	14.0	9 010	1 776
United Arab Emirates	110 265	0.53	61	17.0	4 498	1 808
Netherlands	92 815	0.45	87	10.8	3 508	1 067
Subtotal, top 20 owners	20 231 559	97.25	4 761	11.1	21 413	4 249
Rest of world	*572 912*	*2.75*	*383*	*12.6*	*6 572*	*1 496*
World total	20 804 471	100.00	5 144	11.9	21 413	2 004

Les 20 pays ayant les plus grosses flottes de porte-conteneurs au monde en 2018 (Source : United Nations)

Quant au « missile de croisière d'attaque au sol YJ-18C », tel que les sources américaines ont évoqué, sa dotation à l'échelle par l'armée chinoise manque sérieusement de motivation. D'une part parce que la Chine dispose déjà à ce jour de nombreux moyens d'attaque au sol et la plupart est déjà mobile, c'est-à-dire potentiellement moins vulnérable. D'autre part, il faut se rappeler que la Chine détient l'une des plus importantes flottes de porte-conteneurs au monde, qui est vitale pour son économie et développement.

Introduire une ambiguïté dans ses propres lignes logistiques vitales et se risquer des représailles sur les installations ou moyens civils, pour des opérations offensives, alors que le pays ne cesse d'accroître ses plateformes navales capables de livrer ces mêmes capacités, paraît non seulement non justifié mais surtout peu probable.

En revanche, il n'est pas exclu qu'un nombre limité de ces conteneurs, en version défense côtière et anti-navire, puisse exister comme moyens complémentaires. Mais même cela ne semble pas être la priorité du moment, étant donné les dispositifs déjà très conséquents déployés et renouvelés depuis les années 90′.

CORÉES

Corée du Nord

Diplomatie

Kim Jong Un, l'"ami" de Trump, est bien un "tyran", selon Pompeo

AFP 10 avril 2019



Mike Pompeo et Kim Jong Un en octobre 2018 à Pyongyang, dans une photo publiée par l'agence officielle nord-coréenne KCNA

Washington (AFP) - Le dirigeant de la Corée du Nord Kim Jong Un, que Donald Trump appelle désormais son "ami", est bien un "tyran", a estimé mardi le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo.

La question lui a été posée par un sénateur lors d'une audition parlementaire. Après lui avoir rappelé qu'il avait qualifié le président vénézuélien Nicolas Maduro de "tyran", il lui a demandé si une telle description s'appliquait aussi à Kim Jong Un.

"Bien sûr. Je suis sûr que j'ai déjà dit cela", a répondu Mike Pompeo.

Cela ne devrait pas faciliter ses relations avec les Nord-Coréens, alors que Washington peine à relancer les négociations sur le désarmement nucléaire depuis l'échec du sommet Trump-Kim de Hanoï, fin février.

Pyongyang a récemment accusé le secrétaire d'Etat américain, ainsi que le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche John Bolton, d'être responsables de ce fiasco pour avoir "créé une atmosphère d'hostilité et de défiance".

L'été dernier, les autorités nord-coréennes avaient dénoncé ses "méthodes de gangster" durant les négociations.

Aux Etats-Unis, Mike Pompeo risque aussi d'apporter de l'eau au moulin des détracteurs de Donald Trump, qui accusent le président de bien s'entendre avec les "dictateurs" -- parfois mieux qu'avec les alliés occidentaux de Washington.

Après avoir dépeint la Corée du Nord comme un "régime pervers" dirigé par une "bande de criminels", et avoir moqué son numéro un en le surnommant "Little Rocket Man", ou "petit homme fusée", le locataire de la Maison Blanche a totalement changé de ton depuis leur première rencontre, historique, de juin à Singapour.

Désormais, Kim Jong Un est présenté comme son "ami" et les violations des droits humains ne sont presque plus jamais évoquées par Donald Trump.

"Je l'aime bien, il m'aime bien", répète-t-il à l'envi, insistant sur leur "très bonne relation".

Prié de dire lors de la même audition parlementaire si le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, reçu mardi par Donald Trump, était également un "tyran", Mike Pompeo s'est en revanche agacé.

"Je n'utiliserais pas ce qualificatif", a-t-il répondu. "Il ne fait aucun doute que le monde est méchant et affreux, mais tous ces dirigeants ne sont pas les mêmes. Certains tentent de rayer des nations entières de la surface de la Terre quand d'autres coopèrent avec nous pour préserver la

sécurité des Américains", a-t-il plaidé. "Vous pouvez les appeler tyrans ou autoritaires, mais il y a une différence fondamentale".

INDE

Culture

En Inde, ces petits palais luxueux tombent en ruine

Home Architecture Par Le Figaro Immobilier Mis à jour le 11/04/19 à 06:00 Publié le 11/04/19 à 06:00



VIDÉO - On les appelle les «havelis»: ces demeures emblématiques de l'Inde hébergeaient autrefois des aristocrates et des riches marchands. Beaucoup d'entre elles dépérissent aujourd'hui.

Les resplendissantes demeures de Bikaner hébergeaient autrefois l'aristocratie et les riches marchands sillonnant les déserts du Rajasthan. Mais les temps ont changé et ces bijoux d'architecture dépérissent en silence dans l'Inde moderne. Bâties de grès rouge, ces villas emblématiques, appelées «havelis», sont célèbres pour les ornementations de leurs façades sculptées et leur raffinement. Ces demeures ont été construites à partir du XVe siècle par la noblesse locale. Nombre d'entre elles possèdent plusieurs étages, de larges balcons et de vastes pièces disposées autour d'une cour centrale où l'on vient échapper aux chaleurs accablantes du Rajasthan (ouest de l'Inde).

Mais après des décennies de négligence, un grand nombre de ces monuments sont en ruines. «Beaucoup d'havelis ont disparu sous nos yeux», explique Gopal Singh, qui organise des marches de découverte du patrimoine dans la vieille ville de Bikaner, située à 400 kilomètres à l'ouest de la capitale New Delhi. À son apogée, Bikaner comptait un millier de ces havelis. «Ce qui existe est unique. Pas seulement pour l'architecture élaborée, mais pour une telle concentration (d'havelis) dans un seul endroit», dit Gopal Singh. Le déclin des havelis n'est pas propre à Bikaner. Dans nombre d'autres villes à travers l'Inde, le patrimoine architectural des quartiers historiques tombe en décrépitude, oublié par le développement urbain.



Crédits photo CHANDAN KHANNA/AFP

À Ahmedabad, principale métropole du Gujarat (ouest) et la seule dont la vieille ville soit inscrite à la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, un travail est en cours pour essayer de préserver les constructions anciennes présentant un intérêt historique. Mais à Bikaner, il n'y a pour cela ni l'argent ni l'intérêt. «Ça a été un long combat pour nous d'attirer l'attention du public et du gouvernement sur les havelis de Bikaner», raconte Gopal Singh.

Plantée au milieu de déserts, la petite ville (600.000 habitants en 2011) ne figure pas sur l'itinéraire classique des touristes au Rajasthan et semble avoir été largement oubliée par la croissance du géant d'Asie du Sud. «Si les choses ne changent pas rapidement, nous pourrions ne plus avoir aucune de ces havelis d'ici vingt ans», met en garde Sunil Rampuria, dont la famille

possède le Bhanwar Niwas, l'une des plus grandes havelis de la région et l'une des premières à avoir été transformées en hôtel.



Crédits photo CHANDAN KHANNA/AFP

Face au délabrement progressif de leur propriété et à des coûts d'entretien exorbitants, certaines familles ont ainsi fait le choix de convertir leur demeure ancestrale en hôtel ou musée pour touristes. «Ils viennent ici et sont si ébahis et excités par les couleurs uniques, l'histoire et le style de notre maison», confie Rachna Mohta, qui promène des visiteurs dans la résidence palatiale vieille de 150 ans de sa famille. «Cela me rend fière», lance-t-elle.



Un haveli transformé en hôtel. Crédits photo CHANDAN KHANNA/AFP



Crédits photo CHANDAN KHANNA/AFP

Politique

Élections en Inde: «Les partis politiques appellent à la haine, au rejet, à la peur»

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Alice Brogat Mis à jour le 11/04/2019 à 12:47 Publié le 25/03/2019 à 10:46



Des partisans du BJP défilent à Amritsar, le 16 mars 2019. NARINDER NANU/AFP

INTERVIEW - Alors que les élections générales se tiennent du 11 avril au 19 mai, la politiste Charlotte Thomas, directrice du programme Asie du sud du collectif de chercheurs Noria, analyse le contexte du scrutin qui portera au pouvoir un nouveau premier ministre.

La plus grande démocratie du monde est en pleine campagne, à moins d'un mois des élections générales qui porteront au pouvoir un nouveau premier ministre. Du 11 avril au 19 mai 2019, 900 millions d'électeurs se rendront aux urnes pour renouveler la Lok Sabha, la chambre basse du parlement indien, lors d'un scrutin organisé en sept phases. Dans certains États, le scrutin sera également couplé d'élections régionales. Après cinq années au pouvoir, le premier ministre sortant Narendra Modi demeure favori, malgré une aggravation des tensions ethniques et des difficultés économiques. La politiste Charlotte Thomas, Directrice du programme Asie du sud du collectif de chercheurs Noria et auteur de *Pogroms et ghetto: les musulmans dans l'Inde contemporaine*, analyse le contexte de ces élections.

Quel est le climat en Inde depuis l'arrivée au pouvoir des nationalistes hindous en 2014 ?

Un climat délétère s'est installé en Inde depuis l'arrivée au pouvoir de Modi et des nationalistes hindous. Après son accession au pouvoir, la parole anti minorité s'est libérée, alors que Modi s'était abstenu de tenir des propos haineux durant la campagne. Il y a eu une explosion des lynchages à mort de musulmans pour leur commerce de bovidés, la vache étant un animal sacré chez les hindous. Les violences ont aussi augmenté contre les chrétiens, au point que l'archevêque de New Delhi a diffusé une lettre ouverte en 2018 pour pointer les dangers qui menacent la tolérance religieuse en Inde. Cela a déclenché une campagne de haine contre lui sur les réseaux sociaux. L'Inde fait aussi face à une hausse des assassinats de journalistes, souvent en pleine rue: 18 ont été tués depuis 2014. Les attaques contre les intellectuels, mais aussi contre les femmes se multiplient. Les basses castes, ainsi que les hors castes, sont également la cible des attaques des nationalistes, car elles aussi consomment de la viande de bovidés, source de protéine peu coûteuse.

Quel est le bilan économique du premier ministre sortant Narendra Modi ?

Le bilan est en demi-teinte. Dès son arrivée au pouvoir, Modi a fait modifier le mode de calcul du PIB, ce qui a gonflé les chiffres de la croissance. L'Inde bénéficie toujours d'une assez forte croissance annuelle, de l'ordre de 6-7%, mais c'est insuffisant pour absorber les 12 millions de travailleurs qui arrivent sur le marché de l'emploi chaque année. Cette croissance sans emploi est un problème structurel de l'Inde. Le principal échec de Modi concerne la paysannerie. Lors de sa campagne en 2014, il avait promis de créer des millions d'emplois et de doubler les revenus des 120 millions de paysans. Ces promesses n'ont jamais été réalisées et dès 2015, les paysans ont mené des manifestations massives. Dans les milieux ruraux, les difficultés se sont encore accrues lorsque le premier ministre a annoncé soudainement, le 16 novembre 2016, la démonétisation de 87 % des billets en circulation, officiellement pour lutter contre la corruption et l'évasion fiscale. Mais dans un pays où la majorité de la population ne paie qu'en billets papiers, cela a paralysé l'économie indienne durant des semaines qui, de fait, a perdu un à deux points de PIB. De plus, alors que la population s'amassait devant les banques pour changer sa monnaie, une centaine de personnes est morte étouffée dans des files d'attente de plusieurs kilomètres.

Narendra Modi est-il en position de remporter à nouveau l'élection ?

Jusqu'à début 2017, Modi était assurée d'une victoire écrasante. Mais ces deux dernières années ont été marquées par une série de rendez-vous manqués, avec des semi-échecs lors d'élections régionales qui lui ont fermé la porte vers les États du sud. En décembre 2018, son parti, le Bharatiya Janata Party (BJP) a à nouveau perdu les élections dans trois États clés. On constate une forme d'effritement de certaines sections de son électorat, notamment parmi les hors castes et les paysans, qui reprochent à Modi de n'avoir pas tenu ses promesses de campagne. En face, le parti du Congrès s'est reconstitué après sa défaite de 2014. Mais son leader, Rahul Gandhi, peine à fédérer autour de son nom. Surtout, l'opposition plus progressiste ne parvient pas à porter un programme politique autre qu'une simple opposition au parti au pouvoir, ni ne se risque à porter un discours de défense des minorités ethniques. Le BJP est donc toujours donné vainqueur pour ces élections législatives générales, mais risque de perdre sa majorité absolue. Modi devra alors s'appuyer sur une coalition de partis régionaux pour gouverner, ce qui pourrait le conduire à amender certaines inflexions de son projet nationaliste très axé sur la valorisation d'une identité hindoue d'Inde du nord.

Les partis politiques utilisent massivement les réseaux sociaux pour faire campagne, dans un pays où un tiers des habitants sont connectés. Quel est leur impact sur la vie politique ?

Les réseaux sociaux ne transforment pas la vie politique à eux seuls, mais ils en deviennent des acteurs importants. Lors des précédentes élections, en 2014, la campagne s'est déjà énormément jouée sur les réseaux sociaux. C'était une campagne très ciblée, qui parlait à l'affect, au détriment d'un débat d'idées. Lorsque les partis politiques utilisent WhatsApp, ils cherchent à renforcer un segment de leur électorat déjà convaincu. Pour ce faire, ils appellent à la haine, au rejet, à la peur. Avec la crise actuelle autour du Cachemire, cela fonctionne si bien qu'exprimer une opinion

contraire revient à être qualifié d'«antinational». Il n'y a plus d'opposants, mais que des ennemis. Le BJP joue un grand rôle dans ce processus de construction d'un ennemi, en ciblant les minorités religieuses, en particulier les musulmans et les chrétiens, mais aussi, plus largement, toute voix contestataire.

La désinformation sur Internet a atteint des sommets en Inde. Cela fait-il peser une menace sur les élections ?

Oui, on s'attend à une vague de «fake news» sans précédent pendant la campagne. Et les partis politiques ont une grande part de responsabilité dans ce phénomène. Le premier ministre, que les Indiens surnomment «NaMo», relaie d'ailleurs sur Twitter le compte «The Indian Eye», l'un des principaux pourvoyeurs de fausses informations en Inde, financé par un groupe, dont le propriétaire est un proche de Modi lui-même. La cellule de technologie de l'information du BJP emploie des millions de trolls pour attaquer leurs opposants, mais aussi les journalistes sur les réseaux sociaux, comme l'a révélé la journaliste Swati Chaturvedi. L'Inde est confrontée aux mêmes phénomènes d'attaques ad hominem que le Brésil ou les États-Unis lors des dernières élections. Lorsque Facebook et Twitter ont pris des engagements pour mieux lutter contre les fakes news, le Youth for Social Media Democracy, un groupe de jeune proche du BJP, a manifesté devant le siège de Twitter pour dénoncer une «attaque à la liberté d'expression», dénonçant une mesure de «bien-pensance» qui favoriserait les partis de gauche, alors que le BJP est le parti le plus gros pourvoyeur de fausses nouvelles. La Commission électorale a pris des mesures pour mieux contrôler les réseaux sociaux durant la campagne, mais la tâche est immense.

JAPON

Défense

Un avion F-35A des forces d'autodéfense japonaises s'est abîmé en mer

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 10 avril 2019



Déclaré opérationnel sur F-35A Lightning II le 26 mars, le 302e hikotai [escadron], basé à Misawa, au nord-est de l'île de Honshu, vient déjà de perdre l'un de ses 13 appareils.

Le 9 avril, à 19h00 [heure locale], une formation de quatre F-35A a décollé pour une mission d'entraînement. Puis, 27 minutes plus tard, le contact avec l'un de ces appareils a été perdu, alors qu'il survolait l'océan, à environ 135 kilomètres à l'est de Misawa.

Les recherches ont immédiatement été lancée dans les environs de la dernière position connue de l'appareil, grâce à des moyens déployés par la garde-côtière et la force maritime d'autodéfense japonaises. Des hélicoptères UH-60J Black Hawk et des avions U-125A ont également été sollicités.

Finalement, ce 10 avril, le ministre nippon de la Défense, Takeshi Iwaya, a indiqué à la presse qu'une « partie de ce qu'on pense être la queue de l'avion a été repéré en train de flotter près de l'endroit » où le F-35A a disparu. « Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour retrouver le pilote manquant », a-t-il assuré.

Le F-35A disparu [n° de série : 79-8705] était l'un des premiers avions assemblés par Mitsubishi à Nagoya. L'état-major japonais a décidé de suspendre les vols des 12 autres appareils de ce type

actuellement en service. Cette mesure concerne également un treizième exemplaire, qui, sorti d'usine, devait entamer des vols d'essais en vue de sa livraison prochaine.

Il s'agit du second accident impliquant l'avion développé par Lockheed-Martin. En septembre 2018, un F-35B [version STOVL] s'était écrasé en Caroline du Sud. Le Pentagone avait suspendu ce type d'appareil de vol pendant près de deux semaines afin d'inspecter les conduits d'alimentation en carburant des avions en service.

Pour rappel, le Japon a commandé 42 F-35A afin de remplacer les F-4 Phantom de ses forces aériennes d'autodéfense. En décembre, Tokyo a dévoilé des plans visant à acquérir une centaine d'exemplaires de plus, dont 42 F-35B destinés les deux « destroyers porte-hélicopères » de la classe Izumo.

Photo : Ministère japonais de la Défense

L'enquête sur le F-35A japonais qui s'est abîmé en mer s'annonce (très) compliquée

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 13 avril 2019



Qu'est-il arrivé au commandant Akinori Hosomi, un pilote de chasse expérimenté aux 3.200 heures de vol, alors qu'il était aux commandes de l'un des F-35A du 302e hikotai [escadron], le 9 avril?

Ce jour-là, à 19 heures, le commandant Hosomi a décollé de la base aérienne de Misawa pour un exercice impliquant trois autres F-35A. Une vingtaine de minutes plus tard, il a indiqué à ses équipiers qu'il mettait un terme à la mission.

Puis les opérateurs radar qui suivaient l'avion du commandant Hosomi [le F-35A dispose d'un transpondeur allumé pour les vols d'entraînement, ndlr] ont subitement perdu sa trace à environ 135 km à l'est de Misawa. Plus tard, lors des opérations de recherche lancées immédiatement cette disparition soudaine, quelques débris de l'appareil ont été repêchés.

D'après des sources militaires japonaises, le F-35A n'évoluait pas à basse altitude au moment de sa disparition, ce qui laisse supposer que le commandant Hosomi, qui ne comptait cependant qu'une soixantaine d'heures de vol sur ce type d'appareils, aurait eu le temps de réagir face à une urgence, comme un impact avec des volatiles [peu probable au-dessus de l'océan] ou un problème moteur. D'où l'hypothèse qu'il n'a pas pu s'éjecter [ce que tend à confirmer l'absence de signaux envoyés par des balises après une éjection]

Pour retracer le fil des événements, il faudrait pouvoir mettre la main sur les enregistreurs de vol. Mais pour cela, encore faut-il repérer l'épave, dont on ignore l'état et sachant que les fonds marins de la zone où l'appareil a disparu atteignent 1.500 mètres de profondeur.

Pour cela, le ministère japonais de la Défense peut faire appel à des entreprises spécialisées locales. Ainsi, Fukada Salvage and Marine Works est connue pour avoir retrouvé des épaves de navires et d'avions disparus lors de la Seconde Guerre Mondiale. De même que Nippon Salvage. Mais cette dernière a des liens avec Mitsubishi Heavy Industries, qui a assemble les F-35A destinés aux forces aériennes nippones.

« Le temps nécessaire pour mener à bien des opérations de sauvetage dépend de nombreux facteurs et il est impossible de dire combien de temps il faudra pour récupérer le F-35 », a expliqué un cadre de Fukada Salvage à l'agence Reuters. Et cela dépendra aussi de l'état de l'épave. Si l'avion s'est disloqué à l'impact, il faudra probablement récupérer toutes les pièces une à une.

Par ailleurs, certains craignent, à Tokyo, que la Russie et la Chine tentent de récupérer les restes du F-35, étant la nature sensible de sa technologie. Le ministre japonais de la Défense, Takeshi Iwaya, a ainsi dû répondre à cette inquiétude, lors d'une conférence de presse donnée le 12 avril. « Aucune activité inhabituelle n'a été observé jusqu'à présent dans la zone de l'accident » où les forces d'autodéfense exercent une « surveillance continue ».

Photo : Lockheed-Martin

Société

Une femme impératrice au Japon, le seul moyen de sauver la dynastie ?

Accueil Société Actu société http://madame.lefigaro.fr/ Lisa Hanoun | Le 11 avril 2019



La princesse Aiko pose avec son père, le prince héritier Naruhito, et sa mère Masako, diplomate non issue de l'aristocratie. (Nasu, le 25 août 2018.) Abaca

Le 30 avril, le 125e empereur japonais laissera place à son fils Naruhito sur le trône. Cette abdication et la réduction du nombre d'héritiers potentiels accélère les débats autour de la tradition patrilinéaire dans la succession impériale.

Une femme pourrait-elle sauver la maison impériale, aussi nommée lignée Yamato ? À quelques jours de l'abdication officielle de l'empereur Akihito et de l'intronisation de son fils aîné Naruhito, le sujet est de plus en plus d'actualité au Japon. Selon la loi inscrite dans la Constitution de 1947, la transmission du pouvoir impérial s'effectue uniquement d'homme à homme. Or, sur les quatre petits-enfants donnés par les deux fils de Akihito et de l'impératrice Michiko - qui ont célébré leur 60 ans de mariage le 10 avril 2019 - trois sont des filles. Le nouvel empereur qui prendra ses fonctions le 1er mai n'ayant donné naissance qu'à une seule fille, la princesse Aiko, l'avenir de la lignée repose donc sur le fils de son frère cadet Akishino : le prince Hisahito, né en 2006. Ce dernier devra à son tour avoir un garçon, sans quoi la dynastie s'arrêtera. Ce nombre réduit d'héritiers potentiels ouvre le débat sur une potentielle fin de la patrilinéarité en vigueur.

Une femme pourrait-elle accéder au trône du Chrysanthème ? «La possibilité de soumettre à la Diète (*le parlement Japonais, NDLR*) une proposition de révision des lois de succession a déjà été évoquée en 2001, lors de la naissance tant espérée de la princesse Aiko, surnommée "la princesse chérie", explique Barthélémy Courmont, directeur de recherche à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS). À l'époque, Akishino n'avait que deux filles. Il n'y avait donc que des héritières, ce qui précipitait la possibilité de promulguer la princesse Aiko. Mais les débats se sont très vite arrêtés en 2006 avec l'arrivée inattendue du prince Hisahito.»

La famille impériale japonaise



Assis : l'empereur Akihito et l'impératrice Michiko. De gauche à droite : la princesse Nori, le prince Naruhito et son épouse Masako, le prince Akishino et son épouse Kiko. (Tokyo, le 11 juin 1993.)



L'empereur Akihito et l'impératrice Michiko. Elle est la première aristocrate roturière à être devenue impératrice. L'empereur abdiquera le 30 avril pour laisser place à son fils aîné le prince Naruhito. (Hayama, le 21 janvier 2019.)



La princesse Aiko entourée de ses parents. Elle est la fille unique du prince Naruhito, fils aîné de l'empereur Akihito, et de Masako. Cette dernière est une diplomate non issue de l'aristocratie. (Nasu, le 25 août 2018.)



Le prince héritier Naruhito et la princesse Masako arrivent au palace impérial pour célébrer le 60e anniversaire de mariage de l'empereur Akihito et l'impératrice Michiko. (Tokyo, le 10 avril 2019.)



Le prince Hisahito, 12 ans, pose avec son père le prince Akishino, fils cadet de l'empereur Akihito, et sa mère la princesse Kiko. Il est le benjamin et seul fils d'une fratrie de trois enfants. Avec l'abdication d'Akihito et l'intronisation de Naruhito, le prince Hisashito devient le principal héritier au trône du Chrysanthème. (Tokyo, le 8 avril 2019.)



Les pincesses Mako et Kako, deux premières filles du couple Akishino et soeurs de l'héritier Hisashito. En 2017, la princesse Mako (gauche) a épousé un roturier ce qui l'a définitivement écarté du trône. (Tokyo, le 24 mars 2019.)



La princesse Sayako est la fille benjamine du couple impérial Akihito et Michiko. En 2005 elle a renoncé à son titre impérial en épousant un roturier Yoshiki Kuroda (à gauche). (Tokyo, 15 novembre 2005.)



L'empereur Akihito et la chancelière allemande Angela Merkel. (Tokyo, le 5 février 2019.)



Le prince héritier Naruhito et sa femme Masako saluent le couple impérial lors de la cérémonie du 30e anniversaire de l'intronisation impériale d'Akihito. Le prince Naruhito prendra ses fonctions le 1er mai prochain. (Tokyo, le 24 février 2019.)

Impasse politique

Selon, Jean-Marie Bouissou, directeur de recherche à Sciences Po, à cette époque le contexte politique était plus favorable à la discussion. «Entre 2001 et 2006, le gouvernement était dirigé par le premier ministre Jun'ichiro Koizumi, très ouvert et à l'écoute de la société. Aujourd'hui ce n'est plus du tout le cas. La classe politique majoritairement masculine et le premier ministre Shinzo Abe sont soutenus par l'aile conservatrice et traditionnaliste du parti, qui a la haute main sur lui. Ainsi, même si la famille souveraine montre des signaux modernisateurs, cela restera lettre morte.»

Récemment, le chef du gouvernement Shinzo Abe a émis l'hypothèse de relancer le dialogue. «Tout en accordant de l'importance au fait que la lignée patrilinéaire a été maintenue jusqu'à présent sans exception, je souhaite que nous réfléchissions à assurer une continuité à la succession impériale. Nous devons en discuter de façon sereine et précise.» Mais depuis, les pourparlers sont au point mort. Le spécialiste de l'Asie est sans appel. «Tant qu'il y aura un successeur homme, la patrilinéarité ne sera pas remise en cause, estime-t-il. Il faut que le sentiment d'urgence ressurgisse ou bien que la société civile en exprime le profond désir. Et pour le moment, c'est peu probable. Les mouvements féministes ont beaucoup d'autres dossiers à traiter, elles ne s'empareront pas de celui-là.»

La société divisée...

Sur le sujet, la société japonaise est divisée. «Il y a les partisans de Aiko, qui estiment que la princesse a été déchue. De l'autre, les orthodoxes conservateurs qui militent pour que le neveu Hisahito reprenne le flambeau. Depuis sa naissance, cette frange s'est renforcée. Elle est

devenue très structurée et s'oppose à toute modification du système», analyse Barthélémy Courmont.

Le système patriarcal est apparu au Japon à la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'occidentalisation rapide du pays. Mais sous d'anciens régimes, le pays a déjà connu huit impératrices régnantes. «Il serait donc potentiellement envisageable d'y revenir», explique Barthélémy Courmont. En réalité, elles n'ont été que des régentes de transition à chaque fois : toutes étaient des filles de souverains et les fils ou filles de ces souveraines ne leur ont pas succédé. À chaque fois, elles ont été suivies de descendants masculins d'un homme de la famille impériale, ce qui sous-entend que l'héritage d'ascendance masculine a toujours été privilégié. De ce fait, si la princesse Aiko a un fils, il ne pourrait, selon le modèle actuel, probablement pas accéder au trône.

La discussion est remise à plus tard. «L'héritier n'est âgé que de douze ans et la princesse Aiko peut encore se marier, ce qui entraînerait la perte de son titre impérial (*comme sa cousine en 2017, NDLR*) et laisserait le champ entièrement libre à son cousin germain», poursuit Barthélémy Courmont.

... tout comme la maison impériale

Par ailleurs, bien que l'empereur ait montré des indices plutôt inédits, ne serait-ce qu'en exprimant sa volonté d'abdiquer, on ne connaît pas l'avis de la famille impériale sur la question de la succession féminine. Et les spéculations vont bon train. «On peut imaginer qu'ils soient divisés, spécule Barthélémy Courmont. Quel est l'état de la relation entre les deux frères héritiers ? On peut penser qu'une fois en poste, Naruhito veuille changer le système pour que "sa fille chérie" Aiko arrive au pouvoir. De l'autre côté, son frère fera-t-il tout pour que son fils accède au trône comme prévu ?»

Le 30 avril, le pays du Soleil Levant s'apprête à entrer dans l'ère «Reiwa», réunification de deux idéogrammes qui signifient «agréable» et «harmonie». La cérémonie officielle de son intronisation aura lieu six mois plus tard, le 22 octobre. Espérons donc qu'elle symbolisera aussi l'espoir et le renouveau de la dynastie. Akihito est le premier monarque japonais à renoncer au pouvoir depuis 200 ans. Sa femme était la première impératrice roturière. Aiko sera-t-elle la première impératrice régnante de cette nouvelle période ? On ne sait pas encore quelles seront les décisions du nouvel empereur, réputé pour «mettre les pieds dans le plat.» Dans tous les cas, les potentielles réformes ne seront faites que lorsque le nouvel empereur prendra ses fonctions. Et peut-être même qu'il réservera ce dossier à son successeur. Affaire à suivre.

PAKISTAN

Diplomatie

Un ministre pakistanais affirme que l'Inde prépare une agression contre son pays

RFI 8 avril 2019



Au Pakistan, l'inquiétude monte sur une nouvelle agression indienne. Selon le ministre des Affaires étrangères pakistanais, l'Inde prépare une nouvelle attaque contre le Pakistan. Le ministre des Affaires étrangères pakistanais l'affirme : une attaque indienne devrait avoir lieu au Pakistan à partir du 16 avril, date à laquelle débutent les élections législatives en Inde.Début mars, la tension était redescendue entre les deux pays. Mais Shah Mehmood Qureshi, le ministre des Affaires étrangères, a dit ce dimanche 8 avril, lors d'une conférence de presse, craindre pour la paix et la stabilité de la région du Cachemire.« Nous avons des informations fiables selon lesquelles l'Inde prépare un nouveau

plan d'attaque contre le Pakistan. Ils préparent une nouvelle agression contre le Pakistan. Selon nos informations, cette action peut se tenir entre le 16 et le 20 avril », a déclaré le ministre.La chancellerie pakistanaise en appelle donc à la communauté internationale pour faire pression sur l'Inde face à « ce comportement irresponsable ». Tout en assurant dans le même temps que tous les avions de combat pakistanais étaient en ordre de marche.L'opposition politique pakistanaise accuse le gouvernement d'user de cet argument d'une menace de guerre avec l'Inde pour dissimuler ses échecs.De son côté, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a assuré la semaine dernière ne pas vouloir créer une « atmosphère de guerre ». Par ailleurs, l'Inde a annoncé être désormais en mesure d'abattre par un tir de missile un satellite dans l'espace.► À lire aussi : Attentat au Cachemire indien: deux terroristes abattus par l'armée indienne

Au Pakistan, l'inquiétude monte sur une nouvelle agression indienne. Selon le ministre des Affaires étrangères pakistanais, l'Inde prépare une nouvelle attaque contre le Pakistan.

Le ministre des Affaires étrangères pakistanais l'affirme : une attaque indienne devrait avoir lieu au Pakistan à partir du 16 avril, date à laquelle débutent les élections législatives en Inde.

Début mars, la tension était redescendue entre les deux pays. Mais Shah Mehmood Qureshi, le ministre des Affaires étrangères, a dit ce dimanche 8 avril, lors d'une conférence de presse, craindre pour la paix et la stabilité de la région du Cachemire.

« *Nous avons des informations fiables selon lesquelles l'Inde prépare un nouveau plan d'attaque contre le Pakistan. Ils préparent une nouvelle agression contre le Pakistan. Selon nos informations, cette action peut se tenir entre le 16 et le 20 avril* », a déclaré le ministre.

La chancellerie pakistanaise en appelle donc à la communauté internationale pour faire pression sur l'Inde face à « *ce comportement irresponsable* ». Tout en assurant dans le même temps que tous les avions de combat pakistanais étaient en ordre de marche.

L'opposition politique pakistanaise accuse le gouvernement d'user de cet argument d'une menace de guerre avec l'Inde pour dissimuler ses échecs.

De son côté, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a assuré la semaine dernière **ne pas vouloir créer** une « *atmosphère de guerre* ». Par ailleurs, l'Inde a annoncé être désormais en **mesure d'abattre** par un tir de missile un satellite dans l'espace.

Société

Au Pakistan, la marche des femmes contre le patriarcat suscite la colère des conservateurs

Accueil Société Actu société http://madame.lefigaro.fr/ Ségolène Forgar | Le 06 avril 2019



Au Pakistan, les femmes défendent leurs droits. (Islamabad, le 8 mars 2019.) Aamir Qureshi / AFP

Le 8 mars dernier, des dizaines de milliers de Pakistanaises manifestaient pour faire valoir leurs droits. Certaines sont depuis menacées de viol ou de mort.

«C'était un sentiment incroyable de voir tant de femmes réclamer leurs droits.» Le 8 mars dernier, Rumisa Lakhani a participé à l'une des manifestations organisées au Pakistan, à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes. Venue avec sa meilleure amie Rashida Shabbir Hussain, la Pakistanaise cherchait à dénoncer le sexisme et la société patriarcale. Pour faire passer le message, les deux jeunes femmes se sont exprimées à travers une pancarte dont le slogan scandait : «Ici, je suis assise correctement.» Celui-ci s'accompagnait d'un dessin d'une femme assise, les cuisses écartées. L'objectif ? Pointer du doigt le fait qu'on dise encore aux Pakistanaises «comment s'asseoir, comment marcher, comment parler», explique Rashida Shabbir Hussain à la BBC.

«Nous nous interrogions sur la police du corps et sur la sexualité des femmes», déclare à l'AFP l'une des organisatrices nationales, Moneeza. Elle poursuit : «Dans la communauté religieuse, il y a la notion qu'une femme devrait se couvrir et rester à la maison. Nous avons défié cela.» Et pour cause, nombreuses sont les femmes qui vivent encore sous un code patriarcal qui les oppriment. La plupart d'entre elles n'ont par exemple pas la liberté de choisir leur mari, ni le droit de travailler hors de la maison. En 2018, le Forum économique mondial classait ainsi le Pakistan au deuxième rang des pays les moins respectueux de l'égalité entre les hommes et les femmes, juste après le Yémen. Par ailleurs, selon des organisations de défense des droits de l'Homme, des centaines de Pakistanaises sont tuées chaque année, souvent par des proches, pour avoir insulté leur «honneur».

Des appels au viol et au meurtre

Devenue très vite virale, l'affiche de Rumisa Lakhani et de Rashida Shabbir Hussain a fait l'objet de réactions violentes sur les réseaux sociaux. «Je n'ai pas besoin de ce genre de société pour ma fille», s'insurgeait sur Facebook un internaute. Tandis qu'une autre déclarait : «Je suis une femme, mais cela me met mal à l'aise. Montrez que nous appartenons à une société islamique.» A contrario, certains ont salué le geste des deux amies. «Je ne comprends vraiment pas pourquoi les gens sont si horrifiés par des mots sur une affiche. Ils devraient plutôt être dégoûtés par l'assujettissement des femmes au Pakistan», s'est désolée une femme.

«Tout ce que tu fais, je peux le faire en saignant», «divorcée et heureuse», ou encore «gardez vos photos de bites pour vous»… : bien d'autres pancartes, aux messages féministes et provocateurs, brandies par des dizaines de milliers de Pakistanaises ont choqué les esprits conservateurs. Certaines participantes ont même été menacées de viol et de meurtre. Dans une vidéo, un religieux de Karachi, offensé par une pancarte clamant «Mon corps, mon choix», invite les hommes à «grimper sur qui ils veulent».

"Une montée de l'intolérance dans notre pays"

Nous demandons des opportunités identiques, l'égalité pour tous

Dans un pays abonné aux théories du complot, la présentatrice Madiha Masood a quant à elle suggéré que la marche était «un mouvement rebelle» piloté par des puissances étrangères, «qui ont pris les femmes comme couverture». «Je ne vais pas encourager ma fille à faire des gestes inappropriés, à tenir une cigarette dans ses doigts et à dire : «Mon heure est venue». Je suis vraiment désolée, je ne voudrais pas d'une telle fille», a-t-elle précisé à l'AFP. Même l'icône féministe et poétesse pakistanaise Kishwar Naheed a appelé les femmes à garder à l'esprit leur culture et leurs traditions afin de ne pas s'égarer comme des «jihadistes».

Les organisatrices bénévoles de la marche, qui s'attendaient à des réactions, ont toutefois été surprises par leur férocité. Ce rejet «montre une montée de l'intolérance dans notre pays, qui est justement l'un des objectifs de la marche», raconte à l'AFP Lubaina Rajbhoy, une graphiste dont les pancartes ont suscité la controverse. De son côté, Rumisa Lakhani indique : «Faire cela sur la route avec une voix aussi forte a mis les gens mal à l'aise. Les gens pensent que c'est une menace pour l'islam, bien que je ne le voie pas de cet œil.» Comme ailleurs, la marche des femmes a aussi été critiquée par crainte qu'elle soit le signe d'une haine à l'égard des hommes, «ce qui n'est pas vrai du tout», regrette Leena Ghani, une organisatrice. Avant d'ajouter : «Nous demandons des opportunités identiques, l'égalité pour tous.»

Reste que, grâce à la polémique, des femmes de tout le pays ont toutefois eu accès au message, remarque Lubaina Rajbhoy. «Il est important pour elles de voir qu'il y a ce groupe de femmes qui sortent de leurs maisons et manifestent. Peut-être souhaiteront-elles en être à l'avenir.»

PHILIPPINES

Sciences

Homo luzonensis, nouvelle espèce humaine découverte aux Philippines

https://www.huffingtonpost.fr/ SCIENCE 10/04/2019 19:33 CEST | Actualisé il y a 15 heures Le HuffPost avec AFP

Aux Philippines, des chercheurs estiment avoir découvert une nouvelle espèce humaine, aux caractères morphologiques singuliers.



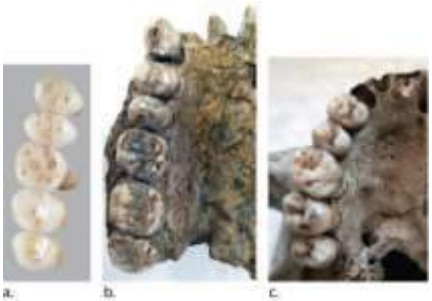
AFP Le site archéologique où a été découvert l'Homo luzonensis.

SCIENCES - La famille s'agrandit: des chercheurs ont annoncé ce mercredi 10 avril avoir découvert une nouvelle espèce humaine aux caractères morphologiques singuliers, qui vivait sur l'île de Luçon, aux Philippines, il y a plus de 50.000 ans.

L'analyse de treize restes fossiles (dents, phalanges de pied et de main, fragments de fémur) trouvés dans la grotte de Callao, et appartenant à au moins trois individus dont un enfant, ont conduit ces scientifiques à considérer qu'il s'agissait d'une nouvelle espèce, qu'ils ont nommée Homo luzonensis.

Elle présente à la fois "des éléments ou caractères très primitifs ressemblant à ceux des Australopithèques et d'autres, modernes, proches de ceux des Homo sapiens", explique Florent Détroit, paléoanthropologue au musée de l'Homme à Paris et principal auteur de l'étude parue dans la revue Nature. Cela en fait une espèce "mosaïque", dit-il.

Cet Homo luzonensis "était probablement petit si on en juge par la taille de ses dents" mais "ce n'est pas un argument suffisant" pour l'affirmer, indique le chercheur.



AFP Une partie des dents de l'Homo luzonensis

Homo luzonensis, qui n'est pas un ancêtre direct de l'homme moderne, serait une espèce voisine, contemporaine d'Homo sapiens, mais avec un certain nombre de caractères primitifs. Deux des fossiles analysés ont été datés directement par la méthode des séries de l'uranium et sont âgés respectivement de 50.000 ans et de 67.000 ans.

Il s'agit des plus anciens restes humains connus aux Philippines, précédant les premiers Homo sapiens datés de 30.000 à 40.000 ans, mis au jour sur l'île de Palawan, au sud-ouest de l'archipel.

Un spécimen plein de surprises

Leur analyse morphologique a réservé bien des surprises. D'abord au niveau des dents: les prémolaires d'Homo luzonensis présentent des ressemblances avec celles des Australopithèques

(des hominidés d'Afrique disparus il y 2 millions d'années) et d'autre espèces anciennes du genre Homo comme Homo habilis ou Homo erectus. Entre autres, ces dents ont deux ou trois racines alors que celles d'Homo sapiens en ont généralement une, parfois deux, soulignent les chercheurs.

En revanche, les molaires sont très petites et leur morphologie très simple ressemble à celle des hommes modernes. "Un individu possédant ces caractéristiques combinées ne peut être classé dans aucune des espèces connues aujourd'hui", relève Florent Détroit.

Les os du pied aussi sont très surprenants: la phalange proximale présente une courbure très marquée et des insertions très développées pour les muscles assurant la flexion du pied. Cela ne ressemble pas à une phalange d'Homo sapiens mais à celle d'un Australopithèque, hominidé qui était probablement à la fois bipède et arboricole.

"Nous ne disons pas du tout que Homo luzonensis vivait dans les arbres car l'évolution du genre Homo montre que ce genre est caractérisé par une stricte bipédie depuis 2 millions d'années", souligne Florent Détroit. La "réapparition" de caractéristiques primitives chez Homo luzonensis s'explique peut-être par l'endémisme insulaire, selon lui.

L'évolution de l'espèce humaine "pas linéaire"

Pendant le Quaternaire, l'île de Luçon n'a jamais été accessible à pied sec. Si des hominidés se trouvaient là, il faut qu'ils aient trouvé un moyen de traverser la mer.

Aux yeux du chercheur, les résultats de l'étude "montrent très clairement que l'évolution de l'espèce humaine n'est pas linéaire". "Elle est plus complexe qu'on ne le pensait jusqu'à récemment".

Il s'agit d'"une découverte remarquable" qui "va sans aucun doute susciter beaucoup de débats scientifiques", estime Matthew Tocheri de l'Université Lakehead au Canada, dans un commentaire publié dans Nature.

Florent Détroit s'attend à ce que certains collègues "s'interrogent sur la légitimité à décrire une nouvelle espèce à partir d'un si petit assemblage de fossiles".

A ses yeux, "ce n'est pas grave de créer une nouvelle espèce". Cela permet d'attirer l'attention sur ces fossiles qui semblent "différents". "Si dans le futur, des collègues montrent que l'on s'est trompé et que ces restes correspondent à une espèce que l'on connaissait déjà, tant pis, ce n'est pas grave, on oubliera"...





AFP Le site archéologique où a été découvert l'Homo luzonensis.

VIETNAM

Environnement

Le Vietnam interdit le glyphosate, les États-Unis s'indignent

Actualité Société Environnement Passe d'armes Par LEXPRESS.fr avec AFP, publié le 12/04/2019 à 16:00, mis à jour à 18:04



Le ministère vietnamien de l'Agriculture et du Développement rural a invoqué la "toxicité" des produits contenant du glyphosate et leur impact sur l'environnement et la santé pour justifier leur retrait des listes de produits approuvés dans le pays (image d'illustration). afp.com/JEAN-FRANCOIS MONIER

Le Vietnam a invoqué la "toxicité" du pesticide et les risques environnementaux pour l'interdire, mais Washington juge la décision injustifiée.

Le Vietnam a interdit le glyphosate et la décision n'a pas plu aux États-Unis. Un haut responsable de l'administration américaine est monté en première ligne jeudi pour défendre le pesticide. "Nous sommes déçus" par cette décision "qui va avoir des effets dévastateurs sur la production agricole mondiale", a déclaré le ministre américain de l'Agriculture, Sonny Perdue, dans un communiqué. "Si nous voulons nourrir 10 milliards de personnes en 2050, les agriculteurs du monde entier doivent avoir accès à tous les outils et technologies à leur disposition", a-t-il estimé.

Le ministère vietnamien de l'Agriculture et du Développement rural a invoqué la "toxicité" des produits contenant du glyphosate et leur impact sur l'environnement et la santé pour justifier leur retrait des listes de produits approuvés dans le pays.

Le glyphosate est commercialisé sous diverses marques mais la plus connue reste le Roundup du groupe américain Monsanto, filiale depuis l'an dernier du géant allemand de la chimie Bayer. Désherbant le plus utilisé au monde, il est classé "cancérigène probable" depuis 2015 par le Centre international de recherche sur le cancer, une agence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Bayer affirme pour sa part que "la science confirme que les désherbants au glyphosate ne causent pas le cancer", une assertion défendue par les autorités américaines.

Possible recours devant l'OMC

"À de nombreuses reprises, le ministère américain de l'Agriculture a partagé *[avec les autorités vietnamiennes]* des études scientifiques de l'Agence américaine de protection de l'environnement et d'autres organisations internationalement reconnues concluant que le glyphosate ne posait probablement pas de risques cancérigènes pour les humains", a insisté Sonny Perdue dans le communiqué.

Le responsable affirme par ailleurs que le Vietnam n'a pas respecté l'obligation de notifier ce changement réglementaire à l'Organisation Mondiale du Commerce, suggérant ainsi un possible recours devant l'institution.

Mais Monsanto n'est pas sur la sellette qu'au Vietnam. La firme est actuellement attaquée de toutes parts pour ses pesticides. Aux États-Unis, la filiale de Bayer vient de subir deux défaites judiciaires de taille le condamnant à verser des dizaines de millions de dollars à deux personnes atteintes d'un cancer qu'elles attribuent au Roundup et fait face à des milliers d'autres procédures similaires.

En France, le gouvernement a promis que le glyphosate serait interdit d'ici fin 2020 pour les principaux usages quand des alternatives existent et d'ici fin 2022 pour l'ensemble des usages.

EUROPE

Défense

Un F-16 néerlandais a probablement été endommagé par des obus de 20 mm… qu'il venait de tirer

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 9 avril 2019



Un F-16 endommagé par des obus qu'il venait de tirer avec son canon M61A1 Vulcan de 20 mm… Une telle affirmation est improbable. Et pourtant, selon la presse néerlandaise, c'est ce qui est arrivé à un F-16 de la Koninklijke Luchtmacht [KLu] en janvier dernier, lors d'un exercice sur le champ de tir de Vliehors. L'information a été révélée le 4 avril.

Ainsi, selon la Nederlandse Omroep Stichting, la radio-télévision publique néerlandaise, deux F-16 effectuaient un exercice de tir au canon sur une cible au sol quand l'un d'eux dut se poser en urgence à la base aérienne de Leeuwarden. Il s'avéra ensuite que son fuselage avait été transpercé par un obus de 20 mm. En outre, des fragments de munitions furent retrouvés dans le moteur de l'appareil.

Et, a priori, il semblerait donc que cet avion ait été endommagé par les munitions tirées par son propre canon. « Il s'agit d'un incident grave », a commenté Wim Bagerbos, inspecteur général du ministère néerlandais de la Défense, auprès de NOS. « Nous souhaitons enquêter de manière approfondie sur ce qui s'est passé et voir comment nous pourrions éviter cela à l'avenir », a-t-il ajouté.

NL Nieuws @NieuwsNu123

F-16 boven Vlieland geraakt door eigen kogel. http://twitter.nu123.nl/f-16-boven-vlieland-geraakt-door-eigen-kogel/ … De F-16 die in januari aanzienlijke schade opliep tijdens een oefening boven Vlieland blijkt geraakt te zijn door zijn eigen munitie. Zeker één afgevuurd patroon richtte schade aan aan de beplating van...



05:21 - 4 avr. 2019

Aussi incroyable soit-il, un tel incident, si ses causes sont confirmées, ne serait pas inédit. Une telle mésaventure est en effet arrivée à Thomas S. Attridge Jr, un vétéran de l'aéronavale américaine devenu pilote d'essai chez Grumman. Le 21 septembre 1956, il décolla de Long Island aux commandes d'un F-11F Tiger pour tester les quatre canons de 20 mm de ce dernier.

Arrivé à la verticale de la zone de tir, au-dessus de l'Atlantique, il amorça un piqué à partir de l'altitude de 20.000 pieds, Attridge tira une première rafale à 13.000 pieds, enclencha la postcombustion et pressa une nouvelle fois la détente à 7.000 pieds. Sauf que son avion, la verrière endommagée, commença à ne plus répondre. Voulant ramener le F-11F à Long Island malgré une perte de puissance de son moteur, il tenta d'atterrir sur le ventre. Mais son avion chuta

après avoir heurté la cime des arbres. Et il s'en sortit avec une jambe cassée et quelques vertèbres déplacées.

L'enquête démontra plus tard que le F-11F n'avait pas été victime d'un choc avec des volatiles [ce qui était improbable au-dessus de l'océan] mais des munitions qu'il avait tirées lors de son premier piqué. En clair, ayant pris de la vitesse avec la postcombustion, l'avion avait rattrapé ses propres obus.

L'US Army va déployer temporairement le système antimissile THAAD en Roumanie

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 13 avril 2019



Dans le cadre de l'European Phased Adaptive Approach [EPAA], la contribution américaine à la défense antimissile de l'Otan doit reposer sur deux sites AEGIS Ashore, implantés en Roumanie et en Pologne, ainsi que sur un radar installé en Turquie et les capacités propres aux destroyers AEGIS de l'US Navy.

En mai 2016, un premier site AEGIS Ashore, doté de missiles intercepteurs SM-2, fut inauguré à Deveselu, en Roumanie. Ce qui suscita l'ire de Moscou. « Nous le disons depuis le début […], nous en sommes convaincus : le déploiement du système antimissile est en soi une menace pour la sécurité de la Russie », avait affirmé Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin.

Comment réagiront les autorités russes à l'annonce du déploiement prochain du système antimissile THAAD [Terminal High Altitude Area Defense] à Deveselu?

En effet, le 11 avril, l'Otan et l'US EUCOM [commandement militaire américain en Europe] ont indiqué que, à partir de l'été prochain un tel système allait être temporairement installé en Roumanie, afin de remédier à une indisponibilité du site AEGIS Ashore de Deveselu, lequel fera l'objet d'une modernisation qui, « prévue depuis longtemps ».

Et d'insister sur le fait que cette mise à jour « ne fournira aucune capacité offensive au système de défense antimissile Aegis Ashore. »

« Les États-Unis honoreront leur engagement en faveur de la défense antimissile balitique de l'Otan en déployant temporairement un système de défense THAAD à Deveselu, en Roumanie. Cette unité THAAD sera sous le contrôle opérationnel de l'Otan et sous le contrôle politique total du Conseil de l'Atlantique Nord », précise l'Alliance.

Ce système THAAD, qui sera mis en oeuvre par la 69ème brigade d'artillerie de défense aérienne de l'US Army, « restera opérationnel » tant que la modernisation du site AEGIS Ashore de Deveselu ne sera pas achevée, ce qui « devrait prendre plusieur semaines. »

Pour rappel, le système THAAD peut intercepter et détruire des missiles balistiques faisant des manœuvres terminales dans les basses couches de l'atmosphère comme le SS26 Iskander russe ou le Fateh 110 iranien. Pour cela, il s'appuie sur un radar de haute précision, d'une portée de 1.000 km.

L'an passé, la question de déployer un tel système en Allemagne, précisément à Ramstein, avait été posée. Il s'agissait alors de trouver une solution au retard pris dans la construction du site AEGIS ASHORE à Redzikowo [Pologne], lequel ne devrait pas être opérationnel d'ici 2020.

EUROPE (Union européenne)

BREXIT

L'UE propose au Royaume-Uni de reporter le Brexit au 31 octobre

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 11/04/2019 00:48 CEST | Actualisé il y a 2 heures
Le HuffPost avec AFP

Cette offre a été acceptée par la Première ministre britannique Theresa May, qui réclamait un report au 30 juin.



Anadolu Agency via Getty Images

BREXIT - Un compromis qui ne manque pas d'ironie. Dans la soirée du mercredi 10 au jeudi 11 avril, l'Union européenne a proposé au Royaume-Uni de reporter la date du Brexit au 31 octobre, après un point d'étape en juin, ont rapporté plusieurs sources diplomatiques.

Alors que la France avait laissé entrouverte l'option d'un report au mois de juin, et que l'Allemagne, moins intransigeante, n'avait pas écarté une sortie en 2020, la poire a finalement été coupée en deux, fixant la date butoir le jour d'Halloween.

Le président du Conseil européen Donald Tusk a confirmé, dans un tweet, qu'un accord avait été trouvé mais sans préciser la durée du report que l'UE veut accorder au Royaume-Uni. Il s'était prononcé en faveur d'une prolongation plus longue, allant jusqu'à un an.



Donald Tusk

✔ @eucopresident

EU27 has agreed an extension of Art. 50. I will now meet PM @theresa_may for the UK government's agreement. #Brexit

6 211

02:45 - 11 avr. 2019

Cette offre, sur laquelle les 27 se sont mis d'accord après de difficiles tractations, devait être acceptée par la Première ministre britannique Theresa May, qui réclamait un report au 30 juin. Ce qu'elle a fait quelques instants plus tard. "Cela signifie six mois de plus pour que le Royaume-Uni trouve la meilleure solution possible", a ajouté Donald Tusk.

Point d'étape

Le point d'étape en juin interviendrait, lui, au cours d'un sommet européen régulier déjà programmé les 20 et 21 juin, a indiqué une source européenne.

Une source française a salué ce "consensus", qui permet que "les institutions européennes puissent avancer et que le Brexit ait le moins d'effet sur leur fonctionnement".

A deux jours de la nouvelle date butoir pour le retrait britannique décidée au cours d'un précédent sommet, le Royaume-Uni et ses 27 partenaires veulent éviter les dégâts d'un divorce brutal, sans accord, après plus de 40 ans d'une union tourmentée.

Malgré leur lassitude face aux tergiversations de Londres, où les députés ont par trois fois rejeté le traité de retrait négocié par Theresa May avec Bruxelles, les responsables européens s'étaient montrés disposés à donner plus de temps aux Britanniques. Mais Paris menait le camp des pays exigeant des conditions "strictes".

Pour autant, la France trouverait son compte dans ce compromis, selon cet officiel français cité par un journaliste du *Monde*. "C'est un scénario où le Brexit a le moins d'impact possible sur la bonne marche de l'Europe", veut-il croire (tweet ci-dessous).



Cédric Pietralunga @CPietralunga

En réponse à @CPietralunga

Pour la France, la date du 31 octobre est acceptable car la nouvelle Commission issue des élections européennes n'entrera en fonction que le 1er novembre. "C'est un scénario où le Brexit a le moins d'impact possible sur la bonne marche de l'Europe", explique un officiel français

03:11 - 11 avr. 2019

"La butée du 31 octobre nous protège" car c'est "une date clé, avant l'installation d'une nouvelle Commission" européenne, a confirmé le chef de l'État à l'issue du Conseil européen, considérant que cette proposition était "le meilleur compromis possible".

"Il y a eu des sensibilités différentes" parmi les 27, dont une bonne partie souhaitaient "une extension longue", de l'ordre d'un an, a reconnu Emmanuel Macron.

Mais il a indiqué "assumer" ce "rôle de clarté" et de "fermeté", en soulignant qu'il n'aurait pas "été logique" de "donner une extension longue" aux Britanniques. Il s'agit, a-t-il expliqué, de "respecter le vote britannique" en faveur d'une sortie de l'Union européenne, et "de ne pas entraver le bon fonctionnement de l'UE".

Un Brexit possible avant cette date

Cette proposition de report, acceptée principe par Theresa May, ne signifie pas forcément que le Royaume-Uni restera forcément jusqu'à cette date au sein de l'UE. "Si nous arrivons à trouver un accord maintenant (...) nous pouvons encore sortir le 22 mai", a déclaré Theresa May, en référence aux députés britanniques qui ont jusqu'ici rejeté l'accord de divorce qu'elle a conclu avec Bruxelles ainsi que toutes les alternatives qui leur ont été proposées.

Par ailleurs, le Royaume-Uni devra participer aux élections européennes fin mai ou quitter l'UE le 1er juin sans accord de divorce, a déclaré dans un tweet le Premier ministre irlandais, Leo Varadkar.



Leo Varadkar

✔ @LeoVaradkar

And we're done. (1) Flextension to Oct 31st (2) We'll take stock of situation at our regular summit in June (3) UK to take part in @Europarl_EN election or must leave on June 1st without a deal.

Good night !

2 454

04:08 - 11 avr. 2019

Touristes, expatriés, étudiants : quelles conséquences concrètes pour les Français en cas de Brexit dur ?

Accueil Europe Grande-Bretagne Brexit https://www.ouest-france.fr/ Publié le 10/04/2019 à 16h31



Le Royaume-Uni redevenant un pays tiers, les contrôles aux frontières seront rétablis (image d'illustration). | GLYN KIRK / AFP.

Les 27 de l'Union européenne se réunissent ce mercredi à Bruxelles pour approuver ou refuser un nouveau report du Brexit, assorti de conditions et dont la durée reste toutefois à déterminer. En cas de refus, le Royaume-Uni pourrait sortir sans accord de l'Union, scénario redouté par le gouvernement. Le cas échéant, quelles conséquences pour les citoyens des autres pays de l'Union européenne ? Qu'adviendra-t-il des touristes, expatriés et étudiants Français au Royaume-Uni ?

Trouveront-ils un accord, ou nous rapprochons-nous d'une sortie sèche ? Les 27 pays membres de l'Union européenne se réunissent ce mercredi pour statuer sur la demande de report de l'entrée en vigueur du Brexit, après le rejet du projet d'accord négocié avec Bruxelles. L'hypothèse d'un « no deal », une sortie du Royaume-Uni sans accord pour organiser les relations entre le pays et les membres de l'Union, se maintient donc.

Loin de ne concerner que les Britanniques, cette sortie sèche aura des impacts sur les autres citoyens des pays européens, et notamment ceux qui se trouvent au Royaume-Uni ou qui projettent de s'y rendre. Pour les touristes, les expatriés et les étudiants, une série d'interrogations demeurent pour une pluralité de situations différentes.

Touristes : le retour des files d'attente

Sortir de l'Union, c'est d'abord mettre un terme à la libre circulation des citoyens européens en Grande-Bretagne. Si l'Eurostar continuera de circuler, comme l'assurait Guillaume Pepy, le président de la SNCF, récemment, la sortie de l'espace Schengen entraînerait le retour des contrôles aux frontières. Des contrôles qui pourraient perturber très sérieusement les déplacements entre la gare du Nord et Saint-Pancras.

Selon l'Association européenne du tourisme, pour contrôler les 900 voyageurs à bord d'un Eurostar, 22 heures de travail seraient nécessaires. Un scénario surréaliste. Bien évidemment, le Royaume-Uni redevenant un pays tiers, d'autres facilités, comme la fin du surtaxage téléphonique ou la possibilité de voyager avec une simple carte d'identité, disparaîtront également.

Une bonne nouvelle cependant : en prévision d'une sortie sans accord de l'Union européenne, la Commission et Londres se sont entendus pour ne pas imposer de visa aux touristes de part et d'autre de la Manche. Si une sortie sans accord se confirmait, les ressortissants britanniques pourraient continuer à voyager en Europe sans visa. Seule condition, que le Royaume-Uni accorde le même privilège aux ressortissants européens.

Expatriés : résidents temporaires ou permanents

Qu'adviendra-t-il des résidents étrangers qui vivent au Royaume-Uni ? Une famille française installée à Londres pourra-t-elle rester au lendemain d'une sortie sans accord et sous quelles conditions ? Dès l'entrée en vigueur du Brexit, une étape deviendra indispensable pour rester au Royaume-Uni : faire une demande de résidence temporaire lorsqu'on y vit depuis au moins deux ans. Lorsqu'il aura passé 5 années installé de façon continue au Royaume-Uni, le ressortissant étranger pourra faire une demande de résidence permanente.

Pour faciliter les démarches - et faire preuve de bonne volonté -, le gouvernement britannique a même créé sa propre application pour smartphone qui permet de faire cette demande de façon

rapide et intuitive. Il suffit de scanner son passeport, prendre une photo de son visage et de répondre à une série de questions. Une procédure qui est d'ores et déjà disponible.

Cette demande a néanmoins un coût : 72 euros pour les adultes, moitié moins pour les enfants et adolescents de moins de 16 ans.

Étudiants : ces chères études

Les universités britanniques sont très prisées des étudiants étrangers. À titre d'exemple, la célèbre et très prestigieuse université d'Oxford accueille 4 000 étudiants issus des pays membres de l'UE. Depuis le vote du Brexit, les étudiants étrangers et le corps universitaire redoutent la transformation inévitable de l'université. Actuellement, les frais d'inscription appliqués aux étudiants de l'Union sont les mêmes que ceux payés par les Britanniques.

Pour Oxford, cette somme est fixée à 10 500 euros (9 000 livres). Un Brexit sans accord transformerait automatiquement les étudiants de l'UE en étudiants internationaux, et ferait bondir ces frais d'inscription à 24 000 euros, voire plus en fonction du diplôme et de la spécialité recherchée.

Du côté des étudiants étrangers qui participent au programme Erasmus en Grande-Bretagne, l'angoisse d'un Brexit dur a aussi été très forte. Début février, Sophia Eriksson Waterschoot, qui est responsable du programme Erasmus + pour la Commission européenne, alertait sur un **« problème immédiat »**. Un **« no-deal »**, expliquait-elle, pourrait contraindre ces étudiants étrangers à **« interrompre leurs études, rentrer chez eux et perdre tous les points académiques qu'ils auraient acquis et seraient obligés de redoubler un semestre »**.

Fort heureusement, la Commission européenne et le gouvernement britannique ont rapidement trouvé un accord. Une procédure d'urgence a été mise en place afin de permettre à ces étudiants de finir leur séjour. Et pour la suite ? Si une sortie **« dure »** du Brexit se confirme bel et bien, le Royaume-Uni ne devrait plus participer au programme d'échange.

Devant toutes ces incertitudes générées par le Brexit, les étudiants français ont préféré jeter leur dévolu sur d'autres pays. En 2017-2018, pour la première fois, le Royaume-Uni a perdu sa première place au classement des destinations préférées des étudiants français en Erasmus. Ils lui ont préféré l'Europe du Sud, plaçant l'Espagne en tête.

Le Brexit rend aveugle

https://www.bruxelles2.eu/ 11 avril 2019 Nicolas Gros-Verheyde / Doctrine politique UE, Editorial / 0 Comments

(B2) Les dirigeants européens ont passé une grosse soirée et une bonne partie de la nuit de mercredi à jeudi à se regarder le nombril. Cette fois, c'est le britannique Brexit qui est au cœur du psychodrame. Durant tout ce temps, les '27' n'ont pas trouvé quelques minutes pour discuter de deux ou trois sujets internationaux vitaux



Dans le désert malin (crédit : DICOD / EMA)

Des bouleversements notables

On ne peut qu'être étonné, perplexe, voire furieux devant une telle absence. Une telle inconsistance, face aux bouleversements en cours, est coupable. On peut cerner trois sujets qui auraient mérité un sommet exceptionnel (1).

1° La ‘ceinture sud’ de l’Europe est en effervescence

Le Soudan, où Omar El-Béchir paraissait indéboulonnable parmi les indéboulonnables, vacille. L’Algérie, en léthargie depuis plusieurs années, se réveille. Le départ du président mutique Abdelaziz Bouteflika est acté. Mais sa succession est encore en pointillé… La Libye s’enfonce dans une guerre civile. Le général Haftar soutenu par certains alliés arabes (Égypte, Émirats arabes unis) — et avec le consentement implicite de l’Arabie Saoudite comme de la Russie — est parti à l’assaut du pouvoir de Tripoli, bien décidé à le secouer, à défaut de pouvoir le conquérir. Sur tous ces dossiers, la réaction européenne reste peu adaptée aux enjeux.

2° Le processus de paix au Proche-Orient est en coma dépassé

L’annonce du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu d’annexer la Cisjordanie enfonce un clou de plus dans le cercueil du processus de paix au Proche-Orient. La solution à deux États — soutenue à bout de bras par les Européens — n’est pas éloignée, elle paraît enterrée. Aucune alternative à ce processus n’a été proposée par les Européens, alors que Bibi est bien placé pour un nouveau mandat.

3° La Russie en embuscade

A tous les carrefours de la politique européenne, on retrouve… la Russie en embuscade. Peu importe qu’il s’agisse de l’Afrique, du Moyen-Orient, voire même du Venezuela. Il faudrait à un moment percer la politique du ni ni : ni main tendue ni adversité farouche. Il s’agit d’engager un dialogue stratégique avec Moscou, sans renoncer pour autant au langage de la condamnation de certains actes, pour éviter des entraves régulières.

Des orientations nécessaires des Chefs

Tous ces points auraient dû donner lieu à une discussion, vive au besoin, entre chefs d’État et de gouvernement, à partir de papiers d’options. C’est à leur niveau, seulement, qu’une impulsion politique importante peut et doit être donnée. Les diplomates – ou les autres acteurs de gestion de crises – peuvent proposer des idées ou mettre en musique des projets. Mais il leur faut des orientations politiques, des lignes directrices.

Des erreurs à répétition

Les 28 répètent ainsi l’erreur fatale des années 2010, voire des années 1990 (cf. encadré) !

La position de l’autruche sur la Libye

Obnubilés par la crise financière grecque (qui était grave), ils n’ont pas voulu affronter clairement leurs divergences sur l’intervention en Libye en 2011, et l’après-Kadhafi. Ils n’ont pas pris à bras le corps la reconstruction d’un modèle libyen, malgré quelques déclarations de bonnes intentions, l’abandonnant aux bons soins d’autres acteurs (ONU, etc.).

L’oubli de la Syrie

En 2012, *bis repetita. D*ivisés sur la guerre en Syrie (pour ou contre Bachar), ils ont ‘oublié’ ce point de leur agenda, se contentant de temps à autre d’une déclaration, ou d’une mise sous sanctions de responsables syriens. Un cautère sur une jambe de bois. Ils se sont, de fait, retirés de cette zone, laissant le soin à la Turquie, l’Iran et la Russie de faire la guerre… et la paix. Ils ont refusé de voir ensuite la crise des réfugiés, et la migration que cela pouvait entraîner (1).

… débouchant sur une crise politique

Cette crise migratoire de 2015 était extrêmement prévisible. Et tout ce qui a été fait ensuite en catastrophe aurait pu être préparé, planifié en amont. Elle a entraîné un bouleversement politique en Europe, une cassure, qui est autant voire davantage dommageable pour l’Union européenne que le départ du Royaume-Uni ou la crise financière grecque, finalement.

Un effritement stratégique tacite

Ce qui vient de se passer au sommet européen du 10 avril — la cécité collective des 28 Chefs d’État et de gouvernement sur leur voisinage proche — est irresponsable. Cela participe à

l'effacement lent, mais certain, du poids européen dans le monde. Il est inutile de se glorifier de 'l'autonomie stratégique' ou des 'valeurs européennes' si c'est pour arriver à ce résultat absurde.

Une seule cause : interne

Il est inutile d'accuser Donald Trump, Vladimir Poutine ou tous les autres de cet effacement. La cause est uniquement interne. Si les Européens perdurent dans cette absurdité, la stratégie de Theresa May et des Britanniques aura, finalement, gagné : ne laisser à l'Europe qu'un rôle de régisseur en chef des questions économiques intérieures et lui retirer toute capacité d'agir au niveau mondial.

Une nécessité : changer de processeur

Le temps où on pouvait évoquer un problème après l'autre est terminé. On ne peut pas rester concentré durant des mois (voire des années) sur une problématique interne, en traitant rapidement les problèmes externes. Car ils sont la préfiguration de la crise (interne) suivante. Les chefs d'État et de gouvernement doivent changer leur processeur, passer du monotâche au multitâche, être capables d'évoquer toute une série de problèmes successifs, poser les bases d'une stratégie réaliste. Face aux divergences européennes, bien réelles, il faut sortir par le haut, proposer des approches nouvelles, plutôt que se réfugier derrière des déclarations qui ne pèsent plus dans le monde d'aujourd'hui.

(Nicolas Gros-Verheyde)

La leçon de la Yougoslavie n'a pas servi

Dans les années 1990, on avait assisté à un même phénomène. Les Douze (alors), tout attentionnés à la création de leur bébé — la monnaie unique —, avaient un peu délaissé la volonté d'agir sur leur voisinage proche, la Yougoslavie qui s'embrasait. Contrairement à ce qui est souvent dit, la Communauté européenne avait réagi, au départ, plutôt bien à la crise avec les faibles moyens dont elle bénéficiait. L'ampleur de la réflexion comme l'action entreprise était, en fait, largement supérieure à ce qui s'est produit ces dernières années sur la Libye et la Syrie. Mais elle avait ensuite 'baissé' les bras devant l'amplitude de la crise et à cause de problématiques internes qui lui semblaient plus fortes. A la fin de cette guerre sanglante des Balkans qui a endeuillé une partie de l'Europe, des leçons avaient été tirées. On avait dit : 'plus jamais'. Des outils, des moyens d'action extérieurs ont été mis en place. Ils sont disponibles aujourd'hui… Mais on ne les utilise pas ou trop peu.

(1) D'autres sujets sont aussi inquiétants. La situation au Mali et au Burkina-Faso (pays d'émigration) devient de plus en plus préoccupante. Nous ne sommes pas à l'abri de bouleversements supplémentaires, de coups d'état ou autres qui nous fassent revenir quelques années en arrière.

Nicolas Gros-Verheyde

Culture

PESC, PSDC, OTAN… Le Glossaire européen

https://www.bruxelles2.eu/ 22 juin 2012 Nicolas Gros-Verheyde / Analyse, Doctrine de crise PSDC / Comment ça marche, missions PSDC, OpPlan, OTAN, PESC, PSDC /



(crédit : Etat-Major des armées / DICOD)

(BRUXELLES2) Pour s'y retrouver dans la jungle des signes utilisés pour l'Europe de la Défense, voici un petit glossaire. En quelques mots, découverte de quelques sigles « barbares »…

NB : Ce glossaire peut être amélioré. N'hésitez pas à indiquer en commentaire les sigles sur lesquelles vous voudriez des informations.

I. Les structures politiques

Les organisations

CED = Communauté européenne de défense. Un projet, avorté, né au lendemain du 2e conflit mondial, dans les années 1950 aux cotés de la Communauté économique du Charbon et de l'Acier (CECA) pour permettre la mise en commun des forces armées en Europe.

UEO (WEU) = Union pour l'Europe Occidentale. Créée le 17 mars 1948 (sous le nom d'Union occidentale), modifié le 23 octobre 1954 (par le Traité de Bruxelles), par 7 pays fondateurs (dont France, Allemagne, Royaume-Uni), réactivée en 1984 dans le but de développer une Identité européenne de défense commune au sein de l'Alliance, puis au début des années 1990, avec le traité de Maastricht, pour devenir la fonction militaire de l'Union européenne, elle ne réussit pas cette mutation et disparait intégrée dans l'Union européenne, le 30 juin 2011 (lire : La fin de l'UEO est effective, dernières tâches à effectuer).

UE = Union européenne ou « 28 ». On désigne ainsi les pays de l'Union européenne. Ce nombre évolue en fonction des adhésions. Côté européen, ils étaient « 6 » à l'origine de la CEE (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) puis « 9 » à partir de 1973 (avec le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni) et « 10 » (avec la Grèce en 1981), les « 12 » à partir de 1986 (Espagne et Portugal) , puis les « 15 » à partir de 1995 (Autriche, Finlande et Suède), « 25 » avec l'arrivée de 8 pays d'Europe de l'Est le 1er mai 2004 (Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, république Tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovénie) + Malte et Chypre ; »27″ depuis 2007 (Roumanie et Bulgarie) et « 28 » (Croatie). En matière militaire, ce nombre cache une particularité : le Danemark ne participe pas aux décisions en matière d'opérations ou missions militaires de la PSDC, comme de l'Agence européenne de défense, la décision est prise à « 27 ». Le Danemark participe en revanche aux opérations civiles de la PeSDC et au marché de la défense (règles de marchés publics, recherche & développement, etc.).

OTAN (NATO) = Organisation du traité de l'Atlantique Nord ***/* « 28 » (29)**. Créée en 1949, l'Alliance atlantique comptait 12 membres fondateurs à l'origine : Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni. La Grèce et Turquie l'ont rejointe en 1952, Allemagne en 1955, Espagne en 1982. Une première vague issue de la chute du Mur de Berlin a adhéré en 1999 (République tchèque, Hongrie et Pologne). Et une seconde vague en 2004 (Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie). L'Albanie et la Croatie ont été intégrées en 2009. Les Etats membres de l'OTAN sont aujourd'hui sensiblement (2016) le même nombre de membres que l'Union européenne. Mais ils diffèrent sensiblement. 6(7) Etats sont membres de l'OTAN mais non membres de l'UE (USA, Canada, Turquie, Islande, Norvège, Albanie + Montenegro) ; 6 Etats sont membres de l'UE mais non membres de l'OTAN, soit parce qu'ils sont neutres, soit parce qu'ils sont « non alignés » (Irlande, Autriche, Chypre, Malte, Suède et Finlande). NB : Le Montenegro a reçu le feu vert pour l'adhésion en mai 2016.

Les organes politiques (UE)

HR (ou) **HRUE** (ou) **HR/VP** = Haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité. Cette fonction a été créée par le Traité d'Amsterdam sous la dénomination de Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune. Elle était conjointe avec la fonction de secrétaire général (SG) du Conseil de l'Union européenne. Elle a été transformée par le Traité de Lisbonne en lui accolant la fonction de Vice-président de la Commission (d'où la dénomination HR/VP) et de président du Conseil des ministres des Affaires étrangères mais en la détachant de la fonction de SG du Conseil. Communément désigné par « Haut représentant de l'UE ». Ce poste a été occupé successivement par Javier Solana (1999-2009), Catherine Ashton

(2009-2014), Federica Mogherini (2014-2019). Depuis les deux dernières nominations, l'usage a été pris de féminiser ce terme = Haute représentante. Lire notre fiche : Le Haut représentant, d'après le Traité de Lisbonne ? (12.2009)

FAC ou CAE = Conseil des ministres des Affaires étrangères. C'est le format décisionnel en matière de politique étrangère et de sécurité. Il se réunit en format « Affaires étrangères » ou en format « Défense », ou en format « Jumbo » (les deux ensemble). La réunion est présidée par le Haut représentant de l'UE qui définit l'ordre du jour, l'organisation de la réunion et signe les documents législatifs (et non plus par la présidence tournante de l'UE comme avant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne). Lire notre fiche : *Le Conseil des ministres de l'UE*

COREPER = COmité des REPrésentants PERmanents, regroupant les ambassadeurs des Etats Membres auprès de l'Union (les « RP » en langage courant, comme représentants permanents). Il prépare les travaux du Conseil. La formation « COREPER II » a en charge de préparer les matières « régaliennes » (Relations extérieures, Justice et Affaires intérieures, Economie et finances) issues du Traité sur l'UE de Maastricht tandis que la formation « COREPER I » a en charge les matières classiques issues des origines de la CEE (Agriculture et Pêche, Emploi et social, Industrie et Compétitivité, Télécoms ou Société de l'information, Transport). Lire notre fiche : *Le Coreper, instance de tous les compromis*

COPS / PSC = COmité Politique et de Sécurité. Créé en 2001 (par le Traité de Nice), il regroupe les ambassadeurs des Etats membres de l'Union européenne, spécialisés dans les questions des affaires étrangères et de politique de défense. C'est l'instance qui définit les positions communes avant les Conseils des Affaires étrangères, les sommets bilatéraux ou les missions/opérations de la PeSDC. Elle est présidée par un délégué du Haut représentant de l'UE. Réunion normalement les mardi et vendredi, ainsi que le matin précédant chaque Conseil des Affaires étrangères. Lire notre fiche : Le Comité politique et de sécurité (COPS), creuset de la politique étrangère de l'UE

Représentation permanente (RP / PR ou *PermRep* pour les intimes). C'est l'ambassade de chaque Etat membre auprès de l'Union européenne. En fait, bien souvent c'est un petit ministère regroupant toutes les spécialités utiles pour un gouvernement afin de suivre toutes les politiques européennes : de la politique étrangère ou de défense à l'agriculture en passant par l'économie et finances, la justice, les affaires intérieures, l'industrie, les télécoms… Le représentant permanent (qui a rang d'ambassadeur) siège au Coreper II, son adjoint au Coreper I. Un troisième ambassadeur siège au COPS. Le représentant militaire siège au Comité militaire de l'UE.

CMUE / EUMC = Comité militaire de l'Union européenne. Il réunit de façon ordinaire les représentants militaires de l'UE. Il se réunit au moins une fois par semestre au niveau des chefs d'Etat-Major de chacun des Etats membres (CHOD). Situé avenue Cortenbergh à Bruxelles, dans l'enceinte de l'Ecole militaire royale (Belgique). Lire notre fiche : *Le Comité militaire de l'UE (CMUE)*

Les structures de la PESC / PSDC (UE)

SEAE / EEAS = Service européen pour l'action extérieure. Il n'a rien d'un « service action ». C'est tout simplement le Service diplomatique européen. Son siège est à Bruxelles, sur le rond-point Schuman. Il dispose de délégations (véritables ambassades) situées dans près de 140 pays dans le monde. C'est un des organes les plus récents de l'UE et une des principales innovations du Traité de Lisbonne (et les plus efficaces).

EUMS / EMUE = Etat-Major de l'Union Européenne. Il conseille le Comité militaire sur les missions et les capacités militaires de l'UE. Il produit les concepts militaires et prépare les exercices. Lire notre fiche : L'Etat-Major militaire de l'Union européenne (EUMS) : le coeur de l'expertise militaire de l'UE.

OpsCenter = Centre d'opérations. Activé le 23 mars 2012 pour la première fois, pour une durée de deux ans. Il a pour objectif de coordonner les missions européennes dans la Corne de l'Afrique (RMCB, EUTM Somalia, EUNAVFOR Atalanta) et notamment créer des synergies entre les aspects civils et militaires. Le centre est basé au sein de l'Etat-Major militaire. Lire notre fiche : le *Centre d'opérations (OpsCenter)*

CMPD = *Crisis Management and Planning Directorate*. La direction chargée au Service diplomatique européen d'anticiper et planifier les missions civiles comme militaires de la PSDC. Lire notre fiche : *La CMPD, la planification des futures missions et opérations*

CPCC = *Civilian Planning and Conduct Capability*. La direction chargée au Service diplomatique européen de préparer et gérer les missions civiles de la PSDC. Lire notre fiche : *La CPCC, le commandement des missions civiles*

IntCen (ex SitCen) = Intelligence Center. Le direction chargée au sein du Service diplomatique européen de l'analyse du renseignement extérieur et intérieur. Lire aussi : dossier N°21. Au coeur de l'IntCen (ex SitCen)

QG – OHQ = Quartier général. L'Union européenne ne dispose pas de quartier général permanent militaire. Elle peut activer, quand une opération est mise en place, un des six quartiers généraux répertoriés : Paris-Mont Valérien (France), Londres-Northwood (Royaume-Uni), Potsdam (Allemagne), Rome (Italie), Larissa (Grèce) ainsi que le Shape – Mons (OTAN). Lire notre fiche : *Les différents QG des opérations européennes*

EU XXX le nom de code des missions/opérations de l'Union européenne est composé généralement du préfixe EU (European Union)

- EUFOR (opération militaire de force)
- EUNAVFOR (opération maritime militaire)
- EUAM (mission de conseil)
- EUMAM (mission militaire de conseil)
- EUBAM (mission d'assistance aux frontières)
- EUCAP (mission de renforcement des capacités)
- EUJUST (mission de renforcement de la justice)
- EULEX (mission de renforcement de l'Etat de droit)
- EUMM (mission d'observation)
- EUPOL (mission d'assistance à la Police)
- EUTM (mission militaire de formation)
- EUSEC (mission de réforme des structures de sécurité)

Les agences dépendantes du Haut représentant (UE)

Agence Européenne de Défense (AED / EDA). Basée à Bruxelles. L'agence a pour objectif le développement des capacités de défense européenne et agit comme catalyseur pour la promotion de la collaboration capacitaire entre les Etats Membres. Lire notre fiche : *L'Agence européenne de Défense (EDA)*

Institut d'études de sécurité de l'UE (IESUE / EUISS). Basé à Paris. Il se veut le think tank pour les questions de sécurité de l'Union européenne. Lire notre fiche : *L'institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IEUSS)*

Centre satellitaire de l'UE (CSUE OU SATCEN). Basé à Torrejon (Espagne). Il a pour mission d'exploiter et produire des informations résultant de l'analyse des images terrestres, en soutien à la prise de décision de l'UE en matière de PSDC. Lire notre fiche : *Le Centre satellitaire de l'Union européenne (Satcen)*

Les groupes de travail du Conseil de l'UE

CivCom (Comité chargé des aspects civils de la gestion des crises). Groupe de travail en charge de la gestion civile des crises (missions de police, Etat de droit, administration civile et protection civile). Il évalue les différentes options stratégiques (réponse aux crises, déroulement des opérations et sortie de crise) et formule des recommandations au COPS.

GPM (groupe politico-militaire). Il est en charge des aspects politico-militaires de la PSDC. Composé en général de militaire, il suit de façon technique les différents dossiers qui seront examinés au COPS. Parmi ses domaines de compétence: les opérations militaires, les missions de réforme du secteur de sécurité (RSS) ou de renforcement des capacités militaires.

RELEX (groupe Relations extérieures)**.** Composé de diplomates, il élabore les décisions de la politique étrangère, notamment en matière de sanctions. Du côté de la Défense, il se concentre, en particulier, sur les accords signés avec les pays tiers (participation aux opérations, transfert de pirates, SOFA/SOMA…) et sur les aspects budgétaires. Il est présidé par un diplomate national appartenant à la présidence tournante.

Les autres groupes sont organisés par zone géographique — **COWEB** (Balkans), **MaMa** (Maghreb/Mashrek), **COEST** (Europe de l'est), **COAFR** (Afrique) etc. — ou par thématique : **CONOP** (Non-prolifération), **COHOM** (Droits de l'homme), **CODUN** (Contrôle des armements et Désarmement global), **COARM** (Exportation des armes conventionnelles), etc. Ils préparent les décisions dans leurs domaines respectifs qui montent ensuite dans les autres groupes (COPS / COREPER). Ils sont généralement présidés par un diplomate européen nommé par la Haute représentante.

Les structures alliées (Otan / Usa)

NAC = North Atlantic Council. L'instance de concertation et de décision politique de l'Alliance atlantique. Il réunit, à titre usuel, les ambassadeurs des Etats membres auprès de l'Alliance, en général les mercredis. Les réunions peuvent aussi se tenir au niveau ministériel (format Défense ou Affaires étrangères).

SHAPE = *Supreme Headquarters Allied Powers Europe*. Le quartier général des opérations de l'OTAN, basé à Mons (Belgique). Il peut servir également de QG des opérations de l'Union européenne dans le cadre des accords « Berlin Plus ».

SACEUR = *Supreme Allied Commander Europe*. Le commandant en chef (militaire) de l'OTAN. C'est toujours un Américain qui a une double casquette car il commande également les forces des Etats-Unis en Europe (EUCOM). Le **D-SACEUR** – son adjoint (D = deputy) – est toujours un Européen, en général un Britannique.

JFC. Le Commandement conjoint des forces. Au sein de l'OTAN, il existe trois commandements permanents : à Naples, Lisbonne et Brunssum.

ACT. Le Commandement pour la transformation des forces. Basé à Norfolk (USA), il a pour tâche la formation, l'entraînement et les exercices, la conduite d'expériences pour évaluer de nouveaux concepts, et l'interopérabilité.

US Africom. Le commandement pour l'Afrique de l'armée américaine. Basé à Stuttgart (Allemagne).

II. Les Opérations

Mission ou Opération de la PSDC ? On parle également de « missions » pour les actions civiles ou les actions militaires sans mandat exécutif, généralement avec une fonction de formation ou conseil (ex. EUTM Somalia ou EUTM Mali qui ont pour objectif la formation et la restructuration des armées somalienne ou malienne) et d'opérations pour les actions militaires avec mandat exécutif ou assimilé.

Les documents de planification militaire (UE)

Options. Toute opération/mission, civile ou militaire, de la PSDC démarre par des options, définie de façon plus ou moins formelles. Puis suivent une série de documents de planification de plus en plus précis. Lire notre fiche : *La planification d'une mission / opération*

PFCA = *Political Framework for Crisis Approach.* Ce document politique de cadrage est préalable à la planification d'une opération/mission de la PSDC. Il indique les options possibles de réponse par l'Union européenne, qu'il s'agisse d'instruments de la PSDC ou d'autres instruments (financiers, diplomatiques, développement, etc.).

CMC = « Concept de gestion de crises ». C'est le document cadre conceptuel décrivant l'approche générale de l'UE dans la gestion d'une crise particulière. C'est le préalable à toute

opération menée au titre de la PeSDC. Quand il est adopté, cela équivaut à un feu vert officiel au reste de la planification.

Décision (cadre). Cette décision adoptée par le Conseil des ministres de l'UE établit le cadre de l'opération/mission, précise les objectifs de la mission, la durée, la chaîne hiérarchique. Normalement, elle désigne le chef d'opération/mission ainsi que le budget minimal. NB : Avant le Traité de Lisbonne, on parlait d'Action commune

CONOPS = « Concept d'opération ». Ce document décrit les objectifs fixés, les forces requises, la manière de les utiliser, la chronologie retenue, et la montée en puissance du dispositif retenu.

CONOPS +. Un Concept d'opération plus détaillé qui englobe également le plan d'opération (OpPlan). Ce qui permet d'aller plus vite ou est plus simple à élaborer dans les missions au profil moins complexe.

OpPlan = « Plan d'opération ». Il détaille toutes les forces nécessaires, leur organisation et leur répartition sur le terrain, la structure de commandement, les relèves éventuelles.

MisPlan = « Plan de mission ». Même objectif que l'OpPlan pour les missions civiles ou militaires (sans fonction exécutive)

ROE = « *Rules of engagement*« *(*règles d'engagement). Ces directives fixent l'emploi de la force armée par les militaires sur le théâtre d'opérations. Elles définissent les circonstances et les limites relatives à l'utilisation de cette force comme le degré et le type de force à laquelle les soldats peuvent avoir recours, ainsi que leur hiérarchisation (semonce ou avertissement, tir d'immobilisation ou de neutralisation).

Décision de lancement. Une ultime décision politique, prise par le Conseil des ministres (généralement en point A = sans débat) officialise le lancement de l'opération. C'est généralement le point de départ de la durée de mission, qui coïncide (le plus souvent) avec la Capacité initiale opérationnelle (IOC).

voir fiche-mémo : La « planification » stratégique, comment çà marche? (et) Comment se passe la « génération de forces » ?

Les documents diplomatiques (UE)

COREU = CORrespondance EUropéenne. C'est l'équivalent du télégramme diplomatique au niveau européen. Il désigne à l'origine le réseau de communication de l'Union européenne entre les États membres et la Commission pour la coopération dans les domaines de la politique étrangère. Il facilite une prise de décision rapide en cas de crise.

Non Paper / Thinking for Food, etc. Document rédigé par un ou plusieurs Etats membres, ou une structure européenne, destinée à alimenter la discussion. Par nature, non officielle, il sert aussi à émettre des idées, un peu hors normes, de façon à stimuler ou réorienter le débat.

Les sigles en opération (OTAN/UE)

C2 = *Command and Control*. En gros le dispositif de commandement.

CIS = *Communication and Information Systems*. Les systèmes d'information sécurisés en opération.

CoO / HoM = *Chief of Operation / Head o*f *Mission* **:** commandant d'opération ou chef de la mission.

Chief of Staff (COS) : un officier supérieur qui commande le quartier général quotidiennement et souvent agit comme numéro 2 du commandement.

FHQ / OHQ. On distingue généralement le quartier général d'opération (OHQ) – qui dirige l'opération militaire d'un point de vue stratégique (= politico – militaire) et le quartier général de force (FHQ) – qui dirige l'opération militaire d'un point de vue tactique (gestion des forces au quotidien et définition des différentes actions (patrouilles, observation, arrestation…) et réaction en cas d'incident). Le premier est situé généralement hors zone d'opération, le second est situé en

général dans la zone d'opérations ou à proximité immédiate. Dans certaines opérations/missions, un seul quartier-général est établi servant à la fois d'OHQ et de FHQ, notamment pour les missions de formation et d'entraînement.

ForceCommander : le commandant de la force (militaire) au niveau tactique, sur zone (terre, mer).

MisCommander : le chef d'une mission (militaire)

OPsCommander : le commandant de l'opération (militaire) au niveau stratégique et politique.

Medevac ou Evasan : Evacuation sanitaire ou *Medical evacuation*. Rapatriement sanitaire ou médicalisé d'un blessé ou malade de la zone d'action vers l'hôpital de première urgence (sur place) ou de traitement complet (sur territoire européen).

Rôle 1, 2, 3. Dispositif médical en opération. Le Rôle 1 correspond au poste d'infirmerie renforcé. Le Rôle 2 à un hôpital de campagne (avec bloc(s) opératoire(s) et petit labo d'analyse). Le Rôle 3 à un hôpital complet (de ville), avec toute la palette des soins. Exemple : l'hôpital français de KAIA (à Kaboul) est un rôle 3.

SAR = *Search and Rescue*. La faculté d'aller récupérer un militaire perdu en opération. Dispositif obligatoire pour toute opération. S'emploie également en matière de protection civile, de secours en mer, en montagne, en désert…

Codes couleur exercice (OTAN) : Blue (bleu) = amis. Green (vert) = neutre. Red (rouge) = hostile. Yellow (jaune) = inconnu. Par exemple une attaque « blue on blue » = tir fratricide, « green on blue » souvent utilisé pour les attaques subies par des éléments de police en Afghanistan sur les forces de l'ISAF.

Fonctions dans un Etat-Major (OTAN / UE). Une nomenclature commune aux opérations OTAN/UE est utilisée, avec une lettre (désignant le type d'opération) et un chiffre (désignant la fonction). Nomenclature utilisée également dans plusieurs armées nationales (Etats-Unis, Royaume-Uni, Suisse…) pour l'Etat-major interarmées.

- « J » pour Joint Operation (d'autres signes peuvent être utilisés : « G » Ground, « N » = pour la marine (Naval))
- J1 = Personnel
- J2 = Renseignement (Intelligence)
- J3 = Opérations (current operations)
- J4 = Logistique (logistics)
- J5 = Planification stratégique et politique (Strategic Plans and Policy)
- J6 = Systèmes d'informations et communications (Sic) (communication and information systems)
- J7 = Exercices et retour d'expérience (Retex)
- J8 = Budget et financement (Finance and human resources)
- J9 = actions civilo-militaires (Cimic)

Les sigles industriels (OTAN/UE)

BITDE = Base industrielle et technologique de défense européenne. Un bel acronyme qui désigne l'industrie de défense mais très flou dans ses conséquences.

CDP = *Capability Development Plan* (plan de développement des capacités). Ce document liste les capacités (de défense) nécessaires pour l'Union européenne. Il a été rédigé à partir des Objectifs 2010 (*Headline Goal* 2010) et du Catalogue de progrès 2007 (*Progress Catalogue* 2007). NB : son rôle reste assez théorique.

LOI = *Letter of intent* (lettre d'intention). Un terme qui désigne un accord passé entre plusieurs Etats membres pour entreprendre certaines tâches en commun. Peut précéder un accord international en bonne et due forme. Par défaut, il indique la volonté de six Etats membres les plus importants en matière d'industrie de défense (Allemagne, Espagne, France, Italie, Royaume-Uni, Suède) de coordonner leurs industries de défense.

Diplomatie

Un sommet UE-Chine dominé par la question des échanges commerciaux

Économie Flash Eco Par Le Figaro avec Reuters Mis à jour le 09/04/2019 à 06:49 Publié le 09/04/2019 à 06:27

Les dirigeants européens reçoivent ce mardi à Bruxelles le Premier ministre chinois Li Keqiang pour leur sommet bilatéral annuel, dont les discussions devraient porter sur les différends sur le commerce et les investissements.

L'Union européenne est exaspérée de la lenteur avec laquelle la Chine ouvre son marché aux entreprises étrangères, voit d'un mauvais œil une multiplication des OPA chinoises dans des secteurs économiques vitaux et a le sentiment que la Chine n'est pas vraiment partisane du libre-échange. L'UE est le premier partenaire commercial de la Chine et elle-même est le second marché des biens et services européens, après les Etats-Unis.

Le mois dernier, la Commission européenne a défini un plan d'action en dix points, qui devrait permettre une coopération accrue dans des domaines tels que le changement climatique, mais qui exige une meilleure réciprocité, notamment sur l'accès des entreprises de l'UE aux marchés publics chinois.

Pékin et Bruxelles ont tenté pendant des semaines de s'entendre sur le texte de la déclaration commune, une tradition diplomatique au terme de sommets bilatéraux à haut niveau.

Lundi soir, les négociateurs n'étaient toujours pas parvenus à trouver un accord sur une déclaration commune, même s'ils ont fait état de progrès. Les discussions vont se poursuivre ce mardi jusqu'au sommet, qui doit débuter à 13h.

Dans tribune publiée lundi dans le journal allemand Handelsblatt, Li Keqiang a indiqué que Pékin souhaitait coopérer avec l'Union européenne sur les dossiers allant des changements climatiques au commerce et a démenti des accusations selon lesquelles la Chine cherchait à diviser les Européens en investissant dans des pays de l'est de l'UE.

La Libye n’est pas un pays sûr. L’opération Sophia sans navires pas efficace. Fed. Mogherini joue la franchise

https://www.bruxelles2.eu/ 9 avril 2019 Nicolas Gros-Verheyde / Actualité2, Libye, Missions PeSDC / 8 avril 2019, Conseil des Affaires étrangères, EUNAVFOR Med, Federica Mogherini, Libye, Pays sûr, sauvetage en Mer / 0 Comments

(B2 à Luxembourg) A la fin de la réunion des ministres des Affaires étrangères lundi (8 avril) à Luxembourg, la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, est revenue face à la presse sur les opérations de sauvetage des migrants



Federica Mogherini face à la presse au Conseil des Affaires étrangères (Crédit : Conseil de l’UE)

Celle qui est aussi la vice-présidente de la Commission européenne a indiqué de façon très claire un point fondamental :

« *La Libye n'est pas un pays sûr. L'Union européenne ne l'a jamais considérée comme cela. Il n'y a pas de changement là dessus. Et les évènements récents nous rappellent que c'est le cas*. »

NB : Cette assertion très claire tranche avec les atermoiements des Européens — Commission européenne comprise — qui louvoyaient entre respect des valeurs, en théorie, et sens des réalités, pour ne pas brusquer le travail des garde-côtes libyens en cours de montée en puissance, comme la position italienne qui est de considérer que toute personne sauvée dans la nouvelle zone de secours et de sauvetage (MRCC) libyenne devrait être ramenée en Libye.

L'opération Sophia sans navires est peu efficace

Quant à l'opération Sophia en Méditerranée (EUNAVFOR Med), au cas où certains n'avaient pas vraiment compris, la Haute représentante a enfoncé le clou. Sans navires, elle n'est pas efficace…

« Je crois — et pas seulement moi —, qu'une opération navale dépourvue de moyens navals ne peut pas s'acquitter de son mandat comme elle doit le faire. C'est la décision prise par les États membres. Nous la mettrons en œuvre comme nous le pouvons. [Mais] nous ne pouvons qu'espérer que les États membres trouveront [prochainement] un type d'accord différent vu la nécessité de maintenir une vigilance extrême en Méditerranée sur les flux migratoires et la sécurité. Sans les moyens de la marine, il est évident que cela ne peut être fait que de manière très limitée. Ce qui est regrettable. J'espère seulement que les États membres reviendront sur leur décision le plus rapidement possible. »

Commentaire : Une franchise qui ne plaira pas partout

Ce propos d'une rare franchise confirme trois points. Premièrement, l'option choisie par les États membres (continuer l'opération Sophia sans navires) n'était ni le choix premier ni même le choix secondaire de Federica Mogherini. C'est pour cela d'ailleurs qu'elle ne l'a pas proposée aux États membres (Lire : Une nouvelle mission pour succéder à l'opération Sophia ?). Deuxièmement, avoir une opération sans navires n'est pas aussi facile que cela à mettre en place, car les moyens aériens ne sont pas présents en renfort. Troisièmement, elle est loin d'être efficace au regard des enjeux en Méditerranée.

Certains États membres avaient été plutôt furieux non seulement des options limitées proposées par la Haute représentante, mais également de sa communication sur le sujet. Il est rare en effet qu'un responsable européen mette en cause directement les États membres. Un acte ressenti comme une déloyauté, ou au moins une entaille dans « *l'obligation de coopération loyale entre institutions* », nous a fait remarquer un diplomate, résumant un avis partagé. Le propos de Federica Mogherini à Luxembourg ne va certainement pas aider à panser les plaies…

Cette position de la Haute représentante, aussi directe, est, en effet, plutôt rare, au moins d'un point de vue public. Mais elle a le mérite de la clarté. Il est parfois sain pour le débat public que les Européens ne taisent pas leurs désaccords et expriment clairement leurs divergences de vues quand elles existent.

(Nicolas Gros-Verheyde)

LIre aussi : Points de suture pour l'opération Sophia qui repart pour six mois … sans bateaux (V4)

Nicolas Gros-Verheyde

Environnement

Les glaciers des Alpes risquent de fondre à 90% d'ici 2100

AFP 9 avril 2019



Le glacier des Bossons dans les Alpes à Chamonix-Mont Blanc en France le 28 septembre 2018

Vienne (AFP) - Les glaciers des Alpes risquent de fondre à plus de 90% d'ici la fin du siècle si rien n'est fait pour réduire les émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique, selon une étude publiée mardi.

Les quelque 4.000 glaciers alpins, attraits touristiques qui fournissent aussi de l'eau en été à des millions de personnes, sont menacés par les émissions liées à l'activité humaine.

Une équipe de chercheurs suisses a utilisé des modèles climatiques couplées à des mesures des glaciers pour estimer leur évolution selon divers scénarios de réchauffement.

Si les émissions atteignent un plafond d'ici quelques années avant de rapidement diminuer jusqu'à 2100, seulement un tiers du volume de ces glaciers survivrait.

Mais si les émissions continuent à leur rythme actuel, la prédiction est encore plus sombre.

"Dans ce scénario pessimiste, les Alpes pourraient être quasiment privées de glace d'ici 2100, avec seulement quelques morceaux isolés en haute altitude, qui représenterait 50% ou moins du volume actuel", explique Matthias Huss, chercheur à ETH Zurich et coauteur de l'étude.

Et quels que soient les efforts faits pour réduire les émissions, les Alpes perdront au moins la moitié de leurs glaciers, mettent en garde ces scientifiques, soulignant l'importance de ces géants de glace.

"Un glacier est un réservoir. Un glacier en bonne santé fond en été et grossit en hiver. Cela veut dire qu'aux périodes où les gens ont le plus besoin d'eau, ils l'obtiennent du glacier", souligne à l'AFP Harry Zekollari, de l'Université de technologie de Delft, aux Pays-Bas.

"Si les glaciers disparaissent, vous perdez ces réservoirs. Dans les Alpes c'est peut-être supportable, mais dans les Andes ou l'Himalaya, des milliards de personnes ont vraiment besoin de cette eau", poursuit-il, notant également les risques d'inondations, de glissements de terrain et l'impact sur le tourisme.

Les glaciers des Alpes contiennent environ 100 km3 de glace, soit l'équivalent de 400 millions de piscines olympiques. Mais ils ne sont pas les seuls à fondre.

Une autre étude publiée lundi dans Nature estime que la fonte des glaciers dans le monde entier s'est accélérée ces trois dernières décennies.

Les glaciers ont perdu 9.000 milliards de tonnes de glace entre 1991 et 2016, entraînant une élévation de 2,7 cm du niveau de la mer, selon l'Irstea (Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture) qui a participé à l'étude.

Les glaciers ayant le plus contribué à cette augmentation sont ceux de l'Alaska, puis ceux de Patagonie et des régions arctiques. Ceux des Alpes, plus petits, n'ont joué qu'un rôle "mineur".

"Globalement, nous perdons chaque année environ trois fois le volume de glace stocké dans l'ensemble des Alpes européennes", a commenté le glaciologue Emmanuel Thibert.

Soit 335 milliards de tonnes par an, ce qui représente aujourd'hui 25 à 30% de l'augmentation du niveau de la mer à l'échelle mondiale, même si le potentiel des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique pour faire monter le niveau des Océans est bien plus important.

Opérations

Les équipes d'EUBAM Libya ont quitté la Libye

https://www.bruxelles2.eu/ 11 avril 2019 Nicolas Gros-Verheyde / Actualité2, Libye, Missions PeSDC / 0 Comments

(B2) L'ordre d'évacuation a été donné aux experts européens d'EUBAM Libya encore présents à Tripoli, plus précisément dans leur camp sécurisé de Palm City, ville balnéaire, au bord de mer de la capitale libyenne.

Relocalisés à Tunis

Ils ont quitté leur base hier soir, nous a confirmé une source européenne, pour être « *relocalisés* » sur Tunis, là où est implantée la mission de renforcement des capacités aux frontières libyennes de l'UE. Pour cela, ils ont utilisé la voie maritime, couramment employée pour les allées et venues entre Tripoli et Tunis. Les diplomates européens de la délégation de l'UE pour la Libye sont présents.

Trois ambassades ouvertes

Plusieurs pays européens ont décidé de rapatrier leurs diplomates. A Tripoli, selon nos informations, trois représentations restent en place : l'Italienne, la Française et la Hongroise (qui est restée tout au long de la guerre de 2011).

Nicolas Gros-Verheyde

Politique

Européennes 2019 : seuls les 'petits' continuent de grossir

https://www.bruxelles2.eu/ 7 avril 2019 Emmanuelle Stroesser / Actualité2, Institutions UE / Elections 2019, Groupes politiques, parlement européen, Sondage / 0 Comments

(B2) Le PPE et le S&D regagnent une certaine assise sans reconquérir leur majorité absolue. Les 'petits' groupes (Verts, Gauche, Droite nationale) grignotent du terrain.

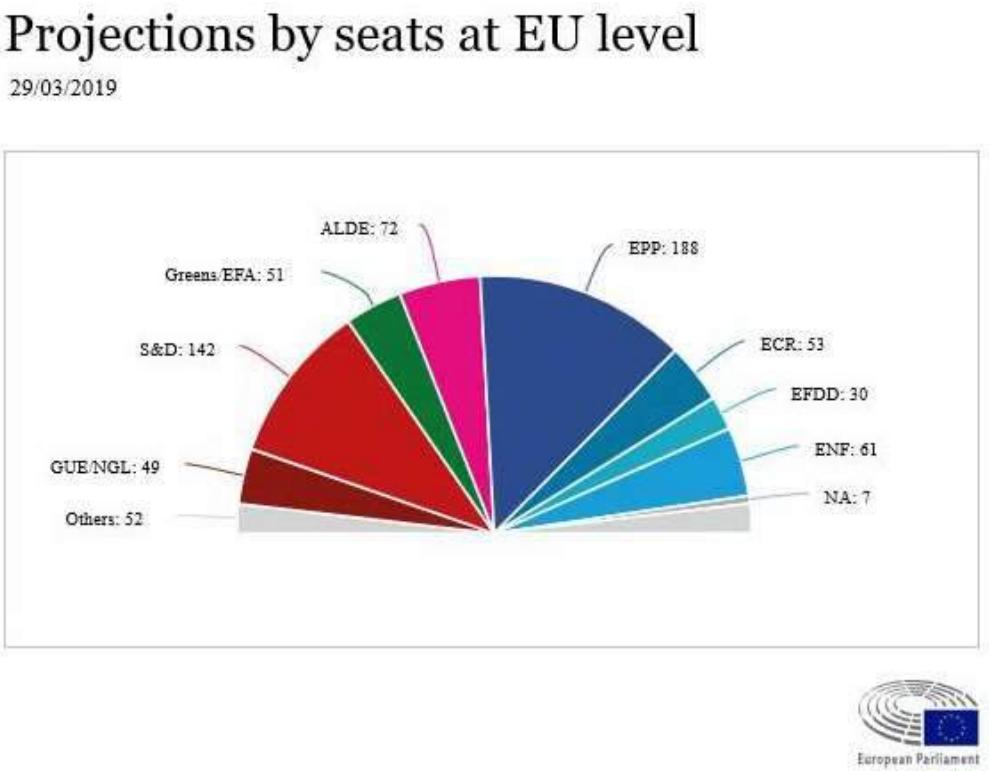
Ce sont les deux principaux enseignements de la troisième projection en sièges rendue publique le 29 mars dernier par le Parlement européen pour les élections européennes de mai 2019 (1).

Sur les 705 députés du nouveau Parlement, un gros tiers (36,7%) seraient occupés par les PPE, un petit quart (20,1%) par les S&D, un sur dix (10,2%) par les ALDE, suivis de 8,7% pour l'ENF, 7,5% l'ECR, 7,2% pour les Verts, 7% de GUE, et 4,3% d'EFDD.

Les grands groupes regagnent du poids

Les chrétiens-démocrates (PPE) et les socialistes et démocrates (S&D) reprennent du terrain, avec respectivement 188 sièges (contre 181 dans la 2e projection) et 142 sièges (contre 135).

Mais ils restent en deçà des scores obtenus en 2014, et perdent donc toujours potentiellement des députés comme la majorité absolue (2).



Les libéraux n'arrivent pas à franchir le cap

Le troisième groupe, les Libéraux et Démocrates de l'ALDE, ne bouleverse toujours pas la donne dans les intentions de vote. Il marque même un léger recul (de 75 à 72 sièges). Mais il garde globalement un poids égal de députés par rapport à 2014.

Les intentions se confortent sur les Verts, les communistes et l'extrême droite

Les Verts continuent de grimper (de 49 à 51), comme la gauche radicale de la GUE (de 47 à 49). L'extrême droite (ENF) gagne également toujours plus de voix, en passant de 59 à 61 sièges. Leur poids dans l'hémicycle se maintient aux alentours de 7/8 %.

Changements de tendances pour l'ECR et l'EFDD

Les conservateurs (ECR) regagnent le terrain concédé, en passant de 46 à 53 sièges. Renversement inversement proportionnel pour les eurosceptiques de l'EFDD qui perdent 9 sièges (alors qu'ils en avaient gagné 4 précédemment). Les deux groupes perdent toujours du poids dans le futur hémicycle.

(Emmanuelle Stroesser)

1. Projection réalisée sur la base d'une sélection de sondages fiables réalisés par les instituts de sondage nationaux dans les États membres et agrégés par Kantar Public pour le compte du Parlement européen.
2. Sur la base d'un Parlement de 2014 comprenant les Britanniques (751 députés) et la constitution du futur Parlement (705).

En savoir plus

Le site du Parlement européen sur les élections

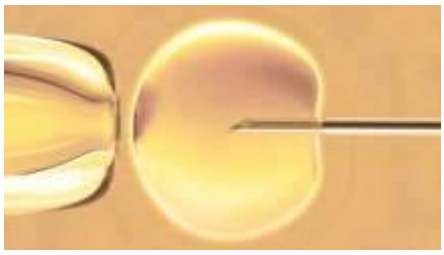
Télécharger le rapport (pdf) et les projections (fichier excel)

Emmanuelle Stroesser

Santé

Une femme infertile a mis au monde un bébé conçu à trois

Actualités Santé Médecine http://sante.lefigaro.fr/ Par AFP agence Le figaro.fr Mis à jour le 11/04/2019 à 17:37 Publié le 11/04/2019 à 17:37



D'après l'équipe gréco-espagnole, cette technique permettrait aux femmes infertiles d'avoir des enfants biologiques sans avoir recours à un don d'ovocytes. 4763024/ktsdesign - Fotolia

En Grèce, une femme qui avait tenté sans succès plusieurs fécondations in vitro a mis au monde un enfant grâce à une technique consistant à implanter son ADN dans l'ovocyte d'une autre femme. Explications.

Un bébé conçu avec l'ADN de trois personnes est né mardi en Grèce, grâce à une technique utilisée pour la première fois dans le cas d'une infertilité, a annoncé jeudi le centre grec Institute of Life (IVF) dans un communiqué. La mère, une femme de 32 ans, avait tenté sans succès plusieurs fécondations in vitro (FIV), a précisé l'équipe médicale gréco-espagnole qui a procédé à cette conception assistée. Cette technique avait déjà été utilisée pour remédier à la transmission d'anomalies génétiques. Ces médecins estiment qu'il s'agit d'une révolution en matière d'aide à la reproduction, mais d'autres préfèrent rester prudents.

En quoi consiste la technique ?

La technique utilisée consiste à «fabriquer» un ovocyte (cellule reproductrice féminine) en transférant le noyau de l'ovocyte de la mère (où sont réunis les chromosomes) dans l'ovocyte sain d'une donneuse, préalablement vidé de son propre noyau. Un peu comme un don d'ovocyte vide! La fécondation a ensuite été réalisée in vitro avec le sperme du père et l'embryon a par la suite été implanté dans l'utérus de la mère. L'objectif est de préserver le patrimoine génétique de la mère tout en contournant une infertilité causée par une déficience de ses ovocytes. Dans ce cas précis, les médecins estiment que l'infertilité et les échecs des FIV ont été provoqués par une «anomalie cytoplasmique des ovocytes» de la mère.

Pas de risque que le petit garçon ressemble à la donneuse d'ovocyte: son ADN est une combinaison du matériel génétique de ses propres parents. Toutefois, il a également hérité d'une petite partie du patrimoine génétique de la donneuse sous la forme d'ADN mitochondrial. Les mitochondries sont des structures situées dans les cellules qui fabriquent de l'énergie. Elles ont un ADN propre et sont transmises à la descendance par la mère.

«Aujourd'hui, pour la première fois dans le monde, le droit inaliénable d'une femme de devenir mère avec son propre matériel génétique devient une réalité», s'est félicité le Dr Psathas, embryologiste et président de l'IVF, dans ce communiqué. «En tant que scientifiques grecs, nous sommes très fiers d'annoncer une innovation internationale dans la procréation assistée», a-t-il ajouté. Selon lui, «il est désormais possible pour des femmes ayant subi de multiples échecs de FIV ou souffrant de rares maladies génétiques mitochondriales d'avoir un enfant.»

Questions éthiques

Cette méthode avait déjà été utilisée en 2016 au Mexique, non pas pour remédier à une infertilité, mais pour éviter la transmission d'une maladie mitochondriale mortelle. Le bébé né de cette technique avait été ainsi conçu car sa mère souffrait du syndrome de Leigh, un trouble métabolique héréditaire très rare et grave causé par des gènes situés dans les mitochondries. Elle avait déjà transmis ses gènes malades à deux enfants, tous deux morts de cette pathologie. Cette

technique avait donc permis d'extraire l'ADN maternel tout en se débarrassant de l'ADN mitochondrial défectueux à l'origine de la pathologie.

Pour l'instant, les couples risquant de transmettre un syndrome de Leigh à leur enfant ont deux options lorsqu'ils souhaitent fonder une famille: recourir à un diagnostic pré-implantatoire pour évaluer les risques individuels de l'embryon avant son implantation dans l'utérus, ou le recours à un don d'ovocyte.

Mais utiliser cette méthode pour traiter l'infertilité soulève des questions éthiques. Tim Child, professeur et directeur médical à l'université d'Oxford, s'est dit «préoccupé». Selon lui, il n'est pas certain que la patiente avait besoin de cette technique. D'autant que «les risques de la technique ne sont pas entièrement connus, bien que considérés comme acceptables s'ils sont utilisés pour traiter la maladie mitochondriale, mais pas dans cette situation», a-t-il noté dans un communiqué.

ALLEMAGNE

Défense

Allemagne : Garder les chasseurs-bombardiers Tornado jusqu'en 2030 coûterait 9 milliards d'euros

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 11 avril 2019



Afin de remplacer les 93 chasseurs-bombardiers Panavia Tornado de sa force aérienne [Luftwaffe] d'ici 2025, l'Allemagne a lancé une procédure afin d'acquérir, le cas échéants, de nouveaux avions. Ce qui s'avère délicat étant donné que le modèle d'appareil qui sera choisi devra être en mesure d'assurer des missions nucléaires pour le compte de l'Otan.

Au débat, quatre types d'avions ont été envisagés : le F-35A de Lockheed-Martin, le F-15 SE ainsi que le F/A-18 Super Hornet de Boeing et la dernière version de l'Eurofighter Typhoon.

Finalement, le F-35A et le F-15SE ont été écartés en janvier dernier. La décision de faire l'impasse sur l'avion de Lockheed-Martin s'explique en grande partie par la participation de l'Allemagne au projet de Système de combat aérien du futur [SCAF], proposé par la France. Le Pdg d'Airbus Defence & Space, Dirk Hoke, avait d'ailleurs prévenu : le choix de cet appareil aurait « tué » toute coopération avec Paris sur les questions d'avions de combat.

Pour le moment, donc, il reste au moins deux options à Berlin : le F/A-18 Super Hornet et l'Eurofighter Typhoon [tranche 4]. Le problème est que ni l'un ni l'autre ne sont certifiés pour emporter la bombe nucléaire tactique B-61, comme l'exige l'engagement allemand auprès de l'Otan. Et pour Washington, le F-35 sera, quoi qu'il arrive, prioritaire. Ce qui suppose qu'une telle procédure prendra beaucoup de temps.

Dans le même temps, la candidature du F-35A ne manque pas de soutiens. En janvier, le député libéral-démocrate [FDP] Marcus Faber s'était fendu d'un long plaidoyer dans les colonnes du quotidien Die Zeit en faveur d'un achat de 35 à 40 exemplaires de l'avion de Lockheed-Martin.

« De nombreux pays, du Japon à Israël en passant par la Belgique, ont déjà opté pour le F-35. La dépendance technologique vis-à-vis des États-Unis doit être temporairement acceptée, même à l'époque d'un président comme Donald Trump », avait estimé M. Faber.

Reste que tant que la Luftwaffe n'aura pas d'avions capables de mettre en œuvre la bombe B-61, elle devra garder ses Tornado. D'où les questions au sujet de l'approvisionnement en pièces

détachées, et donc de leur maintien en condition opérationnelle [MCO], sachant que la Royal Air Force et Aeronautica Militare ont retiré les leurs [ou sont sur le point de le faire] du service.

Et c'est justement ce point que le FDP a voulu éclaircir en demandant une évaluation des coûts que supposerait le maintien des Tornado au sein de la Luftwaffe jusqu'en 2030.

Selon l'agence Reuters, qui a pu avoir accès à cette évaluation réalisée par le ministère allemand de la Défense, la prolongation des 93 Tornado coûterait près de 9 milliards d'euros, dont 3,2 milliards rien que pour l'approvisionnement en pièces détachées.

Le coût d'exploitation de ces appareils jusqu'en 2035 n'a pas été évalué par le ministère de la Défense, malgré la demande des députés allemands. Mais, avance Reuters, certains ont confié qu'il faudrait dépenser 100 millions d'euros de plus par avion, ce qui reviendrait plus cher que d'acquérir de nouveaux appareils.

Cela étant, tous les Tornado ne sont pas « câblés » pour réaliser des missions nucléaires. Aussi, ne conserver que ceux qui le sont permettrait de réduire la note. En attendant, le taux de disponibilité de ces appareils ne dépasserait pas les 40%.

Terrorisme

Une Allemande de Daesh jugée pour avoir laissé une fillette mourir de soif

Accueil Monde 20 Minutes avec AFP Publié le 09/04/19 à 05h47 — Mis à jour le 09/04/19 à 15h50

ALLEMAGNE L'accusée et son mari avaient acheté la fillette de 5 ans et sa mère issues de la minorité yazidie pour les exploiter en tant qu'esclaves



L'accusée avait rejoint Daesh en 2014. — *Uncredited/AP/SIPA*

Accusée d'avoir laissé mourir de soif une fillette réduite en esclavage en Irak et d'appartenance au groupe Daesh, une Allemande est jugée à Munich à partir de mardi pour crime de guerre et meurtre. La mère de la victime compte parmi ses défenseurs l'avocate libano-britannique Amal Clooney, qui ne devrait cependant pas être à l'ouverture du procès au tribunal de Munich, compétent en matière de sécurité et terrorisme.

L'accusée, Jennifer W., aujourd'hui âgée de 27 ans, avait quitté l'Allemagne pour l'Irak pour rejoindre l'organisation djihadiste en septembre 2014, selon l'accusation. Elle encourt la perpétuité. De juin à septembre 2015, elle patrouillait, armée et équipée d'une veste explosive, pour la police des mœurs à Falloujah et Mossoul, deux villes irakiennes alors sous contrôle de Daesh. Cette force veillait notamment au respect des règles de conduite et d'habillement fixées par l'organisation.

Piégée par le FBI

A la même période, elle et son mari ont acheté parmi un groupe de prisonniers une fillette de 5 ans et sa mère issues de la minorité yazidie pour les exploiter en tant qu'esclaves. « Un jour que la petite fille était malade, elle a mouillé son matelas (en urinant). Le mari de l'accusée l'a punie en l'enchaînant à l'extérieur par une chaleur de plomb, la laissant ainsi mourir de soif de manière atroce », explique l'accusation dans un communiqué. « L'accusée a laissé son mari faire et n'a rien entrepris pour sauver la fillette », accuse encore le parquet.

Pour l'avocat de la défense Ali Aydin, interrogé par *Der Spiegel*, « la question est en réalité de savoir si ma cliente aurait pu faire quelque chose ». Selon la presse allemande, Nora B., la mère

de la victime qui vit désormais en Allemagne comme réfugiée, a indiqué aux enquêteurs que l'accusée n'est intervenue que lorsqu'il était trop tard. Déshydratée, la fillette est décédée.

Jennifer W. a été arrêtée par les services de sécurité turcs en janvier 2016 à Ankara, alors qu'elle voulait faire refaire ses papiers à l'ambassade allemande. Quelques jours plus tard, elle a été extradée vers l'Allemagne. Mais elle n'a été placée en détention provisoire qu'en juin 2018, après avoir été arrêtée en tentant à nouveau de rejoindre les territoires que Daesh contrôlait encore en Syrie. Selon le magazine *Der Spiegel*, c'est au cours de ce départ avorté qu'elle a raconté sa vie en Irak à son chauffeur. Ce dernier était en réalité un informateur du FBI qui la conduisait dans une voiture équipée de micros. Le parquet a utilisé ces enregistrements pour l'inculper.

BELGIQUE

Défense

Mobilité terrestre: pour mieux comprendre l'accord entre Belges et Français

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 09.04.2019 Par Philippe Chapleau

Pour tout savoir (comprendre ?) de "l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à leur coopération dans le domaine de la mobilité terrestre", on lira le projet de loi adopté par le Sénat, le 28 mars.

On lira aussi le rapport n° 396 (2018-2019) d'Olivier Cigolotti, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, déposé le 20 mars 2019. Il porte sur la genèse de cette vente qui s'accompagne de la mise en place d'un partenariat stratégique entre les deux pays dans le domaine de la mobilité terrestre.

Petit rappel: ce contrat (signé le 7 novembre 2018) porte sur la vente de 442 blindés par la France à la Belgique: 382 *Griffon* et 60 *Jaguar* pour remplacer les flottes de *Dingo 2* et de *Piranha IIIC* de la Brigade Motorisée belge.

L'accord a "pour objet de définir le principe, le cadre et les modalités du partenariat stratégique et de la coopération mise en place entre les Parties dans le domaine de la mobilité terrestre à l'occasion du renouvellement de leurs composantes motorisées respectives". Il fixe également "les conditions d'acquisition par la Partie belge de la première capacité du programme CaMo".

Les trois annexes méritent aussi d'être étudiées. L'une précise le programme prévisionnel (cliquer sur l'image pour l'agrandir):

	France	Belgique	Phase
2014	Signature du marché EBMR		Phase 1
2018	Signature Accord		
2019	Livraison 1re capacité SCORPION	Début de transformation LC (BEL) Appui à la transformation AdT (FRA)	
2021	1er GTIA projetable	Initiation des activités de préparation opérationnelle suivant le modèle français	
2023	1er Brigade Inter Armes projetable	Poursuite des activités de préparation opérationnelle suivant modèle français	
2025	Poursuite des livraisons	Livraison 1re capacité Renforcement des activités de préparation opérationnelle suivant le modèle français	Phase 2
2027		1er SGTIA projetable	
2029		1er GTIA projetable	
2030		LC transformée	
2033	FOT transformée		
A partir de 2034	Régime stabilisé		Phase 3

FRANCE

BREXIT

Brexit : les constructeurs Français seront les moins impactés

Entreprises & Finance Industrie Automobile https://www.latribune.fr/ Par Nabil Bourassi | 10/04/2019, 7:30



(Crédits : Reuters)

Alors que la perspective d'un "no deal" n'a jamais été autant envisagée, les constructeurs tentent d'anticiper l'impact tant d'un point de vue financier que logistique. D'après une note de Deutsche Bank, les constructeurs automobiles français pourraient subir un moindre préjudice par rapport à leurs concurrents européens.

Le Brexit sera-t-il un drame pour l'industrie automobile européenne ou pas ? Les intervenants de la conférence organisée ce matin par le Comité des constructeurs français d'automobile (CCFA) n'ont pas franchi le pas d'une telle sentence, mais sans pour autant avoir sous-entendu le contraire... Bien au contraire...

L'élasticité prix va lourdement impacter le marché britannique

C'est Gaëtan Toulemonde, analyste spécialiste de l'industrie automobile chez Deutsche Bank, qui a posé le décor macroéconomique. D'après lui, le marché automobile britannique représente 17% du marché européen. L'archipel importe environ 1,8 million de voitures et en exporte 700.000. Le rétablissement des barrières douanières sans accord, le fameux No Deal, pourrait représenter quelques 5 milliards d'euros de taxes... Soit autant d'argent à répercuter dans les prix, ce qui risque de lourdement impacter le marché britannique.

Gaëtan Toulemonde rappelle que l'élasticité prix généralement retenue dans le secteur est de 1 pour 1, autrement dit, une hausse de 10% des prix fait baisser de 10% la demande. Hugues de Franclieu, chef du bureau de la politique commerciale et du soutien à l'export du ministère de l'Economie et des Finances, de son côté, a rappelé qu'en cas de "no deal" entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, les textes communautaires prévoient qu'une taxe de 10% sera instaurée à toutes les importations de voitures produites outre-Manche. Mais, les pièces d'équipementiers, elles, ne seront pas soumises aux taxes. En revanche, elles subiront des contrôles et des formalités réglementaires complexes.

1.000 camions par jour

Marc Mortureux, directeur général de la Plateforme Automobile, a illustré cette idée: *"Il y a 1.000 camions par jour qui quittent le continent pour alimenter les usines britanniques, si chacun doit subir un contrôle de 10 minutes, on a 27 kilomètres d'embouteillages"*. Et Gaëtan Toulemonde rappelle qu'en valeur, les importations britanniques dans l'industrie automobile représentent 30 milliards d'euros.

Mais selon l'analyste, il y a peut-être une bonne nouvelle dans ce tableau très sombre. Selon lui, l'industrie automobile française serait moins touchée que les autres groupes européens. D'après une note élaborée par Gaëtan Toulemonde, et publiée par Deutsch Bank, Renault pourrait être impacté à hauteur de 100 à 200 millions d'euros par le Brexit, et environ le double pour PSA. D'après l'analyste, Jaguar-Land Rover, propriété du groupe indien Tata pourrait perdre environ

800 millions d'euros, soit un impact significatif au regard de son chiffre d'affaires (moins de 30 milliards, contre plus de 70 milliards pour PSA). Toujours selon cette même note, Nissan se verrait affecter à hauteur de 7% de son résultat d'exploitation. Le constructeur automobile japonais construit l'essentiel de sa production en Angleterre, et est donc très fortement exposé aux questions de barrières douanières.

Et d'ajouter que même face aux constructeurs automobiles allemands, les constructeurs français sont mieux placés. Le mieux étant l'ennemi du bien, les Français seront juste un peu moins impactés, mais la facture restera élevée!

Défense

Grand débat : les Armées en feront-elles les frais ?

https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/ 11 Avril 2019 à 20h13 Par Jean-Dominique Merchet

(Article de l'Opinion - extraits)

Il aura suffi d'une simple planche pour mettre le feu dans la pampa. Lundi, lors de la restitution du grand débat en présence du Premier ministre, on apprenait au détour d'un « slide » que la défense arrivait en tête des « domaines dans lesquels il faut faire des économies ». Et depuis lors, la communauté de défense angoisse… Pour preuve, ce récent dîner parisien. A la même table, un industriel de l'armement, un ex-ministre de la Défense et un très haut gradé à la retraite. Les trois s'inquiètent dans les mêmes termes : Macron va-t-il lâcher sur le budget ?

Il faut raison garder. D'abord parce que les résultats du grand débat ne représentent que de manière très déformée l'opinion. Le dernier sondage disponible, réalisé pour le compte du ministère des Armées en mars 2018, indiquait au contraire que « 81 % des Français considèrent que ce budget doit être maintenu ou augmenté ». Et, à l'issue du grand débat, seules 28 % des personnes qui se sont exprimées donnaient la défense comme une source d'économies, devant la politique du logement (22 %). On est loin d'une déferlante d'antimilitarisme.

Reste que les militaires et les industriels sur réagissent à la moindre alerte. Au fond, ils peinent toujours à croire que les promesses de remontée en puissance seront tenues...

Diplomatie

Cette guerre discrète mais dangereuse qui oppose la France aux Etats-Unis

Décryptages » Cette guerre discrète mais dangereuse qui oppose la France aux Etats-Unis

International 08 avril 2019 © Tatyana ZENKOVICH / POOL / AFP



Ambiance

Avec les Etats-Unis, la relation française n'est pas au beau fixe. C'est le moins qu'on puisse dire! Manifestement, et en toute discrétion, Emmanuel Macron est bien décidé à contre-carrer l'influence et les appétits américains en Europe et particulièrement en France. Entre la taxe GAFA, le refus d'ouvrir les négociations du TTIP et la préparation de mesures contre les fonds vautour, son activisme est impressionnant. Au point de le mettre politiquement en danger ?

Avec Éric Verhaeghe

Dans l'actualité folle des Gilets Jaunes, et peut-être derrière cette actualité qui rebondit régulièrement entre deux révélations étranges sur l'affaire Benalla (qui est aussi une affaire de contrat avec des magnats russes, ne l'oublions pas), une autre actualité sensible se noue: celle des relations compliquées, tendues, hostiles, qu'Emmanuel Macron a nouées avec les Etats-Unis. En apparence d'inspiration atlantiste, le Président français semble, en toute discrétion et sans que la presse mainstream ne le relève, mener un affrontement compliqué avec les Etats-Unis.

La question centrale de la Défense européenne

De notre point de vue, le nœud gordien de cet affrontement tourne autour de la défense européenne, relancée par Emmanuel Macron début novembre à la grande fureur de Donald Trump.

Alors que les Etats-Unis battent la campagne pour vendre leur F-35 (considéré par eux comme un achat obligé pour leurs alliés) qui devrait durablement lier les membres de l'OTAN à leur stratégie nucléaire, la France joue le rôle des empêcheurs de tourner en rond en proposant une autre solution : la défense européenne. On ne touche pas seulement ici à des questions de géopolitique pure. On touche aussi aux intérêts économiques immédiat du complexe militaro-industriel américain, parfois appelé gouvernement profond ou « Deep State ».

Dans cette partie d'échec très sensible qui se joue, nul ne sait quels pions chaque pays bouge ou utilise. Mais une lecture un peu décalée de l'actualité permet de comprendre en creux là où les représailles s'opèrent.

Lutter contre les fonds vautour

Par exemple, Bruno Le Maire a proposé cette semaine une stratégie en matière de lutte contre les fonds vautours. En l'espèce, il s'agirait d'aider les groupes français à mieux se défendre lorsque des fonds américains tentent d'en prendre le contrôle pour mener des opérations rentables mais à courte vue. On sent bien que le capitalisme français se sent vulnérable et démuni face à l'agressivité de capitaux américains dont la logique peut ne pas être incompatible avec des représailles politiques contre une France trop peu docile.

Lutter contre les GAFA

Plus spectaculaire encore, la lutte contre les GAFA agite beaucoup le gouvernement français. Politiquement, il s'agit de montrer aux Gilets Jaunes que le pouvoir exécutif ne reste pas inactif devant l'optimisation fiscale des géants américains du Net. Mais on ne peut exclure que le zèle français en la matière soit aussi dicté par la volonté de hausser le ton contre les Etats-Unis, qui se plaignent d'ailleurs de cette disposition.

France et USA congelés dans le multilatéralisme

Plus largement, le courant ne passe vraiment pas entre la France et les USA, y compris dans les instances multilatérales. Les officiels américains ont clairement boudé la réunion préparatoire au G7 de Dinard. A l'ONU, les Américains demandent une évaluation de l'opération Barkhane au Mali, conduite par la France. En contrepartie, la France refuse de rouvrir les négociations sur le TTIP. On voit bien que la relation franco-américaine est grippée, et qu'une grande partie d'échec se joue dans cet étrange brouillard.

Les USA utilisent-ils les islamistes pour déstabiliser leurs alliés ?

Dans ce Kriegspiel géant, on voit bien que certains paramètres jouent sans qu'on ne les mesure directement. Par exemple, on apprend que le maréchal libyen Haftar menace militairement Tripoli. Le G7 s'en est inquiété. Mais les liens entre Haftar et la CIA mériteraient d'être approfondis. Les USA ont-ils décidé de modifier la donne en Libye ?

On ne peut l'exclure, y compris au risque de créer une nouvelle crise migratoire qui déstabiliserait une Europe trop résistante. On notera en particulier que les officiels américains haussent le ton contre l'Allemagne qui consolide sa relation énergétique avec la Russie tout en laissant les Etats-Unis financer son effort de défense.

Au Mali, la recrudescence des violences, notamment du fait des mouvances islamistes, met en péril la présence française. Elle légitime une reprise en main directe des affaires par les Etats-Unis.

Nous rappelons par ailleurs, avec Maxime Chaix, le rôle des Etats-Unis dans l'émergence de Daesh en Syrie.

Bref, tout se passe comme si le départ des troupes américaines hors de Syrie poussait à un déplacement des opérations vers d'autres théâtres qui font partie de la zone d'influence directe de l'Europe et singulièrement de la France.

Quelles représailles américaines contre Macron?

Tout ceci amène à se poser une question simple et cynique: face à la résistance macronienne, face aux manœuvres gênantes de la France, les Etats-Unis adoptent-ils des mesures de représailles discrètes mais efficaces ?

La question vient forcément à l'esprit et aucune réponse simple ne peut y être donnée. Il est en tout cas évident que le Président français est un gêneur pour les Etats-Unis, et que l'affrontement avec le complexe militaro-industriel américain ne peut être un jeu à somme nulle.

Nous pronostiquons donc pour Emmanuel Macron un printemps très chaud.

Economie

L'Assemblée nationale vote le texte créant la taxe Gafa

Économie Entreprises http://www.lefigaro.fr/ Par Guillaume Guichard Mis à jour le 09/04/2019 à 00:01 Publié le 07/04/2019 à 19:34

Taxe GAFA: Le Maire espère un accord au sein de l'OCDE



Le ministre des Finances Bruno Le Maire explique la volonté de la France de mettre en place une taxe GAFA lors d'une réunion avec les ministres des Finances de la zone euro à Bucarest (Roumanie).

L'Assemblée nationale a voté lundi soir en première lecture l'instauration d'une taxe sur les géants mondiaux du numérique, qui doit faire de la France un des pays pionniers en la matière.

La chasse aux grandes entreprises du numérique est lancée. Le projet de loi créant la taxe Gafa, porté par le ministre de l'Economie Bruno Le Maire, a été voté lundi soir par 55 voix contre 4 et 5 abstentions en séance à l'Assemblée nationale. «Ce n'est pas l'unanimité, mais ça n'en est pas loin», a commenté le ministre, se félicitant que la France «ouvre une voie» et se disant «certain que beaucoup de pays suivront». Cette «taxe sur les services numériques» (déjà baptisée «TSN» par les experts) frappera le chiffre d'affaires généré par les «services hautement numérisés» des grandes entreprises du secteur, que ce soit Facebook, Google ou même le français Criteo. En un mot, toutes celles réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 25 millions d'euros en France et 750 millions dans le monde. Cette taxe est censée remédier, au moins temporairement et à défaut de solution européenne, à l'obsolescence de l'impôt sur les sociétés (IS). À l'heure de la numérisation de l'économie, l'administration fiscale française n'arrive pas à soumettre les géants du numérique à l'impôt.

La fiscalité représente un avantage comparatif majeur pour les Gafa. Grâce au numérique, ils peuvent vendre leurs services dans des pays où ils n'ont que peu de présence physique - voire aucune. Ils échappent ainsi à l'IS et déplacent leurs profits dans des pays à faible taxation, en

l'occurrence en Irlande. Le taux d'IS y est plus de deux fois plus bas que dans l'Hexagone (12,5%, contre 33,33%). Dans le schéma mis en place par Google - et actuellement contesté par le fisc devant les tribunaux -, le contrat négocié par la filiale française du moteur de recherche avec ses clients hexagonaux est signé par la branche irlandaise. Une pure formalité permettant de fuir l'impôt français. Les Gafa pouvaient même, jusqu'à la mise en place récente de contre-mesures au niveau international, envoyer ces profits irlandais aux Bermudes, où ils ne payaient pas d'impôt du tout.

40 milliards d'impôts différés pour Apple

Déplacer leurs profits dans des pays à faible taxation est d'autant plus profitable pour les Gafa que, jusqu'à très récemment, les États-Unis ne leur réclamaient aucun dû sur ces sommes. En effet, les entreprises américaines pouvaient repousser indéfiniment le rapatriement vers leur siège du cash entreposé dans des pays tiers. Elles repoussaient ainsi tout aussi indéfiniment le versement de l'impôt dû au fisc américain au titre de ces sommes dormant à l'étranger. En 2017, Apple reconnaissait ainsi que le différé d'impôt au titre de son trésor de guerre stocké en Irlande se montait à 42,2 milliards de dollars. Une estimation réalisée à partir d'un taux de 35 %, celui de l'impôt sur les sociétés américaines - elle le rapatriera finalement à un taux bien inférieur.

«Grâce à ce trésor de guerre accumulé pendant des années dans les pays à faible taxation, les Gafa peuvent mener des opérations de rachat d'entreprises à l'extérieur des États-Unis» Un avocat fiscaliste

«Grâce à ce trésor de guerre accumulé pendant des années dans les pays à faible taxation, les Gafa peuvent mener des opérations de rachat d'entreprises à l'extérieur des États-Unis et modifier très sensiblement le contexte concurrentiel de leur marché, souligne un avocat fiscaliste bon connaisseur du dossier. C'était la force du régime fiscal américain.»

Une réforme fiscale profonde, votée en 2017 par le Sénat américain, a réduit quelque peu l'avantage fiscal des multinationales américaines du numérique. À cette occasion, le taux normal de l'impôt sur les sociétés a été drastiquement abaissé, de 35 % à 21 %. De plus, si les profits localisés à l'étranger sont taxés à moins de 13,125 %, la multinationale doit dorénavant payer la différence aux États-Unis. Une véritable arme anti-paradis fiscaux. «L'argument selon lequel ces entreprises ne paient plus d'impôt nulle part, qui était vrai il y a quelques années, ne l'est plus, explique Pascal Saint-Amans, responsable de la politique fiscale à l'OCDE. Ces schémas fiscaux sont détruits, car si les entreprises ne paient pas d'impôt en Europe, elles en paieront au moins 13% aux États-Unis.»

Environnement

En Bretagne, des poules remplacent les pesticides dans des vergers

Économie Consommation http://www.lefigaro.fr/ Par Mathilde Golla Mis à jour le 08/04/2019 à 10:01 Publié le 08/04/2019 à 06:00



Christophe Bitauld avec une poule noire de Janzé Christophe Bitauld

FIGARO DEMAIN - Un arboriculteur passé en bio depuis 12 ans a constaté que les poules noires locales, de Janzé, dévorent les insectes qui auparavant décimaient ses arbres fruitiers. Il élève aussi des moutons pour désherber ses parcelles.

«Depuis que je suis passé en Bio, j'ai complètement revu mes pratiques». Christophe Bitauld est arboriculteur à Saulnières en Ile-et-Vilaine. Après des recherches et des essais, le Breton a installé des poules dans ses vergers afin de les débarrasser d'insectes nuisibles.

Le test a été concluant. «Nous avons fait un premier essai en mettant 80 poules en liberté sur 3 hectares, tout en laissant les autres parcelles sans aucun traitement», indique le producteur. Dès la première année, l'arboriculteur constate que cette solution est efficace. Alors que les arbres fruitiers étaient dévorés par un petit insecte, l'anthonome du pommier, l'appétit des poules a permis de réduire sa présence de 80% sur les parcelles foulées par les gallinacées. Une aubaine, car ces insectes détruisent jusqu'à 90% de la production.

Cette solution a été découverte presque par hasard. Dominique Biche, conseiller arboriculture à la chambre d'agriculture des Côtes d'Armor, menait des recherches pour tenter de débarrasser les pommiers du petit prédateur, sans recourir à des produits phytosanitaires. Au cours de ses recherches, le technicien observe que dans un verger de particuliers, la présence de poules fait drastiquement diminuer les populations d'anthonomes. De passage à l'écomusée de Rennes, ce dernier constate par ailleurs que les poules locales, les poules noires de Janzé, en voie de disparition, sont particulièrement vives. «Elles sont plus puissantes au niveau des ailes et sont capables de se percher rapidement dans les arbres pour échapper au renard», précise le spécialiste. Il en déduit donc que cette race serait parfaite pour dévorer les insectes dans les vergers.

Faire revivre une race ancienne

Ainsi, lorsque Christophe Bitauld explique qu'il recherche une solution naturelle pour se débarrasser des insectes qui dévorent ses pommiers, le technicien de la chambre d'agriculture lui fait part de ses constats. L'agriculteur décide alors de mener l'expérience grandeur nature. Il se procure quelques poules auprès de l'écomusée et commence par faire de l'élevage, car il ne reste que peu de spécimens de cette race ancienne. Puis, il se rend rapidement compte de l'efficacité de cette solution et décide de faire croître le cheptel de ces poules qui gambadent de troncs en troncs pour y manger les insectes. Aujourd'hui, il élève 200 poules noires de Janzé qu'il installe à tour de rôle dans ses parcelles. Elles sont tellement efficaces que le producteur n'a besoin de les laisser sur une parcelle qu'une fois tous les trois ans. L'agriculteur précise qu'il ne nourrit pas les poules mais il les rentre le soir pour éviter qu'elles ne se fassent dévorer par les renards.

Le producteur se réjouit également de la qualité des œufs de ces poules élevées en plein air. «Ils sont excellents et les chefs se les arrachent!», affirme Christophe Bitauld. Les poules vivent aussi avec les 120 moutons présents dans les 30 hectares de parcelles pour les désherber. Ces dernières ont également débarrassé les moutons des tics, ténia et de la douve. «Les moutons et les poules vivent en symbiose sur les vergers», affirme l'agriculteur heureux.

Gilets jaune

Les "gilets jaunes" enregistrent leur plus faible mobilisation pour l'"acte 21"

actu métropole par Paris (AFP) le 6 avril 2019 à 22:31



© afp.com - Anne-Christine POUJOULAT Un manifestant brandit le drapeau français lors d'une manifestation de "gilets jaunes", le 6 avril 20196 à Paris

Pour leur 21ème samedi de mobilisation contre la politique sociale et fiscale du gouvernement, les "gilets jaunes" ont enregistré la plus faible mobilisation depuis le début du mouvement, selon le ministère de l'Intérieur, à deux jours du compte-rendu du grand débat national.

Selon l'Intérieur, dont les chiffres sont contestés chaque semaine par le mouvement, les manifestations ont rassemblé 22.300 personnes en France, dont 3.500 à Paris. Le ministère avait comptabilisé 33.700 participants la semaine dernière, dont 4.000 à Paris.

C'est, selon la même source, le plus faible niveau de participation depuis le premier samedi de revendications, le 17 novembre. 282.000 personnes avaient alors manifesté dans toute la France, un chiffre jamais dépassé.

Sur la page Facebook du "Nombre jaune" qui décompte les manifestants, les "gilets jaunes" ont revendiqué une "première estimation basse" de 73.420 participants en France.

Partout sur le territoire, les manifestations se sont déroulées sans incident majeur.

A Paris, le principal cortège, parti de la place de la République, a rallié l'esplanade du quartier d'affaires de la Défense, à l'ouest. Les manifestants venus dénoncer "l'art de l'optimisation fiscale" se sont rassemblés sur les marches de la Grande arche avant de se disperser, dans le calme, en fin d'après-midi.

"La Défense, c'est le symbole du capitalisme à outrance, le siège des grandes entreprises qui s'en mettent plein les poches sur notre dos et grâce à nous", a résumé Valérie, 50 ans, qui souhaite "un retour de l'ISF", l'impôt sur la fortune. "C'est la fin du système capitaliste. Il est mort. Nous le célébrons", a commenté sur place le chanteur Francis Lalanne, vêtu d'un gilet jaune.

En chemin, quelques manifestants avaient brièvement tenté de descendre sur le périphérique, avant d'être rapidement repoussés par les forces de l'ordre à l'aide de tirs de gaz lacrymogène.

L'appel à cette manifestation avait été relayé notamment par Éric Drouet, l'une des figures du mouvement. Ce chauffeur routier a été verbalisé samedi matin à proximité des Champs-Elysées pour "participation à une manifestation interdite", selon une source policière. Une amende "due à ma notoriété et ma présence sur les Champs", a-t-il affirmé sur Facebook.

- 15.000 contrôles préventifs à Paris -

Les interdictions de manifester sur les Champs-Elysées, la place de l'Etoile, ainsi que dans un vaste périmètre comprenant l'Elysée et l'Assemblée nationale, avaient été reconduites après les violences du samedi 16 mars.

A 18H30, la Préfecture de police de Paris recensait 43 interpellations, 14.919 contrôles préventifs et neuf verbalisations dans le périmètre interdit.

Un autre cortège parisien, au parcours déclaré comme le premier et composé d'une centaine de personnes selon l'AFP, de 400 personnes selon une organisatrice, Sophie Tissier, a rejoint dans le calme le bassin de la Villette, au nord-est.

"On veut une démocratie un peu plus ouverte", y explique Thomas Fleury, 28 ans et autoentrepreneur dans l'immobilier, venu en famille. Pour lui, le grand débat était "une bonne idée de Macron" mais "ça a été mal fait", "Macron était trop ambigu dans ses réponses".

A Rouen, où un appel à un rassemblement national avait été lancé, moins d'un millier de personnes ont manifesté et des échauffourées ont éclaté entre CRS et manifestants cagoulés et vêtus de noir, du mobilier urbain a notamment été dégradé.

D'autres cortèges de "gilets jaunes" ont défilé dans plusieurs villes, comme à Nice, Forbach ou Nantes, où la manifestation - environ 400 personnes, a constaté l'AFP - a été dispersée à l'aide de gaz lacrymogène au niveau d'une fête foraine dont les manèges ont momentanément fermé.

A Toulouse, où le cortège était moins fourni que les semaines précédentes, l'AFP a recensé entre 1.200 et 1.500 manifestants, qui ont défilé dans le calme. Ils étaient 1.300 à Montpellier selon la préfecture, ou entre 1.000 et 2.000 à Lille où le cortège a été émaillé d'incidents.

A Bordeaux, les manifestants étaient également moins nombreux que d'habitude, 1.500 selon une source proche du dossier. A Lyon, quelques centaines de "gilets jaunes" ont défilé dans un parcours contenu par les forces de l'ordre, qui ont tiré "quelques gaz lacrymogènes", selon la

préfecture. A Dijon où des dégradations ont été constatées, "des billes d'acier" ont été tirées sur les forces de l'ordre et des "projectiles" sur le tram, a dit la préfecture.

En Corrèze, quelque 300 personnes ont manifesté dans le calme sur le barrage hydro-électrique de Bort-les-Orgues, afin de dénoncer ce qu'ils estiment être une possible privatisation des barrages français et "la vente de la France à la découpe".

A Saint-Nazaire enfin, en Loire-Atlantique, plusieurs dizaines de délégués venus de toute la France se sont retrouvés pour la seconde "Assemblée des assemblées". Ils y ont évoqué l'idée - loin de faire l'unanimité parmi eux - de construire des listes pour les municipales d'ici 2020.

Lundi est prévu le compte-rendu du grand débat national, sur la base de l'immense masse de contributions des citoyens, sur laquelle travaillent depuis des semaines plusieurs organismes.

Impots-Fiscalité

Impôts. Ce qu'il faut savoir sur la déclaration de revenus à faire à partir de ce mercredi

Accueil Économie Impôts-Fiscalité https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Modifié le 10/04/2019 à 07h31 Publié le 09/04/2019 à 14h19



La déclaration de revenus en ligne est désormais obligatoire (photo d'illustration). | MARC OLLIVIER, OUEST-FRABCE

Le gouvernement a lancé, hier, mardi 9 avril, la campagne 2019 de déclaration de l'impôt sur les revenus de 2018. Il sera possible de se connecter au site dès ce mercredi. C'est encore obligatoire malgré la réforme du prélèvement à la source. Mais c'est peut-être la dernière fois…

Au cours des prochaines semaines, quelque 38 millions de foyers fiscaux vont devoir déclarer les revenus qu'ils ont perçus en 2018. C'est obligatoire depuis l'instauration de l'impôt sur le revenu en 1916. En effet, le passage au prélèvement à la source, début 2019, ne dispense pas de **« continuer à faire sa déclaration d'impôt »**, même pour les **« personnes non imposables »**, a insisté, mardi, Gérald Darmanin, ministre des Comptes publics, en rappelant que cette déclaration restait nécessaire pour pouvoir bénéficier de certaines prestations sociales. Une formalité qui devrait néanmoins disparaître dès l'an prochain pour plusieurs millions de contribuables. Explications.

Comment ? La déclaration en ligne est obligatoire sauf…

Pour la première fois, la déclaration en ligne est en théorie obligatoire, quel que soit le montant de ses revenus. Sauf pour les contribuables dont la résidence principale n'est pas connectée à internet ou qui sont trop âgés ou handicapés pour effectuer cette démarche : ils pourront continuer à utiliser le papier, en signalant leur situation à l'administration.

« La dématérialisation est encouragée » mais **« il y a toujours un accès papier »**, a commenté lors d'une conférence de presse Gérald Darmanin, en rappelant que seuls 60 % des foyers avaient effectué leur déclaration en ligne l'an dernier.

Quand ? Jusqu'au 21 mai ou au 4 juin

La campagne de déclaration de revenus débute ce mercredi 10 avril. Les télédéclarants auront plus de temps pour effectuer leur déclaration : les dates limites de souscription sur internet vont

ainsi du 21 mai au 4 juin selon les départements, contre le 16 mai pour ceux optant pour la déclaration papier.



Ministère de l'Économie et des Finances

✔ @Economie_Gouv

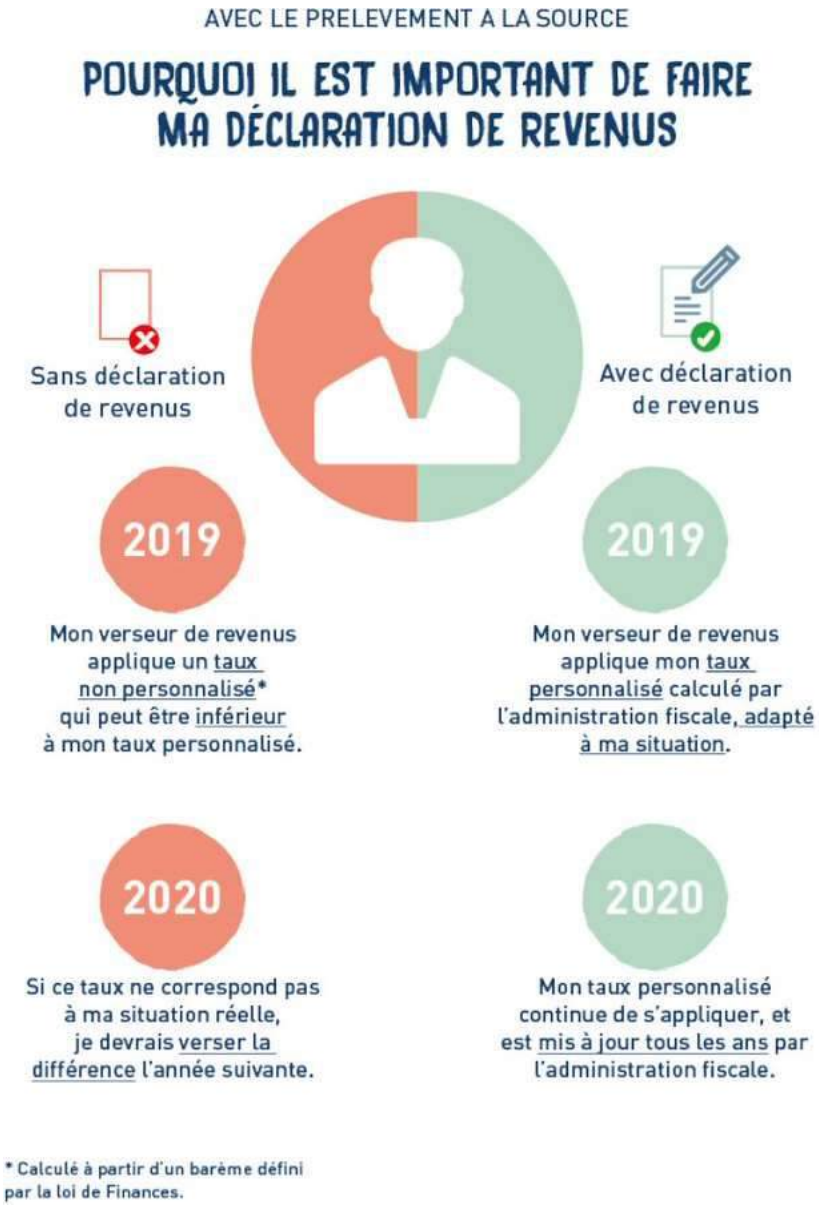
📲Lancement de la campagne 2019 de l'#impôt sur le revenu | Retrouvez le calendrier de déclaration des revenus de cette année

11

12:55 - 9 avr. 2019

À quoi ça sert avec le prélèvement à la source ?

Cette campagne de déclaration est la première depuis la réforme du prélèvement à la source, entré en vigueur au 1er janvier. Cette réforme implique une **« année blanche »** pour les revenus courants de 2018 (salaires, retraites…) qui - à la différence des revenus exceptionnels - ne seront pas imposés. La déclaration annuelle reste notamment indispensable pour connaître les revenus des travailleurs indépendants. Elle permet aussi à l'administration de procéder à des régularisations pour les Français bénéficiant de crédits ou réductions d'impôts, soit près de neuf millions de contribuables.



Prélèvement à la source @ImpotsService

La déclaration de revenus qui sera prochainement d'actualité reste nécessaire. Elle permettra d'actualiser votre taux de #PrélèvementALaSource et la prise en compte de vos réductions et crédits d'impôts de 2018 dont le bénéfice est maintenu. https://www.impots.gouv.fr/portail/particulier/declarer-mes-revenus …

2

12:10 - 5 avr. 2019

Fini la déclaration de revenus en 2020 ?

Selon le ministère des Finances, cette déclaration pourrait devenir facultative l'an prochain pour une partie des contribuables, à savoir ceux dont les revenus fiscaux ne changent pas d'une année sur l'autre. **« Chaque année, 4,6 millions d'usagers déposent leur déclaration préremplie papier sans y apporter aucune modification »**, soulignait à *Ouest-France,* fin mars, la Direction des finances publiques.





Gérald DARMANIN

✔ @GDarmanin

📽️Cette année tous les foyers doivent déclarer leurs revenus.

- 👉 En 2020, nous supprimerons la déclaration de revenus pour ceux dont la vie fiscale ne change pas.
- 👉👉C'est une simplification administrative pour plus de 8 millions de foyers !

104

15:09 - 9 avr. 2019

« En 2020, au moins huit millions de foyers fiscaux n'auront plus à renvoyer ou à remplir leur déclaration d'impôt », a promis ce mardi Gérald Darmanin, en annonçant des **« mesures de simplification »** supplémentaires. Notamment pour les travailleurs indépendants, qui devraient bénéficier d'un calendrier **« plus pratique »**.

Politique

La synthèse du grand débat, mode d'emploi

https://www.huffingtonpost.fr/ POLITIQUE 07/04/2019 16:50 CEST Par Geoffroy Clavel Grégory Rozières

En ligne, dans les mairies et dans des réunions publiques, des milliers de citoyens ont participé au grand débat national. Comment leur avis a-t-il été restitué?

POLITIQUE - Après deux mois de discussions, l'heure de vérité approche. Tandis qu'Emmanuel Macron a bouclé jeudi en Corse son tour de France du grand débat, le gouvernement doit présenter ce lundi 8 avril la synthèse officielle de la myriade de propositions, doléances, consultations réalisées depuis la mi-janvier, avant de découvrir les arbitrages présidentiels qui devraient intervenir d'ici la mi-avril.

Placé sous l'étroite surveillance de cinq garants, le chantier de cette synthèse s'est révélé gargantuesque. Selon la ministre Emmanuelle Wargon, il y a eu "près de deux millions de contributions individuelles sur la plateforme, venant de 506.333 contributeurs individuels, 10.134 réunions d'initiatives locales référencées sur la plateforme, regroupant une estimation d'environ 500.000 participants" et "1.424 personnes" tirées au sort et regroupées lors des 21 conférences citoyennes organisées dans toute la France.

"Si on ajoute à cette mobilisation celle des contributeurs des cahiers citoyens, des stands mobiles et ceux qui ont écrit des courriers à la mission du grand débat, nous évaluons à environ 1,5 million" le nombre de personnes ayant participé au Grand débat.

Comment réunir en un seul document lisible une telle masse de données? Tout au long du grand débat, *Le HuffPost* a interrogé les différents acteurs de cette énorme machinerie. Voici ce qu'ils ont bien voulu révéler de leurs secrets de fabrication. Avec une zone d'ombre majeure: l'usage qui en sera fait par l'Élysée.

De l'intelligence artificielle (mais surtout humaine)

Pour y voir clair, le gouvernement a séparé la tâche en deux parties. D'un côté, les contributions déposées en ligne, via le site du grand débat. Elles seront analysées par l'institut de sondage Opinion Way, qui s'appuie sur l'aide de la société Qwam, spécialiste de l'analyse de texte automatisée.

Cela inclut les questionnaires fermés (une question, un choix parmi des réponses préétablies) ainsi que les propositions déposées en ligne, avec la possibilité d'écrire un texte (mais, encore une fois, en suivant un cadre et des questions bien spécifiques). Au global, plus d'un million de contributions (fermées, en majorité, et ouvertes) ont été déposées.

"Pour les questions fermées, nous avons simplement compter les réponses, ainsi que l'absence de réponse, et transmettre ces éléments sous forme de pourcentages", a expliqué au *HuffPost* Frédéric Micheau, directeur d'étude à Opinion Way, en charge de cette partie de la restitution.

Sur les questions ouvertes, c'est plus compliqué. Car les participants peuvent dire tout et n'importe quoi. L'institut de sondage a donc fait équipe avec Qwam pour analyser toutes ces phrases grâce à des algorithmes. "Il y a de gros volumes de données, des délais très serrés et une grande variété de sujets", détaillait Christian Langevin, PDG de Qwam, pour expliquer le recours à des outils informatiques, y compris l'intelligence artificielle.

Pour faire simple, le logiciel de la société a analysé chaque phrase et essaye de trouver les thématiques abordées. Comment? Grâce à un algorithme composé de centaines de règles lexicales et linguistiques: grammaire, orthographe, champs lexicaux, etc. "L'algorithme découvre les thèmes sans a priori. L'intelligence artificielle est notamment utilisée pour analyser les mots ambigus, comme 'orange', en fonction du contexte", précise-t-il.

Si le logiciel bute sur une phrase, des êtres humains prennent le relais afin de rajouter des règles pour arriver à catégoriser les verbatim qui donnent du fil à retordre à la machine. "Les analystes d'OpinionWay lisent également une sélection aléatoire pour vérifier la cohérence entre le texte et les thématiques", affirme Frédéric Micheau.

"Pour chaque question [il y a 74 questions ouvertes, ndlr], on aura entre 10 et 25 thématiques, comprenant elles-mêmes plusieurs suggestions", explique Christian Langevin. Par exemple, l'ISF est une "thématique" et l'idée de rétablir cet impôt est une "suggestion", ou sous-thématique.

OpinionWay a ensuite rédigé quatre rapports, un pour chacun des quatre thèmes du grand débat (transition énergétique, fiscalité, démocratie et citoyenneté, organisation de l'État). "Nous allons également croiser les résultats de questions croisées et faire un tri par région", précisait il y a un mois Frédéric Micheau.

Arbre de connaissances et lobbys cachés

Voilà pour les propositions déposées sur le site du grand débat. Toutes les autres contributions ont été traitées par les sociétés Roland Berger, Bluenove et Cognito. Cela devrait représenter quelques milliers à dizaines de milliers de documents.

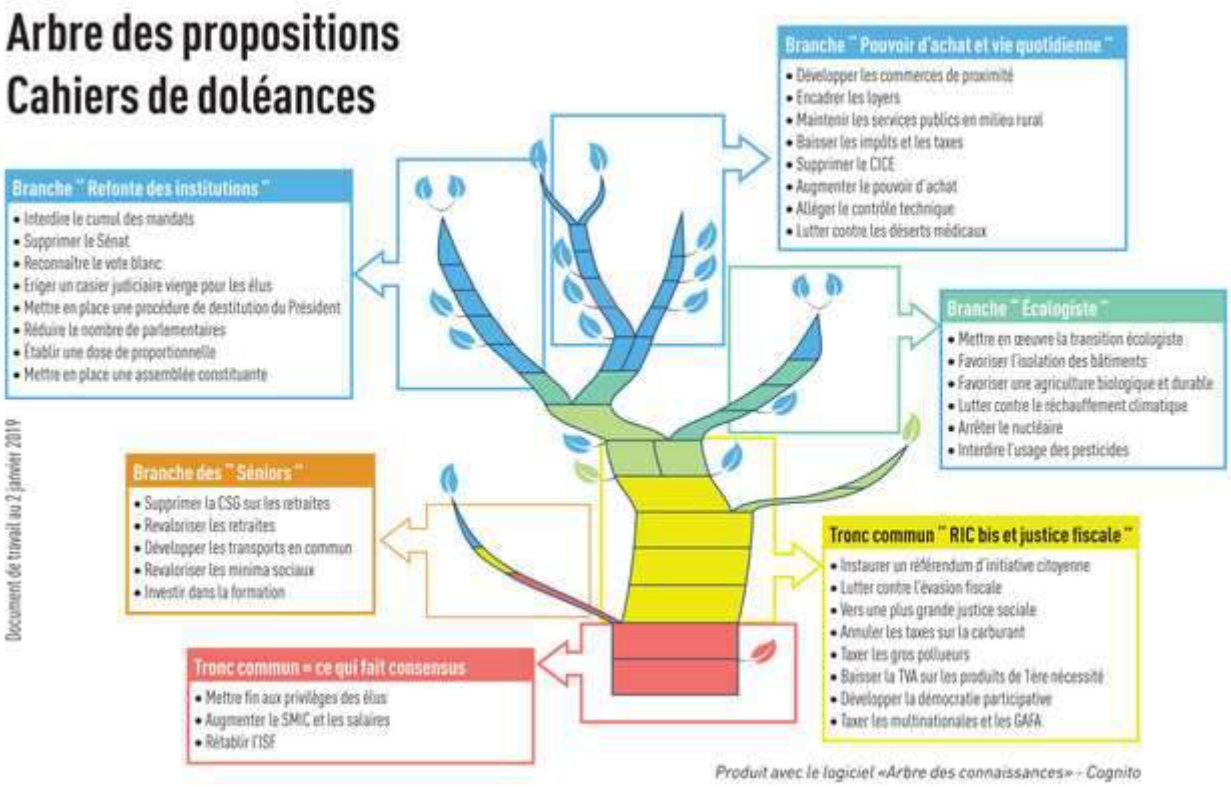
Si la masse est moins importante, elle est complexe à traiter. D'abord, les sources sont diverses: "cahiers citoyens (les cahiers de doléances mis en place dans les mairies), emails, courriers et comptes-rendus de réunions publiques", précisait au *HuffPost* Frank Escoubès, cofondateur de Bluenove. Bref, des contributions libres, non structurées et difficiles à synthétiser.

Une fois les formats papiers numérisés par la BNF, les trois entreprises ont mis au point un procédé un peu similaire à celui de Qwam, précisait Frank Escoubès. D'abord, une analyse des termes employés pour créer une sorte de "carte des mots clés", ainsi que des mots proches.

Ensuite, des petites mains bien humaines vont associer ces “grappes” de mots (et de sens) à des catégories.

“Nous allons les regrouper par thématiques, puis à l’intérieur, par sous thématiques, puis problématiques et propositions citoyennes”, anticipait alors le cofondateur de Bluenove. Ensuite, tous les textes ou presque vont être classés dans ce schéma global. “Nous nous engageons à classer les verbatim partagés par au moins 1% des répondants”.

Le résultat final a ensuite été envoyé au gouvernement. Bluenove et Cognito ont proposé au gouvernement un format particulier, celui “d’arbres de connaissances”. Sur le tronc, les propositions qui font consensus. Sur les branches, celles qui font clivage avec les autres branches. Enfin, “celles dans une feuille traduisent fréquemment des effets de lobbying portant sur le soutien d’une proposition exclusive”, précise Frank Escoubès.



Cognito/BluenoveUn exemple de représentation en forme d'arbre de connaissances (cet exemple n'est pas issu des contributions du grand débat)

Le lobbying est un élément important à prendre en compte, on l’a vu avec la consultation en ligne du CESE sur les gilets jaunes qui a été infiltrée par la Manif pour tous. Mais comment le repérer? Les trois sociétés ont procédé à des analyses de source et de copier-coller, mais pas uniquement. “En général, ce sont des gens qui vont soutenir très fortement une proposition, mais ne vont parler d’aucune autre thématique”, précise Frank Escoubès.

Une feuille qui cache la forêt ?

Un procédé louable. Et force est de constater que les différents acteurs interrogés ont, pour réaliser cette restitution, mis en avant leur indépendance, leur neutralité, ainsi qu’une méthodologie portée sur la transparence et l’ouverture. Mais ces déclarations de principe suffisent-elles à garantir la production d’une synthèse de qualité?

Stéphanie Wojcik, maître de conférence en sciences de l’information, expliquait il y a un mois au *HuffPost* avoir encore plusieurs raisons d’être prudente. “Le débat produit des données hétérogènes. Au sein du grand débat, mais surtout via les autres sites permettant aux citoyens de s’exprimer, sur Facebook, sur le ‘vrai débat’ des gilets jaunes... Ces éléments seront-ils pris en compte?”, s’interroge-t-elle.

Car il est impossible de savoir si les participants au grand débat sont représentatifs de la population française. En dehors du code postal, aucun élément géographique ni démographique ne permet de qualifier la population qui a participé. De plus, l'organisation même du grand débat est loin d'être parfaite. À tel point que Chantal Jouanno a jugé le grand débat faussé, une simple "opération de communication".

Et même en mettant de côté ces limites, "produire des thématiques, des catégories, cela ne donne pas une interprétation. Savoir qu'un citoyen parle d'impôt, c'est une chose, mais comment en parle-t-il?", questionne Stéphanie Wojcik.

Dans une tribune publiée le 4 mars dans *Le Monde*, trois chercheuses spécialistes en linguistique et en sciences de l'information ont également appelé à ce que le gouvernement fasse un "retour au texte" pour une interprétation rigoureuse et contextuelle.

Certes, les entreprises en charge de cette synthèse promettent de réaliser ce retour au texte pour vérifier l'émergence de ces catégories. Mais le gouvernement mettra-t-il à disposition de tout l'ensemble de ces éléments, des données brutes aux synthèses détaillées en passant par les étapes intermédiaires ? Tout ne sera pas transparent quoiqu'il arrive, car parmi ces sociétés privées, certaines utilisent des algorithmes dont le code source n'est pas ouvert.

Et que fera Emmanuel Macron de ces multiples restitutions, probablement indigestes et nécessitant, elles-mêmes, une synthèse ? Des réponses à ces questions dépendront la réussite, au moins partielle, de la synthèse du grand débat national.

La synthèse du grand débat sera biaisée, mais il y en aura des dizaines d'autres

https://www.huffingtonpost.fr/ POLITIQUE 08/04/2019 03:56 CEST | Actualisé il y a 27 minutes Par Grégory Rozières

Emmanuel Macron et les gilets jaunes ne seront pas les seuls à faire leur synthèse du grand débat. Des analyses scientifiques innovantes fleurissent déjà.

POLITIQUE - C'est le grand jour. Après des mois de consultations dans les villes, en ligne, dans des réunions publiques, c'est l'heure de la restitution pour le grand débat national du gouvernement.

Ce lundi 8 avril, Édouard Philippe va recevoir, des mains des garants, la synthèse de cette tentative de réponse à la crise des gilets jaunes. Si un débat devant le parlement est prévu, c'est Emmanuel Macron qui aura le dernier mot et fera de premières annonces à la mi-avril.

Une chose est sûre: il y aura des déçus. D'abord, parce que toute synthèse, restitution, ne peut être parfaite. Mais aussi car les différents choix du gouvernement, depuis le début du grand débat, posent des problèmes d'objectivité méthodologique. Mais ce n'est peut-être pas le plus important. Car cet exercice a, quoi qu'il arrive, permis de créer une véritable effervescence démocratique. Dans le cadre du grand débat, mais aussi en dehors de celui-ci.

Et la bonne nouvelle est que, quelle que soit la qualité de cette synthèse gouvernementale, des dizaines d'autres sont en train d'émerger. Elles proviennent de scientifiques de tous bords (linguistes, mathématiciens, sociologues, lexicologues, politologues...) et d'initiatives citoyennes.

Le HuffPost a tenté de faire le tour des projets achevés, en cours ou futurs. Ils illustrent tout à la fois les limites de la synthèse voulue par le gouvernement et la richesse prolifique de cette crise politique et du débat citoyen, officiel et officieux, qui l'accompagne.

Un observatoire des débats

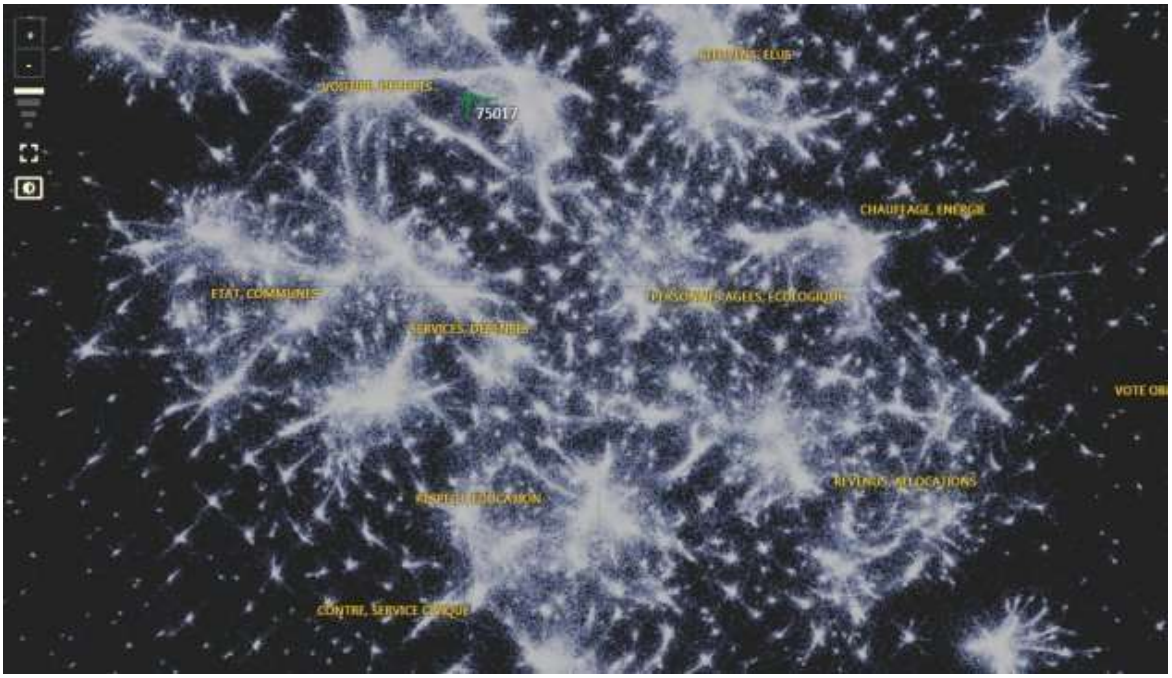
L'un des principaux problèmes du grand débat, qu'il soit en ligne, dans les cahiers de doléances ou les réunions publiques, c'est qu'il est impossible de savoir qui y a participé. Tout juste, sur le site, doit-on rentrer son code postal. Or, pour qu'un petit groupe d'individus soit représentatif d'un plus grand nombre, il faut des éléments de comparaison.

Par exemple dans un sondage, les 1000 personnes interrogées doivent être réparties (âge, sexe, emploi, etc.) de la même manière que la population française. Quel que soit le résultat de la synthèse, ce ne sera qu'un résumé, plus ou moins juste, de l'état d'esprit des participants. Et non pas de l'ensemble des Français.

C'est en partie pour pallier ce problème que plusieurs organisations (GIS Démocratie et Participation, l'ICPC et le CEVIPOF) ont lancé un "observatoire des débats". Depuis le début du grand débat, 80 observateurs, respectant un protocole bien spécifique, ont analysé les réunions citoyennes. Ils ont également fait passer quelque 3000 questionnaires aux participants, visant justement à mieux comprendre qui s'est rendu dans ces réunions.

À terme, l'observatoire compte réaliser des synthèses poussées, s'attaquer aux contributions en ligne, etc. Dans le but de collecter un maximum de données sur le débat. Mais déjà, ces éléments pourront servir à d'autres équipes de recherche pour qualifier les participants au grand débat, mieux les cerner, et donc proposer des synthèses plus abouties.

Une cartographie du débat



HuffPost FranceLa visualisation des contributions du grand débat sur l'outil Cartolabe.

Deux équipes de recherche différentes ont transformé l'énorme masse de contributions en ligne en des cartes interactives. On y trouve tous les messages envoyés par les internautes. Plus les messages sont semblables (plus le sujet est similaire), plus ils sont proches géographiquement sur la représentation.

Cartolabe, accessible en ligne, permet ainsi de se balader dans les contributions du grand débat comme dans une galaxie, avec des amas non pas d'étoiles, mais de réponses de citoyens. "Nous n'essayons pas de comprendre le sens, mais de voir l'étendue des propositions", explique au *HuffPost* Jean-Daniel Fekete, chercheur à l'Inria et coauteur de cet outil (qui sert normalement à la visualisation des publications scientifiques), réalisé en partenariat avec Philippe Caillou et Anne-Catherine Letournel de Paris-Saclay, Michèle Sebag et Jonas Renault du CNRS.

En effet, cette carte permet de voir que les gens vont beaucoup parler d'impôt, mais pas de savoir si c'est en bien ou en mal. Ce n'est pas son but. Mais elle est utile pour s'assurer que d'autres synthèses, par exemple celles qui seront fournies au gouvernement, ne sont pas trop biaisées. D'ailleurs, les garants utilisent Cartolabe, parmi d'autres outils, dans ce but.

David Chavalarias, directeur de recherche au CNRS, a réalisé un travail similaire en réutilisant Politoscope, un outil de cartographie qui a été développé pour analyser les programmes présidentiels et les messages politisés envoyés sur Twitter.



Politoscope @Politoscope2017

La cartographie des thèmes des grands débats commence à prendre forme quoique encore préliminaire. Ce début d'analyse des contributions au site du #GrandDebatNational (~200k propositions, ~120k contributeurs) montre une grande variété de sous thèmes. #GrandDebat #Politoscope

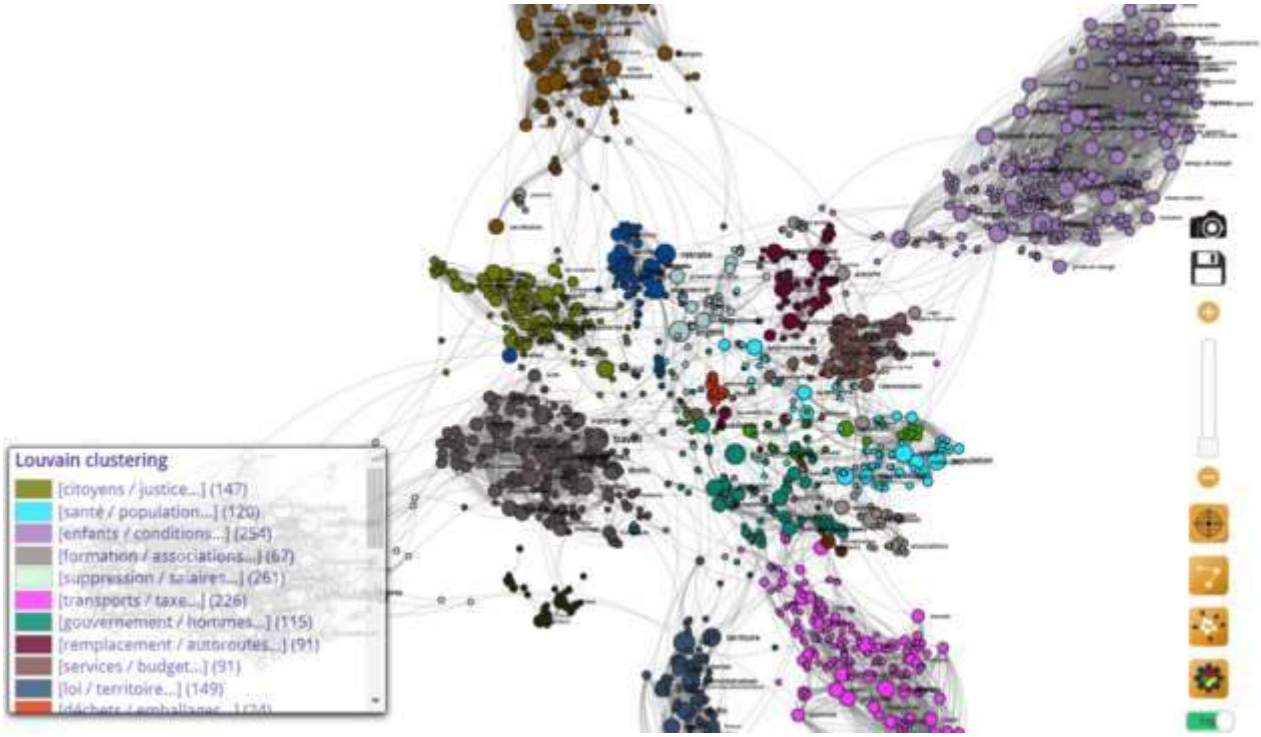
61

19:57 - 21 févr. 2019

La différence avec Cartolabe ? “Ce sont des approches complémentaires”, explique au *HuffPost* David Chavalarias. Les résultats sont ainsi similaires, mais différents, en fonction de la manière de visualiser les informations. Dans les deux cas, aucune intelligence artificielle ne vient faire un tri. Aussi, le Politoscope utilise les données du grand débat, mais également du vrai débat, organisé par les gilets jaunes. À terme, le chercheur aimerait y intégrer toutes les contributions du débat, officielles ou non.

David Chavalarias aimerait bien continuer ces travaux et notamment mettre en place une version accessible à tous, si son équipe trouve du temps pour cela. Il met par contre en garde contre une surinterprétation des données: “C’est comme en géographie. Avoir une cartographie précise d’un territoire ne veut pas dire que vous connaissez le top 10 des villes”.

En attendant, le Politoscope a mis en ligne une cartographie accessible du “Vrai débat” des gilets jaunes. Pourquoi commencer par celui-ci? Car “le fait qu’il y a eu des votes et argumentations a permis à l’équipe du laboratoire CNRS Triangle de faire une proposition de score de popularité. Nous avons cartographié celle-ci”, explique David Chavalarias.



Politoscope

Dans les deux cas, ces travaux sont embryonnaires et on ne peut pas parler de résultats définitifs. Il existe également des bugs techniques temporaires, qui peuvent induire en erreur.

La société Atlas Sémantiques, fondée par des linguistes, travaille elle aussi à analyser de manière automatisée les contributions en ligne du grand débat pour créer une cartographie des thèmes du grand débat, tout en tentant de dévoiler le sens des mots utilisés.

Les analyses alternatives

En plus de ces formats innovants provenant de chercheurs, des initiatives émergent également de la société civile.

Ainsi, trois spécialistes en informatique anonymes ont lancé Witted, une page web proposant une synthèse des contributions en ligne du grand débat. Celles-ci ont été regroupées grâce à des algorithmes d'intelligence artificielle non supervisés (sans règles préétablies) en différentes thématiques.

L'interface permet d'ores et déjà de naviguer dans les quatre grandes thématiques du débat, de trouver les mots-clés les plus courants dans chaque concept (TVA réduite, impôts locaux, etc.). Ce travail a été utilisé avec des données partielles, fournies par le gouvernement. Le site sera mis à jour dès que l'ensemble des contributions en ligne sera disponible.

Contactés par *Le HuffPost*, les créateurs rappellent que ce tri n'est pas parfait, mais qu'il est justement mis à disposition à titre de comparaison, pour montrer les différentes analyses possibles en fonction de la méthode choisie.



HuffPost FranceL'analyse des contributions du grand débat nationale par Witted.

Sauf que, comme pour la synthèse officielle du grand débat, il y a ce risque, tant redouté par tous les scientifiques interrogés par *Le HuffPost*, que l'utilisation d'algorithmes donne une restitution orientée, biaisée.

Même problème pour Democratie.app, un site récemment lancé qui a la bonne idée de permettre de rechercher des mots clés au sein des propositions du grand débat. On retrouve des informations factuelles, comme l'origine géographique de l'auteur d'une contribution, la répartition au sein des thématiques. Mais on y voit aussi des analyses qui peuvent être plus critiquables, comme l'analyse de sentiment, basée sur un algorithme très connu, mais également très générique.

Justement, d'autres citoyens ont lancé un site, La grande annotation, dont le but est de permettre à tout un chacun de lire les contributions déposées en ligne dans le cadre du grand débat et d'annoter chaque réponse afin de regrouper les similaires.



HuffPost FranceLe site La grande annotation permet de classer à la main les contributions du grand débat national.

Trouver du fond dans la forme

De nombreux chercheurs souhaitent également revenir au texte. Car en dehors de la crainte de biais algorithmiques, il y a celle d'une analyse hors-sol de toutes ces contributions, d'une synthèse chiffrée, à laquelle on fait dire ce que l'on veut.

Mais comment revenir au texte? Marion Bendinelli et Virginie Lethier, du laboratoire ELLIADD, ont par exemple analysé un cahier de doléances d'une petite ville de Franche-Comté. Cela peut sembler très léger comme terrain d'étude, mais il faut bien commencer quelque part (surtout sans trop de moyens pour le moment).

"Il y a une soixantaine de contributions. Nous avons cherché à comprendre comment les personnes s'expriment", explique au *HuffPost* Marion Bendinelli. Et cela peut en dire beaucoup, voire faire relativiser la portée des synthèses plus globales. Ainsi, l'organisation des propositions, leur surlignage, l'usage de majuscules et tous ces autres éléments de forme peuvent pondérer le fond d'un écrit.



HuffPost FranceUn cahier de doléances

C'est évidemment un travail qui demande du temps et ne pourra pas être réalisé dès le mois d'avril. En parallèle, Marion Bendinelli aimerait bien comparer ces nouveaux cahiers aux anciens, écrits lors de la Révolution française. "Ce n'est pas représentatif car je n'ai étudié qu'un cahier, mais on voit que si le 'nous' était très utilisé en 1789, il semble avoir été aujourd'hui remplacé par le 'je'", note la chercheuse.

Ne pas se limiter au grand débat

Autre critique importante de la synthèse gouvernementale: la non-prise en compte des débats qui ont eu lieu sur des plateformes non officielles. Celle du vrai débat des gilets jaunes par exemple. Les équipes du Politoscope ont ainsi contacté les organisateurs pour avoir accès aux données. Stéphanie Wojcik, maître de conférence en sciences de l'information, a réalisé la même démarche pour de travaux futurs.

Les chercheurs n'ont évidemment pas oublié Facebook, l'un des moteurs principaux des gilets jaunes. Ainsi, le laboratoire Pacte a lancé une grande enquête sur ce mouvement, grâce à un questionnaire diffusé depuis décembre 2018 sur les groupes Facebook locaux de gilets jaunes. Une version partielle est déjà accessible et essaye d'analyser les mots, les types de discours et la répartition démographique des gilets jaunes.

Le laboratoire Lerass a lui analysé de manière plus automatisée les messages publiés sur le groupe Facebook “La France en colère!!!”, d’Éric Drouet, en le comparant avec le traitement dans la presse quotidienne nationale.

Un appel à projets de recherche

Ces synthèses ne sont évidemment pas parfaites. Ni même finalisées. Mais elles démontrent une effervescence, une profusion d’analyses. Et ce n’est que le début. L’agence nationale de la recherche souhaite en effet que les scientifiques français présentent des projets visant à analyser le grand débat national. Une réunion devrait avoir lieu fin mars.

Plus tard, un véritable appel à projets, avec financements à la clé, sera organisé. Bien après la synthèse officielle du gouvernement, prévue le 5 avril. Preuve s’il en est que les gilets jaunes et ce grand débat national, avec ses défauts et ses critiques, et quel que soit le résultat mis en exergue par Emmanuel Macron, devrait continuer de chambouler la France (et alimenter l’analyse scientifique) pendant des années.

Grand débat: si vous ne devez lire qu'une synthèse, c'est celle-ci

https://www.huffingtonpost.fr/ POLITIQUE 08/04/2019 19:19 CEST | Actualisé il y a 12 heures Par Grégory Rozières

L'ensemble des synthèses du grand débat national représente environ 1000 pages de résumés...

POLITIQUE - Après près de quatre mois, les premiers résultats concrets du grand débat national commencent à prendre forme. Ce lundi 8 avril, Edouard Philippe a fixé 4 priorités, sans pour autant annoncer de décisions politiques. Il faudra pour cela attendre la prise de parole d’Emmanuel Macron, qui pourrait intervenir à l’approche de Pâques.

En attendant, tout citoyen peut accéder aux résultats du grand débat. Si les chercheurs, associations et entreprises ont déjà commencé à analyser les données brutes, beaucoup attendaient également les synthèses du gouvernement.

Elles sont disponibles ce lundi 8 avril sur le site du grand débat. Mais même pour les plus passionnés, il faudra s’accrocher. Au global, ce sont quelque 1000 pages de documents qu’il faudrait lire. Si vous n’avez pas quelques dizaines d’heures à y consacrer, il pourrait par contre être judicieux de lire les 34 pages de la restitution des “conférences citoyennes régionales”.

Pourquoi ? Elle n’est pas exempte de défauts et de biais (voir plus bas), loin de là. Mais elle est courte, est certainement la plus représentative de la population française, et enfin utilise une méthodologie qui a prouvé son efficacité.

Tirage au sort et représentation

L’une des plus grosses critiques faites au grand débat, notamment par la communauté scientifique, c’est le manque de représentativité de la synthèse. Il est impossible de savoir qui sont les citoyens ayant contribué en ligne, dans des réunions locales, par mails ou encore dans les cahiers de doléances.

Alors même si les synthèses étaient parfaites, elles ne permettraient pas de dire “voici ce que pensent les Français”. Pour faire cela, il faudrait s’assurer que les milliers de personnes qui ont participé sont représentatives de la population française. En termes d’âge, de sexe, de catégorie socioprofessionnelle, de localisation... comme dans un sondage.

Les conférences citoyennes régionales, organisées une fois les autres formes de contributions clôturées, sont justement plus représentatives. Pourquoi? Car pour créer ces assemblées de citoyens régionales, 1400 personnes ont été tirées au sort.

“Deux tiers des participants, quand ils ont reçu l’appel téléphonique, ont cru à une blague”, rappelle au *HuffPost* Yves Mathieu, codirecteur de Missions Publiques, une société spécialisée

dans la démocratie participative et l'organisation de débats de ce type. Elle était chargée, avec Res Publica, de mettre en place ces débats.

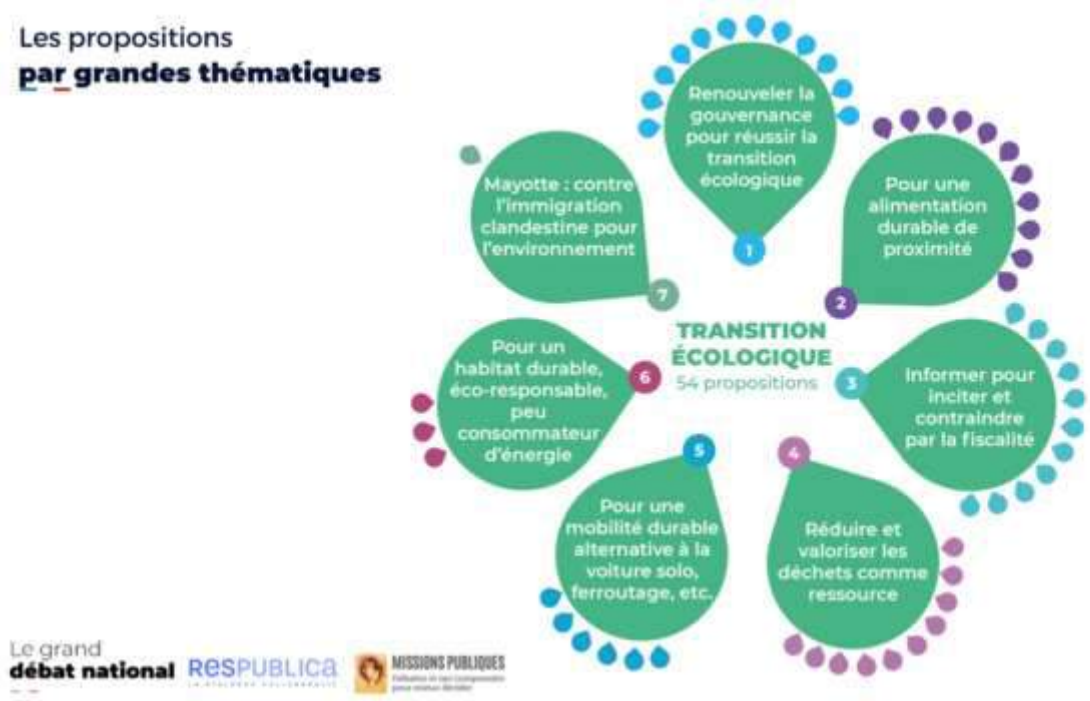
S'ils ont été tirés au sort, cela n'a pas été entièrement au hasard. Les organisateurs ont tenté d'être le plus représentatifs possible de la société française, en prenant en compte l'âge, le sexe, les catégories socioprofessionnelles et le lieu d'habitation (département et densité urbaine).

Une diversité qui permet notamment d'impliquer des citoyens qui n'ont pas l'habitude de se mobiliser: plus de 60% n'avaient jamais participé à une réunion publique ou participative.

Rencontre délibérative

Autre avantage de ce format: chacun ne vient pas simplement apporter sa contribution. Dans ces rencontres l'idée est, à chaque fois, qu'une petite centaine de personnes dialoguent pendant des heures, échangent, débattent afin d'arriver à des positions communes. Ce que l'on appelle la démocratie délibérative.

Seul cadre: les 4 thématiques du grand débat national. Pendant un jour et demi, les citoyens tirés au sort ont commencé par exposer leur vision de la France, isoler un problème central, puis proposer des solutions. "C'est la construction collective d'une position commune au groupe", explique Yves Mathieu.



grand débat

La synthèse résume ces 230 propositions et a été faite "à la main", précise Yves Mathieu. Celles-ci sont très semblables entre les régions (si ce n'est que l'Outremer "a des propositions encore plus fortes sur l'environnement").

Dans la synthèse, les 4 thèmes sont évoqués et les propositions sont à chaque fois regroupées dans une dizaine de pétales de fleurs: "Alimentation durable de proximité", "impôt participatif", "un service public mobile", "référendum d'initiative citoyenne"...

Propositions ~~molles~~ consensuelles

Tout n'est pourtant pas rose pour ces conférences citoyennes, évidemment. D'abord, même si l'exercice est pensé pour être plus diversifié, on est loin du sondage d'opinion qui, lui, se veut véritablement représentatif de la population française. "Nous ne sommes pas au pourcentage près", concède Yves Mathieu.

Mais le vrai problème de cette synthèse d'une trentaine de pages, c'est peut-être que les propositions sont au global assez larges, parfois vagues, consensuelles, générales. Une charte

d'éthique des élus, la mesure de l'efficacité des dépenses publiques en impliquant les citoyens, faciliter les circuits courts et la production locale, créer une "jauge carbone"...

Certes, c'est justement le principe de la démocratie délibérative: faire émerger des propositions qui mettent tout le monde d'accord, qui visent l'intérêt général. Mais il y a un hic: d'habitude, dans ce genre de conférences délibératives, les participants sont briefés. Les organisateurs mettent à disposition des documents permettant de s'informer sur le sujet débattu, de contextualiser les débats, de comprendre les tenants et les aboutissants. C'est ce que nous avions notamment vu lors du débat planétaire sur le réchauffement climatique organisé par Missions publiques en 2015.

Un contexte manquant

Mais pour les conférences, aucun document n'a été fourni aux participants. "Il y avait une volonté de ne pas créer un sentiment de manipulation. C'est un choix qui a été discuté avec les garants", explique Yves Mathieu. Sur place, les participants pouvaient demander à être informés sur un sujet par des volontaires qui s'occupaient de trouver des éléments contextuels sur internet.

Sauf qu'à l'origine, il était prévu que soit justement donnée aux participants une synthèse préliminaire des contributions au grand débat national. L'argument de ne pas vouloir biaiser, en donnant une information partielle (et non représentative) peut se défendre. Sauf que, comme le précise le site *Les Jours*, qui a assisté à une des conférences, le problème tenait surtout au fait que les premières synthèses partielles étaient loin d'être complètes, inexploitables.

Cette absence de contexte n'a pas aidé à améliorer la qualité et la pertinence des propositions formulées. Même s'il note, toujours dans *Les Jours*, que ces conférences sont déjà mieux que les autres formes de contributions, le chercheur en science politique Dimitri Courant affirme que "ce n'est pas suffisant pour aboutir à quelque chose de qualité".

Grand débat national : La Défense arrive en tête des domaines où l'État devrait faire des économies

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 9 avril 2019



Pour répondre au mouvement des « gilets jaunes », le gouvernement a ouvert un « grand débat national » et invité le plus grand nombre à s'y exprimer autour de quatre grands thèmes : « Fiscalité et dépenses publiques », « Organisation de l'État et des services publics », « Démocratie et citoyenneté » et « Transition écologique ».

Selon les chiffres du gouvernement, ce grand débat a suscité 1,9 million de contributions en ligne, 27.000 courriers et courriels, 16.000 cahiers citoyens [c'est à dire les cahiers de doléances proposés par les communes] et plus de 10.000 réunions locales. Mais, d'après LCI, il y aurait eu en réalité 506.333 contributeurs uniques, certains ayant cru bon d'émettre plusieurs contributions.

Cependant, ce « grand débat national » n'a pas valeur de sondage. Pour la simple et bonne raison que ceux qui ont remis une contribution ne sont pas représentatifs de la population. Ainsi, rappelle le quotidien Les Échos, une étude du CEVIPOF réalisée sur plus de 200 débats dans le pays a recensé « près de deux tiers de diplômés de l'enseignement supérieur, une majorité de retraités et trois quarts de propriétaires. »

Quoi qu'il en soit, les questions de défense n'ont quasiment pas été abordées dans ces contributions. « Quasiment » car la synthèse du thème « Fiscalité et dépenses publiques », qui vient d'être mise en ligne, en fait cependant état… Pour dire que, au chapitre relatif aux « domaines de dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales dans lesquels il fau[drai]t faire

des économies », la Défense arrive en tête, avec 28% de réponses, suivie par la politique du logement [22%]. À croire que les débats et les événements de ces dernières années ont été oubliés par certains. Ou qu'ils n'entendent pas l'écho du fracas du monde.

Mais ce résultat ne « colle » pas avec ceux d'un sondage diffusé par la Délégation à l'information et à la communication de la défense [DICoD] à l'occasion du dernier 14-Juillet. « 81 % des Français considèrent que le budget de la Défense doit être maintenu ou augmenté », indiquait cette étude, réalisée en mars 2018. Mieux : « Une part importante des Français considère que nos soldats ne sont pas suffisamment équipés en matériels ou en armements pour mener à bien les opérations qui leur sont confiées [48 %] », avait-elle déterminé.

Certaines « figures » du mouvement des « gilets jaunes » ont estimé que ce grand débat national ne servirait à rien et que les propositions qu'il allait susciter ne seraient pas suivies d'effet. L'avenir le dira… Mais ils auront sans doute raison sur un point : il n'est a priori pas question, pour le gouvernement, de baisser le budget du ministère des Armées.

En effet, Sébastien Lecornu, l'un des ministres coordinateurs du grand débat national, l'a assuré ce 9 avril, sur les ondes de France Inter.

« J'assume un point de désaccord […] Spontanément, les Français nous disent : 'là où vous pourriez faire des économies, c'est dans la défense.' Ce sont dans les dépenses militaires, les dépenses de protection, les dépenses de souveraineté. J'y suis très opposé. […] On voit bien que ce monde est très dangereux. Il y a parfois des réponses spontanées de nos concitoyens qu'il faut respecter et entendre mais je ne pense pas que la France resterait la France si elle commence à se désarmer ou à baisser la garde sur les questions de sécurité », a fait valoir le ministre chargé des Collectivités territoriales.

Santé

La première greffe d'utérus vient d'être réalisée en France

Actualités Santé Médecine http://sante.lefigaro.fr/ Par AFP agence Le figaro.fr Mis à jour le 11/04/2019 à 13:06 Publié le 11/04/2019 à 13:06



Le syndrome de Mayer-Rokitansky-Küster-Hauser est une maladie congénitale rare qui prive une femme sur 4500 d'utérus. Gorodenkoff Productions OU/Gorodenkoff - stock.adobe.com

Une femme de 34 ans, née sans utérus en raison d'un syndrome congénital, a reçu l'organe de sa mère. Des transplantations de ce type ont déjà eu lieu dans d'autres pays, mais c'est une première en France.

Pour la première fois en France, une femme de 34 ans, infertile, a pu bénéficier d'une greffe d'utérus, grâce à un don de sa mère, a annoncé jeudi l'hôpital Foch de Suresnes (Hauts-de-Seine). Ce type de greffe, réalisée auparavant dans d'autres pays, a déjà permis des naissances. Cette première médicale française a eu lieu dimanche 31 mars. Elle a été réalisée avec l'utérus d'une donneuse vivante - la mère de la receveuse - par l'équipe du Pr Jean-Marc Ayoubi, chef du service de gynécologie obstétrique et médecine de la reproduction de l'hôpital Foch.

La patiente greffée est née sans utérus à cause du syndrome de Mayer-Rokitansky-Küster-Hauser (MRKH). Cette maladie rare touche environ une femme sur 4500 à la naissance. Pour ces femmes, il n'y avait jusqu'à encore récemment pas d'autre option que l'adoption pour devenir mères. La donneuse, âgée de 57 ans, et sa fille, dont les identités n'ont pas été dévoilées, «vont bien», assure à l'AFP le chirurgien. «La patiente transplantée n'est pas encore enceinte et le transfert d'embryons préalablement congelés pourrait se faire dans dix mois», dit-il. Dans les autres cas à l'international, «cela s'est fait entre six et douze mois».

La greffe d'utérus est destinée aux femmes nées sans utérus ou à celles auxquelles il a dû être enlevé. Elle représente une alternative expérimentale à la gestation pour autrui (GPA) interdite en France, ou à l'adoption. Le traitement immunosuppresseur, antirejet, est «moins lourd» que pour d'autres transplantations d'organe. Il est adapté à la grossesse, comme on le fait dans le cas des greffées du rein enceintes.

Une greffe provisoire

Cette première greffe française est le résultat de plus de 10 ans de recherche et de collaborations, en particulier avec le Pr Brännström. En 2014, ce médecin suédois de l'université de Göteborg et son équipe ont permis la première naissance au monde après une greffe d'utérus de donneuse vivante en Suède. Cette avancée médicale majeure avait été annoncée dans la prestigieuse revue médicale *The Lancet*. «On travaille avec cette équipe pionnière suédoise depuis 7 à 8 ans (...). Nous avons apporté notre expertise en chirurgie robotique qu'ils ont utilisée pour leurs cinq dernières greffes» afin d'effectuer le prélèvement de l'utérus, poursuit le Pr Ayoubi, en soulignant que cela facilitait la récupération de la donneuse.

La durée opératoire a été de l'ordre de 14 heures pour les deux interventions, celle du prélèvement étant la plus longue. Le prélèvement doit être très méticuleux pour que l'utérus soit réimplantable. Le robot, offrant une meilleure vision, en 3D, facilite la dissection de vaisseaux très fins. La greffe se fait, elle, par chirurgie classique.

Cette greffe n'a pas vocation à être permanente en raison du traitement antirejet. Il s'agit d'une «greffe provisoire» pour avoir un enfant, rappelle-t-il. À sa connaissance, deux ou trois femmes dans le monde ont conservé l'utérus greffé pour mener une deuxième grossesse.

Essai clinique

L'équipe du professeur Ayoubi a reçu l'autorisation de l'Agence de la biomédecine et de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) de conduire un essai clinique pour dix greffes avec donneuses vivantes apparentées. Une autre équipe au CHU de Limoges a eu l'aval pour huit greffes avec donneuses en état de mort cérébrale.

Pour leur part, les Brésiliens ont réussi à obtenir la première naissance au monde grâce à une greffe d'utérus de donneuse décédée chez une femme également née sans utérus en raison du même syndrome. La naissance, qui a eu lieu en décembre 2017, avait été révélée un an plus tard par l'équipe du Dr Dani Ejzenberg de l'hôpital de Sao Paulo. De précédentes tentatives (États-Unis, Turquie...) avaient échoué. Actuellement, plus de 25 équipes dans le monde travaillent dans ce domaine.

D'après le Pr Brännström, «quinze» naissances ont été obtenues dans le monde après greffe utérine: «9 en Suède dont la dernière il y a quatre jours, deux aux États-Unis, une au Brésil, en Serbie, en Chine et en Inde», détaille-t-il.

Société

Comment les «enfants de la Creuse» sont accompagnés pour retrouver leurs racines

Actualité Société http://www.lefigaro.fr/ Par Pauline Defoix Publié le 10/04/2019 à 06:00



Quelques enfants réunionnais transplantés en métropole dans les années 1960 Valérie Andanson

Le ministère des Outre-Mer et le Conseil départemental de La Réunion ont signé jeudi dernier une convention pérennisant l'accompagnement proposé aux «enfants de la Creuse» pour reconstruire leur histoire.

Une nouvelle avancée pour les «enfants de la Creuse». Deux ans après la signature de la première convention les soutenant dans la quête de leurs racines, le dispositif vient d'être pérennisé et simplifié. La nouvelle convention a été signée par le ministère des Outre-Mer et le Conseil départemental de la Réunion jeudi 4 avril. Elle transfère la responsabilité de l'accompagnement des enfants transplantés en métropole de 1962 à 1984, ainsi qu'à leurs ayants droit au Conseil départemental, responsable de la protection de l'enfance. L'accompagnement est piloté par l'Union National des Associations Familiales (UDAF).

• Que s'est-il passé entre 1962 et 1984 à la Réunion?

La métropole fait face à une baisse démographique. Les départements d'Outre-mer eux, sont frappés par la misère et l'explosion du nombre d'habitants. Pour résoudre ces problèmes, l'État va notamment mettre en place une politique de migration des jeunes adultes et crée le Bureau pour le développement des migrations dans les départements d'outre-mer (BUMIDOM). La promesse d'un avenir meilleur en métropole pour leurs enfants va également être faite à des milliers de familles pauvres et bien souvent illettrées. Ces enfants placés en foyers de l'enfance partiront vers la métropole et certains seront adoptés.

Mais ce que l'État ne leur dira pas, c'est que les enfants ne rentreront jamais et seront placés dans des structures d'accueil ou dans des familles, qui, dans certains cas, se révéleront maltraitantes. Plus de 2 000 enfants considérés comme pupilles de la nation ou abandonnés vont être dispersés dans 83 départements, bien souvent ruraux notamment dans la Creuse qui a accueilli le plus grand nombre d'enfants. Cette pratique de migration par l'État durera jusqu'en 1984.

Après la reconnaissance par l'État français de sa «responsabilité morale» le 18 février 2014 et le rendu d'un rapport de la Commission d'information et de recherche des enfants de la Creuse en avril 2018, la priorité était aujourd'hui de pérenniser, développer mais aussi simplifier cet accompagnement.

• Un accompagnement financier

Depuis 2017, une convention a été mise en place, permettant aux «enfants de la Creuse» d'être accompagnés dans la reconstruction de leur parcours. Une aide financière est prise en charge par le Ministère des Outre-mer. «Un forfait de 1 000 euros vient compléter le bon de continuité territoriale qui finance le voyage (possible uniquement dans le sens Métropole/Réunion) de ces personnes», explique-t-on au ministère. «Une enveloppe de 500 euros est réservée à l'hébergement pour ceux ne passant pas par leurs familles» ajoute-t-on.

Cependant, «après des retours d'expériences, il est nécessaire de revoir le dispositif», affirme au *Figaro* Valérie Andanson, enfant de la Creuse et présidente de la Fédération des enfants déracinés des DROM. «La vie est chère à La Réunion, l'hébergement se fait souvent en famille, fournir une facture est donc compliqué. Le budget n'est pas suffisant», explique-t-elle. «La possibilité de revenir sur l'île devrait également être plus régulière car ces personnes commencent à être âgées», ajoute-t-elle.

• Un accompagnement psychologique et juridique

L'accompagnement psychologique et juridique, proposé par le Conseil départemental et l'UDAF vont également être accentués. «L'aide psychologique est très importante, car revenir sur l'île suscite beaucoup d'émotions. Se retrouver face à son histoire n'est pas simple», raconte Ericka Bareigts, députée de la 1ère circonscription de la Réunion. Pour rendre l'épreuve moins éprouvante, «une assistante sociale est présente tout au long du processus pour accompagner ces personnes. Certaines ont besoin d'échanger, de lever le voile sur des incompréhensions», confie Laurent Morin, directeur enfance/famille au Conseil départemental de la Réunion. Valérie Andanson souhaite qu'une réelle cellule psychologique soit mise en place, «car il y a eu des retours sur l'île qui se sont avérés catastrophiques». Une aide pour entreprendre les démarches juridiques telles que, «connaître ses droits et devoirs, ou retrouver son dossier suite à un changement de nom est aussi proposée et important», ajoute Ericka Bareigts.

Effective depuis le 1er janvier 2019, cette convention vient pérenniser et renforcer les moyens nécessaires aux «enfants de la Creuse» pour reconstituer leur histoire personnelle. «Un référent des dossiers aux archives de La Réunion est désigné et le budget alloué pour ces voyages passe de 56.000 euros à 60.000 euros par an», précise le ministère des Outre-mer. «De fin 2016 à fin 2018, nous avons reçu 60 demandes d'‘‘enfants de la Creuse'', dont 50 ont été traitées» précise Laurent Morin, qui poursuit les recherches des dossiers manquants ou incomplets.

Parmi les préconisations faites par la Commission d'information et de recherche des «enfants de la Creuse» figurent un lieu de mémoire, une journée commémorative (le 20 novembre, journée internationale des droits de l'enfant) et la mise à disposition des enseignants de fiches pédagogiques pour expliquer ce moment de l'histoire.

Une plainte contre l'État envisagée...

Malgré les nombreuses avancées sur le sujet, Valérie Andanson souhaite continuer le combat. Elle confie envisager de porter plainte contre l'État par le biais de la Fédération, afin d'aller au-delà de la responsabilité morale. «J'espère que l'État nous demandera pardon pour ce qui nous a été fait, comme cela a été le cas pour les «enfants des colonies» en Belgique».

Les retraités ont un niveau de vie supérieur au reste de la population

Finances perso Retraite http://www.lefigaro.fr/ Par Marie-Cécile Renault Mis à jour le 10/04/2019 à 09:44 Publié le 09/04/2019 à 19:06



Le niveau de vie des retraités, s'il a baissé ces dernières années, reste supérieur à celui de la population générale, selon le Conseil d'orientation des retraites (COR). 39743825/pixarno - stock.adobe.com

INFOGRAPHIE - Si ce niveau de vie a baissé ces dernières années, les retraités sont moins touchés que l'ensemble de la population, démontre le Conseil d'orientation des retraites.

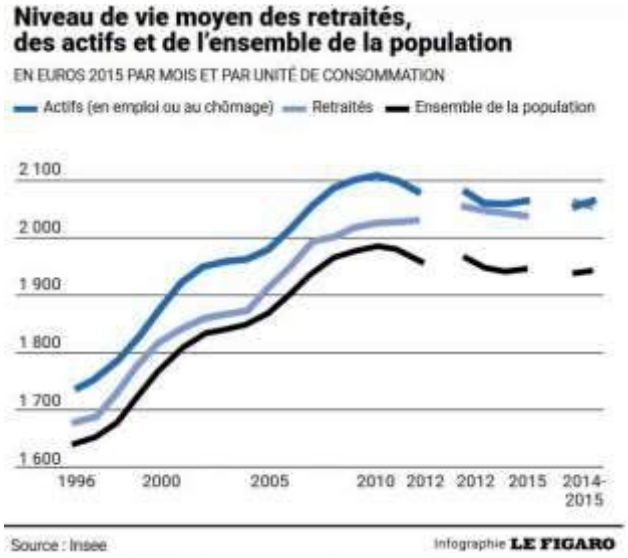
Alors que neuf syndicats appellent les retraités à manifester jeudi pour défendre leur pouvoir d'achat, l'indexation de toutes les pensions sur l'inflation et l'annulation de la hausse de la CSG pour tous, le Conseil d'orientation des retraites (COR) souligne que le niveau de vie des retraités, s'il a baissé ces dernières années, reste supérieur à celui de la population générale.

Le COR montre que les niveaux de vie moyens des retraités, des actifs et de l'ensemble de la population ont progressé parallèlement de 1996 à 2010, de 1,4% par an en moyenne, avant de baisser entre 2010 et 2015. Cette baisse récente a cependant été moins prononcée pour les retraités (- 0,5% en cinq ans) que pour les actifs ou l'ensemble de la population (- 2,3%). Au total, en 2015, le niveau de vie moyen d'un retraité s'élevait en moyenne à 2 055 euros par mois et était supérieur de 5,6% à celui de l'ensemble de la population.

Pourtant, la pension brute des retraités a suivi à peu près l'indice des prix, de sorte que chaque retraité a conservé peu ou prou la même pension en euros constants d'une année sur l'autre. Alors pourquoi le niveau de vie des retraités a-t-il baissé ?

Deux facteurs démographiques jouent en sens contraire: l'effet négatif de la montée des divorces (le niveau de vie d'un célibataire est inférieur à celui d'un couple) est globalement compensé par l'effet positif de l'allongement de l'espérance de vie, qui retarde le veuvage. L'explication tient surtout à l'évolution des revenus du patrimoine: durant trois décennies (de 1980 à 2000), du fait de plus-values importantes sur les titres financiers et l'immobilier, on «a vraisemblablement sous-estimé l'enrichissement réel de nombreux retraités», affirme le COR.

À l'inverse, alors que la performance des produits financiers sans risque devient négative, et même si l'immobilier reste dynamique, on «surestime» certainement l'apport des revenus du patrimoine. Enfin, la hausse des prélèvements fiscaux et sociaux entre 2002 et 2015, plus marquée que pour les actifs, a eu un effet significatif. «Il a stoppé à partir de 2009 la hausse du niveau de vie des retraités, et même engendré une légère baisse entre 2012 et 2015», conclut le COR.



La précarité hygiénique : quand rester propre coûte trop cher

Précarité Hygiénique Yahoo Style France Yahoo Style France•9 avril 2019 Belinda Mathieu

En France, 3 millions de personnes ne peuvent pas se payer certains produits d'hygiène du quotidien et 1,7 million de femmes ne peuvent pas toujours s'acheter de protections périodiques. C'est ce que révèle un sondage sur le précarité hygiénique de l'IFOP en partenariat avec l'association Dons Solidaires.



On imagine difficilement se priver de dentifrice, de lessive ou encore de protections périodiques… Pourtant, c'est le lot de trois millions de Françaises et Français, comme l'a révélé un sondage IFOP conduit par l'association Dons solidaires. Peu connu du grand public, le problème de la précarité hygiénique, c'est-à-dire le manque de moyens pour se payer des produits d'hygiène du quotidien, a de lourdes conséquences sur la vie des plus précaires.

Difficultés à s'intégrer et à trouver un emploi

"*On pense à la nourriture et au logement en priorité, pas forcément à l'hygiène. C'était mon cas avant,"* confie Valérie Pineau. Après avoir vu un reportage consacré aux difficultés des femmes sans domicile fixe face à l'hygiène, elle lance l'association Les Essenti'Elles en 2017, dédiée à la collecte de produits pour les Nantaises SDF. Elle le concède, une bonne hygiène est primordiale pour être intégrée à la société. "*Trouver un travail ou un logement est déjà difficile pour tout un chacun et malheureusement, l'aspect physique peut condamner le candidat au logement ou au poste."*

Mauvaise hygiène corporelle et apparence physique négligée font mauvaise impression. En témoigne les résultats du sondage de l'IFOP : 73% des interrogés de l'échantillon "grand public" affirment qu'une mauvaise odeur corporelle peut leur donner une mauvaise opinion d'une personne. L'étude stipule d'autre part que plus de 10 millions de personnes, notamment issu des milieux les plus modestes, renoncent souvent à sortir en raison de leur apparence personnelle et 15% des bénéficiaires d'associations interrogés irait même jusqu'à annuler un entretien d'embauche pour ces raisons.

Axelle De Sousa, ancienne SDF et bénévole à la maison des femmes a vécu cette réalité : "*Déjà qu'il est vraiment difficile de trouver des vêtements présentables, si en plus on ne peut pas se laver correctement, comment sortir de la précarité ? La crasse ça dégoûte tout le monde et on*

détourne le regard pour ne pas la voir… Alors on n'a pas confiance en soi, on se sent rejeté par la société." Elle ajoute : "En tant que femme, notre estime de nous-même est encore plus touchée par le fait de ne pas avoir accès à l'hygiène, car faire la manche pour des protections hygiéniques est vraiment vu comme quelque chose de honteux."

Les femmes particulièrement touchées

1,7 million, c'est le nombre de femmes qui manquent de protections hygiéniques en France, d'après l'IFOP. Avoir ses règles coûte cher et les protections périodiques sont un luxe que certaines personnes menstruées ne peuvent pas s'offrir. Manger ou acheter des tampons : pour certaines, il faut choisir. "*Sans parler des SDF, 70% des travailleurs pauvres sont des femmes. On n'a clairement pas les moyens de se payer des protections tous les mois"* rappelle Axelle De Sousa.

Avoir ses règles coûte cher et les protections périodiques sont un luxe que certaines personnes menstruées ne peuvent pas s'offrir.

Une femme sur trois aurait d'ailleurs recours à des protections périodiques de fortune, une pratique fréquente chez les précaires, notamment chez les femmes en prison comme le révélait cet article glaçant. «*Certaines femmes utilisent des papiers journaux, des vieux pulls, en l'absence de serviettes hygiénique car les protections périodiques sont trop chères »,* dénonce Valérie Pineau, qui met l'accent sur la collecte de protections périodiques au sein de son association. «*D'autre part, les règles quand elles sont visibles rendent les femmes les plus vulnérables aux agressions sexuelles, car elles sont identifiées.* Elle ajoute *: "Il faut savoir que la plupart des femmes qui vivent de la rue se font passer pour des hommes afin d'éviter de se faire violer*."

Axelle De Sousa appelle d'ailleurs les pouvoirs publics à prendre des mesures pour éradiquer le problème de la précarité menstruelle. C'est une question de dignité pour les précaires : *"Je pense qu'il faudrait au moins plus de toilettes publiques, avec des protections hygiéniques gratuites. Ainsi que le remboursement des protections hygiéniques, ce qui éviterait qu'on soit encore et toujours plus en difficulté que les hommes dans la société." Et de conclure: "On a le droit de rester propre ! ".*

En France, une classe moyenne sous tension selon l'OCDE

Économie France https://www.latribune.fr/ Par Grégoire Normand | 10/04/2019, 21:00



(Crédits : Reuters)

Explosion des prix des logements, budget sous pression, automatisation. Dans son dernier rapport, l'OCDE brosse un portrait alarmant de la classe moyenne française.

"Déclassés", "catégories sacrifiées", "paupérisation". Les mots ne manquent pas pour décrire la situation des classes moyennes. Selon le dernier rapport de l'OCDE publié ce mercredi 10 avril, ces catégories dans les pays développés ont perdu du terrain sur les trois dernières décennies. Leur part dans la population totale serait passée de 64% à 61%. 70% des baby-boomers feraient partie de cette catégorie contre 60% pour la génération née après 1980.

"L'influence économique des classes moyennes et leur rôle en tant que 'centre de gravité économique' s'est affaibli".

"Les revenus agrégés de l'ensemble des revenus des classes moyennes étaient quatre fois plus importants que l'ensemble des revenus des catégories aisées il y a trente ans. Aujourd'hui, ce ratio n'est plus que de trois".

Pour les auteurs du rapport, *"dans la zone OCDE, à l'exception de quelques pays, les revenus intermédiaires sont à peine plus élevés aujourd'hui qu'il y a dix ans, progressant de 0.3 % tout*

juste par an, soit un tiers de moins que le revenu moyen des 10 % les plus aisés". En parallèle, *"le coût des dépenses pour assurer le mode de vie des classes moyennes a augmenté plus vite que l'inflation".*

En France, les classes moyennes suscitent régulièrement des débats et controverses dans le champ politique ou parmi les économistes et sociologues. En 1988, le sociologue Henri Mendras parlait déjà de "moyennisation de la société" entre 1965 et 1985. Trente ans plus tard, le sociologue Louis Chauvel a évoqué dans son essai parfois contesté, *"La spirale du déclassement",* l'effritement de cette catégorie sociale depuis la fin des "trente glorieuses".

Sur le plan politique, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a expliqué que "*la crise des Gilets jaunes est venue d'une inquiétude profonde des classes moyennes face au risque de déclassement, au sentiment de travailler sans être suffisamment rémunéré [...] Notre ligne, avec Gérald Darmanin (le ministre du Budget, NDLR), c'est de prêter la plus grande attention aux classes moyennes qui travaillent*." À l'heure où le gouvernement tente d'éteindre la colère des "gilets jaunes", la publication de l'OCDE dresse un sombre tableau de ce groupe social.

Une classe moyenne encore nombreuse en France

Pour commencer, les économistes de l'OCDE considèrent que les personnes faisant partie de la classe moyenne gagnent entre 75% et 200% du revenu médian. En France, le revenu médian se situe à 21.415 euros par an. À titre de comparaison, il s'élève à 16.153 euros dans l'Union européenne selon de récentes données de l'Insee. En France, ce poids des classes moyennes dans la population totale est bien supérieur à la moyenne pays de l'OCDE. **Cette part atteint 68% contre 61% dans les autres pays membres de l'organisation internationale.** Concernant les foyers à hauts revenus (plus de 200% du revenu médian), l'écart est de trois points (6% en France contre 9% dans l'OCDE). Du côté des pauvres, la différence est relativement modérée (7% en France contre 11% dans l'OCDE).

Des difficultés à joindre les deux bouts

Pour comprendre l'exaspération de cette catégorie, l'organisation basée à Paris rappelle que la proportion des ménages déclarant des difficultés pour boucler les fins de mois est supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE (52% contre 47%). Cet écart est encore plus spectaculaire pour les foyers à bas revenus avec une différence de 11 points entre l'hexagone et le reste des pays (81% contre 70%). En revanche, les résultats sont similaires pour les hauts revenus, peu importe la zone géographique.

L'explosion des prix du logement

L'envol des prix du logement depuis plusieurs décennies plombe le budget des ménages.

"Les prix du logement ont augmenté plus rapidement que les revenus médians" expliquent les auteurs du document.

Rien qu'à Paris, le prix moyen du mètre carré a franchi le cap des 10.000 euros au cours du premier trimestre 2019 selon des données récentes du réseau Century 21. Et malgré les craintes suscitées par les mois de contestation, les prix continuent de grimper dans la capitale et les zones tendues. De récents chiffres relayés par l'AFP indiquent que la majorité des réseaux fait état de progressions au premier trimestre (+2,7% chez Century 21 et +0,7% chez Laforêt) à l'exception d'Orpi, au maillage territorial le plus régulier, chez qui ils reculent de 1,5%. Cette hausse a pesé sur les dépenses contraintes des ménages comme le soulignait le sociologue Olivier Galland, spécialiste des inégalités dans un entretien accordé à *La Tribune.*

"La part de ces dépenses contraintes dans le budget des ménages a tendance à augmenter pour les foyers au revenu modeste. Les gens peuvent avoir le sentiment d'avoir un contrôle de plus en plus faible sur leur choix personnel. La hausse des taxes sur l'essence et le fioul a eu un effet dévastateur."

L'accès la propriété pour les jeunes ménages s'est détérioré depuis les années 70. Selon une note de la Banque de France, ce phénomène s'est accentué *"pour les ménages de 25 à 44 ans*

aux revenus les plus faibles. En 1973, 34 % d'entre eux sont propriétaires. En 2013 ils sont 16 %, soit une baisse de moitié. Le taux de propriétaires au sein des jeunes ménages aisés a, quant à lui, augmenté de plus de 50 % : il est passé de 43 % à 66 %".

Les risques de l'automatisation

La pression exercée sur les classes moyennes est également très présente sur le marché du travail. Selon les derniers calculs de l'OCDE, *"un emploi à revenu intermédiaire sur six est actuellement exposé à un risque élevé d'automatisation en France, proche de la moyenne des pays de l'OCDE".*

S'il n'existe pas de consensus sur les répercussions de l'automatisation sur le marché du travail, beaucoup d'emplois devraient subir des transformations dans les années à venir. Ce phénomène pourrait accroître la polarisation de l'emploi déjà à l'œuvre dans un grand nombre de pays développés. Dans son ouvrage **"Inégalités mondiales"** récemment traduit en français, l'économiste connu pour sa célèbre courbe de l'éléphant, Branko Milanovic rappelait que :

"Les travailleurs des pays riches sont pris en étau entre les plus riches de leurs propres pays, qui continueront de profiter de la mondialisation, et les travailleurs des pays émergents, plus attractifs à l'embauche compte tenu de leurs salaires bon marché. La forte compression de la classe moyenne, provoquée par les forces de l'automatisation et de la mondialisation, n'est pas finie. Elle engendrera en retour une polarisation des sociétés occidentales en deux groupes : une classe riche et prospère au sommet et un groupe, beaucoup plus nombreux, de personne dont le travail consiste à servir la classe riche".

Jean-Pierre Rioux: «La disparition de nos villages et notre malaise identitaire actuel sont liés»

Vox Vox Société http://www.lefigaro.fr/ Par Etienne Campion Mis à jour le 12/04/2019 à 18:32 Publié le 12/04/2019 à 18:32

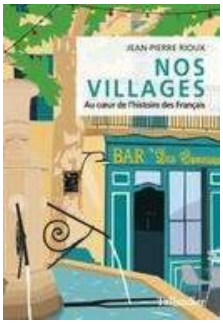


Village de Belgodère. PASCAL POCHARD-CASABIANCA/AFP

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - L'historien Jean-Pierre Rioux publie «*Nos villages: Au cœur de l'histoire des Français*» (Tallandier, 2019). Il dépeint cette spécificité française que fut la «société villageoise», pour comprendre que c'est parce que celle-ci est une réalité que la victoire des grandes métropoles a été ravageuse en France.

Jean-Pierre Rioux est historien, spécialiste de l'histoire contemporaine française. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont La Révolution industrielle (1780-1880) *(Seuil, 1971), ou bien* Histoire culturelle de la France *(Seuil, 1997). Il publie cette année* Nos villages: Au cœur de l'histoire des Français *(Tallandier, 2019).*

FIGAROVOX.- Qu'est-ce qu'un village ? Est-ce une spécificité française ?



Jean-Pierre RIOUX.- C'est un «lieu non fermé de murailles, composé principalement de maisons de paysans», disait le *Dictionnaire* d'Émile Littré en 1873. Depuis le Néolithique, l'âge gallo-romain puis le Moyen Âge, le village est devenu peu à peu, nous disent les archéologues et les historiens, un chef-lieu physique, religieux, économique et social, paroissial puis communal, pour les hameaux, les écarts et les fermes isolées des alentours. Mais aussi un lieu de passage avec entrée et sortie au bord de chemins et de routes qui conduisent à une ville. Tout le contraire donc d'un enclos comme le Petibonum mythique d'*Astérix*, même quand il fallut le percher ou le nicher à l'abri du château d'un seigneur local pour mieux le défendre.

La vocation agraire du village ne l'a donc jamais dispensé d'être mieux qu'un site de vivre-ensemble pour des communautés supposées immobiles. Il a été un raccourci multiforme, un carrefour inventif, où l'artisanat, le commerce et les services ont pris leurs aises. Paysan il était, rural il est resté longtemps, «rurbain» il pourrait devenir aujourd'hui (8 millions de citadins affirment qu'ils vivraient mieux au vert !), mais il a toujours eu tout une vocation de passage, de mélange et de migration des hommes. Il a pris racine avec la domestication de l'*ager*, la terre conquise sur le *saltus* sauvage et la *silva* forestière, pour maîtriser un espace et d'un terroir. Mais c'est sa capacité à échanger qui l'a mis au vent: pas de village vivace sans un rapport quotidien (et pas toujours amène) de l'Un à l'Autre, sans circulation autour du finage, sans tentation de la ville proche ou lointaine. C'est ce brassage qui a conforté sa minuscule société jusqu'à la faire qualifier de «villageoise» à partir du XVIe siècle. Moralité ? Le village est au carrefour d'un en deçà, le terroir, d'un au-delà à dominante urbaine et d'un surmoi spirituel mélange de rapport à la Nature et au Christianisme. Et, vieille loi historique, quand l'échange des hommes, des biens, des services et de la foi s'y tarit, il meurt. C'est en ce sens que je sous-titre le livre «Au cœur de l'histoire des Français».

Le livre est un Tour de France de cyclisme historien, qui fait étape dans une vingtaine de villages où l'on peut explorer cette singularité nationale.

Il y a bien, en effet, une spécificité de la France villageoise, comparée à l'Italie des villes, à l'Allemagne ou l'Angleterre de la révolution industrielle brutale, qui ont malmené et marginalisé plus vite leurs mondes ruraux. Cette singularité est d'abord d'ordre démographique, car la France a été jusqu'au XIXe siècle le pays le plus peuplé d'Europe occidentale, avec plus de 80% de sa population dans les campagnes et où, ne l'oublions pas, la population des villes n'est devenue majoritaire qu'à partir des années 1930. Il y a donc un très fort atavisme rural, qui a nourri l'économie, la société, les territoires, la mémoire, les nostalgies et les imaginaires à la française. Paysans, artisans et commerçants de cet immense domaine ruralisé ont laissé des traces physiques et humaines indélébiles: les paysages variés et sans cesse remodelés, les clochers et l'Angélus, les arts et traditions populaires, les greniers bourrés d'archives et d'objets privés, les patrimoines propres à chaque province et région, les fêtes champêtres réhabilitées et le culte des «racines», etc…). Ce qui, notons-le, a rendu plus buissonnière et décentrée une «identité» nationale que certains tiennent pour innée et inflexible ; plus ravageuse la victoire définitive, au XXe siècle, des grandes villes puis des métropoles, qui aujourd'hui commandent tout, relèguent et appauvrissent des «territoires» encore plus ou moins ruraux.

Pourquoi avoir choisi d'écrire ce livre, en prenant le choix du terrain ? Est-ce parce que nous ne connaissons plus les villages que de loin, ou sur les cartes postales ?

Le livre est un Tour de France de cyclisme historien, qui fait étape dans une vingtaine de villages où l'on peut explorer cette singularité nationale. Il part de Montaillou, en Haute-Ariège, pour arriver à Bruère-Allichamps, au sud de Bourges et au centre géométrique du pays, à la croisée des chemins de l'avenir. Et peut-être repartirai-je un jour dans un autre périple sur des voies plus maritimes, de la Corse à notre outre-mer ! J'ai voulu, en fait, mesurer concrètement et sans pessimisme inutile la marque et la trace laissées aujourd'hui par cette très vieille civilisation rurale sur notre activité, notre culture, nos désarrois et nos espoirs du XXIe siècle.

C'est pourquoi, c'est mon métier d'historien, je ne suis pas parti sans bagage savant: j'ai puisé à pleine main dans des monographies, des enquêtes de terrain et des témoignages littéraires qui colorent chaque étape et qui, je l'espère, donnent matière à réflexion. Ainsi, par exemple, je décris

Semur-en-Auxois et ses cahiers de doléances, où l'on prend la mesure du refus de l'impôt et du seigneur tout-puissant à la veille de la Révolution ; le soleil de 1789 qui a éclairé les Baraques, au cœur des Vosges ; Mazières-en-Gâtine bouleversé au XIXe siècle par les progrès de la circulation et l'action des instituteurs ; les maires ruraux auxquels la République offre un mémorable banquet aux Tuileries pendant l'Exposition universelle de 1900 ; la terre qui mourait en Vendée, les Auvergnats et les Bretons colonisant Paris ; les ravages et les souffrances des deux guerres mondiales au fond de la Beauce et du Limousin ; la modernisation et ses risques à Plozévet en Bretagne ; la mémoire longue de Minot en Côte d'Or et la déliquescence, aujourd'hui, du vieil esprit villageois à Chichery dans l'Yonne, etc…

Il y a peut-être quelque urgence à nous réconcilier avec nos villages.

C'est pour moi une manière de faire entrer le lecteur dans une proximité avec ces villages oubliés, désertés ou réanimés l'été pour les vacanciers urbains, rageurs de toujours, révoltés parfois, mais souvent plus courageux qu'on dit. J'ai voulu sortir de la carte postale nostalgique, analyser le dépaysement national orchestré depuis Paris ou Bruxelles, détailler au village la déprise de civilisation ancienne alimentée par la culture et la consommation de masse modernes, par l'hypermarché, la raréfaction des services publics et le prix du diesel. Tout cela pour dire que, bien sûr, «nous n'irons plus au bois», que nous ne retrouverons jamais une perception du temps et de l'espace «comme avant». Mais qu'il y a peut-être quelque urgence à nous réconcilier avec nos villages. Car ce monde que nous avons perdu, qu'on suppose disloqué, effacé et hagard, est peut-être moins un problème qu'une chance pour ce pays en crise. C'est un pari que je crois intéressant, à l'heure de nos grands débats nationaux, avec ou sans gilet jaune.

La crise identitaire que vit notre pays n'est-elle pas liée à la fin de la vie au village, tant ceux-ci sont porteurs de l'identité française ?

Il est évident qu'il y a un lien, je viens de le dire, entre la fin du village à l'ancienne et l'hypothèse actuelle d'une perte d'identité qui fait hurler les populistes de tous bords. On ne peut pas nier l'ampleur du choc du suffrage universel qui au XIXe siècle a fait des ruraux, par leur masse même, les arbitres de la démocratie ; celui de l'exode rural, des guerres, des dépressions économiques puis de la modernisation à marche forcée au XXe siècle ; celui de la construction européenne et de la mondialisation au XXIe. Tout ceci a lézardé, fragmenté, dispersé et très largement effacé l'ancienne culture villageoise. Mais n'oublions pas que notre crise identitaire vient d'abord du mal-être urbain, des évolutions économiques, écologiques, sociales et culturelles propres à la vie et à l'activité en ville et dans le «village planétaire». C'est de la ville hypertrophiée que viennent le «présentisme» actuel, l'instantanéité imposée par les médias, le bruissement incontrôlé des réseaux sociaux, la fébrilité numérisée de la vie quotidienne à toute heure, cette bousculade générale qui ne nous laisse même plus le temps d'être des nostalgiques ou des réactionnaires! La décoloration et la marginalisation du village aujourd'hui sont la conséquence directe de l'évolution du monde non rural, sachons-le.

Dans le village de Montaillou, vous décrivez la «présence de l'au-delà». Le village n'était-il pas, au fond, porteur d'une métaphysique, d'un rythme prompt à la transcendance, impossible dans les grandes métropoles ?

Montaillou nous signale deux constantes propres au Moyen Âge des XIIIe et XIVe siècles qui vont marquer la France des campagnes jusqu'à la Révolution et l'industrialisation.

Tous les villageois vivent avec leurs morts, le salut se fait tous les jours et la maison du Père sera un immense ostal : l'humain et le divin s'emmêlent, les actes collectifs et la ferveur personnelle aussi.

L'ostal d'abord, la maison souche, le «même pot et le même feu» où l'on s'entasse, la famille élargie dont il est l'ancrage et qui sont au cœur du tran-tran des jours. Avec ses solidarités, ses secrets inavouables et ses rivalités avec le clan d'en face ; avec sa violence et sa plasticité qui tissent et retissent les liens sociaux, mélangent des générations, honorent les cousinages plus ou moins lointains, favorisent les mariages d'amour ou de raison, suscitent des départs sur coup de colère et des retours d'enfants prodiges. Le «à la maison» en somme, à la vie à la mort.

L'au-delà régule aussi cette vie-là. C'est un mixte de Nature païenne et de Promesse chrétienne qui structure la vie collective sur le terroir familier et ses abords ensauvagés, autour de l'église, du cimetière et des actes de foi, qui taraude ou apaise chaque âme en quête de son salut. Tous les villageois vivent avec leurs morts, le salut se fait tous les jours et la maison du Père sera un immense ostal: l'humain et le divin s'emmêlent, les actes collectifs et la ferveur personnelle aussi. Tous ces humbles vivent au rythme des saisons, des labours, des récoltes et de l'estive, ils ne sont pas esclaves des heures mesurées où s'inscrit l'activité de la ville et des marchands. Mais leur temps immobile est déjà submergé par le temps de l'Église établie, avec ses fêtes, ses cloches, son calendrier liturgique et sa vie paroissiale qui peu à peu ordonnancent la vie.

Dame Nature est en surplomb. Le ciel et les étoiles, le soleil et la lune rythment le destin collectif et celui de chaque humain. L'eau de jouvence des fontaines, la plante qui guérit, l'ombre de l'arbre protègent du maléfice: ce merveilleux concret n'est pas source de tourments ; les magiciens, les sorcières, les esprits, les fantômes et les revenants, le diable et ses démons, sont cantonnés, les âmes déchues et errantes aspirent d'abord au repos. Si bien qu'à Montaillou s'est imposé un syncrétisme entre l'Église et ciel étoilé qui va lover le village dans la paroisse élective, avec sa fête votive, ses processions et ses bénédictions, avec son curé qui tient la bride serrée, ses sacrements de pratique obligatoire et ses fêtes carillonnées.

Voilà l'héritage médiéval. Ensuite, le village a entretenu pour plusieurs siècles l'hégémonie catholique, il a vécu dans la paroisse, à l'ombre de son clocher et du cimetière blotti à côté de l'église. Jusqu'à l'arrivée de sa rivale, la commune avec sa mairie et son école, après la Révolution. Le XIXe siècle de l'industrie, du chemin de fer et de la République profane va faire cohabiter un réveil incontestable de la foi religieuse, notamment grâce aux pèlerinages - j'étudie cela à Ars, paroisse du très saint curé - et une sécularisation de la vie et des comportements qui, peu à peu, va déboucher au XXe siècle sur une déchristianisation en profondeur, inégale selon les régions et que je signale, par exemple, en pays de Caux. Moralité. Si bien que nous avons perdu simultanément aujourd'hui la famille élargie de l'oustal et la foi des ancêtres. Mais les villes et les campagnes, les métropoles et les bourgs désertés en sont coresponsables.

Nos villages aujourd'hui restent plus qu'on croit des horizons d'attente et des espaces d'expériences.

On évoque aujourd'hui beaucoup la «France périphérique». Ce concept n'est-il pas un bon moyen de comprendre la situation des villages français ? Beaucoup appartenant à la France périphérique, étant en voie de paupérisation, tandis que certains, notamment dans les régions touristiques, sont en bonne santé économique et se portent très bien...

Il y a des villages pauvres dans les périphéries et des plus aisés, notamment sur les façades maritimes où l'activité, l'emploi, le tourisme et le loisir sont mieux implantés. Mais cette répartition est trop sommaire. Les villes petites et moyennes ont elles aussi la même géographie. Le «périurbain» pavillonnaire est le même dans toutes les régions. Partout, les métropoles commandent, sans avoir régulé l'activité et d'implantation humaine aux alentours et en laissant désertifier les zones déjà exsangues.

Je pense, par contre, que nos villages aujourd'hui restent plus qu'on croit des horizons d'attente et des espaces d'expériences. Avec Pascal Dibie et Jean-Pierre Le Goff, je décris, bien sûr, la «déglingue» ambiante à travers les exemples de Chichery dans l'Yonne et de Cadenet en Vaucluse: des villages en pleine cacophonie et qui ne savent plus où ils vont. Mais partout, c'est heureux, on voit aussi des «rurbains» à l'œuvre. Des nouveaux venus encore plus ou moins hors-sol: des retraités actifs qui tiennent souvent les associations et les municipalités ; des néo-ruraux teintés de «bio-écolo» et de citoyenneté de proximité ; des actifs «pendulaires» attirés par le moindre coût du logement et le «vert» et qui prennent chaque matin la voiture ou le train (quand il en reste) pour aller au travail en ville. Tous devront apprendre à tolérer les derniers agriculteurs et même à les aider à abandonner l'horizon étroitement productiviste. Pour eux tous, la ruralité et la sociabilité villageoise d'antan ne sont plus ni une nostalgie ni un horizon: ils inventent au contraire, laborieusement, difficilement, au jour le jour, un autre village français qui pourrait sortir de la

déploration ambiante. Et c'est très bien ainsi. Reste à les encourager un peu mieux, dans chaque commune, à faire du collectif et à donner du sens à leur vitalité encore disparate.

Il n'a pas eu de politiques raisonnées et diversifiées des territoires orchestrées avec les régions et les collectivités locales. Cela aussi a démembré et affaissé la France villageoise.

Vous décrivez la désertification des villages français et l'exode rural. La stratification de l'habitat et des richesses en fonction des métropoles n'est-elle pas à l'origine de cela ? Est-ce lié à des choix politiques ? Était-ce évitable ?

Je pense plutôt qu'il y a eu absence de choix politiques. Ce pays a eu des politiques centrales et donc parisiennes d'aménagement du territoire avec autoroutes, supermarchés, ronds-points et superpréfets ; des politiques de la ville dispendieuses et qui valent surtout pour les banlieues difficiles ; des politiques qui ont dessiné les grandes régions à inscrire dans l'Europe mais qui sont souvent sans soubassement historique (ainsi, que veulent dire «Grand Est» en accordéon ou «Centre» peau de chagrin ?). Il n'a pas eu de politiques raisonnées et diversifiées des territoires (touchant d'abord au transport, au logement, aux services publics, à l'école autant qu'à l'emploi) orchestrées avec les régions et les collectivités locales. Cela aussi a démembré et affaissé la France villageoise. Jusqu'à quand pourrons-nous les attendre ?

GRANDE-BRETAGNE

BREXIT

Brexit. La mention « Union européenne » a déjà disparu des nouveaux passeports britanniques

Accueil Europe Grande-Bretagne Brexit https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Modifié le 07/04/2019 à 00h06 Publié le 06/04/2019 à 13h11



Le ministère britannique de l'Intérieur a été interpellé vendredi sur le réseau social Twitter par une Britannique qui se disait « consternée » par la couverture de son nouveau passeport. | CAPTURE D'ÉCRAN TWITTER / @PINHBARONE

Des passeports britanniques ne présentant pas la mention « Union européenne » ont été mis en circulation depuis le 30 mars, a annoncé ce samedi 6 avril le ministère britannique de l'Intérieur, bien que le Brexit, initialement prévu le 29 mars, ne se soit pas encore concrétisé.

Le ministère britannique de l'Intérieur avait été interpellé vendredi sur le réseau social Twitter par une Britannique qui se disait **« véritablement consternée »** par la couverture de son nouveau passeport. **« Nous sommes toujours dans l'Union européenne (UE). Pourquoi mon nouveau passeport ne le reflète-t-il pas ? »**, avait interrogé Susan Hindle Barone.



Susan Hindle Barone @SpinHBarone
Dear Passport Agency, @HM_Passport We're still in the EU - Why doesn't my new passport reflect that?
Susan Hindle Barone @SpinHBarone

TRULY APPALLED. Picked up my new passport today - my old one expires in the next couple of months. See below: Spot the difference!



238
18:11 - 5 avr. 2019

Les deux types de passeport valables pour voyager

« Des passeports (de couleur) bordeaux qui ne présentent pas les mots « Union européenne » ont été mis en circulation le 30 mars, a déclaré une porte-parole du ministère de l'Intérieur dans un communiqué. **Afin d'écouler les stocks restants, des passeports avec la mention « Union européenne » continueront à être délivrés pendant une courte période après cette date »,** a-t-elle précisé, tout en soulignant que **« les deux modèles sont aussi valables l'un que l'autre pour voyager ».**

Le Royaume-Uni devait initialement quitter l'UE le 29 mars, deux ans exactement après avoir activé l'article 50 du traité de Lisbonne qui régit la sortie d'un État membre. Mais en mars, le gouvernement de Theresa May a sollicité un report de cette date pour éviter le chaos potentiel d'une sortie sans accord, qui aurait mis fin du jour au lendemain, sans période de transition, à 46 ans d'appartenance à l'UE.

Tandis que la date est désormais fixée au 12 avril, Theresa May a réclamé vendredi un nouveau report, jusqu'au 30 juin, pour tenter de sortir le débat du Brexit de l'impasse et trouver un accord de divorce qui puisse être accepté par le Parlement britannique.

Le Parti travailliste a critiqué l'attitude du gouvernement, estimant que ce dernier n'était pas prêt à élaborer un compromis ou à modifier sa position dans ces tractations.

« Je n'ai pas remarqué de grand changement dans la position du gouvernement jusqu'à présent », a déclaré samedi à Plymouth le chef du Labour, Jeremy Corbyn. **« J'attends de voir bouger les lignes rouges »**.

Alors que le gouvernement s'est engagé à sortir le Royaume-Uni de l'union douanière européenne et du marché unique afin de mener une politique commerciale autonome vis-à-vis des pays tiers, le Labour défend lui un Brexit plus doux, avec une union douanière et le maintien du pays dans le marché unique.

Dans la soirée, 80 députés travaillistes ont publié une lettre pour demander à M. Corbyn d'imposer la tenue d'un second référendum comme préalable à tout accord avec les Conservateur.

Les passeports britanniques fabriqués par une entreprise française

Le format commun (couleur, mentions sur la couverture, nombre de pages, etc.) des passeports des États membres de l'UE avait été décidé par une résolution du Conseil européen en 1981, afin de **« renforcer le sentiment des ressortissants d'appartenir à une même communauté »**, et **« faciliter »** leur circulation. Le ministère britannique de l'Intérieur a rappelé que ce texte n'avait pas de valeur contraignante.

Des passeports britanniques reprenant la couleur bleue d'antan seront mis en circulation à partir de **« la fin de l'année 2019 »**, a-t-il précisé.

C'est la société française Gemalto (groupe Thales), spécialiste de la sécurité numérique, qui a obtenu le contrat de fabrication de ces nouveaux passeports, ce qui a provoqué la fureur de certains partisans du Brexit qui souhaitaient que le marché soit attribué à une entreprise britannique.

Brexit: une nouvelle semaine décisive

Actualité International Notre dossier / Brexit: Londres et Bruxelles à l'heure du divorce Par Le figaro.fr AFP, Reuters Agences Mis à jour le 08/04/2019 à 12:22 Publié le 08/04/2019 à 08:23



DANIEL LEAL-OLIVAS/AFP

Rencontres avec Angela Merkel et Emmanuel Macron mardi, Conseil européen extraordinaire à Bruxelles mercredi, date prévue du Brexit vendredi: les prochains jours s'annoncent cruciaux pour Theresa May.

Brexit, J-4 ? En l'état actuel des choses, le dernier calendrier en date fixé par les Européens prévoit que le Royaume-Uni sortira de l'UE le 12 avril. Mais vendredi 5 avril, la première ministre Theresa May a formellement demandé un report de la date du Brexit au 30 juin.

Ce week-end, la dirigeante britannique a toutefois réitéré sa volonté de quitter l'UE le plus rapidement possible à condition qu'un accord de retrait soit ratifié par le Parlement britannique. Parvenir à un tel accord nécessiterait cependant «des compromis des deux côtés», tant chez les conservateurs que chez les travaillistes, a-t-elle prévenu.

La décision d'un éventuel report repose désormais entre les mains des chefs d'État et de gouvernement des 27 autres pays membres de l'UE, réunis mercredi prochain à Bruxelles. *Le Figaro* fait le point sur la chronologie de cette semaine décisive.

● Lundi 8 avril

La Chambre des Lords, haute assemblée du Parlement britannique, devrait approuver une proposition de loi déjà adoptée par une voix d'écart à la Chambre des communes qui forcerait Theresa May à consulter les parlementaires sur la durée du report qu'elle entend obtenir des Européens. L'initiative est sans précédent, puisqu'elle a été lancée contre l'avis du gouvernement, renversant l'un des principes fondamentaux du parlementarisme britannique, qui donne au gouvernement le contrôle ultime sur la production législative.

● Mardi 9 avril

Si cette loi est formellement adoptée, Theresa May devra présenter son projet de report du Brexit devant le Parlement. Au vu des divisions qui règnent parmi les élus de Westminster, cette nouvelle étape pourrait se transformer en une nouvelle poudrière à même de réduire encore la crédibilité de May au moment où la première ministre britannique tentera de convaincre ses partenaires européens qu'elle peut faire ratifier un accord de retrait s'ils lui donnent plus de temps.

Le même jour, Theresa May sera reçue à Berlin par la chancelière Angela Merkel et à Paris par le président Emmanuel Macron, afin de préparer le conseil européen extraordinaire du lendemain.

● Mercredi 10 avril

La dirigeante britannique a rendez-vous avec ses pairs européens à 18h à Bruxelles à l'occasion d'un sommet exceptionnel du Conseil européen consacré au Brexit. C'est là que sera débattue sa nouvelle demande d'extension de l'Article 50 au 30 juin 2019, formalisée vendredi dans une lettre adressée au président du Conseil européen Donald Tusk. La première ministre ajoute toutefois que le Brexit pourrait se produire avant le 30 juin si l'accord était ratifié par le Parlement britannique.

● Jeudi 11 avril

De retour de Bruxelles, Theresa May devrait s'exprimer devant la Chambre des communes pour faire le point sur ce qu'elle aura éventuellement obtenu la veille.

● **Vendredi 12 avril**

À moins que les Vingt-Sept n'aient accepté de repousser une nouvelle fois la date du divorce - au 30 juin, comme le souhaite Theresa May, ou à l'année prochaine comme l'évoque un haut responsable européen -, le Royaume-Uni sortira de l'UE à 22h GMT, soit 23h à Londres et minuit à Paris et Bruxelles.

Brexit. Pour Theresa May, le choix c'est : quitter l'UE avec un accord ou… pas du tout

Accueil Europe Grande-Bretagne Brexit https://www.ouest-france.fr/ Publié le 07/04/2019 à 08h17



Pour la Première ministre britannique, l'alternative est claire : soit le Royaume-Uni sort de l'Union européenne avec un accord, soit... il n'y aura pas de Brexit du tout. | ADRIAN DENNIS / AFP

Pour la Première ministre britannique, l'alternative est claire : soit le Royaume-Uni sort de l'Union européenne avec un accord, soit… il n'y aura pas de Brexit du tout. Mais le temps presse, le chrono tourne, et les Européens s'impatientent.

Theresa May a déclaré samedi 6 avril qu'il y avait désormais un choix clair entre la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne avec un accord ou pas de Brexit du tout. Cette déclaration de la Première ministre britannique alors même qu'elle tente de trouver un compromis avec l'opposition travailliste pour sortir de l'impasse au Parlement.

Theresa May a échoué à trois reprises à faire adopter par la Chambre des communes l'accord de retrait qu'elle a négocié avec Bruxelles, des députés de son Parti conservateur et du Parti unioniste démocratique (DUP) d'Irlande du Nord - dont May dépend pour disposer de la majorité - ayant voté contre le texte.

Dans l'espoir de sortir de l'impasse au Parlement, elle s'est tournée vers le Labour, dont le chef de file Jeremy Corbyn a déclaré samedi qu'il attendait de voir bouger les lignes rouges fixées par la dirigeante conservatrice.

« Il y a des domaines sur lesquels les deux principaux partis sont d'accord : nous voulons tous deux la fin de la liberté de circulation, quitter l'UE avec un bon accord et protéger nos emplois », a déclaré May, selon un communiqué diffusé par ses services.

« C'est la base pour un compromis qui peut obtenir la majorité au Parlement, le seul moyen de tenir la promesse du Brexit », ajoute la Première ministre, soulignant que le temps presse. **« Plus cela prendra du temps, plus grand sera le risque que le Royaume-Uni ne parte jamais »**, dit-elle.

Selon le *Sunday Times*, le gouvernement britannique envisage d'inscrire dans la loi un accord douanier avec l'UE dans le but de convaincre les travaillistes de soutenir un accord sur le Brexit, et les conseillers de May ont discuté de la possibilité d'offrir au Labour une place dans la délégation qui prendra part mercredi au sommet extraordinaire de l'UE.

Theresa May a formellement demandé vendredi au président du Conseil européen, Donald Tusk, un report de la date du Brexit au 30 juin, une demande que les Vingt-Sept semblent seulement enclins à accepter si la dirigeante britannique offre la garantie qu'elle parviendra à faire adopter l'accord de retrait.

« Quitter l'UE dans six semaines »

En théorie, selon le dernier calendrier fixé par les Européens, le Brexit doit intervenir le 12 avril. Mais si l'accord finit par être ratifié avant vendredi prochain, la date du Brexit serait, toujours en théorie, reportée au 22 mai.

La Première ministre britannique a réitéré samedi sa volonté de quitter l'UE le plus rapidement possible.

« Mon intention est de conclure un accord avec mes homologues européens qui nous permettra, si nous parvenons à un accord à la maison, de quitter l'UE dans seulement six semaines », a dit May.

L'une des principales partisanes du divorce avec l'UE, la présidente de la Chambre des communes, Andrea Leadsom, a fait part de son inquiétude que le Brexit échappe à Londres.

« Notre vision du Brexit s'estompe et nous manquons de temps pour la sauver », écrit-elle dans le *Sunday Telegraph*.

Un second référendum sur l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'UE serait la **« trahison ultime »**, ajoute-t-elle. **« Cela nécessiterait un long report, cela relancerait ce débat conflictuel et, comme le Parlement n'a pas pour l'instant suivi le premier résultat, il n'y a aucune raison de penser qu'il honorerait un second référendum. »**

Il est temps que le feuilleton du Brexit s'arrête, a pour sa part estimé le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, en prévenant que l'Union européenne ne pourrait pas **« s'épuiser en permanence sur les aléas »** de la politique intérieure britannique.

Plusieurs députés conservateurs ont prévenu qu'ils tenteraient d'obtenir le départ de Theresa May si le Royaume-Uni venait à participer aux élections européennes de la fin mai et était forcé de rester dans l'UE au-delà de juin, rapporte The Observer.

D'après le *Sunday Telegraph*, des ministres s'interrogent sur une possible démission si un report du Brexit signifie que des candidats doivent se présenter aux élections européennes.

Brexit: le report de six mois dresse les tories contre May

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Notre dossier / Brexit: Londres et Bruxelles à l'heure du divorce Par Florentin Collomp Mis à jour le 12/04/2019 à 06:28 Publié le 11/04/2019 à 20:13

Brexit: les 27 accordent «une extension flexible» au Royaume-Uni



Donald Tusk et Jean-Claude Juncker, respectivement président du Conseil européen et de la Commission européenne, ont annoncé le 10 avril, au sortir du sommet européen, l'accord d'un report au Royaume-Uni sur le Brexit courant jusqu'au 31 octobre.

Aucune solution à l'impasse britannique ne semble émerger au lendemain de la prolongation accordée par les Vingt-Sept.

Retour à la case départ. En donnant six mois et demi de plus aux Britanniques, les Vingt-Sept ont ouvert la voie à la poursuite du débat sans fin sur le Brexit. Les eurosceptiques furieux veulent la peau de Theresa May qui s'obstine, les proeuropéens demandent un nouveau référendum, les travaillistes souhaitent négocier une union douanière à la carte. En attendant, le Royaume-Uni ne quitte pas plus l'UE ce vendredi soir, comme prévu, que lors de la précédente échéance le 29 mars. La prochaine date de sortie, fixée au 31 octobre - le soir des fantômes d'Halloween - est jugée suffisamment lointaine pour faire retomber la pression. La peur d'un «no deal» n'existe plus.

Improbable consensus

«Ne gâchez pas ce temps», a conseillé le président du Conseil européen Donald Tusk à ses amis britanniques. Pour commencer, les parlementaires épuisés en ont profité pour se mettre aussitôt en vacances, sinon méritées, au moins salutaires, tant l'exaspération est grande, jusqu'à Pâques.

Arrivée au petit matin de Bruxelles, où les Vingt-Sept ont péniblement accouché de cette décision de report tard dans la nuit de mercredi, Theresa May a une nouvelle fois fait face à une Chambre des communes plus désabusée que jamais. «Ma priorité reste de mettre en place le Brexit, de façon ordonnée, avec un accord», a-t-elle mécaniquement répété, comme des dizaines et des dizaines de fois depuis des mois. Six mois de sursis ne semblent pas de nature à la faire dévier de sa trajectoire. Les «hard brexiters» l'attendaient certes au tournant. Elle avait imprudemment annoncé que, «en tant que première ministre», elle ne serait pas prête à assumer un report au-delà du 30 juin. «Abjecte reddition», provoquant la «colère à travers le pays», a accusé le vétéran europhobe conservateur William Cash, qui lui a demandé de démissionner.

Conformément aux statuts du parti, une motion de défiance contre elle ne peut avoir lieu avant décembre, un an après l'échec de la dernière tentative

Qu'importe! La première ministre fait toujours mine de croire que le Royaume-Uni peut encore quitter l'UE d'ici à la fin mai s'il ratifie l'accord de sortie avant les élections européennes. La prolongation offerte par Bruxelles peut en effet être interrompue avant terme dans ce cas de figure. Pour le secrétaire d'État au Brexit Martin Callanan, c'est «toujours en théorie» le cas. Autant dire qu'il y a peu d'espoir. Dans le cas contraire, les Britanniques seront contraints d'élire des représentants provisoires au Parlement de Strasbourg jusqu'à leur départ effectif.

En attendant, la recherche d'un improbable consensus se poursuit avec l'opposition travailliste. Cela donne lieu à des scènes surréalistes au Parlement, où la chef du gouvernement et celui de l'opposition Jeremy Corbyn s'invectivent sur leur sincérité respective à accepter des compromis, tout en louant pour la galerie le caractère «constructif» des pourparlers. Cette initiative illusoire tient lieu d'unique stratégie pour Theresa May, au nom de «l'intérêt national».

Brexit : le report «est une défaite diplomatique pour Emmanuel Macron» considère Florian Philippot



Après la conclusion dans la nuit par les chefs d'Etat et de gouvernement européens d'un report de la date du Brexit au 31 octobre, la classe politique réagit et considère qu'il faut «respecter la décision» des Britanniques.

Pour de nombreux conservateurs, la comédie a assez duré. «La pression pour qu'elle s'en aille va s'accroître considérablement», prévoit l'ex-ministre du Brexit David Davis. Selon l'influent eurosceptique Steve Baker, l'obstination à s'accrocher au pouvoir de la dirigeante «frise la tyrannie». Conformément aux statuts du parti, une motion de défiance contre elle ne peut avoir lieu avant décembre, un an après l'échec de la dernière tentative. Certains rebelles cherchent à changer cette règle en s'appuyant sur les militants furieux de la «trahison» du Brexit. Mais, aussi «frustrés» soient les brexiters de l'extension imposée par Bruxelles, le nouveau calendrier fait leurs affaires pour organiser sans précipitation la désignation d'un nouveau leader. La gifle attendue dans les urnes par les tories lors d'élections locales le 2 mai, puis aux européennes, pourrait servir de prétexte à une nouvelle tentative pour pousser Theresa May dehors.

Une frange de fidèles

«Elle comprend que le Parti conservateur a besoin de quelqu'un de nouveau à sa tête pour la seconde phase des négociations, admet une source chez les tories. C'est l'engagement qu'elle a pris devant ses collègues parlementaires et qu'elle respectera.» À condition toutefois que les députés avalisent un accord. La première ministre conserve encore le soutien d'une frange de fidèles, qui l'encouragent à poursuivre ses efforts. Le doyen tory de la Chambre des communes, Ken Clarke, lui conseille d'ignorer les «attaques vicieuses de nos collègues les plus à droite».

De leur côté, plusieurs élus du Labour l'ont même remerciée d'avoir empêché avec les Vingt-Sept un «no deal» que les «hard brexiters» appelaient de leurs vœux. Les partisans d'un nouveau référendum se disent quant à eux qu'ils ont six mois pour l'imposer - c'est peu.

Brexit: un «report flexible» d'ici le 31 octobre, mais pour aller où, comment et avec qui?

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Notre dossier / Brexit: Londres et Bruxelles à l'heure du divorce Par Alexis Feertchak Mis à jour le 11/04/2019 à 18:55 Publié le 11/04/2019 à 11:35

Brexit: le report au 31 octobre «protège» l'UE, assure Emmanuel Macron



Le président de la République a assuré le 10 avril, au sortir du sommet européen sur le report du Brexit, que la date butoir obtenue - le 31 octobre 2019 - «protège» les 27 car le mandat des eurodéputés s'ouvre le 1er novembre.

FOCUS - Le Conseil européen a validé le choix d'un report du Brexit au maximum fin octobre. Mais les questions demeurent nombreuses. Quid des élections européennes et de la future Commission européenne ? Quelles négociations au Parlement britannique ? Theresa May peut-elle rester première ministre ?

Les uns souhaitaient un report court avant l'installation du nouveau Parlement européen en juin 2019. Les autres un report long d'un an, jusqu'en mars 2020. Entre les deux, ce sera finalement un «report flexible» jusqu'au 31 octobre 2019 maximum, ont tranché les 27 chefs d'État et de gouvernement européens, ainsi que la première ministre Theresa May, réunis mercredi lors d'un Conseil européen spécial. Emmanuel Macron, qui s'est trouvé isolé lors de cette réunion en défendant un report beaucoup plus court, a finalement déclaré qu'il s'agissait du «meilleur compromis possible» car il préservait l'«unité des 27».

Un brin d'optimisme qui s'ajoute, particulièrement outre-Manche, à une dose de scepticisme. Comme le résume le *Guardian* : «La question qui reste sans réponse est: maintenant que [fait-on]»? Autrement dit, un report, certes, mais pour quoi faire?

● Un Brexit avant le 31 octobre voire avant le 22 juin ?

En vertu de ce «Brexit flexible», qui repousse l'ancienne date butoir du 12 avril, le Royaume-Uni doit quitter l'UE avant le 31 octobre, mais peut le faire avant si Theresa May parvient à faire adopter l'accord de Brexit négocié avec Bruxelles. Dans cette hypothèse, «le départ (du Royaume-Uni) aurait lieu le premier jour du mois suivant», précise le Conseil européen dans ses conclusions.

Son président, le Polonais Donald Tusk, a qualifié ce report d'«aussi flexible qu'[il] s'y attendait» mais «un peu plus court qu'[il] ne l'espérait». À l'instar de la chancelière Angela Merkel, Tusk souhaitait un report d'un an, jusqu'à la fin mars 2020. Une solution à laquelle s'opposait la France, qui partageait avec Londres le souhait d'un report court, jusqu'au 30 juin.

● Des Britanniques au Parlement européen ?

Ces différences de date sont importantes car elles ont des répercussions pour les élections européennes qui se tiennent du 23 au 26 mai sur tout le continent... mais aussi possiblement au Royaume-Uni. «Si le Royaume-Uni est encore membre de l'UE les 23-26 mai et s'il n'a pas ratifié l'accord de retrait d'ici le 22 mai 2019, il doit organiser les élections du Parlement européen. S'il ne remplit pas cette obligation, le départ (du Royaume-Uni) aura lieu le 1er juin 2019», peut-on lire dans les conclusions.

Autrement dit, si la Chambre des Communes ne ratifie pas le texte, déjà rejeté trois fois, et que les parlementaires refusent de participer aux élections européennes, l'hypothèse d'un «no deal» - une

sortie sèche de l'UE sans accord - resurgirait. Au contraire, si le Royaume-Uni participe aux élections européennes, les Britanniques pourraient envoyer des eurodéputés à Bruxelles... pour quelques mois seulement puisque le Brexit est dans ce cas prévu pour le 31 octobre.

● Pourquoi le 31 octobre ?

Le problème des élections européennes existe aussi pour l'établissement de la future Commission européenne. Raison pour laquelle Emmanuel Macron souhaitait que le report soit le plus court possible. «Nous avons décidé d'accorder une extension jusqu'au 31 octobre. Pourquoi?, a tweeté le président français. Pour nous assurer que lorsque la prochaine Commission européenne prendra ses fonctions, nous aurons traité le sujet». Autrement dit, qu'il n'y aura pas de commissaire britannique et que Londres ne pourra pas perturber les nominations au sein de la future Commission.

Ces craintes prospéraient depuis plusieurs jours alors que certains «brexiters durs», à Londres, menaçaient de perturber le fonctionnement de l'UE. «Si nous restons dans l'UE contre notre volonté, démocratiquement exprimée, parce que certains dans l'UE espèrent que nous changerons d'avis... Ils vont le regretter (...) Nous deviendrons le cheval de Troie au sein de l'UE», avait menacé, mercredi, le député conservateur Mark Francois. Du coup, dans ses conclusions, le Conseil européen a écrit que le Royaume-Uni devrait ainsi «s'abstenir de toute mesure qui pourrait mettre en péril les objectifs de l'Union».

Brexit : Emmanuel Macron fait-il cavalier seul ?



Débat sur le plateau de Points de Vue autour de l'attitude d'Emmanuel Macron après le report du Brexit au 31 octobre

● Un report, mais pour quoi faire ?

En la matière, les termes du problème restent fondamentalement les mêmes. Le Conseil européen a réaffirmé que «l'accord de retrait ne pouvait être renégocié». Theresa May, qui devrait s'exprimer ce jeudi devant les parlementaires britanniques, pourrait essayer une nouvelle fois de faire voter ce texte, déjà rejeté trois fois, mais la tâche paraît très difficile.

Surtout, depuis une dizaine de jours, Theresa May a adopté une nouvelle stratégie consistant à tenter de négocier un compromis avec l'opposition travailliste dirigée par le paradoxal Jeremy Corbyn. Ce dernier est notoirement eurosceptique mais se retrouve à la tête d'un parti, le Labour, dont la majorité des cadres sont europhiles et souhaitent pour beaucoup l'organisation d'un nouveau référendum. Les termes des négociations entre May et Corbyn s'orientent vers la solution d'un «Brexit soft», qui comprendrait le maintien du Royaume-Uni dans une union douanière avec l'UE. Mais cette solution est largement rejetée au sein du parti conservateur, majoritaire au sein de la Chambre des Communes.

● Theresa May peut-elle survivre à la tête du gouvernement ?

C'est la question qui agite régulièrement les médias britanniques depuis des mois. Sa position est de plus en plus fragile, plus encore depuis son mouvement vers le Labour, qui exaspère les frondeurs conservateurs, favorables à un «hard brexit» et prêts à un «no deal». «La réalité est qu'il n'y a pas de majorité parlementaire pour aucun scénario - du 'no deal' à toutes les variantes d'un accord sur le Brexit, jusqu'à la révocation», résume le *Guardian* .

Légalement, en revanche, rien n'oblige Theresa May à quitter le 10, Downing Street. En ayant réussi à échapper à deux tentatives de motion de censure (décembre 2018 et janvier 2019), la première ministre a gagné du temps dans la mesure où il faut attendre un an pour pouvoir redéposer une nouvelle motion. D'ici là, le *Guardian* rappelle que Theresa May ne peut être

contrainte à démissionner qu'à la condition qu'au moins la moitié des membres de son cabinet *(gouvernement, NDLR)* démissionnent. Ce n'est pas le cas, mais les pressions au sein de son propre camp pour qu'elle se retire d'elle-même sont de plus en plus fortes. Le parti conservateur pourrait alors choisir un nouveau premier ministre, l'autre hypothèse étant l'organisation de nouvelles élections générales, avec, à la clé, la constitution d'un nouveau Parlement. L'histoire du Brexit, ces derniers mois, a montré que rien n'est jamais sûr.

Défense

Le ministère britannique de la Défense intéressé par une « combinaison volante » inspirée d'Iron Man

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 7 avril 2019



Soupçonné de transporter une importante cargaison d'armes et de composants servant à fabriquer des missiles balistiques, le cargo Ramona [*] se dirige vers le port d'un pays qui défie depuis des mois la communauté internationale. Il est alors décidé d'en reprendre le contrôle. Ce qui sera fait rapidement, l'équipage ayant été neutralisé sans rien avoir vu venir par des commandos ayant revêtu une combinaison évoquant celle d'Iron Man, le « super héros » des éditions Marvel. Science-fiction ? Peut-être plus pour longtemps…

Car ce scénario a été imaginé par Gavin Williamson, le ministre britannique de la Défense, après une démonstration réalisée par l'entreprise Gravity Industries, à l'occasion du lancement de l'initiative Navy X, laquelle doit permettre à la marine britannique d'accélérer l'intégration de nouvelles technologies.

Concrètement, Gravity Industries a imaginé un exosquelette, doté d'un jetpack et de deux turbines par bras afin d'orienter et de stabiliser le vol. Cette combinaison permettrait de voler à plus de 50 km/h, à une altitude de 10.000 pieds.

Cependant, ce dispositif, qui n'est pas sans rappeler le Flyboard du français Zapata Industries [et pour lequel les forces spéciales françaises ont manifesté leur intérêt, ndlr], a encore quelques limites : la durée d'un vol n'excède pas 5 minutes et, a priori, il n'y pas de système de sécurité en cas de panne. En outre, les turbines à bras ne sont pas des plus pratiques pour utiliser une arme.



Reste que l'innovation de Gravity Industries peut, à l'avenir, avoir des applications militaires.

Cela étant, dans la même veine, les forces spéciales américaines lancèrent, en 2013, le programme TALOS, pour « Tactical Assault Light Operator Suit », inspiré, là aussi, par Iron Man. L'idée était de mettre au point une combinaison de combat intégrant un exosquelette pour décupler la force du combattant, des systèmes informatiques et de communication et des capteurs destinés à assurer une surveillance médicale constante. Il était aussi question d'une sorte

d’armure composée de fluides magnéto-rhéologiques, c’est à dire capables de passer à l’état solide en quelques millisecondes.

Finalement, en février dernier, James Smith, le responsable des acquisitions au sin de l’US SOCOM [commandement des opérations spéciales américaines, ndlr] a fait revenir tout le monde sur terre. « TALOS, ce ne sera pas Iron Man. […] La technologie est actuellement hors de portée », a-t-il admis lors d’un symposium sur les forces spéciales. Pour autant, il n’est pas question de renoncer. « Nous n’allons pas arrêter de chercher une meilleure armure, une meilleure prise de conscience de la situation et une meilleure létalité. Nous allons continuer à regarder toutes ces choses », a-t-il assuré.

[*] Les Tintinophiles auront compris le clin d’œil

Photo : capture d’écran (c) Gravity Industries

Les F-35B britanniques bientôt déployés à Chypres

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de combat Actualité Défense 8 avr. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



Les F-35B britanniques vont être déployés outre-mer pour la première fois. © Crown

Les F-35B britanniques vont être déployés à Chypre pour une série d'exercices. Il s'agira de leur premier déploiement en dehors du Royaume-Uni depuis leur livraison depuis les Etats-Unis.

La **Royal Navy** a annoncé le déploiement prochain des **F-35B** britanniques à Chypres pour des exercices. Cette mission permettra d'expérimenter le déploiement outre-mer de l'appareil réceptionné l'an dernier par la **RAF** et la Royal Navy. Le soutien logistique, la maintenance et l'organisation du détachement seront mis à l'épreuve. Les entrainements comprendront notamment des tirs réels annonce la Royal Navy.

Après ce déploiement qui devrait durer deux mois, les F-35B britanniques repartiront vers les Etats-Unis, à Norfolk en vue de leurs premières manœuvres aériennes à bord du porte-aéronefs britannique *Queen Elizabeth* prévue pour l'automne.

Des F-35B ont déjà opérés à bord du *Queen Elizabeth* mais il s'agissait d'appareils américains.

NORVÈGE

Environnement

Pour la planète, la Norvège pourrait renoncer à l’or noir des îles Lofoten

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Norvège mercredi 10 avril 2019



En Norvège, le parti travailliste vient de prendre une décision historique. Allié politique de l’industrie pétrolière, il refuse pourtant de soutenir le projet d’exploration des îles Lofoten

en vue d'une éventuelle exploitation de ses ressources. C'est un coup dur pour les compagnies pétrolières et le signe d'un changement de cap.



Le pétrole est le principal moteur de l'économie norvégienne. L'or noir et le gaz naturel représentent un bon tiers des exportations du pays scandinave. L'exploitation des ressources naturelles permet à la Norvège de prospérer et de figurer parmi les pays les plus riches du monde.

Cependant, par souci écologique, les forces politiques sont en train de changer de cap. Le pétrole est une mine d'or, mais une énergie fossile. Les députés tentent de trouver un équilibre entre prospérité économique et respect de la planète, à une époque où l'opinion publique fait pression pour que les dirigeants prennent des mesures pour lutter contre le dérèglement climatique.

Une décision historique

Le week-end dernier, le parti travailliste, principal parti d'opposition et allié politique traditionnel de l'industrie pétrolière, a pris une décision historique. Il refuse de soutenir le projet d'exploration des îles Lofoten en vue d'une éventuelle exploitation des sols au large de cet archipel en Antarctique.

Ce territoire abriterait entre 1 et 3 milliards de barils de pétrole. Ces réserves permettraient à la Norvège d'empocher jusqu'à 65 milliards de dollars (soit 57 milliards d'euros).

Depuis des années, les îles Lofoten sont un sujet de débat : faut-il ou non exploiter leurs ressources naturelles ? Le pays nordique pompe environ 1,6 million de barils de pétrole chaque jour. Selon l'entreprise d'État Equinor ASA, le plus gros producteur de pétrole, l'accès à cet archipel est essentiel pour que la Norvège maintienne ses niveaux de production.

Les syndicats en colère

Les compagnies pétrolières louchent sur les îles Lofoten et attendent avec impatience que le gouvernement leur donne l'aval pour s'y développer. La prise de position du parti travailliste est donc un coup dur pour l'industrie pétrolière, car désormais, une grande majorité de l'Assemblée est opposée à ce projet.



Les îles Lofoten sont un sujet de débat politique. (Photo : monicore / Pixabay)

« L'industrie tout entière est surprise et déçue », affirme au site d'information économique *Bloomberg* Karl Eirik Schjott-Pedersen, le directeur de la confédération nationale Norwegian Oil and Gas Association.

« Cela crée un déséquilibre dans les discussions politiques pour une industrie qui dépend d'une perspective sur le long terme et nous ne pouvons l'accepter, enrage auprès du journal *Sydney Morning Heral* Frode Alfheim, le leader du plus gros syndicat, Industry Energy. **La plupart des acteurs de l'industrie se demandent probablement de quel côté se trouve le parti travailliste »,** ajoute-t-il.

Une victoire pour les écolos

À l'inverse, les militants écolos saluent cette décision. **« Depuis plus d'une décennie, nous demandons au parti travailliste norvégien d'être du bon côté de l'histoire et de voter pour protéger l'une des zones marines les plus vulnérables et uniques contre le développement**

du pétrole et du gaz », explique l'environnementaliste norvégienne Ingrid Skjoldvaer dans un communiqué.

L'archipel abrite une grande réserve de morues et de harengs, de nombreux oiseaux, des baleines et des milliers d'autres espèces végétales et animales. C'est également dans cette zone que se trouve la plus grande barrière de corail en eaux froides. Les environnementalistes craignent que l'exploitation du pétrole menace cet écosystème. **« Cette victoire est le symbole du futur durable pour lequel nous nous battons »,** ajoute Ingrid Skjoldvaer.

Cette prise de position intervient quelques jours après une décision importante. Le gouvernement norvégien a accordé que son fonds pétrolier, estimé à 882 milliards d'euros, soit utilisé pour investir dans les énergies renouvelables. Il compte notamment accentuer l'énergie solaire et éolienne.

UKRAINE

Politique

Lorsque Kiev se tire une balle dans le pied

https://alawata-rebellion.blogspot.com/ mercredi 3 avril 2019 Publié par Erwan Castel à 4/03/2019 05:20:00 PM



Dans l'ombre du 1er tour des élections présidentielles ukrainiennes, dont les conséquences dans le domaine de la politique internationale ukrainienne s'annoncent sans grand changement de cap, a eu lieu en revanche la rupture annoncée du "Traité d'amitié de partenariat et de coopération entre la Russie et l'Ukraine" qui depuis 1997, date de sa signature par Eltsine et Kouchma était le cadre des relations entre ces 2 pays.

Certes depuis le coup d'Etat du Maïdan ce traité avait été mis de côté par le nouveau régime de Kiev allumant et attisant sans fin les feux paroxysmiques allumés par sa russophobie délirante excitée par une propagande de guerre occidentale qui a trouvé en Ukraine un ramassis de bandéristes dont la psychopathie et le fanatisme n'ont rien à envier à ceux de Daesh, ces autres idiots utiles à la stratégie incendiaire de Washington à travers le Monde.

Aveuglé par sa haine de la Russie, surtout depuis que la stratégie de ses mentors occidentaux a été mise en échec en Crimée et dans le Donbass, Porochenko multiplie en vain les menaces concernant la Crimée, les provocations meurtrières dans le Donbass et jusque dans les eaux de la Mer Noire et de la Mer d'Azov, son prolongement inter continental. Et le nouveau pouvoir de Kiev a défaut de pouvoir s'offrir une cohérence nationale territoriale et historique a décidé sur le mirage du Maïdan de faire d'une russophobie tous azimuts (politique, culturelle, militaire, médiatique, religieuse, économique etc...) le fondement d'une identité fantasmée pro-occidentale pour toute l'Ukraine dont le surdimensionnement est pourtant le fruit des extensions organisées par les soviétiques Lénine, Staline et Kroutchev.



Leonid Koutchma et Boris Eltsine, les parrains du traité d'amitié russo-ukrainienne de 1997

En se précipitant pour rompre ce traité de coopération entre la Russie et l'Ukraine, Porochenko pressé par le calendrier électoral et poussé par les radicaux nationalistes a pour le moins sciée la branche sur laquelle l'Ukraine est assise, car :

- Derrière les rodomontades russophobes des propagandistes, l'Ukraine a des relations économiques avec la Russie qui sont d'autant plus importantes qu'elle a plongé depuis la Maïdan dans une faillite sans fin et sans fond. Ce sont entre autres:

1. le transit du gaz russe vers l'Europe et dont Kiev essaye aussi de rompre le contrat, malgré les 3 milliards de revenus que cela rapporte à l'Ukraine.
2. les investissements russes en Ukraine qui restent toujours les plus importants investissements étrangers dans le pays
3. le droit pour les ukrainiens de pouvoir travailler et vivre librement en Russie (près de 2.5 millions de personnes concernées) et d'alimenter l'économie ukrainienne de leurs familles, avec leurs salaires

- Et surtout, l'un des principes fondamentaux de l'accord était la reconnaissance mutuelle des frontières des États qui existait depuis 1997, et c'est par ce point particulier que Kiev a maintes fois invoqué ce traité pour contester le référendum constitutionnel de Crimée qui en février 2014 a vu la péninsule retourner en Russie.
- Ce même traité de coopération entre la Russie et l'Ukraine interdisait aussi le recours à la force contre l'autre par ses signataires, ce qui désormais autorise la Russie a réellement intervenir dans le Donbass pour prêter assistance à la population en cas d'offensive ukrainienne.

Le seul point intéressant pour l'Ukraine est que sans ce traité l'Ukraine peut désormais intégré des organisations et des alliances hostiles aux intérêts de Moscou comme par exemple l'OTAN qui en la désignant comme première menace s'est définie elle-même comme l'ennemie de la Russie. Mais ici il faut relever qu'à l'exemple de ses parrains étasuniens, Kiev ici annule par le fait déjà accompli un traité international, car l'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN (avec un partenariat concrètement entamé) a été inscrite dans sa constitution en 2018.

Pour le reste, l'Ukraine n'a pas compris que désormais elle ne pourra plus revenir en arrière pour restaurer le traité et pire, même ne pourra pas en conclure un autre avec Moscou dans le contexte actuel qu'elle entretient, car la définition des frontières serait automatiquement et de façon rédhibitoire abordée en préambule de n'importe quel accord même le plus minime.

Le pire c''est que l'Ukraine n'a absolument pas les reins pour supporter une telle rupture avec la Russie car depuis 2014 Kiec a vu la Crimée reprendre sa liberté, le Donbass faire sécession (15% du PIB ukrainien), plus de 2 millions de travailleurs ukrainiens quitter leur pays, une guerre saigner physiquement, moralement et économiquement le pays etc...

C'est donc bien une balle dans le pied de l'Ukraine que vient de tirer Porochenko dans la logique aussi stupide que suicidaire d'une fuite en avant contre Moscou, car en voulant psychotiquement couper toutes les relations de l'Ukraine avec la Russie (qu'elles soit d'ailleurs impériales avec la croisade contre la patriarcat de Moscou, soviétiques avec la décommunisation de l'Ukraine ou fédérale avec la rupture des traités contemporains), c'est de fait l'avenir de son pays qu'il désintègre pour le forcer dans l'impasse de l'UE et de l'OTAN esclavagistes.

Il n'y aura pas de changement stratégique positif dans cette région sous tension que ce soit avec un Porochenko récidiviste ou un Zelensky inexpérimenté car la barre du radeau ukrainien est toujours bloquée sur la cap de la guerre fixé par les faucons étasuniens. Cela ne peut même que s'empirer, car les relations russo-ukrainiennes n'ont désormais plus de gardes fous.

Erwan Castel



MOYEN-ORIENT

ARABIE SAOUDITE

Défense

La Russie a livré des systèmes d'artillerie TOS-1A à l'Arabie Saoudite

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 11 avril 2019



Il est de bon ton de dénoncer les contrats d'armement signés par l'Arabie Saoudite avec certains pays occidentaux [dont la France]. Mais visiblement, les ONG sont assez muettes quand Riyad se procure des drones MALE CH-4 et Wing Loong II auprès de la Chine [parce que les États-Unis ne veut pas lui vendre leurs MQ-9 Reaper] ou bien des systèmes d'artillerie russes. Ou, du moins, leurs critiques se font du bout des lèvres…

Ainsi, selon des photographies diffusées via les réseaux sociaux, tout porte à croire que les forces saoudiennes viennent de recevoir des systèmes TOS-1A « Solntsepek, de facture russe. Ce qui a été confirmé plus tard par une source du ministère russe de la Défense auprès de Sputnik, qui, au passage, a rappelé que cette livraison s'inscrit dans le cadre de contrats signés en 2017 par Riyad et Moscou.

D'un calibre de 220 mm, le TOS-1 est un lance-roquettes multiple monté sur un châssis de char T-72. Il utilise des munitions thermobariques et incendiaires.

Pour rappel, une munition thermobarique comprend un réservoir contenant un liquide volatile [fuel-air explosives] et deux charges explosives. Après le tir, une première explosion disperse le liquide, ce qui crée un nuage se mêlant à l'air ambiant. Ensuite, la second charge explose, ce qui créé une surpression jusqu'à 2 fois plus puissante par rapport à une bombe « conventionnelle ». Puis, immédiatement après, il se produite une dépression de l'air.

Les contrats signés en 2017 par Riyad et Moscou prévoyaient également l'achat de systèmes antichars Kornet-EM, de lance-grenades AGS-30 et de fusils d'assaut Kalachnikov AK-103. Et il était aussi question d'une commande de systèmes de défense aérienne S-400.

Théoriquement, l'Arabie Saoudite pourrait s'exposer à des sanctions de la part des États-Unis, étant donné que leur loi dite CAATSA [Countering America's Adversaries Through Sanctions Act] cherche à empêcher tout commerce avec des entreprises russes du secteur de l'armement.

En pratique, Riyad ne risque rien au regard des commandes passées auprès de l'industrie américaine de l'armement. Mieux : Washington a même autorisé des entreprises d'outre-Atlantique à travailler sur 6 projets nucléaires en Arabie Saoudite. Et cela sans que le royaume se soit engagé sur la finalité pacifique de cette technologie.

CAUCASE

Economie

La Géorgie veut devenir le premier pays à cultiver des vignes sur Mars

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Sciences mercredi 10 avril 2019 Par Irakli METREVELI (Agence France Presse)



Un verre de blanc après une journée d'exploration martienne ? Fière de sa tradition viticole millénaire, la Géorgie a décidé de la prolonger au-delà de la surface terrestre : ce pays du Caucase veut devenir le premier à faire pousser des vignes sur le sol aride de la planète Mars.



L'idée de faire pousser du raisin sur Mars semble relever de la science-fiction. Mais il s'agit tout non seulement d'étudier la possibilité de cultures sur une planète où les Américains ont promis d'envoyer des hommes dans les décennies à venir, mais aussi d'adapter l'agriculture sur Terre aux conséquences du réchauffement climatique.

« Les Géorgiens ont été les premiers viticulteurs de l'histoire et maintenant, nous espérons devenir des pionniers dans la viticulture sur une autre planète », assure Nikoloz Doborjguinidzé, cofondateur de ce projet ambitieux. Les premières traces de production de vin datent d'il y a 8 000 ans, dans ce pays coincé entre les montagnes du Caucase et la mer Noire, qui bénéficie d'un climat tempéré idéal pour la culture viticole.

Forts de cette tradition, des chercheurs et des entrepreneurs géorgiens se sont alliés pour répondre à un appel de la Nasa à imaginer une **« présence humaine durable »** sur Mars. Objectif : produire sous serre des variétés de vigne et de raisin pouvant être cultivées sur la

planète rouge… et donner au passage une dimension interplanétaire à l'industrie viticole géorgienne.



Les vignobles géorgiens. (Photo : Vano Shlamov / AFP)

Le projet, nommé IX Millenium, est chapeauté par un consortium comprenant l'agence géorgienne de recherche spatiale, l'Université de commerce et de technologie de Tbilissi, le Musée national et une entreprise du nom de Space Farms. La Nasa ambitionne d'envoyer dans les 25 ans à venir une mission habitée sur la quatrième planète en partant du Soleil, tandis que le milliardaire Elon Musk et sa compagnie SpaceX comptent l'atteindre avec le futur vaisseau *Starship*.

Résultats « concluants »

L'une des scientifiques associées au projet géorgien, la biologiste Marika Tarasachvili, s'occupe de développer une bactérie qui pourrait transformer le sol aride et poussiéreux de Mars en terres fertiles, et assure avoir déjà obtenu des résultats **« concluants »** dans ses recherches. Les scientifiques ont collecté des bactéries de régions de Géorgie disposant d'**« écosystèmes extrêmes »**, dont des sources d'eau chaude, et affirment avoir créé des souches de bactéries capables de résister aux rudes conditions martiennes.

L'idée, à long terme, est de transformer le sol martien sans vie en terrain **« sur lequel les futurs colons pourront être à même de faire pousser des plantes »**, affirme Marika Tarasachvili.



La biologiste Marika Tarasashvili, l'une des scientifiques associées au projet géorgien. (Photo : Vano Shlamov / AFP)

Les chercheurs s'occupent aussi de tester la peau des 525 variétés de raisin présentes en Géorgie pour déterminer laquelle résistera le mieux aux niveaux élevés de rayonnement ultraviolet frappant la surface de Mars. Selon les résultats préliminaires, il s'agirait du rkatsiteli, l'un des plus anciens cépages connus, utilisé pour faire du vin blanc aux accents de pomme verte.

« Informations vitales »

« Dans le futur, les colons sur Mars seront en mesure de faire pousser des plantes directement sur le sol de Mars. Mais nous devons d'abord créer un modèle de serre complètement contrôlable et durable », explique Toussia Garibachvili, fondatrice de la firme Space Farms qui participe au projet.

Space Farms développe un laboratoire agricole destiné à devenir **« la technologie idéale pour l'agriculture martienne du futur »**. Situé dans un hôtel de Tbilissi, la capitale géorgienne, les plantes y poussent à la verticale par couches superposées et dans un environnement à température, lumière et humidité contrôlées. La prochaine étape sera de tester les variétés de raisin géorgiennes dans un environnement simulant celui de Mars, à l'intérieur d'un laboratoire en cours de construction à l'Université de commerce et technologie de Tbilissi.

« Les plantes seront soumises à des températures négatives, à des hauts niveaux de radiation et de monoxyde de carbone, ainsi qu'à une forte pression atmosphérique », résume la rectrice de l'université, Nino Enoukidzé.

« Au-delà du rêve martien, nos expériences fournissent des informations vitales alors que l'humanité est confrontée à une multitude de défis environnementaux, poursuit-elle. **Nous serons capables d'identifier et de cultiver des cultures alimentaires résistantes aux problèmes causés par le changement climatique »**.

IRAK

Justice

L'Irak propose de juger les étrangers de Daesh contre 1,8 milliard d'euros

Sécurité https://www.jeuneafrique.com/ 11 avril 2019 à 12h11 | Par Jeune Afrique avec AFP



Un convoi de Daesh dans la province d'Anbar, en Irak. Photo diffusée sur un site jihadiste en janvier 2014. © AP/SIPA

L'Irak a proposé aux pays membres de la coalition internationale antijihadistes de juger leurs ressortissants soupçonnés d'avoir rejoint le groupe État islamique (EI), en échange d'au moins deux milliards de dollars.

La question du retour dans leurs pays d'origine d'un millier de jihadistes, actuellement aux mains des forces kurdes de Syrie, est très sensible pour les opinions publiques. Paris, par exemple, n'a pas jusqu'ici mis en œuvre le plan de rapatriement des jihadistes français de Syrie et de leurs familles, révélé par la presse et que le gouvernement a présenté comme une « hypothèse » de travail.

Bagdad a proposé une autre « option », indique un responsable gouvernemental sous couvert d'anonymat : juger en Irak ces étrangers « en échange de deux milliards de dollars », soit environ 1,8 milliard d'euros. Bagdad se réserve le droit de réclamer ensuite « plus d'argent pour couvrir les frais engendrés par leur détention », ajoute-t-il.

52 pays concernés

L'Irak a déjà condamné à mort ou à la prison à perpétuité plusieurs centaines d'étrangers, et s'apprête à juger prochainement 12 Français transférés de Syrie, estimant avoir compétence sur eux puisque le territoire de l'EI s'étendait à son apogée sur une zone à cheval entre la Syrie et l'Irak.

Pour détenir et juger sur son sol les jihadistes étrangers, l'Irak a calculé « les coûts opérationnels » en se basant sur le précédent de la prison américaine de Guantanamo à Cuba, explique un autre responsable, également sous couvert d'anonymat. Les pays d'origine de ces jihadistes présumés « ont un problème, nous avons une solution », ajoute-t-il.

Cette option se heurte à la question de la peine de mort, refusée par l'UE, dont des dizaines de ressortissants sont actuellement détenus par les Kurdes de Syrie

« Nous avons fait cette proposition la semaine dernière et nous n'avons pas eu de réponse jusqu'ici ». Il a précisé que ces jihadistes venaient de « 52 pays », la majorité membres de la coalition, affirme un troisième responsable. La coalition n'a, elle, pas répondu aux sollicitations de l'AFP.

De ces négociations pourrait naître un « tribunal spécial », ajoute le dernier responsable irakien. Cette option se heurte toutefois à la question de la peine de mort, refusée par l'Union européenne, dont des dizaines de ressortissants sont actuellement détenus par les Kurdes de Syrie, pointe-t-il du doigt.

Opérations

Des Canadiens bientôt au sein d'EUAM Iraq. Des Néo-Zélandais aussi ?

https://www.bruxelles2.eu/ 12 avril 2019 Myrto / Actualité2, Liban Syrie Irak, Missions PeSDC / Canada, EUAM Iraq, Nouvelle-Zélande, pays tiers, Police / 0 Comments

(B2) L'Union européenne et le Canada se rapprochent sur le terrain irakien. Outre les projets de coopération, un officier de police canadien devrait prochainement rejoindre EUAM Iraq.



(crédit: EUAM Iraq)

Une délégation du programme canadien d'opérations de paix et de stabilisation et l'Ambassadeur canadien en Irak ont rendu visite à EUAM Iraq à la fin du mois de mars. L'occasion de discuter de plusieurs pistes de collaboration entre le Canada et l'UE. Outre les projets concernant le genre, la paix et la sécurité, qui représentent une priorité commune, les détails concernant le futur déploiement d'un officier de police canadien au sein d'EUAM ont été finalisés. Le déploiement se fera « *dans les prochains mois* », a assuré la mission. Les ambassadeurs de l'UE, au sein du Comité politique et de sécurité (COPS) doivent encore donner leur accord avant que le déploiement ne puisse avoir lieu.

NB : Le Canada a actuellement le Commandement de la mission de formation de l'OTAN en Irak, avec 250 soldats et quatre hélicoptères CH-146 Griffon sur le terrain.

Après le Canada, la Nouvelle Zélande ?

La Nouvelle Zélande pourrait aussi rejoindre la mission. Le sujet a été abordé lors d'une rencontre entre le chef de mission et l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande le 26 mars. « *Aucun accord n'a encore été signé, mais cela pourrait se faire prochainement* » a indiqué la mission à B2.

Un déploiement au sein d'une mission de la PSDC est possible depuis la signature d'un accord de partenariat sur les relations et la coopération (Partnership Agreement on Relations and Cooperation – PARC) entre la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne le 5 octobre 2016.

L'Irak est le terrain sur lequel est déployé le plus grand nombre de militaire Néo-Zélandais : 143 militaires y sont aujourd'hui en mission.

(MHA)

Les forces irakiennes ont lancé une nouvelle opération contre des cellules de l'État islamique

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 12 avril 2019



Le 9 avril, la branche libyenne de l'État islamique [EI] a attaqué la localité de Fuqaha, située dans le centre du pays. Ses combattants ont assassiné un responsable local ainsi qu'un chef de la garde municipale avant d'incendier des maisons et de se retirer. Cette ville, contrôlée par l'Armée nationale libyenne [ANL] du maréchal Khalifa Haftar, avait déjà été visée de la même manière quelques mois plus tôt.

Mais cette attaque n'a pas été la seule à être revendiquée par l'EI ce jour-là. En Égypte, sa branche locale a en effet commis un attentat suicide contre le poste de police de Sheikh Zuweid, dans le nord du Sinaï. Selon Le Caire, quatre policiers y ont laissé la vie, de même que trois civils. Le lendemain, un engin explosif improvisé a visé un véhicule blindé dans les environs de la ville d'el-Arish.

Toujours le 9 avril, la faction de Boko Haram affiliée à l'EI [ISWAP] a tiré des roquettes en direction de l'aéroport et d'une base militaire à Diffa, au Niger. En Somalie, c'est un officier de police qui été assassiné à Bossasso [État du Puntland] par des combattants se réclamant de la l'organisation jihadiste.

Et, dans le même temps, l'EI a multiplié les attaques en Syrie, dont une qui a fait 13 tués – dont 4 combattants des Forces démocratiques syriennes [FDS] – à Raqqa, l'ex-capitale du « califat » auto-proclamé par l'EI. D'autres ont été signalées dans la même région ainsi que dans celles de Deir ez-Zor et de Hassaké.

Enfin, en Irak, d'autres attaques, également revendiqué par l'EI, ont eu lieu dans les provinces d'al-Anbar [un convoi militaire irakien visé par des IED et un officier du renseigement tué à al-Qaïm], de Kirkouk [explosion d'un IED contre le véhicule d'une milice chiite] et de Diayala.

Selon l'auteur du blog Historocoblog, qui suit de très près l'actualité de Daesh, ces attaques qui, en apparence, n'ont rien à voir entre elles, entrent en réalité dans le cadre de l'opération « Revanche pour le Cham », lancée par l'EI. Ce qui démontre la capacité de l'organisation jihadiste à coordonner l'action de ces cellules clandestines, tant au Levant qu'à « l'étranger ».

C'est donc dans ce contexte que les autorités irakiennes ont annoncé, le 11 avril, avoir mené une importante opération visant à déloger les combattants de l'EI ayant établi leur repaire dans les monts Hamrine, au nord de Bagdad.

« Les unités du contre-terrorismes [Iraqi Counter Terrorism Service, ICTS] appuyées par l'aviation irakienne et celle de la coalition internationale ont mené une large campagne druant quatre jours », a indiqué le général Yahya Rassoul, porte-parole du Commandement militaire irakien. L'objectif était de « déloger les cellules terroristes restantes de l'EI de leurs grottes et de leurs refuges dans les monts Hamrine », a-t-il ajouté.

Selon le compte-rendu hebdomadaire de l'État-major des Armées [EMA], les Rafale de la force Chammal ont effectué deux frappes au cours de ces derniers jours. Mais les zones où elles ont eu lieu n'ont pas été précisées.

Lors de cette opération, a précisé un porte-parole de l'ICTS à l'AFP, « nous avons nettoyé la zone » et « quinze QG jihadistes ont été réduites en cendre ». En outre, l'imprimerie qui servait à l'EI pour publier son magazine de propagande al-Naba a été récupérée. « Une équipe spécialisée analyse désormais tous les documents saisis », a-t-il dit, avant d'annoncer que d'autres opérations du même type seront menées dans d'autres régions.

Cette opération n'est pas la première du genre… alors que la victoire sur l'EI a été proclamée par Bagdad en décembre 2017. Après avoir perdu les territoires qu'elle contrôlait jusqu'alors, l'organisation a de nouveau plongé dans la clandestinité et renoué avec les modes d'action qui étaient les siens avant la proclamation de son « califat ».

Selon un rapport des Nations unies, publié en février, a estimé à environ 3.000 le nombre de combattants de l'EI encore actifs en Irak. Et encore, cette estimation est la plus basse.

« La menace qui persiste en Irak proviendrait à la fois des éléments résiduels locaux de l'EI et de combattants traversant la frontière depuis Syrie pour chercher refuge dans les zones désertiques

d'Anbar et de Ninive », est-il avancé dans ce document. Et ce dernier d'ajouter que les cellules de Daesh en Irak « planifient des activités (enlèvement contre rançon, assassinat ciblé de dirigeants locaux et attaques visant des services publics, par exemple) visant à fragiliser l'autorité du gouvernement, à créer un climat d'anarchie, à saboter la réconciliation sociale et à augmenter le coût de la reconstruction et de la lutte contre le terrorisme. »

IRAN

Diplomatie

Le guide suprême iranien appelle Bagdad à exiger le départ des troupes américaines d'Irak

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 8 avril 2019



La décision de placer le Corps des gardiens de la révolution [IRCG] iranien sur la liste des organisations terroristes – une première pour une force paramilitaire d'un État – n'a pas encore été officiellement annoncée par Washington. Pour autant, l'Iran a pris les devants.

En effet, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei a demandé à Adel Abdel Mahdi, le Premier ministre irakien alors en visite à Téhéran, d'exiger le retrait, dans les plus brefs délais, des forces américaines actuellement présentes en Irak au titre de la coalition anti-jihadiste.

« Vous devez prendre des mesures pour vous assurer que les Américains retirent leurs troupes d'Irak le plus tôt possible car partout où ils [les Américains] ont une présence durable, les forcer ensuite à partir devient problématique », a ainsi déclaré M. Khamenei, lors de sa rencontre avec le chef de l'exécutif irakien, le 5 avril. « Les Américains, qui ne veulent pas des actuels gouvernement et Parlement en Irak […], complotent pour les éjecter de la scène politique », a-t-il encore fait valoir.

Quand il annonça sa décision de retirer les forces américaines de Syrie, en décembre dernier, le président Trump avait précisé qu'il entendait maintenir une présence militaire en Irak afin de « surveiller l'Iran » tout en veillant à éviter la résurgence de l'EI.

Ce qui poussa certaines factions armées chiites irakiennes, soutenues par Téhéran, à réclamer une loi imposant un calendrier de départ aux troupes américaines. Par ailleurs, ces dernières risquent d'être exposées à des actes de représailles si jamais l'intention de l'administration Trump de considérer les gardiens de la révolution comme terroriste venait à être confirmée.

Le commandant de l'IRCG, le général Mohammad Ali Jafari, a en effet prévenu que les militaires américains « ne connaitraient plus la paix dont ils jouissent aujourd'hui au Moyen-Orient. »

En août dernier, l'agence Reuters rapporta que l'Iran avait fourni à une milice chiite irakienne [Kataëb Hezbollah, ndlr] des missiles balistiques Zalzal, Fateh-110 et Zolfaghar, d'une portée allant de 200 à 700 km. « Si l'Amérique nous attaque, nos amis attaqueront les intérêts américains et leurs alliés dans la région », avait expliqué, à l'époque, un haut responsable du Corps des gardiens de la révolution.

Par le passé, l'Iran a déjà mis en pratique de telles menaces. Durant l'opération Iraqi Freedom [2003-2011], et selon les conclusions d'une étude dévoilées la semaine passée, plus de 600 militaires américains furent en effet tués par des miliciens chiites armés et entrainés par Téhéran.

« Nous avons élaboré un projet de loi en urgence et dès que les Américains mettront les Gardiens sur leur liste, nous classerons les troupes américaines sur la liste des 'groupes terroristes+ au même titre que Daesh », a, par ailleurs, indiqué Heshmatollah Falahatpisheh, le chef de la commission parlementaire iranienne des Affaires étrangères et de la sécurité nationale.

Cela étant, et malgré les pressions américaines, les relations entre Téhéran et Bagdad tendent à devenir de plus en plus étroites. Ainsi, les échanges économiques ont progressé de 50% depuis un an. Et ce n'est pas fini puisque l'Iran entend porter à 20 milliards de dollars le niveau de ses exportations vers l'Irak d'ici deux ans. Et, dans domaine militaire, les chefs d'état-major irakien, iranien et syrien ont récemment convenu, lors d'une réunion à Damas, de coordonner leurs actions contre les groupes armées, dont Daesh.

Photo : US ARMY

Trump qualifie de «terroristes» les Gardiens de la Révolution iranienne, Téhéran riposte

http://www.leparisien.fr/>International|M.-L.W. avec AFP| 08 avril 2019, 22h16 | MAJ : 08 avril 2019, 22h20 |7



Les Gardiens de la Révolution iranienne seront sur la liste noire des organisations terroristes des Etats-Unis à partir du 15 avril. (Illustration). AFP/STR

Alors que Washington va inscrire les Gardiens de la Révolution iranienne sur la liste noire des « organisations terroristes étrangères », l'Iran a répliqué en qualifiant les Etats-Unis « d'Etat parrain du terrorisme ».

Les accusations de « terroristes » ont fusé ce lundi entre Washington et Téhéran. Depuis son élection, Donald Trump a fait de l'Iran son ennemi numéro un. En mai 2018, les Etats-Unis s'étaient retirés de l'accord sur le nucléaire iranien puis avaient rétabli les sanctions envers Téhéran.

Ce lundi, un palier supplémentaire a été franchi. À partir du 15 avril, les « Pasdaran », armée spéciale créée en 1979 dans le but de protéger la Révolution islamique iranienne, figureront sur la liste noire des Etats-Unis, au rang des « organisations terroristes étrangères » ainsi que la force Qods. Cette unité d'élite des « Pasdaran » est leur branche extérieure qui soutient les forces alliées de l'Iran au Moyen-Orient, notamment en Syrie.

« Réciprocité » iranienne

L'Iran a répliqué en déclarant qu'il considère le régime des Etats-Unis comme un « Etat parrain du terrorisme » et les forces américaines déployées au Moyen-Orient, dans la Corne de l'Afrique et en Asie centrale, comme des « groupes terroristes », a annoncé lundi soir l'agence officielle iranienne Irna.

Le Conseil suprême iranien de la sécurité nationale a présenté cette décision comme une « mesure de réciprocité » contre « la décision illégale et insensée » annoncée par Washington.

Cette décision est « un (nouveau) cadeau mal avisé de veille d'élection [au Premier ministre israélien Benjamin] Netanyahou », a écrit le chef de la diplomatie iranienne Mohammad Javad Zarif sur Twitter. « Un (nouveau et) dangereux fiasco des Etats-Unis dans la région », a-t-il ajouté.

Les remerciements de Netanyahou

Dans la foulée, Washington a rétabli toutes les sanctions levées en échange de l'engagement nucléaire iranien, et a promis une « pression maximale » avec des mesures punitives « les plus fortes de l'histoire ». Seuls certains pays arabes du Golfe, comme l'Arabie saoudite, et Israël sont totalement derrière la démarche américaine.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou, à la veille d'élections législatives délicates, a remercié lundi son « cher ami » Donald Trump d'« avoir répondu positivement » à sa « demande ».

Banques et entreprises appelées au boycott

« Si vous faites affaire avec les Gardiens de la révolution, vous financez le terrorisme », a prévenu le président des Etats-Unis. Mike Pompeo a ainsi appelé toutes les « entreprises et banques à travers le monde » à couper tout lien financier avec l'armée idéologique. Concrètement, tout soutien matériel à cette unité gouvernementale iranienne sera considéré comme un crime fédéral.

Des risques pour les militaires américains ?

« Les risques sont élevés que cela ne fasse que contribuer à une situation vraiment dangereuse, surtout pour nos militaires dans la région », a prévenu l'ex-diplomate américain Richard Nephew. Le Pentagone a reconnu avoir pris « des mesures de précaution pour garantir la sécurité » des forces américaines dans le monde.

ISRAËL

Espace

La première sonde israélienne, Bereshit, s'écrase en tentant de se poser sur la Lune

Actualité Sciences & Environnement http://www.lefigaro.fr/ Par AFP agence Coline Vazquez Mis à jour le 12/04/2019 à 12:09 Publié le 11/04/2019 à 23:34



Le selfie pris par la sonde avec la Terre à 40.000 km. Handout ./X80001

Lancée le 22 février depuis la base américaine de Cap Canaveral en Floride, elle a été victime d'une panne de son moteur survenue à la dernière minute.

Ce devait être une fierté nationale. La première sonde israélienne à destination de la Lune s'est écrasée lors de son alunissage, en raison d'une panne de son moteur survenue à la dernière minute, a déclaré jeudi soir le centre de contrôle de la mission. Durant le direct, on pouvait entendre des membres de l'équipe expliquer que des moteurs censés ralentir la descente de la sonde et permettre un alunissage en douceur étaient tombés en panne et que le contact avait été perdu.

«Nous n'y sommes pas arrivés, mais nous avons bel et bien essayé», a déclaré en direct depuis le centre de contrôle, près de Tel Aviv, l'homme d'affaires et philanthrope Morris Kahn. Il avait contribué à hauteur de 40 millions de dollars au budget de la mission, d'un montant total de 100 millions de dollars. «Je pense que c'est vraiment énorme d'être allés jusqu'où nous sommes allés, je pense que nous pouvons être fiers», a-t-il ajouté. «Si vous ne réussissez pas la première fois, vous réessayez», a déclaré le premier ministre Benyamin Nétanyahou depuis la salle de contrôle, où il assistait à la tentative d'alunissage en compagnie de l'ambassadeur américain en Israël David Friedman.

Baptisée Bereshit (Genèse, en hébreu), il s'agissait de la première sonde développée par une organisation privée, SpaceIL, qui a travaillé en partenariat avec la société aérospatiale Israeli Aerospace Industries (IAI), une des plus grandes entreprises de défense israéliennes. Si l'alunissage de cette immense araignée à cinq pattes de 585 kilos s'était couronné par un succès, Israël aurait été le quatrième pays à réussir un tel exercice, après les États-Unis, la Russie et la Chine.

L'Europe se lance à la conquête de la Lune



L'agence spatiale européenne confie à Ariane Group un projet de mission d'exploration sur la Lune. Le départ est prévu avant 2025.

Vers un programme spatial israélien ?

L'engin avait été lancé le 22 février depuis la base américaine de Cap Canaveral en Floride, via une fusée Falcon 9 de la firme américaine SpaceX, fondée par l'entrepreneur Elon Musk. Il devait se poser sur la lune après avoir parcouru quelque 6,5 millions de kilomètres, à une vitesse maximale de 10 kilomètres par seconde (36.000 km/h), selon les partenaires du projet, et y déposer un magnétomètre destiné à mesurer l'intensité d'un champ magnétique.

Début mars, Bereshit avait transmis un selfie historique d'elle en compagnie de la Terre à 40.000 km. Au premier plan du cliché, une petite plaque affichait le drapeau israélien accompagné slogan patriotique «Am Yisrael chai» en alphabet hébraïque («le peuple d'Israël vit») et une maxime en anglais, «Small country, big dreams» («Un petit pays, de grands rêves»). Juste avant la tentative d'alunissage, Benyamin Nétanyahou a indiqué qu'il réfléchissait à lancer un programme spatial national. «Je réfléchis sérieusement à investir dans un programme spatial», a-t-il dit. «Cela a des implications nationales pour Israël et des implications pour l'humanité».

Politique

Israël: Nétanyahou prêt à annexer les colonies en Cisjordanie s'il est élu

Actualité Flash Actu Par Le Figaro avec AFP Mis à jour le 07/04/2019 à 11:09 Publié le 07/04/2019 à 09:44



Le premier ministre israélien est au coude à coude avec son adversaire pour les législatives du 9 avril, d'après des sondages. REUTERS/Ronen Zvulun

Le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou a déclaré hier prévoir l'annexion des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée en cas de réélection à l'issue des législatives du 9 avril. Dans un entretien sur la chaîne de télévision israélienne 12, M. Nétanyahou a été interrogé sur le point de savoir s'il avait le projet d'annexer des colonies en Cisjordanie. Il a répondu que c'était bien son intention. «J'appliquerai la souveraineté (israélienne) sans faire de distinction entre les (plus grands) blocs de colonies et les colonies isolées», a-t-il déclaré.

Un haut dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Saëb Erakat, a estimé que la déclaration de M. Nétanyahou n'était pas «surprenante». «Israël va continuer à violer cyniquement la loi internationale aussi longtemps que la communauté internationale laissera l'Etat hébreu passer outre ses obligations en toute impunité, particulièrement avec le soutien de l'administration (américaine de Donald) Trump», a-t-il dit sur Twitter.



Dr. Saeb Erakat الدكتور صائب عريقات @ErakatSaeb

Dr. Saeb Erekat: “Such a statement by Netanyahu is not surprising. Israel will continue to brazenly violate international law for as long as the international community will continue to reward Israel with impunity.. (1/2)https://twitter.com/nadplo/status/1114609928826695681?s=21 …

Palestine PLO-NAD

✔ @nadplo

Dr. Saeb Erekat: “Such a statement by Netanyahu is not surprising. Israel will continue to brazenly violate international law for as long as the international community will continue to reward Israel with impunity.. (1/2)



8

00:50 - 7 avr. 2019

Les colonies installées sur les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967 sont illégales au regard du droit international et une grande partie de la communauté internationale voit en elles un obstacle majeur à la paix. Leur annexion par Israël pourrait sonner le glas de la solution dite à deux Etats, c'est-à-dire la création d'un Etat palestinien qui coexisterait avec Israël.

A trois jours des législatives, les propos du premier ministre israélien semblent être un appel du pied aux électeurs de droite. M. Netanyahu avait affirmé vendredi avoir dit à Donald Trump qu'Israël refuserait, dans le cadre d'un futur plan de paix avec les Palestiniens, de faire partir «ne serait-ce qu'une personne» des colonies en Cisjordanie occupée. Il a cependant dit douter que cela serait préconisé par le plan de paix américain qui doit être proposé dans la foulée des législatives. «Et si (le plan propose le retrait des colonies), alors Israël n'y souscrira pas», avait-il prévenu.

Nétanyahou et son rival au coude à coude

Plus de 400.000 Israéliens vivent dans des colonies en Cisjordanie occupée, tandis que 200.000 autres habitent à Jérusalem-Est, secteur palestinien de la ville sainte occupé et annexé par Israël. «Le maintien du contrôle (israélien) sur tout le territoire à l'ouest du (fleuve) Jourdain» est une autre condition israélienne avant la mise en place de tout plan de paix initié par les Américains, selon M. Nétanyahou.

Benyamin Nétanyahou se targue régulièrement d'être proche du président Trump, tandis que le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a rompu ses relations avec Washington après la reconnaissance américaine fin 2017 de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Donald Trump s'est montré samedi prudent sur l'issue des législatives israéliennes, prévoyant un scrutin «serré» entre Benjamin Nétanyahou et son principal concurrent, Benny Gantz. Mais il a rappelé qu'il était aux côtés de M. Nétanyahou à la Maison-Blanche le 25 mars «pour reconnaître la souveraineté d'Israël» sur la partie du Golan syrien occupée par l'Etat hébreu.

Les derniers sondages autorisés avant les législatives placent les listes de Benyamin Nétanyahou et de Benny Gantz, à la tête de la mouvance centriste Bleu-blanc, au coude à coude. Ils confèrent cependant l'avantage au premier ministre sortant pour former le prochain gouvernement.



Qui est Benny Gantz, qui fait trembler Netanyahu aux élections en Israël

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 09/04/2019 04:32 CEST | Actualisé il y a 3 heures
Jade Toussay avec AFP

À l'issue des élections législatives, la tâche de former un gouvernement pourrait ne plus revenir à Benjamin Netanyahu.



Ammar Awad / Reuters

INTERNATIONAL - Pour la première fois en treize ans, une nouvelle figure pourrait émerger des élections législatives qui se déroulent ce mardi 9 avril en Israël. Son nom ? Benny Gantz, de la liste “Bleu-blanc”, devenu le nouvel ennemi d’un Benjamin Netanyahu fragilisé.

Ce mardi 9 avril, les Israéliens se rendent aux urnes pour élire les députés qui siégeront à la Knesset. Mais le choix du premier ministre découle en grande partie de ce vote: il appartient en effet au président de l’État hébreu de choisir, en fonction des résultats, qui il charge de former une coalition gouvernementale. Depuis dix ans, la tâche est revenue à Benjamin Netanyahu. Mais les élections de ce mardi pourraient bien offrir le pouvoir à un homme “novice” de la politique.

Benny Gantz, 59 ans, n’a lancé son parti “Résilience pour Israël” qu’en décembre 2018. Pourtant, il a immédiatement suscité un certain engouement : lors du lancement de sa campagne en janvier, les sondages publiés par la radio et la télévision publiques, ainsi que par une chaîne privée, créditaient son parti de 15 sièges sur 120 au Parlement.

Depuis, les sondages n’ont cessé d’évoluer en sa faveur. Et à la veille de l’élection, “Résilience pour Israël” arrivait au coude à coude avec la liste conduite par le Likoud de Benjamin Netanyahu, avec une trentaine de sièges prédits pour chaque parti.

Un passé dans l’armée, point fort de Gantz

Cette popularité, Benny Gantz la doit en grande partie à son passé au sein de l’armée. Aux yeux de nombreux Israéliens, ses services sous l’uniforme, bien connus de l’opinion, sont comme un résumé de l’histoire militaire nationale, des guerres du Liban à celles de Gaza, en passant par les soulèvements palestiniens.

Né en juin 1959 dans un village du sud d’Israël fondé par des immigrants rescapés de la Shoah, Benny Gantz, marié et père de quatre enfants, a une licence d’histoire de l’université de Tel-Aviv,

un master en sciences politiques de l'université de Haïfa et un master en gestion de ressources nationales de la National Defense University aux États-Unis.

Mais c'est essentiellement son parcours militaire qui lui vaut les faveurs de la population. Après avoir rejoint l'armée en 1977 pour y faire son service national, Benny Gantz intègre les rangs des parachutistes. Par la suite, il prendra les commandes de la Shaldag, unité d'opérations spéciales de l'armée de l'air, avant d'être nommé chef d'une brigade puis d'une division en Cisjordanie occupée. Entre 2005 et 2009, il est nommé attaché militaire d'Israël aux États-Unis, puis chef d'état-major entre 2011 et 2015.

Dans un pays où la défense et la sécurité comptent parmi les principales préoccupations, ces faits d'armes jouent bien évidemment en faveur de Benny Gantz. L'ancien parachutiste l'a d'ailleurs bien compris et mise sur son image d'homme "fort" pour attirer les électeurs: avant même le lancement de sa campagne, il a publié trois vidéos relatant ses faits d'armes, dont l'élimination d'un chef du Hamas ou une partie de la destruction de Gaza.

"Les jours où je commandais l'unité de combat Shaldag dans des opérations en territoire ennemi au risque de nos vies, toi, Benjamin Netanyahu, tu progressais avec courage et détermination d'une séance de maquillage à l'autre sur les plateaux de télévision", a taclé Gantz en février devant ses partisans, jouant sur l'image controversée de stratège (trop) rusé de l'actuel chef de gouvernement.

"Gauchiste" pour Netanyahu, centre-droit sur le papier

Politiquement parlant, Benny Gantz est situé au centre-droit de l'échiquier politique israélien. Et sur bien des points, ses positions ne sont pas si éloignées de celles de l'actuel premier ministre, qui a cependant affirmé que ceux qui comme Gantz se disent "ni de droite ni de gauche, sont en fait de gauche".

Moins radical que Benjamin Netanyahu sur le conflit israélo-palestinien, Benny Gantz se dit favorable à une "séparation avec les Palestiniens", sans ouvertement évoquer la solution des deux États. Il a cependant pris position contre tout retrait israélien du plateau de Golan, de la vallée du Jourdain en Cisjordanie occupée, ou encore de Jérusalem-est annexée, dont les Palestiniens veulent faire la capitale de l'État auquel ils aspirent.

À propos de l'Iran, ennemi juré d'Israël, il a également affirmé qu'il constituera -s'il en a l'occasion- un gouvernement qui fera "échec à tous les complots du président Rohani", quitte à miser sur des opérations militaires.

Mais son angle d'attaque favori reste l'actuel chef du gouvernement, empêtré dans un scandale de corruption qui pourrait bien coûter des voix au Likoud. "La simple idée qu'un premier ministre puisse exercer le pouvoir alors qu'une inculpation est présentée contre lui me semble ridicule, cela n'arrivera pas", a déclaré Gantz en janvier. "Moi, j'ai les mains propres, je ne dois rien à personne et mon gouvernement fera preuve de zéro tolérance envers toute forme de corruption", a-t-il assuré. À défaut de proposer un changement politique radical, Benny Gantz mise donc surtout sur la lassitude des Israéliens vis-à-vis de celui qui les dirige depuis dix ans.

Derrière le choix du premier ministre, le jeu des alliances

Malgré les sondages qui placent la liste "Bleu-blanc" au même niveau que celle du Likoud, l'avenir de Benny Gantz et de Benjamin Netanyahu peut cependant ne pas directement dépendre du choix des urnes.

41 listes ou partis sont en effet représentés lors de ces élections, et il est quasi impossible que l'un d'eux obtienne la majorité nécessaire (61 sièges) pour former un gouvernement. La tâche revient donc au président, qui consulte l'ensemble des partis pour savoir qui a le plus de chances de former une coalition. Et il n'y a aucune obligation à ce que le premier ministre soit issu du parti qui remporte le plus de sièges.

Tout l'enjeu pour Benny Gantz repose donc sur les alliances qu'il réussira (ou pas) à créer afin de former un gouvernement de coalition. Au cours de la campagne, il s'est déjà assuré le soutien de

deux autres listes, celle de Moshe Yaalon, ex-chef militaire réputé très à droite, et celle du centriste Yaïr Lapid, à la tête du parti Yesh Atid (“Il y a un avenir”), qui compte actuellement 11 députés sur 120 au Parlement.

Mais s’il veut avoir une chance, le chef de “Bleu-blanc” va aussi devoir grappiller d’autres voix à droite de l’échiquier politique, chasse gardée de Netanyahu. Pour éviter de voir ses soutiens céder à Gantz, le premier ministre actuel a d’ailleurs forgé ces dernières semaines des alliances controversées avec des partis très à droite, qui sont pour certains ouvertement accusés de racisme.

“Quels que soient les résultats, former une coalition n’aura probablement jamais été aussi compliqué depuis 1961”, avance auprès de l’AFP Abraham Diskin, professeur de sciences politiques, en faisant référence aux mois nécessaires à David Ben Gourion pour constituer un gouvernement.

Israël: l’inoxydable Nétanyahou en piste pour un cinquième mandat

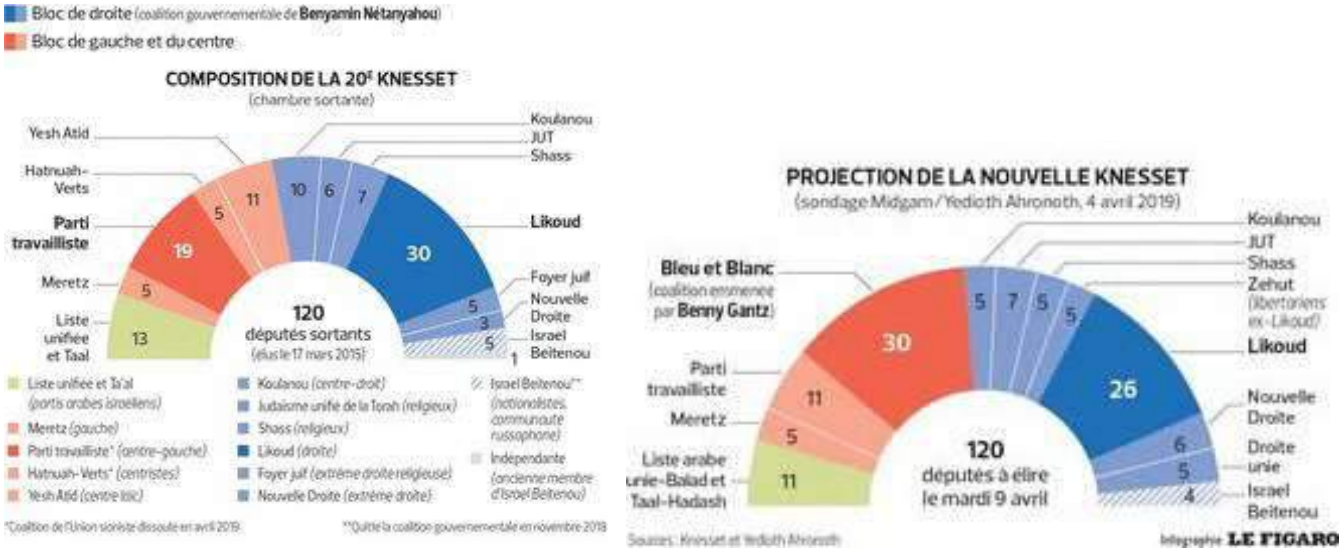
Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Thierry Oberlé Mis à jour le 09/04/2019 à 11:35 Publié le 08/04/2019 à 19:48

Israël : Nétanyahou va-t-il perdre les élections ?



Les législatives du 9 avril décideront du sort du premier ministre, impliqué dans plusieurs affaires de corruption. Face à lui, ses deux principaux adversaires ont fait alliance.

INFOGRAPHIE - Les sondages placent son parti second derrière le parti Bleu et Blanc de Benny Gantz, mais le premier ministre sortant pourrait être le seul en mesure de former une coalition…



Infatigable Benyamin Nétanyahou. Jusqu’au bout de la campagne, il aura mobilisé ses électeurs pour décrocher un cinquième mandat de premier ministre. Dans la dernière ligne droite, le chef du gouvernement sortant a rendu visite le 4 avril à son «ami» Vladimir Poutine qui lui a remis au cours d’une cérémonie à Moscou les effets personnels de Zachary Baumel, commandant de char, mort dans un accrochage avec l’armée syrienne durant la guerre du Liban en 1982. La dépouille du soldat a été rapatriée en Israël, où l’inhumation des corps est un rite fondamental. L’opération baptisée «Chanson douce-amère» aurait duré près de deux ans.

Deux semaines avant le scrutin des législatives, le chef du gouvernement avait déjà reçu son cadeau américain. Donald Trump lui avait servi le plateau du Golan. Après avoir transféré l'ambassade des États-Unis à Jérusalem, il avait signé la reconnaissance par son pays de la souveraineté israélienne sur ce territoire pris à la Syrie en 1967 et annexé unilatéralement. «Jamais une telle relation n'a existé entre un premier ministre israélien et un président américain. C'est un atout très, très important pour l'État d'Israël» avait commenté Benyamin Nétanyahou. Soucieux de flatter le nationalisme de ses concitoyens, il ne s'est pas arrêté en si bon chemin. Samedi, il a promis d'annexer les colonies israéliennes installées dans les Territoires occupés palestiniens.

Inoxydable Benyamin Nétanyahou. L'annonce au début de la campagne électorale de sa future inculpation dans des affaires de corruption par la plus haute autorité judiciaire de l'État hébreu aurait pu le disqualifier. Elle le met en difficulté mais n'a pas eu, semble-t-il, d'impact décisif sur l'opinion publique. Il est parvenu à faire oublier aux commentateurs qu'il a convoqué des élections anticipées pour essayer d'être réélu avant que les foudres de la justice ne s'abattent sur lui. Même s'il ne parvient pas avec son parti de droite, le Likoud, où nul ne conteste son leadership, à devancer son rival, Benny Gantz, il est le mieux placé pour monter une coalition gouvernementale grâce à une alliance avec les petits partis de droite et les religieux ultra-orthodoxes.

Pugnace Benyamin Nétanyahou. À la veille du vote, il s'est engagé dans un blitz médiatique en donnant une série d'interviews à cette presse qu'il considère comme son ennemi et qu'il dédaigne d'ordinaire afin de dramatiser les enjeux. «Le gouvernement de droite est en danger», a-t-il martelé en appelant la population à sauver Israël des griffes de la «gauche». Benny Gantz, qui peut le détrôner, n'est pourtant pas vraiment de gauche. Son mouvement Bleu et Blanc se situe au centre droit de l'échiquier politique.

Le Parti travailliste en déclin

L'ex-chef d'état-major de l'armée dont le camp du premier ministre a érodé la crédibilité à force de violentes attaques est donné gagnant par tous les derniers sondages d'instituts qui se sont toutefois par le passé souvent trompés. Mais il est dans l'incapacité, à en juger par les intentions de vote, de créer un système d'alliances suffisant pour obtenir une majorité en sièges à la Knesset.

À gauche, ses alliés potentiels n'ont pas le vent en poupe. Le Parti travailliste est en déclin et le Meretz, unique formation à réclamer la création d'un État palestinien, a une audience réduite. De leur côté, les formations arabes qui se présentent en ordre dispersé pourraient apporter au Parlement un soutien ponctuel au duo Benny Gantz et Yair Lapid mais ne participeront pas à un gouvernement. Les centristes de Koulanou et les très droitières recrues de Zehut, un étrange parti regroupant des sionistes messianiques, des libertariens et des fumeurs de cannabis pourraient par opportunisme s'allier au parti Bleu et Blanc comme au Likoud.

Pour sa part Benyamin Nétanyahou a prévu de reconstituer la coalition en place, la plus à droite de l'histoire d'Israël. Le curseur pourrait même être poussé aux extrêmes avec l'intrusion au Parlement d'au moins un élu d'Otzma Yehudit, un mouvement anti-arabe dont les membres se réclament de l'idéologie ouvertement raciste du rabbin Meir Kahane. Plusieurs petits partis se disputent le créneau porteur de l'ultra-droite. La Nouvelle Droite de Naftali Bennett et d'Ayelet Shaked vont retrouver en cas de victoire des portefeuilles de ministères régaliens. Ils rivalisent avec Avigdor Lieberman, l'éternel revenant du parti russophone Israel Beitenou. Deux partis ultra-orthodoxes complètent le dispositif savamment imaginé jusque dans ses moindres détails par un Benyamin Nétanyahou passé maître dans l'art de la composition gouvernementale.

Israël: Benjamin Netanyahu donné vainqueur des législatives, Benny Gantz revendique aussi la victoire

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 10/04/2019 04:08 CEST | Actualisé il y a 5 heures
Le HuffPost avec AFP

L'actuel premier ministre et son rival du parti Bleu-blanc ont tous deux donné un discours de victoire.



i24News English / Ismaël Houdassine / Twitter Benjamin Netanyahu et Benny Gantz ce 9 avril lors de leur discours de victoire.

ISRAËL - Un vainqueur, mais deux discours. Le Premier ministre israélien sortant Benjamin Netanyahu est donné vainqueur des élections législatives par les projections des médias, qui le montrent clairement mieux placé que son principal concurrent pour former une coalition de droite après comptage de 96% des votes.

Ces projections en sièges établies ce mercredi 10 avril à partir du comptage des bulletins montrent le parti de Benjamin Netanyahu au coude à coude avec la liste Bleu-blanc (centre-droit) de Benny Gantz, mais avec une majorité potentielle de 65 ou 67 mandats sur les 120 de la prochaine Knesset.

Tous deux ont pourtant revendiqué la première place. Cette victoire est “magnifique”, a dit Benjamin Netanyahu, triomphant et embrassant sa femme sur les lèvres, à ses supporteurs enfiévrés à Tel-Aviv. “Le peuple d’Israël m’a confié sa confiance pour la cinquième fois, et une confiance plus grande encore”, a-t-il dit. Il a promis un “gouvernement de droite” et a déjà approché les chefs des autres partis de droite en vue de former une coalition de gouvernement. Ils lui ont “presque tous” apporté leur soutien, a-t-il assuré.



Benjamin Netanyahu

✔ @netanyahu

תודה❤

24,2 k

04:49 - 10 avr. 2019



i24NEWS English

✔ @i24NEWS_EN

PM #Netanyahu says he has already begun talks with right-wing parties, #Likud's 'natural partners' and that they all recommend him to put together the next #Israeli government: #IsraElections2019

85

03:32 - 10 avr. 2019

Au quartier général du parti Bleu-blanc de son concurrent à Tel-Aviv, une énorme clameur s'est élevée à l'annonce des sondages, et les sympathisants se sont mis à danser en brandissant des drapeaux à l'étoile de David.

"C'est un jour historique, plus d'un million de personnes ont voté pour nous", a proclamé Benny Gantz devant ses supporteurs. "Le président doit nous confier le soin de former le prochain gouvernement car nous sommes le parti le plus important", a-t-il revendiqué avant de promettre d'être "le Premier ministre de tous".



ismaël Houdassine

✔ @ismaelScribe

«Nous avons gagné», lance @gantzbe lors de son discours de victoire. Tous les yeux sont maintenant rivés sur @netanyahu hanté par les affaires de corruption. #IsraelElections2019

3

01:46 - 10 avr. 2019 · Montréal, Québec

Un référendum sur la personne de Netanyahu

Quelque 6,3 millions d'électeurs étaient appelés à élire leurs 120 députés et à décider si l'indétrônable Netanyahu poursuivrait son long règne malgré la menace d'une inculpation pour corruption, ou si l'heure du changement était venue avec le novice Gantz.

Faute de faire apparaître des différences de programme significatives, le scrutin avait toutes les allures d'un référendum sur la personne de Benjamin Netanyahu, au pouvoir depuis dix ans sans discontinuer -13 ans en comptant un précédent mandat-, adoré des uns, détesté des autres.

L'issue aura été incertaine jusqu'au bout, et environ deux heures avant l'échéance, Benjamin Netanyahu et Benny Gantz battaient encore frénétiquement le rappel de leurs troupes.

Si les tendances des sondages et des résultats partiels étaient confirmées, la gauche serait laminée. L'historique Parti travailliste est crédité de 6 ou 8 sièges et l'une de ses dirigeantes, Shelly Yachimovich, s'est dite "sous le choc".

Une période d'intenses tractations

Une fois les résultats consolidés s'ouvrira dans les prochains jours une période d'intenses tractations en vue de former une coalition. C'est au président Reuven Rivlin qu'il appartiendra de désigner celui qu'il chargera d'essayer de former le gouvernement.

Si son choix se portait sur Benjamin Netanyahu, ce dernier ravirait en juillet le record de longévité comme Premier ministre à l'historique David Ben Gourion. Mais dès ses premiers mois, son gouvernement risquerait d'être troublé par ses ennuis judiciaires.

Le procureur général a annoncé en février son intention de l'inculper pour corruption, fraude et abus de confiance dans trois affaires de dons reçus de la part de milliardaires, d'échanges de bons procédés entre gouvernants et patrons, et de tentatives de collusion avec la presse. Benjamin Netanyahu clame son innocence.

LIBAN

Défense

Le Liban réceptionne des drones Scan Eagle

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Armées Actualité Défense Actualité Drones Actualité Drones militaires 9 avr. 2019 | Par Justine BOQUET Apps & Drones



Les Scan Eagle sont les premiers drones opérés par l'armée de l'air libanaise. © Insitu

Le Liban, et plus précisément l'armée de l'air libanaise, a réceptionné des drones américains Scan Eagle.

Le 3 avril, l'armée libanaise a annoncé sur son compte twitter avoir réceptionné six systèmes de drones Scan Eagle, en provenance des Etats-Unis. L'ambassade américaine au Liban a confirmé cette information dans la foulée.

La livraison de ces systèmes fait partie d'un plan de soutien américain de plus grande envergure, dont une des composantes a été signée en décembre 2017. Le programme américain « Building partner capability » à destination du Liban correspond ainsi à un montant global de 120 M$, dont 11 M$ pour six drones Scan Eagle et les outils de formation connexes. Ce programme prévoit également de doter les forces armées libanaises d'hélicoptères d'attaque légers MD530G ainsi que de systèmes de communication et de technologies de vision nocturne.

« Ces équipements permettront de soutenir l'armée libanaise dans le développement de ses capacités pour la conduite de missions de surveillance des frontières et d'opérations d'anti-terrorisme », avait déclaré l'ambassade américaine en décembre 2017.

OCÉANIE

AUSTRALIE

Défense

L'Australie reçoit son dernier P-8A Poseidon

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Armées Actualité Défense 11 avr. 2019 | Par Justine BOQUET



La RAAF dispose désormais d'une flotte complète de huit P-8A Poseidon. © RAAF

La Royal Australian Air Force (RAAF) a reçu son dernier P-8A Poseidon.

Le département à la défense australien a annoncé le 9 avril avoir reçu le huitième et dernier P-8A Poseidon, venant ainsi compléter la flotte de la RAAF. L'appareil vient renforcer les moyens de l'Australie et permettra de mener des missions de lutte anti-sous-marine ainsi que des missions ISR (renseignement, surveillance, reconnaissance) en milieu terrestre et maritime et des opérations de recherche et sauvetage (SAR).

Ce huitième appareil, actuellement aux Etats-Unis pour la conduite d'une série de tests, a été équipé de capteurs permettant de suivre son état général ainsi que celui des équipements à bord. L'objectif est de pouvoir collecter de meilleures informations afin d'améliorer les procédures de maintenance à conduire pour, in fine, disposer d'un meilleur taux de disponibilité du P-8A.

Outre cet avion de patrouille maritime, la RAAF a reçu un peu plus tôt deux nouveaux F-35. La flotte en service se compose désormais de quatre chasseurs Lockheed Martin de cinquième génération. Au total, ce sont huit F-35 JSF qui devraient être remis à l'Australie au cours de l'année 2019, détaillait le département à la défense le 8 avril. Ils font partie de la commande initiale passée par la RAAF et portant sur 72 appareils.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

FMI

Le FMI voit la zone euro plombée par l'Allemagne et l'Italie

AFP Coralie FEBVRE AFP 9 avril 2019



La chancelière allemande Angela Merkel lors d'une conférence de presse avec le Premier ministre irlandais Leo Varadkar à Dublin le 4 avril 2019, après des discussions sur le Brexit

Berlin (AFP) - Le Fonds monétaire international a nettement abaissé mardi ses prévisions de croissance pour la zone euro, qui voit son moteur allemand donner de sérieux signes de faiblesse pendant que l'Italie semble promise à la stagnation.

L'union monétaire devrait voir son produit intérieur brut croître de seulement 1,3% cette année, après 1,8% l'an dernier, alors que le FMI attendait une décélération plus modeste à 1,6% lors de son dernier pronostic de janvier.

La dégradation doit beaucoup à deux poids lourds de la région: l'Allemagne, dont la croissance devrait ralentir à 0,8%, et l'Italie, attendue à seulement "0,1%, soit deux révisions de 0,5 point par rapport à janvier.

La France ("1,5%, -0,2 point) voit s'essouffler le mouvement social des "gilets jaunes" qui avait perturbé son économie fin 2018, et l'Espagne ("2,5%, -0,1 point) continue à croître plus vite que ses voisins.

Pour l'Allemagne, qui collectionnait taux de croissance élevés et excédents budgétaires et commerciaux ces dernières années, le FMI cale son pronostic sur celui du gouvernement et des économistes du pays.

Loin de s'évaporer avec l'année nouvelle, les "facteurs temporaires" qui avaient secoué l'industrie allemande en fin d'année dernière s'avèrent plus durables que prévu, constate l'institution.

- Dette italienne -

Certes, la sécheresse historique qui avait compromis les livraisons fluviales de la chimie s'est résorbée, et les constructeurs automobiles ont fini par intégrer les nouvelles normes européennes antipollution à leurs chaînes de montage.

Mais la "faible demande étrangère", liée au ralentissement généralisé, met à rude épreuve les entreprises allemandes très exposées à l'export, transformant en boulet conjoncturel le principal atout du pays depuis les années 2000.

L'Allemagne peut en revanche compter sur une solide consommation intérieure, portée par un chômage historiquement bas (4,9%), qui établit un rapport de force favorable aux syndicats et pousse les salaires à la hausse.

La situation est bien différente en Italie, entrée en récession technique fin 2018 en alignant deux trimestres consécutifs de recul de son PIB, et qui souffre d'une demande intérieure déprimée.

Bombe à retardement pour la zone euro, la dette publique italienne représente par ailleurs 130% du PIB du pays, et son gouvernement populiste a bataillé à l'automne avec Bruxelles avant d'accepter de revoir à la baisse sa prévision de déficit.

Compte tenu de ce tableau d'ensemble, "la politique monétaire devra rester accommodante" en zone euro "tant que l'inflation n'aura pas donné des signes clairs de reprise", estime le FMI.

- Imprévisible Brexit -

La Banque centrale européenne, qui se réunit ce mercredi, est précisément sur cette ligne: non seulement elle a repoussé à l'an prochain l'heure de relever ses taux, mais elle va lancer en septembre un nouveau programme de prêts géants pour les banques.

Dès 2020, le FMI voit cependant l'économie réaccélérer en zone euro ("1,5%), y compris en Allemagne ("1,4%) et Italie ("0,9%), tandis que la France et l'Espagne devraient voir leur PIB augmenter de respectivement 1,4% et 1,9%.

Mais le Brexit constitue toujours une incertitude majeure, à la veille d'un sommet européen crucial, au point que le FMI a envisagé trois scénarios: départ du Royaume-Uni avec accord, Brexit sans accord avec hausse des droits de douane, ou Brexit sans accord semant de surcroît la pagaille aux frontières.

Par ailleurs, l'institution dirigée par Christine Lagarde voit s'essouffler à moyen terme le potentiel de croissance, et préconise donc des politiques "destinées à augmenter le taux d'activité et les gains de productivité", en investissant "dans l'infrastructure, la formation continue, la recherche et le développement".

Bien que cette potion vise indifféremment toutes les "économies avancées", elle fait écho aux reproches adressés depuis des années à Berlin, accusé par ses partenaires comme par les économistes d'empiler les excédents sans préparer l'avenir.

RUSSIE

Défense

La marine russe pourrait désarmer son porte-avions « Amiral Kouznetsov » plus tôt que prévu

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 7 avril 2019



La marine russe devra-t-elle renoncer, sans doute pour longtemps, à ses capacités aéronavales, lesquelles sont actuellement déjà très réduites ? Une telle question se pose depuis l'automne dernier.

En effet, le 30 octobre, l'unique porte-avions de la marine russe, l'Amiral Kouznetsov, fut endommagé par la chute d'une grue sur son pont, provoquée par le naufrage du dock flottant PD-50 auquel il était amarré pour des travaux de modernisation et de maintenance réalisés à Mourmansk par le groupe public United Shipbuilding Corporation (USC).

Ce dock flottant, acquis en Suède dans les années 1980, coula à cause d'une panne d'électricité [par ailleurs non confirmée, à l'époque, par le fournisseur PJSC Rossetti], les pompes censées empêcher ses ballasts de se remplir d'eau ne pouvant plus fonctionner.

La chute de la grue aurait fait un trou d'environ quatre mètres sur cinq sur le pont du porte-avions. Pour autant, les responsables du chantier naval relativisèrent l'importance des dégâts. « Il s'agit de la réparation des structures métalliques. C'est le travail habituel de nos soudeurs, qui prendra une semaine et demie », avait confié l'un d'eux.

Et en effet, ce ne sont pas les dégâts infligés au porte-avions qui posent un souci à la marine russe… Le problème est que, faute de dock flottant comme le PD-50, la modernisation du porte-avions « Amiral Kouznetsov » est à l'arrêt. Aussi, selon le journal Izvestia, si le ministère russe de la Défense ne trouve pas rapidement une solution, alors ce navire pourrait être retiré prématurément du service.

La difficulté est que la Russie ne dispose pas d'autres chantiers navals assez grands pour accueillir un tel navire. Sauf, peut-être, celui de Severodvinsk… Mais comme l'explique le site Red Samovar, la largeur de son sas d'accès est limitée et sa profondeur maximale n'est que de 10 mètres.

Cependant, pour Izvestia, il y aurait une alternative : transférer le porte-avions vers le chantier naval, qui situé en face de celui où il se trouve actuellement, est spécialisé dans la construction de plateformes gazières. Mais le souci est que l'entreprise qui l'exploite n'a aucune compétence en matière de navire militaire. Et elle »n'a jamais prétentu participer à la réparation de bâtiments de guerre », souligne le journal.

Cela étant, a confié une source au ministère russe de la Défense, « tout le monde n'est pas convaincu de la nécessité de poursuivre le réparations. Il existe différentes opinions, comme celles qui préconisent de construire une frégate ou un sous-marin nucléaire avec cet argent. » D'autant plus que le porte-avions « Amiral Kouznetsov » n'a que très rarement été déployé depuis son entrée en service [seulement 6 ou 7 fois, ndlr].

Aussi, si une telle décision est prise, la marine russe devra attendre longtemps avant de récupérer des capacités aéronavales. Le projet « Shtorm » [ou Projet 23000E], qui prévoit la construction d'un porte-avions d'un tonnage d'au-moins 90.000 tonnes, est encore dans les cartons et l'on voit mal, pour le moment, quel chantier naval pourrait le construire [celui de Zvezda pourrait convenir, une fois que sa modernisation sera achevée, en 2024]. D'ailleurs, en 2017, il avait été rapporté qu'il il ne faisait pas partie des priorités du plan « Armement 2025 »

Quoi qu'il en soit, les capacités aéronavales n'ont jamais été vraiment été prioritaires pour Moscou. C'est en effet ce qu'a rappelé l'amiral Jean-Philippe Rolland, le commandant la force d'action navale [ALFAN], lors d'une récente audition à l'Assemblée nationale.

« En Russie, le groupe aéronaval est, il faut le dire, une capacité inaboutie car peu valorisée par les différentes stratégies nationales de défense qui se sont succédé en Union soviétique puis en Russie. Cela s'explique d'abord par les déterminants géopolitiques. Les accès au grand large étant sous le contrôle des partenaires de l'Otan, les investissements financiers se sont orientés préférentiellement vers les bombardiers stratégiques à long rayon d'action 'tueurs de porte-avions', les missiles à longue portée, qu'ils soient conventionnels ou nucléaires et les flottes sous-marines », a expliqué ALFAN.

Et d'ajouter : « Les porte-avions ou les porte-aéronefs ont quant à eux fait l'objet de moindres investissements financiers, humains, technologiques et opérationnels limitant ainsi la possibilité d'émergence d'un groupe aéronaval abouti. »

Des programmes d'armement russe ont donné lieu à des détournements de fonds

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 10 avril 2019



Dans un rapport transmis le 9 avril au Sénat russe, le procureur général de Russie, Youri Chaika a affirmé que 1,6 milliard de roubles [21,9 millions d'euros au taux ce change actuel] avaient été détounés, l'an passé, des budgets alloués à de nouveaux programmes d'armement, en particulier au sein des conglomérats Rostec et l'agence spatiale Roskosmos.

Ces fonds étaient « destinés à la modernisation des capacités de production et à la création d'armements parmi les plus modernes », a souligné le procureur général.

Le conglomérat Rostec, qui compte 700 usines couvrant quasiment l'ensemble des domaines liés à l'armement, a réalisé, en 2016, un chiffre d'affaires de 1.266 milliards de roubles [18,5 milliards d'euros au taux de change de l'époque]. Quant à Roskosmos, son bugdet était de 165 milliards de roubles [5,5 milliards d'euros] en 2014.

Ce n'est pas la première fois que l'agence spatiale russe, dont certains de ses employés sont soupçonnés d'espionnage au profit de puissances étrangères par le FSB, se fait épingler. Et c'est d'ailleurs pour cette raison que le Kremlin a nommé, l'an passé, Dmitri Rogozine, un ancien vice-Premier ministre de M. Poutine. En 2015, elle fit l'objet d'une vague d'arrestations dans le cadre d'une affaire de détournements de fonds [la somme de 150 millions d'euros avait été avancée]. Un an plus tôt, la cour des comptes russe avait trouvé des « irrégularités » ayant atteint 1,5 milliard d'euros.

Dans le même temps, la construction du nouveau pas de tir de Vostochny avait donné lieu à la découverte de 20 millions d'euros de malversations. Et, en août 2018, Alexeï Beloborodov, le directeur adjoint de l'entreprise Energia, qui produit les vaisseaux Soyouz et Progress, avait été

arrêté pour avoir reçu pour au moins 28.000 euros de pots de vin… Une goutte d'eau par rapport aux précédentes « irrégularités ».

Cela étant, Roskosmos a réagi au rapport du procureur général en assurant qu'elle avait « contribué de façon active » à l'enquête du parquet et pris des « mesures exhaustives pour mettre de l'ordre dans l'industrie de missiles spatiaux. » De son côté, Rostec a expliqué que ses propres services avaient « signalé l'an dernier des préjudices internes s'élevant à 3,4 milliards de roubles » [46 millions d'euros].

Par ailleurs, les malversations ne concernent pas seulement l'industrie russe de l'armement. En mars, le procureur militaire fédéral avait en effet déploré que les affaires de corruption au sein des forces russes aient « quadruplé » en 2018, pour atteindre les 7 milliards de rouble [96 millions d'euros]. Et plus de 2.800 responsables militaires « ont été traduits en justice pour corruption en 2018 et 28 d'entre eux ont été licenciés pour perte de confiance », avait-il précisé.

Diplomatie

Mer d'Azov : Le Sénat russe adresse une sévère mise en garde à Kiev au sujet du détroit de Kertch

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 11 avril 2019



Bordée par l'Ukraine et la Russie, la mer d'Azov est séparée de la mer Noire par le détroit de Kertch, situé entre la Crimée et la péninsule [russe] de Taman. En décembre 2003, Kiev et Moscou trouvèrent un terrain d'entente pour y garantir la liberté de navigation.

Ainsi, la mer d'Azov ce vit accorder le statut « d'eaux intérieures de l'Ukraine et de la Russie » tandis que le passage du détroit de Kertch ne devait pas être soumis à de quelconques contraintes, y compris pour les navires militaires.

L'annexion de la Crimée par Moscou, en mars 2014, a changé la donne, en particulier pour ce qui concerne le détroit de Kertch. En effet, la Russie en contrôle désormais les deux rives. Théoriquement, et comme la convention établie en 2003 est caduque, il existe un « droit de passage inoffensif », comme pour les eaux territoriales d'un pays. Mais en pratique, l'État qui en a totalement le contrôle peut faire ce qu'il veut.

Par ailleurs, la Russie a construit un pont reliant les deux rives du détroit. Mais avec une petite subtilité : l'ouvrage d'art est trop bas pour laisser passer les navires de plus de 33 mètres de haut. « 140 bateaux ont été mis hors-jeu », a confié, en octobre dernier, Alexandre Oleïnik, le directeur du port de Marioupol, au quotidien Le Monde. Et, à cela, il vient s'ajouter le zèle de la garde-côtière russe, qui multiplie les contrôles à la fois longs et coûteux pour les armateurs.

D'où le problème pour Kiev : les ports situés sur le littoral de la mer d'Azov étant cruciaux pour les exportations ukrainiennes de céréales et d'acier, toute entrave à la navigation commerciale ne peut avoir que des conséquences néfastes sur l'économie.

En novembre 2018, trois navires ukrainiens ont été arraisonnés par les garde-côtes russes dans les environs du détroit de Kertch, au motif qu'ils n'auraient pas respecté les procédures désormais en vigueur. Cet incident, qui a donné lieu à un regain des tensions entre Kiev et Moscou, a motivé en partie la décision de l'Otan de renforcer sa présence navale en mer Noire afin de dissuader « une Russie très agressive ».

D'où l'avertissement lancé le 10 avril par le Conseil de la Fédération de Russie [le Sénat russe]. « Le passage de navires ukrainiens dans le détroit de Kertch n'est pas une question d'équilibre des forces ni de la présence de l'Otan dans la région de la mer Noire. Il s'agit exclusivement d'un problème de respect par l'Ukraine de procédures établies qu'elle connaît bien pour les avoir suivies avec succès jusqu'en novembre 2018 », indique le texte.

« Les tentatives de l'Ukraine pour contourner ces procédures font peser le risque d'une conflit militaire entre l'Ukraine et la Russie. L'Otan pourrait être impliquée », ont prévenu les sénateurs russes.

En outre, le Sénat russe a également dénoncé la présence croissante de de l'Otan en mer Noire, après avoir souligné qu'il en allait de même dans la région de la Baltique.

« Le soutien de l'Otan à la Géorgie lors des événements tragiques d'août 2008 et maintenant à l'Ukraine, en particulier lorsque des navires de guerre ukrainiens ont illégalement franchi le détroit de Kertch incite les dirigeants de ces deux pays, certains de leur impunité, à se lancer dans plus d'aventures », est-il avancé dans ce communiqué.

S'agissant de la Géorgie [qui souhaite intégrer l'Otan], le texte fait référence à la guerre qui opposa Moscou à Tbilissi au sujet de l'Ossétie du Sud, une région séparatiste géorgienne. La Russie a reconnu l'indépendance de cette dernière ainsi que celle de l'Abkhazie [autre région sécessionniste géorgienne] et y a renforcé sa présence militaire. Seulement, la situation de ces deux territoires n'est pas reconnue par la communauté internationale.

Economie

Russie : l'or s'accumule dans les coffres de la banque centrale

https://bfmbusiness.bfmtv.com/ BFM BUSINESS Monde International 11/04/2019 à 14h39 Benaouda ABDEDDAIM



Des lingots d'or - AFP

L'Etat russe achète de l'or à tour de bras. Ses réserves atteignent à présent leur plus haut niveau depuis cinq ans. Précautions acquises et projets contre le dollar américain.

Cinq années ont passé. Mars 2014, les Russes viennent d'annexer la Crimée. Les Occidentaux déclenchent des sanctions et arrive la tourmente financière à Moscou. Afin d'y faire face, il a fallu puiser dans les réserves, revendre de l'or. Puis dès 2015, rappelle l'agence américaine Bloomberg, le président Vladimir Poutine a donné pour « recommandation » à la banque centrale, la CBR, de viser la reconstitution des stocks de métal jaune. La gouverneure Elvira Nabiullina réaffirme l'objectif au printemps 2018.

Le mouvement s'accélère alors. En décembre dernier, ce sont encore 9,3 tonnes qui sont accumulées. Bilan : la CBR compte pour 42 % de l'or acheté l'an dernier par l'ensemble des banques centrales au monde. Opération accomplie donc : les réserves avoisinent à présent, en valeur, les 490 milliards de dollars, comme avant la crise de Crimée. Et maintenant, un ex-conseiller de la CBR, Oleg Kuzmin, pense que son ancienne institution pourrait importer des lingots, dès lors que les limites de l'approvisionnement en provenance des mines nationales sont pratiquement touchées.

De l’or pour l’après-dollar ?

Cette quête de métal jaune provient d'une volonté, constamment affirmée, d’une plus grande diversification des sources de réserves extérieures et de détenir ainsi moins de devise américaine qu’auparavant. Le directeur de la recherche du Conseil mondial de l’or, Juan Carlos Artigas, y voit simplement l’expression d’une « dé-dollarisation » comparable à celle d’autres grandes économies émergentes.

L’analyste Bruno Maçaes, basé à Pékin, un ancien ministre portugais des Affaires européennes, développe, lui, un raisonnement particulier : les Russes et les Chinois, sans se coordonner mais en parallèle, se prépareraient ainsi à une remise à plat du système monétaire international. L’or deviendrait leur point d’ancrage en vue de la formation d’une nouvelle devise numérique internationale, alternative à un dollar qui n'honorerait plus son statut.

Dans l’immédiat, avec ce matelas traditionnel de sécurité, il s’agit surtout pour l’Etat russe de tenter de se prémunir contre le risque d’une crise financière interne, même si mardi le Fonds monétaire international a confirmé ses prévisions d’une croissance économique relativement solide en 2019 et 2020 (1,6 % puis 1,7 %). L’autre aléa majeur auquel sont confrontées les autorités, ce serait une nouvelle salve de sanctions économiques et financières américaines. Le 29 mars, le Premier ministre russe Dmitri Medvedev a jugé que « jamais » les États-Unis ne renonceraient à ce moyen de contrainte sur la Russie. Et on peut constater que nombre d'économistes russes de marché le pensent désormais tout autant.

Appétit pour la dette russe

Paradoxalement, l’un des principaux promoteurs américains d’un durcissement supplémentaire contre Moscou, le sénateur républicain Marco Rubio, considère qu'une « lassitude » des sanctions s’est installée à ce sujet à Washington. Déclaration lundi à Bloomberg, aussitôt mise en exergue par les médias russes.

Cette « lassitude » politique, les capitaux internationaux semblent l’avoir déjà intégrée, comme en atteste par contraste le succès mercredi de l’émission de bons du Trésor russe à 5 et 10 ans. Adjudications record qui ont, sans la moindre difficulté, dépassé les 2 milliards de dollars. Ce matin, dans le quotidien économique moscovite Kommersant, Yaroslav Lisovolik, responsable de la recherche de Sberbank (le plus grand établissement bancaire public du pays) souligne l’intérêt des investisseurs non-résidents, dès lors que le rendement affiché par les obligations russes va actuellement au-delà des 11 %, niveau sans pareil parmi les grands émergents. Et l’effet d’attraction, pour l’heure, se répercute sur le rouble. La monnaie russe réalise, cette année, une performance parmi les plus élevées au monde.

Opinions

Poutine n'aurait aucun intérêt à s'en prendre à la Scandinavie

Monde http://www.slate.fr/ Jyri Raitasalo — Traduit par Yann Champion — 6 avril 2019 à 9h04 — mis à jour le 6 avril 2019 à 10h51

Ce n'est pas parce que la Géorgie de Saakachvili a été attaquée par Poutine que la Finlande et la Suède le seront à leur tour.



Avions F-18 Hornet de l'armée finlandaise à l’aéroport de Rovaniemi, le 25 mars 2019 | Jonathan Nackstrand / AFP / Getty Images

Dans un article récemment publié sur Slate et Foreign Policy, l'ancien président géorgien Mikheïl Saakachvili affirmait que *«la cible la plus probable de la Russie dans un avenir proche sera soit la Finlande, soit la Suède»*. Il expliquait qu'*«en attaquant un pays n'appartenant pas à l'OTAN,* [le président russe Vladimir] *Poutine ne s'expose pas à une réponse proportionnelle conformément à l'article 5. Mais en s'attaquant à un pays européen, il peut s'attendre à récolter les fruits de l'approbation de l'électorat russe qui aspire à une victoire».*

Fort heureusement pour la Finlande et la Suède, l'argument de Saakachvili repose davantage sur les menaces de la Russie, sur ses provocations et sur une mauvaise analyse de la situation que sur une véritable compréhension des relations géopolitiques actuelles dans le nord de l'Europe.

La diplomatie plutôt que la force

Tout d'abord, déclencher une guerre consiste toujours à s'exposer à une possible catastrophe. Il suffit de jeter un œil aux coûts des incursions russes en Crimée et dans l'est de l'Ukraine depuis 2014, qui sont très élevés et ne cessent de s'accroître. La Russie doit aujourd'hui faire face à des sanctions économiques et à un isolement politique croissant. Le succès dont la Russie se montre si fière en Ukraine apparaît ainsi comme une victoire à la Pyrrhus.

Ensuite, même si les relations entre la Russie et l'Occident sont tendues, les deux camps coopèrent quotidiennement. Les États occidentaux –ou l'Europe dans son ensemble– ne peuvent être en sécurité sans un accord diplomatique à long terme avec la Russie, chacune des parties le reconnaît.

Ces derniers temps, les solutions diplomatiques ont été négligées, mais cela ne veut pas dire qu'il faut cesser d'essayer. La Finlande est l'un des rares pays européens à avoir entamé une discussion avec la Russie au plus haut niveau politique pour apaiser les tensions.

Penser que les Russes puissent capituler face à une recrudescence des sanctions économiques ou se désintégrer tranquillement à cause de remous internes serait une erreur. La Russie a autant intérêt que l'Occident à ce que la crise actuelle soit réglée sans avoir recours à la force militaire.

Des choix militaires clairvoyants

Il faut ajouter que la Finlande et la Suède prennent leur défense territoriale très au sérieux. Et dans le cas de la Finlande, la lutte contre les agressions extérieures est même la raison d'être des forces de défense finlandaises depuis l'accession du pays à l'indépendance en 1917.

Cela n'a pas changé avec la fin de la guerre froide, il y a trente ans. Dans les années 1990, la plupart des pays d'Europe ont redéfini leur défense militaire. Entre 1989 et 2013, la plupart des armées européennes sont devenues de petites forces de professionnels, adaptées aux opérations expéditionnaires internationales avec coopérations de troupes.

Les structures des divisions et des brigades ont été supprimées. Les armes à longue portée, la défense électronique, la défense antiaérienne, les gros chars de combat et les lance-roquettes multiples ont quasiment disparu.

Dans les doctrines des armées, la gestion militaire des crises, la coopération civilo-militaire et la lutte anti-insurrectionnelle ont remplacé la guerre de manœuvre mécanisée. Pour résumer, les armées occidentales, particulièrement en Europe, sont en recul.

Il y a une exception à cet état de fait: la Finlande. Elle n'a jamais relâché sa défense territoriale, et ce choix porte aujourd'hui ses fruits. Dans le secteur de la défense, on ne colle pas de rustine: une capacité militaire perdue ne peut être remplacée rapidement. C'est le problème au cœur du malaise militaire européen. On n'a pas besoin de faire appel à un tiers lorsque l'on est bien préparé.

Tenter de transférer le coût de sa défense à un autre pays, par exemple les États-Unis, n'est pas la bonne façon de procéder lorsqu'il est question de sécurité nationale et de survie. Trop d'États européens se reposent aujourd'hui sur l'armée américaine pour dissuader les potentiels pays agresseurs –et au besoin pour défendre leur territoire national ou celui de l'OTAN en cas d'agression extérieure.

La Suède, elle, a restreint ses capacités défensives après l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide. Elle a perdu une grande partie de son potentiel militaire de défense territoriale, notamment dans le domaine terrestre, mais a néanmoins conservé d'importantes capacités maritimes et aériennes. Et après 2014, la Suède a recentré sa défense sur son propre territoire et les zones adjacentes. Le pays a également renforcé ses achats de matériel militaire, et les perspectives d'augmentation du budget de la défense suédoise semblent positives.

L'ours et le porc-épic

La Finlande et la Suède sont en outre engagées dans des accords bilatéraux et multilatéraux en matière de défense. Le maintien et le développement de capacités militaires de défense territoriale n'empêchent pas les possibilités de coopération internationale.

Pour tout dire, la Finlande et la Suède ont toutes deux étendu leurs programmes respectifs de coopération militaire –l'une avec l'autre, mais aussi avec d'autres pays. Les États-Unis jouent un rôle important à cet égard, tout comme l'OTAN.

Mais la coopération militaire ne peut se substituer à des capacités militaires nationales suffisantes. C'est la logique derrière l'article 3 du traité de l'Atlantique nord. Cela vaut pour la Finlande et la Suède comme pour d'autres pays, membres de l'OTAN ou non.

Après tout, même le plus gros des ours n'irait pas manger un porc-épic. La Géorgie a perdu une partie de son territoire au profit de la Russie en 2008, lorsque Mikheïl Saakachvili était au pouvoir. Il y a énormément de leçons à tirer de cette expérience, mais cela ne veut pas dire que la Russie va entrer en guerre contre la Suède ou la Finlande pour stimuler la popularité de Poutine, comme le prétend l'ancien président géorgien.

FP Cet article a initialement été publié sur le site Foreign Policy.

Regarder une carte de l'Europe suffit à comprendre la politique russe vis-à-vis de l'Ouest

Monde http://www.slate.fr/ Benn Steil — Traduit par Pierre Marti — 28 mars 2018 à 17h04

Le plan Marshall admettait les limites de la puissance états-unienne en Europe. Pour être efficaces, les relations diplomatiques avec Moscou doivent renouer avec ce réalisme.



Vladimir Poutine devant une carte de la Russie, le 11 août 2006 à Moscou | Dmitry Astakhov / Itar Tass / AFP

Dans sa datcha, se tenant face à une carte d'une Union soviétique aux frontières étendues à la faveur de la capitulation allemande en mai 1945, Joseph Staline hochait la tête en signe d'approbation. La zone tampon qu'il avait constituée dans une Europe de l'Est occupée par les Soviétiques devait protéger son empire contre les futures émules de Napoléon ou Hitler. Puis Staline avait sorti sa pipe de sa bouche pour désigner le sud du Caucase, remuant la tête et fronçant les sourcils. «*Je n'aime pas notre frontière ici*», aurait-il déclaré à ses aides de camp, désignant la zone où les républiques soviétiques de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan faisaient face aux puissances hostiles qu'étaient la Turquie et l'Iran.

En moins de deux ans, les relations entre les États-Unis et l'Union soviétique allaient se détériorer dramatiquement, à mesure que Staline ferait pression sur Ankara et Téhéran pour obtenir des concessions territoriales –ce à quoi le président Harry S. Truman répliquerait en envoyant une flottille patrouiller en Méditerranée.

En février 1947, la Grande-Bretagne, exsangue, faisait savoir au département d'État de son allié qu'elle ne pourrait continuer à défendre le gouvernement grec dans sa guerre civile contre les rebelles communistes soutenus par la Yougoslavie, et demandait à Truman d'allouer des aides économiques et militaires à Athènes et Ankara. Staline, dont le pays dévasté par les nazis avait

du mal à se remettre, s'était alors trouvé sur la défensive. Son but était de conserver une zone de sécurité en Europe de l'Est, et d'empêcher les États-Unis de contrôler l'ennemi mortel de la Russie: l'Allemagne.

Crispations autour du plan Marshall

En mars 1947, le nouveau secrétaire d'État George C. Marshall se lança dans six âpres semaines de négociation à Moscou avec son homologue soviétique Viatcheslav Molotov, au sujet du futur de l'Allemagne occupée. Aucun camp n'étant prêt à accepter la possibilité qu'un pays si dangereux et si stratégiquement situé puisse devenir un allié de l'autre, les pourparlers menèrent à une impasse. Staline espérait pourtant toujours que Truman finirait par se laisser convaincre d'accepter l'unification de l'Allemagne selon le plan soviétique, incluant le paiement de réparations immenses et la mise en place d'une structure politique favorable aux communistes, pour se conformer à la promesse faite par son prédécesseur Franklin D. Roosevelt de retirer les troupes états-uniennes de l'Europe en moins de deux ans après la fin de la guerre.

Marshall quitta Moscou convaincu que la coopération avec les Soviétiques était du passé. L'Allemagne, et une grande partie de l'Europe occidentale, se trouvait proche de l'effondrement économique et social, et la pensée attribuée à Lénine selon laquelle le pire annoncerait le meilleur semblait être la réaction de Staline. Le secrétaire d'État décida qu'était venu le temps d'une action unilatérale des États-Unis, pour s'assurer de la présence de gouvernements démocratiques et capitalistes dans les parties de l'Europe se trouvant toujours hors du contrôle de l'Union soviétique.

Staline dénonça le plan [Marshall], dans lequel il vit un complot sournois des États-Unis pour s'acheter une domination politique et militaire en Europe.

Dans un célèbre discours prononcé à Harvard le 5 juin 1947, il présenta les grandes lignes de ce qui allait devenir un immense programme d'aide de quatre ans, mis en œuvre par les États-Unis pour soutenir la reconstruction et l'intégration de l'Europe: le plan Marshall.

Staline dénonça le plan, dans lequel il vit un complot sournois des États-Unis pour s'acheter une domination politique et militaire en Europe. Il craignait de perdre le contrôle non seulement de l'Allemagne, mais également de l'Europe de l'Est.

Avant le lancement du plan Marshall, Staline n'avait jamais été dogmatique quant à la forme que devait prendre le socialisme mis en œuvre par les pays situés en dehors de l'Union soviétique. La Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie étaient toutes autorisées à avoir des gouvernements de coalition, sous une forme ou une autre. Sa seule demande avait été la fidélité à Moscou en matière de politique étrangère. Cela était sur le point de changer: avant la fin de l'année 1948, Staline allait s'assurer de complètement contrôler ou écraser les éléments non communistes restant dans les gouvernements d'Europe de l'Est.

Truman avait souhaité que le plan Marshall soit un outil pour réduire les engagements militaires des États-Unis en Europe. Mais le département d'État avait soumis les 13,2 millions de dollars de prêts –l'équivalent de 135 milliards de dollars actuels– à la condition que les États récipiendaires intègrent leurs économies, ce qui conduisit ceux-ci à objecter que leurs plus faibles capacités d'autosuffisance les rendraient plus vulnérables aux agressions et menaces potentielles, qu'elles soient allemandes ou soviétiques. Le président accéda donc aux demandes françaises et britanniques de voir le plan inclure un volet militaire.

L'Otan pour adversaire principal

Le 4 avril 1949, un an et un jour après avoir signé la loi sur le plan Marshall, Truman signait l'accord fondateur de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Otan). Le mois suivant, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France acceptaient la constitution d'un nouvel État ouest-allemand. Les Soviétiques répondirent en octobre, en créant leur propre État est-allemand. La dialectique des suspicions de chaque camp vis-à-vis de l'autre continua aussi loin que cela fut possible sans susciter la guerre, et les frontières européennes de la Guerre froide allaient rester gelées pour les quatre décennies suivantes.

Quarante ans plus tard, le 9 novembre 1989, des foules est-allemandes extatiques se réunirent face au mur de Berlin pour crier «*Tor auf!*» («*ouvrez la porte!*»). Et lorsqu'un garde-frontière inquiet et embrouillé l'a fait, des dizaines de milliers de personnes ont commencé à se jeter à l'Ouest. Dans les jours suivants, des millions d'autres allaient les imiter. À Dresde, six semaines plus tard, une foule a accueilli le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl en criant «*Einheit! Einheit! Einheit!*» («*Unité!*»).

L'Otan, avait déclaré [Gorbatchev], était «*une organisation conçue dès le début pour être hostile envers l'Union soviétique*».

À quelques pas de là se trouvait un officier du KGB nerveux mais déterminé, qui venait de passer des semaines à brûler des montagnes de documents en prévision de potentielles attaques contre son poste par des foules en colère. L'immense volume de cendres produit détruisit le poêle du bâtiment. Des années plus tard, des journalistes russes interviewèrent l'ancien officier à propos de son travail en Allemagne. «*Nous nous intéressions à tout ce qui pouvait concerner l'adversaire principal*», expliqua Vladimir Poutine. Cet adversaire, l'Otan, allait continuer à obséder les dirigeants russes pendant des années.

Dès 1990, les communistes est-allemands, explosant sous le poids des conflits internes et du dégoût de la population, étaient devenus une force politique en bout de course, et le secrétaire général soviétique Mikhaïl Gorbatchev avait commencé à accepter l'idée de la réunification de l'Allemagne. Ce qu'il s'obstinait à réclamer en revanche, c'était que l'Allemagne unifiée ne puisse pas faire partie de l'Alliance atlantique. L'adhésion de l'Allemagne à l'Otan, expliqua Gorbatchev à des journalistes allemands et soviétiques, était «*absolument hors de question*».

Gorbatchev et ses successeurs russes ont toujours maintenu qu'ils s'étaient trompés en laissant l'Alliance s'étendre vers l'est. L'Otan, avait déclaré le leader soviétique, était «*une organisation conçue dès le début pour être hostile envers l'Union soviétique*». «*Toute extension de la zone de l'Otan*», avait-il déclaré au secrétaire d'État James Baker, serait donc «*inacceptable.*» Et pourtant, quand l'Allemagne se réunifia en octobre, il ne put rien faire pour empêcher l'Est du pays de se retirer du pacte de Varsovie et de rejoindre l'Otan.

La troisième voie de Clinton

Après la chute de Gorbatchev et de l'Union soviétique en 1991, le président russe Boris Eltsine continua de mettre la question en avant auprès de son homologue à la tête des États-Unis. Ceux-ci, déclara-t-il au président d'alors Bill Clinton, étaient «*en train de semer les graines de la méfiance*», en faisant miroiter une adhésion à l'Otan aux anciens États membres du pacte de Varsovie. Pour un dirigeant russe, «*accepter que les frontières de l'Otan s'étendent vers celles de la Russie constituerait une trahison envers le peuple russe*», déclara-t-il à Clinton, lors d'une rencontre au Kremlin en 1995.

Le ministre de la Défense Pavel Grachev déclara quant à lui aux dirigeants polonais que ses compatriotes voyaient l'Alliance atlantique comme un «*monstre dirigé contre la Russie*». Le chef des services de renseignement extérieurs Yevgeny Primakov, qui allait ensuite devenir ministre des Affaires étrangères puis Premier ministre, soutint que l'expansion de l'Otan obligerait la Russie à adopter une posture de défense plus énergique. «*Ce n'est pas pour nous une question uniquement psychologique*, insista-t-il auprès du diplomate américain Strobe Talbott en 1996. *C'est une question sécuritaire.*» Le conseil de politique étrangère et de défense du gouvernement russe avertit que l'élargissement de l'Otan ferait «*des pays baltes et de l'Ukraine … une zone d'intense rivalité stratégique*».

La résistance de la Russie laissa à Clinton deux options sensées. Il pouvait l'ignorer et insister pour étendre l'Otan, en se disant que «c'est ainsi que fait la Russie» et qu'elle harcèlerait et dominerait ses voisins si elle n'était pas contenue par la menace ou par la force militaire. C'était la position républicaine à l'époque, qui avait été énoncée dans le «contrat avec l'Amérique» que le parti avait proposé en 1994. L'autre option était de ne rien faire tant que le comportement de la Russie n'irait pas à l'encontre de ses promesses de respecter la souveraineté de ses voisins. C'était la position de l'ancien ambassadeur auprès de l'Union soviétique George Kennan.

«*Nous nous sommes engagés à protéger tout un groupe de pays*, *alors que nous n'avons ni les moyens ni l'intention de le faire sérieusement.*» George Kennan, diplomate et politologue

Mais Clinton, fidèle à lui-même, choisit une troisième voie, consistant à étendre l'Otan sans y investir trop de moyens, considérant que l'alliance ne faisait pas face à une réelle menace. En 1996, Ronald Asmus, qui était sur le point de devenir un personnage influent dans l'administration Clinton, argua que les coûts de l'expansion de l'Otan seraient modestes, car «*celle-ci tendait à éviter la confrontation avec la Russie, pas à se préparer à une nouvelle menace russe*».

«*Sommes-nous vraiment capables de convaincre les Européens de l'Est que nous les protégeons, en même temps que nous convainquons les russes que l'élargissement de l'Otan n'a rien à voir avec la Russie?*», s'interrogea le sénateur démocrate Sam Nunn, incrédule, lors d'un discours à des dirigeants de l'armée. Talbott prévint dans une note interne qu'«*une Otan étendue qui exclut la Russie ne parviendrait pas à contenir les tendances expansionnistes rétrogrades russes*» et, au contraire, «*ne ferait que les provoquer*».

Richard Holbrooke, alors envoyé spécial de Clinton pour les Balkans, avait balayé de la main cet avertissement. En 1998, il écrivait dans le World Policy Journal que les États-Unis pouvaient «*avoir le beurre et l'argent du beurre,* […] *et dans quelques années, les gens repenseront à ce débat en se demandant à quoi cela rimait. Ils verront bien que rien n'a changé dans les relations entre la Russie et l'Ouest*».

Holbrooke n'aurait pas pu plus se tromper. «*Nous nous sommes engagés à protéger tout un groupe de pays*», déclarait en 1998 George Kennan, alors âgé de 94 ans, au journaliste du New York Times Tom Friedman, «*alors que nous n'avons ni les moyens ni l'intention de le faire sérieusement*».

Centralité stratégique du «cœur du monde» eurasien

L'avenir allait lui donner raison. Le pari de Clinton allait pousser une Otan mal équipée à se retrouver face à une Russie de plus en plus amère et autoritaire. Quelques jours après l'adhésion à l'Otan de la République tchèque, de la Hongrie et de la Pologne, en mars 1999, l'alliance a débuté une campagne de bombardements de trois mois contre la Serbie –un pays slave et orthodoxe, comme l'est la Russie. Ces attaques contre un pays frère ont scandalisé le grand public russe, notamment parce qu'elles n'étaient pas menées pour défendre un membre de l'Otan, mais pour protéger la population musulmane du Kosovo, qui était alors une province de la Serbie.

Les actions de l'Otan dans l'ex-Yougoslavie, en Bosnie en 1995 comme en Serbie en 1999, répondaient à des objectifs nobles: mettre fin au massacre d'innocents. L'expansion de l'Otan dans les anciens pays membres du pacte de Varsovie, au contraire, garantissait que les Russes ne verraient pas les choses ainsi. Moscou savait que ses anciens vassaux, en rejoignant l'alliance, s'étaient à présent engagés à soutenir les politiques de l'Ouest, même face aux intérêts russes. Plus l'Otan s'étendait vers l'est, plus elle serait menaçante.

Cela a semblé particulièrement clair lorsque des membres de l'Otan ont commencé à mener des opérations hostiles à la Russie, qu'ils n'auraient jamais faites hors de l'alliance. En 2015, par exemple, la Turquie a abattu un avion de chasse russe qui avait fait irruption dans son espace aérien depuis la Syrie, où il bombardait des opposants au régime de Bachar el-Assad.

«Qui contrôle l'Europe de l'Est contrôle le cœur du monde; qui contrôle le cœur du monde contrôle l'île-monde; qui contrôle l'île-monde contrôle le monde.» Halford Mackinder, père fondateur de la géopolitique

«*L'espace aérien turc est l'espace aérien de l'Otan*», avait ostensiblement déclaré le ministre des Affaires étrangères turc à la Russie, après l'attaque. La Russie avait bien noté. «*La Turquie n'a pas agi uniquement pour son propre compte, mais a impliqué toute l'alliance nord-atlantique*, avait déclaré le Premier ministre Dmitri Medvedev, dans un entretien avec le magazine Time. *C'est extrêmement irresponsable.*»

En tentant d'assurer les Russes que l'Otan n'était pas une menace, l'administration Clinton avait considéré que des intérêts russes légitimes, dans une ère poursuivant la *glasnost* et la *perestroïka*, ne rentreraient pas en conflit avec les intérêts de l'Otan. Mais cette vue présumait que la Guerre froide avait été menée sur une base idéologique plutôt que géographique.

Halford Mackinder, un des pères de la géopolitique, aurait ri d'une telle méprise. Mackinder, qui mourut en 1947, l'année du lancement de la doctrine Truman et du plan Marshall, avait attiré l'attention des responsables politiques sur la centralité stratégique du «*cœur du monde*» eurasien, dominé par la Russie. «*Qui contrôle l'Europe de l'Est*, écrivait-il en 1919, *contrôle le cœur du monde; qui contrôle le cœur du monde contrôle l'île-monde; qui contrôle l'île-monde contrôle le monde»*. Ce sont les idées de Mackinder –plutôt que celles de Marx– qui expliquent le mieux la Guerre froide.

La Russie, un pays impossible à défendre

L'éternelle peur de l'invasion qui orientait alors la politique étrangère russe continue de le faire aujourd'hui. «*La base de la vision névrosée des affaires étrangères du Kremlin, c'est le sens de l'insécurité traditionnel et instinctif de la Russie*», avait écrit Kennan dans son célèbre télégramme de 1946. Vaste, très inégalement peuplée et faisant face à de grands défis de transport, la Russie avait une tendance naturelle à se fissurer.

En prenant du recul, la Russie était «*un pays qui n'avait jamais connu un voisin amical*». Sa caractéristique principale était l'impossibilité de le défendre. En l'absence de chaînes de montagnes ou de mers pour en défendre les frontières ouest, la Russie avait subi pendant des siècles des invasions répétées. Le paysage et l'histoire avaient encouragé l'émergence d'un pouvoir très centralisé et autocratique, obsédé par sa sécurité interne et externe. Les communistes n'avaient été qu'une des incarnations de ce pouvoir, spécifique à l'époque où elle avait émergé.

Les frontières occidentales du pays ont toujours été particulièrement vulnérables. La masse terrestre européenne qui s'étend à l'ouest des frontières de la Russie constitue une grande péninsule entourée au nord par la mer Baltique et la mer du Nord, à l'ouest par l'océan Atlantique et au sud par la mer Noire. La Russie, quant à elle, ne dispose que de rares accès à la mer. L'océan Arctique est très éloigné de ses centres de peuplement, et les rares ports du pays sont largement inutilisables en hiver. Les eaux turques au sud, comme les eaux scandinaves au nord, peuvent facilement être bloquées. Pendant la Guerre froide, les bases aériennes norvégiennes, britanniques et islandaises compliquaient également l'accès de la Russie aux mers ouvertes.

En raison de ses options défensives restreintes, la doctrine militaire russe s'est historiquement construite sur l'offensive.

Mais ces problèmes ne sont pas apparus au XX^{e} siècle. Dans la dernière partie du XIX^{e} siècle, la Russie avait été «contenue» par la France et la Grande-Bretagne, tant dans les Balkans qu'au Moyen-Orient, en Inde et en Chine –bien avant que Kennan ne fasse du «*containment*» [«politique d'endiguement», en français, ndlr] un terme familier.

En raison de ses options défensives restreintes, la doctrine militaire russe s'est historiquement construite sur l'offensive. La Russie a tenté de dominer ses voisins, de façon à empêcher d'autres puissances d'utiliser ses frontières contre elle. Alors que l'Ouest considère la peur russe de l'invasion infondée, l'histoire a démontré aux dirigeants russes que les intentions des puissances étrangères sont d'ordinaire dissimulées ou changeantes. Chaque époque amène sa nouvelle menace existentielle: il y aura toujours face à la Russie un nouveau Napoléon ou un nouvel Hitler.

Après la Seconde Guerre mondiale, la menace, du point de vue du Kremlin, était l'encerclement capitaliste mené par Washington et son pantin ouest-allemand. L'incorporation de l'Ukraine, du Belarus (1922) et des pays baltes (1940) dans l'Union soviétique, ainsi que la création d'États tampons plus loin vers l'est, renforçaient la sécurité de la Russie aux dépends de l'Ouest.

En 1949, le partage du contrôle sur l'Allemagne avait créé un équilibre stable, qui a survécu quatre décennies. Mais une fois que Moscou a perdu le contrôle de Berlin en 1989, la marge

défensive de la Russie s'est effondrée, l'obligeant à se retirer dans des frontières plus loin vers l'est qu'elles ne l'avaient été depuis le XVIII^{e} siècle.

Renforcement de la zone tampon

Dans son discours sur l'État de la nation de 2005, le président russe Vladimir Poutine, l'ancien officier du KGB qui avait été sur la ligne de front des opérations clandestines de Moscou contre l'Otan dans les années 1980, avait décrit l'effondrement de l'Union soviétique comme la «*plus grande catastrophe géopolitique*» du XX^{e} siècle. Une grande partie de ses mandats de président a été consacrée à restaurer certains éléments de l'espace économique et de la zone de sécurité frontalière de l'Union soviétique pour faire face à l'expansion de l'Otan et de l'Union européenne, ainsi qu'à empêcher les anciennes parties de l'empire soviétique de menacer les intérêts de la Russie d'aujourd'hui.

Tandis que les conflits militaires en Moldavie, en Géorgie et en Ukraine ont été attribués aux tentatives agressives du Kremlin de remettre en place des éléments de l'empire soviétique, il faut noter que de toutes les régions sécessionnistes, la Russie n'a annexé que la Crimée, qui héberge la flotte de la mer Noire russe. La raison n'en est pas seulement morale: l'annexion de territoires pro-russes aurait renforcé les forces pro-occidentales dans les autres parties de chacun de ces pays et menacerait le but principal de la Russie, qui reste de maintenir les dits pays en dehors de portée des institutions occidentales. La présence de conflits gelés dans ces trois pays les empêche de devenir membres de l'Otan. L'alliance a toujours rejeté les candidats à l'adhésion faisant face à des conflits frontaliers non-résolus, des conflits territoriaux internes, ou ayant des capacités militaires insuffisantes pour s'assurer une défense nationale crédible.

Dans les cas de la Géorgie et de l'Ukraine, le moment des interventions militaires russes a coïncidé avec leur accès à des étapes concrètes vers l'adhésion à l'Otan. Les territoires séparatistes combinés, dans les faits sous contrôle russe, forment à présent un arc protecteur de grande valeur le long de la frontière ouest et sud-ouest de la Russie. Tout comme Staline avait renforcé la zone tampon de l'Union soviétique pour répondre au plan Marshall, auquel il soupçonnait Washington d'adjoindre la force militaire, Poutine a renforcé la zone tampon de la Russie en réponse à l'expansion de l'Otan.

La Russie est [...] trop vaste et puissante pour s'intégrer aux institutions occidentales sans les changer fondamentalement, et trop vulnérable aux intrusions de l'Ouest pour accepter sa mise à l'écart.

Une conversation entre Poutine et l'ancien dirigeant israélien Shimon Peres, peu avant la mort de ce dernier en 2016, synthétise le mieux les idées du président russe. Peres s'était souvenu lui avoir demandé «*Pourquoi les Américains ont-ils besoin de l'Otan?*», ce à quoi Poutine avait répondu: «*Quelle armée veulent-ils combattre? Croyaient-ils que je ne savais pas que la Crimée est russe et que Kroutchev l'avait offerte à l'Ukraine en cadeau? Je ne m'en préoccupais pas, jusqu'à ce qu'ils décident avoir besoin des Ukrainiens dans l'Otan. Pour quoi faire? Je ne les ai pas touchés*».

Ce ne sont pas les mots d'un idéologue, ou le miroir d'un dirigeant russe plus impitoyable que les autres. Après tout, Gorbatchev –que l'on ne peut accuser d'être un fan de Poutine– a lui aussi soutenu l'annexion de la Crimée, tout comme les actions militaires russes en Géorgie. Il a également écrit dans ses *Mémoires* que l'Ouest avait été «*aveugle aux sentiments que l'expansion de l'Otan suscitait*» en Russie.

Les dirigeants occidentaux n'ont pas besoin de sympathiser avec la Russie, mais s'ils souhaitent mettre en œuvre une politique étrangère efficace, ils ont besoin de la comprendre. Le communisme a beau avoir disparu d'Europe, la géographie de la région n'a guère changé. La Russie est, comme toujours, trop vaste et puissante pour s'intégrer aux institutions occidentales sans les changer fondamentalement, et trop vulnérable aux intrusions de l'Ouest pour accepter sa mise à l'écart.

On se souvient du plan Marshall, qui avait cimenté la Guerre froide, comme de l'un des grands succès historiques de la politique étrangère des États-Unis, non parce qu'il était visionnaire, mais

parce qu'il avait fonctionné. Et il avait fonctionné parce que les États-Unis avaient accepté la réalité d'une sphère d'influence russe qu'ils ne pouvaient pénétrer sans sacrifier leur propre crédibilité et le soutien des peuples.

Les grands moments de l'exercice de l'État sont fondés sur le réalisme autant que sur l'idéalisme. C'est une leçon que les États-Unis devraient méditer à nouveau.

« Poutine s'ennuie, il a envie de partir »

Actualité International

ENTRETIEN. Pour le politologue et ancien consultant au Kremlin Gleb Pavlovsky, le président russe, dont la cote de popularité chute, se coupe du pays.

Propos recueillis par Marc Nexon Publié le 09/04/2019 à 16:49 | Le Point.fr



Pour Gleb Pavlosvky, le président russe se coupe de son pays, laisse son entourage gérer les dossiers et n'aspire qu'à une chose : se retirer. © YURI KADOBNOV / AFP

L'expert Gleb Pavlovsky fait partie des meilleurs connaisseurs des cercles du pouvoir russe. En 2000, il rejoint l'équipe de campagne de Vladimir Poutine avant de devenir l'un des consultants du Kremlin. Il occupe également cette fonction durant les quatre années de la présidence de Dmitri Medvedev. Mais il en est chassé en 2012. Cette année-là, Vladimir Poutine soupçonne Medvedev de vouloir se maintenir au pouvoir. Il veut retrouver son fauteuil présidentiel et lui impose un échange de postes. Accusé d'avoir fait le jeu de Medvedev, Pavlovsky quitte la cour du maître du Kremlin. Depuis, il se livre à une analyse critique des années Poutine. Pour lui, le président russe se coupe de son pays, laisse son entourage gérer les dossiers et n'aspire qu'à une chose : se retirer.

***Le Point* : Quel pronostic faites-vous sur la succession de Poutine ?**

Gleb Pavlovsky : Poutine ne cesse de repousser le sujet de sa succession. En réalité, il souhaite partir et se reposer. Il s'ennuie. Je le connais depuis 20 ans, ça n'a jamais été un grand travailleur, mais ces derniers temps, il travaille de moins en moins. Le problème, c'est qu'il a construit un système dont il dépend et dont ses proches dépendent. Ces derniers savent que s'il part, ils perdent tout. C'est une situation qui les effraie. Donc, ils le retiennent. Ce qui n'empêche pas le Kremlin de réfléchir à différents scénarios.

L'absorption de la Biélorussie qui permettrait la création d'un nouvel ensemble dont Poutine prendrait la tête fait-elle partie des idées à l'étude ?

C'est une idée qui circule depuis longtemps. Il y a juste deux inconvénients. D'abord, la décision relève du président de la Biélorussie, Alexandre Loukachenko. Il s'arrange pour ne pas fermer la porte et entretenir l'espoir auprès de Poutine, car il a besoin de ses financements en matière énergétique, mais en dernier ressort, c'est lui qui tranchera. Ensuite, il n'est pas sûr que le peuple biélorusse se montre aussi loyal que Moscou l'imagine. Pour réaliser une telle opération, il faut qu'à la base, la population soit d'accord.

Dans un contexte de succession toujours différée comment se prennent les décisions ?

Ça fait 20 ans que Poutine tente de prendre ses distances vis-à-vis des décisions de l'administration et du gouvernement sur le thème : « Ce n'est pas moi, ce sont eux. » Et c'est de plus en plus le cas même s'il veut aussi donner l'image de celui qui garde la maîtrise de la situation. Résultat, son entourage gère un nombre croissant de dossiers, ce qui pose un problème de légitimité. Personne n'a été élu autour de lui. Ce n'est pas un système de gestion durable pour un État.

Est-ce que ça peut expliquer que des arrestations aient lieu comme celles de l'homme d'affaires américain Michael Calvey alors qu'au même moment Poutine demande qu'on laisse les hommes d'affaires tranquilles ?

On peut voir ça sous cet angle. Je vous donne un autre exemple. Il concerne l'université européenne de Saint-Pétersbourg dont le bâtiment suscitait les appétits. Eh bien, malgré les trois résolutions écrites de Poutine qui souhaitait que rien ne soit entrepris contre l'établissement, l'immobilier a fini par être saisi. Par qui ? On n'en sait rien.

Comment interpréter l'arrestation, il y a quinze jours, d'un ancien ministre, Mikhaïl Abyzov ?

Il peut s'agir d'un coup des forces de sécurité qui testent l'étendue de leurs pouvoirs et/ou d'une initiative du Kremlin qui cherche à faire remonter la cote de popularité de Poutine en s'attaquant à un ministre corrompu. La lutte contre la corruption reste un thème populaire au sein de l'opinion. D'autant que l'intéressé est aussi dans le collimateur des campagnes anticorruption de l'opposant Alexeï Navalny.

Comment expliquer la chute de la popularité de Poutine ?

La réforme des retraites a marqué une rupture. Les gens peuvent accepter une dégradation de leurs conditions de vie et de leur pouvoir d'achat dans une limite raisonnable, mais la retraite, c'est une autre affaire. On l'attend comme un prisonnier attend sa libération d'un camp. Repousser l'âge du départ a été vécu comme un traumatisme. Y compris par les jeunes. Or Poutine n'a pas senti l'importance du sujet. Il continue à être dans le déni et rejette la responsabilité sur les médias qu'il accuse de ne pas savoir expliquer les enjeux.

Il y a un effet dans les urnes. Les électeurs sont maintenant prêts à voter pour n'importe quels candidats dès lors qu'ils n'appartiennent pas au parti présidentiel Russie unie. Lors d'une élection municipale à Oust-Ilimsk, il y a deux semaines, c'est une candidate sans étiquette qui l'a emporté.

Quel est l'enjeu des prochaines élections des gouverneurs en septembre prochain ?

Cette élection présente un grand risque de désaveu pour le pouvoir. C'est la raison pour laquelle on remplace actuellement de nombreux gouverneurs. Le Kremlin parie sur le fait que la population n'aura pas pris le temps de les connaître et qu'elle les soutiendra sans trop réfléchir.

Que signifie pour Poutine l'arrivée d'un comédien en tête du premier tour de l'élection présidentielle ukrainienne ?

L'élection de Volodymyr Zelensky serait une bonne chose pour Poutine, car ce qu'il souhaite d'abord, c'est une situation de chaos en Ukraine. Or Zelensky est considéré comme une personne faible et manipulable. Il pourrait néanmoins commettre une erreur de jugement comme au sujet de Trump et découvrir un Zelensky assez peu commode.

Quelle la stratégie de Moscou au Venezuela ?

La Russie y perd et va y perdre énormément d'argent. Car Maduro ne rendra jamais les sommes investies. Il n'y a pas de stratégie russe au Venezuela. On n'est pas dans la situation où Khrouchtchev contrôlait Cuba. Ce qui change, c'est que la Russie se sent les mains libres et entend agir à sa guise. Depuis l'annexion de la Crimée, elle pense qu'elle peut tout se permettre tant qu'il n'y a pas de déclaration de guerre avec les États-Unis. D'autant que son intervention en Syrie a été vécue comme un succès. Si Moscou parvient à défendre sa présence au Venezuela avec le maintien de Maduro au pouvoir, alors ce sera une nouvelle victoire face aux États-Unis. C'est du théâtre. C'est de l'idéalisme destructeur. Le pouvoir russe ne comprend pas qu'il aurait pesé davantage dans les relations internationales s'il n'y avait pas eu l'annexion de la Crimée. Poutine aurait pu jouer un vrai rôle de médiateur en Ukraine ou même entre l'Europe et les États-Unis.

SANTÉ

L’intelligence artificielle, nouvelle copilote du radiologue

Actualités Santé Santé publique http://sante.lefigaro.fr/ Par Damien Mascret Mis à jour le 07/04/2019 à 10:51 Publié le 05/04/2019 à 20:01



Un médecin dans la salle de transmissions du Centre hospitalier intercommunal Robert-Ballanger, à Aulnay-sous-Bois (93). AMELIE-BENOIST / BSIP/AMELIE-BENOIST / BSIP

Capable de débusquer des anomalies avec une productivité inégalée, l’IA ne remplace pas le médecin, qui reste indispensable à l’interprétation des images.

«On ne soigne pas une image!» Cet aphorisme médical est presque aussi vieux que l’invention de la radiographie. Mais comment résister à la tentation de relier une anomalie radiologique aux symptômes dont se plaint un patient? La question se pose avec acuité devant les progrès constants de l’imagerie médicale, capable de dénicher une aiguille dans une botte de foin, et avec l’arrivée d’algorithmes d’intelligence artificielle (IA) d’une productivité stupéfiante.

Certains gestionnaires s’enflamment et imaginent un peu vite le remplacement des radiologues par des machines. «C’est à la fois fantasmatique et absurde, le métier de radiologue ne se résume pas à lire des images», explique le Dr Gaspard d’Assignies, radiologue spécialisé en intelligence artificielle et fondateur de la start-up Incepto, qui est en train d’installer dans plusieurs hôpitaux français un algorithme de lecture automatique de radios de thorax. «En revanche, qu’une IA attire l’attention d’un radiologue sur une image à voir en priorité car pouvant signaler une pathologie urgente ou grave, ça c’est intéressant», ajoute-t-il.

«Garantie humaine»

Laisser une machine poser un diagnostic ou décider d’un traitement est tout aussi inconcevable pour David Gruson (chaire santé Sciences Po Paris), le fondateur d’Ethik IA qui prône une régulation positive de l’IA en santé. «C’est pourquoi nous avons proposé d’inscrire le principe d’une garantie humaine dans la loi», explique l’auteur du premier polar bioéthique (S.A.R.R.A, une intelligence artificielle, Beta Publisher).

L’utilisation raisonnée de la technologie et des algorithmes est aussi le futur de la santé dessinée par le Dr Vincent Barrau, radiologue au Centre cardiologique du Nord. «On est arrivé à la limite de ce que peut faire l’humain, l’intelligence artificielle sera le copilote du radiologue.» Pour le Dr Barrau, pas de doute: «L’IA n’est pas le problème, c’est la solution.» Une évidence lorsque l’on sait qu’il ne faut plus que 4 secondes pour faire un scanner de la tête aux pieds et générer 1 600 images.

Une étude publiée le 22 mars dernier dans la revue JAMA Network Open donne une idée du potentiel d’une IA dans la lecture de radiographies du thorax. L’algorithme a d’abord été entraîné sur 54.221 radios normales et 35.613 radios anormales. Ses performances ont ensuite été comparées à celle de quinze médecins, dont dix radiologues, sur plus d’un millier de radiographies (468 normales et 529 anormales) fournies par 5 hôpitaux, quatre en Corée du Sud et un en France (CHU de Grenoble).

«Le résultat, c’est que les performances du radiologue sont très bonnes et celles du radiologue associé à l’IA excellentes. Ce qui renforce l’idée de complémentarité» Dr Thibaut Jacques, radiologue au CHU de Lille

«Le résultat, c’est que les performances du radiologue sont très bonnes et celles du radiologue associé à l’IA excellentes, commente le Dr Thibaut Jacques, radiologue au CHU de Lille. Ce qui

renforce l'idée de complémentarité.» L'IA, copilote précieux à condition d'être bien entraîné, «car l'algorithme n'apprend que ce qu'on lui montre (apprentissage supervisé), explique le Dr d'Assignies. C'est l'homme au départ qui va déterminer ce qui doit être considéré comme normal ou pas.»

Ce qui n'est pas toujours simple. Il y a cinq ans, des chercheurs américains avaient montré qu'un nombre conséquent de personnes ne se plaignant d'aucun symptôme présentaient pourtant des images radiographiques (scanner, IRM) anormales de la colonne vertébrale. À 20 ans, 37% des sujets avaient des signes radiologiques de dégénérescence des disques intervertébraux, ces «amortisseurs de la colonne vertébrale», et 68% à 50 ans ! On voit même le disque bomber et déborder (protrusion discale) chez 30% des jeunes gens dès 20 ans sans que cela ne puisse être considéré comme anormal.

«C'est le rôle du radiologue d'expliquer au patient s'il y a ou non corrélation directe entre l'anomalie radiologique et la symptomatologie, explique le Dr Jacques. C'est aussi une question qui va se poser à l'avenir: l'IA n'aura-t-elle pas tendance à considérer comme pathologique de facto toutes les anomalies repérées ?» Ce qui pourrait faire beaucoup, car «l'imagerie permet de rentrer dans le corps avec une précision de plus en plus fine», remarque le Dr d'Assignies. Les radiologues ont de beaux jours devant eux.

DENGUE

L'épidémie se poursuit

Dengue : 904 cas de dengue confirmés et de nouveaux foyers identifiés

actu Réunion par www.ipreunion.com le 9 avril 2019 à 15:19



photo : rb/www.ipreunion.com

L'épidémie de dengue se poursuit : du 25 au 31 mars 2019, 904 cas de dengue ont été confirmés. Les foyers du Sud de l'île sont toujours très actifs et de nouveaux foyers ont été identifiés, notamment dans le Nord et l'Est de l'île. Alors que près de 5 000 cas de dengue ont été signalés depuis le 1er janvier 2019, le nombre d'hospitalisations augmente : 25 à 30 hospitalisations sont enregistrées chaque semaine.

Au total, depuis le début de l'épidémie en 2018, on enregistre :
• Nombre total de cas signalés : 11 882 cas autochtones confirmés (dont près de 5 000 cas depuis le 1er janvier 2019)
• Hospitalisations : 322 (dont 166 hospitalisations depuis le 1er janvier 2019)
• Passages aux urgences : 791 (dont 316 passages depuis le 1er janvier 2019)
• Cas cliniquement évocateurs : plus de 40 000 (dont plus de 14 000 depuis le 1er janvier 2019)
• Nombre de décès : 11 (dont 5 directement liés à la dengue). Depuis le début de l'année 2019, 5 décès ont été notifiés, dont 2 directement liés à la dengue.

Alors que près de 5 000 cas de dengue ont été signalés depuis le 1er janvier 2019, le nombre d'hospitalisations augmente : 25 à 30 hospitalisations sont enregistrées par semaine. Les autorités sanitaires rappellent que la mobilisation de l'ensemble des acteurs (Etat, communes, intercommunalités et population) est nécessaire pour lutter et agir contre l'épidémie en cours. Du 25 au 31 mars 2019, 904 cas de dengue ont été confirmés.

Les foyers les plus actifs sont situés à :
• La Rivière Saint-Louis

• Saint-Louis
• Saint-Pierre
• Ravine des Cabris
• L'Etang-Salé
• Les Avirons
• Saint-Joseph
• Petite-Ile
• Le Tampon
• La Plaine des Cafres
• Saint-Leu

De nouvelles zones de transmission ont été identifiées à Saint-André, Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne.

Les résultats du sondage Dengue

Du lundi 18 mars au 27 mars, l'ARS Océan Indien a lancé un sondage pour connaître et comprendre la perception de la population face aux risques liés à la dengue. Plus de 400 personnes réparties sur l'ensemble de l'île ont été interrogées par téléphone. Selon les principaux résultats de l'enquête :
• 71% des personnes interrogées savent que les moustiques naissent dans l'eau stagnante
• 91 % confirment que les moustiques transmettent des maladies
• 89 % savent que la dengue est une maladie dangereuse

La population semble globalement bien touchée par les campagnes de communication :
• 99 % déclarent avoir entendu parler de la dengue
• 68 % déclarent avoir vu une campagne sur la dengue récemment

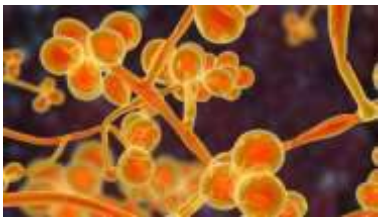
Par ailleurs, les pratiques de prévention sont globalement assez bien appliquées :
• plus de 80 % déclarent éliminer régulièrement les gîtes larvaires,
• 85 % déclarent se protéger des piqures de moustiques,
• près de 50 % déclarent utiliser régulièrement des répulsifs

L'ARS remarque cependant qu'il reste encore des idées reçues en particulier sur le lieu où naissent les moustiques, le mode de transmission, les symptômes. L'agence rappelle donc les gestes à appliquer au quotidien : se protéger et protéger son entourage des piqûres de moustiques, vider tout ce qui peut contenir de l'eau (lieux où les larves se développent) et consulter rapidement un médecin en cas d'apparition de symptômes (forte fièvre, maux de tête, douleurs musculaires et/ou articulaires, sensation de grande fatigue).

DIVERS

La France doit-elle craindre la propagation du *Candida auris,* le germe tueur ?

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Santé mardi 9 avril 2019 Propos recueillis par Bruno Alvarez



Le *Candida auris* sème la panique dans les hôpitaux du monde entier. Ce champignon résiste aux antifongiques et s'attaque aux personnes dont le système immunitaire est affaibli. Aux États-Unis, sa propagation est considérée comme « une très sérieuse menace pour la santé publique ».

Stéphane Bretagne, professeur de parasitologie-mycologie à l'Institut Pasteur, nous éclaire sur ce germe et la manière de s'en prémunir.

Stéphane Bretagne, vous êtes professeur de parasitologie-mycologie, chef de laboratoire et du département de microbiologie de l'hôpital Saint-Louis de Paris et directeur adjoint du centre national de référence à l'Institut Pasteur. Le *New York Times* a sonné l'alerte contre le *Candida auris,* un germe tueur. Que sait-on de ce champignon ?

Il s'agit d'une levure qui était inconnue jusqu'ici. Elle avait été décrite au Japon en 2009 après avoir été isolée de l'oreille d'une patiente atteinte d'une maladie anodine, une otite. Mais il n'y avait rien d'invasif et elle n'en était pas décédée.

Avant ce cas, nous n'avions pas connaissance de ce champignon dont le germe peut provoquer des maladies chez l'homme. Depuis, des épidémies se sont déclarées en Angleterre, aux États-Unis, en Amérique du Sud à partir de patients en réanimation qui venaient de l'Asie du Sud-Est ou d'Inde. Ces malades ont été colonisés par cette levure dont la particularité est d'être résistante aux antifongiques mais a, en plus, la particularité de coloniser les surfaces des matériels hospitaliers d'où la difficulté à s'en débarrasser.

Ce germe sème la panique dans les hôpitaux du monde entier. Sa présence a-t-elle également été constatée en France ?

Non, aucun cas ne nous a été déclaré pour le moment.



Aucun cas de candida auris n'a encore été découvert en France. (Photo d'illustration : Stephane Geufroi/Ouest-France)

Comment l'expliquez-vous ?

Les mycologues français sont au courant de l'existence de ce germe. Peut-être ne l'avons-nous pas encore observé en France grâce à la politique de dépistage et de prise en charge des bactéries que nous avons. Elle nous permet probablement de limiter le nombre d'éventuels candidats à ce champignon. Nos hôpitaux appliquent un protocole spécifique de recommandations qui est le même que pour lutter contre la bactérie du *Clostridium difficile.* Cette bactérie fait également des spores résistantes dans l'environnement et provoque des diarrhées sévères, mais pour éviter tout risque de dissémination, on respecte des règles drastiques d'hygiène.

Comment contracte-t-on le *Candida auris* ?

L'infection peut toucher les conduits auditifs, les voies urinaires ainsi que le réseau sanguin. Elle vise les patients immuno-déprimées, c'est-à-dire les personnes ayant un système immunitaire très affaibli.

Le *New York Times* a révélé que le champignon avait tué en 90 jours, près de la moitié de ceux qui l'avaient contracté…

Oui, mais les patients concernés étaient en réanimation, avec un système immunitaire très faible. Ils avaient donc déjà tout un tas de raisons de décéder. Il faut aussi savoir qu'en réanimation, il est habituel que des patients faisant des candémies, ont un plus fort risque de décès. Le taux de mortalité est de 50 %. Mais, si vous êtes bien portant et que vous avalez du *Candida auris,* vous ne serez pas foudroyé.



(Photo d'illustration : David Adémas/Ouest-France)

Les autorités sanitaires américaines l'ont classé dans la liste des germes considérés comme « menace urgente et grave pour la santé publique ». Le *New York Times* affirme que sans nouveaux médicaments plus efficaces, « dix millions de personnes dans le monde pourraient mourir de toutes ces infections en 2050 », soit plus que le nombre de morts lié au cancer estimé à huit millions…

Ne cédons pas à la psychose. Pour être honnête, il y a un lobbying très fort des mycologues américains…

Faut-il craindre d'autres germes de ce genre ?

Il existe près de 5 millions d'espèces de champignons qu'on ne connaît pas et c'est logique puisque les champignons existaient bien avant la présence des hommes sur Terre. Mais en pathologie humaine, on en rencontre une dizaine fréquemment. Naturellement, les humains ont la capacité spontanée de bien se défendre contre eux. Ce qui est également logique dans la mesure où nous sommes arrivés après eux. C'est l'évolution normale.

Ce germe semble tout de même plus virulent que les autres…

Ce n'est pas sa plus forte virulence qui entraîne sa propagation. C'est, selon moi, davantage un problème d'hygiène. En Angleterre, la colonisation a d'ailleurs été constatée à la suite de l'utilisation répétée d'un appareil contaminé servant à prendre la température des patients. Pour éviter tout risque de dissémination, il faut d'emblée avoir un indice de suspicion fort. Il faut faire tous les prélèvements possibles pour identifier levures et bactéries. Et dès qu'il y a un doute autour d'un patient, il faut l'isoler pour juguler tout risque d'épidémie.

7 – OPEX

Le suivi des OPEX peut se faire sur le site de l'état-major des armées : http://www.defense.gouv.fr/operations

POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS

Point de situation des opérations du 5 au 11 avril

Mise à jour : 11/04/2019

Point de situation des opérations du 5 au 11 avril.

MER NOIRE

LE CHASSEUR DE MINES TRIPARTITE CAPRICORNE EN MER NOIRE



Du 21 mars au 1er avril 2019, le Chasseur de Mines tripartite Capricorne a été déployé en mer Noire.

Le Capricorne a ainsi pu s'entraîner avec les marines alliées ou partenaires et renforcer les liens diplomatiques avec les pays riverains. Ce déploiement permet également d'exercer une présence dans cette zone d'intérêt stratégique.

Le Capricorne s'est ainsi rendu à Odessa en Ukraine avant de participer à des manœuvres conjointes avec le patrouilleur de la marine ukrainienne Priluki.

Ensuite, à l'approche de Constantza, le Capricorne a mené des exercices d'évolutions et des entrainements au remorquage et au ravitaillement à la mer avec le dragueur de mines roumain Lupu Dinescu. Ces diverses manœuvres ont permis de s'entraîner conjointement et de mettre en pratique les procédures OTAN communes aux deux marines.

OTAN

LANCEMENT DE LA MISSION « LYNX » EN ESTONIE



À compter de la fin du mois d'avril, un détachement français sera de nouveau déployé à Tapa au sein d'un bataillon multinational dont le Royaume-Uni est nation cadre, aux côtés des forces armées estoniennes et d'autres partenaires de l'OTAN. Comme lors des précédents mandats, ce détachement s'appuie sur un sous groupement tactique articulé autour de 13 VBCI, 4 chars Leclerc et une dizaine de blindés, accompagné d'un élément de soutien national.

La mission est assurée par 300 militaires issus essentiellement du 2e Régiment étranger d'infanterie, du 12e Régiment de Cuirassiers et du 1er Régiment étranger de génie. Ils mèneront principalement des activités d'entraînement aux côtés de leurs homologues britanniques, belges, danois, islandais et estoniens, dans un cadre défini par l'OTAN.

Les premiers moyens logistiques ainsi que des éléments précurseurs arriveront en Estonie dès cette semaine. L'essentiel du détachement arrivera lui à la fin du mois, pour être totalement opérationnel début mai.

À l'occasion des sommets de Newport en 2014 et de Varsovie en 2016, l'OTAN a décidé de renforcer la posture de défense et de dissuasion de l'Alliance. Les Alliés ont ainsi confirmé leur volonté de disposer d'une capacité de réaction en déployant des forces de présence non permanentes sur le territoire de certains Alliés. Pour les pays baltes et la Pologne, cette force de présence porte le nom de « présence avancée renforcée », en langue anglaise « eFP » (enhanced Forward Presence).

Engagée précédemment en mars 2017 en Estonie au sein d'un bataillon britannique, la France a adapté sa présence en décembre 2017 en redéployant son dispositif en Lituanie. En 2019, elle poursuit son engagement au sein de l'OTAN pour la sécurité des alliés en déployant de nouveau un sous-groupement en Estonie dans le cadre d'une mission baptisée « Lynx ».

CHAMMAL

SITUATION MILITAIRE DU THÉÂTRE

L'opération Chammal, au sein de la Coalition, poursuit la lutte contre Daesh et continue à appuyer les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), en Syrie, dans la moyenne vallée de l'Euphrate, et les Forces de Sécurité Irakiennes (FSI), en Irak.



À la suite des combats qui ont conduit à la fin de l'emprise territoriale du pseudo-califat, ces opérations, allant du renseignement aux frappes ont pour vocation d'interdire toute tentative de résurgence de Daesh, qui agit désormais en semi-clandestinité.

En Syrie, les FDS poursuivent les opérations de sécurisation de la MERV.

En Irak, la situation sécuritaire reste sous contrôle des FSI. Le pèlerinage de Kaazhimiyah (Al Khadeim) qui s'est tenu du 28 mars au 4 avril s'est déroulé sans incident. La sixième division irakienne a participé aux opérations de filtrage en marge de ce pèlerinage, après avoir bénéficié des conseils de la Task Force Monsabert.

ACTIVITÉ DE LA FORCE

La France poursuit son engagement au sein du pilier appui de la coalition à travers la poursuite des opérations aériennes.

Le groupe aéronaval agit toujours en soutien de l'opération CHAMMAL.

- Visite du commandant de la Coalition à bord au groupe aéronaval

Le porte-avions a reçu la visite, le 6 avril, du lieutenant général LaCamera, commandant de la « Combined Joint Task Force » (CJTF) de la coalition, accompagné du général de brigade aérienne Vigilant, French Senior National Representative (SNR) de l'opération Chammal. Il s'agissait de la première visite du commandant de l'opération Inherent Resolve à une unité française engagée au sein du CJTF.

- La Task Force Monsabert participe à la formation « servant » sur l'obusier M198

Du 24 au 27 mars, les spécialistes de la Task Force Monsabert ont secondé les instructeurs de l'école d'artillerie irakienne lors d'un cours de formation d'équipage de pièce sur l'obusier de 155 mm M198 Howitzer.

La formation initiale des artilleurs irakiens étant dédiée à l'utilisation des mortiers de 120 mm, une formation complémentaire sur ce matériel dont sont dotés les Irakiens était nécessaire.

- La générale de brigade Duncan rend visite à la Task Force Monsabert.



Le jeudi 4 avril, la générale de brigade australienne Ana Duncan, chef de la division « plans » de la Coalition a rendu visite au sein de la Task Force Monsabert, dont elle a pu constater la spécificité au sein du pilier « formation » de l'opération Inherent Resolve.

Les militaires français vivent au sein même de la 6e division. Ce positionnement lui permet d'optimiser et d'élargir son offre de formation : la Task Force Monsabert offre à la fois des actions

d’advise and assist, d’instruction des soldats, de formation des cadres et de coaching des formateurs, dans une quinzaine de domaines de spécialités différents.

Sorties air hebdomadaires (bilan du 3 au 9 avril inclus)

Les aéronefs français basés en Jordanie et aux Émirats arabes unis, et projetés depuis le groupe aéronaval poursuivent leurs actions contre Daech, au sein de la coalition.

Cette semaine, les aéronefs de l’opération Chammal ont réalisé 66 sorties aériennes. Les Rafale français ont conduit 2 frappes cette semaine.

BARKHANE



ACTIVITÉ DE LA FORCE

- Situation sécuritaire

Une opération conjointe majeure a été conduite dans la région du Gourma du 25 mars au 11 avril 2019. La succession d’actions de harcèlement et de reconnaissances dans des zones refuges des groupes armés terroristes (GAT), a permis de réduire leur potentiel de combat en s’attaquant à leur capacité de régénération. Une plateforme logistique et un camp d’entraînement ont été pris, le matériel saisi et détruit. Plus d’une trentaine de membres de groupes armés terroristes a été mise hors de combat.

Trois compagnies françaises, deux compagnies des forces armées maliennes (FAMa) ont été engagées durant près de trois semaines dans des conditions climatiques éprouvantes. Trois compagnies des forces armées burkinabées étaient déployées pour interdire toute tentative d’exfiltration de l’ennemi vers le sud de la zone.

C’est durant cette opération que le médecin des armées Marc Laycuras a perdu la vie.

L’opération a été précédée d’une phase de génération de forces depuis la BOAT de Gossi puis d’Hombori. En parallèle, la base aérienne projetée (BAP) de Niamey a accueilli jusqu’à trois Mirage et un Boeing C-135 supplémentaires en provenance de N’Djamena.

La première phase de l’opération s’est déroulée en forêt de Fulsare, zone refuge du groupe Ansarul Islam. Dans la nuit du 29 au 30 mars, une patrouille de Mirage et un hélicoptère Tigre y ont frappé des objectifs ciblés. Ces frappes ont été suivies avant le lever du jour par des actions de reconnaissance conduites par des groupes commandos mis à terre par les hélicoptères Caïman du Groupement tactique désert aéro-combat (GTD-A), éclairées par les drones et appuyées par des patrouilles d’hélicoptères Tigre. Le 1er avril, le GTD « Richelieu » aborde à son tour la zone de Fulsare et y prend pied avec deux sous groupement infanterie et une compagnie des forces armées FAMa afin d’y conduire des reconnaissances et des fouilles approfondies.

Ces opérations minutieuses de ratissage ont mis à jour une véritable plateforme logistique, protégée par un réseau concentrique de surveillance. Ont ainsi été découverts et détruits des équipements complets pour des combattants avec armes et munitions, du RPG, des explosifs et du matériel de confection IED, des véhicules, du matériel de campement. L’ennemi a déserté la zone à l’arrivée de Barkhane et n’a pas cherché le combat.

La deuxième phase de l’opération s’est déroulée en forêt de Serma. Le 7 avril à l’aube, une opération aéroterrestre a été conduite sur plusieurs objectifs terroristes identifiés, dont un camp d’entraînement de la katiba Serma au sud de la ville de Boni. Quatre frappes aériennes ont été

réalisées, appuyées par une capacité Reaper, puis un hélicoptère Tigre a été engagé et a ouvert le feu en appui direct des commandos dès leur mise à terre.

La combinaison de ces actions a conduit à la mise hors de combat d'une trentaine de combattants terroristes. La fouille de la zone d'action réalisée après une phase de sécurisation a permis la saisie et la destruction d'un PU, d'une dizaine de motos, d'armement et de munitions, d'un grand nombre de composant IED (HME, cordeau détonant, dispositif de mise de feu…) et de nombreuses ressources confirmant la forte activité de ce camp terroriste et son rôle central dans le fonctionnement de la katiba Serma.

Cette opération conduite par la force Barkhane et ses partenaires dans le Gourma aura porté un nouveau coup aux katiba terroristes évoluant dans cette région du Mali. Les résultats obtenus, la parfaite coordination de part et d'autre de la frontière avec le Burkina Faso et la totale intégration des unités FAMa lors de cette opération conjointe d'envergure confirment la détermination de la force et de ses partenaires à n'accorder aucun répit aux groupes terroristes et à ne leur laisser aucune zone de liberté d'action.

- Barkhane soutient une formation dispensée par l'EUTM à Gao

Du 11 mars au 8 avril 2019, l'EUTM a organisé une « conjoint mission advisory training team » (CMATT) pour 90 stagiaires FAMa, sur la plateforme opérationnelle Désert (PfOD) de la force Barkhane, à Gao. Les douze instructeurs de l'EUTM, français, espagnols, belges, autrichiens, portugais et tchèques bénéficient ainsi du soutien de la Force Barkhane, de ses infrastructures et de ses services pour mener à bien la mission qui leur a été confiée par l'Union européenne.

Depuis 2013, la mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM) participe à la montée en puissance des forces armées maliennes (FAMa). Chaque année, ce sont ainsi près de 3000 soldats maliens qui sont formés par des cadres issus de 28 nations différentes au sein du camp de Koulikoro à proximité de Bamako.

- À Gao, les gendarmes de l'EUCAP et de Barkhane conduisent une formation au profit des forces de sécurité intérieures maliennes



Du 25 mars au 5 avril 2019, Barkhane a apporté son soutien matériel et humain à la mission européenne de soutien aux capacités de sécurité intérieure maliennes (EUCAP), qui a conduit à Gao une mission de conseil et de formation auprès des forces de sécurité intérieure (FSI) de la région.
Assistés lors de cette session de formation par deux gendarmes de la Force Barkhane, les officiers français de l'EUCAP ont dispensé des instructions sur le renseignement, le droit, le contre-IED (improvised explosive device) ou encore la gestion de scènes de crime.

Depuis sa création en 2014, « EUCAP Sahel Mali » mission civile de l'Union Européenne dont le siège est à Bamako est engagée quotidiennement afin d'assister l'état malien dans la réforme de ses forces de sécurité intérieures et le rétablissement de l'État de droit. Cette action conduite en coordination avec les autres partenaires internationaux, dont la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations-Unies au Mali (MINUSMa) a pu cette année grâce à l'appui et le soutien de la Force Barkhane être étendue aux contingents engagés au nord du pays.

Sorties air hebdomadaires (bilan du 3 au 9 avril inclus)

Les avions de la force Barkhane ont réalisé 94 sorties, parmi lesquelles 33 sorties de chasse, 31 sorties de ravitaillement/ISR, et 30 missions de transport. 85 sorties avaient été réalisées la semaine dernière.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE (SAHEL)

Barkhane/Mali : Retour d'expérience positif pour le nouveau camion-citerne « CaRaPACE »

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 7 avril 2019



Le 26 août dernier, et conformément à ce qui avait été annoncé quelques mois plus tôt, l'État-major des armées [EMA] indiquait que les premiers Camions Ravitailleurs Pétroliers de l'Avant à Capacité Étendue [CaRaPACE] du Service des Essences des Armées [SEA] venaient d'arriver sur la plateforme opérationnelle « Désert » [PFOD] de Gao au titre de leur premier engagement opérationnel.

Commandé à 34 exemplaires, le CaRaPACE a justement été conçu sur la base d'un châssis Scania 8×6 et d'une cabine blindée de niveau 2B afin de « franchir des terrains difficiles, s'intégrer dans le commandement opérationnel d'un convoi logistique en situation très hostile et participer à la surveillance et à la riposte armée quand cela est nécessaire ».

En effet, tractant une citerne monocompartiment en acier inoxydable d'une capacité de 22 m3, le CaRaPACE a la particularité d'être doté d'un tourelleau 12,7 mm téléopéré Kongsberg type S2, d'un système amovible de grille de protection contre les tirs de roquettes RPG7 et de brouilleurs anti-IED. Ce qui lui permet d'assurer des missions de type FARP [Forward Amunition and Refuelling Point – point de recomplètement munition et carburant dans la profondeur].

Plus de huit mois après leur arrivée au Mali, dans le cadre de l'opération Barkhane, les CaRaPACE ont visiblement tenu leurs promesses, à en croire le Service des essences des Armées [SEA].

Ainsi, relève ce dernier, les six CaRaPACe engagés [3 en août, 3 autres en novembre 2018] ont été « engagés sur quasiment tous les profils typiques de la bande sahélo-saharienne », c'est à dire sur des « routes bitumées en mauvais état, des pistes très accidentées, des dévers, de passages de gué, des zones sablonneuses, des chemins de type 'tôle ondulée' très cassants pour l'ensemble des véhicules ».

« Après plus de 7000 km parcourus pour certains, les performances en matière de mobilité du CaRaPACE ont rarement été mises en défaut bien qu'il soit le véhicule logistique articulé le plus lourd de la force [sa masse peut dépasser 40 tonnes] », indique le SEA.



Certes, comme le souligne l'ingénieur en chef de 2e classe « Samuel », chef du bureau équipements du SEA, ces nouveaux camions citernes ont connu « quelques faits techniques ». Mais, a-t-il assuré, ils ont été « mineurs au regard de ce que l'on peut habituellement constater lors de la projection d'un nouveau matériel » et leur « disponibilité technique opérationnelle » s'est avérée « satisfaisante ».

En outre, précise le SEA, les « éléments recueillis auprès des conducteurs sur la conduite et le maniement du CaRaPACE sont très favorables », le confort de conduite [avec la climatisation] ayant été particulièrement mise en avant. Et « la sensation de protection ressentie grâce au blindage demeure l'argument favorable le plus important », souligne-t-il.

Ce bon retour d'expérience [RETEX] s'explique en partie par le dispositif de gonflage centralisé qui permet d'adapter constamment la pression des pneumatiques à la nature du terrain. La mobilité des CaRaPACE avait en effet été préalablement améliorée en vue de leur projection au Mali dans le cadre d'une procédure d'urgence opérationnelle [UO] conduite par la Direction générale de l'armement [DGA].

Par ailleurs, une évolution de ce nouveau camion-citerne est prévue, comme l'a expliqué le chef du bureau équipements du SEA. En effet, il « dispose d'un emplacement réservé pour lui adjoindre, dans le futur, la technologie nécessaire à la réalisation de plots d'avitaillement avancés, permettant ainsi d'avitailler les hélicoptères en zones dépourvues de moyens logistiques », a-t-il avancé sur le site de l'EMA.

Barkhane : Un hélicoptère NH-90 Caïman est resté immobilisé pendant deux jours dans le désert

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 9 avril 2019



En novembre 2014, l'État-major des armées [EMA] avait annoncé le premier déploiement au Mali de l'hélicoptère NH-90 TTH « Caïman » au titre de l'opération Barkhane. Avec une autonomie beaucoup plus importante et une capacité d'emport accrue par rapport aux modèles plus anciens, cet appareil a permis de changer la façon de conduire les opérations aéromobiles.

Et, visiblement, même si sa version navale donne quelques soucis à la Marine nationale, les NH-90 de l'Aviation légère de l'armée de Terre ont tenu leurs promesses, comme l'avait souligné le général Jean-Pierre Bosser, le chef d'état-major de l'armée de Terre [CEMAT], lors d'une audition parlementaire, en octobre 2016.

« L'an dernier, trois ont été déployés au Mali, ils sont rentrés en France, sont passés en révision et ont redécollé quasiment dans la foulée. Il est vrai qu'il y a beaucoup d'optronique dans le NH-90 et que c'est ce qui souffre le plus dans les zones chaudes. Mais honnêtement, j'ai bon espoir que cet hélicoptère donne vraiment le maximum », avait en effet affirmé le CEMAT à l'époque.

Quelques mois plus tôt, l'EMA avait publié un reportage sur un pilote de NH-90 TTH appartenant au 1er Régiment d'Hélicoptères de Combat [RHC]. « Les moteurs sont particulièrement

performants, nous pouvons voler jusqu'à 300 km/h, avec des capacités d'élongations très importantes. Au Mali nous devons voler à travers des nuages de poussières assez denses. Grâce aux paramètres de vol qui apparaissent dans la visière du casque du pilote, nous sommes en mesure de piloter aux instruments en totale sécurité. […] c'est un hélicoptère extraordinaire, mais il faut vraiment travailler pour bien l'apprivoiser », avait expliqué le capitaine « Charles ».

Mais il n'en reste pas moins que cet hélicoptère n'est pas à l'abri d'une panne, comme cela vient d'arriver à l'un d'entre eux. En effet, le 1er avril dernier, rapporte Le Point, un NH-90 TTH de la force Barkahne a été victime d'une grave panne moteur alors qu'il survolait le désert. Ce qui a contraint l'équipage à effectuer un atterrissage d'urgence au milieu de nulle part.

Un important détachement de Barkhane a immédiatement été déployé sur les lieux afin de protéger non seulement l'équipage mais aussi l'équipe de mécaniciens venue par hélicoptère avec une turbine de rechange.

L'incident a été confirmé par le porte-parole de l'État-major des armées [EMA], le colonel Patrick Steiger. « L'hélicoptère immobilisé constituait une cible de choix, mais aucun incident n'est venu perturber les réparations », a-t-il assuré, en refusant de donner des détails au sujet de la région où le NH-90 TTH a dû se poser. Quant au commandant de l'ALAT [COMALAT], le général Michel Grintchenko, a précisé auprès de l'hebdomadaire qu'une situation de ce genre fait partie des « cas non conformes ». « Nous avons été capables de réagir car nous disposions de suffisamment d'hélicoptères sur zone », a-t-il ajouté.

Ce n'est pas la première fois que le NH-90 a des soucis de moteur. Ceux de la Bundeswehr furent temporairement cloués au sol, en 2017, après la découverte de traces d'abrasion au niveau d'une turbine de l'un de ses appareils déployés à Gao, au titre de la Mission des Nations unies au Mali [MINUSMA].

Il est vrai que, au Sahel, les machines sont soumises à rude épreuve, notamment à cause des écarts de températures et surtout du sable fin, lequel provoque une usure prématurée des pièces mécaniques.

Mais l'aventure de cet équipage de l'ALAT rappelle un incident dont fut victime un NH-90 NFH de la Marine nationale, en août 2018. L'appareil, moteur en feu, avait aussi dû se poser en urgence dans un champ situé sur la commune d'Argol, dans le Finistère.

Deux autres problèmes au niveau des moteurs Turbomeca RTM322 du NH-90 avaient été précédemment signalés. En 2010, un appareil australien fut contraint de se poser en urgence à cause d'une panne provoquée par le contact de la lame du compresseur avec le carter. Puis, en 2014, un NH-90 allemand, alors engagé en Afghanistan, dut faire un « poser dur » quelques minutes après avoir décollé, l'un de ses moteurs ayant pris feu. Il fut expliqué, plus tard, que ses turbines n'avaient pas été assez refroidies entre deux vols, ce qui aurait eu des conséquences au niveau du compresseur.

BARKHANE : Ravitaillement de la force, une première réussie pour le CARAPACE

Mise à jour : 09/04/2019

Déployé au sein de la force Barkhane depuis août 2018, le « camion ravitailleur pétrolier de l'avant à capacité étendue », ou CARAPACE, a été engagé pour la première fois au début du mois de mars au sein d'un convoi logistique au départ de Gao. Sa mission : livrer 20 000 litres de carburant à la base avancée de Kidal.

Une première pour le CARAPACE mais également pour l'adjudant Eddy, chef de peloton de transport. Ce sous-officier, formateur sur la plupart des véhicules du service essence des armées confie : « *J'ai passé plus de la moitié de ma carrière sur le terrain à conduire des véhicules. Je suis très fier de mener pour la première fois le CARAPACE jusqu'à Kidal, à près de 400km de Gao.* »

La maîtrise des très nombreuses fonctionnalités de ce véhicule ne s'improvise pas. Ainsi, tous les pilotes ont suivi une formation spécifique à Biscarosse. Ils y ont notamment réalisé de nombreuses heures de conduite dans les dunes de sable afin de se rapprocher au plus près des conditions de roulage rencontrées en bande sahélo-saharienne.

L'adjudant Eddy présente les capacités qui révolutionnent le quotidien de ces pilotes : *« Grâce à un tableau de bord doté de multiples fonctions, il devient possible de presque tout gérer depuis la cabine. »* Le pilote du CARAPACE peut ainsi mettre en œuvre sans quitter son poste le "téléflow", un boîtier qui permet de faire évoluer la pression des pneus.

L'adjudant Eddy justifie cette plus-value tout en réalisant la manœuvre : *« Cet outil est un gain de temps considérable, pour l'équipage du camion mais également pour l'ensemble du convoi* ». En effet, lorsque le véhicule entre dans une zone sablonneuse, la pression des pneus doit être réduite afin de garantir une meilleure adhérence. De retour sur piste dure, le pilote les regonfle instantanément sans sortir du véhicule et sans imposer un nouvel arrêt au convoi.

Ce super poids lourd (SPL) qui compte 10 roues et mesure près de 18 mètres de long développe 440 chevaux, puissance indispensable pour tracter avec aisance ses 44 tonnes. Le CARAPACE dispose d'un blindage dit de « niveau 2 » qui assure une sécurité optimale à ses occupants tout en n'obérant pas ses capacités de franchissement tout terrain. D'après l'adjudant Eddy « *il est particulièrement adapté à la bande sahélo-saharienne évoluant sans difficulté dans des zones aussi bien sablonneuses, dures que rocailleuses* ». En dépit de son poids et de son gabarit, le CARAPACE demeure particulièrement manœuvrable grâce à un point de pivot au milieu du véhicule qui permet de réduire le rayon de braquage de 10 mètres.

Au bivouac, l'adjudant Eddy installe ses affaires dans le caisson vie situé à l'arrière de la cabine. Egalement blindé, ce compartiment permet d'abriter pour la nuit jusqu'à deux combattants.

Le CARAPACE pourrait encore évoluer dans les années à venir. Ce vecteur logistique devrait être équipé d'un tourelleau de 12.7 mm télé-opéré et bénéficier d'un système de transmissions intégré à la numérisation de l'espace de bataille (NEB).

La force Barkhane emploie actuellement sur le théâtre six CARAPACE et devrait, à terme, en réceptionner une trentaine.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Les bâtisseurs du désert en action sur la base avancée de Gossi

Mise à jour : 09/04/2019

Fin février, voilà déjà près de deux mois que les sapeurs de la force Barkhane sont à pied d'œuvre pour bâtir la base avancée de Gossi dans le Gourma, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Gao, près de la frontière avec le Burkina Faso. Le défi est de taille et le temps est compté. C'est sur le site d'un ancien camp de la MINUSMa qu'une base d'une superficie de 6

hectares doit émerger de terre avant le début de la saison des pluies. Rencontre avec ces bâtisseurs du désert.

Planifié depuis plusieurs mois par le poste de commandement interarmées de théâtre (PCIAT) basé à N'Djamena, ce projet répond aux besoins de la force Barkhane qui étend désormais son action dans la région du Liptako-Gourma.

Après une phase d'étude et d'analyse de la région, le choix s'est porté sur un ancien camp de la MINUSMa, dont la situation géographique, l'état du terrain et les infrastructures répondaient au cahier des charges, et qui permettait par ailleurs une installation rapide des unités.

Dès le mois de septembre 2018, une équipe d'experts du PCIAT comprenant notamment le chef du génie militaire, le chef de la logistique opérationnelle et un vétérinaire ont donc réalisé un audit approfondi du site. Quelques semaines plus tard une étude hydrogéologique permettait d'évaluer l'état des nappes phréatiques.

Le 13 janvier dernier, des éléments du groupement tactique désert « Picardie », s'installaient officiellement sur le camp, précédant l'arrivée, dès le lendemain, des 71 véhicules transportant le matériel de chantier.

Un détachement de 34 sapeurs du 3e régiment de Génie spécialisé dans la réalisation de travaux sommaires était simultanément projeté sur zone pour initier les travaux. Il a rapidement été rejoint par un détachement de sapeurs du 19e régiment de Génie spécialisés dans l'aide au déploiement lourd, venus depuis Gao avec les 18 engins nécessaires au chantier (EGRAP, bulldozers, tracto-niveleuses, pelles hydrauliques, arroseuse…).

La construction de cette base est quasiment terminée, et Barkhane peut déjà l'utiliser comme base de départ pour lancer des opérations.

Au milieu du vacarme des engins, des nuages de poussière drainés par les pelleteuses, c'est sous une chaleur aride que les sapeurs œuvrent sans relâche à la réalisation de cette future base avancée.

A bord de la pelleteuse EGRAP, le soldat de première classe Mehdy remplit les bastions wall. Il explique : *« Nous sommes arrivés le 10 janvier et pour le moment cela se passe très bien. C'est ma première OPEX, c'est une très belle expérience. Les conditions de vie sont assez rustiques mais on est militaire, on s'adapte ! »*

La garde du camp et les patrouilles permettent d'assurer la sécurisation du chantier de jour comme de nuit. « On adapte quotidiennement notre dispositif à la mission en fonction de l'avancée des travaux. Durant trois mois nous avons été assez mobiles, on vivait dans les blindés. C'est une joie de pouvoir désormais poser ses valises au camp » témoigne le lieutenant Gabriel, chef de section au sein du groupement tactique « Picardie ».

La première zone vie est livrée. La prochaine étape sera d'installer l'électricité. La zone vie désigne un espace où les soldats vivent et dorment. En attendant, les soldats se sont confectionnés du mobilier de fortune à l'aide de matériaux récupérés sur le chantier. Le colonel Jérome, chef du Génie militaire au poste de commandement interarmées salue l'initiative : *« Venez admirer ce fauteuil réalisé intégralement en grillage de bastion wall, cela s'apparente véritablement à de l'art de tranchées, comme durant la première guerre mondiale ! »*

Lorsque les travaux ont débuté le 13 janvier dernier, les militaires de la force Barkhane ont commencé la mission dans des conditions très rustiques avec des moyens logistiques sommaires. Le sergent Baptiste chef de groupe au sein du groupement tactique « Picardie » témoigne : *« Nous nous lavons avec des bouteilles d'eau le temps que les gros moyens arrivent. On s'est adaptés. Avec le soutien de Gao, nous avons reçu pas mal de vivres, d'eau, de lits picots, de chaises et les toilettes viennent tout juste d'être livrés ! »*

Le 1er février dernier, le général de division Fréderic Blachon, commandant la force Barkhane est venu apprécier l'avancée du chantier. Il en a profité pour saluer ces bâtisseurs du désert : *« Que vous soyez fantassins, artilleurs, sapeurs, tous les détachements ont l'honneur et la chance de*

bâtir, de créer quelque chose. A chaque fois que Gossi sera évoqué, vous vous souviendrez que vous êtes à l'origine de ce camp. Encore une fois bravo, c'est une vraie fierté.»

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Le missile moyenne portée au service de la force Barkhane

Mise à jour : 09/04/2019

Au courant du mois de mars, le groupement tactique désert Bir-Hakeim de la Force Barkhane a mené une opération majeure dans la zone des « trois frontières », avec nos partenaires des forces armées maliennes (FAMa) et des forces armées nigériennes (FAN). Au cours de cette opération, la force a pu compter sur un nouvel atout majeur, le missile moyenne portée (MMP).

« L'homme peut garder le contrôle du missile jusqu'à la fin de sa trajectoire »

Ce nouvel équipement a d'abord été imaginé pour lutter contre les nouveaux chars dotés de multiples systèmes de défense, et pour remplacer le missile MILAN grâce à une technologie de pointe.

« Avec son mode d'action, tel que l'attaque par le toit, le fait qu'il soit muni de deux charges creuses ou encore que l'homme puisse garder le contrôle du missile jusqu'à la fin de sa trajectoire, le MMP peut venir à bout de n'importe quel char situé à moins de cinq kilomètre » confie le sergent Yoann, chef de patrouille anti-char au groupement Bir-Hakeim.

Cette disposition nouvelle permet au tireur de choisir une cible en plein vol grâce à la caméra TV et thermique, présente dans la tête du missile.

Cette dernière retransmet en direct, sur le poste de commande, des images d'excellente qualité.

Le tireur peut alors modifier sa trajectoire et viser une nouvelle cible plus importante qui serait amenée à se présenter. Il peut également neutraliser le missile en cas de besoin.

Un gain en précision révolutionnaire

Le MMP peut être géo-localisé grâce à son boîtier GPS qui envoie des compte-rendus à intervalles réguliers.

De plus, comme le MMP est équipé d'une interface FELIN et SCORPION, il permet également de traiter une menace qui serait hors de vue de l'opérateur, grâce à un procédé de réglette présentant les gisements en millièmes.

« Ici, sur Barkhane, le MMP est une vraie révolution. Nous pouvons nous en servir pour traiter des cibles mobiles ou statiques avec une très grande précision, mais également pour participer à la

défense d'une base temporaire ou encore pour observer de jour comme de nuit grâce à sa caméra TV et thermique » explique le sergent.

En février, la section technique de l'armée de Terre a développé un kit qu'elle est venu mettre en œuvre au Mali, permettant de disposer le poste ainsi que trois missiles et ses batteries dans un véhicule blindé léger.

Désormais, les patrouilles antichars équipées sont en mesure de mettre en œuvre le MMP en moins de trois minutes.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : L'échelon logistique de proximité en opération

Mise à jour : 09/04/2019

La Force Barkhane a conduit une opération majeure du 28 février au 16 mars entre le Mali et le Niger. Le groupement tactique désert « Bir-Hakeim » a pu compter sur le soutien logistique apporté par son train de combat n°2 (TC2), lors de cette opération qui a vu l'engagement au sol de plusieurs centaines de militaires français, des forces armées maliennes, et des forces armées nigériennes.

Un défi permanent



Intégré au sein du groupement, le TC2 compte plusieurs cellules spécialisées qui prennent en compte l'importance du ravitaillement et de la maintenance. Parmi ces cellules, deux sont majeures.

Pleinement intégré au sein du groupement, le TC2 compte plusieurs cellules spécialisées. Une première cellule est en charge du ravitaillement de l'ensemble des cent cinquante camions, chars, blindés et des hélicoptères engagés. Pour assurer la capacité opérationnelle de tous ces vecteurs, la cellule carburant dispose de trois citernes et d'un total de quarante mille litres de carburant. La seconde cellule, consacrée à la maintenance, œuvre également sans relâche afin d'entretenir et de réparer tous les matériels dont dispose le groupement, des véhicules au poste radio en passant par le groupe électrogène.

Cette mission relève du défi permanent puisque le matériel subit sans cesse les aléas d'un environnement particulièrement rude.

« Mes hommes sont des combattants avant tout […] Nous avons donc toute l'autonomie pour être mobiles en assurant notre propre protection »



Le capitaine Philippe commandant le TC2, dispose enfin d'un élément en charge de ravitailler en vivres l'ensemble du détachement en réalisant des « boucles » vers les positions des sous groupements: *« Mes hommes sont des combattants avant tout. Quelles que soient leurs spécialités. Nous sommes renforcés par des fantassins, des sapeurs et par un détachement du service de santé des armées. Nous avons donc toute l'autonomie pour être mobiles en assurant notre propre protection et en gardant cette capacité à rejoindre les positions les plus avancées. »*

« La mission de mes hommes est essentielle au succès de cette opération. »

En charge de la gestion de la ressource (carburant, vivres, munitions, pièces de rechanges), il doit impérativement anticiper les ravitaillements avant que le seuil minimum des stocks ne soit atteint et programmer les compléments qui seront acheminés par convoi logistique ou bien par livraison par air (LPA). *« La réactivité est impressionnante. Nos camarades de l'armée de l'air parachutent des palettes de matériel ou de vivres que nous récupérons et chargeons dans nos véhicules. Nous plions ensuite les voiles afin qu'elles soient récupérées à la prochaine rotation d'hélicoptères »* explique-t-il.

Lorsqu'il n'est pas en train de réaliser des mouvements vers les unités les plus avancées, le TC2 rejoint le poste de commandement tactique avec lequel il s'articule en base avancée. Il assure la protection du dispositif intérieur et extérieur, tout en garantissant le soutien de la vie courante ainsi que les opérations de maintenance. *« La mission de mes hommes est essentielle au succès de cette opération. Sans le soutien fondamental du TC2, une entreprise de cette ampleur, pendant laquelle les véhicules ont parcouru au total plus de cent mille kilomètres pour deux cent soixante heures de route, ne pourrait être menée à bien. Ni les soldats, ni les véhicules, ni le reste du matériel ne seraient en mesure de remplir leurs objectifs »* affirme le capitaine Philippe.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Une trentaine de djihadistes éliminés par les Français et les Maliens près du Burkina

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 10.04.2019 Par Philippe Chapleau

Les militaires français et maliens ont mis "hors de combat" la semaine dernière une trentaine de djihadistes, saisi des armes et démantelé un camp d'entraînement lors d'une vaste opération près de la frontière avec le Burkina Faso, a annoncé l'EMA-COM.

Selon l'AFP, cette opération, au cours de laquelle un médecin militaire français a été tué le 2 avril dans l'explosion d'une mine, a été lancée fin mars dans le Gourma malien (centre-est), réputé être un sanctuaire pour plusieurs groupes armés, et où la force antidjihadiste française *Barkhane* vient d'installer une base.

Les détails de l'offensive ont été partiellement révélés lundi par l'armée malienne. Mais l'EMA a apporté des précisions.

Au total, quelque 700 soldats de *Barkhane* et 150 soldats maliens ont été mobilisés dans cette opération, dont le camp de l'armée malienne à Hombori (80 km au nord de la frontière burkinabè) a servi de point de départ.

Côté Burkina, "des forces armées burkinabè étaient déployées pour interdire toute tentative d'exfiltration de l'ennemi vers le sud de la zone", d'après le porte-parole de l'état-major, le colonel Patrik Steiger.

"La première phase de l'opération s'est déroulée en forêt de Foulsaré", une zone frontalière densément boisée servant de refuge au groupe djihadiste Ansaroul Islam, accusé de semer la terreur dans le nord du Burkina. Après des "frappes aériennes de nuit suivies d'actions de reconnaissance de commandos au sol", les troupes ont mis au jour "une véritable plateforme logistique" et saisi notamment "des équipements complets avec armes et munitions, du RPG, des explosifs et du matériel de confection d'IED" (engins explosifs improvisés).

Les djihadistes, toutefois, ont évité l'affrontement et se sont évanouis dans la nature. "L'ennemi a déserté la zone à l'arrivée de *Barkhane* et n'a pas cherché le combat", d'après le colonel Steiger.

C'est pendant cette première offensive que le médecin militaire français Marc Laycuras a été tué dans l'explosion d'une mine au passage de son véhicule blindé. La principale alliance djihadiste du Sahel liée à al-Qaida a revendiqué l'attaque.

L'opération a ensuite visé la forêt de Serma, sanctuaire de la katiba éponyme, soupçonnée d'être impliquée dans des attaques dans la région et les pays voisins, particulièrement au Burkina Faso.

Dimanche, "une opération aéroterrestre a été conduite sur plusieurs objectifs terroristes identifiés, dont un camp d'entraînement de la katiba Serma au sud de la ville de Boni", détaille l'état-major. "Plus d'une trentaine" de djihadistes ont été "mis hors de combat (tués ou capturés)", et "la fouille de la zone d'action a permis la saisie et la destruction d'un pickup, d'une dizaine de motos, d'armement et de munitions, ainsi que d'un grand nombre de composants entrant dans la confection d'IED", selon le colonel Steiger.

Mali : Une trentaine de jihadistes mis hors de combat lors d'une opération massive menée par la force Barkhane

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 10 avril 2019



Ces trois dernières années, la force Barkhane a régulièrement mené des opérations dans le Gourma malien, en particulier dans les forêts de Foulsaré et de Serma, connue pour abriter des éléments jihadistes, dont ceux du groupe Ansarul Islam, actif au Burkina Faso. Seulement, jamais les militaires français ne s'étaient durablement installés dans cette région, ce qui laissait une certaine marge de manœuvre aux terroristes, étant donné que, une fois le vent du boulet passé, ils venaient s'y réinstaller.

Désormais, cette époque est révolue. « Avant, on a mis les pieds dans la région et on est ressortis. Là, on plante le drapeau et on y reste », a résumé un officier français auprès de l'AFP. D'où l'établissement d'une base opérationnelle avancée tactique [BOAT] à Gossi.

Pour marquer cette présence dans le Gourma, la force Barkhane a planifié, depuis Gossi, une opération massive appelée « Tiésaba-Bourgou ». Ainsi, la semaine passée, 700 militaires français [500 sur le terrain et 200 autres en soutien], 150 véhicules, les Mirage 2000 du détachement chasse de Niamey et une dizaine d'hélicoptères de manœuvre et de combat ont été engagés pour ratisser les forêts de Foulsaré et de Gourma. Une compagnie des Forces armées maliennes [FAMa], soit 150 soldats, a également été sollicitée tandis que, de l'autre côté de la frontière, les forces burkinabè se sont déployées pour interdire toute retraite aux terroristes.

La première phase de l'opération a débuté le 30 mars, avec des frappes aériennes dans le secteur de la forêt de Foulsaré, connue pour abriter Ansarul Islam. Lors d'une reconnaissance, les commandos français et la compagnie malienne ont découvert une « véritable plateforme logistique », a indiqué, à l'AFP, le colonel Patrik Steiger, le porte-parole de l'État-major des armées [EMA].

Des équipements, des armes avec leurs munitions et du matériel servant à confectionner des engins explosifs improvisés [IED] ont alors été saisis. Seulement, les jihadistes ont visiblement refusé le combat. « L'ennemi a déserté la zone à l'arrivée de Barkhane », a précisé le colonel Steiger.

Pour autant, c'est lors de cette première phase qu'un Véhicule de l'Avant Blindé [VAB] a été soufflé par un IED. Ce qui a causé le décès du médecin-principal Marc Laycuras. Cette attaque a été revendiquée plus tard par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans [GSIM].

Puis, le 7 avril, la seconde phase de la mission a été lancée en direction de la forêt de Serma, avec une « opération aéroterrestre » contre un « camp d'entraînement de la katiba Serma au sud de la ville de Boni. Selon des informations de RFI, quatre frappes aériennes ont été effectuées et au moins un hélicoptère d'attaque Tigre a appuyé la progression au sol des militaires français [et sans doute maliens].

C'est au cours de cette seconde phase de l'opération Tiésaba-Bourgou qu'une trentaine de jihadistes ont été mis hors de combat [tués, blessés ou capturés]. De l'armement et des véhicules, dont une dizaine de motos, ont été saisis. C'est sans doute à cette opération que les FAMa ont fait référence dans leur communiqué publié en début de semaine.

Photo : Archive

BARKHANE : Drones, chasse, transport, ravitaillement en vol en appui direct des opérations

Mise à jour : 10/04/2019

Dans le cadre de ses efforts de sécurisation, la Force Barkhane a conduit au mois de mars une opération dans la zone frontalière entre le Mali et le Niger.

Pendant 4 semaines, les soldats du groupement Bir-Hakeim ont été engagés dans la zone dite « des trois frontières ». 4 semaines pendant lesquelles ils ont bénéficié de toute la gamme des appuis des moyens aériens de Barkhane, depuis la base aérienne projetée de Niamey. 11 missions de renseignement par les drones Reaper. 11 missions d'appui pour les avions de chasse, missions rendues possibles par le ravitailleur en vol le C-135 qui leur a délivré près de 230 tonnes de carburant. Une quinzaine de livraisons par air (LPA) par les équipages de l'avion de transport tactique Transall C-160, soit une trentaine de tonnes de fret au profit des unités terrestres engagées loin de leurs bases.

L'appui des moyens aériens de la BAP a été primordial pour cette opération qui a vu l'engagement au sol de plus de 500 militaires français, 120 militaires de forces armées maliennes, et 130 militaires des forces armées nigériennes.

Le drone *Reaper* et ses capacités de renseignement a confirmé toute la plus-value que constituent sa discrétion et sa persistance sur zone. Cet outil d'aide à la décision permet également de partager en temps réel les informations recueillies avec les Mirage 2000C et Mirage 2000D permettant à ces derniers d'agir rapidement et efficacement sur le terrain. L'équipage du *Reaper* est également en mesure après une analyse fine de la situation tactique sur le terrain de procéder à l'illumination laser d'objectifs au profit des avions de chasse.

Alors que ces derniers possèdent une autonomie de 1h30 en vol, l'engagement des ravitailleurs C-135 permet de tripler leur temps de vol et d'étendre d'autant leur capacité d'intervention.

Pour le colonel Patrice, commandant de la base aérienne : « Ce dispositif drone, chasseur, ravitailleur agit comme une épée de Damoclès sur les groupes armés terroristes. Lors de cette opération, il y a eu une véritable synergie entre ces trois vecteurs aériens permettant d'obtenir des résultats très satisfaisants. »

Une base aérienne bien équipée

Véritable outil de combat en bande sahélo-saharienne, la base aérienne projetée dispose ainsi de toutes les capacités pour intervenir soit en appui des forces engagées au sol soit afin de frapper directement les groupes terroristes. Chef d'orchestre de l'ensemble des opérations aériennes en Afrique le JFACC/AFCO (Joint Force Air Command/Afrique centrale et de l'Ouest – commandement de la composante air de la force interarmées) a planifié et conduit pendant 4 semaines toutes ces sorties aériennes depuis la base aérienne de Lyon Mont-Verdun en liaison étroite avec le poste de commandement interarmées de la force Barkhane localisé à N'Djamena.

Ce centre de commandement des opérations aériennes, unique en France, dispose des infrastructures et des experts du domaine permettant d'optimiser l'utilisation des vecteurs aériens sur le théâtre et de produire les effets demandés par le commandement de la force Barkhane. Actif H24, 7 jours sur 7, c'est lui qui chaque jour réalise notamment l'Air Tasking Order, l' ordre d'engagement qui permet la mobilisation des avions de chasse, des ravitailleurs et des drones garantissant la coordination la plus efficace des moyens aériens comme ce fut le cas dans le cadre de cette opération majeure.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Le poste de commandement avancé au cœur des opérations

Mise à jour : 11/04/2019

Dans le cadre de ses efforts de sécurisation, la Force Barkhane a conduit au mois de mars une opération dans la zone frontalière entre le Mali et le Niger.

A l'occasion de cette opération qui a vu l'engagement au sol de plusieurs centaines de militaires français, des forces armées maliennes et des forces armées nigériennes, le groupement tactique « Bir-Hakeim » a déployé un poste de commandement tactique (PCTAC), commandé par le colonel Soubrier afin d'assurer la conduite et la coordination des missions qui ont été confiées.

Alors qu'un poste de commandement arrière est resté implanté sur la base avancée de Ménaka, le PCTAC a évolué à travers la zone dite des « trois frontières » au rythme des mouvements des différentes unités.

Pour mener à bien cette mission, le colonel Soubrier et le lieutenant-colonel Philippe, son chef des opérations, sont assistés et conseillés par plusieurs officiers de liaison et officiers spécialistes issus de l'armée de l'air, de l'aviation légère de l'armée de Terre, du monde du renseignement, de l'artillerie, de la logistique ou bien encore des transmissions.

Si la coordination est primordiale pour construire la stratégie de l'opération et la mettre en œuvre sur le terrain, elle l'est davantage pour affronter les éventuels imprévus qui ne manquent pas de survenir.

En fin de journée, en liaison avec les unités, tous se retrouvent pour effectuer un point de situation des opérations et préparer celles qui seront conduites le lendemain.

Au terme de cette opération majeure qui aura combiné reconnaissance, fouilles et raids, le PCTAC aura parcouru plusieurs centaines de kilomètres à travers la zone pour harceler les groupes terroristes sans relâche, leur contestant toute velléité de se réinstaller dans la région.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Soutenir les unités engagées en opération, un réel défi

Mise à jour : 11/04/2019

Durant un mois, le sous-groupement logistique 2, -commandé par le capitaine Adrien-, a conduit du 22 février au 24 mars des raids logistiques à travers le Mali, afin de soutenir les unités de Barkhane engagées en opération contre les groupes armées terroristes dans la zone dite des « trois frontières ».

La mission conduite par les militaires du groupement tactique logistique « Mostaganem Fribourg », issus du 503e régiment du train de Nîmes, et du bataillon de commandement et de soutien, de la brigade franco-allemande de Müllheim, s'est déroulée en trois phases distinctes.

En amont du lancement de l'opération, la première a consisté à ravitailler la base avancée de Ménaka.

La seconde phase a été celle du soutien direct de la conduite de cette opération, avec une particularité : le sous-groupement logistique 2 évoluait alors sous les ordres du groupement tactique « Bir-Hakeim ».

La troisième et dernière phase menée par le capitaine Adrien et ses hommes a été la réalisation des mouvements retour ainsi que le désengagement de l'unité, avec de nouveau un réapprovisionnement de la base avancée de Ménaka.

Ces trois phases sont complémentaires et indispensables à la conduite de l'opération du groupement tactique « Bir-Hakeim ».

La deuxième a été la plus exigeante pour le sous-groupement. Pas moins de sept raids logistiques ont été nécessaires pour soutenir l'ensemble des unités déployées dans la zone en question. Cette séquence représente 1650 kilomètres parcourus, 53 tonnes d'eau, 7 tonnes de rations et 67 mètres cube de carburant acheminés sur les différentes positions à ravitailler. Le tout dans des conditions particulièrement éprouvantes pour les véhicules et pour les hommes résume le capitaine Adrien qui insiste sur le véritable « défi » permanent que constitue cette mission.

Au-delà de la composante transport nécessaire au soutien, le convoi était systématiquement guidé par une unité d'escorte en charge d'identifier les axes praticables. Pour le capitaine Adrien, le défi était de s'adapter à la manœuvre du groupement tactique « Bir-Hakeim ». Il précise : *« Au même titre que le groupement tactique, cette opération était une mission majeure pour nous aussi. De plus nous devions intégrer l'action de notre unité logistique avec celle d'une unité de cavalerie ! ».*

Alors que ses hommes reconditionnent leur matériel et leurs véhicules, le capitaine Adrien, -projeté pour la troisième fois au sein de l'opération Barkhane-, s'attèle déjà à la préparation de sa prochaine mission.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : 2 500 supporters assistent au tournoi de football de Ménaka

Mise à jour : 11/04/2019

Le lundi 1er avril, s'est tenu à Ménaka un grand tournoi de football opposant de jeunes sportifs ménakois, venus de trois quartiers de la ville. Organisé par le comité régional de la jeunesse, les forces armée maliennes (FAMa) et avec le soutien d'une équipe d'actions civilo-militaires (CIMIC) de la force Barkhane, cette rencontre avait pour objectif de renforcer la cohésion sociale entre les jeunes ménakois et les forces de sécurité maliennes.

2500 supporters de tous âges, au premier rang desquels le maire de la ville, s'étaient rassemblés autour du terrain pour encourager leurs équipes favorites.

Le premier match opposait les jeunes du 3e quartier à ceux du quartier Touloup. Alors que la première mi-temps s'achève sur un score vierge, les jeunes du 3e quartier ont en fin de compte pris le meilleur sur leurs camarades en l'emportant 2 buts à 1. Le deuxième match opposait les jeunes du 1er quartier à l'équipe FAMa. Le match a été remporté par les FAMa 1-0 à l'issue d'une partie particulièrement disputée.

La grande finale a opposé en fin d'après-midi les jeunes du 3e quartier aux joueurs de l'équipe FAMa. La victoire a été remportée par les jeunes du 3e quartier par 2 à 1.

Après la proclamation officielle des résultats, c'est le maire de Ménaka en personne, qui a remis la coupe aux vainqueurs dans une ambiance festive. Des récompenses ont également été remises à chacun des participants.

Le chef du comité régional de la jeunesse n'a pas caché sa satisfaction quant à la réussite de cette journée : *«C'est formidable de voir cette jeunesse souriante et pleine d'espoir. Le sport est un véritable vecteur de cohésion sociale. Le foot parle à tout le monde : aux civils, aux militaires, aux jeunes comme aux plus anciens ! »*

Pour l'adjudant-chef Bernard, chef d'équipe CIMIC, ce tournoi témoigne de l'amélioration de la situation sécuritaire à Ménaka : *« J'ai moi-même été impressionné par le succès de cet évènement. J'ai ressenti une certaine sérénité au sein de la population. C'est très encourageant ! »*

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. Elle regroupe environ 4500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL (IRAK)

CHAMMAL : Une présence « marine » renforcée au CAOC d'Al Udeid

Mise à jour : 09/04/2019

Dans le cadre de l'opération CHAMMAL, le détachement français du CAOC (Combined Air Operations Center) situé sur la base américaine d'Al Udeid au Qatar, a reçu ces derniers temps des renforts de la Marine nationale en quantité significative, pour une durée de cinq semaines.

Certains d'entre eux occupent conjoncturellement des postes à compétence interarmées pouvant être occupés indifféremment par des marins, des aviateurs ou des terriens, tels que l'officier chargé du Weaponnering, le JICO (Joint Interface Control Officer) chargé des liaisons de données tactiques, un chef de mission sur E-3F AWACS du 36ème SDCA, le comptable ou le chancelier. Plusieurs « marins du ciel » ont de surcroit été déployés spécifiquement pour l'intégration des aéronefs de l'aéronautique navale dans l'opération OIR (Operation Inherent Resolve). Au cœur de la planification et de la conduite des opérations aériennes au Levant, ces derniers sont plus particulièrement chargés des aéronefs du Groupe Aéronaval actuellement déployé en méditerranée Orientale et d'un Atlantique 2 déjà présent sur le théâtre depuis plusieurs mois.

Au total, près d'une dizaine de marins, du maitre principal au capitaine de vaisseau, font partie du détachement français qui arme en permanence cette structure au sein d'un état-major de l'USAF dont ils partagent la mission : permettre à tous les aéronefs français de s'intégrer au mieux au sein de la coalition chargée de lutter contre les terroristes au Levant et leur permettre d'effectuer des missions exploitant l'ensemble du spectre de leurs capacités. La présence de ces hommes et ces femmes au CAOC d'Al Udeid illustre l'engagement de la France au côté de ses alliés pour mener à son terme le combat contre Daesh.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation» au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : De Wagram à Monsabert, l'artillerie française s'illustre

Mise à jour : 10/04/2019

Depuis février, en plus des actions de formation et de conseil au profit de la 6e division irakienne, la Task Force Monsabert déploie une équipe d'instructeurs au sein de l'école d'artillerie irakienne.

Les premiers contacts avec l'école avaient été établis par les artilleurs du mandat XI. Le programme des cours défini lors du mandat XII est maintenant mis en œuvre par le personnel du mandat XIII.

Une équipe composée de dix artilleurs est en charge de ce nouvel axe de formation en plus des équipes dédiées aux cours donnés aux bataillons d'artillerie de la 6e division. Ils dispensent deux types de cours dont les objectifs et le public sont distincts : les cours de l'avant et de l'arrière.

Le *« cours de l'avant »* est un stage extrêmement sélectif dont l'objectif est de donner la qualification de joint fires observer. Les élèves qui termineront les huit semaines de formation seront en mesure de planifier le soutien feu interarmées, de fournir des renseignements ou du guidage pour les aéronefs lors d'opération de soutien aérien ou de combat rapproché. Une trentaine de candidats ont été proposés pour participer au premier stage qui a débuté le 23 février, huit d'entre eux ont été retenus sur la base de leurs connaissances techniques et linguistiques. La sélection se poursuit tout au long de la formation, à ce jour, cinq sont toujours en lice.

Le *« cours de l'arrière »* quant à lui vise à former à la fois des soldats et des instructeurs sur les fondamentaux de l'artillerie : emploi des canon, calcul de tir, … Ces cours permettent de travailler avec un volume beaucoup plus important de stagiaires.

Après deux mois de cours, et plus de 330 élèves formés, des deux côtés les retours sont positifs.

Selon le commandant Odin, la méthode d'enseignement à la française est très appréciée par les irakiens : *« Nous ne faisons pas que des cours magistraux. Nous proposons également des travaux pratiques, nous essayons d'expliquer qu'un cours peut aussi se donner sur le terrain. Il faut s'adapter à ses stagiaires. »*

D'autre part les échanges sont emprunts d'un respect mutuel. L'artillerie française bénéficie d'une certaine aura, c'est l'effet « Wagram ». Cinq des instructeurs français ont déjà participé à l'opération Chammal, déployés avec la TF Wagram en appui des forces de sécurité irakiennes.

Le commandant Odin, qui apprécie la valeur des combattants irakiens cite un échange qui l'a marqué : *« Je discutais avec un lieutenant irakien qui a participé à la bataille de Mossoul en 2017. Il était très fier de me dire que les canons CAESAR français avaient tiré pour lui. Après quelques minutes de réflexion, j'ai réalisé que j'étais à l'époque en poste à la strike cell. J'avais transmis les ordres à la Task force Wagram ! ».*

Nul doute que sur les 16 stages programmés jusqu'en juin, artilleurs français et irakiens auront encore de belles histoire à se raconter.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation» au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : L'exception française reconnue par la générale de brigade Duncan

Mise à jour : 10/04/2019

En Irak, plusieurs *Task Forces* (TF) multinationales opèrent auprès des forces de sécurité irakiennes. Cependant, la *TF* française Monsabert est perçue comme « originale » au sein de

l'opération *Inherent Resolve*. C'est ce qui a poussé, le 4 avril, la générale de brigade australienne Ana Duncan, chef de la division plans de la Coalition à découvrir sur le terrain cette exception française.

Dès son arrivée sur le camp de la *TF*, la générale a été surprise par la taille du camp qui n'est pas très grand. En effet, les militaires français - comme à leur habitude sur d'autres théâtres d'Opérations extérieures - vivent au sein même de la division irakienne et de manière quasi autonome vis-à-vis de la Coalition, en termes de logistique.

Lors des échanges avec les cadres de la *TF* Monsabert, une autre spécificité de la TF a été mise en avant, -en dépit du petit effectif de militaires français déployés, moins de 90, ce qui est peu au regard des autres *TF* de la Coalition-, la TF Monsabert offre à la fois des actions d'advise and assist, d'instruction des soldats, de formation des cadres et de coaching des formateurs, dans une quinzaine de domaines de spécialités différents.

Après avoir abordé les perspectives d'évolution futures comme l'accompagnement des Irakiens sur le terrain en opération ou bien encore la reprise de l'entraînement au combat interarmes, la générale s'est rendue au centre opérationnel de la 6e division.

Elle a ainsi pu apprécier la relation de confiance et de considération réciproque entre la *TF* Monsabert et la 6e division.

A la fin de la visite, cette responsable de la planification future de la Coalition, se félicitant des relations bilatérales fortes entre mentors français et militaires irakiens, a adressé un message à ses équipes citant pour exemple les bonnes pratiques de la *TF* Monsabert.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation» au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL : Le commandant de l'opération Inherent Resolve à bord du Charles de Gaulle

Mise à jour : 11/04/2019

Depuis le début de la mission Clemenceau, le groupe aéronaval du Charles de Gaulle est déployé en Méditerranée orientale pour participer à l'opération Chammal, le volet français de l'opération *Inherent Resolve* (OIR) qui lutte contre Daech au Levant.

Le samedi 6 avril, le *lieutenant general* LaCamera, commandant de la *Combined Joint Task* Force d'OIR, -coalition qui mobilise 74 pays et 5 organisations internationales-, s'est rendu à bord du porte-avions accompagné du général de brigade aérienne Vigilant, *French Senior National Representative* de l'opération Chammal, pour rencontrer l'état-major et les marins du groupe aéronaval qui opèrent dans la zone depuis trois semaines.

Cette visite a permis de présenter les opérations du groupe aérien embarqué sur le théâtre du Levant contre l'organisation terroriste en complément des autres moyens français terrestres et aériens déployés au profit de la coalition.

La présence du *lieutenant general* LaCamera a également été l'occasion d'évoquer l'action de l'ensemble des unités de la force navale qui opère dans un espace maritime particulièrement complexe pour soutenir la coalition depuis la façade ouest du théâtre.

Première visite du commandant de l'opération *Inherent Resolve* à une unité française engagée au sein du CJTF, cette rencontre a également été l'occasion d'évoquer la qualité de l'interopérabilité du groupe aéronaval avec la coalition et avec l'*US Navy* en particulier. En effet, le groupe aéronaval français peut actuellement compter sur l'appui de l'*USS Ross* et sera rejoint par le destroyer *USS McFaul* une fois en océan indien.

En partant, la CJTF a renouvelé sa confiance et ses remerciements pour l'engagement en Méditerranée orientale du *Charles de Gaulle* et du groupe aéronaval, signal fort qui traduit la détermination sans faille de la France à lutter contre le terrorisme.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation» au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

MISSIONS MARITIMES

Corymbe

CORYMBE 146 : La Marine nationale en patrouille avec ses partenaires marocains et sénégalais

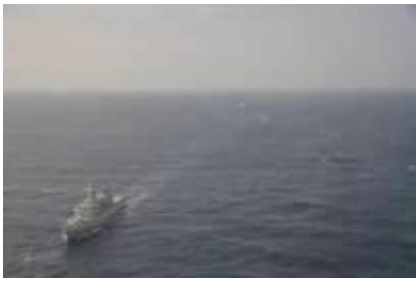
Mise à jour : 12/04/2019 – Direction : Sirpa Marine

Au cours de son transit entre San Pedro (Côte d'Ivoire) et Dakar (Sénégal), le patrouilleur de haute mer (PHM) *LV Le Hénaff* a participé à une semaine de patrouille et d'exercices menée conjointement avec la frégate *Mohammed V* de la Marine royale marocaine et le patrouilleur *Fouladou* de la Marine sénégalaise.

Plusieurs exercices de manœuvre et d'entraînement aux opérations de visite ont été conduits permettant ainsi de consolider les liens qui unissent ces trois marines et de progresser ensemble. Les trois bâtiments ont patrouillé en coopération dans la zone économique exclusive (ZEE) sénégalaise, en lien avec le centre opérationnel de la Marine (COM) de Dakar. La semaine s'est achevée avec une évolution tactique des trois bâtiments survolés par l'avion de surveillance maritime *Falcon 50* de la Marine nationale détaché à Dakar.



L'arrivée au port de Dakar le 30 mars a permis aux différents partenaires de réaliser un débriefing du déroulement de la patrouille commune et d'échanger en présence du chef d'état-major de la Marine sénégalaise et des attachés de défense français et marocains.



Depuis 1990, la France déploie un à deux bâtiments en mission Corymbe de façon quasi permanente dans le golfe de Guinée. La mission a deux objectifs majeurs : participer à la protection des intérêts français dans la zone ainsi et contribuer à la diminution de l'insécurité maritime, en aidant notamment au renforcement des capacités des marines riveraines du golfe dans le domaine de sécurité maritime, dans le cadre du processus de Yaoundé. Le déploiement de bâtiments français en mission Corymbe complète le dispositif français prépositionné en Afrique occidentale (Gabon, Côte d'Ivoire, Sénégal) et participe au volet maritime des coopérations opérationnelles mises en œuvre régionalement par ces forces de présence.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Mission Clémenceau

Mission Clémenceau : Geneviève Darrieussecq rencontre le Premier Ministre danois

Mise à jour : 08/04/2019

Vendredi 5 avril 2019, la secrétaire d'Etat auprès de la Ministre des Armées, Geneviève Darrieussecq, a rencontré le Premier Ministre danois, Lars Løkke Rasmussen, à bord du porte-avions *Charles de Gaulle*.

Le porte-avions est actuellement déployé en Méditerranée Orientale avec le groupe aéronaval, renforcé notamment par la frégate danoise *Niels Juel*. Tous sont actuellement engagés pour soutenir l'opération Chammal, volet français d*'Inherent Resolve* dans la lutte contre l'organisation terroriste Daech. Cet engagement s'inscrit dans le cadre de la mission Clémenceau, qui prévoit le déploiement du groupe aéronaval en Méditerranée puis en océan Indien.

Après avoir visité le porte-avions, Geneviève Darrieussecq et Lars Løkke Rasmussen ont pu évoquer les enjeux liés à la coopération entre les marines de nos deux pays. Lars Løkke Rasmussen s'est également rendu sur le *HDMS Niels Juel* afin de rencontrer les marins du bord.

L'intégration du *HDMS Niels Juel* au groupe aéronaval français témoigne de la volonté de coopération entre les marines française et danoise, qui partagent des intérêts communs, notamment dans le Grand Nord ou en matière de lutte anti-terroriste.

Si le porte-avions est, par la nature même de ses opérations, un véritable agrégateur des marines européennes, c'est la première fois qu'un bâtiment militaire danois est intégré au groupe aéronaval français. Cette participation inédite permet aux deux marines d'atteindre un niveau remarquable d'interopérabilité.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Le porte-avions réduit la voilure

http://lemamouth.blogspot.com/ samedi 13 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Cinq semaines après son appareillage de Toulon, et un mois tout juste après leur entrée en action en zone irako-syrienne, le porte-avions **Charles-de-Gaulle** et ses aéronefs termine aujourd'hui la séquence a priori la plus guerrière de son déploiement.

Le groupe aéronaval est resté en escale à Limassol (Chypre) entre le 30 mars et le 5 avril, avant de reprendre une troisième et dernière semaine d'opérations en mer. C'est à la reprise que deux Rafale Marine ont quitté le porte-avions, réduisant le nombre à 18 appareils, opérés par les flottilles **12F** et **17F**.

Le groupe aérien comporte aussi deux Hawkeye (**4F**), un Caïman Marine (**31F**), deux Dauphin Pedro de sauvetage (**35F**).

Du fait de la fin des combats contre Daech à Baghouz, l'activité a sans doute été plus réduite que prévu, sans doute la plus réduite dans l'histoire du **GAE** depuis qu'il opère sur le Charles de Gaulle (Afghanistan, Libye, Irak-Syrie). L'Etat-major des armées n'a évoqué qu'une frappe comme étant réalisée par la marine. Deux autres ont été réalisées ces derniers jours, sans qu'on sache s'il agit de l'activité de la marine ou de l'armée de l'air, qui conserve des Rafale en Jordanie et aux Emirats Arabes Unis.

Un exercice aérien important a été mené par les Rafale Marine dans la zone aérienne de Chypre, plusieurs jours avant l'escale à Limassol. Difficile d'évoquer une coopération, Chypre ne comptant pas de force aérienne.

La prochaine étape est l'exercice Varuna, avec les forces indiennes. Il prend cette année une dimension particulière, alors que la marine indienne a émis un appel d'informations pour des appareils embarqués.

Mission Jeanne-d'Arc

GFM Méditerranée : Antenne Djibouti

Mise à jour : 12/04/2019 – Direction : Sirpa Marine

Au cours du mois de mars 2019, et à l'occasion du passage du groupe Jeanne d'Arc à Djibouti, le commandant du groupement des fusiliers marins (GFM) a retrouvé 30 membres de son unité sur le territoire Djiboutien.



Exercice amphibie majeur, défense militaire des implantations de la marine et des bâtiments en escale, préparation opérationnelle complète (nautisme, tir, aérocordage etc…) grâce au soutien et

à l'expertise de leurs frères d'armes du commando Arta, les fusiliers marins du détachement de la force des fusiliers marins et commandos et de la mission JDA ont enchaînés les activités à un rythme dense.

Mission opérationnelle permanente des fusiliers marins à l'étranger, le déploiement sur la terre djiboutienne constitue un temps fort pour les jeunes fusiliers. Par la richesse des capacités offertes, il les renforce sur l'ensemble du spectre des missions qu'ils sont désormais aptes à conduire.

Unité de la force maritime des fusiliers marins et commandos (FORFUSCO) forte de plus de 600 membres, le groupement de fusiliers marins de la Méditerranée (GFM MED) comprend un état-major et quatre compagnies à Toulon, une compagnie à France-Sud et une compagnie à Rosnay. Il constitue ainsi une des plus importantes unités opérationnelles à terre de la Marine. Ses missions sont les suivantes : la défense militaire de points d'importance vitale en métropole, en outre-mer et à l'étranger, l'intervention maritime et l'appui aux opérations aéromaritimes depuis les bâtiments de la FAN.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Autres missions

Cléopatra 2019 : Manœuvres franco-égyptienne au large de Toulon

Mise à jour : 08/04/2019

Du 28 mars au 3 avril 2019, le porte-hélicoptères amphibie (PHA) *Mistral* et la frégate multi-mission (FREMM) Auvergne ont participé à l'exercice CLEOPATRA 2019 avec leurs sister-ships égyptiens, le PHA *Gamal Abdel Nasser* et la FREMM *Tahya Misr*.

Cet exercice organisé tous les deux ans, alternativement en France et en Egypte, s'inscrit dans le cadre d'une coopération militaire bilatérale entre nos deux pays. Il vise à renforcer l'interopérabilité dans les domaines de la surveillance maritime, de l'amphibie, de la lutte antinavire et de la défense aérienne.

Dans le cadre de cet exercice, le *Mistral* a accueilli à bord 5 hélicoptères des autres armées : 2 Tigre et 2 Caïman du 1er Régiment d'hélicoptères de combat (RHC) de Phalsbourg, ainsi qu'un Puma de l'armée de l'Air basé à Solenzara. Un détachement de la flottille amphibie, une équipe du groupement des fusiliers marins de Toulon, des plongeurs démineurs de la Méditerranée ainsi que 67 militaires et 25 véhicules du 1er régiment de Spahis à Valence (armée de Terre) ont également embarqué à bord du PHA.

Pour la 15ème édition de cette activité opérationnelle de coopération, l'exercice s'est déroulé en deux temps. Après une première phase à quai d'intégration, de formation et d'entrainement à la mise en œuvre des savoir-faire fondamentaux du 28 au 31 mars, les bâtiments ont conduit une série d'entrainements en mer, au large de Toulon du 1er au 3 avril.

Ces trois jours ont été rythmés par des activités conjointes dans les différents domaines de lutte (surface et air, lutte antiterroriste, prise en compte de la menace mines), des évolutions tactiques, des opérations amphibies ainsi que des manœuvres d'hélicoptères entre les bâtiments.

Le mercredi 3 avril, le chef d'état-major de la marine, l'amiral Christophe Prazuck, et son homologue égyptien, l'amiral Ahmed Khaled Hassan Saeed, se sont rendus sur le PHA *Mistral* puis sur le PHA *Gamal Abdel Nasser*. Ils ont assisté à des démonstrations de corde lisse et d'assaut conduites par une équipe mixte franco-égyptienne et au débarquement sur la plage de troupes et véhicules depuis les moyens amphibie français et égyptiens.

Cet exercice CLEOPATRA 2019 était particulièrement ambitieux avec une grande diversité d'activités. L'échange d'expertise, de savoir-faire et de procédures ont permis de parfaire l'interopérabilité entre nos deux marines.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Dynamic Manta 19 : La frégate Auvergne participe à un exercice de l'OTAN de lutte anti-sous-marine

Mise à jour : 09/04/2019

La frégate multi missions *Auvergne* a appareillé le mardi 19 février 2019 de Toulon pour rejoindre, au large de la Sicile, le *Standing NATO Maritime Group 2* auquel était intégré le bâtiment de commandement et de ravitaillement (BCR) *Var*.

Pendant deux semaines, la frégate française a participé à un exercice de lutte anti-sous-marine de grande envergure qui a mobilisé de nombreux navires de l'OTAN. L'Italie, le Canada, les Pays-Bas, la Grèce, l'Espagne et la Turquie ont déployé frégates et sous-marins en mer Ionienne pour participer à cet entrainement annuel.

Pour répondre aux exigences de cette manœuvre, les unités navales ont bénéficié du soutien de leurs hélicoptères embarqués et des aéronefs de patrouille maritime stationnés sur la base aérienne de Sigonella en Sicile. Par ailleurs, afin d'animer les différents scénarios de crise ou de guerre, plusieurs sous-marins ont été déployés dans le but de simuler des comportements hostiles à l'encontre des unités de surface.

La frégate *Auvergne* a mené neuf exercices de lutte anti-sous-marine dans un cadre qui requiert une interopérabilité sans failles entre les bâtiments alliés. Les manœuvres ne se sont pas limitées au domaine de la lutte sous la mer. Durant ce déploiement, les entraînements à la lutte au-dessus de la surface, à la guerre électronique ou encore la navigation en formation se sont succédé.

Cet exercice souligne le haut degré de coopération des unités au sein d'un exercice exigeant en termes de savoir-faire et de capacité technique.

Pour l'équipage de *l'Auvergne*, ce déploiement a permis de développer sa capacité à conduire des opérations dans un environnement multinational incluant les trois dimensions : dans les airs, sous et sur la mer.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Coopération : Les marins du Laplace participent à la formation et à l'entrainement des marins africains

Mise à jour : 09/04/2019

A l'occasion de sa mission ZMATO 2019 (Zone Maritime Atlantique Orientale), le bâtiment hydrographique (BH) *Laplace* participe à la formation et à l'entraînement du personnel des forces armées africaines riveraines du golfe de Guinée. Ainsi, après Abidjan, l'escale de Douala

(Cameroun) et les travaux devant le port de Bata (Guinée-Equatoriale) ont de nouveau permis de réaliser plusieurs périodes d'instruction opérationnelles (PIO) avec les marins africains.

Préparées avec le soutien de la mission de défense de Yaoundé, trois instructions ont été organisées lors de l'escale de Douala. La première était axée sur le tir de semonce et s'appuyait sur la maitrise des ordres réglementaires, sur le séquençage et le positionnement du bâtiment.

La seconde portait sur l'organisation et la conduite de la lutte contre les sinistres. Les stagiaires se sont notamment vu présenter les modes d'actions visant à lutter contre un feu ou une voie d'eau. Les marins africains ont pu apprécier le déroulement de la lutte avec les différentes équipes constituées ainsi que l'importance de la relation entre le directeur de lutte et le directeur d'intervention.

Enfin, la dernière formation a permis de présenter l'exercice de la garde sur un bâtiment de la Marine Nationale en s'appuyant sur un apprentissage des principales responsabilités et du rôle des différents adjoints.

En Guinée-Equatoriale, alors qu'il effectuait un chantier hydrographique devant le port de Bata, le BH *Laplace* a accueilli de manière quotidienne les officiers élèves de la promotion 2018/2019 de l'École Navale à Vocation Régionale (ENVR) de Tica. Ces élèves, issus de toute l'Afrique, n'avaient pour la plupart pas embarqué depuis le début de leur scolarité.

A bord du *Laplace*, ils ont découvert le temps d'une journée, la vie d'un bâtiment de la Marine Nationale en opération : travaux hydrographiques, mise à l'eau et hissage des vedettes, exercice de sécurité et briefing d'activités.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Piraterie: encore 38 attaques en trois mois (janvier-mars) mais l'amélioration est notable

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 10.04.2019 Par Philippe Chapleau



Le *Piracy Reporting Center* de l'IMB a diffusé les chiffres de la piraterie maritime pour le premier trimestre de 2019 et ils sont plutôt encourageants. La tendance se maintiendra-t-elle, là est la question ?

En trois mois, 38 actes de piraterie ont été recensés (14 en janvier, 12 en février et 12 en mars).

Pour rappel, pour la même période les années précédentes, les chiffres étaient les suivants :
- 2018: 66
- 2017: 43
- 2016: 37
- 2015: 54

Autre rappel, celui des attaques par année :

- 2018: 201
- 2017: 179
- 2016: 191
- 2015: 246

Sur ces 38 actes, on recense
- 27 navires arraisonnés
- 7 navires visés par des tir
- 4 attaques avortées.

A noter qu'aucun bateau n'a été détourné.

En ce qui concerne les zones affectées, on notera que l'IMB n'a recensé aucune attaque au large de la Somalie.

L'Afrique reste toutefois la zone la plus touchée avec 22 actes de piraterie, suivie par les Amérique (8), l'Asie du sud-est (4), la Mer de Chine (3) et l'Inde (1).

MISSIONS OTAN

Actualités OTAN

Otan : La France remporte l'édition 2019 de l'exercice de cyberdéfense Locked Shields

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 13 avril 2019



Depuis 2010, le « NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence » [CCDCOE], basé à Tallinn, en Estonie, organise chaque année un exercice de cyberdéfense qui, appelé « Locked Shields », vise à renforcer la coopération et les échanges entre les experts, civils et militaires, des pays participants.

L'objectif de ce « jeu » [car c'est ainsi qu'est désigné cet exercice] est de tester les chaînes de commandement en cas d'incident ou d'attaque informatique grave affectant de systèmes critiques. Pour cela, deux camps se font face : les équipes « bleues » [Blue Team], qui jouent en défense, et les équipes « rouges » [Red Team], qui tiennent le rôle de « forces adverses ». Des points sont ensuite attribués aux participants en fonction des résultats obtenus.

En 2018, les « cybercombattants » français, issus du Commandement de la cyberdéfense [COMCYBER] de l'État-major des armées [EMA] et de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information [ANSSI], rangés dans le camp « Blue Team », s'étaient classés en deuxième position, derrière l'équipe de l'Otan. Les défenseurs avaient dû proteger 4.000 systèmes fictifs contre 2.500 attaques. Le thème était alors la protection « des systèmes énergétiques et des réseaux de télécommunications. »

Cette année, l'équipe française a fait encore mieux puisqu'elle est arrivé en tête du classement des 23 nations participantes à cet exercice cyber, qui s'est déroulé du 7 au 12 avril. Celles de la République tchèque et de la Suède [pays partenaire de l'Otan] complètent le podium.

NATO CCDCOE @ccdcoe

WINNER of **#LockedShields** 2019 is Team France! Second place goes to Czech and third to Sweden! Congratulations to winners and respect to all participants - this was the most challenging live-fire **#cyberdefence** exercise to date. Everyone involved deserves credit! **#WeAreNATO**



01:12 - 12 avr. 2019

« La France a mobilisé 60 spécialistes [civils, militaires et réservistes] du domaine provenant des différentes sous-directions de l'ANSSI, et, pour la partie des armées : les composantes cyber des armées, directions et services placées sous la responsabilité du Commandement de la cyberdéfense [COMCYBER], avec le soutien de la Direction Générale de l'Armement [DGA], qui ont œuvré ensemble à déjouer ces cyberattaques », a précisé le ministère des Armées.

Selon le scénario de l'édition 2019 de Locked Shields, il s'est agi de défendre un pays fictif – Berylia – contre des cyber-attaques coordonnées contre ses infrastructures civiles lors d'une période électorale. En tout, ce sont plus de 1.200 experts en cyberdéfense de 23 nations qui contrer plus de 2 500 attaques informatiques.

« Ce succès à l'exercice Locked Shields 2019 est une très grande fierté et démontre la capacité des acteurs de la cyberdéfense française, tant au sein du ministère des Armées que de l'ANSSI, à coordonner leurs expertises respectives pour répondre efficacement à des enjeux de sécurité internationaux majeurs. Nous pouvons féliciter nos joueurs français qui, cette année encore, ont été brillants et remporté la première place! », s'est félicité Guillaume Poupard, le directeur de l'ANSSI.

De son côté, la ministre des Armées, Florence Parly, a salué une « victoire collective » qui « montre […] que nos investissements, nos efforts, ainsi que notre proximité avec l'ANSSI sont gagnants. » Et de souligner que, en France, « nous avons expertise indéniable dans le domaine cyber, et surtout des personnels de talents. »

Mission Lynx

Otan : L'armée de Terre sera bientôt de retour en Estonie, avec 4 chars Leclerc et 13 VBCI

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 12 avril 2019



Chars Leclerc et VBCI vont bientôt retrouver le sol estonien. En effet, dans le cadre de l'enhanced Forward Presence [eFP], c'est à dire le renforcement du flanc oriental de l'Otan avec quatre bataillons multinationaux déployés dans les trois pays baltes et la Pologne, un sous-groupement

tactique interarmes [S/GTIA] de l'armée de Terre sera de nouveau envoyé à Tapa, sous commandement britannique.

Des éléments précurseurs sont déjà sur place afin de préparer l'arrivée des 300 militaires français, issus du 12e Régiment de Cuirassiers [RC], du 2e Régiment Étranger d'Infanterie [REI] et du 1er Régiment Étranger de Génie [REG]

Ce S/GTIA, appelé « Lynx » sera pleinement opérationnel en Estonie au début du mois de mai pour participer à des exercices aux côtés d'unités britanniques, belges, danoises, islandaises et, évidemment, estoniennes. Comme lors du premier déploiement à Tapa, en mars 2017, il disposera de 4 chars Leclerc, de 13 Véhicules blindés de combat d'infanterie [VBCI] et d'une dizaine de blindés.

Ce déploiement suppose une importante manœuvre logistique, conduite par l'Élément de soutien national [ESN]. Les véhicules et le matériel du S/GTIA seront acheminés en Estonie par le rail.

En 2017, l'État-major des armées [EMA] avait précisé que la contribution française à ce bataillon multinational sous commandement britannique se résumait « principalement en termes de force de manœuvre » et qu'il conservait le « contrôle national de son engagement dans chaque fonction clef. »

Le retour d'expérience de la présence du S/GTIA « Lynx » en Estonie entre mars et décembre 2017 avait souligné la qualité de la manœuvre logistique ainsi que la bonne interopérabilité avec les forces britanniques et le très bon comportement du VBCI. Les Leclerc avaient eu en revanche quelques difficultés à manœuvrer, faute d'espace suffisant.

Au chapitre des points à améliorer, le document insistait sur 'l'entraînement au camouflage, la discrétion des déplacements, la discipline du bruit au combat », c'est à dire des « savoir-faire oubliés depuis la fin de la Guerre Froide. » Enfin, ce RETEX insistait également sur la nécessité de « développer la capacité de travailler en mode dégradé » et de veiller au respect de « l'hygiène informatique », afin de ne pas renseigner les forces russes sur les mouvements des troupes engagées sous la bannière de l'Otan.

Pour rappel, la région de la Baltique est une zone d'intérêt pour la France étant donné que 200.000 de ses ressortissants y vivent et qu'elle représente un tiers du produit intérieur brut [PIB] européen.

Par ailleurs, et toujours dans le cadre de l'Otan, l'EMA a indiqué que Chasseur de Mines tripartite Capricorne a été déployé en mer Noire entre 21 mars et le 1er avril. Le navire de la Marine nationale « a ainsi pu s'entraîner avec les marines alliées ou partenaires et renforcer les liens diplomatiques avec les pays riverains » tout en exerçant une « présence dans cette zone d'intérêt stratégique. »

Le Capricorne a fait escale à Odessa [Ukraine] avant de prendre part à des manœuvres avec le patrouilleur ukrainien Priluki. Puis il a ensuite participé à des manœuvres avec le dragueur de mines roumain Lupu Dinescu.

MISSIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

SOPHIA

Des drones en renfort dans l'opération Sophia

https://www.bruxelles2.eu/ 9 avril 2019 Nicolas Gros-Verheyde / Actualité2, Méditerranée, Missions PeSDC / Drones, EUNAVFOR Med, Italie, surveillance aérienne / 0 Comments

(B2) Pour renforcer la surveillance aérienne, après le départ des navires, l'opération Sophia déployée en Méditerranée (alias EUNAVFOR Med) va bénéficier d'un renfort de drones Predator de l'*aeronautica militare*



MQ-9A Predator B en vol (crédit : MOD Italie)

Un MQ-9A Predator B, la version la plus avancée et la plus récente du drone, d'une longueur 10,80 m avec une envergure de plus de 20 mètres, qui peut voler à 445 km / heure, devrait être déployé, selon nos opérations. Un MQ-1C Predator A, plus modeste (longueur de 8,20 m et envergure de 14,80 m), pouvant voler à 160 km/heure, pourrait aussi être déployé.

Un équipement bien utile

Pouvant voler à moyenne ou haute altitude, ces engins permettent à l'opération de mener des missions ISTAR (Renseignement, surveillance, acquisition de cible et reconnaissance), en toute discrétion. Un atout certain avec des passeurs. Leur grand intérêt est aussi l'autonomie de vol bien supérieure (environ 36 heures) à celle d'un avion ou d'un hélicoptère.

Un outil déjà employé

Ce déploiement de drones en Méditerranée n'est pas totalement une nouveauté pour les Italiens. Des drones Predator du 28ème groupe de la 32ème escadre d'Amendola avaient déjà utilisés dans l'opération *Mare Nostrum*. Un apport très utile permettant d'identifier des navires en perdition comme certaines manœuvres de groupes de trafiquants.

Nicolas Gros-Verheyde

8 – MISSINT

HARPIE

FAG : Bilan trimestriel exceptionnel pour Harpie : les forces armées en Guyane traquent sans relâche les orpailleurs

Mise à jour : 09/04/2019

Depuis le début de l'année 2019, les forces armées en Guyane poursuivent leur traque des orpailleurs illégaux dans le cadre de l'opération Harpie. Patrouilles, dispositifs de surveillance et d'intervention mais aussi opérations coup de poing sur renseignement et logistique aérienne à toutes épreuves, zoom sur le bilan du premier trimestre de l'année.

Après deux mois marqués par une présence renforcée sur le terrain, le 9e régiment d'infanterie de marine (RIMa), en appui de l'antenne GIGN de Guyane, a pu mener début mars une opération coup de poing fructueuse le long du fleuve Malani Marouini. Une infiltration de nuit sur près de 20km en kayak a notamment permis de découvrir une barge et de surprendre quatre individus en flagrant délit d'orpaillage illégal. Les orpailleurs ont été interpellés et leurs matériels, à savoir une pirogue, un corps de pompe, une table de levée et 100L de carburant, ont été saisis.

En mettant en place des dispositifs de surveillance et d'intervention le long des pistes, les militaires des FAG et les gendarmes ont ainsi su surprendre leur adversaire et ainsi saisir plusieurs matériels indispensables aux orpailleurs illégaux.

Le 14 mars, dans le sud de l'aire d'opération du 9e RIMa, les marsouins de la 2e compagnie ont saisi une pirogue sur la crique Bois Blanc. Le 19, ce sont trois quads qui ont été saisis sur la piste Atouka 2, et le 20, deux autres encore sur la piste Bellevue. Au bilan réalisé viennent s'ajouter la saisie et destruction de nombreux matériels nécessaires à l'extraction de l'or du sol guyanais : des

tables de levée et leurs tapis, des moteurs, des motopompes, des compresseurs, ou encore de l'outillage.

De leur côté, les légionnaires du 3e régiment étranger d'infanterie (REI) ont poursuivi leurs actions avec, pour objectif, de contrôler le terrain et d'empêcher toute reprise de la production illégale. Avec ses deux compagnies de combat d'infanterie alternativement déployées en forêt, le 3e REI est un régiment engagé en permanence au sein de l'opération Harpie.

Il a récemment été déployé dans la région du lac de retenue du barrage de Petit-Saut, en soutien d'éléments de l'escadron de gendarmerie mobile de Kourou, pour participer à la destruction d'une centaine de carbets et à la saisie de 16 pirogues et divers matériels nécessaires à l'orpaillage illégal tels que des groupes électrogènes, des moteurs, tables de levé…

En mars, le 3e REI était également fortement engagé dans le centre de la Guyane avec le déploiement d'un PC régimentaire à Saül, d'une compagnie de combat ainsi que des éléments de la SAED (section d'aide à l'engagement débarqué) dans le haut bassin de la Mana. Au bout de deux semaines d'opérations, le nombre de site d'orpaillage illégal avait été divisé par deux. Cette présence en forêt profonde a permis d'enrayer les flux logistiques des garimpeiros dans cette zone réputée particulièrement difficile d'accès.

Ces trois mois comptent déjà 401 patrouilles réalisées, elles représentent l'engagement de 2521 militaires des FAG et d'une section de renfort des FAA, totalisant 959 jours de forêt. La force Harpie peut se prévaloir d'avoir saisi et détruit 1359 carbets, 12 concasseurs, 138 tables de levée, 94 motopompes, 94 groupes électrogène, 46 000 m^3 de carburant, 27 kg de mercure, 927 g d'or, 27 quads, 43 pirogues et 27 armes pour un montant total de 2 700 000€ d'avoir criminel.

Fortes de 2 100 militaires, les FAG exercent des missions de soutien de l'action de l'État et contribuent aux missions de souveraineté. À ce titre, elles garantissent la protection du territoire national, et contribuent au maintien de la sécurité dans la zone de responsabilité permanente unique Caraïbes (ZRP), à la lutte contre l'orpaillage illégal (opération Harpie), à la sécurisation du centre spatial guyanais (opération Titan), et à la lutte contre la pêche illégale. Dans le cadre de leur mission de police des pêches, les FAG garantissent la souveraineté de la France sur les eaux placées sous sa juridiction, répondent aux engagements internationaux pris par la France dans le domaine de préservation des ressources halieutiques, et combattent les activités maritimes illicites.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

9 – Défense de par le Monde

Suisse : réduction de la disponibilité des F/A-18

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de combat Actualité Défense 8 avr. 2019 | Par Justine BOQUET



Une partie de la flotte de F/A-18 suisse se trouve actuellement immobilisée. © DDPS

La Suisse a annoncé qu'une partie de sa flotte de F/A-18 était actuellement indisponible.

Le département de la défense, de la population et des sports suisse a annoncé, le 2 avril, rencontrer des difficultés dans le cadre de la modernisation de sa flotte de F/A-18. Ces retards impactent donc négativement la disponibilité des appareils. En effet, dans l'attente de l'acquisition d'un nouvel avion de combat, et après le rejet du Gripen en 2014, la Suisse avait décidé de procéder à la modernisation des F/A-18. L'objectif était de pouvoir prolonger leur durée de vie et de passer de 5 000 à 6 000 heures de vol par avion. « Cette mesure doit permettre de combler les lacunes jusqu'en 2030 », précise le DDPS.

Cependant, même si RUAG est parvenu à moderniser un premier appareil en seulement quatre mois, les prochains chasseurs devraient faire face à un prolongement du processus de mise à niveau. « Certaines pièces de rechange ne sont pas adaptées à la structure des avions. Le retard encore indéfini ainsi provoqué dans l'assainissement de cette structure a aussi des conséquences sur le reste de la flotte dans la mesure où cela bloque, chez RUAG, les capacités dévolues aux travaux de maintenance qui surviennent régulièrement », ajoute le DDPS.

Sur les trente aéronefs en service, seulement dix sont donc disponibles. Ils peuvent continuer à conduire leur mission de police du ciel, même si habituellement douze appareils sont nécessaires à la réalisation des opérations de surveillance aérienne. Cependant, la Suisse ne s'annonce pas forcément confiante quant à la disponibilité à venir. « Il faut s'attendre encore à d'autres situations de réduction de la disponibilité des avions de combat jusqu'en 2024, année prévue pour la fin du programme d'assainissement », annonce ainsi le DDPS. Et ce avant de préciser que le département et RUAG étudient les possibilités pouvant permettre de faire face à ce déficit et ainsi de doter les forces aériennes suisses de moyens additionnels.

La Jamaïque se dote de radars Coast Watcher 100

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Systèmes 10 avr. 2019 | Par Justine BOQUET



Des radars Coast Watcher 100 permettront de renforcer la surveillance du littoral de la Jamaïque. © Thales

La Jamaïque a décidé de se tourner vers Thales afin de s'équiper de radars Coast Watcher 100.

Thales a annoncé le 8 avril avoir remporté un contrat avec la force de défense jamaïcaine afin de fournir au pays des radars Coast Watcher 100, qui seront employés pour la surveillance maritime. Le contrat comprend également la fourniture de capteurs électro-optiques, de radios et d'un centre de contrôle. L'acquisition de ce type de systèmes permettra de renforcer les moyens de la Jamaïque pour la surveillance de son littoral et pour la « prévention des activités maritimes illégales », rapporte Thales.

Le radar Coast Watcher permettra à la force de défense jamaïcaine de réaliser une surveillance accrue de son espace maritime à travers la détection de cibles variées. « Ce système permet une surveillance maritime avancée, avec des capacités optimales de détection et de poursuite de cibles rapides et manœuvrantes, évoluant dans des environnements difficiles (haute mer, pluie, etc) ainsi que des cibles aériennes volant à basse altitude », détaille l'industriel français.

Désormais chargée de fournir des systèmes radars pour l'environnement maritime, Thales a d'ores et déjà contribué au renforcement des moyens de surveillance de la Jamaïque avec l'installation de radars et de centres de contrôle dédiés à la gestion de l'espace aérien.

Thales va livrer un centre de renseignement d'origine image aux forces armées suisses

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 10 avril 2019



Avec des volumes d'informations toujours plus importants en raison d'une « inflation » de capteurs, l'enjeu est de pouvoir repérer les renseignements les plus pertinents afin de les exploiter et de caractériser une menace éventuelle. D'où l'intérêt du Système d'aide à l'interprétation multi capteurs [SAIM/MINDS] développé par Thales.

Et cette solution, a annoncé l'électronicien français, a été retenue par Armasuisse. Un contrat, dont le montant n'a pas été précisé, a été signé en mars dernier.

« Dès début 2020, Thales fournira à Armasuisse des éléments d'un centre de renseignement d'origine image [ROIM] […]. La plate-forme élaborée autour du système du système MINDS/SAIM permettra la collecte, l'analyse et l'exploitation de l'ensemble des données images utilisées par les autorités suisses », a indiqué l'industriel.

Le système SAIM/MINDS peut être utilisé tant au niveau stratégique que tactique. Il permet de traiter numériquement, en temps réel, des flux de données brutes collectées par plusieurs types de capteurs (IR, optroniques, satellites, radar, etc).

Selon les explications données par Thales, cette plate-forme, intégrée au sein des « infrastructures existantes », facilitera la « virtualisation complète du système » et ses capacités, qui reposeront notamment sur l'intelligence artificielle, permettront de « décupler l'exploitation des données images et de diffuser le renseignement le plus pertinent en appui à la prise de décision militaire. »

« La plateforme MINDS/SAIM est apte à équiper l'ensemble des forces armées impliquées dans le renseignement d'origine image : ce nouveau succès à l'export confirme son positionnement comme choix de référence », s'est félicité Gérard Herby, le directeur de la « Business Line Systèmes de Protection » de Thales.

Photo : Thales

Le Rafale sera évalué par la force aérienne suisse en mai prochain

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 10 avril 2019



Faute de pouvoir remplacer ses avions F-5 Tiger II par 22 Gripen E/F, comme cela avait été prévu en 2014, la force aérienne suisse est dans l'obligation de moderniser ses F/A-18 Hornet pour leur

donner le potentiel nécessaire pour « tenir » jusqu'à leur retrait du service, conformément aux orientations du plan « Air 2030 ».

Seulement, l'opération ne se passe pas exactement comme attendu. En effet, le 2 avril, l'état-major suisse a prévenu que la disponibilité des F/A-18 allait être réduite, RUAG, l'industriel chargé de leur modernisation, s'étant rendu compte que « certaines pièces de rechange ne sont pas adaptées à la structure des avions. »

« Le retard encore indéfini ainsi provoqué dans l'assainissement de cette structure a aussi des conséquences sur le reste de la flotte dans la mesure où cela bloque, chez RUAG, les capacités dévolues aux travaux de maintenance qui surviennent régulièrement », a expliqué Armasuisse, l'office fédéral de l'armement.

Résultat : la force aérienne suisse ne dispose actuellement que de 10 F/A-18 disponibles, alors qu'il lui en faudrait au moins 12 pour assurer ses missions. « Il faut s'attendre encore à d'autres situations de réduction de la disponibilité des avions de combat jusqu'en 2024, année prévue pour la fin du programme » de modernisation, a encore averti Armasuisse.

Dans le même temps, le processus d'acquisition de nouveaux avions de combat a été lancé. Cinq candidats sont en lice, dont le F-35 de Lockheed-Martin, le F/A-18 Super Hornet de Boeing, le Rafale de Dassault Aviation, l'Eurofighter Typhoon et le JAS-39 Gripen E/F, ces trois derniers ayant déjà été évalués, en 2008, par Armasuisse. Mais les résultats obtenus précédemment étant « périmés », il faudra donc qu'ils renouvellent cet exercice.

Le 8 avril, Berne a précisé le calendrier de ces évaluations, lesquelles dureront 15 jours pour chaque candidat. Le premier qui ouvrira le bal, et cela dès cette semaine, sera l'Eurofighter Typhoon. Puis viendra le tour du F/A-18 Super Hornet [22 avril/ 5 mai] et celui du Rafale, entre le 13 et le 26 mai. Le F-35 est attendu à Payerne au début du mois de juin, puis le Gripen E/F lui succèdera.

L'ordre de passage ne trahit pas une quelconque préférence : il a été établi par ordre alphabétique.

« Les essais incluent huit missions comportant des tâches spécifiques. Chaque mission est effectuée avec un ou deux avions de combat. L'objectif des missions est de vérifier les capacités des avions ainsi que les données des offres reçues. Un vol aura lieu de nuit, mais se terminera dans tous les cas avant minuit. Un vol d'introduction aura lieu avant les essais en vol et au sol pour permettre aux pilotes étrangers de se familiariser avec l'espace aérien suisse », a précisé Armasuisse.

Pour rappel, en 2008, le Rafale avait obtenu la moyenne de 6,71 lors des évaluations menées dans l'appel d'offre lancé pour remplacer les F-5 Tiger II. Et l'Eurofighter s'était classé second (6,2). Malgré tout, ce fut le Gripen E/F qui fut choisi par Berne.

Par ailleurs, s'agissant du futur système de défense sol-air de longue portée (DSA) suisse, qui fait également l'objet d'un appel d'offres, tout se jouera entre le Patriot PAC-3, présenté par l'américain Raytheon, et le SAMP/T du consortium Eurosam [Thales et MBDA]. Le système « David's Sling » [Fronde de David] israélien n'a finalement pas été proposé.

« De mai à juillet 2019, plusieurs équipes du DDPS [*] évalueront l'efficacité des différents systèmes, leur maintenance et la formation requise. De mi-août à fin septembre 2019, les capteurs des systèmes de défense sol-air seront testés en Suisse afin de vérifier la performance indiquée du radar de façon ponctuelle, par des mesures au sol et sur cibles en vol. Aucun essai de tir ne sera effectué », ont précisé les autorités suisses.

Selon les spécifications exigées par Berne, le système retenu devra couvrir une surface de 15 000 km² au moins et être en mesure d'atteindre une altitude d'engagement de plus de 12 000 m et une portée supérieure à 50 km. La capacité de défense contre les missiles balistiques n'est pas requise.

[*] Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports

10 – Nos Forces Armées

Traditions : le Prytanée de la Flèche pointé du doigt dans un rapport parlementaire

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.04.2019 Par Philippe Chapleau

Voici le texte d'un article paru dans nos éditions de la Sarthe samedi, il a été rédigé par Adrien Le Noël. Il se base sur un rapport parlementaire sur "l'évaluation des dispositifs de lutte contre les discriminations au sein des forces armées", présenté il y a quelques jours par les députés Bastien Lachaud et Christophe Lejeune.

Ce rapport peut être consulté **ici** http://www.assemblee-nationale.fr/15/rap-info/i1814.asp

Un autre article sur ce sujet est disponible **ici** https://www.ouest-france.fr/faits-divers/harcelement/la-lutte-contre-les-discriminations-dans-l-armee-au-centre-d-un-rapport-parlementaire-6282710

Dans un rapport parlementaire présenté à l'Assemblée nationale mercredi 27 mars, Bastien Lachaud (La France insoumise) et Christophe Lejeune (La République en marche), deux députés, ont présenté les conclusions de « leur mission d'information sur les discriminations au sein des forces armées ».

Les deux députés qualifient de dévoyées certaines traditions du Prytanée national militaire. Ils évoquent une situation « inacceptable du fait du comportement d'une minorité d'élèves de classes préparatoires aux grandes écoles, en particulier à Saint-Cyr-l'École et au Prytanée national militaire de La Flèche ».

Il y est mention de « familles tradis » ou « quartiers », des systèmes de mentorat que l'on retrouve dans la plupart des écoles mais qui, pour le Prytanée, se traduit par la présence de jeunes « tradis extrémistes qui ont une influence négative sur leurs camarades ». Le rapport explique que ces derniers « promeuvent une vision rétrograde de l'armée, déconnectée de sa réalité et de ses besoins d'aujourd'hui ».

Par ailleurs, il est également question « de groupes religieux intégristes, non reconnus par l'Église catholique, sur lesquels l'aumônerie n'a pas de prise, dans l'environnement immédiat du Prytanée ». Ainsi, selon l'aumônier en chef du culte catholique, « un groupe scout, aux environs de La Flèche, a ainsi été identifié comme ne répondant pas aux exigences du lycée militaire ». Lequel précise « que cela avait amené l'aumônerie à constituer un groupe scout composé à parité de filles et de garçons, autonome du scoutisme local ». « Une influence néfaste de certains anciens » Le rapport souligne aussi « l'influence néfaste de certains anciens, et même de certains parents, qui font pression sur les élèves pour faire perdurer des comportements qui n'ont pas lieu d'être ».

Dans une interview donnée à Libération le jour de la présentation du rapport, Bastien Lachaud poursuit : « Les traditions sont une manifestation concrète de l'esprit de corps et de l'identité militaire […]. Lors des portes ouvertes du lycée militaire de La Flèche, il semblerait que certains parents de futurs élèves s'assurent qu'existent toujours les « familles tradis ».

Contacté, le Prytanée n'a pas souhaité faire de commentaire.

Les Armées vont commander des bungalows modulaires pour une valeur de 63 millions d'euros

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.04.2019 Par Philippe Chapleau

Un avis de marché a été diffusé le 3 avril, il porte sur "l'acquisition, mise en œuvre de bungalows modulaires et accessoires au profit du ministère des Armées en France et des établissements du service d'infrastructure de la Défense (ESID)"

Les bungalows modulaires seront de type métallique ou bois. Ils serviront de bureaux, d'hébergements et de sanitaires.

Selon l'avis, ils pourront être livrés, sans installation :
- sur des points définis en métropole pour un envoi à l'étranger (OPEX) par les forces armées (lot no8) ;
- sur des points qui seront définis ultérieurement en métropole pour une installation en métropole (lots no1 à no7),
- sur des points définis à l'étranger (lot no8).
Ils pourront être livrés, avec installation :
- sur des points qui seront définis ultérieurement en métropole pour une installation en métropole (lots no1 à 7),
- sur des points définis à l'étranger (lot no8).

Le nombre de bungalows n'est pas précisé ; en revanche, la valeur totale du marché est estimée à "63 000 000 euros".

La gestion des logements domaniaux des Armées externalisées pour 5,9 milliards sur 35 ans

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 10.04.2019 Par Philippe Chapleau

Dans un post du 4 avril 2018 (lire **ici**), j'avais fait part du projet d'externalisation de la gestion des 8033 logements domaniaux des Armées. J'écrivais alors que ces logements sont répartis dans 828 ensembles immobiliers dont 54,7% sont des maisons individuelles.

Un "contrat d'externalisation pour la gestion des logements domaniaux du Ministère des armées (CEGeLog)" va effectivement être mis en place.

Un avis de concession a été publié le 6 avril (Avis n° AO-1915-3202). Il porte sur "sur la gestion du parc de logements domaniaux au profit des ressortissants du ministère. Ce parc est composé d'environ 8200 logements, auxquels s'ajouteront, sur la durée de la concession, environ 2000 logements issus d'opérations de construction et d'acquisition, ainsi qu'environ 3500 logements faisant actuellement l'objet de baux emphytéotiques administratifs. Le concessionnaire prendra en charge la gestion locative, la rénovation et l'entretien-maintenance (y compris le GER) de l'ensemble du parc. Il sera aussi chargé de la réalisation de logements neufs sur les fonciers mis à disposition par le ministère et de l'assistance à la cession de logements. Le cas échéant, il aura à sa charge d'acquérir des logements et terrains nécessaires à l'exercice de sa mission dans les conditions fixées au contrat."

La valeur hors TVA est estimée entre 5,1 et 5,9 milliards d'euros sur 360 à 420 mois (30 à 35 ans).

a – Armée de Terre

L'armée de terre a testé des robots avant un envoi au Sahel

http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 11 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

On en a eu confirmation ce matin en réponse à une question de ce blog, l'armée de terre a discrètement testé des robots terrestres au camp de Suippes, il y a une quinzaine de jours. Des robots apparemment assez lourds, et peut-être même un véhicule en service robotisé.

Ces essais réalisés au CENZUB interviennent alors que l'armée de terre ne cache pas son intérêt pour déployer des mules au Sahel, afin de décharger sapeurs et fantassins débarqués d'une partie de leur matériel. Des applications dans le domaine de la santé intéressent aussi d'autres publics, comme les forces spéciales. L'armée de terre attend manifestement beaucoup de cette expérience, et notamment, les retours des personnels en opérations.

La ministre des armées a annoncé la semaine dernière son intérêt pour des expérimentations de robots, dont par ailleurs trois générations distinctes sont prévues -de longue date- dans l'opération d'ensemble Scorpion. A ce stade, on ignore de quel(s) type(s) sera(ont) les robots déployés en opérations dans les mois qui viennent, au Sahel.

L'Estonie, petit pays niché en bord de Baltique, déploie actuellement un robot à Gao, où elle opère au sein de l'opération Barkhane. Le modèle en question a déjà été retenu par Nexter et MBDA, pour deux configurations armées. Le missilier a d'ailleurs remis au SOFINS un award d'innovation à Milrem Robotics pour ce robot Themis.

L’armée de Terre a reçu ses premiers radars de surveillance tactique MURIN

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 12 avril 2019



Au début des années 2000, il était question pour l’armée de Terre de remplacer le RASIT [radar d’acquisition et de surveillance des intervalles] et le RATAC [radar de tir de l’artillerie de campagne] par un seul système, appelé RAPSODIE [radar de surveillance et d’aide au tir terrestre]. Et il était prévu d’en acquérir 62 exemplaires dans le cadre de la Loi de programmation militaire [LPM] 2003-2008.

Mais, en dépit de l’âge du RASIT et du RATAC [mis en service dans les années 1970, ndlr], il fut finalement décidé qu’il était urgent d’attendre. Et l’achat du RAPSODIE, capable de détecter et d’identifier des fixes et mobiles quelles que soient les conditions météorologiques, passa à la trappe.

Finalement, les RASIT et RATAC seront remplacés par le radar MURIN [Moyen de surveillance Utilisant un Radar d’observation des INtervalles], développé par Thales sous le nom de Ground Observer 12 [ou GO12]. En effet, il aura fallu attendre décembre 2015 pour que ce nouveau système soit commandé par la Direction générale de l’armement [DGA].

Dans un premier temps, quatre radars ont été livrés pour une évaluation technico-opérationnelle réalisée par la DGA, la Section technique de l’armée de Terre [STAT] et la Structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres [SIMMT]. Puis 13 autres exemplaires ont été réceptionnés par l’armée de Terre dans le courant du premier trimestre 2019. L’annonce vient d’en être faite par le ministère des Armées.

« Les investissements de l’État dans l’industrie de défense sont essentiels à la protection et la sécurité de nos concitoyens. Ils sont également un atout pour l’économie française dans son entier, chaque programme lancé auprès d’un industriel étant source d’activité économique et d’emplois », a rappelé le ministère, alors que certains contributeurs au Grand débat national ont estimé que les armées pourraient se serrer [à nouveau] la ceinture afin de réduire la dépense publique.

Quoi qu’il en soit, le système MURIN va améliorer significativement les capacités de détection de l’armée de Terre. D’une masse de seulement 40 kg [contre 100 kg pour le RASIT], il est en mesure repérer, identifier et surveiller pratiquement tout ce qui bouge, roule ou vole dans un rayon de 24 km [et à 500 m d’altitude]. Y compris un piéton évoluant à 12 km de sa position.

D'une autonomie de 6 à 8 heures, qui peut être prolongée par des panneaux solaires ou, tout simplement, par branchement sur secteur, le MURIN peut être utilisé pour la protection des emprises et pour les tirs d'artillerie. Pour cela, il pourra être interagir avec le système d'information et de commandement ATLAS [Automatisation des tirs et liaisons de l'artillerie sol/sol]. Enfin, aérolargable [ce qui intéressera le 35e Régiment d'artillerie parachutiste], il pourra être intégré au Serval, c'est à dire le futur Véhicule blindé multirôles léger du programme SCORPION.

Les MURIN sont « destinés à renouveler les capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance en tous temps, de jour comme de nuit, de l'armée de Terre », résume le ministère des Armées. Au total, 30 seront en service. Les 13 derniers exemplaires seront livrés d'ici la fin de cette année.

Photo : armée de Terre

Formation 3.0 des mécaniciens Griffon

Mise à jour : 12/04/2019

Les écoles militaires de Bourges (EMB) a inauguré, le 5 juin dernier, les nouveaux bâtiments Scorpion. Programme majeur l'armée de Terre, Scorpion implique d'adapter la chaîne de maintenance pour accueillir Griffon et Jaguar, véhicules phares du programme. Les EMB s'apprêtent aujourd'hui à accueillir les premiers formateurs Griffon.

La capacité opérationnelle des véhicules du programme Scorpion dépend de l'organisation de sa chaîne de maintenance. Commencés en octobre 2016, les travaux des bâtiments Scorpion se sont achevés en avril 2018. Plateforme de 4 000 m^2, **la zone Scorpion est ainsi divisée en trois grands domaines : instruction, ateliers Griffon et Jaguar et zone VBCI**. Avec cette nouvelle zone opérationnelle, les EMB sont prêtes à y accueillir les formateurs.



Premiers formateurs Griffon

Dès septembre, l'école percevra **huit Griffon**, dont six destinés à la Division technique mobilité. Les **44 premiers stagiaires** pourront ainsi débuter leur formation sous la direction de l'industriel. « *Les primo formateurs appartiennent aux EMB, mais aussi aux premières unités dotées du Griffon* », explique Michel, chef du cours formation d'adaptation à la division technique mobilité. « *Ce regroupement de personnel permettra aux régiments de se mettre rapidement en ordre de marche pour préparer l'arrivée des véhicules dans leurs ateliers*. »

Ce pôle d'instruction a nécessité l'**adaptation des hangars entièrement équipés**. Les ateliers sont constitués de 14 travées capables d'accueillir des Griffon ou des Jaguar. Chaque emplacement dispose d'un système de récupération des fluides et d'une prise informatique pour connecter les véhicules au réseau interne et à l'intradef. Il a aussi fallu **moyens pédagogiques correspondant à cette nouvelle génération de véhicules.**

Une formation pédagogique et individualisée

La formation dispensée à aux EMB va bénéficier une nouvelle fois d'un bond technologique mais aussi pédagogique comme l'explique le général Philippe César Baldi commandant les écoles militaires de Bourges : « *Avec les nouveaux bâtiments, nous avons créé un* ***espace de formation autour du stagiaire****. Totalement paramétrable, il permet de passer du cours magistral aux ateliers en s'arrêtant aux maquettes ou dans les salles de simulation. Nous pourrons presque faire un suivi individuel* ».

Avec le programme Scorpion, l'armée de Terre entre de « ***plain-pied dans la 4e génération*** » souligne le général. Les écoles militaires de Bourges réfléchissent aux futures méthodes de travail possibles comme la **réalité virtuelle** ou le système de **simulation olfactif**. Ce dernier permet d'entraîner les futurs mécaniciens à détecter une fuite de gasoil ou l'odeur de l'huile qui a chauffé par exemple.

Le général conclut en disant que « *les maintenanciers Scorpion seront des hommes et femmes performants, étroitement liés à leur système d'armes et encore plus proches des équipages*. »

La première formation adaptée au Griffon débutera en 2020.



L'information en + :

De juillet à fin septembre 2018 s'est déroulée une **première phase d'essais de maintenance sur un prototype du** Griffon. Ces essais ont été l'occasion de dérouler de nombreuses opérations (cartes de travail) liées à la **maintenabilité de l'engin** et d'**utiliser les outillages et la documentation** développés au titre du marché d'acquisition des Griffon. Ils ont ainsi permis de conclure rapidement sur des évolutions à apporter.

D'autres essais restent à conduire pour couvrir l'ensemble du spectre des opérations de maintenance. Ainsi, des essais de montage-démontage des kits des futurs Griffon sont prévus en 2019 et en phase finale des **essais liés à la vétronique** qui sera très présente sur ces engins de 4e génération.



Droits : Armée de Terre 2019

b – Marine Nationale

La FREMM Bretagne parrainée par le conseil général de Bretagne

Mise à jour : 09/04/2019 – Direction : Sirpa Marine

Le 2 avril 2019, le président du Conseil régional de Bretagne, M. Loïg Chesnais-Girard, a consacré officiellement le parrainage de la FREMM *Bretagne* avec la région Bretagne. La cérémonie s'est déroulée à Brest sous l'égide de M. Louis Giscard d'Estaing, président de l'Association des Villes Marraines.

C'est la première fois qu'une région parraine une unité opérationnelle de la Marine, ce qui confèrera un rayonnement particulièrement important à ce partenariat citoyen. Pour autant, cela s'inscrit aussi dans une sorte de continuité historique puisqu'en 1766, la *Bretagne,* vaisseau de ligne de 110 canons et grand aïeul de l'actuelle FREMM, était déjà parrainée par les États de Bretagne.

A l'issue de la signature du parrainage, M. Bedri, chargé du patrimoine historique de CECLANT a donné une conférence sur l'ensemble des bâtiments ayant précédemment porté le nom de *Bretagne*. Puis, après une visite du Musée de la Marine, les autorités présentes ont pu embarquer

à bord de la toute dernière FREMM, admise au service actif le 20 février dernier. A cette occasion, ils ont assisté au dévoilement de la plaque de parrainage et à une cérémonie qui a permis de remettre un certain nombre de récompenses à plusieurs membres d'équipage : remise de sabres et passage au grade d'officier marinier supérieur, médailles de la Défense nationale et lettres de félicitations.

Par sa solennité, la cérémonie militaire a marqué les esprits, en démontrant aux yeux des nouveaux parrains et de la communauté civile représentée, les valeurs humaines et militaires des marins de la FREMM *Bretagne* : ***Esprit d'équipage***, *Honneur et Patrie, Valeur et Discipline*, *abnégation* et *don de soi.*

Le 2 avril a donc marqué un jalon important pour la FREMM *Bretagne*. Dès lors ambassadrice d'une grande région, la *Bretagne* gardera pour amer, de créer, d'accroître et d'entretenir des liens aussi forts que possible avec les jeunes, les associations et le tissu social et économique bretons. Elle fait des liens *Armées-Nation* et *Armées-Jeunesse* un tremplin pour la transmission des principes qui lui sont chers, au sein même des forces et vers le plus grand nombre.



Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Plongée militaire européenne : vers une coopération plus étroite

Mise à jour : 10/04/2019 – Direction : Sirpa Marine

Compatibilité des matériels, procédures, qualité de l'air respirable, tables thérapeutiques, référentiel de formation, langue… Autant de paramètres qui peuvent devenir un obstacle en termes d'interopérabilité entre nations européennes. L'objectif est pourtant de pouvoir générer, sous faible préavis, une éventuelle Ship Rescue Task Force européenne pour répondre à une crise de type Costa Concordia ou – plus récemment – Helge Ingstad.



L'idée est qu'une nation puisse mettre à disposition d'une nation cadre, une capacité « *plug and fight* » pour participer – à hauteur de ses moyens – à l'effort de défense européen.

Depuis 2012, l'Agence européenne de défense (AED) travaille à rendre possible cette coopération opérationnelle dans le domaine de la plongée à l'air. Elle rassemble au sein d'un groupe de travail dédié les nations qui s'efforcent de palmer dans la même direction malgré des courants parfois contraires.

C'est dans ce cadre que, le 3 avril 2019, le Pôle Ecole Méditerranée et le Centre international de formation à la plongée militaire (CIFPM) de DCI branche NAVFCO ont accueilli des représentants de sept pays – Irlande, Espagne, Allemagne, Roumanie, Bulgarie, Pologne et Chypre – pour une démonstration capacitaire en vue d'une meilleure interopérabilité.



D'ores et déjà, les nations participantes s'accordent sur la nécessaire adoption d'une norme commune de qualité de l'air respirable et le développement d'interfaces rendant compatibles les stations de gonflage et les robinetteries des différents blocs de plongée en service dans les armées de Etats membres.

Pour impliquer les opérationnels dans la réflexion, la France a proposé que les déploiements du GAN, dont l'escorte intègre des unités des différentes marines européennes, soient l'occasion d'échanges mutuels entre plongeurs de bord des différentes nations de manière à identifier les voies possibles d'amélioration.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

La maintenance aéronautique du porte-avions : une mécanique bien huilée

Mise à jour : 10/04/2019 – Direction : Sirpa Marine

5ème base de l'aéronautique navale française, premier exploitant de Rafale Marine et opérateur principal de munitions aéronautiques, le porte-avions *Charles De Gaulle* assure grâce à ses flottilles embarquées la continuité de la défense des intérêts nationaux, en tout temps et en tout lieu.



Pour ce faire, les trois piliers de la logistique, de la maintenance et de l'armement aéronautique sont primordiaux. Le porte-avions, grâce à son groupement de soutien technique aéronautique, riche de 150 marins permanents ; renforcé par les techniciens des flottilles du GAé et des renforts temporaires de marins experts officiant au SIAé (service industriel de l'Aéronautique), est capable de mettre en œuvre son aviation 24h/24 pour porter la puissance de feu conventionnelle ou nucléaire loin derrière les lignes ennemies ou faire peser en haute mer la crainte diffuse d'une attaque multi-milieux imprévisible.

Dix ateliers de maintenance entourent le hangar aviation, et les gains de place permis par le débarquement des Super Etendards Modernisés et les travaux conduits durant la refonte à mi-vie du porte-avions améliorent les conditions d'intégration et de soutien d'un GAé maintenant « tout Rafale », qui peut être constitué de 35 aéronefs selon les cas, et pour les armements et emports qui accompagneront la mise en service du nouveau standard F3.R du Rafale en 2019.

Le haut niveau de compétence des techniciens permet d'effectuer chaque réparation nécessaire en totale autonomie par rapport à la terre : un stock d'un million de pièces de rechange, pour 30 000 références, est disponible à bord. Le banc d'essai réacteur et deux bancs Mermoz permettent de parfaire ce système bien huilé.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Sauvetage en mer : la 36F tient l'alerte

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Hélicoptères militaires 10 avr. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau



Un Panther de la 36F s'entraine au sauvetage en mer avec une vedette de la SNSM. © Emmanuel Huberdeau

Depuis mai 2017, ce sont les hélicoptères Panther de la flottille 36F qui tiennent l'alerte du secours en mer pour la Marine Nationale à Hyères.

Depuis bientôt deux ans, deux missions sont venues s'ajouter au panel déjà large des taches confiées à la **flottille 36F**. Cette unité est équipée du **Panther** depuis sa création en 1995. Sa vocation première est de fournir des détachements embarqués sur différentes frégates de la Marine Nationale. A bord les équipes de la 36F peuvent réaliser aussi bien des missions de lutte anti navires que des missions d'interception de go fast ou encore des vols de liaison.

En 2017, la flottille a reçu pour mission de tenir deux nouvelles alertes depuis la base aéronavale de **Hyères**. Deux Panther et deux équipages sont prêts à décoller 24h sur 24 et 7 jours sur 7, soit pour effectuer du secours en mer soit dans le cadre du plan d'action immédiat. Mis en place après les attentats de Paris, ce plan prévoit de déposer en cas de prise d'otages sur un navire en mer un premier échelon d'intervention composé de commandos marine ou de fusiliers marins.

Le Panther et un appareil très polyvalent bien adapté à ces deux missions. Pour le sauvetage en mer, le radar et la boule optronique peuvent servir à la détection des navires en détresse ou des naufragés. De nuit les pilotes peuvent emporter des jumelles de vision nocturne (JVN) et le Panther est doté d'un pilote automatique quatre axes permettant de tenir en vol stationnaire. Le rayon d'action de l'appareil lui permet de parcourir 100 nautique et d'opérer 20 min sur une zone. Jusqu'à trois personnes peuvent alors être embarquées. Les deux appareils d'alerte peuvent intervenir simultanément.

Pour se préparer à ces missions, les équipages de la 36F s'entrainent régulièrement notamment avec les vedettes de la Société Nationale de Sauvetage en Mer et avec des voiliers d'école de croisière. La 36F participe aussi à des exercices multinationaux.

Sur l'année écoulée, la 36F est intervenue à 40 reprises pour des missions de sauvetage en mer dans des conditions climatiques souvent très dures. Lorsque les Dauphin de la flottille 35F auront été modernisés afin de permettre l'emploi de JVN, ils reprendront l'alerte et la 36F se concentrera de nouveau sur son cœur de métier. Par la suite, les H160 que la Marine Nationale va louer participeront également à cette mission de sauvetage en mer.

c – Armée de l'Air

L'envol des princes a pris de la hauteur dans le ciel salonais

Mise à jour : 08/04/2019 – Direction : Armée de l'air

Samedi 30 mars 2019, les aviateurs de la base aérienne 701 et de l'École de l'air de Salon-de-Provence ont accueilli les membres des associations Des ailes dans les yeux et Le Point rose.

À travers la passion pour l'aéronautique, cette rencontre avait pour but de redonner l'envie de vivre aux familles ayant perdu un enfant.

À cette occasion, petits et grands ont participé à un événement sur le thème «*Le Petit prince de Saint-Exupéry*». Cette manifestation a réuni plus d'une centaine de personnes venues de toute la

France. Rassembler ces familles sur un site aéronautique était une volonté de mettre en avant les valeurs incarnées par la maxime de Saint-Exupéry : «*Relier des hommes».*

Durant cette journée, les élèves de l'École de l'air ont été en contact permanent avec les familles afin de transmettre leur passion pour l'aéronautique, mais également de montrer leur engagement dans cette noble cause, permettant ainsi de renforcer le lien armée - nation. Les familles ont pu apprécier les ateliers sur le thème du Petit prince. Elles ont également pu admirer l'exposition statique mise en place par la base aérienne et l'École de l'air.

Le clou de cette belle journée ensoleillée fut incontestablement constitué par les 93 baptêmes de l'air sur aéronefs civils, autour de Salon-de-Provence. Pour les accompagner, des personnages de *Star Wars* animaient le point d'embarquement. Pour clore cette manifestation, une démonstration aérienne de l'équipe de voltige de l'Armée de l'air a émerveillé petits et grands par ses figures originales, comme le cœur et le smiley dans le ciel.




Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Forces spéciales : L'escadron 3/61 « Poitou » continue de moderniser ses (vieux) avions Transall

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 8 avril 2019



Le nombre d'avions de transport Transall C-160 en service au sein de l'armée de l'Air ne cesse de se réduire progressivement [il n'en restait plus que 18 au 1er juillet 2018, ndlr]. Pour autant, l'Escadron de Transport 3/61 « Poitou », qui relève du Commandement des opérations spéciales [COS] continue de développer de nouvelles capacités pour les appareils qu'il met encore en œuvre.

Ainsi, après le salon des Forces spéciales [SOFINS], organisé la semaine passée par le Cercle de l'Arbalète, la base aérienne 123 d'Orléans-Bricy a diffusé une vidéo via sa page Facebook au sujet des innovations présentées à cette occasion par les Forces spéciales Air.

Évoquée dans un rapport du Sénat publié en 2014 et figurant parmi les priorités de la Loi de programmation militaire [LPM] 2014-19, la capacité C3ISTAR [Command, Control, Communication Intelligence, Surveillance, Target Acquisition and Reconnaissance] fait désormais partie de la « panoplie » des Transall du « Poitou ».

Pour rappel la capacité C3ISTAR repose notamment sur une boule optronique jour/nuit avec désignateur laser et console d'exploitation des images pour réaliser les missions de surveillance, renseignement, ciblage et reconnaissance.

L'intégration de cette capacité sur ce type d'appareil, qualifiée de « révolution » dans cette vidéo, est désormais mise en œuvre depuis un an par les équipages « Transall » de l'escadron.



« Grâce à des capteurs optroniques [a priori logés dans la nacelle du train d'atterrissage] et électroniques, le Transall peut transmettre des images par satellite à un poste de commandement au sol », explique l'armée de l'Air. Et d'ajouter : Cette « capacité, qui donne entière satisfaction depuis sa mise en service opérationnelle il y a un an, est amenée à évoluer avec l'intégration de la liaison 16. »

Pour faire simple, la Liaison 16 est un standard de liaison de données tactiques de l'Otan qui permet à plusieurs avions d'échanger des informations numérisées en temps réel, tout en limitant le risque d'interception et de brouillage. En clair, on ne communique plus par radio : les systèmes de combat se transmettent automatiquement leurs positions et les données obtenues par leurs différents capteurs.

« Les liaisons de données tactiques permettent de réduire significativement la boucle de décision grâce à la supériorité dans le domaine de l'information et l'application d'un des principes fondateurs de la guerre en réseau : 'Commandement centralisé / Exécution décentralisée' », explique le Centre d'expertise aérienne militaire.

En 2022, le « Poitou » dira adieu à ses Transall. Et s'il devrait être doté d'A400M Atlas, la capacité C3ISTAR sera mise en œuvre par ses C-130H Hercules, lesquels bénéficieront d'une mise à niveau.

À cette occasion, a précisé l'hebdomadaire Air&Cosmos dans son numéro du 29 mars, les capacités tactiques des C-130H seront « accrues » avec « l'intégration d'une boule optronique dans le nez de certains appareils » et la mise en place d'un « nouveau réseau de cablâge » qui « facilitera l'intégrations des équipements C3ISTAR. »

Photo : Commandement des Forces Aériennes

Le nouveau numéro d'Air actualités bientôt en kiosque

Mise à jour : 08/04/2019 – Direction : Armée de l'air

Le numéro d'avril 2019 (n°720) d'*Air actualités* sort en kiosque cette semaine. À la une ce mois-ci : un dossier complet sur les drones de l'Armée de l'air.



Ce numéro vous emmène tout d'abord à Niamey (Niger), sur la base aérienne projetée, dans le cadre de l'opération *Barkhane*. Puis, retour en France, sur la base aérienne 126 de Solenzara, à l'occasion d'une campagne de tir air-air avec des Mirage 2000-5.

Cap ensuite sur l'Atlantique, où l'équipage d'un Caracal de l'escadron d'hélicoptères 1/67 «Pyrénées» de Cazaux a réalisé, fin 2018, un sauvetage aéromaritime dans des conditions particulièrement périlleuses.

Découvrez aussi un métier peu connu dans l'Armée de l'air : celui de «dépoussiéreur». Enfin, côté technique, on vous présente le drone MQ-9 Reaper.

Où trouver *Air actualités* ?

Nous vous invitons à télécharger l'application Zeens (gratuite). Elle vous permet de trouver le point de vente le plus proche de chez vous, où que vous soyez.

Pour être sûr de recevoir *Air actualités*, vous pouvez également vous abonner en téléchargeant le coupon ci-dessous.

Bulletin d'abonnement à Air actualités (format pdf, 471.07 KB).

Retrouvez les numéros précédents sur Calameo. Et pour ne rien manquer de notre activité, restez connecté au site Internet de l'Armée de l'air et sur les réseaux sociaux : Facebook, Twitter, YouTube et Instagram.




Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Istres : inauguration du VT4

Mise à jour : 10/04/2019 – Direction : Armée de l'air

Mardi 9 avril 2019, sur la place d'armes de la base aérienne (BA) 125 d'Istres, une centaine de fusiliers commandos de l'escadron de protection était rassemblée face au mât des couleurs. Le silence dans les rangs témoignait de l'importance de l'événement qui se préparait : l'inauguration du nouveau véhicule tactique VT4.

En effet, l'arrivée de ces nouveaux véhicules tactiques marque un tournant dans la modernisation des moyens mis à la disposition des escadrons de protection (EP). Elle confirme l'engagement déterminé des autorités militaires vis-à-vis de la mission de protection.



La cérémonie était présidée par le colonel Pierre Gaudillière, commandant la BA 125. Après la revue des troupes et la montée du drapeau, c'est à l'unisson que l'ensemble des fusiliers commandos ont entonné énergiquement *La Marseillaise*. Après ce moment fort, le dispositif a été modifié pour permettre la prise d'une photo de groupe mettant en avant les nouveaux VT4 et immortalisant la cohésion au passage.




Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Carnet de Vol 2018 : la rétrospective de la base aérienne 186 de Nouméa-Tontouta

Mise à jour : 10/04/2019 – Direction : Armée de l'air

Retraçant les principaux temps forts de l'année 2018, le magazine *Carnet de Vol* met en valeur les missions opérationnelles assurées au quotidien par le personnel de la base aérienne (BA) 186 «Lieutenant Paul Klein» de Nouméa-Tontouta.

Cette rétrospective revient également sur les activités ayant contribué à renforcer la cohésion du personnel et dresse le portrait de sportifs émérites de la BA 186 (à télécharger ci-dessous).

Carnet de vol 2018 : la rétrospective de la base aérienne 186 de Nouméa-Tontouta (format pdf, 3.93 MB). https://www.defense.gouv.fr/air/actus-air/carnet-de-vol-2018-la-retrospective-de-la-base-aerienne-186-de-noumea-tontouta

Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Deux Rafale au secours d'un TB9

http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 10 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

C'est la solidarité des gens de l'air : deux Rafale ont été détournés ce jour pour assister un avion de tourisme TB9 britannique, à la demande du **CNOA**. A 13h08, les deux chasseurs de la **base aérienne 113** ont été retaskés en vol pour rallier l'appareil, qui arrivait de Picardie et se dirigeait vers l'Allemagne. Le TB9 était piégé entre deux couches nuageuses sans possibilité de percer, du fait d'une avionique sommaire.

Les deux jets l'ont assisté dans sa percée de la couche nuageuse, jusqu'à son poser à Luxeuil à 13h52.

L'armée de l'air explique qu'un contrôle de gendarmerie a été procédé en vertu de la législation, mais n'a rien eu à reprocher au pilote, qui est reparti sans encombre.

Les chasseurs de la police du ciel ont décollé sur alerte à 300 reprises en 2018, rappelle l'armée de l'air, à une dizaine de fois pour des assistances en vol.



Semaine de la mobilité à Salon-de-Provence

Mise à jour : 11/04/2019 – Direction : Armée de l'air

Chaque année, les écoles du groupe ISAé participent à la semaine de la mobilité de ses étudiants. Du 1er au 5 avril 2019, sur la base aérienne 701 de Salon-de-Provence, l'École de l'air a ainsi accueilli 65 élèves d'écoles d'ingénieur.

Dans le cadre de leurs études d'ingénieur, ces élèves de Supaéro, ENSMA, ESTACA et Supméca ont des cours d'«initiation à la cybersécurité et à la géopolitique» et de sensibilisation à l'aspect «facteurs humains, droit de l'air et de l'espace».

Pendant une semaine, ils ont découvert l'École de l'air et ont eu le privilège d'être conviés à certains temps forts de la vie de l'établissement. Ils ont notamment pu assister à la cérémonie mensuelle des couleurs mercredi 3 avril, qui a été l'occasion de remettre des médailles à des militaires mis à l'honneur sur le front des troupes.

La semaine de la mobilité s'est achevée par la visite du centre de formation aéronautique militaire initiale et une démonstration de la Patrouille de France en entraînement.




Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

Les arpètes en visite à l'école de formation des sous-officiers de l'Armée de l'air

Mise à jour : 11/04/2019 – Direction : Armée de l'air

Samedi 6 avril 2019, l'école de formation des sous-officiers de l'Armée de l'air (EFSOAA) de Rochefort a accueilli 132 élèves de l'école d'enseignement technique de l'Armée de l'air (EETAA) de Saintes pour leur présenter les formations professionnelles dispensées par l'escadron de formation à la maintenance aéronautique de la Défense (EFMAD) et l'escadron de formation aérienne spécialités sol (EFASS).

Actuellement en classe de première, les arpètes ont ainsi pu apprécier les différents métiers enseignés à Rochefort et la qualité des plateaux techniques. Ils ont pu échanger avec leurs aînés actuellement en formation à l'EFSOAA.

Les nombreux échanges avec les instructeurs et le commandement de l'escadre de formation ont permis aux élèves de mieux appréhender les métiers et filières proposées, première étape de leur choix de spécialité à venir. Cette visite souligne les interactions entre l'EETAA et l'EFSOAA et le continuum de formation dans le domaine technique offert par l'Armée de l'air au travers de ces deux écoles.



Sources : Armée de l'air Droits : © Armée de l'air

d – Gendarmerie Nationale

La gendarmerie de l'air et la gendarmerie maritime resserrent leurs liens avec les États-Unis

Accueil Actualités 2019 https://www.gendinfo.fr/ 8 avril 2019 - Par DCI



© DCI

Lors d’une visite organisée aux États-Unis en février 2019 par la direction de la coopération internationale, le général Philippe Guichard, commandant la gendarmerie de l’air, et le général Guillaume Grimaux, commandant la gendarmerie maritime, ont rencontré leurs homologues américains.

Les deux commandants de gendarmerie spécialisée ont dialogué avec leurs homologues et partenaires de coopération, respectivement l’Air Force Office of Special Investigation (AFOSI - bureau des enquêtes spéciales de l’Armée de l’Air) et le Naval Criminal Investigative Service (NCIS - service des enquêtes criminelles de la Marine) dont les quartiers généraux se trouvent au sein de la base militaire de Quantico en Virginie.

Lors de ce déplacement, ils ont également rencontré le commandant des installations militaires de l’US NAVY pour l’Atlantique Nord. Les dispositifs de sécurité de la plus grande base navale américaine, située à Norfolk, en Virginie également, leur ont été présentés. Un passage au Pentagone, près de Washington D.C., leur a permis de s’entretenir également avec l’inspecteur général de l’Air Force.

Enfin, le service de sécurité intérieure et la mission défense de l'ambassade de France à Washington D.C. ont également accueilli la délégation française afin d’approfondir les échanges réalisés au cours de la semaine et d’évoquer les projets à venir entre les deux gendarmeries spécialisées et leurs homologues américains.

La gendarmerie maritime souhaite instituer un échange de bonnes pratiques avec le NCIS en ce qui concerne les enquêtes en mer ainsi que le recueil et l'analyse du renseignement criminel dans le milieu civil afin de renforcer la protection des bases et de leur personnel.



© DCI

À ce jour, les seuls échanges opérationnels entre ces deux services sont liés aux escales des bâtiments de la Marine américaine dans les ports français. Cette initiative est donc nouvelle et pourrait permettre d’établir les fondements d’une coopération future.La gendarmerie de l’air souhaite la signature d’un protocole avec l’AFOSI, visant à renforcer les échanges au travers des formations communes et le partage de bonnes pratiques sur l'analyse du renseignement et d’audits de sûreté des bases aériennes.

Leur coopération, plus ancienne, s’est structurée en 2015, avec l’appui de la direction de la coopération internationale. Elle s'est sensiblement accrue depuis 2017. La signature de cet accord pourrait intervenir en juin prochain lors de la visite officielle du directeur de l’AFOSI à Paris.

Ces deux initiatives viennent renforcer une coopération institutionnelle en voie d’approfondissement. La dernière visite officielle bilatérale d'officiers généraux de gendarmerie dans ce pays remonte en effet à plus de 10 ans. Des échanges opérationnels réguliers existent cependant et, sur le plan technique, la direction de la coopération internationale envoie régulièrement un officier de gendarmerie auprès de l’Académie du Federal Bureau of Investigation (FBI) à Quantico.

Pourquoi la Gendarmerie a préféré Sony à Samsung pour ses téléphones NeoGend

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 8 avril 2019 A la une, Société Gabriel Thierry



Utilisation d'un smartphone Neogend en patrouille (Crédit photo:GT/L'Essor).

Les industriels du high-tech étaient priés de montrer patte blanche. Mais un seul aura finalement répondu aux exigences des gendarmes. On en sait un peu plus sur l'important appel d'offres de la Gendarmerie en tablettes et smartphones destinés au programme NeoGend. Un rapport parlementaire sur la 5G, publié le 2 avril 2019, vient de dévoiler une facette inédite de ce marché public qui a opposé les fabricants de téléphone Samsung et Sony.

Les deux entreprises travaillent alors déjà avec l'Arme dans le cadre de l'expérimentation de son programme NeoGend dans le Nord, débutée en septembre 2015. La première fournit des téléphones Samsung S5, la seconde des tablettes Sony Xperia Z2. En mai 2016, un juteux appel d'offres, estimé à 50 millions d'euros, doit permettre d'aller beaucoup plus loin en équipant massivement les gendarmes et les policiers en smartphones et tablettes.

Questions de sécurité

Un tel déploiement pose évidemment des questions de sécurité, eu égard aux données sensibles qui transiteront par ces terminaux. Ce qui n'a pas échappé aux gendarmes, qui prévoient l'obligation, pour l'heureux élu, de "*fournir à la Gendarmerie les codes sources des matériels et des logiciels"*. Une demande clé pour les militaires qui veulent *"maîtriser non seulement les applications et les chiffres de son système de transmissions tactiques, mais aussi ses terminaux",* précise le rapport parlementaire sur la 5G. En clair, il s'agit de traquer portes dérobées et vulnérabilités informatiques qui permettent un accès non prévu par un tiers.

Selon l'auteur du rapport, le député (LREM) du Rhône Thomas Gassilloud, Samsung, prié de se soumettre à cette demande, renâcle et finit par refuser. Sony, au contraire, accepte cette exigence et rafle la mise avec ce contrat de livraison de 18.300 tablettes et 67.000 smartphones pour le ministère de l'Intérieur. "*Une rédaction habile et soigneuse des cahiers des charges doit permettre de garantir la maîtrise par les forces des équipements qu'elles utilisent*", analyse Thomas Gassilloud.

En janvier 2018, un communiqué de presse de Sony et d'Orange – qui fournit les cartes Sim, la formation et la maintenance – saluera la conquête de ce marché. L'obtention de cet appel d'offres "*démontre notre capacité à proposer des solutions ultrasécurisées*", résumera le directeur général de Sony Mobile France. Les deux entreprises préciseront enfin que les terminaux, certifiés par l'Anssi, les cyberpompiers de l'Etat, seront livrés sans surcouche logicielle installée par le constructeur ou l'opérateur. Sans doute une manière simple de répondre aux exigences des gendarmes.

Des voleurs en série d'outillage électro-portatif stoppés par les gendarmes

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 8 avril 2019 A la une, Brèves, L'actualité Bretagne, L'actualité Île-de-France, Opérationnel D.C




Ils conduisaient des raids de plusieurs centaines de kilomètres pour voler du matériel électroportatif qu'ils écoulaient dans la foulée. Cinq malfrats, tous originaires de région parisienne, ont été mis en examen le 4 avril par un juge d'instruction de la JIRS (juridiction interrégionale spécialisée) de Rennes pour "*vols en bande organisée, recels en bande organisée de ces vols et association de malfaiteurs."*

Ils ont tous été placés en détention provisoire. Confondus par la section de recherches (SR) de Versailles, co-saisie avec l'Office central de lutte contre la délinquance Itinérante (OCLDI) ainsi que les groupements de l'Ille-et-Vilaine et du Calvados, ils sont soupçonnés d'avoir commis au minimum 250 vols!

500 000 euros de préjudice

Leurs agissements se sont étalés entre l'été 2018 jusqu'à ces semaines dernières dans les régions Bretagne, Normandie, Pays-de-la-Loire, Centre-Val-de-Loire, Grand Est, et Hauts-de-France.



Originaires de Seine-Saint-Denis et de la Seine-et-Marne, les voleurs menaient des expéditions nocturnes au départ de la région parisienne vers la province et cet, plusieurs fois par semaine.

Le préjudice global de leurs périples est estimé à plus de 500 000 euros, les victimes étant uniquement des artisans et professionnels du bâtiment dont les véhicules ont été fortement endommagés pour dérober l'outillage.

Les perquisitions de plusieurs domiciles et sites de stockage ont d'ailleurs permis la découverte de plusieurs centaines de coffrets d'outils professionnels dérobés, ainsi que de plusieurs milliers d'euros en espèces.

Le butin était écoulé sur le marché parallèle et dans les brocantes.

Baptême de la caserne de gendarmerie « Colonel Arnaud Beltrame » à Avranches

Accueil Actualités 2019 https://www.gendinfo.fr/ 8 avril 2019 - Par Cabcom RGBN



La cérémonie de baptême de la caserne de gendarmerie « Colonel Arnaud Beltrame » a eu lieu ce lundi 8 avril, à Avranches (50), sous la présidence de Laurent Nuñez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur.

C'est sous la présidence de Laurent Nuñez, et en présence du colonel Bruno Louvet, commandant en second de la région de gendarmerie de Basse-Normandie et du Groupement de gendarmerie départementale du Calvados (GGD14), représentant le général d'armée Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale, du préfet du département de la Manche, de la mère et de la compagne du colonel Arnaud Beltrame, de parlementaires et de nombreux élus locaux, que s'est déroulée, ce lundi 8 avril, la cérémonie de baptême de la caserne de gendarmerie « Colonel Arnaud Beltrame », à Avranches (50). Ce héros de la Nation y avait occupé les fonctions de commandant de compagnie de gendarmerie départementale entre 2010 et 2014.

Avant la cérémonie, le secrétaire d'État s'est rendu à la sous-préfecture d'Avranches, où les différentes déclinaisons locales en matière de police de sécurité du quotidien lui ont été présentées, avec notamment le travail de la brigade territoriale de contact et de la brigade des aînés sur le territoire de la Manche. De même, il a pu prendre connaissance de l'action de la réserve citoyenne sur un projet concernant « l'entreprise et la cybersécurité », dans le cadre des ateliers de performance.

À l'issue, le secrétaire d'État a pu échanger, à la compagnie d'Avranches, avec la famille du défunt ainsi qu'avec les militaires ayant servi sous ses ordres. Pour ces derniers, le colonel Beltrame a laissé un souvenir de chef opérationnel charismatique, toujours au contact de ses hommes, de la population et des élus.

Puis, lors de la cérémonie de dévoilement de la plaque, le colonel Laurent Vandecapelle, commandant le GGD 50, a présenté les troupes aux autorités. Pour l'occasion, un détachement de la promotion du « Colonel Arnaud Beltrame » de l'EOGN avait fait le déplacement, ainsi que de nombreuses autorités et amis de la gendarmerie.

Lors de son discours, Laurent Nuñez a mis à l'honneur le colonel Arnaud Beltrame ainsi que l'action de la gendarmerie. Livrant quelques anecdotes, il a ainsi raconté que lorsqu'Arnaud Beltramel commandait la compagnie d'Avranches, il aimait accompagner son Psig et s'entraînait régulièrement avec ses personnels dans une ancienne laiterie désaffectée. Il a tenu à souligner que le colonel Beltrame avait une volonté de servir, « l'exigence de l'excellence » et le sens du devoir.

Après quelques mots de Nicolle Beltrame, mère de l'officier disparu, David Nicolas, maire d'Avranches et président de la communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel – Normandie, a rappelé, en tant qu'élu local, qu'il ne pouvait qu'apprécier l'action permanente du gendarme qui s'engage au service de la Nation.



Davantage de gendarmes blessés face aux Gilets jaunes qu'à Paris lors de Mai 68

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 10 avril 2019 A la une, Société Gabriel Thierry.



Affrontement entre des gilets jaunes et les forces de l'ordre le 1er décembre à l'Arc de Triomphe (Ph: Olivier Ortelpa/Creative Commons)

Le nombre de gendarmes blessés dans les opérations de maintien de l'ordre face aux Gilets jaunes vient de passer un inquiétant cap symbolique. Selon le dernier décompte de la direction générale, entre 460 et 470 militaires ont été blessés depuis le début du mouvement de contestation lancé le 17 novembre 2018.



Une fourchette, englobant gendarmes mobiles et départementaux, qui est désormais supérieure au nombre de gendarmes mobiles blessés lors des opérations parisiennes de maintien de l'ordre de Mai 68. Selon l'ouvrage "*La Gendarmerie mobile à l'épreuve de mai 1968*" (Thierry Forest, Service historique de la défense), 431 gendarmes mobiles avaient alors été blessés dans ce qui était, avant les Gilets jaunes, l'opération de maintien de l'ordre de référence en France.

Deux événements bien différents

Une comparaison à prendre avec précaution car on ignore le chiffre total des gendarmes blessés lors de Mai 68. Les 431 militaires touchés correspondent aux seuls blessés à Paris, alors que la contestation a été nationale. On ignore également si, entre ces deux engagements majeurs, les règles de signalement d'une blessure ont changé.

Mai 68 et les Gilets jaunes se distinguent enfin sur de nombreux points. La protection des gendarmes a été largement revue à la hausse. Il y a 51 ans, le casque ne couvre pas le cou des militaires qui n'ont pas de jambières. Et, alors que les étudiants défendent avant tout l'accès au Quartier Latin, les manifestations des Gilets jaunes se soldent par des actions violentes offensives contre les forces de l'ordre.

Exemple avec la dernière manifestation d'ampleur des Gilets jaunes, le 16 mars à Paris. Vingt-quatre gendarmes sont blessés ce jour-là. Les quatre escadrons qui défendaient l'Arc de Triomphe sont violemment pris à partie par des Gilets jaunes et des black blocs. L'un des militaires, un gendarme de l'escadron de gendarmerie mobile 45/7 d'Auxerre (Yonne), sera gravement blessé à la mâchoire, soit 45 jours d'incapacité totale de travail. "*Il portait pourtant une*

visière, ce qui donne une idée de la force avec laquelle le pavé a été projeté“, soulignera Richard Lizurey, le directeur général, devant les sénateurs. Selon *L’Yonne républicaine*, le gendarme a été opéré le soir même.

Vosges : la gendarmerie lance une campagne de prévention au plus proche des gens

Accueil Actualités 2019 https://www.gendinfo.fr/ 11 avril 2019 - Par le commandant Céline Morin et Maud Protat-Koffler



© GGD 88

En utilisant des supports ordinaires du quotidien pour faire passer ses messages de prévention au plus grand monde, la gendarmerie des Vosges est à l’origine d’une initiative novatrice et ambitieuse. La première campagne, sur le thème des violences intrafamiliales et de la sensibilisation des seniors, a été lancée le 6 avril, avec le soutien financier du conseil départemental et la participation de 300 pharmacies et boulangeries du département.

Le 6 avril dernier, le groupement de gendarmerie départementale des Vosges a lancé une campagne de prévention d’un genre nouveau. Son idée : utiliser des supports ordinaires que les gens ont régulièrement en main ou sous les yeux, comme vecteur de communication de ses différents messages de prévention face aux différentes atteintes dont ils pourraient être victimes. Avec l’opération R-Mess, la gendarmerie se fait ainsi messagère de conseils de proximité.

Abordant les violences intrafamiliales et la sensibilisation des seniors, la première campagne, financée avec le soutien du conseil départemental des Vosges, s’est traduite par l’impression de conseils de prudence et de vigilance sur 200 000 fourreaux à baguette de pain et sachets de pharmacie.

Dans une logique de contact et de proximité, ce sont les gendarmes eux-mêmes qui ont assuré la distribution des supports auprès des quelques 300 boulangers et pharmaciens du département qui se sont spontanément associées à cette démarche de prévention originale.

Un nouveau mode d’interaction

« Ces supports du quotidien nous permettent de toucher un plus grand nombre de personnes et de diffuser nos messages au plus proche d’elles, allant jusqu’au cœur de leur foyer, dans leur vie de tous les jours. Nous voulons aussi, par ce moyen, pouvoir les guider vers les interlocuteurs qui pourront les accueillir, les écouter, les accompagner, que ce soit leur brigade de gendarmerie, mais aussi un autre acteur institutionnel ou une association, présente le colonel Brice Mangou, commandant le GGD 88. C’est une nouvelle forme de proximité avec la population que nous protégeons qui vient en complément de l’action quotidienne des gendarmes sur le terrain ainsi que sur les réseaux sociaux, où sont dispensés de nombreux conseils. »

Les premiers retours des usagers sont d’ailleurs extrêmement positifs.



© GGD 88

D’autres campagnes en préparation

Le GGD88 ne compte pas s’arrêter en si bon chemin, réfléchissant d’ores et déjà à d’autres supports et d’autres partenariats pour dispenser ses messages de prévention, que ce soit concernant les vols liés à l’automobile, les cambriolages, les risques liés à l’Internet, les addictions, les usagers de la route, la tranquillité des vacanciers…

« Il s’agit d’un concept global et surtout évolutif. Les supports du quotidien sont multiples et permettent de toucher différentes catégories de personnes et différentes tranches d’âge. Nous recherchons donc des supports adaptés à la population ciblée et des sponsors qui, au regard de leur sensibilité, voudront s’associer à notre projet, précise le colonel Mangou. Nous pensons, par exemple, aux sets de plateau en papier, qui permettraient de toucher les plus jeunes dans les cantines scolaires, en partenariat avec l’Éducation nationale, ou les usagers des lieux de restauration rapide, que ce soit sur les autoroutes, dans les stations de ski, ou encore les parcs de loisirs… »

R-Mess a d’ailleurs été déclinée le week-end des 6 et 7 avril, à Gérardmer, à l’occasion de la traditionnelle fête des Jonquilles au cours de laquelle 30 000 serviettes en papier portant des messages informatifs ont été distribuées sur les différents points de restauration.

Une nouvelle campagne sera lancée avant l’été, en partenariat avec La France Mutualiste, sur la thématique de la prévention des cambriolages.



La direction générale réfléchit à une augmentation des effectifs de la gendarmerie mobile

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 12 avril 2019 A la une, Vie des personnels Gabriel Thierry.



Des gendarmes mobiles (Crédit photo+ MG/L'Essor).

Les effectifs de la **gendarmerie mobile** vont-ils repartir à la hausse ? La direction générale étudie le dossier alors que la crise des **Gilets jaunes** éreinte les forces. En cinq mois, les escadrons ont été massivement employés.

Ce mercredi 11 avril, le patron des gendarmes, auditionné à l’Assemblée nationale, a révélé qu’une réflexion était en cours dans l’Institution. Un questionnement logique après l’emploi massif des gendarmes mobiles dans les opérations de maintien de l’ordre des manifestations des Gilets jaunes.



Le rassemblement des Gilets jaunes le samedi 1er décembre (Crédit photo: capture d'écran Euronews).

Augmentation

"Nous sommes en train de réfléchir à une augmentation des unités", a annoncé Richard Lizurey, le directeur général. La hausse envisagée des effectifs des escadrons de gendarmerie mobile puiserait dans le contingent d'emplois supplémentaires déjà prévu. A son élection, Emmanuel Macron a promis de recruter 7.500 policiers et 2.500 gendarmes en plus sur cinq ans. L'augmentation des effectifs en gendarmerie mobile permettrait, ajoute le général d'armée, "*de redonner de la marge aux escadrons"*.

La crise des Gilets jaunes a rincé les gendarmes mobiles, avec, par exemple, le 8 décembre 2018, la mobilisation de 106 escadrons de gendarmerie mobile sur 109. Depuis le 17 novembre, ils sont sur le pont. Au point que certains militaires mobilisés dans cette opération de maintien de l'ordre n'ont bénéficié que de deux week-ends de repos en cinq mois!



Stage de recyclage

Cet effort intense remet en question l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Et pour les unités, les conséquences de cette crise sont inquiétantes. Tous les deux ans, les escadrons doivent faire un stage de recyclage au centre national d'entraînement des forces de Gendarmerie (CNEFG) de Saint-Astier (Dordogne). En ce début d'année 2019, certains escadrons attendent maintenant ce stage depuis trois ans.

"C'est une préoccupation, car la formation est essentielle, souligne Richard Lizurey. *Mais la priorité est de trouver des périodes de repos pour les gendarmes mobiles."*

Pour que les escadrons retrouvent les chemins de la formation, l'une des pistes est de découper le stage en modules plus courts. Ces derniers pourraient alors être enseignés ailleurs qu'à Saint-Astier.

Actuellement, on compte environ 13.000 gendarmes mobiles. Un chiffre revu à la hausse pour la dernière fois en 2016, avec la création d'un escadron, le 20/1 de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), et l'ajout d'un peloton supplémentaire dans 22 escadrons.

On ignore pour le moment l'ampleur de la nouvelle augmentation aujourd'hui envisagée. Une chose est sûre: la gendarmerie mobile devrait évoluer. En témoigne ce commentaire du directeur général à propos de la formation. Il estime que "*le modèle est aujourd'hui moins adapté à la situation opérationnelle*".

e – Service de Santé

Venez rencontrer les médecins du SSA au congrès Preuves et Pratiques

Mise à jour : 11/04/2019 – Auteur : ©DGRH – Direction : ©BCISSA

Deux médecins du SSA seront présents sur un stand ce samedi 13 avril entre 8h et 17h à l'occasion du 17eme congrès Preuves et Pratiques à Paris.



Le congrès Preuves et pratiques est un congrès multi-thématiques conçus spécifiquement pour les médecins généralistes et les internes en médecine générale. Il réunit tous les ans, plus de 700 médecins.

Des personnels de la section recrutement du SSA accompagneront les médecins du SSA pour répondre à toutes les questions liées à l'engagement au sein du service.

Les thèmes abordés porteront sur l'obésité de l'enfant, la maladie d'Alzheimer, le rhumatisme psoriasique, l'asthme et bien d'autres encore. Pour consulter le programme scientifique de la journée du samedi, cliquez ici

L'inscription est gratuite pour les médecins généralistes en activité et pour les internes en médecine générale. Pour vous inscrire, rendez-vous ici

Pour plus de renseignement sur le congrès, veuillez-vous rendre sur : www.preuvesetpratiques.com

Informations pratiques :

Palais des Congrès, 2 place de la Porte Maillot 75017 Paris

Parking payant souterrain sur place

Par les transports en commun, arrêt Porte Maillot : Métro ligne 1 – RER C – Bus 73, 82, PC1 et PC3

Sources : ©DGRH Droits : ©DCSSA

f – Renseignement

g – Cybersécurité

On en sait plus sur Triton, le malware tueur

https://korii.slate.fr/ Repéré par Thomas Burgel sur Wired 12/04/2019 à 9h03



Peut-être le virus le plus dangereux jamais créé, Triton vise des installations industrielles sensibles. | Cinq1 via Unsplash

Ce virus, qui pourrait provoquer catastrophes industrielles et morts en masse, se dévoile peu à peu.

Il y a quelques mois, les observateurs du monde de la cybersécurité comme les simples quidams moins calés en dangers informatiques furent pour le moins inquiets en découvrant Triton, également appelé Trisis, un ensemble viral prenant pour cible des installations industrielles «sensibles».

Comprendre usines chimiques ou pétrochimiques, unités de retraitement de l'eau, centrales électriques –plus généralement, tout ce qui est susceptible d'exploser en faisant de très gros dégâts, matériels mais surtout humains.

Les hackers responsables de cette chose clairement conçue pour tuer œuvrent ainsi longuement dans l'ombre pour installer des petites pestes informatiques destinées à désarmer les systèmes de protection des installations, avant éventuellement de porter le coup de grâce en provoquant une catastrophe majeure que plus rien ne peut alors arrêter.

Seule l'une des cibles a pour l'instant été dévoilée, d'abord anonymement puis nommée par une enquête longue et terrifiante publiée sur E&E News. Il s'agissait du complexe pétrochimique Petro Rabigh, en Arabie saoudite: comme une menace de bien pire, l'attaque s'était arrêtée après deux dysfonctionnements mais n'était pas allée jusqu'à déclencher les explosions ou rejets toxiques létaux qui n'étaient peut-être qu'à portée de clic.

Une seconde victime déclarée

On savait que Triton ne s'était pas arrêté aux frontières de l'Arabie saoudite et que la menace planait sur d'autres installations, en Europe ou en Amérique du Nord notamment. Mais l'anxiété vaporeuse s'est concrétisée: la société de cybersécurité FireEye a expliqué le 11 avril, à l'occasion d'un sommet organisé par Kapersky à Singapour, avoir été embauchée en 2018 par une autre usine victime, qu'elle n'a pas nommée pour d'évidentes raisons de confidentialité.

Si FireEye reste discret sur ce second cas, sur les dégâts subis ou potentiels, l'entreprise a pris la liberté de révéler une partie des stratégies qu'adopte le collectif de hackers pour ses attaques, manière de donner quelques pistes de recherche aux structures qui pourraient penser leurs propres systèmes visés. *«Nous présentons notre méthodologie au monde pour que tous et toutes puissent détecter cet acteur, que nous prenons très au sérieux»*, a ainsi exposé le chef de la recherche de FireEye, John Hultquist.

Supposément russes et liées au Kremlin, œuvrant selon l'entreprise depuis 2014 et ayant donc pu poser ses bombes informatiques à retardement dans de multiples installations, les personnes derrière Triton prennent leur temps, parfois des mois, pour infester leurs cibles et créent à chaque fois des outils propres à chaque attaque.

Du temps et du sur-mesure

Pour faire pénétrer Triton au cœur des systèmes qu'il cherche à infester, le groupe crée des versions sur mesure de malwares ou virus communément utilisés dans la communauté du hacking et conçus pour faire tomber les barrières de sécurité, chiper des mots de passe dans la mémoire des systèmes, prendre le contrôle d'ordinateurs à distance ou créer des portes dérobées leur permettant de conserver les accès ainsi ouverts.

Ce simili-custom est une force pour le groupe, dont les malwares peuvent rester invisibles pendant des mois dans un système infecté –ce fut le cas dans les deux opérations que FireEye a pu analyser. C'est aussi, pour eux, une potentielle faiblesse: s'ils ont sans doute déjà modifié leurs méthodes, les révélations de FireEye donnent quelques pistes de recherche à quiconque voudrait retrouver des traces d'une infection.

Les motivations du groupe responsable de Triton restent en revanche incertaines. Cherche-t-il réellement à provoquer, à un horizon incertain, une catastrophe industrielle de grande ampleur? Ou s'entraîne-t-il à le faire en cas de cyberguerre déclarée? La connexion russe est-elle réelle? Des rançons ont-elles ou seront-elles demandées aux entreprises infestées ou aux États visés?

Le nombre d'installations concernées est-il beaucoup plus important que nous le pensons à l'heure actuelle? Peut-être préférons-nous ne jamais avoir à répondre à ces questions.

Comment le New York Times protège ses journalistes des hackers

https://korii.slate.fr/ Repéré par Adrienne Rey sur Motherboard 12/04/2019 à 12h13



Les données des journalistes sont parfois très sensibles, et rarement bien protégées. | Stephan Valentin via Unsplash

La responsable de la sécurité informatique du quotidien livre ses conseils pour éviter les cyber-ennuis.

En 2013, le New York Times révélait avoir été victime d'une cyberattaque venue de Chine et accusait le gouvernement chinois d'en être le commanditaire. La raison? Un article du quotidien paru quelques mois auparavant s'intéressant à la fortune du Premier ministre de l'époque, Wen Jiabao.

Si Pékin a alors réfuté être à l'origine de l'attaque, le journal s'est depuis doté d'une défense digne de ce nom. En 2016, Runa Sandvik, une hackeuse connue pour avoir travaillé sur l'anonymisation du réseau Tor, a pris la tête de son service de cybersécurité.

Les journalistes, cibles de choix

Les journalistes font régulièrement l'objet de cyberattaques, car les informations en leur possession sont rarement très bien protégées. C'est du moins ce qu'avance Runa Sandvik, qui a longtemps accompagné des journalistes freelance avant d'entrer au New York Times, auprès de Motherboard.

Au sein de la rédaction du quotidien, la hackeuse poursuit un travail pédagogique pour apprendre aux journalistes à se protéger. Ensuite, en fonction de la rubrique ou de l'investigation en cours, elle ajuste ses recommandations. Elle insiste particulièrement sur la protection des sources: *«Vous ne pouvez dire que vous être prêts à tout mettre en œuvre pour protéger une source, si vous ne le faites pas avec les données numériques».*

Pour mieux les sensibiliser à la question, Runa Sandvik est allée jusqu'à créer des ateliers *«Doxing»* (une pratique de hacking visant à révéler des informations sur la vie privée d'une personne), où les journalistes avaient pour mission de se pirater eux-mêmes.

Au New York Times, les menaces sont nombreuses: trolls, harcèlement en ligne, tentatives de phishing, etc. Mais Runa Sandvik est spécialement attentive à la sécurité des journalistes dépêchés dans des zones de conflits ou qui se rendent à l'étranger. *«Moi-même, ce que je fais, c'est de toujours me déplacer avec un ordinateur portable et un téléphone "spécial voyage".»*

Une façon de minimiser les risques en cas de perte, de vol ou d'interrogatoire. *«Si votre téléphone est volé ou confisqué, il ne pourra ainsi révéler que des choses liées à votre voyage. Rien sur votre vie.»*

La cybersécurité pour les nuls

En fin d'interview, Runa Sandvik fournit quelques conseils pour qui veut renforcer sa sûreté. *«La sécurité informatique, c'est d'abord rendre la tâche du hacker plus ardue. Il faut aussi penser à s'assurer que les mises à jour de nos téléphones et ordinateurs sont bien installées.»*

Elle recommande l'identification à deux facteurs, l'utilisation de Signal, une application de messagerie cryptée ainsi que d'un gestionnaire de mot de passe comme Dashlane ou 1password. Quant à la question *«Android ou iPhone?»*, Runa déclare sans hésiter choisir le téléphone d'Apple, dont elle préfère de loin la politique de confidentialité.

h – Service du commissariat des armées

i - Service des essences des armées

j - Forces Prépositionnées

Forces de Souveraineté

FORCES ARMÉES EN GUYANE (FAG)

FAG : 120 militaires déployés pour le premier lancement VEGA de l'année

Mise à jour : 09/04/2019

Le premier lancement VEGA de l'année 2019 a eu lieu dans la nuit du jeudi 21 mars. Depuis le port spatial de l'Europe basé à Kourou, l'agence spatiale italienne a mis en orbite un satellite PRISMA de près de 900 kg dont la mission est d'observer la Terre. Pour sécuriser l'opération, 120 militaires des forces armées en Guyane (FAG) étaient déployés dans les trois dimensions.

L'une des missions principales des FAG est d'assurer une protection hermétique du centre spatial guyanais (CSG). Le dispositif, mis en œuvre dans les 36 heures qui ont précédé le lancement, a pour vocation de préserver de toute intrusion la zone et les abords du pas de tir. L'opération de sécurisation du CSG porte depuis avril 2008 le nom de Titan.

Ce plan permet de mettre en œuvre tous les procédés de déplacement possibles dans un tel environnement : patrouilles à pied, en quad, en véhicules chenillés (BV206) ou même en kayak avec les légionnaires du 3e régiment étranger d'infanterie. La projection d'un élément d'intervention est également rendue possible grâce aux hélicoptères PUMA de l'escadron de transport 68 de la base aérienne 367.

Le dispositif particulier de sûreté aérienne placé sous l'autorité de la haute autorité de défense aérienne, regroupe les hélicoptères Fennec ainsi que des missiles sol-air MISTRAL. Le tout est renseigné en permanence par les contrôleurs du centre de contrôle militaire.

Enfin, en mer, pour ce tir, le patrouilleur Antilles-Guyane *La Confiance* et la vedette côtière de surveillance maritime la *Mahury* de la base navale de Dégrad-des-Cannes, ont assuré la protection des approches maritimes du CSG.

Le 21 mars à 22h50 (heure de Guyane), le 14e lancement de la fusée VEGA a eu lieu, permettant quelques minutes plus tard la mise en orbite du satellite italien d'observation terrestre pour une mission de 54 minutes.

Fortes de 2 100 militaires, les FAG exercent des missions de soutien de l'action de l'État et contribuent aux missions de souveraineté. À ce titre, elles garantissent la protection du territoire national, et contribuent au maintien de la sécurité dans la zone de responsabilité permanente unique Caraïbes (ZRP), à la lutte contre l'orpaillage illégal (opération Harpie), à la sécurisation du centre spatial guyanais (opération Titan), et à la lutte contre la pêche illégale. Dans le cadre de leur mission de police des pêches, les FAG garantissent la souveraineté de la France sur les eaux placées sous sa juridiction, répondent aux engagements internationaux pris par la France dans le domaine de préservation des ressources halieutiques, et combattent les activités maritimes illicites.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES EN NOUVELLE-CALÉDONIE (FANC)

FANC : Le D'Entrecasteaux participe à l'opération de police des pêches RAI BALANG

Mise à jour : 10/04/2019

Du 18 au 29 mars 2019, le BSAOM D*'Entrecasteaux* a participé à l'opération RAI BALANG, première opération de surveillance et de contrôle des pêches de l'année 2019 menée par l'agence des pêches du forum des Îles du Pacifique, avec le concours des forces armées des pays du QUAD (Australie, Etats-Unis, France et Nouvelle-Zélande).

L'état-major de circonstance chargé de diriger les moyens engagés était positionné à Honiara, aux Îles Salomon.

Cette opération, réunissant plus de 10 nations, a permis de conduire des contrôles dans les zones de haute-mer et dans les zones économiques exclusives (ZEE) des nations participantes, soit une superficie de 18 millions de km².

12 bâtiments de surface et 8 avions de patrouille maritime ont été engagés.

Après une phase de patrouille en haute-mer, le bâtiment des FANC a principalement patrouillé dans la ZEE des Îles Salomon afin de conduire des reports de la situation maritime au profit de cet Etat insulaire du Pacifique.

Créé en 1992, le *Quadrilateral Defence Co-operation Forum* réunit régulièrement l'Australie, les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande et la France. Il traite des questions de la sécurité dans le Pacifique et de l'organisation des zones économiques exclusives (ZEE), en liaison avec le *Forum Fisheries Agencies* (FFA). Des opérations comme Rai Balang concrétisent la coopération mise en œuvre entre ces partenaires, tous engagés dans la préservation de la sécurité régionale.

Au sein de leur zone de responsabilité permanente, les 1 450 militaires des forces armées en Nouvelle-Calédonie ont pour principales missions d'assurer la souveraineté de la France, d'animer la coopération régionale et d'entretenir des relations privilégiées avec l'ensemble des pays riverains. Les FANC engagent régulièrement leurs moyens pour des opérations d'aide aux populations, en appui des autres services de l'État.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES ARMÉES DANS LA ZONE SUD DE L'OCÉAN INDIEN (FAZSOI)

FAZSOI : Détachement d'instruction opérationnelle Infanterie au profit de militaires botswanais

Mise à jour : 10/04/2019

Du 26 février au 06 mars 2019, un détachement d'instruction opérationnelle (DIO), composé de militaires de la 3e compagnie du 2e régiment de parachutistes d'Infanterie de la Marine (2e RPIMa), a accueilli un détachement de 18 stagiaires botswanais.

L'objectif de cette action de coopération était d'initier les 18 stagiaires botswanais aux savoir-faire de l'infanterie et de participer à une phase d'aguerrissement au Centre d'Aguerrissement Tropical de La Réunion (CATR). Ces instructions se sont déroulées à la fois dans le quartier « chef de bataillon Dupuis » à Pierrefonds et sur le site du CATR.

Une première partie portait sur les instructions techniques : l'école de nœuds, les descentes en rappels, la navigation et le secourisme au combat ont été abordées. Une deuxième partie était axée sur l'instruction du tir au combat avec armes de poing et fusils d'assaut. Enfin, les stagiaires ont reçu une formation tactique portant sur la réaction à l'embuscade et sur le combat en zone urbaine niveau trinôme.

Les stagiaires ont également pu s'initier à la quasi-totalité de l'armement des unités d'infanterie française, autant dans leur manipulation que sur le pas de tir : MAG 58, MINIMI 5.56 MK3, l'AIF HK 416, le traditionnel FAMAS, HK 417, FRF2 …

Fort d'un stage réussi, les deux détachements ont salué l'excellente coopération mise en œuvre avec la volonté de renouveler rapidement l'expérience.

Les 1 700 militaires déployés aux FAZSOI garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis La Réunion et Mayotte. Les FAZSOI constituent le point d'appui principal du théâtre « océan Indien » pour lutter contre de nouvelles menaces comme la piraterie ou l'immigration illégale, assurer la surveillance des zones économiques exclusives (ZEE) associées à l'ensemble des îles de la zone de responsabilité et conserver une capacité régionale d'intervention rapide.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Forces de Présence

FORCES FRANÇAISES A DJIBOUTI (FFDj)

FFDj : Pose de filets anti-chaleur au profit de l'association SOS Village d'enfants

Mise à jour : 10/04/2019

Le 19 mars 2019, à Tadjourah, le général de division aérienne Éric Gernez et monsieur Abdoulmalik Mohamed Banoïta, préfet de Tadjourah, ont inauguré la pose de filets anti-chaleur sur les aires de jeux de l'association Village SOS enfants.

Ce projet a été conduit par le personnel de la base navale et de la direction de l'infrastructure de la Défense avec l'appui d'une entreprise locale pour la réalisation des travaux.

L'action de l'association consiste à prendre en charge des enfants orphelins en bas âge pour leur offrir de meilleures conditions de vie. Le projet SOS village de Tadjourah porte essentiellement sur la construction à terme d'un village d'une capacité d'accueil de 100 enfants et d'une garderie.

Chaque année, les FFDj mènent des actions concrètes au profit de la population djiboutienne, en partenariat avec les autorités locales, afin d'apporter un soutien logistique ou une aide matérielle.

Les 1 450 militaires des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) sont implantés à Djibouti conformément au traité de coopération de défense signé en 2011 avec ce pays. La base opérationnelle avancée (BOA) qui les accueille, offre aux armées, à l'instar de la BOA de Côte d'Ivoire, des capacités diverses : véritable réservoir de forces, elle participe à la défense des intérêts français, au soutien logistique des opérations sur le continent, tout en contribuant aux actions de coopération militaire au profit notamment de plusieurs pays africains. Par ailleurs, les forces françaises stationnées à Djibouti soutiennent leurs partenaires de la communauté économique régionale de l'Afrique de l'Est en vue de consolider leurs capacités militaires, notamment dans le cadre de leur participation aux opérations de maintien de la paix.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

Le SMDR entre Djibouti et le Sahel

http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 11 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

L'armée de terre a expérimenté le système de minidrone de reconnaissance (SMDR) de Thales à Djibouti, a-t-on appris ce matin, lors du point presse du ministère des armées. Aucun détail supplémentaire n'a été donné, mais Djibouti est l'antichambre des opérations au Sahel, les conditions environnementales étant assez proches, les GAT en moins. Le MMP de MBDA avait d'ailleurs été testé à Djibouti, lui aussi, à l'été dernier (ainsi que par les commandos marine) avant de rallier ses théâtres chauds.

Le SMDR a connu des soucis d'endurance et de production, mais semble avoir passé l'obstacle, puisque l'armée de terre devrait l'envoyer au Sahel au deuxième semestre. Il y relèvera des DRAC qui auront tenu, selon une formule consacrée par le major Howard, "jusqu'à ce qu'on les relève". Ce système fourni par Airbus il y a quinze ans ne devait être qu'intérimaire, et comme souvent dans l'armée de terre, l'intérimaire s'est installé dans la durée.

FFDj : Cession de véhicules aux FAD

Mise à jour : 12/04/2019

Le 14 mars 2019, au sein du quartier du 5e régiment interarmes d'outre-mer (RIAOM), les forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) ont livré 15 véhicules militaires aux forces armées djiboutiennes (FAD) en présence du général Éric Gernez, commandant les FFDj, et du général Taher Ali Mohamed, représentant le chef d'état-major général des forces armées Djiboutiennes (FAD).

Deux mois de préparation et de contrôle ont été nécessaires aux hommes du détachement de maintenance des matériels terrestres des FFDj pour permettre la livraison des 10 véhicules tout-terrain VLTT P4 et des 5 camions TRM2000 livrés aux FAD dans le cadre du plan de cessions.

En plus des cessions de matériels, les FFDj conduisent régulièrement des actions de partenariat au profit des FAD. Les militaires des FFDj enseignent leurs savoir-faire au cours de différentes instructions opérationnelles dont certaines contribuent à l'appropriation des matériels cédés, en vue de renforcer leur aptitude opérationnelle.

Les 1 450 militaires des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDJ) sont implantés à Djibouti conformément au traité de coopération de défense signé en 2011 avec ce pays. La base opérationnelle avancée (BOA) qui les accueille, offre aux armées, à l'instar de la BOA de Côte d'Ivoire, des capacités diverses : véritable réservoir de forces, elle participe à la défense des intérêts français, au soutien logistique des opérations sur le continent, tout en contribuant aux actions de coopération militaire au profit notamment de plusieurs pays africains. Par ailleurs, les forces françaises stationnées à Djibouti soutiennent leurs partenaires de la communauté économique régionale de l'Afrique de l'Est en vue de consolider leurs capacités militaires, notamment dans le cadre de leur participation aux opérations de maintien de la paix.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

FORCES FRANÇAISES AUX ÉMIRATS ARABES UNIS (FFEAU)/OCEAN INDIEN (ALINDIEN)

FFEAU : Sécurité maritime en océan Indien, la cellule ALINDIEN MARSEC veille

Mise à jour : 10/04/2019

La cellule ALINDIEN MARSEC, créée en 2016 au sein de l'état-major des forces françaises aux Émirats arabes unis, assure le suivi maritime des navires français en mer Rouge, en océan Indien et dans le golfe Arabo-Persique. Cette cellule basée à Abu Dhabi est armée par quatre officiers-mariniers de la Marine Nationale qui surveillent la zone en permanence.

Travaillant sous l'égide du MICA-center (*Maritime information cooperation & awareness center*) de Brest et de l'amiral Maleterre, commandant la zone maritime de l'océan Indien, ALINDIEN MARSEC suit la navigation des navires de commerce et de pêche français ayant souscrit à la convention Marine Nationale-Armateurs. Ce suivi consiste notamment à effectuer un report fréquent des positions et mouvements des unités. Elle exerce également un soutien à la navigation des plaisanciers français en leur prodiguant conseils et recommandations avant le passage, et en les alertant sur les dangers encourus.

Cette zone fait en effet l'objet de nombreux enjeux stratégique. La cellule évalue dans un premier temps la menace de piraterie : 54 incidents de sécurité ont été relevés en 2018. Elle assure ensuite le lien avec le CROSS Gris-nez en cas d'activité de sauvetage. Enfin, la cellule observe l'évolution des flux migratoires dans la région.

Ce suivi permanent contribue à la sécurité et sûreté maritime dans la zone. Il permet en cas de difficulté et à la moindre alerte de répondre aux interrogations et de porter assistance aux embarcations. En fonction de la menace, ALINDIEN MARSEC établit le lien et identifie les unités susceptibles d'agir dans les meilleurs délais.

Avec près de 650 militaires déployés, les FFEAU constituent l'une des bases opérationnelles avancées françaises à l'étranger. À ce titre, elle appuie les moyens militaires français déployés dans le Golfe arabo-persique et le Nord de l'océan Indien. Grâce à ses conditions d'aguerrissement, elle permet également d'entraîner les militaires français aux actions de combat en zone désertique et en zone urbaine. En tant que commandant de la zone maritime océan indien (ALINDIEN), le COMFOR FFEAU exerce son autorité sur une zone maritime s'étendant du Sud du canal de Suez à l'Ouest, et à l'Est jusqu'aux limites Ouest des eaux de la Birmanie, de l'Indonésie et de l'Australie. Il y promeut la politique de défense de la France et anime les relations militaires bilatérales.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU GABON (EFG)

EFG : Première relève pour le détachement d'appui opérationnel à Bangui

Mise à jour : 10/04/2019

Samedi 23 mars 2019, une cérémonie de relève du détachement d'appui opérationnel (DETAO) a eu lieu sur le camp de M'Poko, à Bangui, au cours de laquelle le lieutenant-colonel Guillaume Malergue a succédé au lieutenant-colonel Erwann Poulichet à la tête de ce détachement. Créé en 2018, le DETAO compte dans ses rangs plus de 160 militaires.

Cette cérémonie était présidée par le général Perrin, commandant les éléments français au Gabon, en présence du chef d'état-major des forces armées centrafricaines, le général Mamadou, de l'ambassadeur de France, M. Éric Gérard, du commandant de la mission de formation de l'Union européenne (EUTM), le général de division Maio et du chef d'état-major de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), le général Seigle.

Il s'agissait de la première relève du DETAO depuis sa création en Novembre 2018. Ce détachement succédait alors à l'élément de soutien national (ESN) présent en République centrafricaine (RCA) depuis 2016 et la fin de l'opération Sangaris.

Sous contrôle opérationnel des EFG, le DETAO est la seule unité militaire française présente en Centrafrique. Tout en assurant la protection et la libre disposition du camp militaire de M'Poko, il fournit un soutien aux militaires français insérés dans les organismes internationaux en RCA tels que l'EUTM et la MINUSCA, ou ceux déployés à Bangui dans le cadre de détachements d'instruction opérationnelle.

Le DETAO participe également à la reconstruction des forces de défense et de sécurité centrafricaines en conduisant des séances de formation technique.

Pôle opérationnel de coopération, les EFG complètent la formation des militaires des pays partenaires de la communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) durant leur mise en condition avant engagement dans des opérations intérieures ou extérieures. Près de 8 400 stagiaires sont répartis chaque année au sein de plus de 200 stages hautement spécialisés. Les EFG sont également un point d'appui opérationnel et logistique (Base de Soutien Interarmées de Théâtre – BSIAT) en Afrique centrale pour la conduite éventuelle d'une opération par l'armée française ou pour le transit des forces.



Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

k - Réserves

l - D.G.A.

Le Bâtiment de soutien et d'assistance outre-Mer « Dumont d'Urville » a été réceptionné par la DGA

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 12 avril 2019



Initialement, la Marine nationale ne devait disposer que de trois Bâtiments multimissions [B2], appelés désormais « Bâtiment de soutien et d'assistance outre-Mer » [BSAOM]. Mais lors de la révision de la Loi de programmation militaire 2014-19, décidée après les attentats de Paris, en janvier 2015, il fut finalement décidé de commander un quatrième exemplaire auprès de la société Kership, commune à Naval Group et au chantier naval Piriou.

Depuis, trois BSAOM ont été livrés à la Marine nationale : le « D'Entrecasteaux » pour la Nouvelle-Calédonie, le « Bougainville » pour la Polynésie française et le « Champlain » pour la Réunion. Restait donc le quatrième, commandé en 2017.

Attendu pour le second semestre 2018, le BSAOM « Dumont d'Urville » a finalement été réceptionné par la Direction générale de l'armement [DGA] le 5 avril dernier. Se trouvant actuellement à Brest, il rejoindra prochainement Fort-de-France, son futur port-base. Il y remplacera, deux ans après son retrait du service actif, le Bâtiment de transport léger [BATRAL] du même nom.

Pour rappel, un BSAOM est un navire de 66 mètres de long pour 14 mètres de largeur et un déplacement de près de 2.300 tonnes en charge. Mis en œuvre, en alternance, par deux

équipages de 23 marins, il peut rester en mer pendant 30 jours sans ravitaillement et de naviguer 200 jours par an. Enfin, il est doté de deux mitrailleuses de 12,7 mm.

Les missions assurées par un BSAOM sont très variées. Cela va de la police des pêches [le D'Entrecasteaux a récemment participé à l'opération RAI BALANG], à l'assistance aux populations, au transport de fret, à la lutte contre les trafics, à la projection de forces ou encore à l'embarquement de plongeurs.

Par ailleurs, l'été prochain, la Marine nationale devrait prononcer l'admission au service actif de la « Combattante », son troisième Patrouilleur Antilles-Guyane [PAG] qui sera également basé à Fort-de-France.

Photo : BSAOM D'Entrecasteaux

Le ministère des Armées réceptionne le 4e bâtiment de soutien et d'assistance outre-mer (BSAOM)

Mise à jour : 12/04/2019 https://www.defense.gouv.fr/dga/

Dans le cadre du renouvellement des capacités opérationnelles des armées prévues par la LPM 2019-2025, la Direction générale de l'armement (DGA) a réceptionné le 5 avril 2019 le *Dumont d'Urville*, quatrième et dernier bâtiment de soutien et d'assistance outre-mer (anciennement appelé bâtiment multi-mission - B2M) commandé en janvier 2017 à la co-entreprise Kership, rassemblant Piriou et Naval Group.



Ce nouveau bâtiment de la Marine nationale, actuellement positionné à Brest, sera basé à Fort-de-France en Martinique.

Le premier BSAOM, le *D'Entrecasteaux*, opère depuis juillet 2016 depuis Nouméa en Nouvelle-Calédonie. Le *Bougainville*, deuxième bâtiment de la série, est stationné à Papeete en Polynésie depuis décembre 2016. La troisième unité, le *Champlain*, a rejoint son port base de Port-des-Galets à la Réunion à l'été 2017.

Les BSAOM sont des bâtiments destinés à assurer les missions de souveraineté outre-mer : surveillance et protection des intérêts français dans les zones économiques exclusives, sauvegarde et assistance au profit des populations et des navires, projection de forces, transport de fret, ou encore l'embarquement de plongeurs pour conduire des interventions sous-marines. Ils sont armés par deux équipages de 23 marins qui se relaient tous les quatre mois. D'un déplacement d'environ 2 300 tonnes en charge, les BSAOM permettent d'effectuer des missions de 30 jours sans ravitaillement et sont en mesure de naviguer 200 jours par an.

Les investissements de l'État dans l'industrie de défense sont essentiels à la protection et la sécurité de nos concitoyens. Ils sont également un atout pour l'économie française dans son entier, chaque programme lancé auprès d'un industriel étant source d'activité économique et d'emplois. Florence Parly, ministre des Armées, le rappelle, *« chaque programme lancé, ce sont des emplois, du travail et des salaires, notre défense protège les Français, notre industrie de défense protège l'emploi ».*

Fiche LPM - Bâtiment de soutien et d'assistance outre-mer (BSAOM) (format pdf, 1.71 MB). https://www.defense.gouv.fr/dga/actualite/le-ministere-des-armees-receptionne-le-4e-batiment-de-soutien-et-d-assistance-outre-mer-bsaom

BSAOM : Des emplois durables en France et en Europe (format pdf, 281.64 KB). https://www.defense.gouv.fr/dga/actualite/le-ministere-des-armees-receptionne-le-4e-batiment-de-soutien-et-d-assistance-outre-mer-bsaom

Le ministère des Armées réceptionne 13 radars Murin

Mise à jour : 12/04/2019 https://www.defense.gouv.fr/dga/

Dans le cadre du renouvellement des capacités opérationnelles des armées prévues par la Loi de Programmation Militaire 2019-2025, 13 radars de surveillance tactique légers Murin (moyen de surveillance utilisant un radar d'observation des intervalles), réceptionnés par la Direction générale de l'armement (DGA), ont été livrés à l'armée de Terre au cours du 1er trimestre 2019.



Ces radars nouvelle génération sont destinés à renouveler les capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance en tous temps, de jour comme de nuit, de l'armée de Terre.

Les investissements de l'État dans l'industrie de défense sont essentiels à la protection et la sécurité de nos concitoyens. Ils sont également un atout pour l'économie française dans son entier, chaque programme lancé auprès d'un industriel étant source d'activité économique et d'emplois. Florence Parly, ministre des Armées, le rappelle, *« nous marchons sur deux jambes : celle de la défense de notre pays et celle de la défense de notre économie ».*

Le Murin (dénommé Ground Observer 12 – GO12 - par Thales) est un système radar portable de détection, d'identification et de poursuite de véhicules terrestres, maritimes ou aériens, et de fantassins. Il servira aussi au réglage des tirs d'artillerie et participera à la protection d'emprises. D'une portée de 300 m à 25 km, il peut surveiller un secteur sur 360°. Il s'interfacera avec le système d'information et de commandement Atlas de l'artillerie. Les radars Murin seront mis en œuvre par les batteries d'acquisition et de surveillance des régiments d'artillerie. Il est prévu qu'ils soient intégrés sur le véhicule Serval du programme Scorpion.

Le marché de réalisation du programme Murin, composé de 30 radars, a été notifié par la DGA à Thales le 30 décembre 2015. Les quatre premiers radars de ce marché ont fait l'objet d'une évaluation technico-opérationnelle menée conjointement par les équipes de la DGA, de la Section technique de l'armée de Terre (STAT) et de la Structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres (SIMMT). Les treize derniers radars seront livrés au cours de l'année 2019.

Fiche LPM - Radars de surveillance tactique légers Murin (format pdf, 1.63 MB). https://www.defense.gouv.fr/dga/actualite/le-ministere-des-armees-receptionne-13-radars-murin

11 – France : Armements & Industries

Commerce

Commerce extérieur : 120.000 entreprises françaises exposées au Brexit

Économie France https://www.latribune.fr/ Par Grégoire Normand | 08/04/2019, 8:00



(Crédits : iStock)

60.000 entreprises françaises qui font du commerce avec le Royaume-Uni n'ont jamais réalisé de formalités douanières pour exporter en dehors de l'Union européenne selon une étude des douanes. En cas de "hard brexit", les risques de blocage pourraient s'amplifier sur l'appareil exportateur français.

Face à l'impasse d'un divorce sans accord, la première ministre Theresa May a demandé ce vendredi 5 avril un report du Brexit jusqu'au 30 juin pour tenter de résoudre la crise politique au Royaume-Uni. De son côté, le président du conseil européen Donald Tusk a suggéré un report flexible d'un an ou plus. Dans ce contexte, de multiples options restent sur la table même si la perspective d'un "hard brexit" approche à grand pas si aucune solution n'est trouvée d'ici le 12 avril prochain.

En attendant, les entrepreneurs et les investisseurs sont plongés dans le flou le plus total et l'impatience se fait ressentir des deux côtés de la Manche. Rien qu'en France, plus de 120.000 entreprises sont à l'origine des échanges avec le royaume selon des chiffres dévoilés par le service des douanes françaises ce vendredi 5 avril dans une étude. *"En cas de Brexit,* ***l'ensemble de ces entreprises sera touché par la modification des modalités des flux de marchandises en provenance et / ou à destination du Royaume-Uni****"* précisent les auteurs du document.

Lors d'une récente journée au Sénat consacrée au Brexit, Christian Cambon, président de la commission des affaires étrangères avait déclaré que "*le Brexit n'a pas eu lieu et ses conséquences économiques se font déjà ressentir [...] Le Brexit est avant tout perdant-perdant. La décision du peuple britannique a déjà fait perdre 6 milliards d'euros aux exportateurs français. Les risques sont nombreux. À l'heure des États continents, l'Europe prend le risque de la diffraction*".

90.000 entreprises importent des produits de Grande-Bretagne

Sur l'ensemble des entreprises réalisant des échanges avec nos voisins, 10.000 seulement effectuent à la fois des importations et des exportations. Une très grande majorité réalise des importations (90.000) et 20.000 ne réalisent que des exportations. Sans grande surprise, une bonne part des entreprises exportatrices sont en majorité des PME (25.000 environ). Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et les grandes entreprises (GE) ne sont que 4.300 environ à faire du commerce outre-Manche.

Sur le total des entreprises exportatrices, plus du quart (25%) des entreprises n'ont jamais réalisé de formalité douanière extracommunautaire. Pour les entreprises importatrices, cette part est encore plus élevée (60,9%). Ce qui représente environ 60.000 entreprises. Une situation chaotique, en cas de séparation sans accord, pourrait survenir. En effet, le départ précipité du Royaume-Uni de l'Union européenne entraînerait l'application des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) entre la Grande-Bretagne et le Vieux continent. Ce qui pourrait dans un premier temps créer une situation de fort ralentissement, voire de blocages entre les deux zones économiques.

Craintes pour les PME

Au palais du Luxembourg, le président de la région des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, a rappelé que *"le problème est que certaines petites entreprises n'ont pas toujours mis en place les outils d'informatique".* De son côté, Robert Launay, le vice-président de Crystal Group, une société spécialisée dans le transport international de marchandises, a signalé que *"beaucoup d'entreprises de transport avec un à trois salariés ne connaissent pas l'international. On peut se poser des questions pour les Très petites entreprises".* Depuis plusieurs mois, le gouvernement multiplie les appels vers les entreprises pour qu'elles se préparent au scénario du pire. Le 25 mars dernier, la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, Agnès Pannier-Runacher, a une nouvelle fois convoqué les fédérations professionnelles à Bercy.

"Elles doivent absolument préparer les entreprises à un "Brexit dur" non plus pour le 29 mars mais à partir du 12 avril. C'est un des scénarios qui est sur la table. Un Brexit dur nécessite que tout le monde soit prêt et que tout le monde ait bien compris les conséquences [...]. Aujourd'hui, il faut se préparer au pire et espérer du mieux."

Les exportations du Royaume-Uni s'orientent de plus en plus en dehors de l'UE

Parfois qualifiée de décision protectionniste, le Brexit pourrait au contraire confirmer une stratégie commerciale ouverte à l'espace extracommunautaire, replaçant l'Île encore un peu plus dans le commerce mondial. L'Union européenne reste tout de même le premier partenaire économique du Royaume-Uni. En 2018, elle représentait 53% des importations britanniques (301 milliards d'euros) et 47% de leurs exportations (194 milliards d'euros). Mais cette relation tend à s'éroder depuis quelques années. Les auteurs de l'étude des douanes soulignent que l'économie britannique est beaucoup moins intégrée à l'Union européenne que d'autres puissances.

"Malgré son importance évidente, le poids de l'UE dans le commerce extérieur britannique est inférieur à celui des autres États membres, qui réalisent pour la plupart les deux tiers de leurs échanges commerciaux à l'intra-communautaire : 63 % pour l'Allemagne, 66 % pour la France ou 64 % pour l'Espagne."

Cette stratégie se vérifie dans les chiffres depuis le début des années 2000. *"Alors que les ventes à l'UE sont quasi stables depuis 2000 en valeur, elles ont progressé de 60 % avec les pays tiers, notamment vers la Chine, le Proche et Moyen-Orient et l'Europe hors UE".* Lors d'un discours en janvier 2017, la locataire du 10 Downing Street avait précisé son ambition pour l'après-Brexit :

"Nous sommes un pays européens-et fiers de partager cet héritage-mais nous sommes un pays qui doit regarder au delà de l'Europe vers un monde plus large.[...] Le 23 juin n'a pas été le moment où le pays a choisi de se retirer du monde. C'est le moment que nous avons choisi pour construire une Grande-Bretagne vraiment globale".

Au regard des difficultés politiques outre-Manche, le Royaume-Uni est pour l'heure loin d'être en position de force pour appliquer cette doctrine encore très vague. Les différents rejets d'une majorité de parlementaires britanniques de l'accord négocié avec l'UE et les multiples demandes de report de la date de sortie ont considérablement affaibli la première ministre britannique.

Industries d'armement

Un laboratoire d'essai pour armes laser a été inauguré à Bordeaux

http://www.opex360.com/ par Laurent Lagneau · 11 avril 2019



Cela fait déjà un certain temps que le Pentagone s'intéresse de très près aux capacités que sont susceptibles d'offrir les armes à effet dirigé [ou lasers]. Ces dernières, très précises, permettraient en effet de détruire une cible à coût très bas par rapport à un missile.

L'US Navy a ainsi lancé les programme LaWs [Laser Weapon System] et Mobile Active Targeting Resource for Integrated Experiments [MATRIX] tandis que l'US Army a financé des démonstrateurs, comme le HEL MD [High Energy Laser Mobile Demonstrator] de Boeing et confié à Lockheed-Martin le soin de conduire le « Robust Electric Laser Initiative Program », lequel a donné lieu à l'Advanced Test High Energy Asset [ATHENA], qui a la particularité de concentrer plusieurs faisceaux laser, ayant chacun une longueur d'onde précise, en un seul.

Quant à l'US Air Force, elle mena plusieurs projets qui ne purent aboutir, comme l' »Airborne Laser Testbed » [YAL 1A ou ALTB], testé à bord d'un Boeing B-747, ou encore l'Advanced Tactical Laser [ATL], montée à bord d'un NC-130. Mais, les avancées technologiques aidant, d'autres programmes ont vu le jour. Ainsi, Lockheed-Martin s'est vu notifier un contrat pour mettre au point un démonstrateur de laser à fibre de haute puissance destiné à armer les avions de combat tactique au titre du programme SHiELD [Self protect High Energy Laser Demonstrator]. Un F-15 servira d'ailleurs de banc d'essai.

La Russie est également dans la course, avec son canon laser « Peresvet », lequel serait déjà en service au sein de ses forces armées. Mais on ignore encore ses capacités et ses performances…

En Allemagne, Rheinmetall est particulièrement en pointe dans ce domaine. En mars, l'industriel allemand a annoncé avoir testé avec succès un tel système pouvant être armé de lasers affichant une puissance de sortie de 100 kW. Et MBDA n'est pas en reste, le missilier ayant participé au programme AD-HELW [Air Defense – High Energy Laser Weapon] de l'Agence européenne de défense [AED]. En 2011, le prototyme d'une arme C-RAM, d'une puissance de 10 kw, avait d'ailleurs été testée avec succès.



Sur son site Internet, MBDA dit avoir « plus de 30 ans d'expérience » dans le domaine des laser, ce qui lui permet de « fournir des solutions complètes complétant les systèmes d'armes classiques à effecteurs laser. » Et pour renforcer ses compétences, l'industriel s'est associé à ALPhANOV, le centre technologique du pôle de compétitivité « RLH : Route des Lasers et Hyperfréquences » pour inaugurer, à Bordeaux, le laboratoire VTF [Vulnerability Test Facility – Banc de vulnérabilité laser].

« Ce nouveau moyen d'essais dont le développement a été initié en 2016, met en œuvre des sources laser de puissance réglables de 1 à 10 kW, de multiples moyens de mesure [imagerie rapide, visible et infrarouge, pyromètres, thermocouples], pour tester les effets du laser sur les matériaux. Cette coopération inclut la réalisation de ce banc, mais aussi sa mise en œuvre conjointe sur une durée de quatre ans », précise MBDA, via un communiqué.

Ce laboratoire vise à simuler les imperfections de pointage d'un faisceau en dynamique et de reproduire les conditions d'un tir réel sur une cible en défilement et en autorotation.

Cela « permettra de modéliser les interactions complexes entre l'énergie déposée par le laser et la matière afin de définir avec précision les contraintes portant sur chacun des éléments d'une arme laser [source laser, précision du pointage, asservissements de tourelle, focalisation du faisceau, etc…] et optimiser les architectures futures de ces systèmes, face aux différents types de cibles

[aéronefs, missiles, drones, obus, capteurs optiques, véhicules, navires, etc] qu'ils pourront être amenés à engager », explique MBDA.

Selon Antoine Bouvier, le Pdg de MBDA, l'inauguration de ce laboratoire, qui permettra de « spécifier » les futures armes laser, constitue une « étape majeure sur le chemin qui mène à la maîtrise totale des armes laser et à une autonomie stratégique en la matière. »

Photos : MBDA

Girl Power dans la com aéronautique/défense

http://lemamouth.blogspot.com/ jeudi 11 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Coup sur coup, deux gros comptes de l'aéronautique et de la défense viennent de confier les rênes de leur com à deux femmes, succédant à deux hommes. **Peggy Nahmany** (50 ans) a succédé à **Matt Pothecary** chez Thales, et on apprend aujourd'hui que c'est **Julie Kitcher**, déjà en charge de la com financière, qui reprend le poste de l'Allemand **Rainer Ohler**, à la faveur du remplacement de **Tom Enders** par **Guillaume Faury**. Elle est la première femme dircom chez Airbus.

Julie Kitcher (43 ans), britannique et mère de deux enfants, a rejoint Airbus en 2000 comme analyste financière et a pris en 2015 la com financière et les relations avec les investisseurs. Outre la com du groupe, elle sera aussi la cheffe de cabinet de Guillaume Faury. Un communiqué du groupe précise en outre un périmètre assez large puisqu'elle "pilotera et coordonnera la transformation d'Airbus et dirigera les départements Audit, Performance Management, Responsibility and Sustainability et Environmental Affairs".

Ces deux cas (1) ne sont pas limitatifs : la communication du ministère des armées (260.000 militaires et civils) est confiée à une femme, **Yasmine-Eva Farès-Emery**, la seule des trois dont la patronne est une femme.

(1) ces femmes siègent dans des conseils exécutifs qui restent néanmoins dominés par des hommes : 2 femmes pour 12 places chez Airbus, et 2 sur 13 chez Thales.



Julie Kichter (photo Airbus)



Peggy Nahmany

Transports

Guillaume Faury ne révolutionne pas le comité exécutif d'Airbus

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense https://www.latribune.fr/ Par Michel Cabirol | 11/04/2019, 15:58



Guillaume Faury nomme deux femmes au comité exécutif d'Airbus (Crédits : Airbus)

Pour sa première décision en tant que nouveau président exécutif d'Airbus, Guillaume Faury s'inscrit dans les pas de Tom Enders. La surprise du nouveau comité exécutif d'Airbus est Julie Kitcher, l'ancienne responsable des relations avec les investisseurs dotée aujourd'hui de superpouvoirs au sein du groupe européen.

"Un nouveau chapitre d'Airbus s'ouvre en 2019", a estimé mercredi lors de l'assemblée générale des actionnaires d'Airbus, Guillaume Faury, nommé dans la foulée président exécutif par le conseil d'administration du constructeur européen. *"Nous exploiterons les nouvelles technologies numériques pour optimiser notre système industriel et ouvrir de nouveaux débouchés commerciaux, tout en donnant la priorité à la satisfaction client"*, a-t-il expliqué dans un communiqué, présentant le nouveau comité exécutif.

"Notre industrie connaît une période de mutation exceptionnelle et nous devons préparer Airbus à saisir les opportunités et à affronter les défis à venir. Notre esprit pionnier nous permet de nous appuyer sur nos succès passés pour préparer l'Airbus de demain afin de mieux servir nos clients, d'améliorer notre compétitivité et croître de façon durable", a assuré Guillaume Faury.

Un nouveau chapitre qui s'ouvre pour Airbus avec une équipe mixte choisie autant par Guillaume Faury que son prédécesseur, Tom Enders. Les nouveaux arrivants sont au nombre de trois : Dominik Asam, directeur financier, qui remplace Harald Wilhelm parti chez Daimler, Jean-Brice Dumont, vice-président directeur de l'ingénierie et Julie Kitcher, nommé vice-présidente directrice, en charge de la communication et des affaires générales. Ils vont côtoyer des "anciens" choisis par Tom Enders au sein du comité exécutif comme le directeur des ressources humaines Thierry Baril (depuis juin 2012), qui apparaît indéboulonnable, ou encore John Harrison (depuis juin 2015), General Counsel, en charge des affaires de conformité, et, enfin, Dirk Hoke (depuis avril 2016), patron de la branche défense et espace. En revanche, le patron des achats, Klaus Richter, disparaît du comité exécutif.

Julie Kitcher touche le gros lot

La surprise de Guillaume Faury est donc Julie Kitcher, qui sera doté de superpouvoirs au sein d'Airbus. C'est incontestablement la grande gagnante de ce mouvement. Mariée et mère de deux enfants, cette anglaise dirigera toutes les activités de communication externes et internes. Mais ce n'est pas tout. Car celle qui n'était qu'en charge jusqu'ici des relations avec les investisseurs entre 2015 et 2019 va également superviser et coordonner la transformation d'Airbus. Ce qui n'est pas rien au regard du grand chantier de la digitalisation d'Airbus. Sa mission inclut par ailleurs les activités sensibles de l'audit mais aussi de la gestion de la performance et des affaires environnementales. Enfin, cerise sur le gâteau, elle sera chef de cabinet de Guillaume Faury. Très clairement, elle a la confiance du nouveau président exécutif d'Airbus.

Enfin, le PDG d'Airbus Helicopters, Bruno Even (depuis avril 2018), le responsable des programmes et des Services, Philippe Mhun (depuis janvier 2019), le patron commercial Christian Scherer (depuis septembre 2018), le directeur des opérations, Michael Schöllhorn (depuis février 2019), et, enfin, la directrice technique Grazia Vittadini (depuis mai 2018), complètent le premier comité exécutif de Guillaume Faury. Soit deux femmes sur douze membres.

Qui a tué la SNCF ?

Vox Vox Économie http://www.lefigaro.fr/ Par Luc Lenoir Mis à jour le 12/04/2019 à 19:08 Publié le 12/04/2019 à 19:08



Sur les 15.000 trains quotidiens prévus, 480 sont annulés en moyenne. WILLIAM DELAPORTE/AFP

FIGAROVOX/LECTURE - Dans *Descente aux enfers, vie et mort de la SNCF*, Marie-Christine Tabet et Christophe Dubois décrivent le naufrage en cours d'une entreprise mythique. Technocrates, syndicats, politiciens, Bruxelles: tous jouent leur rôle dans la chute d'un symbole, et d'une certaine idée du service public français.

Luc-Antoine Lenoir est journaliste au Figaro économie.

C'est assez difficilement contestable. Il fut un temps où les vacances commençaient sur la première marche du train, et ce n'est désormais plus le cas. Un Corail ou un TGV emmenaient les familles, contre une somme raisonnable, rejoindre les grands-parents, ou en transhumance d'altitude l'hiver, et la détente commençait en contemplant les paysages de France filants à la fenêtre. Aujourd'hui, l'apaisement vient plutôt à la gare d'arrivée, lorsque le passager est sûr de ne plus être retenu en otage, pour un service devenu plus qu'aléatoire. Dans leur dernier ouvrage, *Descente aux enfers, vie et mort de la SNCF* (Fayard, 2019), Marie-Christine Tabet et Christophe Dubois détaillent de manière passionnante l'histoire récente du groupe, et les raisons de cette décrépitude accélérée.

Une dégradation générale

Car depuis les années 1980, et le sommet du lancement du TGV, quel changement ! Tous les aspects du service se sont dégradés affirment les auteurs de l'ouvrage. D'abord sur le respect des horaires. «Tenir la minute» est un leitmotiv oublié, celui d'un âge d'or où les cheminots constituaient une sorte d'aristocratie ouvrière. Aujourd'hui, le cœur n'y est plus. Sur les 15.000 trains quotidiens prévus, 480 sont annulés en moyenne. Selon l'Arafer, l'autorité de régulation du secteur, un employé arrive en retard au moins une fois par semaine s'il utilise la SNCF en Île-de-France. Le facteur humain est souvent en cause. Que se passe-t-il chez les gilets rouges ? Le livre mentionne bien sûr les syndicats et leur déni de réalité (c'est connu), avec une tendance facile au «débrayage» pour conserver des avantages parfois délirants. Il détaille aussi (c'est un peu moins connu) un management kafkaïen avec des responsabilités diluées et une bureaucratie extravagante.

Quant au réseau, il est l'un des plus mal notés d'Europe, juste devant ceux de la Bulgarie et de la Roumanie. Passages à niveau, signalisations, rails datant d'avant la Seconde Guerre mondiale... Vétusté partout. Un rapport fait par des ingénieurs suisses pointait dès 2005 «les prémices d'une dégénérescence», mais rien de significatif n'a été fait jusqu'à l'accident tragique de Brétigny en 2013. Depuis, les promesses d'investissement pleuvent mais les problèmes continuent, avec des pannes parfois impressionnantes comme en juillet 2018 à Montparnasse. À croire que personne ne prend la mesure du problème. À commencer par l'emblématique Guillaume Pépy, à la tête de l'entreprise depuis 2008 ?

Pépy l'indéboulonnable

Il est là tout au long du livre. Il règne sans partage sur la SNCF, et la représente sur les plateaux de télévisions. Serait-ce lui, le grand responsable du naufrage de l'entreprise ? Non, semblent répondre les auteurs, qui rendent hommage à sa connaissance profonde d'une industrie complexe, et à son désintérêt pour l'enrichissement personnel. Lui et ses équipes ont même lancé l'entreprise dans une conquête internationale coûteuse en ressources, mais réussie. Pour ce qui concerne les trains français, il reste un commis d'État, puissant certes, et capable de tenir tête à ses ministres de tutelle, mais qui se soumet aux grands choix gouvernementaux, car l'homme tient plus que tout à rester en poste.

D'ailleurs, là où l'énarque brille vraiment selon les deux journalistes, c'est certainement dans l'art de se rendre intouchable. Sa technique ? «noyauter» tout cercle d'influence. Le maître de la communication cajole les journalistes avec des séminaires improbables (cours de cuisine, etc.), et distribue des cartes «T» (une carte VIP non disponible à la vente). À la fois homme d'affaires et haut fonctionnaire, ses réseaux lui ressemblent, du Siècle à tous les ministères où il fait avancer ses protégés. Tout cela assure un soutien sans faille dans les moments critiques, comme lors de la remise en jeu de sa place de président, en 2013. Le seul vrai grief que la Cour des comptes lui adresse est finalement sa propension à une «communication étouffante et dispendieuse» : 200

millions d'euros par an, et 700 salariés dédiés. Souvent, la SNCF s'abstient même de créer des appels d'offres sur ses achats de conseil en «com'», mais l'État actionnaire ferme les yeux, soulignent les auteurs.

L'injonction européenne de libéralisation du ferroviaire

Et qu'a-t-il fait, ce propriétaire, sinon fermer les yeux depuis des décennies, sur la lente dérive de la SNCF ? Là se trouve peut-être le vrai nœud du problème. Les gouvernements successifs ont tous approuvé sans réserve les décisions de Bruxelles sur la libéralisation du secteur ferroviaire ; ils ne les ont jamais traduites en une stratégie nationale. La réforme ferroviaire de 2018, qui fait reprendre par l'État une partie de la dette de l'entreprise et acte la fin du statut de cheminot, redonne un peu d'oxygène au groupe, et un peu d'espoir aux usagers. Mais sur l'ouverture à la concurrence, le gouvernement continue de faire croire aux Français que rien ne va changer, expliquent Marie-Christine Tabet et Christophe Dubois.

Or tout va changer, et dans un futur proche. L'ouvrage renvoie à l'exemple du fret, déjà libéralisé: en quelques années, la SNCF a perdu 40% du marché, les effectifs concernés ont été divisés par deux, et l'activité continue à perdre de l'argent. L'ouverture au secteur privé pour le transport de personnes va en outre rendre impossible la mission d'aménagement du territoire qui incombait au ferroviaire. Les petites communes devront payer pour maintenir la ligne qui les dessert, tandis que les liaisons entre grandes *smart-cities* feront l'objet de guerres commerciales acharnées. La SNCF, avec ses surcoûts et son manque d'agilité, risque bien d'y laisser les plumes qui lui restent. Les auteurs concluent d'ailleurs le livre par un chapitre d'anticipation aussi triste que réaliste sur l'entreprise «publique» en 2037, cent ans après sa création... Il laisse le lecteur pris par une amertume très viscontienne, sur ce qu'a été le rail français et ce qu'il ne sera plus jamais.

12 – Le Monde : Modernisations & Équipements

Finances

Green bonds : quand le marché financier s'attaque au réchauffement climatique

HebdoP2 https://www.agenceecofin.com/ mardi, 02 avril 2019 12:14 Gwladys Johnson Akinocho



(Ecofin Hebdo) - Les besoins de financement pour atteindre les objectifs en termes de lutte contre le réchauffement climatiques sont colossaux, même s'ils varient d'une institution à une autre. L'Agence internationale de l'énergie estime qu'il faudra 112 000 milliards $ d'ici à 2050, la Banque mondiale table sur 90 000 milliards $ d'ici à 2030 et l'OCDE annonce des besoins de 103 500 milliards $ sur la même période. Pour répondre à ce besoin de financement, de nombreux mécanismes sont mis en place dont les obligations vertes ou greens bonds, dont la particularité est de financer spécifiquement des projets verts. Un outil qui a maintenant 10 ans, qui a démarré lentement mais dont la progression s'accélère.

A l'origine, des obligations créées par la Banque mondiale

A l'origine des obligations vertes, le besoin exprimé en 2007 par un groupe de fonds de pension suédois, d'investir dans des projets respectueux du climat. Une revendication qui a amené la Banque mondiale à émettre un an plus tard, les premières obligations vertes en s'appuyant sur l'expertise climatique du CICERO, un centre interdisciplinaire de recherche sur le climat, implanté à Oslo.

Ce premier pas a ouvert la voie au financement climatique dont la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique a consacré le concept en 2009. Le G20, le FMI et l'OCDE ont également reconnu le potentiel représenté par ses obligations vertes en recommandant aux pays d'y avoir recours pour financer l'action climatique.

Mais c'est le secteur privé qui, le premier, a saisi l'opportunité que représente cet outil de mobilisation financière. On a donc assisté en 2012, à la première émission d'obligation verte par une entreprise, suivie de près par une municipalité. Puis il faudra attendre 2016 pour assister à la première émission souveraine de ce type d'obligation. Depuis ce jour, le nouveau marché a rapidement évolué.

En effet, au cours des 10 dernières années, la Banque mondiale a émis 150 greens bonds en 20 monnaies différentes. Ce qui lui a permis de lever plus de 13 milliards $ auprès d'investisseurs, aussi bien institutionnels qu'individuels.

En effet, au cours des 10 dernières années, la Banque mondiale a émis 150 greens bonds en 20 monnaies différentes. Ce qui lui a permis de lever plus de 13 milliards $ auprès d'investisseurs, aussi bien institutionnels qu'individuels.



L'an passé, 204 institutions financières ont émis des obligations vertes pour la première fois de leur histoire.

Actuellement, 91 projets respectueux de l'environnement sont financés grâce à ce mécanisme et de nombreux autres sont en cours d'élaboration ou de validation. Parmi les secteurs bénéficiaires de ces financements, les énergies renouvelables arrivent en tête avec 44% des fonds alloués. Elles sont suivies par les transports durables (25%), l'agriculture, la gestion des forêts, des terres et des ressources écologiques (11%) et l'eau et la gestion des eaux usées (10%). Le bâtiment et la gestion des déchets solides ferment la marche en mobilisant respectivement 9% et 1% des financements alloués par la Banque mondiale.

Un marché mondial de plus de 500 milliards $ en plein essor

Cette performance ne représente qu'une partie des opérations du marché des obligations vertes. En effet, 521 milliards $ ont été mobilisés sur le marché des obligations vertes depuis 2007. Les principaux pays émetteurs sont les Etats-Unis qui ont levé au cours de ces dix dernières années 118,6 milliards $, la Chine (77,5 milliards $) et la France (56,7 milliards $), selon la Climate Bonds Initiative.

Le marché des obligations vertes est en pleine croissance puisque sur les 521 milliards $ émis en 10 ans, 167,6 milliards $ ont été mobilisés en 2018. Une performance exceptionnelle si l'on prend en compte le fait que seulement 11 milliards $ ont été levés en 2013.

Le marché des obligations vertes est en pleine croissance puisque sur les 521 milliards $ émis en 10 ans, 167,6 milliards $ ont été mobilisés en 2018. Une performance exceptionnelle si l'on prend en compte le fait que seulement 11 milliards $ ont été levés en 2013.

Au cours de l'année 2018, 8 nouveaux marchés nationaux ont fait leur apparition dont celui de la Namibie, tandis que 204 institutions financières ont émis des obligations vertes pour la première fois de leur histoire.

Les émetteurs d'obligations vertes sont principalement les Etats, les entités publiques, les municipalités, les banques et institutions financières, des entreprises, des institutions supranationales comme la Banque mondiale ou la Banque africaine de développement, et même des sociétés non-financières.

En matière d'allocation de ces financements, la tendance varie selon qu'il s'agisse des marchés développés ou de ceux des pays en voie de développement. Sur les marchés développés, le transport occupe la première place en concentrant 53% de l'ensemble des fonds levés. Il est suivi par l'énergie (26%), l'eau (14%), le foncier (6%), les déchets (1%) et le bâtiment (1%).

En revanche, sur les marchés des pays émergents qui concentrent aujourd'hui le quart des émissions mondiales, 52% des fonds levés grâce au green bonds sont destinés à l'énergie.

En revanche, sur les marchés des pays émergents qui concentrent aujourd'hui le quart des émissions mondiales, 52% des fonds levés grâce au green bonds sont destinés à l'énergie. Les bâtiments écologiques occupent la seconde place avec 13%, suivis de près par le transport (11%) et la gestion des terres (10%).

Un marché encore balbutiant en Afrique

Le marché des obligations vertes est encore à ses premiers balbutiements sur le continent. Il regroupe seulement 4 marchés nationaux (Afrique du Sud, Maroc, Nigeria et Namibie), qui, depuis 2012, ont levé 2 milliards $. Ce marché disposait en fin 2018 de 11 émetteurs d'obligations vertes. Pour comparaison, l'Europe dispose de 193 émetteurs et l'Amérique du Nord de 167 émetteurs.

C'est l'Afrique du Sud qui a émis les premières obligations vertes du continent en 2012 par le biais de Nedbank qui a levé 481 millions $ pour financer des projets de centrales d'énergie renouvelable. Le pays reste jusqu'à présent le principal marché national de ce type d'obligations sur le continent.

Le Maroc a été le second à se lancer, avec la levée en fin 2016, par l'Agence marocaine pour l'énergie durable (Masen), de 1,15 milliard de dirhams (environ 120 millions $). Ces fonds ont servi à financer les centrales solaires construites dans le cadre du projet Noor.

Le Maroc a été le second à se lancer, avec la levée en fin 2016, par l'Agence marocaine pour l'énergie durable (Masen), de 1,15 milliard de dirhams (environ 120 millions $). Ces fonds ont servi à fiancer les centrales solaires construites dans le cadre du projet Noor.

En fin 2017, le Nigeria émit à son tour ses premières obligations vertes, levant 10,69 milliards de nairas (environ 30 millions $) pour financer également des projets énergétiques. Il est à noter qu'il s'agissait des premières et jusqu'ici seules obligations vertes souveraines émises sur le continent. La Namibie, dernière arrivée dans le domaine a levé 4,74 millions $ grâce à la Bank Windhoek en décembre 2018.



Les obligations vertes ont financé la gigantesque centrale solaire marocaine Noor.

Ces quatre marchés devraient bientôt être rejoints par l'Egypte et le Kenya, qui se mobilisent pour également pour avoir recours aux obligations vertes. Ils devraient procéder à leurs premières obligations au cours de l'année 2019.

Un autre acteur majeur du marché africain des obligations vertes est l'institution supranationale qu'est la Banque africaine de développement (BAD). La banque a levé, depuis ses premières émissions en 2013, 2 milliards $ grâce aux green bonds, dans 3 différentes devises. Ces fonds servent à financer 36 projets sur le continent.

Encore quelques obstacles à franchir

En dépit de leur attractivité, les green bonds ne manquent pas d'être handicapés par certains facteurs. L'un d'entre eux est le green washing. En effet, certaines entreprises ont utilisé le

mécanisme du green bond, non pas pour financer des projets favorables à l'environnement, mais pour « verdir leur images », c'est-à-dire atténuer leur image d'entreprise pollueuses. L'une des limites de ce type d'obligation est donc dans « la définition du caractère vert de l'utilisation des fonds recueillis.» selon Arnaud Berge, le directeur du développement durable du BPCE.

L'une des limites de ce type d'obligation est donc dans « la définition du caractère vert de l'utilisation des fonds recueillis.» selon Arnaud Berge, le directeur du développement durable du BPCE.

Une deuxième question qui se pose est celle des niveaux de risque et de rentabilité des obligations vertes. En effet, si les obligations vertes présentent un niveau de risque inférieur à celui de la moyenne des autres investissements, elles ne rapportent cependant pas un rendement proportionnel à leur niveau de risque. Ce qui conduit certains experts à affirmer qu'elles ne représentent pas un investissement efficace.

Il y a également la question de l'encadrement réglementaire. En effet, il existe aujourd'hui au moins une dizaine de procédure de certification du caractère vert des obligations. Ce qui induit un risque de variabilité des niveaux d'exigence d'un certificateur à un autre. La mise en place d'un encadrement commun du processus d'émission des obligations vertes est donc souhaité afin d'harmoniser le marché et de favoriser une plus grande expansion. Sans toutefois verser dans une réglementation excessive qui pourrait détourner les acteurs du marché.

Iran: les Etats-Unis menacent les banques étrangères

https://www.bfmtv.com/ BFMTV Economie Economie et Social 08/04/2019 à 16h56



Le Secrétaire d'Etat Mike Pompeo lors de la conférence de presse de ce 1er février à Washington - ERIC BARADAT / AFP

Le chef de la diplomatie américaine a appelé les entreprises étrangères et notamment les banques à couper tout lien avec l'organisation para-militaire des Gardiens de la Révolution en Iran.

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a appelé lundi toutes les "entreprises et banques à travers le monde" à couper tout lien financier avec les Gardiens de la Révolution iraniens, dorénavant placés sur la liste américaine des organisations "terroristes".

Le régime iranien n'est plus seulement considéré comme un "soutien du terrorisme", mais "il est lui-même impliqué dans des actes de terrorisme", a-t-il déclaré après cette annonce concernant l'armée idéologique de la République islamique d'Iran.

L'objectif est "de rendre les Gardiens de la révolution radioactifs" pour tous leurs éventuels partenaires étrangers, a expliqué le coordinateur américain pour la lutte antiterroriste Nathan Sales.

"Mafia adepte du racket"

Concrètement, tout "soutien matériel" à cette unité gouvernementale iranienne, qualifiée par Washington de "mafia" adepte du "racket", sera considérée comme un "crime fédéral", a-t-il détaillé, évoquant une arme de "dissuasion massive".

Mike Pompeo, qui a énoncé il y a près d'un an douze conditions draconiennes pour que les Etats-Unis relâchent leur "pression maximale" sur Téhéran, a assuré que le but ultime de l'administration de Donald Trump était toujours d'obtenir un "changement de comportement" de la part du régime iranien, accusé de "déstabiliser" le Moyen-Orient.

L'émissaire américain pour l'Iran Brian Hook a souligné que, depuis deux ans, le gouvernement avait imposé 25 séries de sanctions contre des entités iraniennes. Celui de lundi "n'est qu'un nouveau chapitre et il y en aura d'autres", a-t-il prévenu.

Industries d'armement

Armement : les trois vraies raisons de l'intérêt de Rheinmetall pour KNDS (Nexter, KMW)

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense https://www.latribune.fr/ Par Michel Cabirol | 08/04/2019, 6:25



Rheinmetall a surtout un objectif financier pour prendre le contrôle de KNDS que le groupe de Düsseldorf habille d'une logique industrielle et patriotique (Crédits : Wolfgang Rattay)

Pour Rheinmetall, la prise de contrôle de KNDS (Krauss-Maffei Nexter Defence System) aurait pour objectif trois raisons très "business" et financières : créer de la valeur pour ses actionnaires , principalement des fonds, accompagner la croissance du secteur de la défense et monter dans la chaîne de valeur.

A priori, une consolidation européenne de l'industrie de l'armement terrestre avec Rheinmetall est une idée logique, voire même séduisante, au moment où la France et l'Allemagne souhaitent lancer le char du futur, ou, plus exactement, le MGCS (Main Ground Combat Systems). Mais, il y a un "Kolossal" mais. Pour Rheinmetall, déjà l'invité surprise en novembre dernier dans le programme MGCS, ce serait une opération dont il serait le principal bénéficiaire sinon le seul s'il parvenait à prendre le contrôle de la société franco-allemande KNDS (Krauss-Maffei Nexter Defence System) au détriment des intérêts français et mépris de l'équilibre franco-allemand.

Comment ? Il espère racheter la participation de 50 % que détient la famille Bode-Wegmann dans KNDS puis apporter ses activités défense à KNDS, ce qui ferait pencher la balances des actifs à 75% du côté allemand. Et Rheinmetall fait jouer la fibre patriotique allemande pour parvenir à son objectif de prendre le contrôle de KNDS, qui a déjà présenté à Eurosatory un char franco-allemand.

Créer de la valeur... pour les actionnaires de Rheinmetall

Le PDG de Rheinmetall Armin Papperger est d'ailleurs prêt à tout pour parvenir à ses fins. Il est même prêt à rééquilibrer l'actionnariat en faisant "cadeau" de 24% du capital à l'autre actionnaire de KNDS, l'état français. Mais il entend évidemment bien garder 51% du capital. Car pour Rheinmetall, la raison principale en faveur de ce mouvement de consolidation est de créer de la valeur. Mais pour qui ? Principalement pour les actionnaires de la société allemande... dont 76% sont des fonds d'investissements (29% du capital sont détenus par des fonds américains).

Armin Papperger, a donc besoin d'avoir la majorité de KNDS (au moins 51%) pour consolider entièrement l'entreprise dans ses comptes. Avec moins de 50%, elle ne serait que mise en équivalence. *"C'est une logique financière que Rheinmetall habille avec une logique industrielle et patriotique en Allemagne*, analyse-t-on. *Son patron Armin Papperger fait fi de toutes considérations politiques"*. Et encore moins de l'Europe de la défense. D'autant que KNDS vit très bien sa vie sans Rheinmetall, tout comme Krauss-Maffei Wegmann le faisait avant KNDS, et vice-versa. Cela n'a d'ailleurs pas empêché les deux groupes allemands de développer en partenariat plusieurs programmes : Boxer, Puma et le véhicule blindé polyvalent AMPV.

Développement dans la défense

Pour capter la croissance, Rheinmetall (6,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires) semble aujourd'hui parier beaucoup plus sur ses activités de défense (3,2 milliards) que sur celles dans l'automobile (2,9 milliards). Dans la défense, *"la tendance à la modernisation des forces armées liée à la hausse des budgets est déjà manifeste dans nos carnets de commandes*, a expliqué Armin Papperger, dans un communiqué présentant les résultats 2018. *Notre large positionnement technologique signifie que nous sommes dans une position idéale pour jouer un rôle de premier plan dans la modernisation des forces armées en Allemagne et dans d'autres pays partenaires"*. Ce qui n'est pas forcément le cas dans l'automobile. *"Nous ne pouvons pas totalement compenser la baisse sur les marchés mondiaux"*, a-t-il d'ailleurs affirmé.

Résultat, pour 2019, Rheinmetall s'attend à un niveau de chiffre d'affaires stable et à une marge opérationnelle d'environ 8% dans l'automobile tandis que dans la défense, il prévoit une hausse des ventes entre 9% et 11%, la marge opérationnelle passant de 8% à 8,5%. D'où la volonté naturelle de mettre la main sur KNDS, dont les activités seraient un très bon relais de croissance dans la défense avec le développement du programme MGCS entre autres. Depuis une bonne décennie, il rêvait de mettre la main sur Krauss-Maffei Wegmann (KMW). Ce qui n'a pas été possible en raison de l'opposition ferme et rédhibitoire de Manfred Bode, qui était jusqu'ici l'homme fort de KMW. Aujourd'hui, cela n'est plus possible avec la création de KNDS.

En outre, Rheinmetall veut progresser dans la chaîne de valeur. Considéré beaucoup plus comme un équipementier, le groupe de Düsseldorf s'élèverait ainsi dans la chaîne de valeur, en devenant un maître d'œuvre à part entière. Notamment dans les chars de combat, son Graal. Aujourd'hui, il n'est qu'un maître d'oeuvre par intermittence. Il l'est seulement à part entière dans quatre programmes, dont le Lynx... un véhicule blindé qui ne se vend pas, les autres étant les Fuchs 1 et 2, Survivor-R et Kodak. De son côté, KNDS est le maître d'œuvre de 19 systèmes, dont les célèbres chars Leopard et Leclerc. *"Tout ce que sait faire Rheinmetall, KNDS sait le faire"*, rappelle-t-on à La Tribune.

Du retard dans le lancement du programme MGCS

Le bulldozer Armin Papperger a donc sorti l'artillerie lourde en mars pour faire plier la France ainsi que la famille Bode, qui détiennent chacun 50% de KNDS. Cette dernière aurait pu être déstabilisée par une telle annonce après le décès en octobre dernier de Manfred Bode, qui est également le père spirituel du PDG de KMW et coprésident de KNDS, Frank Haun. Pour la famille, qui dispose d'un joli pactole, ce n'est pas le cas, ou plus exactement cela n'a pas été encore le cas. A suivre...

De son côté, la France, qui dispose d'un premier droit de refus, a décliné jusqu'ici l'offre de Rheinmetall. *"La France a dit non"*, confirme-t-on à La Tribune. Car au-delà des activités de Nexter, la vétronique de Thales et l'optronique de Safran font partie de l'excellence de la base industrielle et technologique de défense française. Il est aussi difficilement imaginable que le programme stratégique pour l'armée de terre, Scorpion, soit piloté de Düsseldorf. "*Le gouvernement allemand soutient l'entrée de Rheinmetall dans KNDS"*, a toutefois martelé mi-mars Armin Papperger pour mettre la pression sur Paris. Il est également très, très actif dans son lobbying en Allemagne. *"Rheinmetall est soutenu par beaucoup de personnes dans l'entourage de la chancelière et de la ministre de la Défense allemandes"*, explique-t-on à La Tribune

L'artilleur Papperger va-t-il faire dérailler MGSC?

Cette entrée en force de Rheinmetall dans le dossier serait semble-t-il la raison du retard du lancement des études de concept du MGCS au regard du calendrier prévu dans la lettre d'intention franco-allemande. Ce qui n'est pas le cas pour le Système de combat aérien du futur (SCAF), dont les études de concept ont déjà été lancées. L'artilleur Papperger est-il en train de faire dérailler le train de la coopération franco-allemande dans le domaine terrestre ? C'est fort possible...

Faut-il également rappeler que Berlin s'était opposé dans les années 2000 à l'acquisition de Thales pilotée par le clan français d'EADS (devenu Airbus), les Allemands craignant le poids des

Français dans le groupe franco-allemand. Avec un certain succès. Enfin, personne ne demande à Dassault Aviation et Airbus de fusionner pour développer le programme SCAF.

Technologie numérique

5G : les opérateurs vont bien passer par des enchères financières

Technos & Medias Télécoms https://www.latribune.fr/ Par Pierre Manière | 10/04/2019, 18:32



Selon plusieurs analystes sondés par La Tribune, l'Etat pourrait empocher entre 2,6 et 3 milliards d'euros au terme des enchères pour les fréquences 5G. (Crédits : Yves Herman)

Dans un entretien au journal Le Monde, Agnès Pannier-Runacher, la secrétaire d'Etat en charge des télécoms, a donné le coup d'envoi du processus d'attribution des fréquences 5G aux opérateurs. Pour la première fois, elle indique que le gouvernement procédera à des enchères financières, et compte bien utiliser la manne des fréquences pour renflouer les caisses de l'Etat.

Il n'y aura pas de nouveau New Deal. Il y a plus d'un an, le gouvernement a prolongé certaines licences d'utilisation de fréquences des opérateurs télécoms en échange d'investissements importants dans les zones « blanches » et « grises », où le mobile ne passe pas - ou très mal. Ce faisant, l'exécutif a fait prévaloir l'aménagement du territoire à l'encaissement, comme c'était jusqu'alors le cas, d'un gros chèque. Avec l'attribution des fréquences 5G, certains se demandaient si le gouvernement allait faire de même. Ce ne sera pas le cas.

Ce mercredi, dans un entretien au journal *Le Monde*, Agnès Pannier-Runacher, la secrétaire d'Etat en charge des télécoms l'a confirmé : le gouvernement a choisi de procéder à des enchères financières pour l'attribution des fréquences 5G. Il y a *« un objectif d'équilibre des recettes pour l'Etat »*, a affirmé la ministre. *« Sur ce point, l'enjeu est de trouver le juste milieu avec l'ampleur des investissements à réaliser par les opérateurs »*, a-t-elle ajouté. L'équation est simple sur le papier, mais ô combien délicate à définir : si le gouvernement ponctionne trop d'argent aux opérateurs, ceux-ci investiront moins dans les réseaux. Autrement dit, dans ce cas, les Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free déploieront leurs antennes et infrastructures de manière prioritaire dans les territoires les plus denses (car les plus rentables), au risque de trop délaisser les zones rurales et les territoires les moins peuplés. Il est donc crucial, pour l'Etat, de placer le curseur au bon endroit.

Pas de fréquences réservées pour certains industriels

Pour le gouvernement, l'attribution des fréquences 5G, dont le processus doit débuter à l'Automne pour s'achever d'ici à la fin de l'année, constitue une occasion de récupérer beaucoup d'argent. Les analystes financiers sondés par *La Tribune* estiment que l'Etat pourrait en retirer entre 2,6 et 3 milliards d'euros. En Italie, où l'Etat, qui a délibérément voulu profiter de la 5G pour soutirer un maximum d'argent aux opérateurs, la note s'est élevée, il y a six mois, à quelques 6,55 milliards d'euros... Et en Allemagne, où les fréquences sont en vente depuis quelques jours, la barre des 5 milliards d'euros a été franchie.

Agnès Pannier-Runacher a confirmé que les enchères françaises concerneront les quatre opérateurs nationaux (Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free), et qu'une part des fréquences ne sera pas réservée à certains industriels (comme ceux de l'automobile, par exemple, pour qui la 5G est importante pour développer la voiture autonome). En outre, la ministre précise qu'il y aura un prix de réserve lors des enchères, même si celui-ci reste à définir.

Transports

Aides à Airbus : regain de tensions entre Washington et Bruxelles

Économie Flash Eco Par Le Figaro avec AFP Mis à jour le 09/04/2019 à 13:49 Publié le 09/04/2019 à 06:17



Les États-Unis assurent que le but ultime est de conclure un accord avec l'UE pour mettre un terme aux subventions aux gros porteurs civils. Guillaume Souvant/AFP

Les tensions commerciales transatlantiques se trouvent ravivées en raison de nouvelles menaces de Washington, qui entend taxer Airbus et d'autres produits européens si Bruxelles ne met pas un terme à certaines subventions au constructeur aéronautique. De son côté, la Commission européenne a d'ores et déjà annoncé ce mardi avoir commencé à préparer des représailles concernant les subventions accordées à Boeing.

Il s'agit là d'une nouvelle étape dans un conflit vieux de 14 ans entre Boeing et Airbus, via les États-Unis et l'Europe, qui s'accusent mutuellement devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de verser des aides illégales à leurs champions aéronautiques respectifs.

Dans un communiqué dans la nuit de lundi à mardi, le représentant américain au Commerce (USTR), Robert Lighthizer, juge que les subventions européennes à Airbus «pénalisent» les États-Unis à hauteur de 11 milliards de dollars (9,7 milliards d'euros) d'échanges commerciaux chaque année et se dit prêt mettre en place des mesures de rétorsion dès cet été. «L'OMC a conclu plusieurs fois que les aides de l'Union européenne avaient causé des torts aux États-Unis», écrivent les services de l'USTR, pour qui les Européens ne se sont pas conformés à ces décisions. Le président Donald Trump a lui-même tweeté à ce sujet, réitérant les propos de Lighthizer et prévenant que «cela cessera bientôt !»



Donald J. Trump

✔ @realDonaldTrump

The World Trade Organization finds that the European Union subsidies to Airbus has adversely impacted the United States, which will now put Tariffs on $11 Billion of EU products! The EU has taken advantage of the U.S. on trade for many years. It will soon stop!

32 k

15:34 - 9 avr. 2019

La position américaine est soutenue par Boeing, fragilisé par les problèmes de son avion vedette le 737 MAX, cloué au sol pour une durée indéterminée après deux accidents mortels.

L'USTR établit une liste préliminaire de produits européens susceptibles de faire l'objet de droits de douanes supplémentaires, notamment dans le secteur aéronautique, mais aussi des steaks d'espadon, des filets de saumon, des fromages ainsi que des fruits, de l'huile d'olives ou des vins.

«Le niveau des contre-mesures (...) est largement exagéré», a réagi mardi une source à la Commission européenne, qui souligne que «le chiffre cité par l'USTR est basé sur des estimations internes américaines». Or, «le montant des représailles autorisées par l'OMC ne peut être déterminé que par l'arbitre nommé par l'OMC», ajoute-t-elle. L'UE prévient par ailleurs que «dans

le différend parallèle concernant Boeing», elle compte elle aussi «prendre rapidement des mesures» de représailles. Pour cela, elle «demandera à l'arbitre désigné par l'OMC de déterminer les droits de rétorsion».

Mise en garde de Bruno Le Maire

Les Européens se disent cependant ouverts «aux discussions». Les Américains aussi : leur «but ultime est de conclure un accord avec l'UE pour mettre un terme aux subventions aux gros porteurs civils». «La seule solution raisonnable est un règlement négocié», a abondé Airbus, jugeant les menaces américaines «totalement injustifiées», quand le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire plaidait lui aussi pour «un accord à l'amiable». UE et États-Unis ne peuvent «se permettre un conflit» dans l'aéronautique, a-t-il précisé.

Depuis plus de 14 ans, Washington et Bruxelles s'accusent mutuellement de verser des aides indues à Boeing et Airbus. Ce conflit commercial, dont l'enjeu porte sur des milliards de dollars, est le plus long et le plus complexe jamais traité par l'OMC. L'été dernier, l'UE a obtenu la mise en place à l'OMC d'un panel d'experts pour arbitrer ce conflit sur les aides à Airbus contestées par les États-Unis. Mais les Américains ont parallèlement demandé à l'OMC de déterminer le montant des sanctions qu'ils pourraient imposer à l'UE. Dans le dossier concernant les aides à Boeing cette fois, l'OMC a confirmé fin mars que les États-Unis ne s'étaient pas pleinement conformés à sa décision de 2012 leur intimant de mettre fin aux aides illégales versées au géant de Chicago.

Le communiqué américain intervient dans un climat de tensions commerciales récurrentes entre l'Union européenne et les États-Unis de Donald Trump, qui utilisent les droits de douane punitifs comme arme de négociation. Il a encore récemment menacé de taxer lourdement l'industrie automobile européenne, en dépit d'une trêve commerciale avec l'UE annoncée fin juillet. Les deux blocs s'efforcent depuis des mois de concrétiser cette trêve via la négociation d'un accord commercial limité aux biens industriels, mais les discussions préliminaires s'éternisent côté européen.

Objectif CO2 : la combine de Fiat avec Tesla est-elle légale ?

Entreprises & Finance Industrie Automobile https://www.latribune.fr/ Par Nabil Bourassi | 11/04/2019, 6:00



(Crédits : Heinz-Peter Bader)

Le groupe automobile Fiat-Chrysler a passé un accord avec Tesla dans la perspective des objectifs de CO2 de 2021. Il s'agit d'échapper à des amendes qui s'annoncent astronomiques. La légalité du montage pose toutefois question, et tous les regards sont tournés vers la Commission européenne...

Se faire flasher à 150 sur l'autoroute, et demander à un tiers de perdre ses points à sa place... Légal ? Immoral ? Pour Fiat Chrysler Automobile, ce sera surtout une question de vie de mort! Non pas la perte de points sur le permis de Mike Manley, son PDG, mais le fait de récupérer les droits à polluer de Tesla en vue de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation des objectifs de CO2 en 2021.

D'après une information du Financial Times publiée lundi 8 avril, le groupe italo-américain aurait signé un accord avec le Californien Tesla, spécialiste des voitures 100% électrique, afin de lui acheter ses bonus de CO2. Les deux entreprises auraient ainsi élaboré un ingénieux montage fondé sur les failles juridiques du règlement sur les objectifs européens de CO2 et ainsi éviter les lourdes sanctions prévues.

Un flou juridique

Pour Hubert Biard, avocat spécialiste en droit des sociétés au cabinet Cornet Vincent Ségurel, la réponse se situe dans le texte: "il y a une notion très importante dans le règlement qui est la "réception communautaire". Avec cette notion, il suffit pour Fiat d'importer une Tesla sur le territoire européen, sans même l'immatriculer, pour que celle-ci soit comptabilisée.

Autrement dit, Fiat n'aura pas besoin de construire le véhicule, ni même de le commercialiser, simplement de l'importer et le stocker. Cette astuce sémantique permet ainsi de rendre la chose légale et Fiat ne s'en cache pas. "Nous allons tirer le meilleur des options offertes par la réglementation pour respecter les normes", a ainsi indiqué FCA dans une déclaration à l'AFP. Ce n'est pas tout. Sur la nature même des contractants, la Commission se montre également large d'esprit:

"Bruxelles a consenti à ce que des "pools", c'est-à-dire des conglomérats, se constituent, y compris sous une forme informelle, c'est-à-dire sans liens capitalistiques", observe Hubert Biard. Selon l'avocat, "la Commission n'a même pas de droit de regard sur les dispositions contractuelles qui lie les protagonistes puisqu'il s'agit d'une relation entre personnes de droit privé, et donc confidentielle. En revanche, elle peut soit légiférer avant l'entrée en vigueur du règlement, ou déclencher une enquête sous le motif d'un abus de droit".

Autrement dit, si la Commission veut neutraliser ce dispositif monté par Fiat, elle le pourrait parfaitement. Pour Hubert Biard, rien n'est moins sûr: "il n'est pas exclu que FCA et Tesla ait obtenu un aval officieux de la Commission. Il y a évidemment des enjeux économiques majeurs, et l'industrie automobile a sans doute exercé du lobbying pour que Bruxelles ne verrouille pas davantage le règlement sur les CO2".

Des amendes stratosphériques

Pour rappel, la nouvelle réglementation CO2 qui entrera en vigueur à partir de 2021 imposera un objectif de 95 grammes d'émission de CO2 par voiture. Les voitures 100% électrique offriront un gain double en termes d'économie de CO2, dans le calcul de cette moyenne. Les constructeurs seront sanctionnés à hauteur de 95 euros d'amende par voiture et par gramme excédentaire...

Pour les constructeurs, les objectifs CO2 ont été élevés au rang de priorité absolue. Certains ont même établi des task forces d'élite, comme chez PSA, pour être dans les clous dans les délais. Et pour cause, les amendes s'annoncent astronomiques. Récemment, l'institut JATO a projeté les résultats commerciaux 2018 sur ce règlement, qui, certes, ne sera applicable qu'en 2021, soit seulement deux ans plus tard (un horizon de temps minuscule à l'échelle de l'industrie automobile où le développement d'une gamme prend quatre à cinq ans). Cette projection factice permet de jauger le chemin à parcourir... Et les résultats sont à peine croyable... Ainsi, le groupe Volkswagen qui a un écart de 26,6 grammes à résorber d'ici 2021, se serait vu infliger une amende de plus de 9 milliards d'euros. PSA aurait payé 5,4 milliards d'euros de pénalités en raison de son écart de 23 grammes. Le groupe Fiat, lui, aurait payé 3,24 milliards d'euros d'amende.

Mais contrairement à Fiat, Volkswagen et PSA sont sur le point de déployer une gamme de voitures électriques et électrifiées (les hybrides). Le groupe italo-américain a certes investi 9 milliards d'euros dans l'électrification, mais les premiers modèles n'arriveront pas avant courant 2020. En outre, il ne suffira pas de disposer d'une gamme électrifiée, il faudra également que celle-ci représente une part suffisante des ventes. On peut ainsi citer le groupe Renault en exemple qui est pourtant l'un des constructeurs les plus en avance en matière de voiture électrique avec une gamme spécifique qui va de la citadine (Zoé, Twizy) aux utilitaires (Master, Kangoo). Même avec cette gamme, le constructeur français aurait payé une amende de 3,6 milliards d'euros en 2018, d'après la méthode de calcul de JATO.

Mazda va s'appuyer sur Toyota

Dès lors, les constructeurs tentent de déjouer les pronostics de JATO. Le partenariat Fiat-Tesla pourrait faire des émules. Mazda a d'ailleurs d'ores et déjà annoncé qu'il allait s'appuyer sur Toyota pour réduire son exposition aux normes CO2 à travers un schéma similaire. Si la Commission choisit de ménager les constructeurs avec le souci de préserver des enjeux d'emplois, les gouvernements pourraient s'émouvoir davantage de la méthode.

Au lendemain de l'annonce d'un partenariat FCA-Tesla, la secrétaire d'État à la Transition énergétique a manifesté sa perplexité. Interrogée lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, Brune Poirson, a répondu que cette alliance "questionne la sincérité de la démarche. Il s'agit clairement d'un détournement de l'esprit de la règle qui est bien que tous les constructeurs s'engagent dans les transports propres en profondeur".

13 – Rubriques divers (Conférences, etc)

Conférences

A vos agendas: des conférences sur les élections, le combat de haute intensité, l'armée de Terre de 2030

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 11.04.2019 Par Philippe Chapleau

La Fondation pour la recherche stratégique et EUROCRISE, en partenariat avec l'état-major de l'armée de Terre, organisent un séminaire "Quelle armée de Terre pour combattre demain en haute intensité". Il se tiendra le mardi 16 avril, de 9h à 13h, à la Maison de la chimie (28 rue Saint-Dominique - 75007 Paris). Les inscriptions sont désormais closes.

Comment combat l'armée de Terre actuellement, et comment combattra-t-elle en 2030 ? C'est à ces deux questions passionnantes que le comité Industrie de défense des Jeunes IHEDN propose de réfléchir, dans un atelier interactif avec le colonel Sébastien de Peyret, chef du projet doctrinal SCORPION !
Rendez-vous le mardi 16 avril à 19h, à l'Ecole militaire. Attention, places limitées ! Détails et inscriptions **ici**.

Les (futurs) députés européens face aux enjeux de défense, ce sera le mercredi 17 avril! Vous ne savez pas pour qui voter aux élections européennes le 26 mai ? Les enjeux de défense au niveau européen sont importants pour vous ? Venez questionner les candidats de six listes (EELV, LFI, Place publique, LReM, LR et RN) sur ce sujet, le mercredi 17 avril à 19h, à Paris Dauphine ! Une conférence en partenariat avec Dauphine Stratégie Défense. Détails et inscriptions **ici**.

Salons

SOFINS, un salon qui n'intéresse pas que les FS

http://lemamouth.blogspot.com/ vendredi 12 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Dans leurs MFO et Centre-Europe, les forces spéciales n'étaient pas trop difficiles à identifier dans les travées du dernier SOFINS, mais d'autres visiteurs en civil avaient d'autres motivations. Pas moins de deux équipes de scénaristes ont fait le tour des stands, et sans doute puisé quelques idées dans les démonstrations dynamiques. Les lecteurs réguliers de ce blog le savent, en effet, deux sociétés de production planchent sur deux projets différents consacrés aux forces spéciales, pour diffusion à la télévision à la rentrée 2020. Les tournages devraient commencer à la fin de l'automne.

Un trio mené par le show runner **Gilles Malençon** représentait l'équipe de The Oligarchs Production (producteur du Bureau des Légendes), qui a proposé Furtifs à TF1.

J'avoue que la deuxième équipe, celles qui écrit Les Cœurs noirs pour France, produite par Mandarin, est passée sous mes radars, mais sa présence est attestée.

Le président du MEDEF est aussi venu le mercredi, tandis que des investisseurs ont, bien plus discrètement, été invités à découvrir de près le monde des forces spéciales. Cette petite première vise à alimenter un fonds de gestion, Arbalète Capital, qui doit financer l'innovation duale "sans le moindre apport d'argent public", martèle le président du Cercle de l'arbalète, Benoit de Saint Sernin.

Les projets potentiels, dont le stock est évalué à 150 par cette source, passeront au tamis du gestionnaire du fonds, Calao Finance, mais aussi d'un comité d'experts issus du monde des forces spéciales. Selon BSS, l'ancien patron du **GIGN**, **Denis Favier**, et l'ancien GCOS **Christophe Gomart** font partie de ce cercle. Le **COS** ne siègera pas au comité de sélection, et n'aura pas de place dans le dispositif.

La même source explique que 35 MEUR sont nécessaires pour alimenter Arbalète Capital, et que les produits financés seront "tous forcément à usage dual".

Du brouillage au SOFINS

http://lemamouth.blogspot.com/ vendredi 12 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Un brouillage d'origine encore inconnue a été enregistré la semaine dernière au SOFINS, sur le camp de Souge, un lieu où se tiennent en temps normal et sans problème de cet ordre des vols de drones.

Or dès la première journée (celle inaugurée par la ministre des armées), plusieurs incidents ont été enregistrés en cascade lors des vols de drones.

Un fabricant basé à Monaco (également dans le domaine de l'antidrones), MClic, reconnaît avoir subi ce brouillage et connu une difficulté avec un de ses engins, mais avec des dégâts mineurs, alors que le drone était pris au sol dans un sol sablonneux. Il assure avoir pu reprendre ses vols ultérieurement avec le même drone, grâce à un mode antibrouillage intégré à son produit.

Moins chanceux, Drone Volt, côté en bourse et connu pour un large catalogue, notamment utilisé par des unités militaires françaises, a perdu un de ses drones Hercules de 20 kg. La société développe un concept de drone gigogne avec Nexter (démontré il y a deux ans par MClic au précédent Sofins), le drone multirotor larguant un robot terrestre Nerva du groupe de Satory. Le pilote du Hercules a connu une première difficulté, puis une deuxième et a "préféré crasher le drone" pour éviter des dégâts humains. Selon un témoin, l'engin aurait pu se diriger vers la foule.

D'autres sociétés ont également connu des difficultés, et les militaires eux-mêmes auraient été ennuyés dans la coordination 3D qui est réalisée avec la tour de l'aéroport civil de Mérignac.

Ces évènements ont eu d'autres conséquences : si la météo a été évoquée pour annuler une démonstration de drones nocturnes, un industriel précise qu'en fait, la décision d'annulation lui a été transmise avant la certitude de la pluie. C'est donc toute la filière drones présente au Sofins qui a été pénalisée, même si certains, comme Milton, assurent avoir pu réaliser tous leurs vols dans les créneaux disponibles.

A ce stade, aucun industriel n'a eu d'explication, à notre connaissance, sans doute parce que plusieurs enquêtes ont dû être lancées. Les questions de brouillage sont un sujet sensible, et le brouillage est interdit en France, comme les systèmes qui le génèrent, en dehors, évidemment, des administrations, qui le mettent en œuvre lors de manifestations de grande ampleur (14 juillet, sommets de chef d'état, etc).

Ces évènements assez inattendus rappellent, si besoin était, que les architectures de drones peuvent, dans des contextes dégradés, s'avérer vite fragiles.

Autres

A vos agendas : des conférences sur les élections, le combat de haute intensité, l'armée de Terre de 2030

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 11.04.2019 Par Philippe Chapleau

La Fondation pour la recherche stratégique et EUROCRISE, en partenariat avec l'état-major de l'armée de Terre, organisent un séminaire "Quelle armée de Terre pour combattre demain en haute intensité". Il se tiendra le mardi 16 avril, de 9h à 13h, à la Maison de la chimie (28 rue Saint-Dominique - 75007 Paris).

L'invitation est nominative et l'inscription est obligatoire : inscription en ligne **ici**. https://xrm3.eudonet.com/XRM/frm?tok=1E6342E2&cs=JKwSk53qw46QI3AgZsSrvJGUCp_HoCzD&p=HhOmSOr282LimAhToehEh2qxyX72lyQa0Ov1yraAIFQ%3d

"Comment combattra-t-on en 2030 ?" aura lieu le mardi 17 avril.

Comment combat l'armée de Terre actuellement, et comment combattra-t-elle en 2030 ? C'est à ces deux questions passionnantes que le comité Industrie de défense des Jeunes IHEDN propose de réfléchir, dans un atelier interactif avec le colonel Sébastien de Peyret, chef du projet doctrinal SCORPION !

Rendez-vous le mardi 16 avril à 19h, à l'Ecole militaire. Attention, places limitées ! Détails et inscriptions **ici**.

Les (futurs) députés européens face aux enjeux de défense, ce sera le mercredi 17 avril! Vous ne savez pas pour qui voter aux élections européennes le 26 mai ? Les enjeux de défense au niveau européen sont importants pour vous ? Venez questionner les candidats de six listes (EELV, LFI, Place publique, LReM, LR et RN) sur ce sujet, le mercredi 17 avril à 19h, à Paris Dauphine ! Une conférence en partenariat avec Dauphine Stratégie Défense. Détails et inscriptions **ici**.

14 – Livres & Publications

Livres

Quand le 1er RPIMa travaillait pour le SDECE

http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 10 avril 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

C'est une plongée peu commune dans le monde normalement secret des services : un livre écrit par un ancien officier du **Groupement opérationnel** révèle comment le GO fut créé à partir d'éléments du 1er RPIMa (mais aussi de sapeurs, de pilotes d'hélicoptères et même d'avions !) et œuvra plusieurs années au profit du service de documentation extérieure et de contre-espionnage (**SDECE**), l'ancêtre de la **DGSE**.

Patrick Manificat immerge le lecteur dans près de huit années jusque-là mal connues, qui expliquent par le menu la genèse, la formation, longue et multi-milieux du GO, avant ses engagements en Afrique. Evidemment, on peut imaginer que certains détails, nichés à tout jamais dans le secret des opérations et de ceux qui les ont menées, ne figurent pas dans ces lignes.

Il est vrai que le droit en cours incite à une certaine réserve dans certaines activités.

C'est l'affaire **Claustre**, une ethnologue retenue au Tchad, qui contribua à accélérer la maturation du concept GO, dans un environnement par ailleurs particulièrement mouvant, fait de détournements d'avions, de prises d'otages (Loyada en 1976 à Djibouti), de renversement d'alliances et de soutiens de la France à un côté ou l'autre (gouvernement ou guérillas) des pays ouest-africains. C'est aussi une époque où les SAS britanniques, pères de leurs homologues français, démontrent leur capacité à opérer indifféremment à l'étranger et sur le territoire national, en clandestin comme en opérations spéciales.

Par ses choix diplomatiques et géostratégiques, **Valéry Giscard d'Estaing** est le père politique du GO, et son échec à sa réélection en 1981, conduisit à la dissolution du GO, la dispersion de ses opérateurs longuement formés, et le 1er RPIMa lui-même n'échappa que de peu à la disparition pure et simple.

Et pourtant, il suffit de lire l'ouvrage de l'officier, qui détaille parfois à l'extrême, le long processus de formation des opérateurs, pour comprendre à quel point comment le régiment avait, avant l'heure, conceptualisé les forces spéciales modernes, alors qu'il fallut attendre 1992 pour arriver à prendre une décision dans ce domaine.

Avant sa première opération, L'opérateur du GO avait goûté au sable de Djibouti, à la forêt équatoriale, n'avait pas peur du sel, et évidemment, restait un pur adepte de Saint-Michel, capable

de s'infiltrer par les airs. Sa connaissance de nombreux armements était aussi assez exhaustive, par contre et déjà, en prélude de ce qui devait devenir la règle avec le COS, le "Faire autrement" était une règle de vie, un mode de vie, et sans conteste, un mode de recrutement de profils assez atypiques.

Assez étonnamment, c'est tardivement que le GO fut utilisé, à partir de 1977. Sa présence était connue dès 1977 dans le sud de l'ancien Congo Belge, puis un an plus tard, lorsque le **2e REP** vint au secours de Kolwezi (1). Mais évidemment, l'auteur-acteur des évènements de l'époque y ajoute une foultitude d'anecdotes qui installe le lecteur resté dans son fauteuil dans les forêts de la zone, et les faubourgs de la ville minière.

La conduite de l'opération Caban par le GO était aussi connue, mais là encore, nombre de détails inconnus sont livrés, tout comme la participation du GO à la protection d'autorités, par toutes sortes de modes opératoires qui ont, par la suite, rendu le 1er RPIMa légitime pour assurer le service dans nombre de pays, notamment en Côte d'Ivoire et en Centrafrique. Mais aussi, encore aujourd'hui, en protégeant le COMANFOR Barkhane, pour ne citer qu'un exemple.

Last but not least, ses récits, d'un intérêt inégal, sont accompagnés de photos rarissimes, pour la simple et bonne raison qu'à l'époque, les appareils photos étaient interdits, et que ceux qui avaient passé le contrôle étaient tout bonnement confisqués au retour de la mission.

Bref, un ouvrage sans doute incontournable pour comprendre une époque mal éclairée, mais aussi, toute la légitimité du 1er RPIMa, en quelque sorte canal historique, à être, par la suite, un des moteurs des forces spéciales.

(1) évoqué dans ma série de papiers consacré à Bonite, il y a quelques mois, dans RAIDS.



Publications

Dans Marines & Forces navales, les hélicoptères sur porte-avions

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 08.04.2019 Par Philippe Chapleau



Marines & Forces navales d'avril est en kiosques.

À la une de ce n°180 :
- les hélicoptères sur porte-avions, aujourd'hui et demain, leurs rôles, leurs missions.

Également au sommaire :
- le directeur du consortium OSK dit tout sur les difficultés de la construction navale russe ;
- les patrouilleurs lance-missiles SuperVita grecs ;
- la Marine royale marocaine ;

- et le premier volet d'une série consacrée au rôle des marines dans l'histoire du XXe siècle.

15 – Société

Le pangolin, mammifère méconnu le plus braconné du monde

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Monde mercredi 10 avril 2019 Par Nicolas Hasson-Fauré



Seul mammifère au corps recouvert d'écailles, le pangolin est menacé. Il est traqué par les braconniers pour sa viande et ses écailles, qui auraient de prétendues vertus thérapeutiques, selon certaines médecines traditionnelles d'Asie du Sud-Est. Plus de 25 tonnes de ces mêmes écailles viennent d'être saisies à Singapour. Focus sur cet animal méconnu et en grand danger.

Il se roule en boule et reste immobile sur le sol. Voilà comment le pangolin, mammifère au corps recouvert d'écailles qui vit dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie, se protège d'une attaque.

Sa carapace très solide résiste même aux tentatives de morsure de lions, comme le montrent des vidéos publiées sur internet.



Mais en dehors du cadre naturel, ses écailles ne le protègent pas : le pangolin est souvent décrit comme **« le mammifère le plus trafiqué du monde »**.

Dernier exemple en date, la saisie, ce lundi, de 12,7 tonnes d'écailles de pangolin à Singapour. Elles se trouvaient dans un conteneur expédié du Nigeria au Vietnam.



Les autorités de Singapour ont saisi, lundi, près de 13 tonnes d'écailles de pangolins. (Photo : National Parks Board Handout / EPA)

Mercredi dernier, 12,9 tonnes avaient déjà été découvertes au même endroit, dans les mêmes circonstances. En cinq jours, les autorités de la cité-État ont donc saisi 25,6 tonnes de ces écailles, un record ! Montant total des saisies : plus de 68 millions d'euros, indique un communiqué des autorités.

Cet épais dossier de trafic est l'occasion de mettre en lumière cet animal méconnu...

Portrait-robot du pangolin

En tout, il existe huit espèces de pangolins : quatre vivent en Asie et quatre en Afrique. Le territoire du pangolin s'étend du Sénégal aux Philippines en passant par l'Inde, la Chine, ou encore l'Afrique du Sud…

Le pangolin est le seul mammifère recouvert d'écailles, précise le Fonds mondial pour la nature (WWF). Elles sont faites de kératine, la même protéine qui compose les ongles humains.



Le commerce de pangolin est interdit. (Photo d'illustration : Niels Jelsma / Flickr / CC BY-NC 2.0)

Selon la revue *National Geographic*, la taille de l'animal à la longue queue varie entre **« celle d'un gros chat et plus de 1,20 m de long »,** selon les espèces. Le magazine le décrit comme **« timide », « inoffensif »** et **« solitaire »**.

Les pangolins n'ont pas de dents mais une longue langue collante qui leur permet de se nourrir de fourmis, de termites et autres larves. D'après le WWF, cette langue peut être plus longue que leur corps !

Pourquoi est-il chassé ?

Si le pangolin est ciblé par les braconniers, c'est notamment pour sa viande. Sa chair est considérée comme un mets délicat dans le sud de la Chine ou au Vietnam notamment, rapporte le *South China Morning Post*, un quotidien de langue anglaise basé à Hong Kong.

L'autre raison qui fait du pangolin une cible, ce sont leurs écailles. Celles-ci auraient de prétendues vertus thérapeutiques, selon certaines médecines traditionnelles d'Asie du Sud-Est, contre le cancer, l'impuissance ou l'acné, rapporte l'Agence France Presse.



Ses écailles protègent le pangolin. Mais elles en font aussi la cible de braconniers. (Photo d'illustration : gmacfadyen / Flickr / CC BY-NC-ND 2.0)

Selon l'ONG spécialisée Traffic, un million de pangolins auraient été braconnés durant la dernière décennie. Vingt tonnes d'animaux, entiers ou pas, feraient l'objet d'un trafic international tous les ans – chiffre que les dernières saisies à Singapour devrait faire bondir.

Comment est-il protégé ?

L'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) a placé les huit espèces de pangolins sur sa liste rouge des espèces menacées.

Certaines, comme le pangolin à ventre blanc, qui vit dans plusieurs régions d'Afrique de l'Ouest et centrale, sont considérées comme vulnérables. D'autres, comme le pangolin de Chine, sont en danger critique d'extinction.



Le pangolin est décrit par la revue National Geographic comme « timide », « inoffensif » et « solitaire ». (Photo d'illustration : A. J. T. Johnsingh, WWF-India, NCF / Wikimédia Commons / CC BY-SA 4.0)

En 2016, le pangolin a été classé dans l'annexe 1 de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), autrement dit parmi les plus menacées. Son commerce est interdit. Cette convention est entrée en vigueur dans 182 pays dont la Chine, plus l'Union Européenne.

Sciences

Catastrophe annoncée. Le CO2 au plus haut sur notre Terre depuis 3 millions d'années

Accueil Environnement Climat https://www.ouest-france.fr/ Modifié le 07/04/2019 à 11h57 Publié le 06/04/2019 à 11h02



Le niveau de CO2 dans l'atmosphère de la Terre, aujourd'hui, est au même niveau qu'il y a 3 millions d'années. Et ce n'est pas une bonne nouvelle. | KACPER PEMPEL / REUTERS

Voici 3 millions d'années, les températures étaient 3 à 4°C plus élevées et le niveau des océans était 15 mètres plus haut. Le niveau de CO2 dans l'atmosphère de la Terre, aujourd'hui, est au même niveau qu'à cette époque-là. Ce qui rend inéluctable la hausse dramatique de la température de la planète et du niveau des océans.

La concentration dans l'atmosphère du CO2, principal responsable du réchauffement climatique, est au plus haut depuis 3 millions d'années, rendant inéluctable la hausse dramatique de la température de la planète et du niveau des océans en quelques siècles, mettent en garde des chercheurs.

Les scientifiques estimaient jusqu'alors que le niveau actuel de dioxyde de carbone, un peu supérieur à 400 parties par million (ppm), n'était pas plus important que celui d'il y a 800 000 ans, lors d'une période marquée par des cycles de réchauffement et de refroidissement de la Terre qui se poursuivraient aujourd'hui sans le réchauffement lié aux activités humaines.

Le niveau des océans était 15 mètres plus haut

Mais des carottes de glace et de sédiments marins prélevés à l'endroit le plus froid de la planète révèlent désormais que la barre des 400 ppm a en fait été dépassée pour la dernière fois il y a 3 millions d'années, pendant le Pliocène. Les températures étaient alors 3 à 4°C plus élevées, des arbres poussaient en Antarctique et le niveau des océans était 15 mètres plus haut.

Ces analyses sont corroborées par un nouveau modèle climatique développé par le Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK).

« La fin du Pliocène est relativement proche de nous en termes de niveaux de CO2 », explique à l'AFP Matteo Willeit, chercheur au PIK et principal auteur d'une étude publiée cette semaine.

« Nos modèles suggèrent qu'au Pliocène il n'y avait ni cycle glaciaire ni grosses calottes glaciaires dans l'hémisphère nord. Le CO2 était trop élevé et le climat trop chaud pour le permettre ».

L'accord de Paris sur le climat de 2015 vise à limiter le réchauffement de la planète à +2°C, voire +1,5°C, par rapport à l'ère préindustrielle.

Mais en 2017, les émissions de gaz à effet de serre ont dépassé tous les records dans l'histoire humaine, et les engagements des États signataires de l'Accord de Paris conduiraient le monde vers +3°C.

Des impacts majeurs sont inévitables

Pour des chercheurs réunis cette semaine à Londres, il y a des leçons à tirer du Pliocène.

« Les températures mondiales étaient 3 à 4 °C plus élevées qu'aujourd'hui et le niveau de la mer 15 à 20 mètres plus haut », commente Martin Siegert, professeur de géoscience à l'Imperial College de Londres.

Aujourd'hui, avec 1°C de plus qu'à l'époque préindustrielle, la Terre subit déjà les impacts du dérèglement climatique, des inondations aux sécheresses.

Pour Siegert, avoir dépassé 400 ppm de CO2 n'implique pas une hausse du niveau des mers de l'ampleur de celle du Pliocène de façon imminente, mais à moins que l'Homme n'arrive à retirer le CO2 de l'atmosphère à grande échelle, des impacts majeurs sont inévitables, tôt ou tard.

En se basant sur les concentrations de CO2, les glaciologues prédisent une augmentation du niveau des océans entre 50 cm et un mètre d'ici la fin de ce siècle, indique le chercheur.

« Il serait difficile que cela soit plus, parce que la fonte prend du temps. Mais ça ne s'arrête pas à 2100, ça continue ».

En octobre, les scientifiques du Giec tiraient la sonnette d'alarme : pour rester sous les 1,5°C, il faudrait réduire les émissions de CO2 de près de 50 % d'ici 2030.

Mais malgré les promesses, ces émissions liées aux énergies fossiles et à l'agriculture augmentent inexorablement.

« À 400 ppm, nous restons sur la trajectoire d'un climat similaire au Pliocène », prévient Tina van De Flierdt, professeur de géochimie isotopique à l'Imperial College.

La calotte glaciaire du Groenland, qui contient assez d'eau pour faire augmenter le niveau des mers de 7 mètres, avait alors disparu. Et celle de l'ouest de l'Antarctique, **« qui contient environ 5 mètres, avait probablement disparu »**.

« Expérience folle »

Les chercheurs estiment que l'atmosphère a précédemment déjà connu des niveaux de CO2 bien supérieurs à 400 ppm, mais le gaz avait mis des millions d'années à s'accumuler.

De leur côté, les émissions liées à l'activité humaine ont fait grimper les niveaux de CO2 de plus de 40 % en un siècle et demi.

Avec une concentration à 412 ppm, et en progression, certains experts estiment qu'un réchauffement de la planète de 3 à 4°C est probablement inéluctable.

La dernière fois que le CO2 était aussi présent dans l'atmosphère, il avait ensuite été capturé par les arbres, les plantes, les animaux, puis enterrés avec eux à leur mort.

« Et ce que nous faisons depuis 150 ans, c'est de le déterrer et de le renvoyer dans l'atmosphère », souligne Siegert. **« C'est une expérience folle »**.

Voici la première photo d'un trou noir supermassif, M87*

https://www.huffingtonpost.fr/ C'EST DEMAIN 10/04/2019 15:09 CEST | Actualisé il y a 48 minutes
Par Grégory Rozières

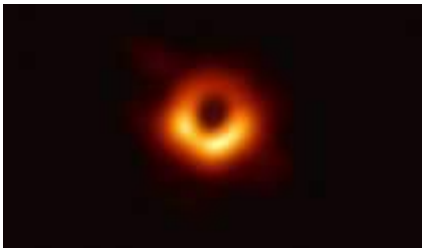
Cette image a été capturée par un gigantesque réseau de télescope, l'EHT. Elle montre l'ombre du trou noir qui trône au centre d'une grande galaxie proche.



SCIENCE - “C’est un peu comme le boson de Higgs ou les ondes gravitationnelles”, explique au *HuffPost* Frédéric Gueth, chercheur au CNRS et spécialiste des trous noirs. C’est dire si cette photo, diffusée ce mercredi 10 avril lors d’une conférence de presse en simultanée dans six pays, était attendue.

Cette image, dévoilée par la collaboration “Event Horizon Telescope” (EHT), est la première preuve directe de l’existence des trous noirs. On y voit, sur un fond orangé, une ombre noire, en forme de sphère. La cible: M87*, un trou noir supermassif situé loin dans l’espace, à 50 millions d’années-lumière de la Terre. Tellement dense qu’il est 6 milliards de fois plus massif que le Soleil.

Pour capturer cette image, il a fallu la puissance d’un réseau entier de radiotélescopes, répartis partout sur la planète, l’EHT. En fusionnant les informations collectées en parallèle en 2017, une équipe internationale de chercheurs est arrivée à observer l’un des objets les plus mystérieux de l’univers. Un projet qui a démarré il y a 15 ans. Admirez plutôt:



EHT

Pas convaincu ? Certes, cette image n’est pas aussi impressionnante que Gargantua, le trou noir d’Interstellar (dont la simulation est d’une grande rigueur scientifique). Mais elle ne fait pas le tour du monde pour rien. Jalousement gardée par les chercheurs avant cette conférence de presse multidiffusée, elle fait l’objet de six études dans la prestigieuse revue scientifique *Astrophysical Journal Letters*.

Discerner l’invisible

“On avait déjà un certain nombre de preuves indirectes de l’existence de trous noirs, comme la détection d’ondes gravitationnelles, les résultats de Gravity [voir à ce sujet notre article, NDLR] qui a étudié le comportement d’une étoile toute proche. Mais ceci est une preuve directe très satisfaisante”, explique Frédéric Gueth, chercheur au CNRS, mais également directeur adjoint de l’Iram, un institut européen dont les télescopes ont servi à produire cette première image d’un trou noir.



Pour autant, s'il s'agit d'une "preuve directe", on ne peut pas dire que l'on "voit" le trou noir. Pour une simple et bonne raison: ces objets sont physiquement invisibles. Prédits par la théorie de la relativité générale d'Einstein, ils seraient issus d'étoiles tellement massives qu'elles s'effondrent sur elles-mêmes.

Résultat: ne reste qu'un point minuscule, un objet extrêmement compact, mais tellement dense que sa gravité attire tout autour de lui, même la lumière. "Autour, il y a une sphère d'influence, une distance où la gravitation est si forte que rien ne peut s'échapper", explique Frédéric Gueth.

La "surface" de cette sphère, c'est ce que l'on appelle l'horizon du trou noir (ou "horizon des événements"). Si quelque chose, même la lumière, passe cette frontière, elle ne peut jamais ressortir. C'est la limite de non-retour. Résultat: on ne peut pas "voir" un trou noir.

Mais alors que discerne-t-on sur cette image? C'est l'ombre du trou noir. La zone orangée autour est un disque d'accrétion. "Le trou noir est entouré de matière chaude, brillante, qui est petit à petit mangée par le trou noir", précise Frédéric Gueth. La matière est tellement chaude qu'avant de sombrer, elle rayonne sur certaines longueurs d'ondes électromagnétiques, à certaines fréquences. Celles justement captées par l'EHT.

Ce que l'on voit, c'est donc une absence, l'opposé de la lumière. Et c'est exactement ce que prédisent les équations de la théorie de la relativité. "C'est presque trop beau pour être vrai, trop proche des simulations", s'exclame Frédéric Gueth. **La vidéo en tête d'article montre justement à quel point l'image est proche des différentes simulations.**

Cacahuète et Einstein

Vous vous posez peut-être encore quelques questions. Par exemple, pourquoi, autour de cette ombre de M87*, le disque d'accrétion n'est-il pas circulaire, bien régulier? Bref, pourquoi cette tache orange ressemble-t-elle un peu à une cacahuète, ou un genre de donut déséquilibré? Eh bien, c'est à cause d'Einstein. "Dans l'environnement proche d'un trou noir, il y a des effets de la relativité générale très forts [pour en savoir plus sur ces effets, c'est ici, NDLR]: la lumière ne se propage pas en ligne droite, cela déforme donc les images", détaille le directeur adjoint de l'Iram.

"On peut observer que la lumière qui provient de derrière le trou noir converge à un endroit, ce qui crée ces déformations". Justement, cette image colle tellement aux prédictions de la physique théorique que c'est "quelque part le triomphe de la relativité générale".

Vous avez peut-être également entendu que la première image d'un trou noir devait être celle de Sagittarius A*, situé au centre de notre galaxie, la Voie lactée? Ce serait logique: après tout, SGR A* est situé à seulement 26.000 années-lumière de la Terre. C'est 2000 fois plus proche que M87*.

Sauf que ce dernier est beaucoup, beaucoup plus imposant. Si SGR A* "pèse" 4 millions de soleils, M87* est 6 milliards de fois plus massif que notre étoile. Soit 1400 fois plus gros environ que celui qui trône au centre de la Voie lactée. Pour l'EHT, ils sont sensiblement identiques à observer. Mais c'est finalement M87* qui a eu droit à son portrait, parce que son observation s'est révélée "plus difficile" que son cousin, ont précisé les chercheurs de l'EHT.



Iram

Sagittarius A* est en effet 1400 fois plus proche de la terre, 1400 fois plus petit que son que M87*, donc plus rapide dans ses mouvements. “C’est comme prendre la photo d’un petit enfant, qui s’agite toute la journée” s’est ainsi amusé l’astrophysicien Shep Doeleman: “M87* est comme un gros ours, bien plus lent. C’est pour cela que nous nous sommes rapidement concentré sur lui.”

Mais alors, pourquoi n’a-t-on qu’une photo? Car quand on observer un tel phénomène, il peut y avoir beaucoup de parasites qui empêchent d’avoir une bonne image. A commencer par la météo, mais aussi par la matière entre la Terre et la cible, traversée par la lumière provenant du trou noir, qui peut causer un effet de diffusion (scattering) et rendre l’image un peu floue.

La 4K en approche

Pourtant, les chercheurs ont justement scruté une longueur d’onde bien particulière (1,3mm), non visible, “millimétrique”. Pourquoi? “Car tous les modèles montrent que c’est à ces fréquences qu’on a une chance d’observer un trou noir supermassif, de voir une chose si petite, avec une bonne résolution”, explique Frédéric Gueth.

Par exemple, une autre équipe, qui a observé une étoile toute proche de Sagittarius A*, l’a fait avec une autre longueur d’onde de 3,5mm. Déjà un exploit, mais en comparaison, “c’est comme de voir à travers un rideau de douche, car on traverse de la matière, de la poussière interstellaire”, précise au *HuffPost* Guy Perrin, chercheur à l’Observatoire de Paris et coresponsable de Gravity, l’un des instruments qui a permis de réaliser ces mesures en 2018.

En tout cas, cette observation de l’EHT n’est qu’un début. Dans les années à venir, on devrait avoir encore plus d’informations sur les trous noirs supermassifs. Grâce à des télescopes plus performants, mais aussi grâce à la découverte des ondes gravitationnelles, qui vont nous permettre d’observer autre chose que des ondes électromagnétiques.

Surtout qu’il reste de nombreux mystères à percer autour des trous noirs, précise Guy Perrin: “Comment apparaissent-ils? Comment un trou noir stellaire, de la masse d’une étoile, peut-il devenir aussi massif, des millions de masses solaires, en un temps si ‘court’ de quelques milliards d’années? Y’a-t-il de la matière invisible, sombre, autour des trous noirs?”

Sans même parler des théories les plus folles (et difficilement vérifiables), les trous noirs n’ont pas fini de fasciner.

Océan Antarctique

Un morceau de glace de 1,5 million d’années peut aider à prévoir le climat

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Climat mercredi 10 avril 2019 Par Léa VIRIET



Des scientifiques européens vont investir l’un des lieux les plus froids de la Terre, en Antarctique, pour étudier de la glace datant d’il y a plus d’un million d’années. Ces

recherches permettront d'en apprendre plus sur le climat du passé et sur ce qui nous attend.



C'est un morceau de glace datant de 1,5 million d'années qui pourrait permettre de mieux comprendre le changement climatique. Beyond EPICA - Oldest Ice, un consortium européen, a annoncé mardi 9 avril vouloir forer la glace en Antarctique pour récolter un échantillon prometteur.

Il aura fallu trois ans pour trouver le lieu idéal : c'est donc dans la région de Little Dome C, en Antarctique de l'Est, que les carottes de glace *[des cylindres de glace retirés de calottes glaciaires, qui contiennent des couches de plus en plus anciennes au fur et à mesure qu'on s'enfonce vers le centre de la Terre, NdlR]* seront prélevées.

« Si nous voulons prévoir l'avenir du climat, avec l'augmentation des gaz à effet de serre, nous devrons utiliser des modèles, qui seront fondés sur ce qu'il est advenu dans le passé », a déclaré à la BBC Catherine Ritz, chercheuse CNRS à l'Institut des géosciences de l'environnement (IGE) et qui travaille sur le projet Beyond EPICA.

« L'atmosphère du passé »

Cette initiative, qui regroupe 14 institutions de 10 pays européens, succède à un premier projet, baptisé EPICA (*European project for ice coring in Antarctica*). Entre 1996 et 2004, des chercheurs européens ont foré jusqu'à 3 270 mètres de profondeur dans la glace antarctique, au niveau de l'actuelle station de recherche franco-italienne Concordia. Ils ont pu reconstituer l'histoire climatique des 800 000 dernières années !

Ils ont notamment mesuré les concentrations des gaz à effet de serre comme le dioxyde de carbone et le méthane, et ont étudié leur évolution au cours de ces 800 000 années grâce aux minuscules bulles piégées dans la glace contenant de l'air de l'époque où la glace s'est formée. **« La glace est le seul médium où on peut retrouver l'atmosphère du passé »,** nous confie Catherine Ritz. Les scientifiques ont ainsi constaté que **« plus il faisait froid, moins il y avait de dioxyde de carbone et de méthane dans l'air »**.



Les carottes de glace, qui seront analysées, ont une forme cylindrique. (Photo : Thibaut Vergoz, French Polar Institute, CNRS)

Les scientifiques veulent maintenant remonter jusqu'à il y a 1,5 million d'années, pour en apprendre plus sur les gaz à effet de serre, mais aussi pour résoudre un autre mystère : celui du changement du rythme des alternances entre périodes froides et chaudes.

« Le climat de la Terre varie entre deux états : de longues périodes glaciaires et des périodes interglaciaires plus courtes, explique la chercheuse. **Pendant les périodes glaciaires, il y avait deux énormes calottes de glace, l'une sur l'Amérique du Nord, l'autre sur la Scandinavie et la Sibérie occidentale. Le niveau des mers était alors 120 mètres plus bas que maintenant. »**

Quant à la période interglaciaire, dans laquelle nous sommes actuellement, c'est une période où les températures sont plus élevées et où le niveau de la mer est donc plus haut. Ce qui intrigue

les scientifiques, c'est le rallongement des cycles, nous détaille Catherine Ritz : **« Alors que ces 800 000 dernières années, les cycles étaient d'environ 100 000 ans, il y a plus d'un million d'années, ils ne duraient que 40 000 ans. Nous voulons comprendre pourquoi. »**

À partir de la mi-novembre 2021

Il faut maintenant que l'Union européenne, qui **« finance le projet de forage à hauteur de 11 millions d'euros, sur environ 30 millions d'euros au total »,** valide la deuxième phase du projet, avant qu'une équipe d'experts établisse un camp à Little Dome C.

« L'objectif est de recueillir des carottes de glace d'un diamètre de 10 centimètres à partir de la mi-novembre 2021. Pendant trois étés antarctiques, les forages se poursuivront de la mi-novembre au début de février, jusqu'à une profondeur de 2 730 mètres (en 2024), où la glace devrait avoir au moins 1,5 million d'années », explique un communiqué.

Les résultats devraient voir le jour en 2025, permettant de comprendre les liens entre changement climatique et évolution des concentrations de gaz à effet de serre, et d'avoir les données sur le climat du passé permettant de prévoir ce qui nous attend en matière de climat dans les prochaines années.

Océan Indien

La lutte difficile des associations

A Mayotte, le braconnage des tortues se porte bien

actu océan indien par www.ipreunion.com le 7 avril 2019 à 03:00




AFP - david Lemor Une carapace vide de tortue de mer, victime de braconnage, gît sur une plage de l'île de Mayotte (France), le 8 juin 2018

Des coquilles éclatées, des carcasses, des ossements... Sur les plages de Mayotte c'est toujours le même spectacle. Le braconnage des tortues marines se porte bien, malgré les efforts conjoints des acteurs qui ouvrent pour la protection des espèces protégées. En février dernier, l'association mahoraise Oulanga na Nyamba (Environnement et tortue) a lancé une pétition sur Change.fr pour alerter le Ministère de la transition écologique et solidaire. Plus de 3.700 personnes l'ont signée. Deux mois plus tard, où en est-on ?

"Avec cette pétition, nous n'avions pas d'objectif particulier à atteindre si ce n'est d'alerter les pouvoirs publics. Nous avons eu la visite dans nos locaux du directeur de la police nationale de l'Agence française pour la biodiversité. Nous avons donc fait réagir," estime François-Eli Paute, membre d'Oulanga Na Nyamba.

Pour signer cette pétition cliquez ici https://www.change.org/p/pour-le-renforcement-de-la-lutte-contre-le-braconnage-des-tortues-marines-%C3%A0-mayotte

Pour autant, rien n'est vraiment gagné… L'une des revendications de l'association environnementale était d'obtenir des moyens humains conséquents, des renforts engagés sur le long terme pour la protection de la biodiversité. "Des choses qui ne sont pas possible de manière pérenne par manque de fonctionnaires mobilisables," souffle le militant.

Sept agents seulement pour surveiller une cinquantaine de plages de ponte

A Mayotte, les moyens engagés par l'Etat "sont insuffisants. Nous ne sommes que sept agents dédiés à la lutte contre le braconnage…", nous expliquait il y a quelques mois Franck Charlier, syndicaliste au SNE-FSU (Syndicat national environnement), chargé de lutter contre les

braconniers. Seulement sept agents pour surveiller une cinquantaine de plages où viennent pondre les tortues. Bien trop peu…

D'autant plus que les braconniers "ont changé de stratégie, témoigne un membre de l'association Oulanga na Nyamba. Ils sont aujourd'hui organisés en réseau, comme des trafiquants de drogue. Ce sont de véritables filières: ils vont en nombre sur les plages et sont agressifs." Très bien structurées, elles se partagent le territoire. "Chaque groupe à son endroit, comme une chasse gardée. Les plages ne sont parfois qu'accessibles en bateau, ils viennent, découpent plusieurs tortues sur la plage et repartent. Il est très compliqué d'essayer d'avoir des informations, personne ne parle, c'est interdit," poursuit François-Eli Paute. Il existe également des braconniers opportunistes, qui emportent l'animal dans leur voiture et la débite une fois chez eux…

Une viande de luxe

D'après le REMMAT (Réseau d'Echouage Mahorais de Mammifères marins et de Tortues marines), plus de 230 tortues ont été braconnées à Mayotte en 2016, et près de 300 en 2015. En sachant que ce réseau "n'échantillonne que la partie visible de l'iceberg. Les braconniers peuvent cacher les carapaces ou les jeter en mer," indique Franck Charlier.

Sur le marché noir, la viande de tortue peut se vendre entre 10 et 15 euros le kilo et peut monter jusqu'à 30-40 euros. Une seule tortue peut donner jusqu'à 80 kilos. En comparaison, le poisson est moins cher, il se vend entre 5 à 7 euros le kilo.

Seulement quatre à six affaires de braconnage devant la justice chaque année

En 2017, la réglementation s'est durcie et les contrevenants risquent désormais entre un et deux ans de prison ferme et jusqu'à 150.000 euros d'amende. En août dernier, par exemple, cinq braconniers, surpris avec une tortue verte de 150 kilos à bord de leur véhicule, ont été jugés en comparution immédiate. Deux, récidivistes, ont été condamnés à un an de prison ferme, les deux autres à une peine de six mois de prison ferme.

Mais finalement, la loi est peu appliquée et seules quatre à six affaires parviennent jusqu'au tribunal chaque année. "Il y a quand même une prise de conscience, la justice réagit. Mais ce sont surtout les "petites mains" d'un réseau bien structuré qui sont attrapées et condamnées," tient à préciser François-Eli Paute.

Du côté des consommateurs de viande de tortue, interdite, "à ma connaissance, personne n'a jamais été condamné. Elle est vendue en cachette, consommée en cachette entre hommes, en petit comité avec de l'alcool. Nous savons seulement que la demande augmente lors de la saison des mariages et pendant le Ramadan parce qu'on observe une forte activité de braconnage," détaille le militant d'Oulanga na Nyamba.

A La Réunion, les cas de braconnage sont très rares

Sur l'île de La Réunion, les tortues, sont protégées et choyées depuis les années 80. "Il y a un ou deux cas de braconnage par an. C'est exceptionnel. Rien à voir avec ce qui se passe à Mayotte," signale Stéphane Ciccione, directeur de Kelonia l'observatoire des tortues marines. Le 19 mars dernier, une jeune tortue verte, "Dodo" a été récupérée par des plongeurs. Très affaiblie, elle présentait une lésion circulaire sur le sommet de crâne, très probablement provoquée par une flèche de fusil harpon... "Je pense que nous l'avons sauvée mais je ne sais pas si elle aura la capacité à repartir vers son milieu naturel. Pour le moment, elle flotte et n'arrive pas à plonger...," soupire le directeur de Kélonia.

Finalement, les principales menaces qui pèsent sur les tortues réunionnaises sont la pollution et les chocs avec les bateaux. "En moyenne, nous récupérerons 25 à 30 tortues par an à Kélonia, ajoute Stéphane Ciccione, un peu moins de dix décèdent."

La maladie a été détectée aux Comores

Mayotte : la menace de la fièvre aphteuse plane sur les élevages

actu océan indien par www.ipreunion.com le 10 avril 2019 à 02:58



photo RB imaz Press Réunion

Après la fièvre du Rift, une nouvelle menace plane sur le secteur de l'élevage mahorais. Il s'agit de la fièvre aphteuse, une maladie sans danger pour l'homme, mais extrêmement contagieuse pour les animaux. Elle a été détectée aux Comores, confirme le Centre de coopération international en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Son introduction à Mayotte provoquerait une catastrophe, tant économique que sanitaire. Pour le moment, sur l'île aux Parfums des mesures de prévention sont mises en place. (Photo d'illustration, RB/Imaz Press Réunion)

Une quinzaine de bêtes seraient mortes sur l'île comorienne de Mohéli, à Fomboni, recense France Mayotte Matin. Si les prélèvements doivent encore être analysés en laboratoire pour confirmation, les animaux présentaient tous les symptômes de la fièvre aphteuse. La maladie, particulièrement contagieuse, touche les bovins, les porcs, les ovins et les caprins. Elle est rarement fatale pour les adultes mais provoque une surmortalité des jeunes. Elle n'est pas transmissible à l'Homme mais celui-ci peut devenir vecteur.

Mayotte n'a pas attendu les résultats des analyses pour prendre des mesures de précaution et de prévention. Des pédiluves pour désinfecter les chaussures des passagers ont été installés à l'aéroport, au port de Longoni et au débarcadère de Petite-Terre. Les contrôles sanitaires et douaniers ont également été renforcés auprès des voyageurs afin de faire respecter l'interdiction d'importation de produits d'origine animale (viande, lait et produits laitiers, peaux d'animaux…).

En cas de détection d'un foyer, les protocoles internationaux sont très clairs : tous les animaux de l'élevage qui doivent être abattus de manière à minimiser les risques de propagation. Une épée de Damoclès au-dessus des éleveurs mahorais déjà bien frappés par la fièvre du Rift.

Menace dans les Mascareignes ?

Mayotte n'est pas la seule île de l'Océan Indien à prendre toutes ses précautions contre la fièvre aphteuse. En janvier dernier, Maurice et Rodrigues ont doublé les contrôles sur leurs bétails, relate l'Express.mu. Un protocole d'urgence qui intervient après l'annonce de la contamination de cheptels dans les fermes sud-africaines. Les deux îles des Mascareignes exportant énormément de bœufs et de cabris d'Afrique du Sud, le gouvernement mauricien ne voulait prendre aucun risque.

Aucun cas de fièvre aphteuse n'est pour le moment recensé sur l'île sœur, mais le souvenir de 2016 reste fort… Il y a trois ans, Rodrigues avait été durement touché par l'épidémie. Près de 3.200 animaux avaient été abattus alors que 2.118 avaient succombé à la maladie. A Maurice, 1.695 animaux étaient décédés. A l'époque, La préfecture de La Réunion avait mis en place un dispositif de vigilance renforcée.

Océan Pacifique

Un troisième RSMA s'installe à Bourail

Nouvelle Calédonie https://la1ere.francetvinfo.fr/ Cédrick Wakahugneme avec Loreleï Aubry Publié le 10/04/2019 à 19:28, mis à jour le 11/04/2019 à 10:26

L'État, la Nouvelle-Calédonie et GIEP (Groupement pour l'Insertion et l'Évolution Professionnelles) ont officialisé la mise en place d'un troisième Régiment du Service Militaire Adapté en Nouvelle-Calédonie. Une convention a été signée entre les différents partenaires à l'EFPA de Bourail.



© La 1ère

Le nouveau partenariat entre l'Etat, la Nouvelle-Calédonie, le RSMA et l'EFPA (l'Etablissement de formation professionnelle des adultes) s'est conclu par des applaudissements ce mercredi à Bourail. Et pour cause, la concrétisation de ce projet fait directement écho à la demande explicite du chef du gouvernement, Edouard Philippe, en 2017, de créer une nouvelle entité du Régiment du Service du Service Militaire Adapté en Nouvelle-Calédonie. Après des mois d'âpres discussions et d'études, une convention a enfin été signée. Elle permettra le recrutement futur de quatre-vingt volontaires du Régiment.

Mutualiser les moyens de formation

Sur près de neuf hectares, l'immensité des installations de l'EFPA permet une cohabitation d'un genre nouveau. Seule une trentaine d'adultes gravite autour de cet espace. Le territoire souhaite ainsi pouvoir mutualiser les moyens de formations.

Six filières d'ores et déjà définies

La création d'une troisième compagnie du RSMA permet notamment l'extension de l'offre de formation. Six filières sont déjà envisagées. Reste à définir un projet pédagogique commun entre le Régiment et l'EFPA.

Ce partenariat, unique en Outre-mer, préfigure de nouvelles expériences. L'ouverture de ce troisième régiment est prévue pour mi 2020 pour entrer en pleine capacité en 2021.

Ouverture d'une antenne du RSMA-NC à Bourail

Accueil L'actualité https://www.ncpresse.nc/ Mercredi 10 Avril 2019 Source Haut-Commissariat

Signature de la convention entre l'Etat, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et le GIEP-NC en vue de l'ouverture d'une antenne du RSMA-NC a Bourail



Le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, M. Thierry Lataste, le président du gouvernement, M. Philippe Germain, et le président du Groupement pour l'insertion et l'évolution professionnelle (GIEP-NC), M. Jean-Louis d'Anglebermes, ont signé mercredi 10 avril une convention en vue de l'ouverture d'une antenne du Régiment du Service militaire adapté de Nouvelle-Calédonie (RSMA-NC) à Bourail.

Reconnu par l'ensemble des communautés, par les élus et par le monde du travail, le RSMA-NC accueille des jeunes issus de toute la Nouvelle-Calédonie, dont notamment plus de 45% de jeunes filles, sous statut militaire. En 2018, 83% des stagiaires sont repartis avec un permis de conduire et 79% ont été insérés dont plus de la moitié dans un emploi durable (plus de 6 mois).

Répondant à la demande des élus calédoniens, le Premier ministre, M. Edouard Philippe, avait annoncé le 5 décembre 2017 lors de son allocution devant le congrès de la Nouvelle-Calédonie qu'il allait réunir les conditions pour qu'une nouvelle unité du Régiment du Service militaire adapté d'environ 80 places puisse être constituée.

En 2018, les Assises des Outre-mer, consacrées en Nouvelle-Calédonie à la jeunesse, ont conforté la nécessité de créer une nouvelle unité. C'est ainsi que le 27 juillet 2018, la ministre des Outre- mer a mandaté le haut-commissaire de la République pour mener à bien le projet.

En s'implantant en Province Sud, le RSMA-NC se rapproche du bassin d'emploi principal du territoire et pourra en conséquence intensifier ses efforts auprès de la jeunesse et des acteurs économiques majeurs du territoire.

Pour le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, la création d'une troisième antenne du RSMA-NC en province Sud et notamment son positionnement sur le site du GIEP-NC à Bourail répond à l'un des objectifs majeurs de la stratégie emploi insertion professionnelle de la Nouvelle-Calédonie (SEIP-NC) qui est la mutualisation des moyens de formation des différentes collectivités intervenant dans ce domaine. Pour le Service Militaire Adapté, ce partenariat novateur, unique dans les Outre-mer, préfigure d'autres expériences à venir.

Le développement d'une 3e compagnie du Régiment du Service militaire adapté permettra le recrutement de 80 volontaires supplémentaires chaque année et l'extension de l'offre de formation visant des métiers nouveaux ou pour lesquels une pénurie de main d'œuvre est constatée par les acteurs économiques du territoire.

Afin de permettre l'encadrement des nouveaux bénéficiaires, 27 cadres militaires seront affectés entre 2020 et 2021. Six filières de formation seront créées à partir des plateaux pédagogiques existants.

L'offre de formation qualifiante portera sur les filières suivantes à compter de 2020 :

Métiers du transport et de la logistique :
Filière du transport et de la logistique, titre V (conducteur de poids lourds et de livraison de marchandises / cariste d'entrepôt)

Métiers de la sécurité :
Filière agent de prévention et de sécurité : titre V (ASPQ et SSIAP).

Métiers du secteur industriel :
Filière chaudronnerie (titre IV) Filière métallier soudeur (titre V)

Section 4 : métiers de la maintenance :

Filière électromécanicien de maintenance industrielle (titre IV)

L'offre de formation pré-qualifiante portera sur les filières suivantes :
Métiers de la sécurité :
Filière préparation aux métiers de la sécurité publique et de l'administration

Métiers de la maintenance :
Filière mécanicien automobile

Un outil complémentaire de l'offre existante

Outil complémentaire de l'offre existante, l'implantation sur le site de l'EFPA de Bourail permettra de mutualiser les moyens pédagogiques et logistiques. L'équipe d'encadrement sera composée de cadres issus de la défense et des formateurs de l'EFPA qui œuvreront au profit du RSMA-NC. Certains jeunes de l'EFPA pourront également bénéficier des formations proposées par le RSMA-NC.

La convention définit les modalités du partenariat entre le Régiment de Service militaire adapté et le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

La réunion de deux entités (GIEP-NC/RSMA) sur un même site, autour : D'un projet pédagogique commun sous la forme d'un continuum de formation De la mutualisation des plateaux pédagogiques existants

Un partenariat à long terme :
Un engagement sur 25 ans
Une répartition des coûts d'entretien proportionnel au nombre de stagiaires accueillis par chaque structure
La création d'un nouveau bâtiment vie pour le GIEP-NC financé à 60% par l'Etat et à 40% par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

Un pilotage à deux étages :

Le fonctionnement courant est coordonné par le RSMA, le pilotage stratégique par la Nouvelle-Calédonie

La création de la compagnie comprenant :
Mise en place de 27 militaires (cadres) entre 2020 et 2021.
Investissement de 607 millions de francs (de 2020 à 2025) pour développer les logements, la restauration, infirmerie, plateaux sportifs, zone technique, etc.
Création de 6 filières de formation à partir des plateaux pédagogiques existants
Ouverture à la mi-2020
Pleine capacité au deuxième semestre 2021
Un soutien du GIEP-NC
Identification et recrutement des volontaires au profit du RSMA 8 postes dédiés au soutien du continuum de formation
Le maintien d'une activité spécifique GIEP-NC sur le site

Le groupement pour l'insertion et l'évolution professionnelle (GIEP-NC)

Le groupement d'intérêt public dédié à l'insertion et l'évolution professionnelles en Nouvelle-Calédonie (GIEP-NC) regroupe les missions de l'établissement de formation des adultes (EFPA), de l'école des métiers de la mer (EMM) et de l'institut pour le développement des compétences en Nouvelle-Calédonie (IDC-NC). Il est pleinement opérationnel depuis le 1er avril 2019.

Le GIEP a notamment été créé pour favoriser l'insertion professionnelle, l'acquisition d'une qualification professionnelle reconnue et l'adaptation et le maintien dans l'emploi.

Le centre de Bourail : une spécialisation industrie et transport et logistique

Les plateaux techniques de Bourail du GIEP (ex-EFPA) sont destinés à offrir des formations professionnelles permettant aux travailleurs et demandeurs d'emploi d'acquérir un métier ou de parfaire leurs connaissances. Les formations dispensées sont sanctionnées par des titres nationaux délivrés par le ministère de l'Emploi ou par des titres calédoniens

> Le pôle « industrie » de Bourail comporte une branche « maintenance industrielle » et une branche « transformation des métaux ». Il peut accueillir jusqu'à 60 stagiaires en simultané.

Le plateau « maintenance industrielle » est doté d'un espace de 1 500 m2 et est organisé par thématique (mécanique, électricité, régulation et pneumatique). Les formations sont organisées autour du principe de « factory training » : grâce à des machines de synthèse qui regroupent toutes les composantes de la maintenance, les stagiaires sont mis en situation au plus près de ce qu'ils rencontreront en entreprise.

Le plateau technique « transformation des métaux », de 1 000 m2, est destiné à la formation des soudeurs, chaudronniers, agents de fabrication métallique, tuyauteurs, métalliers industriels.

> Le pôle transport et logistique inclut un camion-école et un autobus double-commande et forme aux certifications suivantes : conducteur poids lourd de transport et de livraison de marchandises,

conducteur transport routier de personnes, cariste d'entrepôt, agent logisticien, préparateur de commande en entrepôt.

Le service militaire adapté en Nouvelle-Calédonie

Dispositif militaire d'insertion socioprofessionnelle relevant du ministère des Outre-mer, le régiment du Service militaire adapté s'adresse aux jeunes Calédoniens âgés de 18 à 25 ans, éloignés du marché de l'emploi. Sa mission est d'éduquer, de former et d'insérer. Cette mission d'engagement et d'investissement vise à offrir aux jeunes une employabilité durable.

Le RSMA-NC bénéficie ainsi à 600 jeunes par an, dont plus de 480 volontaires stagiaires qui sont formés pendant 6 à 12 mois selon le métier choisi parmi 20 filières proposées. L'apprentissage repose sur l'acquisition de compétences professionnelles mais aussi sociales et citoyennes, le tout dans un cadre militaire aux fortes valeurs collectives. Ce programme est basé sur un accompagnement personnalisé destiné à favoriser l'accomplissement du jeune volontaire et à répondre aux besoins du marché de l'emploi. Il repose sur un projet pédagogique et éducatif adapté: renforcer la confiance personnelle et collective, lutter contre l'illettrisme et valoriser les compétences sociales, intégrer des compétences professionnelles, proposer une prise en charge médico-psycho-sociale incluant la lutte contre les addictions, favoriser l'autonomie.

Les stagiaires sont encadrés par des formateurs spécialisés puis accompagnés par leur encadrement et la cellule insertion du RSMA-NC pendant 6 mois à l'issue de leur formation pour s'insérer professionnellement. A l'issue de leur passage au RSMA, près de 80% des jeunes trouvent un emploi ou poursuivent leur formation.

20190409 DP RSMA NC Bourail.pdf (5.67 Mo)



Le RSMA-NC, un projet d'avenir

Installé en Nouvelle-Calédonie depuis 1986 le RSMA-NC dispose de 2 emprises principales : Koumac avec une compagnie de formation professionnelle, une compagnie de commandement et de logistique ainsi que l'état-major. Koné avec une 2e compagnie de formation professionnelle.

Il dispose aussi d'une antenne à Nouméa avec une cellule pour le recrutement et une autre pour l'insertion professionnelle.

En 2017, le RSMA-NC a atteint les objectifs fixés par le SMA dans le cadre de son plan « SMA 6000 » dont l'objectif était d'accueillir, de former et d'insérer 6 000 jeunes des Outre-mer. Le SMA de Nouvelle-Calédonie y a fortement participé avec une montée en puissance constante des jeunes recrutés, formés et insérés dans le tissu économique local. Depuis deux ans, le RSMA-NC consolide son modèle tout en innovant pour répondre toujours plus aux enjeux de l'employabilité durable, au cœur du projet « SMA 2025 » mené par le ministère des Outre-mer.

16 – Vie de l'UOROI